2008

Histoire des faits et des idées économiques

Fabrice MAZEROLLE

Histoire des faits et des idées économiques

Fabrice MAZEROLLE

Notes de cours

Dernière mise à jour le vendredi 17 octobre 2008

1ère année de Licence - Marseille

Résumé du cours

Ce cours traite des faits et des idées économiques sur une échelle de temps qui va de la « révolution néolithique » à la « révolution de l'information », en passant par la révolution industrielle.

Les principales idées économiques sont présentées (souvent de façon schématique) en relation avec les grands courants et, au sein de chaque courant, rattachées autant que possible à des auteurs. On étudie ainsi :

- Les faits économiques du néolithique à l'antiquité, puis les idées économiques dans l'antiquité et au Moyen-âge à travers PLATON, ARISTOTE et d'AQUIN.

- La période de la Renaissance avec les mercantilistes, les physiocrates et les précurseurs de l'économie politique classique, en parallèle avec l'évolution des faits économiques ayant précédé la Révolution industrielle.

- Un chapitre consacré à la Révolution industrielle, en prélude à l'étude de l'économie politique classique à travers les auteurs fondateurs de l'analyse économique moderne : Adam SMITH, David RICARDO et MALTHUS en particulier.

- La naissance de l'école néo-classique ainsi que les courants socialistes sont également étudiés.

- Puis la crise de 1929 est étudiée en prélude à l'analyse keynésienne et plus généralement la pensée économique dans l'entre-deux guerres.

- Les grands courants de l'analyse macroéconomique de la fin du 20ème siècle sont enfin brièvement présentés conjointement au cadrage sommaire de l'évolution économique des grandes puissances et celle de la mondialisation à l'aube du 21ème siècle.

Toute remarque relative à ce contenu est la bienvenue : fabrice@mazerolle.fr .

La totalité des images utilisées dans ces notes de cours, quand celles-ci n'ont pas été créées par l'auteur, provient du fonds « Wikipedia Commons » et est donc libre de droits, généralement parce que les copyrights ont expiré.

Ce cours n'a qu'une vocation strictement pédagogique.

Remerciements

Je remercie les étudiants qui ont suivi ce cours depuis 2002. Grâce à leurs questions et à leurs remarques, j'ai pu améliorer ce document et en retirer progressivement les âneries les plus criardes. Il en reste sans doute encore trop, du seul fait de mon ignorance. D'ailleurs, ainsi que le dit très justement le proverbe « *Bien des élèves sont supérieurs à leurs maîtres* ».

Je remercie également Laurent DOMBRET, Myriam FIALA, Simeon KOFFI, Pierre PERROT et Paul SANTUCCI pour des nombreuses corrections de coquilles et des échanges intellectuels stimulants.

Enfin, je remercie André CABANNES pour sa relecture d'une des premières versions de ce cours.

Sommaire

Première partie : L'ère préindustrielle

Chapitre 1 : Du néolithique à la révolution industrielle

Chapitre 2 : Les idées économiques dans l'antiquité et au moyen-âge

Chapitre 3 : La période mercantiliste

Chapitre 4 : Les physiocrates

Deuxième partie : La révolution industrielle

Chapitre 5 : La révolution industrielle

Chapitre 6 : Les économistes classiques

Chapitre 7 : Les économistes socialistes

Chapitre 8 : Les néo-classiques

Troisième partie : La crise du capitalisme

Chapitre 9 : De la Belle époque à la crise de 1929

Chapitre 10 : La pensée économique dans l'entre-deux guerres

Quatrième partie : De l'Etat providence à la mondialisation

Chapitre 11 : L'évolution économique depuis 1945

Chapitre 12 : Les théories macroéconomiques contemporaines

Bibliographie

Première partie

L’ère préindustrielle

Chapitre 1
Du néolithique à la révolution industrielle

« *Necessity is the mother of invention* » (Richard FRANCK, Northern Memoirs, 1694), en exergue de l'ouvrage de Julian L. SIMON, The *Ultimate Resource* (Princeton University Press, 1996)

0 - Introduction
1 - La révolution néolithique
2 - L'antiquité : les civilisations de l'écriture et de la monnaie
- A - La Mésopotamie, héritière de la révolution néolithique
- B - Phéniciens, Carthaginois et Grecs
  - 1) Les Phéniciens
  - 2) Les Carthaginois
  - 3) Les Grecs
- C – L'Egypte ou les débuts de la planification centrale
- D - L'empire romain, une économie basée sur les conquêtes
  - 1) La liberté économique
  - 2) L'interventionnisme étatique
- E - Les inventions du néolithique à la fin des civilisations antiques

3 - Le moyen-âge
- A - L'économie domaniale : du déclin de l'empire romain au Xème siècle
- B - L'économie féodale : du Xème siècle à la Renaissance
  - 1) L'amélioration de la productivité agricole
  - 2) Les progrès de l'artisanat et de la petite industrie
  - 3) Le développement des villes
  - 4) L'essor des échanges locaux et internationaux
  - 5) Les premières spécialisations internationales
  - 6) La ligue hanséatique
  - 7) L'insuffisance chronique de numéraire
  - 8) Le développement de la fonction bancaire
  - 9) Les croisades et la Peste Noire
    - a) Les croisades
    - b) La peste noire
- C - Le monde musulman

4 - La Renaissance
5 - La révolution industrielle et le début des temps modernes

0 - Introduction

L'échelle de temps dans ce chapitre surprendra plus d'un lecteur, puisqu'en une vingtaine de pages il lui faudra survoler plus de 10 000 ans d'histoire économique, alors que le reste du cours, si l'on excepte les chapitres 2 à 4 qui traitent des idées économiques associées à cette longue période, représentent environ 250 ans d'histoire, mais une masse de faits et d'idées bien plus impressionnants.

L'étonnement passé, on conviendra cependant qu'il s'agit là d'une conséquence directe du caractère exponentiel de l'évolution humaine et, plus précisément dans notre cas, de l'histoire des faits et des idées économiques.

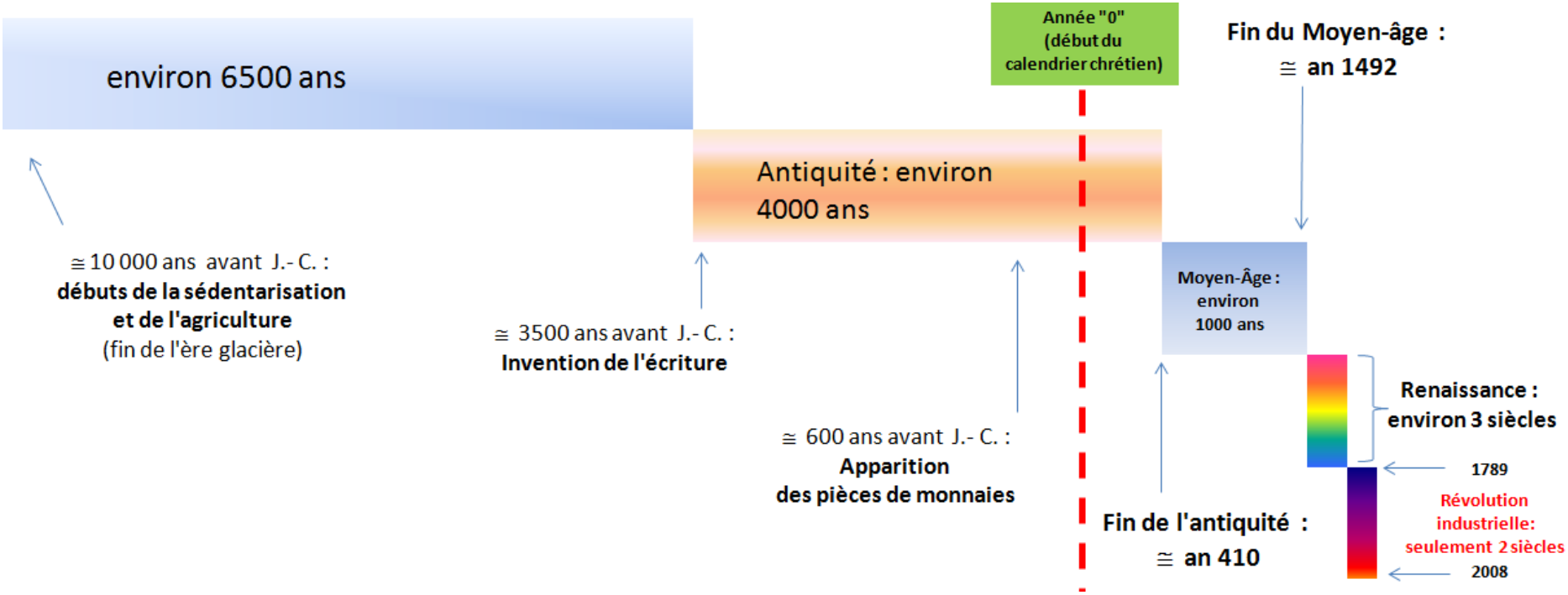
C'est en tout cas dans les douze siècles que nous allons parcourir que, en dehors du feu, sont nées les inventions sans lesquelles l'humanité n'aurait jamais pu atteindre le niveau de développement et de bien-être sans précédent qu'elle connaît aujourd'hui : techniques agricoles, écriture, monnaie, infrastructures urbaines, codes de la propriété privée et des contrats, …. Et même machine à vapeur rudimentaire aux environs du premier siècle de notre ère (HERON d'Alexandrie).

La place consacrée à chaque période, qu'il s'agisse du néolithique ou des civilisations antiques, n'est absolument pas proportionnelle ni à leur durée chronologique, ni même à leur importance. Là où il était possible de résumer les faits essentiels en quelques paragraphes, cela a été fait, même quand cela concernait plusieurs siècles. Ailleurs, il fallait plusieurs pages pour simplement décrire des évolutions qui se sont produites en quelques décennies.

Le schéma ci-après tente de recadrer grossièrement l'échelle de temps qu'il faut avoir présente à l'esprit pour éviter d'oublier que quelques mots décrivent des périodes très longues, alors que des chapitres entiers décrivent longuement des périodes comparativement très courtes.

Il permet de voir qu'il y a quelques points de repère majeurs dans l'histoire qui nous intéresse ici. Ce tableau nous servira de trame pour parcourir ce chapitre.

Cadrage temporel de l'histoire des faits économiques du néolithique à l'époque actuelle



Sources utilisées pour ce tableau : diverses dates et faits récoltés dans Wikipédia.

1 - La révolution néolithique

Il y a environ 10 000 à 11 000 ans, s'est produit un **changement climatique**, un « réchauffement », qui a provoqué le passage du nomadisme à la sédentarisation. Ici, il est impossible d'éviter l'utilisation de termes géologiques complexes : il s'agit du passage du **Pléistocène** (ère glacière qui a débuté il y a environ 1,8 million d'années et s'est terminée il y a 11 400 ans) à **l'holocène**, ère de réchauffement qui dure maintenant depuis presque onze mille ans. Il est possible que la révolution industrielle entamée il y a deux siècles et qui s'est accélérée dans la deuxième moitié du 20ème siècle, ait achevé l'holocène en provoquant un réchauffement climatique « artificiel » dont nous vivons aujourd'hui les conséquences : fonte glacières des pôles et augmentation corrélative du niveau des mers, cyclones et raz-de marée, désertification accélérée, pénuries d'eau potable, etc.

Ce changement climatique coïncide grossièrement avec le Mésolithique (du grec méso = milieu et lithos = pierre), il y a environ 10 000 ans et le Néolithique (du grec néo = nouvelle et lithos = pierre) ou « âge de la pierre polie ». A partir de là, ce sont les outils de pierre, de bronze et de fer qui vont apparaître. D'où les appellations « âge de pierre », « âge de bronze » et « âge de fer ».

Dès le **Mésolithique**, les historiens ont relevé des changements de comportements économiques et sociaux liés au réchauffement climatique postglaciaire. En effet, le réchauffement a entraîné des changements environnementaux :

- augmentation des surfaces de forêts
- raréfaction des grands herbivores migrateurs tels que le renne, ce qui rend la chasse moins facile.

Pourtant, ce n'est pas encore le passage à un mode de vie sédentaire. Les groupes humains conservent le mode de vie nomade qui était le leur à la période glacière. Mais le nomadisme se fait sur des zones plus restreintes. On voit apparaître aussi des échanges économiques entre groupes de nomades, ainsi que des mariages entre ces groupes (on parle d'**exogamie** pour définir, à cette époque, le mariage comme une relation d'échange entre groupes)

En Europe et en Afrique, l'emploi de l'arc et de la flèche se généralise et on voit apparaître des morceaux de pierre (silex) à l'extrémité des flèches. Ce sont les premiers outils de pierre.

Mais c'est au **Néolithique** que se produisent les plus profondes mutations techniques et sociales. C'est en effet à cette époque que les groupes humains se dotent d'une économie de production fondée sur l'agriculture et l'élevage, et impliquant par conséquent, dans la majorité des cas, une **sédentarisation**. Les principales innovations techniques sont la généralisation de l'outillage en pierre polie et de la poterie en céramique.

Dans certaines régions, ces importantes mutations sont relativement rapides. Ainsi, au Proche-Orient où vont apparaître les grandes civilisations de l'antiquité, elles débutent vers 9000 ans av. J.-C et s'achève avec la **généralisation de la métallurgie** et l'**invention de l'écriture**, vers 3500 ans av. J.-C.

C'est l'historien-économiste Douglass NORTH[1], prix Nobel d'économie 1993, qui a le mieux souligné que la première « révolution industrielle » est celle du **néolithique**. Il faut bien entendu relativiser et souligner que le néolithique est un phénomène progressif, survenu à des dates différentes selon les régions. Mais, selon Douglass NORTH, c'est la modification du climat qui serait à l'origine de la **première révolution industrielle** qui se développe à partir de la zone dite du « croissant fertile », entre les deux fleuves Tigre et Euphrate, en Mésopotamie (voir carte ci-après) : « *sur les plateaux et dans les plaines qui s'étendent de l'Inde à la Méditerranée, avec pour épicentre le Kurdistan et l'Irak actuels, un climat plus sec et parfois aride a entraîné, environ 8 000 ans av. J.-C., la raréfaction des animaux et du gibier* » écrit Jacques BRASSEUL[2]. Selon une logique très malthusienne, un déséquilibre entre le nombre des hommes et la quantité de ressources en résulte.

Le « croissant fertile », centre de la révolution néolithique

Source : Wikipedia, http://fr.wikipedia.org/wiki/Image:Croissant_fertile_carte.png

[1] Douglass NORTH, 1981., *Structure and Change in Economic History*, W. W. Norton, Chapitre 7 : "The first Economic revolution" et chapitre 8 : "The Consequences of the First Economic Revolution".
[2] Jacques BRASSEUL, 2001, Histoire des faits économiques et sociaux, tome 1, De l'antiquité à la révolution, Armand Colin, 2001, p. 12.

C'est ce déséquilibre qui est à l'origine des **premiers progrès techniques** décisifs de l'histoire de l'humanité. Poussés par la nécessité, les hommes (ou plutôt, les femmes) se mettent alors à cultiver la terre pour assurer le complément de ressources nécessaires à la survie. Il s'ensuit la découverte de l'irrigation, de la traction animale, de la roue et, plus tardivement, du travail des métaux comme le cuivre, l'étain, le bronze et le fer.

La possession de la terre fertile devient progressivement un enjeu vital. D'où le passage de la **propriété collective** à la **propriété privée**, afin de garantir pérennité et sécurité à celui qui exploite la terre. Parallèlement, les progrès de productivité dans l'agriculture rendent la chasse et la cueillette bien moins « rentables ». Pour la première fois dans l'histoire de l'humanité, un **surplus** se dégage et permet une division du travail, elle-même source de productivité.

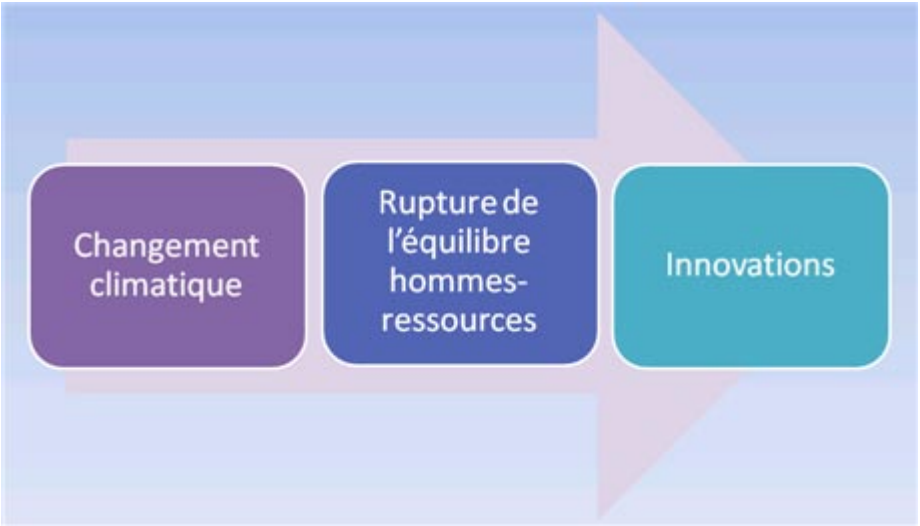
Par ailleurs, la sédentarisation modifie l'exercice du pouvoir dont l'une des prérogatives principales, la levée des impôts, est née à cette époque. Pour mieux pouvoir taxer, l'**écriture** est inventée en Mésopotamie (actuel Irak) vers 3500 avant J.-C.

Rappelons que c'est **l'écriture** qui distingue classiquement la préhistoire et l'histoire. L'écriture au sens strict de transcription de la parole existe depuis environ 5000 ans. On la voit apparaître sous différentes formes en Égypte, Mésopotamie, Chine, Inde et un peu plus tard en Amérique centrale (appelée « Mésoamérique »). Il faut cependant préciser que l'utilisation de systèmes de signes (sémiotique) est antérieure à l'écriture, puisque les dessins de la grotte de Lascaux en Dordogne, par exemple, remonte selon les estimations, à 15000 ans ou à 18 000 ans. Mais ce qui nous intéresse ici, comme point de repère, c'est l'apparition de l'écriture en tant que consignation de la parole, et notamment de la parole donnée, au sens d'un contrat conclu au moment d'une négociation commerciale et dont on veut conserver la preuve. Cette écriture là serait apparue en Mésopotamie vers 3500-3400 avant J.-C. et en Egypte vers 3300 avant JC. En plus de la nécessité de conserver des traces d'un contrat verbal, s'ajoute le besoin d'effectuer des calculs et de pouvoir les contrôler. Calculer le prix des transactions, consigner des dettes, évaluer le coût et le profit éventuel d'une expédition (mise de fond risquée, donc « investissement »), telle est sans doute l'une des causes les plus fondamentales de l'apparition de l'écriture. C'est une cause économique et elle justifie pleinement l'adage en exergue à ce chapitre selon lequel l'invention est fille de la nécessité.

On peut se demander pourquoi l'agriculture, plutôt que la chasse, la cueillette et la pêche, a entraîné la formation des premiers systèmes de propriété privée. La réponse est donnée par Douglass NORTH : **c'est le rôle différent joué par l'innovation dans les deux cas**. NORTH insiste sur le fait que des systèmes de propriété collective ont pu exister avant le néolithique, pour protéger des territoires entiers. Mais ce qu'il faut bien noter ici, c'est que dans le cas de la chasse, de la cueillette et de la pêche, toute innovation technique ne peut qu'aggraver la raréfaction des ressources dans un contexte climatique défavorable. Il n'y a de ce fait aucune incitation ni à innover individuellement, ni à s'approprier privativement la ressource, d'autant que celle-ci ne peut être « enclose » qu'à un coût radicalement prohibitif pour des groupes ne disposant d'aucun surplus. Inversement, dans le cas

de l'agriculture, toute innovation est source de productivité et augmente le **surplus**. En outre, il est plus facile de surveiller un lopin de terre qu'un territoire de chasse. Enfin, si une terre rapporte, c'est une incitation à vouloir la posséder privativement pour en exclure les autres.

Pour résumer on a donc un **changement climatique** qui provoque une rupture dans l'équilibre entre hommes et ressources du fait de la raréfaction du gibier. Il s'ensuit une « pression démographique » non par l'augmentation des hommes, mais par la diminution des ressources. Ceci oblige à innover pour survivre et c'est la naissance de l'agriculture. Avec l'agriculture apparaît la notion de surplus. Le surplus engendré permet la division du travail et cette dernière favorise de nouvelles innovations : monnaie, écriture, architecture et, sur le plan institutionnel, naissance de la propriété privé.



Par ailleurs, la division du travail impliquant l'échange, ceci va favoriser l'apparition et l'**usage de la monnaie**.

2 – L'antiquité : les civilisations de l'écriture et de la monnaie

L'Antiquité est la période des civilisations qui se sont développées autour de la Méditerranée entre la Préhistoire et le Moyen Âge. Elle commence avec l'invention de l'écriture (3500 ans avant J.-C.) en Mésopotamie, et se termine avec les invasions barbares ou migrations eurasiennes de 300 à 600 après J.-C. La fin de l'antiquité est jonchée par des dates ou des faits symboliques qui ne font pas l'unanimité comme point terminal. Citons parmi eux :

- La mort du dernier empereur romain d'occident, ROMULUS AUGUSTULE en 476.
- L'avènement du christianisme comme religion d'Etat dans l'empire romain en 380.
- Le sac de Rome en 410 par ALARIC (370-410), roi des Wisigoths. Cette dernière date est souvent retenue car elle manifeste une coupure entre l'impensable (ravage du centre symbolique de l'empire romain) et l'historique. En fait, la ville avait déjà été prise par les celtes au 4ème siècle avant J.-C., mais le fait n'avait pas alors la même importance.

Outre **l'écriture**, dont l'invention a pour origine une nécessité économique – comme il a été déjà été fait mention plus haut – **l'apparition de l'usage de la monnaie** est aussi un évènement clé. Une date importante à cet égard est celle où l'on a commencé à frapper des pièces de monnaie à l'effigie des souverains. Si les pièces de bronze (dynastie SHANG) et coquilles kauris (ou cauris) ont été utilisées en Chine dès 1100 av. JC et pendant deux millénaires, l'invention des premières pièces métalliques en Occident remonte aux grecs. On a retrouvé des pièces frappées à Sardes par le roi ALYATTES, qui régna sur la Lydie entre 610 et 560 avant J.- C.. Avant d'être frappée à l'effigie d'un chef suprême l'or et divers métaux précieux servaient d'instruments d'échange, au moins 5000 ans avant le début de l'ère chrétienne.

Toutefois, à Babylone et en Egypte, l'or et l'argent servaient de moyens de paiement, mais leur circulation se faisait sous forme de lingots non standardisés (sans poids, sans forme spécifique). Il fallait constamment peser (et soupeser) lors d'une transaction. Ce n'est que vers 800 que les lingots prennent un poids et une forme déterminés, ce qui allait petit à petit aboutir aux pièces métalliques, d'abord sans effigie.

Il faut souligner dès à présent que l'appellation de civilisations antiques est quelque peu « européocentriste » car elle n'inclut ni la civilisation chinoise, ni les civilisations amérindiennes, ni même la civilisation de la vallée de l'Indus (voir le tableau ci-après, qui tente un recensement, nécessairement incomplet et arbitraire, des civilisations de la période antique, en incluant celles qui n'appartiennent pas au pourtour méditerranéen.

La Lydie où les premières pièces de monnaie à effigie ont été frappées

Source : Wikipedia, http://fr.wikipedia.org/wiki/Image:Carte_Lydie.png

Tableau chronologique et géographique des grandes civilisations de la période antique et jusqu'à l'an 1000, en incluant celles qui n'appartiennent pas au pourtour méditerranéen

Espace / Temps	Avant - 2000	de -2000 à -1000	de -1000 à -500	de -500 à -1	de 1 à 500	de 500 à 1000
Moyen-Orient	Mésopotamie Phénicie	Mésopotamie Phénicie	Mésopotamie Perse, Phénicie	Perse	Perse	Perse
Afrique du Nord	Egypte	Egypte	Egypte	Civilisation Carthaginoise, Rome antique	Empire romain	Civilisation musulmane
Proche-Orient						Civilisation musulmane
Europe Orientale	Danube et Carpates	Dannube et Carpates, Mer noire	Mer noire, Celte, Grecque et romaine	Mer noire Grecque et romaine	Grecque et Romaine, Mer noire	Grecque et romaine
Asie centrale et inde	Civilisation de l'Indus					
Extrême-orient		Dynastie Shang	Dynastie Zhou	Dynastie Han		Dynastie Tang
Amérique	Précolombienne	Précolombienne	Précolombienne	Précolombienne	Précolombienne	Précolombienne, Missisipienne

A - La Mésopotamie, héritière de la révolution néolithique

Ainsi que nous l'avons vu en introduction à ce chapitre, la révolution néolithique se développe d'abord dans la portion du croissant fertile comprise entre le Tigre et l'Euphrate. Le mot Mésopotamie vient du mot grec « méso » qui signifie « milieu, entre » et du mot grec « potamós » qui signifie « fleuve ». C'est donc bien le pays «entre deux fleuves », cette région du Moyen-Orient située entre le Tigre et l'Euphrate. Elle correspond en grande partie à l'Irak actuel.

Grâce aux deux fleuves, l'irrigation permet d'atteindre des rendements élevés et de pratiquer des cultures variées : céréales, légumes, fruits et le jardinage va être élevé au rang d'un art comme en témoignent les célèbres « jardins suspendus de Babylone ». L'agriculture prospère et les surplus disponibles pour les autres activités s'accumulent.

On ne saurait trop insister sur l'importance de l'écriture comme élément moteur de l'histoire en général, mais aussi de l'histoire des faits et des idées économiques. C'est pourquoi il faut rappeler que c'est en Mésopotamie qu'est né le premier système d'écriture au Monde vers 3400-3300 avant. J.-C : il s'agit de l'écriture cunéiforme (cunéiforme du latin « cuneus » veut dire « en forme en coins », à cause de la forme du stylet utilisé). Les mésopotamiens écrivaient avec un stylet en roseau sur des tablettes d'argile.

C'est ainsi que l'on a pu déchiffrer cette écriture et reconstituer une très grande partie de la vie économique de l'époque mésopotamienne. En particulier, le fameux **code d'HAMMOURABI,** gravé sur des tablettes d'argile, est l'ancêtre de tous les textes de lois et de jurisprudence. Il reconnaît et protège les droits de propriété et les contrats.

Le commerce était une activité importante pour les Mésopotamiens. Région pauvre en matières premières, l'importation de ces matières nécessitait des échanges. Ces échanges commerciaux se faisaient dans un cadre de grande liberté économique, sans réglementation étatique féroce.

Pour pourvoir importer leurs indisponibilités, les Mésopotamiens exportaient surtout des biens manufacturés comme des produits textiles.

B – Phéniciens, Carthaginois et grecs entretiennent l'esprit libéral sur le pourtour méditerranéen

La Méditerranée est le berceau de la civilisation. Ce hasard historique, elle le doit à la géographie. C'est une mer favorable à la navigation et aux échanges commerciaux. La Grèce, initialement petite civilisation « continentale », ne va devenir la « Grande Grèce » qu'avec la colonisation progressive de la méditerranée occidentale, de l'Asie Mineure et de la mer Noire. Cette colonisation ponctuée d'épisodes militaires célèbres se pérennise grâce aux relations commerciales. Au-delà de ces facteurs géographiques, elle se nourrit d'un excédent démographique que l'étroitesse des territoires pousse à rechercher des horizons plus favorables.

La Méditerranée, mer quasi-fermée, est propice à l'exploration, la terre ferme n'est jamais très éloignée. La découverte et la colonisation de son pourtour se fait par petits sauts successifs, contrairement au « grand saut » que représentera beaucoup plus tard la découverte des Amériques.

3 foyers d'expansion vont se développer et concourir à faire de la méditerranée une zone d'échanges commerciaux maritimes très dense : Autour de la Phénicie (méditerranée orientale), autour de Carthage (méditerranée occidentale) et enfin, entre le 8ème et le 1er siècle avant J.-C., avec l'expansion de la Grèce.

1) Les phéniciens

En méditerranée orientale, puis bientôt dans toute la méditerranée, c'est sous l'impulsion des **Phéniciens** que les échanges commerciaux fleurissent. Les Phéniciens furent de prodigieux navigateurs et d'habiles commerçants. Ils fondèrent dès - 3000 avant J.-C. de nombreux comptoirs sur les pourtours de la Méditerranée orientale, notamment Carthage en – 814 (voir ci-après).

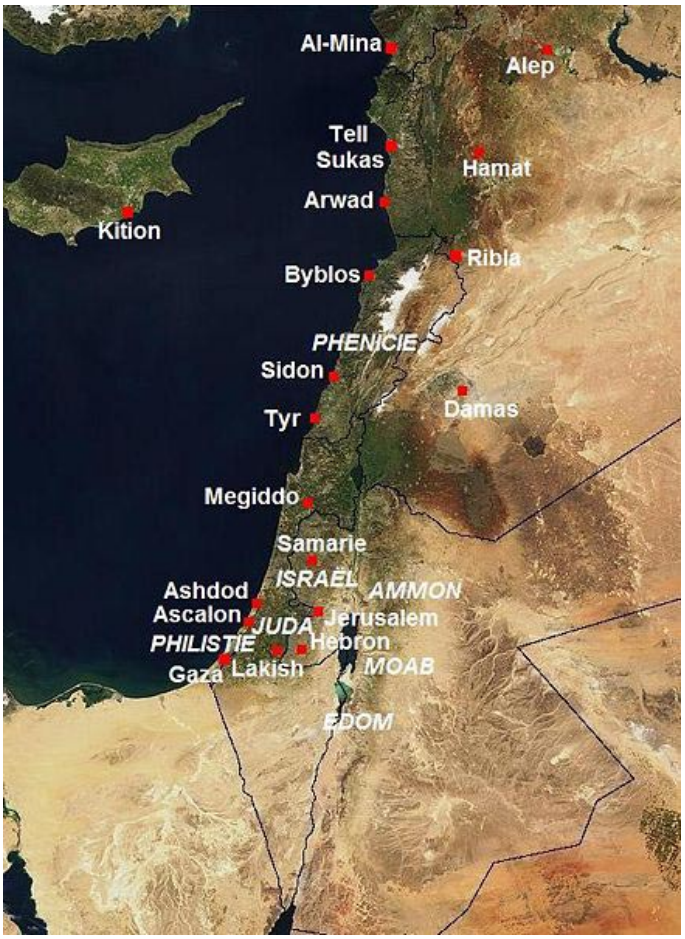
Ils inaugurent une économie basée avant tout sur les échanges commerciaux maritimes. Ils construisent des ports (premiers enrochements artificiels, création de digues). Ils vont dominer les échanges méditerranéens pendant près de 1000 ans. Les marchandises assyriennes et égyptiennes constituent, au début, l'objet principal du commerce phénicien.

En effet, la Phénicie possède sur son sol les cèdres et les cyprès, et dans son sol le cuivre et le fer, pour construire de solides bateaux. De plus, la côte phénicienne abrite de nombreux ports naturels : « *Aussi ne faut-il pas s'étonner que, de bonne heure, des navires phéniciens lourdement chargés de produits égyptiens et assyriens aient commencé à sillonner les routes navigables du monde antique* ».[3]

L'existence d'un système élaboré et respecté de droits de la propriété et des contrats est le fondement de cette civilisation commercial maritime. De Malte à Monaco, en passant par les côtes de la Syrie et du Liban, les échanges fleurissent à travers le réseau dense de comptoirs et de ports fondé par les Phéniciens.

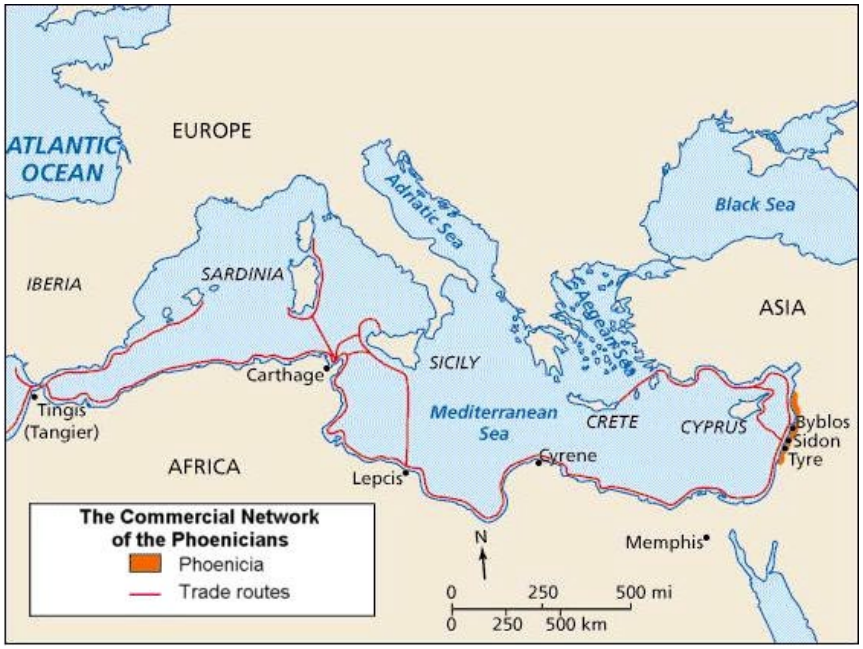
Originaires de la Syrie et du Liban actuels, les phéniciens excellent aussi dans la métallurgie, l'orfèvrerie et d'autres industries artisanales telles que l'ébénisterie et la verrerie.

[3] Cité par Abraham LEON, 1942, in *La conception matérialiste de la question juive*, http://www.marxists.org/francais/leon/CMQJ02.htm#N10



Source : http://fr.wikipedia.org/wiki/Image:Levant1mil.JPG

Le réseau commercial des phéniciens en Méditerranée



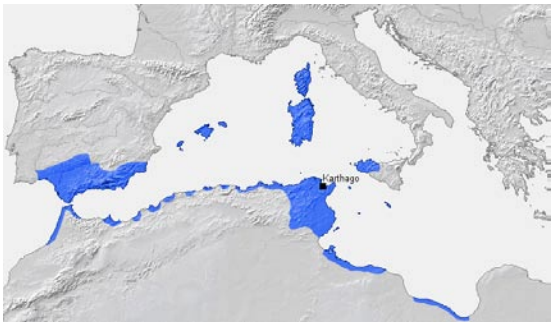
Source : http://en.wikipedia.org/wiki/Image:PhoenicianTrade.png

L'**écriture cunéiforme** a été inventée en Mésopotamie, mais l'écriture alphabétique vient des phéniciens. C'est à Ugarit, ancien port de Syrie, que l'on a retrouvé le premier alphabet, datant de 1350 avant Jésus-Christ. Il s'agit d'un alphabet composé de 31 signes, très fonctionnel et par là même propice à l'échange d'informations commerciales. Mais c'est l'alphabet linéaire de 22 lettres, datant approximativement de la même époque, qui sera finalement adopté par les Phéniciens. L'historien Fernand BRAUDEL écrit à ce sujet ; « *Il s'agissait de trouver une écriture facile pour marchands pressés, et capable de transcrire des langues diverses. Rien d'étonnant si cet effort s'est fait en même temps dans deux villes marchandes exceptionnelles: Ougarit a inventé un alphabet de 31 lettres, utilisant des caractères cunéiformes; Byblos un alphabet linéaire de 22 lettres, qui sera finalement celui des Phéniciens.* », (Fernand BRAUDEL, La Méditerranée, Tome I, Flammarion, 1985).

2) Les carthaginois

En méditerranée occidentale, sur les côtes de l'actuelle Tunisie, ce sont les **carthaginois** qui ont développé le commerce. Au IVe siècle av. J.-C., cette ville côtière fondée par les phéniciens en -814, doit toujours verser un tribut à Tyr, comme tous les autres comptoirs. Mais le déclin de Tyr face à la progression des Grecs et l'éloignement de Carthage par rapport à Tyr va faciliter l'indépendance à partir de la seconde moitié du VIIe siècle av. J.-C.. En fait, bien avant leur indépendance complète à l'égard de Tyr, les carthaginois contrôlaient la totalité du commerce et de la navigation en Méditerranée occidentale. Ils avaient également pris pied en Ibérie, en Corse, en Sardaigne et en Sicile. Ainsi, à la veille de la Première Guerre punique[4], Carthage représente un territoire d'environ 73 000 km² et une population de près de 4 millions d'habitants.

Sphère d'influence à l'apogée de Carthage avant la première guerre punique (264-241 av. J.-C.)



Source : http://fr.wikipedia.org/wiki/Image:CarthageMapDe.png

[4] Les Carthaginois sont appelés « Carthaginienses » ou « Poeni » en latin, déformation du nom des Phéniciens dont sont issus les Carthaginois, d'où l'adjectif « punique ». La cause des guerres puniques est liée à l'expansion concurrente de Rome et de Carthage en Méditerranée occidentale.

C'est HERODOTE (482-425 av. J.-C.) qui a le mieux décrit leur technique d'échange dite « à la muette » : « *Les Carthaginois disent qu'au-delà des colonnes d'Hercule, il y a un pays habité où ils vont faire le commerce. Quand ils y sont arrivés, ils tirent leurs marchandises de leurs vaisseaux et ils les rangent le long du rivage. Ils remontent ensuite sur leurs bâtiments où ils font beaucoup de fumée. Les naturels du pays, apercevant cette fumée, viennent sur le bord de la mer, et s'éloignent après avoir mis de l'or pour le prix des marchandises. Les Carthaginois sortent alors de leurs vaisseaux et examinent la quantité d'or qu'on a apportée, et si elle leur paraît répondre au prix de leurs marchandises, l'emportent et s'en vont. Mais s'il n'y en a pas pour leur valeur, ils s'en retournent sur leurs vaisseaux où ils attendent tranquillement de nouvelles offres. Les autres reviennent ensuite et ajoutent quelque chose jusqu'à ce que les Carthaginois soient contents. Ils ne se font jamais tort les uns aux autres. Les Carthaginois ne touchent point à l'or, à moins qu'il n'y en ait pour la valeur de leurs marchandises et ceux du pays n'emportent point les marchandises avant que les Carthaginois n'aient enlevé l'or.* »[5]

3) Les Grecs

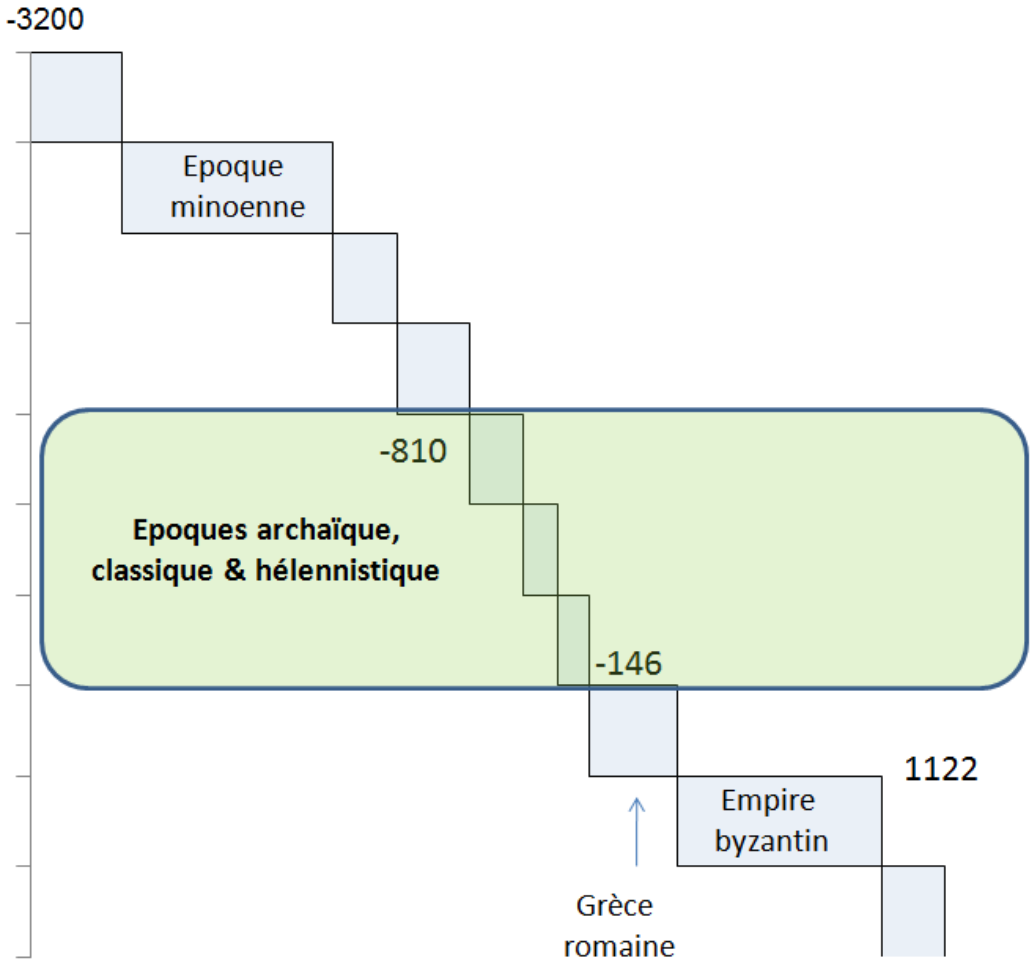
Plus tard, le développement économique de la **Grèce** aura pour conséquence le déclin commercial de la Phénicie : « *Jadis dans les rades grecques, les Phéniciens débarquaient leurs marchandises qu'ils échangeaient contre les produits indigènes, le plus souvent, semble-t-il, des têtes de bétail. Désormais, les marins grecs vont porter eux-mêmes en Egypte, en Syrie, en Asie Mineure, chez les peuples de l'Europe comme les Etrusques, encore grossiers comme les Scythes, les Gaulois, les Ligures, les Ibères, les objets manufacturés et les œuvres d'art, tissus, armes, bijoux, vases peints dont la renommée est grande et dont sont friands tous les barbares.* » écrit l'historien Jacques TOUTAIN (L'Economie antique, Paris, 1927, pp. 24-25).

Il est impossible d'entrer ici dans le détail chronologique de l'histoire passionnante de la Grèce antique. Pour cadrer grossièrement la période de domination économique de la Grèce antique, on peut se référer au schéma chronologique schéma ci-après. L'expansion territoriale de la Grèce correspond aux périodes encadrées en vert. On voit ainsi qu'elle commence à l'époque dite « archaïque », pour se terminer avec la conquête romaine (les romains conquirent la Grèce, mais la culture grecque allait conquérir la vie romaine).

Une des particularités de la Grèce antique est qu'elle était divisée en de multiples entités autonomes, ce qui va façonner le modèle de la Cité grecque, mais aussi pousser au développement des échanges économiques et commerciaux.

[5] Hérodote, Histoires.

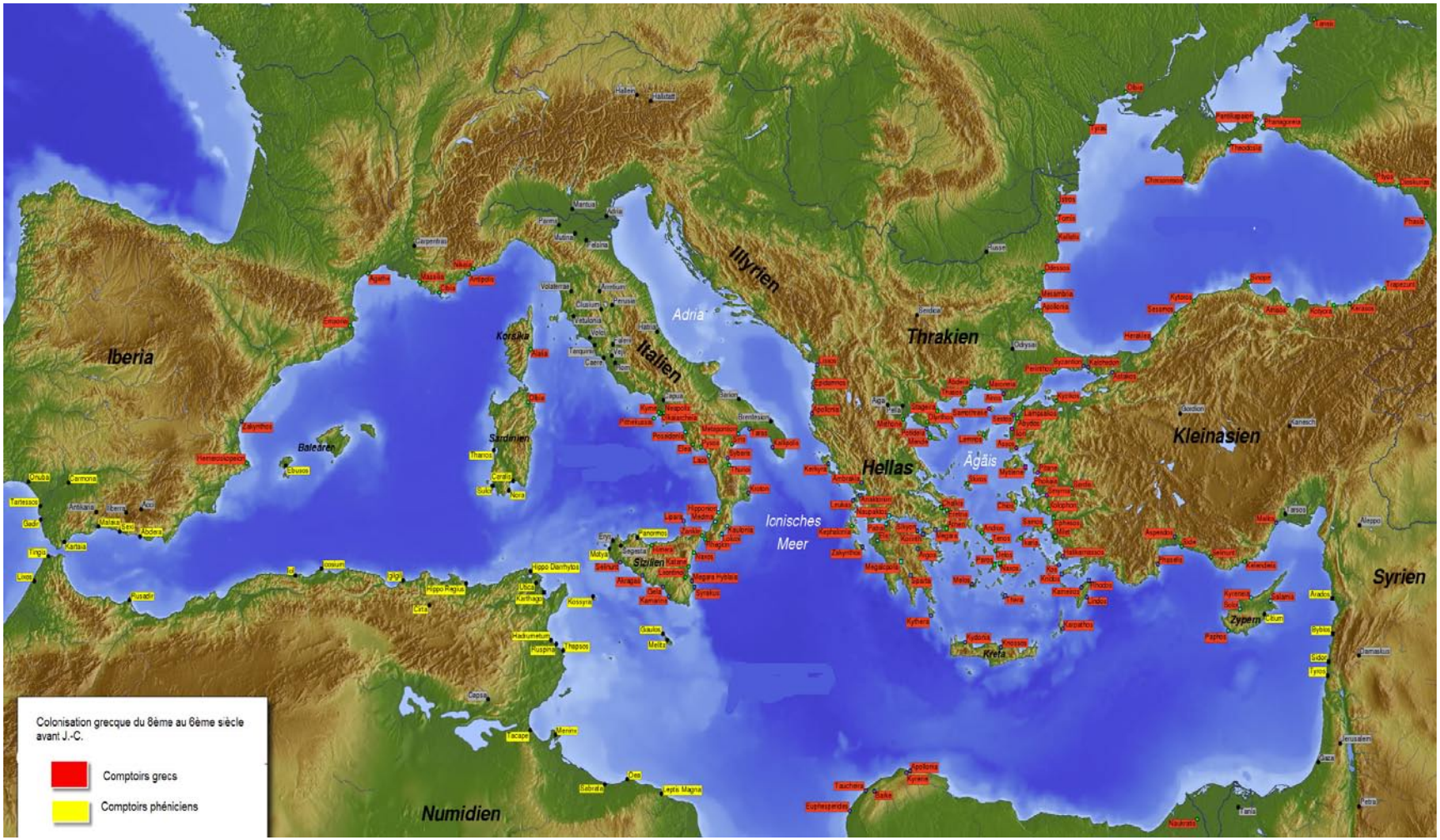
Période d'expansion économique et coloniale de la Grèce antique



C'est donc de 810 à 750 avant J.-C. que commence l'expansion territoriale de la Grèce et qu'ils établissent des colonies, d'abord dans les îles de la mer Égée et vers la côte anatolienne, puis vers Chypre et la côte Thrace, la mer de Marmara et la côte sud de la mer Noire pour atteindre même le Nord-est de l'Ukraine actuelle. Vers l'Ouest, ce sont les côtes Albanaises, de Sicile et le Sud de l'Italie qui sont d'abord colonisées, puis Marseille et la Corse, ainsi que Nord-est de l'Espagne. Des colonies sont également fondées en Égypte et Libye. Syracuse, Naples, Marseille et Istanbul sont toutes d'anciennes colonies grecques auxquelles souvent elles doivent leur noms : Syracusa, Neapolis, Massilia et Byzance.

Au VIe siècle, le monde grec, habité par des hommes de langue et culture grec que, est beaucoup plus vaste que la péninsule grecque ou que l'État grec actuel. Mais il est à souligner que l'ensemble de ces colonies ne sont pas politiquement reliées entre elles, ni nécessairement par leur cité-mère. Les colonies en garde cependant des propriétés religieuses, et un lien préférentiel entre cité-mère et colonie-fille. Des deux côtés, les Grecs s'organisent en cités autonomes, et la cité (polis) devient l'unité fondamentale du monde grec.

La sphère d'influence économique et commerciale grecque en Méditerranée aux alentours du IV ème siècle avant J.-C.



Source : http://upload.wikimedia.org/wikipedia/commons/f/f4/AntikeGriechen1.jpg

La période d'expansion territoriale est caractérisée par un accroissement du commerce maritime et de la production artisanale, source d'amélioration des conditions de vie.

Sur l'agrandi ci-dessous de la carte précédente, on reconnaît les comptoirs grecs de Massilia (Marseille), Agathe (Albe), Olbia (près d'Hyères), Nikaia (Nice) et ... Antipolis.

Source : http://upload.wikimedia.org/wikipedia/commons/f/f4/AntikeGriechen1.jpg

Le 4ème siècle avant J.-C. est la période où la Grèce atteint un sommet dans son niveau de développement économique, ou elle est considérée comme l'économie d'échange et de production la plus avancée du monde.

La réputation de la marine grecque et la fortune de ses armateurs datent de cette époque. Athènes sera le centre financier et commercial de la civilisation méditerranéenne grecque. L'essor de la vie économique est soutenu par des

institutions très libérales. Le commerce intérieur est libre, les activités ne sont pas réglementées. Le droit de propriété est reconnu et protégé. Il existe même des sociétés par actions, par exemple pour l'exploitation des mines.

Cette liberté s'accompagne cependant d'un certain interventionnisme en matière de commerce extérieur, notamment en ce qui concerne le commerce des grains dont la cité d'Athènes dépendait et qu'elle croyait ainsi pouvoir protéger contre les fluctuations de prix trop importantes.

Le système économique de la Grèce repose tout d'abord sur l'abondance du travail des esclaves qui ont joué un rôle de plus en plus important dans la vie économique à mesure que leur nombre augmentait (ils ont pu représenter jusqu'à 75 % de la population totale d'Athènes). Il repose ensuite sur les étrangers « les métèques », qui contrôlent le commerce et enrichissent ainsi le pays. Le surplus généré par ces deux catégories permet aux grecs libres de s'adonner à temps complet aux activités culturelles et philosophiques.

C – L'Egypte où les débuts de la planification centrale

Les Carthaginois, Phéniciens et grecs sont les ancêtres du libéralisme économique. Certes, le libéralisme des grecs se teinte déjà d'un certain **interventionnisme étatique**. C'est sans doute la nécessité du commerce maritime qui soutient cette inspiration libérale, comme se sera le cas, longtemps après, pour les puissances maritimes comme l'Angleterre et le Japon.

A l'inverse, les Egyptiens sont généralement considérés comme les précurseurs de la planification centrale : « *Les pyramides symbolisent à elles seules toute la société de l'Egypte ancienne, une société hiérarchisée et centralisée au sommet* » [6].

La position géographique de l'Egypte, désert traversé par un Nil sujet à d'importantes crues, semble conduire à une vision centralisée de l'économie. Quel entrepreneur individuel, à supposer même que la notion d'entrepreneur eût pu exister à ces époques reculées, pouvait financer les travaux d'infrastructure nécessaires à la domestication, même partielle, de ce fleuve immense (6671 kilomètres) ? Il fallait des esclaves et une autorité centrale absolue pour les gouverner dans les tâches économiques que furent la construction des digues nécessaire pour atténuer le courant et conserver le limon fertile. Une coordination très stricte était obligatoire puisque la présence du désert imposait de gérer l'eau avec parcimonie. Il fallait créer des réservoirs aux endroits stratégiques afin de pouvoir irriguer pendant la période sèche. Creuser les canaux et les entretenir était un travail « pharaonique » à une époque où les seules forces brutes disponibles étaient celles de l'homme et de l'animal domestique, secondés il est vrai par une ingéniosité sans limites. Le travail était donc autoritairement organisé afin de concourir à l'œuvre commune.

On a beaucoup écrit sur l'inutilité économique des pyramides, mais si on se place dans la perspective d'une nécessité de mobiliser les forces autour d'un objectif commun très élevé comme la domestication d'un fleuve, on comprend que leur

[6] Jacques BRASSEUL, 2001, déjà cité, page 61.

constructions aient pu servir d'exemple que nulle tâche n'est impossible si le travail commun est collectivement organisé.

L'Etat possède tout, y compris le travail des particuliers quand il le juge nécessaire. L'Etat réglemente tout : il faut des autorisations pour utiliser l'eau et le commerce est un monopole d'Etat. De ce fait, la place de la monnaie, véhicule et outil d'expansion des échanges dans une économie libérale, tient une place limitée dans cette économie planifiée où c'est l'Etat qui dirige la production.

Si l'on se rapporte à la typologie de Robert HEILBRONNER[7] des trois formes de gouvernance - autorité, tradition et marché - on placera sans hésiter l'Egypte ancienne du côté de la gouvernance par l'autorité. Mais aussi par la tradition : dans cette société chaque génération est le reflet très exact de la précédente. Le fils exerce le métier du père. Le fils du scribe est un scribe, et il est impensable d'envisager un autre métier que celui du père.

En contrastant de façon volontairement schématique l'Egypte ancienne avec la Mésopotamie, mais plus encore avec les empires maritimes carthaginois, phéniciens et grecs, on voit clairement que l'avenir de la planification est l'autarcie, l'absence d'échange et d'expansion, alors que l'avenir du marché est l'échange économique et, sinon encore le développement au sens moderne, du moins l'expansion à travers les échanges. L'Egypte ancienne, malgré son rayonnement multi millénaire (Toutankhamon), est restée « collée » au Nil, tandis que les empires commerciaux et maritimes se sont développés tout autour de la méditerranée et jusqu'à l'Asie.

Mais cet « égypto-centrisme » explique peut-être aussi la longévité de la civilisation égyptienne, qui commence vers 3000 av. J.-C. et se perpétue encore à l'époque gréco-romaine, comme en témoigne les aventures de la reine CLEOPATRE avec Jules CESAR (100-44 av. J.C.) et MARC-ANTOINE (83-30 av J.-C.).

D – L'empire romain, une économie basée sur les conquêtes

La prospérité économique de l'Empire romain, tant qu'elle dure, tient à un mélange entre la liberté économique et un interventionnisme étatique soutenu par une puissance militaire suffisante pour imposer des lois et diriger la construction d'infrastructures modernes grâce à l'afflux constant d'esclaves. De la Gaule à la Bretagne, en passant par L'Espagne, l'Afrique du Nord, et la Dacie (Roumanie d'aujourd'hui), un empire de 100 millions d'habitants vit sous la « Pax Romana » à laquelle on a souvent comparé, avec excès sans doute, l'actuelle « Pax Americana ».

[7] Robert HEILBRONNER, 2001, *Les grands économistes*, éditions du Seuil, pages 16 à 24.

L'empire romain à son apogée (sous TRAJAN [53-117 après J.-C.])

Source : http://fr.wikipedia.org/wiki/Image:LocationRomanEmpire.png

1) La liberté économique

Comme le montre la carte ci-dessus, l'empire romain à son apogée formait un vaste espace. Cet espace était doté d'une « monnaie unique [8]» et connaissait peu d'entraves au commerce à l'intérieur de la zone, d'où son dynamisme. Les armées romaines font régner l'ordre en méditerranée et la piraterie est limitée. Les ports sont bien aménagés et les romains font construire des routes. Le commerce est centré sur Rome et fonctionne suivant un mécanisme de pompe. Les conquêtes drainent l'or, l'argent, les pierres précieuses et les recettes fiscales vers la capitale de l'empire. Ces moyens de paiement repartent ensuite vers les zones pacifiées de l'empire en échange de produits provenant de ces provinces. Ainsi la balance des paiements de Rome ressemble-t-elle de façon prémonitoire à celle des Etats-Unis d'aujourd'hui, c'est-à-dire en permanence massivement déficitaire. Avec une différence majeure cependant : ce qui sort de Rome, ce n'est pas de la monnaie scripturale, mais de l'or et des pierres précieuses.

Les conquêtes ramènent aussi à Rome des esclaves qui fournissent une main-d'œuvre abondante pour faire fonctionner l'activité, qu'il s'agisse de l'artisanat, du commerce ou des autres services. De façon générale, toute l'activité économique est réalisée par des esclaves et des étrangers. Le port d'Ostie (qui dessert Rome) est agrandi pour permettre l'afflux des marchandises (minerais, ivoire, épices, riz, coton,

[8] Monnaie qui a porté des noms divers (denier, sesterce, aureus, etc.) et qui a beaucoup évolué, voir l'article de Wikipedia : http://fr.wikipedia.org/wiki/Monnaie_romaine.

soie, etc.) qui proviennent de toutes les parties de l'empire grâce à une flotte qui a dépassé 100 navires à l'époque d'Auguste.

Ce mécanisme universel qu'est la proportionnalité de la croissance matérielle à celle de la circulation monétaire gouverne déjà les cycles de contraction et d'expansion de l'activité, cycles que les historiens de l'économie antique ont abondamment étudiés. Ainsi, lorsque l'or des conquêtes vient à manquer, c'est le blé qui se fait rare à Rome, justifiant l'intervention de l'Etat.

2) L'interventionnisme étatique

Quand le blé manque faute de moyens de paiements, il faut réglementer la distribution du pain et des produits alimentaires. Habitué à ne manquer de rien, le peuple romain pousse le Sénat à adopter des règles administratives de répartition des ressources. Progressivement, la distribution des denrées ne sera plus réglée par le marché, mais réglementée par l'Etat. Ce sont par exemple les **lois frumentaires**. Ainsi le prix du blé sera-t-il fixé de plus en plus en dessous de son coût d'importation, puis l'on assistera à des distributions gratuites. On dispose là d'un bon exemple des résultats aberrants auxquels conduit une économie réglementée lorsque l'abondance règne non par le labeur mais par les conquêtes militaires. Le commerce va en effet progressivement se paralyser.

La prospérité romaine ne peut se poursuivre qu'au rythme des conquêtes et encore avec des difficultés croissantes pour maintenir l'hégémonie sur un empire en constante expansion. Dès lors que les conquêtes se ralentissent, l'or manque et les denrées importées se font rares. De plus, cette prospérité liée aux conquêtes n'encourage guère l'industrie : pourquoi produire, alors que tous les besoins semblent pouvoir être satisfaits par l'importation grâce à l'or des conquêtes et aux impôts prélevés sur les peuples soumis ? Le morcellement de l'empire entraînera progressivement son déclin et c'est la période féodale et le Moyen-âge qui lui succèderont.

E – Les inventions du néolithique à la fin des civilisations antiques

Le néolithique et les civilisations antiques ont légué à la postérité des inventions majeures : la roue, l'écriture, les codes de lois protégeant la propriété privée et les contrats, la monnaie, la voile, de nombreux outils agricoles, le travail des métaux, le levier, des dispositifs mécaniques, l'horloge de CTESIBIUS[9], ainsi que l'astrolabe (appareil permettant de faire le point astronomique en mer), etc.

Pourtant toutes ces civilisations ont reculé. La civilisation égyptienne a décliné du fait de son repliement sur elle-même. Le fait notable, rapporté par Hérodote, que dès l'an 600 av. J.C., le Pharaon d'Égypte NEKAO II, aurait réussi à faire le tour de

[9] L'horloge à eau, appelée Clepsydre mesurait déjà le temps de manière fixe et régulière. CTESIBIUS d'Alexandrie (IIIème siècle av. J.-C.) en perfectionna le principe par l'ajout d'un mécanisme permettant de diviser la journée en deux périodes égales de douze heures. Cependant, cet instrument restait peu maniable et encombrant. C'est en fait le sablier, beaucoup plus pratique que les navigateurs tels Christophe COLOMB, utiliseront.

l'Afrique, nous apparaît comme une exception[10]. Les civilisations mésopotamienne, carthaginoise, phénicienne, grecque et romaine on connu une expansion importante, mais toutes, à un moment donné, ont reculé.

Plusieurs historiens, dont Douglass NORTH, ont montré que la raison de ce déclin réside dans l'insuffisante valorisation et la faible diffusion des inventions et, par conséquent, dans l'absence de croissance économique cumulative. Il est important de préciser que l'absence du progrès technique ne signifie pas l'absence d'invention, mais plus précisément l'absence de la mise en œuvre systématique et à grande échelle de ces inventions dans le système économique. Ainsi, par exemple, les armées romaines n'ont guère bénéficié de progrès dans leur armement et leurs moyens militaires. Elles n'ont donc pas pu compenser la diminution de leur poids relatif à mesure que les frontières de l'empire s'élargissaient.

Selon Douglass NORTH, c'est la reconnaissance du **droit de propriété intellectuelle** qui, après plusieurs siècles de maturation, a permis la croissance économique moderne. Ce n'est qu'à partir du moment où les individus ont été rémunérés pour leurs innovations que l'innovation a pu se développer à grande échelle : « *Qu'est-ce qui détermine le développement des nouvelles technologies et des connaissances scientifiques fondamentales ? Bien que son rendement social ait toujours été élevé, le développement du progrès technique fut lent tant qu'il n'exista pas un mécanisme permettant d'attribuer son rendement privé aux inventeurs [….] Les inventions existent depuis toujours, mais leur rythme lent et intermittent s'explique par le caractère sporadique de l'incitation à la recherche […] Jusqu'aux temps modernes, l'absence de protection systématique des inventions est la cause essentielle de la lenteur du progrès technique* ».[11]

3 – Le moyen-âge

À la suite du morcellement du monde romain par les invasions barbares, le monde occidental connaît un repli : c'est le Moyen-âge. Le Moyen Âge désigne donc la période (de l'histoire occidentale) située entre l'Antiquité et la Renaissance, soit entre 476 (chute de l'Empire romain d'Occident) et 1453 (chute de l'Empire byzantin) après Jésus-Christ, du Ve au XVe siècle. Il s'étend donc sur une période de mille ans. Ces deux dates sont symboliques. Et, s'agissant de la fin du Moyen-âge et du début de la Renaissance et, plus largement parlant, des « temps modernes » [Renaissance et révolution industrielle)], on peut proposer d'autres dates symboliques (voir le début de la section suivante sur la Renaissance). Durant cette période, la civilisation musulmane a connu un essor important avant de décliner à son tour.

Le repli caractéristique du moyen-âge à la suite de l'effondrement de l'empire romain, c'est d'abord un **repli sur l'économie domaniale**. Des petits domaines qui, ensuite, se regrouperont progressivement en territoires plus vastes, tandis que se formeront des villes et qu'une relative prospérité s'imposera, ce dont témoigne la reprise du commerce et des foires dans l'occident chrétien.

[10] Dans la mesure où ce fait reste isolé et n'a pas fait des anciens égyptiens un peuple de marins et de commerçants, à l'instar des phéniciens.
[11] Douglass C. NORTH, 1981, *Structure and Change in Economic History*. New York, Norton.

A – L'économie domaniale : du déclin de l'empire romain au Xème siècle

Sur les ruines des anciennes « villas romaines », s'établit alors une véritable économie constituée de domaines (d'où l'appellation « **économie domaniale** »), Ce sont les paysans qui mettent en valeur la propriété foncière, sous la domination des seigneurs, ou de l'église sur de petites portions de terres. Ils en tirent tant bien que mal leurs propres moyens d'existence car les "serfs", comme on les appelle alors, doivent verser aux propriétaires de **fortes redevances en argent** (cens[12]), **en nature** (champart[13]) ou **en travail** (corvées[14]). De plus, à partir du 7ème siècle, la **dîme** (du latin « dixième ») vient s'ajouter. Il s'agit d'un impôt (supprimé en 1789 et remplacé depuis par la « quête ») censé permettre l'entretien du clergé. Il est prélevé suivant des modalité assez complexes et qui varient selon les régions[15].

Les paysans ou « serfs », font partie intégrante du domaine. Lorsque celui-ci était partagé au moment de la mort d'un seigneur, ils passaient d'un maître à l'autre en même temps que les animaux de la ferme.

Mais le **servage** n'est pas de l'esclavage, car dès la fin de l'Empire romain, l'esclavage a reculé sous l'influence de l'Église. Mais, du fait des différences de niveau de développement, la condition matérielle des serfs est généralement pire que celles des esclaves de Rome. Les serfs ont des obligations, mais aussi des droits et ils peuvent théoriquement quitter le domaine à tout moment.

Le savoir oral des paysans transmet de génération en génération, depuis l'antiquité, que certaines cultures, comme les céréales, appauvrissent les sols et que d'autres cultures, comme les fèves et les petits poids, l'enrichissent. Aussi, afin de limiter l'épuisement des sols, on pratique la **rotation biennale des cultures** : un champ de céréales est laissé en jachère une année sur deux, et sert alors de pâturage. Ce n'est qu'à la période suivante -- féodalité -- que l'assolement devient triennal. Un champ est alors cultivé en céréales la première année, en légumes la deuxième année, et est laissé en jachère l'année suivante.

Durant cette première partie du moyen-âge, le commerce en occident a beaucoup reculé après le déclin de l'empire romain. Les voies abandonnées par les légions romaines sont sillonnées par des bandes de barbares qui envahissent régulièrement l'Europe et rançonnent les voyageurs et les rares marchands. Ces marchands font en général le commerce des esclaves, des biens de luxe, ou de denrées alimentaires

---

[12] Le cens était une redevance annuelle, foncière et perpétuelle due par le serf au seigneur.

[13] Le champart était un impôt prélevé en nature par le seigneur du lieu. Il était proportionnel à la récolte (il variait selon les régions entre 1/6 et1/12 de la récolte). Il était prélevé après la dîme due au clergé et portait des noms différents selon les provinces : arrage, gerbage, parcière, tasque, terrage. Le prélèvement en nature consiste le plus souvent en céréales.

[14] La corvée (du latin corrogare, « demander ») était un travail non rémunéré imposé par le seigneur aux serfs. L'idée venait de l'antiquité (Egypte notamment) et a été reprise par la royauté. On est alors passé de la corvée seigneuriale à la corvée royale (travail imposé d'entretien des voies et ouvrages d'art publics : routes, ponts, fossés, palissades, etc).

[15] On a recensé neuf sortes de dîme : dîme grosse (gros grains, froment et seigle), dîme inféodée (perçue par un fermier pour le compte du clergé) , dîme menue (bestiaux et laine), dîme mixte (animaux), dîme novale (terres défrichées depuis moins de 40 ans), dîme personnelle (fruit du travail), dîme solite (perçue depuis des temps immémoriaux par opposition à la dîme « insolite » qui était seulement perçue de façon occasionnelles), la dîme réelle ou prédiale (fruits de la terre) et la dîme verte (lin, le chanvre, les fruits et les légumes).

comme le sel, l'huile, le vin, ainsi que des matériaux tels que le fer, le bois et enfin les tissus, les fourrures, les vêtements, les bijoux et les objets d'art qui sont destinés aux seigneurs locaux et à leurs entourages.

B – L'économie Féodale : du Xème siècle à la Renaissance

Dès le Xème siècle, les invasions barbares cessent et c'est l'action pacificatrice de l'Eglise qui va permettre un essor économique. Parallèlement, les domaines se regroupent en seigneurie et en féodalité, reliées entre elle par la foi chrétienne. Cette période, parfois qualifiée de période d'**expansion médiévale** (de l'an Mil à la Renaissance) est aussi caractérisée par un essor des activités commerciales, tant locales qu'internationales. Les hommes d'affaires qui sont au centre de cette activité commerciale vont largement concourir à faire évoluer l'Europe occidentale « de l'intérieur » (par opposition au choc « extérieur » qu'à constitué la découverte de l'Amérique).

1) l'amélioration de la productivité agricole

Le système de l'**assolement triennal**, à l'évidence plus productif (les champs sont laissés en jachère une année sur trois au lieu d'une année sur deux) permet un accroissement de la production agricole et génère des excédents que les paysans peuvent vendre sur les marchés. Par ailleurs, le risque d'intempérie et de mauvaise récolte est mieux géré du fait de la diversification des cultures. La précarité paysanne devient moins grande et bénéficie à son émancipation (le serf n'étant pas un esclave, c'est seulement son indépendance économique qui conditionne sa liberté).

L'augmentation de la surface des terres cultivées, ainsi que la généralisation de l'assolement triennal et le **remplacement progressif de l'antique araire par la charrue**, engendrent un accroissement progressif mais sensible de la production agricole jusqu'au XIIIème siècle. [16]

Les besoins élémentaires en nourriture sont satisfaits, il y a suffisamment de nourriture pour que l'élevage des animaux se développe, ce qui accroît la consommation de viande et de produits laitiers par les hommes. Leur niveau de santé s'améliore et la démographie reprend. Par ailleurs, grâce à l'élevage, l'industrie du cuir et de la laine se développent. La division du travail s'approfondit, les cultures et les industries aussi, ce qui favorise l'essor des échanges marchands.

L'amélioration de la productivité agricole permet aux serfs les mieux lotis de quitter la campagne pour les **villes**. De façon globale, et par un raisonnement physiocrate[17], on assiste à une **augmentation du surplus**, ce qui bénéfice aux autres activités.

---

[16] La découverte du collier rigide facilite la respiration des bêtes de trait, l'utilisation du cheval comme force motrice permet de tirer des charrues plus lourdes munies de socs métalliques qui remplacent l'antique araire. On peut de ce fait défricher des sols moins faciles et en outre retourner plus profondément la terre. Mieux aérée, mieux plantée, celle-ci voit sa productivité moyenne s'élever malgré l'extension des surfaces cultivées. Quand à l'assolement triennal, loin de fatiguer davantage la terre que l'assolement biennal, il enrichit celle-ci par une meilleure sélection des espèces et des plantations complémentaires d'une année sur l'autre. Enfin, le développement de l'élevage procure des engrais naturels.

[17] Pour les physiocrates, c'est la terre, donc l'agriculture, qui génère le surplus qui permet aux autres activités de se développer.

Une partie croissante des européens abandonnent l'agriculture et se consacrent aux activités artisanales, au commerce, aux arts, ou à la religion.

Insistons à nouveau sur ce point : le servage est un rapport social plus souple que l'esclavage. Une fois l'impôt seigneurial payé, les paysans conservent pour eux l'excédent de leur production. Ils peuvent ainsi : améliorer leur alimentation, accroître le nombre de leurs enfants, **échanger sur les petits marchés villageois de proximité**.

2) Les progrès de l'artisanat et de la petite industrie

Parallèlement aux progrès agricoles, on note aussi des progrès artisanaux et même industriels comme en témoigne l' apparition des **moulins** à eau et à vent. Les moulins à vent étaient connus depuis l'époque romaine mais jusque-là peu utilisés. Ils sont perfectionnés grâce à la mise au point de systèmes d'engrenages perfectionnés. Ce sont les premières usines polyvalentes. La domestication de l'énergie éolienne permet, entre autre : de moudre les grains, de piler les olives, de préparer la bière, d'aiguiser des instruments, d'actionner d'énormes soufflets afin d'élever la température de chauffe des forges, de manier de lourds marteaux travaillant le métal.

Cette nouvelle source d'énergie, jointe à la division du travail permise par les surplus agricoles provoque un **essor de la métallurgie**, tant civile que militaire : socs de charrues, fers à cheval, serrures et clés, clous, chaînes, armatures de construction, mais aussi épées, poignards, casques, cottes de mailles, armures, pièces d'arbalètes.

3) le développement des villes

L'accroissement du surplus profite à la classe paysanne autant qu'aux seigneurs. Le dynamisme des marchés villageois en témoigne. Les gros bourgs et les villes tirent également leurs profits de cette amélioration du niveau de vie des campagnes européennes.

Les villes constituent le débouché naturel pour l'excédent de production agricole. Les artisans s'y concentrent et se regroupent par métiers dans des quartiers. Ce sont les premières corporations. Des produits de toutes sortes sont fabriqués et échangés contre les surplus agricoles.

Les villes attirent aussi les classes riches de la société : haut clergé et grands seigneurs viennent y résider. C'est aussi l'époque de l'édification des cathédrales et de la construction de vastes remparts destinés à assurer la sécurité des villes. Cela attire une main-d'œuvre itinérante nombreuse et qualifiée : les artisans compagnons. Les villes accueillent aussi les représentants de l'administration royale.

4) L'essor des échanges locaux et internationaux

Les populations fortunées achètent des produits provenant de contrées lointaines. Les grands courants d'échanges se mettent en place. La consommation de produits

orientaux se développe, de même que celle de produits de l'Europe du Nord ou de l'Est. Le commerce des marchandises prend son essor : produits alimentaires, textiles s'échangent à travers l'Europe. Les points de rencontres sont les foires, comme la célèbre foire du Lendit[18] qui fut crée par Dagobert Ier (605-639) dès la période domaniale, et qui ouvrait pour quinze jours tous les 11 juin (Saint-Barnabé) jusqu'à la Saint-Jean. Du IXe au XVIe siècle, cette foire fut l'une des plus importantes de France et la plus importante de l'Île-de-France, attirant jusqu'à un millier de marchands venant de toute l'Europe, d'Allemagne et de Byzance !

C'est à cette époque que se constituent des dynasties familiales qui ouvrent des comptoirs ou des succursales situés dans les régions les plus actives, et passent entre elles des accords qui facilitent les transactions.

5) Les premières spécialisations internationales

Des réseaux d'échange se constituent en Italie du Nord et en Flandres avec leurs propres spécialisations.

L'Italie du Nord est spécialisée dans la fabrication de certaines gammes de textiles, ainsi que dans l'importation du coton et des soieries d'Orient. Les villes italiennes importent aussi des produits en provenance d'Orient qu'elles ré acheminent ensuite vers l'Europe du Nord.

Les villes flamandes sont spécialisées dans l'industrie lainière. Elles s'approvisionnent en Angleterre, pays spécialisé dans l'élevage du mouton. La Flandre est à cette époque le cœur industriel de l'Europe du Nord-Ouest.

6) La ligue hanséatique

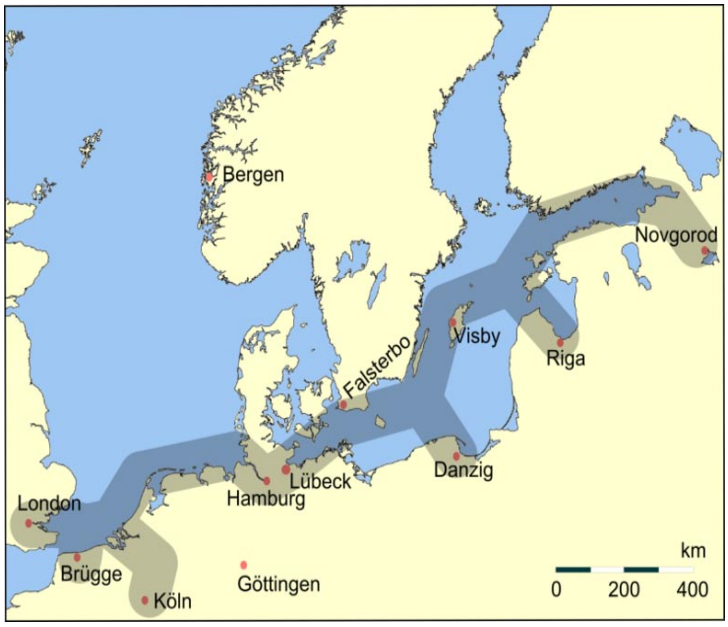
Les villes se regroupent dans des « hanses », qui sont des associations de marchands au départ, mais s'organisent par la suite en entités politiques. A leurs apogées, les villes de la ligue hanséatique s'étendent de Londres à Novgorod (voir Carte), couvrant ainsi le commerce de la mer du Nord et de la Baltique. Les villes qui appartiennent à ces « hanses » constituent les unes pour les autres des débouchés. Leurs marchands entretiennent un réseau de correspondants qui se renseignent entre eux sur les différents droits de péage et sur les meilleurs moyens d'optimiser les trajets, ainsi que sur la nature, la qualité et le prix des marchandises disponibles.

Un axe se constitue entre l'Italie du Nord et la Flandre, avec pour points de passage Lyon, Auxerre, les foires de Champagne, d'Île de France et de Paris. Il se prolonge vers l'Angleterre, la mer du Nord et la Baltique.

L'apogée des villes de la ligue hanséatique se situe aux 14ème et 15ème siècles, donc à la fin du moyen-âge.

[18] Le mot « lendit « vient du latin « indictus » qui donna « l'endice » en ancien français et qui signifie « ce qui est fixé » ou « lieu fixé de rencontre ». La foire a disparu en 1793, mais l'emplacement sert toujours de marché à la ville de Saint-Denis

Les routes commerciales de la ligue Hanséatique



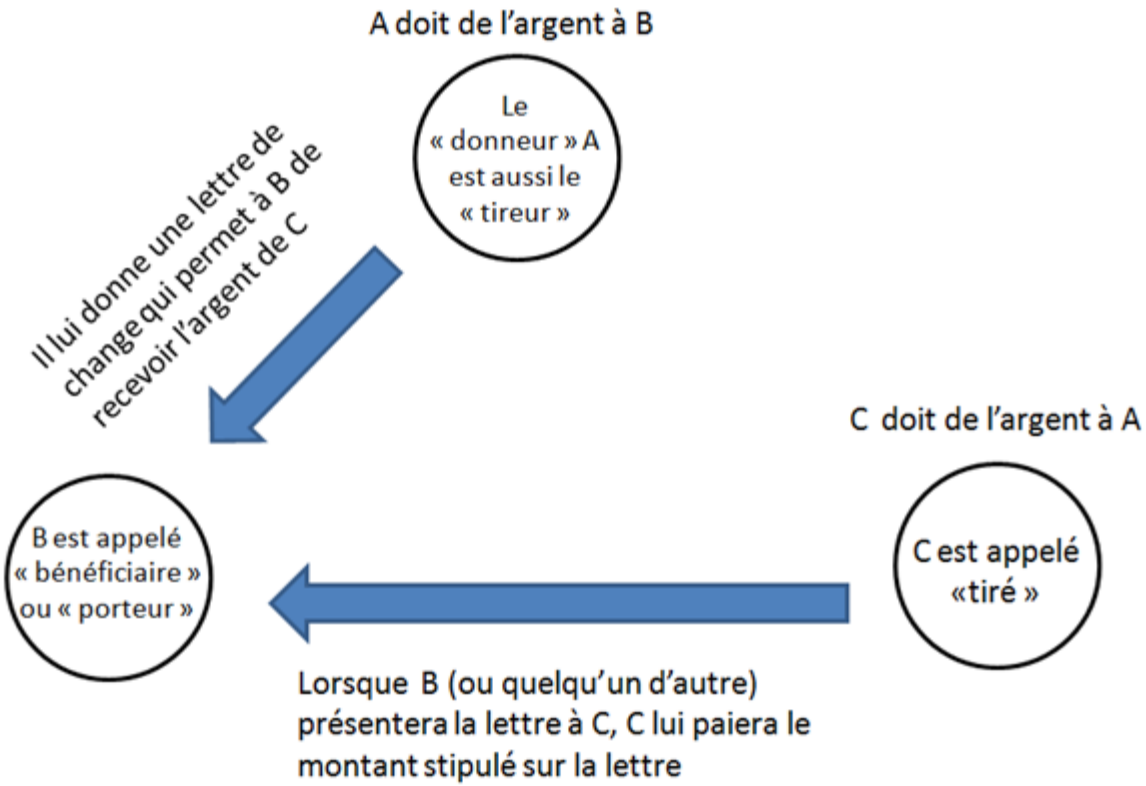
Source : http://en.wikipedia.org/wiki/Image:Haupthandelsroute_Hanse.png

7) l'Insuffisance chronique de numéraire, source d'innovation financière

À cette époque, de nombreuses monnaies d'or et d'argent circulent, frappées à l'effigie de grands seigneurs ou d'autorités ecclésiastiques, ce qui s'explique par l'absence d'autorité centrale. Ces monnaies sont naturellement en concurrence entre elles, suivant le célèbre adage du commerçant et financier anglais Thomas GRESHAM (1519-1579) selon lequel « La mauvaise monnaie chasse la bonne ». La contrepartie de cette spontanéité monétaire, c'est que les mouvements de l'activité sont gouvernés par l'abondance ou la rareté du numéraire.

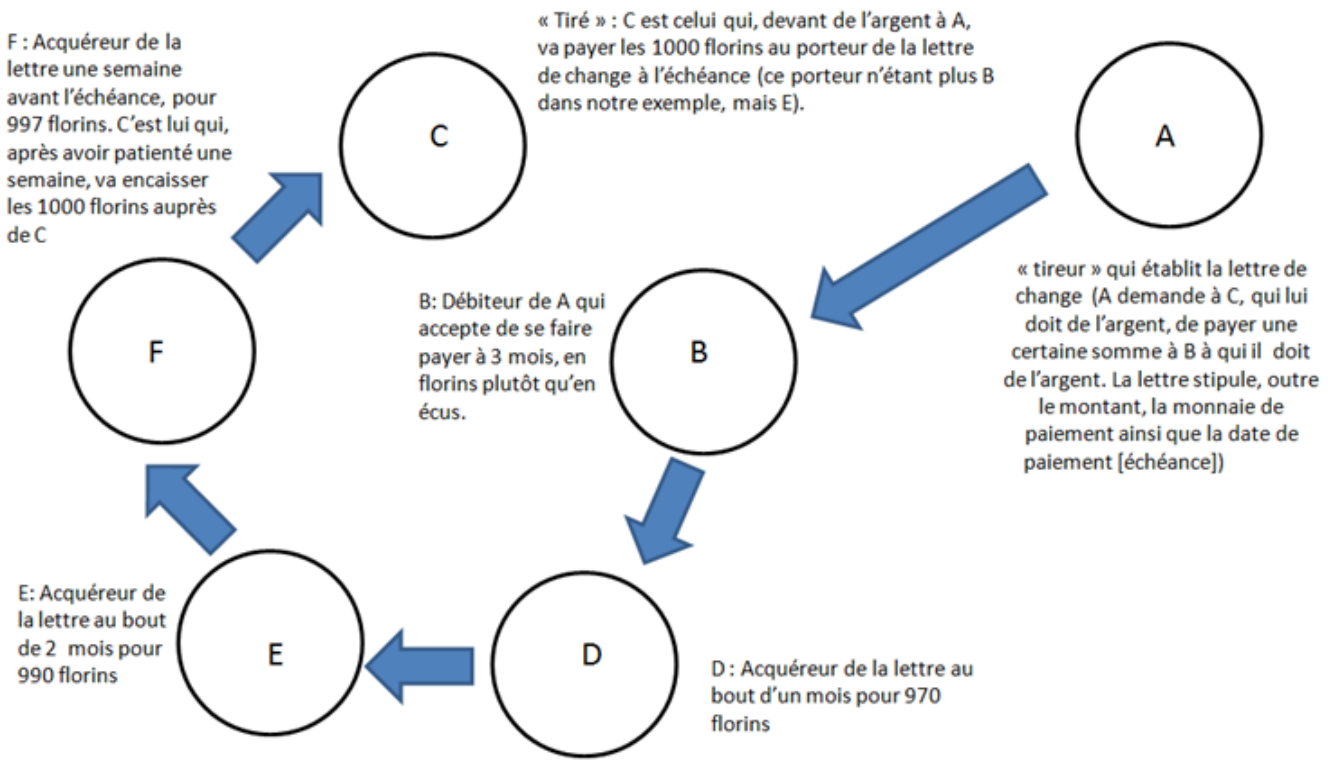
Or précisément, l'or et l'argent disponibles se raréfient relativement à l'augmentation de la quantité des marchandises. L'absence de moyens de paiement suffisants ralentit les changes. Une innovation financière va y pallier provisoirement : la **lettre de change** qui apparaît en Italie. La lettre de change permet à un acheteur de régler son vendeur à l'aide d'une reconnaissance de dette. Cette lettre peut être convertie par son détenteur en monnaie locale s'il en a besoin. Il peut également « endosser » cette lettre (c'est-à-dire apposer une signature sur le dos de la lettre) au bénéfice d'une tierce personne dont il est par exemple le débiteur. La lettre de change est une véritable innovation car elle **permet d'éviter le transport de pièces**. À ce titre, elle facilite et sécurise les échanges. Elle est aussi un **outil de gestion du risque de change**, et un **moyen de contourner l'interdiction du prêt à intérêt** par l'église (voir les deux schémas simplifiés ci-après).

Schéma simplifié de la lettre de change



B n'est pas obligé d'aller se faire rembourser auprès de C. Il peut aussi se servir de **la lettre de change** pour payer quelqu'un d'autre, par exemple « D » (Il lui suffit d'endosser la lettre de change, c'est-à-dire de la signer au dos. « D » peut ensuite payer « E » et ainsi de suite. Le jour fixé par la lettre de change, celui qui est en sa possession va voir C et encaisse le montant stipulé par la lettre, dans la monnaie indiquée. Si A et B sont en Champagne et C à Florence, la lettre de change sera particulièrement utile pour B s'il se rend à Florence et à besoin de payer en florins. Il demandera alors A de rédiger le montant en florins sur la lettre (c'est pour cela qu'on l'appelle une lettre « de change »). Mais cela suppose que A et B soient d'accord sur le taux de change instantané Ecu/Florin et neutralise le risque de change sur la période qui reste à courir avant l'encaissement. Le **billet à ordre** est une lettre de change dans laquelle A et C ne font qu'un. Le billet à ordre est donc un **chèque** payable à échéance. Lettre de change et billet à ordre sont des **effets de commerce**. Il existe plusieurs autres version de ce schéma, dont une version à 4 personnes, plus complexe et plus ancienne, dans laquelle A, qui dans le présent schéma est à la fois « donneur » et « tireur », est strictement « donneur » et passe par un « tireur » (T).

La lettre de change et le billet à ordre comme mécanismes de contournement de l'interdiction du prêt à intérêt



Dans ce schéma, nous supposons que le montant stipulé par la **lettre de change** (mais cela vaut aussi pour **un billet à ordre**) est de 1000 florins et que ce montant est payable dans 3 mois à dater du jour ou B entre en sa possession. Mais au bout d'un mois, B ayant besoin immédiatement de l'argent propose à D de lui donner la lettre en échange de 970 florins (On dit qu'il « escompte » la lettre). En fait, le taux d'escompte (taux d'intérêt implicite) est ici égal à 30/1000, soit 3%. Nous allons ensuite supposer que D a besoin d'argent au bout du deuxième mois. Il se trouve alors que E est prêt à lui escompter la lettre. Mais comme l'échéance est plus proche, il est logique que le taux d'escompte soit plus faible. Ainsi, par exemple, la lettre sera escomptée à 990, ce qui représente un taux d'intérêt implicite de 1%. Enfin, E a besoin d'argent une semaine avant l'échéance. Il endosse alors la lettre au profit de E qui va lui donner par exemple 997, ce qui revient à pratiquer un taux d'intérêt implicite de 3 pour mille.

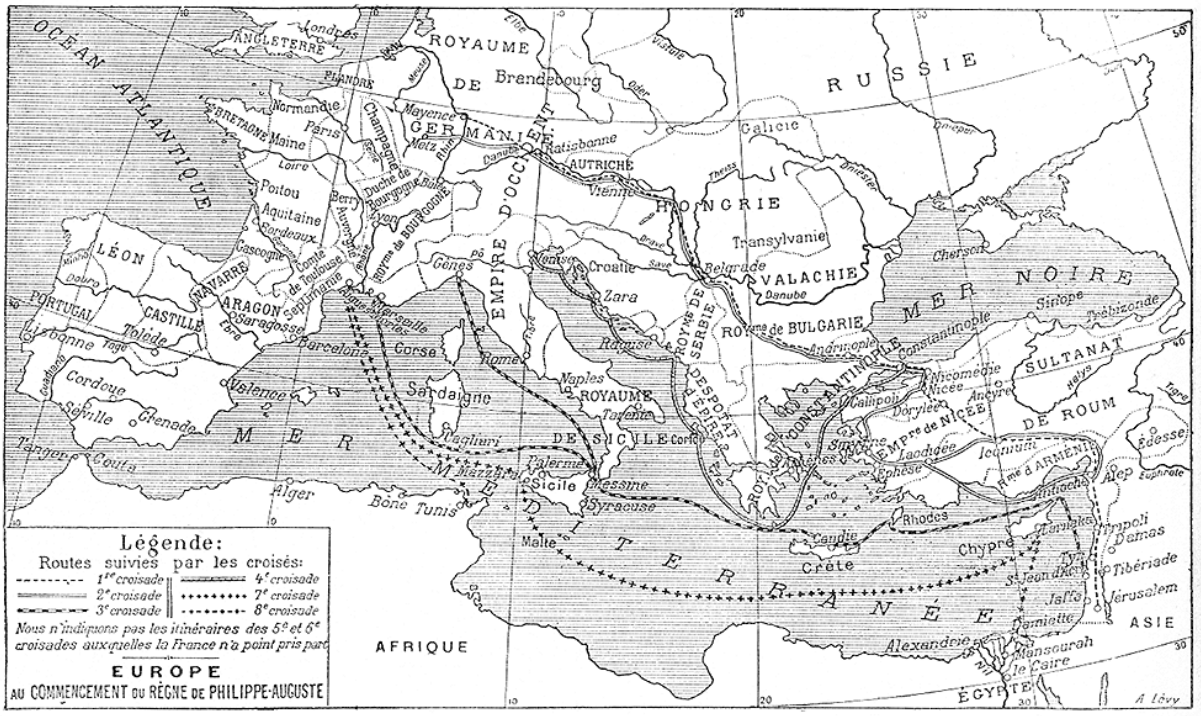
8) Le développement de la fonction bancaire

Les grands marchands des ligues hanséatiques sont les seuls à pouvoir prêter de l'argent. Ils tiennent à leur merci les grands seigneurs et l'église (qui par ailleurs condamne le prêt à intérêt) par les prêts qu'ils consentent. La fonction bancaire est ainsi un sous produit de l'activité marchande et est assurée par les mêmes agents économiques.

9) Les croisades et la peste noire

Le monde médiéval et féodal est traversé par deux épisodes majeurs. D'une part, les **croisades**, qui s'étalent sur plus de deux siècles et témoignent de l'empreinte fondamentale de la sphère du sacré dans l'occident du moyen âge, posant ainsi les limites d'un développement basé sur l'économique. D'autre part, la **peste noire** qui décime le tiers de la population européenne en 20 ans et témoigne de la précarité des existences humaines à une époque où l'espérance de vie était proche de 25 ans, soit plus de trois fois inférieure à l'espérance de vie actuelle.

Itinéraires de six des huit croisades



Source : http://upload.wikimedia.org/wikipedia/commons/0/0a/Carte_croisade.png

a) Les croisades

Les croisades sont des expéditions militaires menées par les chrétiens d'Occident pour tenter de soustraire, à la demande de la papauté, les lieux saints (tombeau du Christ, Jérusalem) à l'occupation musulmane. Il y a eu huit croisades successives, la première en 1095 et la dernière en 1270.

En tentant de comprendre le phénomène des croisades, certains historiens spécialistes du Moyen Âge ont mis l'accent sur l'importance de la croissance démographique et commerciale en Europe, entre le XIIe et le XIVe siècle. Les croisades s'expliqueraient par la recherche d'une zone d'expansion territoriale, pour une partie de cette population, et d'un débouché aux ambitions de seigneurs avides d'exploits, de richesses et d'aventures. Elles ont également offert de riches opportunités commerciales aux marchands des cités méditerranéennes d'Occident, en particulier Gênes, Pise et Venise.

b) La peste noire

La **peste noire** est apparue en 1334 en Chine (1320 selon certaines sources), dans la province du Hubei et se répand rapidement. Elle va s'étendre à tout l'Occident en moins de 15 ans, transmise par les marchands, les pèlerins et les voyageurs. Cette peste, qui se manifestait par l'apparition de bubons autour du cou et sous l'aisselle, a décimé massivement les populations d'Europe. Un malade sur quatre seulement survivait. Les causes de son apparition sont aussi mystérieuses que celle de sa disparition. De nombreuses hypothèses ont été émises, mais aucune ne suscite l'adhésion générale. La plus fréquemment évoquée est l'état sanitaire et alimentaire des populations. Une population où le niveau d'hygiène est élevé et les carences alimentaires faible auraient moins de chances de voir la peste apparaître et se développer. Plusieurs auteurs contemporains, dont Alfred SAUVY[19] ont dès la seconde moitié du 20ème siècle, bien avant l'apparition du HIV et de la grippe aviaire, mis en garde contre la réapparition de phénomènes épidémiques de grande ampleur dans le monde contemporain et souligné son impuissance probable ou son efficacité tardive.

Le Moyen Âge fut traversé par de nombreuses épidémies. On cite la « Peste de Justinien » qui dès le VIème siècle ravagea l'Empire romain d'Orient et contribua largement au déficit démographique du Haut Moyen Âge en Europe. La **peste noire** a provoqué la mort d'au moins un tiers de la population européenne, soit autour de 25 millions de victimes, et probablement le même nombre en Asie. La peste noire, qui affecte l'Europe entre 1347 et 1350 a des conséquences durables. Elle tue environ le tiers de la population européenne de cette époque (soit 25 millions de morts). Elle refait ensuite régulièrement surface dans les différents pays touchés par la première vague (par exemple entre 1353 et 1355 en France ou entre 1360 et 1369 en Angleterre).

Deux cartes de l'extension de la peste noire de la Chine à l'Europe sont disponibles sur Internet :

1) http://historymedren.about.com/library/atlas/natmapasiabd.htm
2) http://historymedren.about.com/library/weekly/aapmaps4.htm

[19] Alfred SAUVY, 1958, *De Malthus à Mao-Tsé-Toung*, éditions Denoël.

C - Le monde musulman

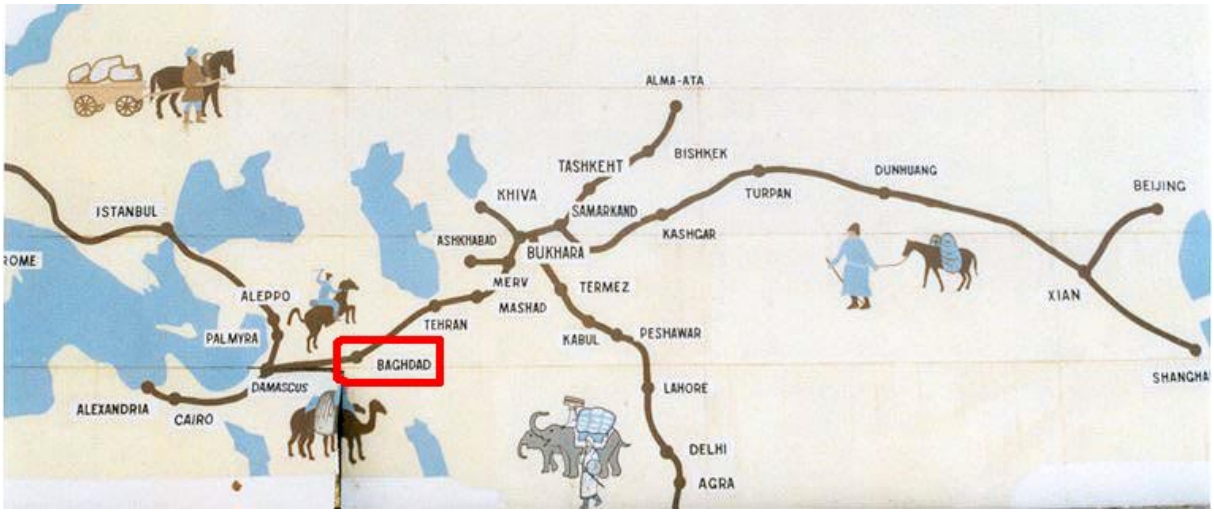
L'économie des pays de l'Islam est façonnée par la géographie, plus précisément par la **rareté de l'eau**. Cela explique le développement des techniques d'irrigation et la structure particulière du monde agricole. C'est le calife qui possède les terres et qui les exploitent, directement le plus souvent, ou en concédant l'exploitation à des métayers qui lui versent en retour une partie de la récolte. Les **cultures sont variées** : blé, riz, canne à sucre, des dattes, des olives, du raisin, des bananes, des oranges, des légumes et des plantes aromatiques. L'élevage, souvent extensif, occupe une place importante.

Le **commerce est florissant** et se fait à dos de chameau, en caravanes. L'or du Soudan est ainsi transporté dans tout l'empire Ottoman jusqu'à Bagdad. L'artisanat connaît une période faste : production d'armes (Damas, Tolède), métallurgie (à partir de techniques importées d'Inde), industrie textile (mousselines et soieries), travail du cuir (Cordoue, Maroc). Bagdad est un carrefour prodigieux d'échanges où les caravanes revenant d'Asie croisent celles provenant d'Egypte ou du Sénégal. C'est un empire commercial immense qui se décline en myriades d'activités locales reliées entre elles par le commerce. L'unité du monde musulman se fait par la religion. Le commerce, contrairement à ce qui se passe en occident au même moment, n'est pas méprisé. Le **chèque**, mot d'origine arabe, alors inconnu en occident, est inventé et fréquemment utilisé dans les transactions, conjointement à la découverte et à l'utilisation du papier. Le taux d'intérêt est cependant condamné, tout comme dans le monde chrétien à la même époque. L'or en provenance d'Afrique circule en abondance dans tout le monde musulman et jusqu'à la Chine. Les arabes contrôlent aussi, à cette époque, la totalité du **commerce des esclaves** sur les trois continents. La richesse économique aura pour conséquence le développement de la vie artistique, culturelle, littéraire (Les mille et une nuits), philosophique (la bibliothèque de Cordoue compte 400 000 volumes), religieuse et technique (de nombreuses inventions arabes et chinoises seront transmises à l'occident par le biais des réseaux de caravanes, comme la poudre et le papier).

Les grands centres économiques du monde musulman sont Cordoue, Grenade, Tunis, Marrakech, Damas, Alep, Alexandrie, Le Caire, Bagdad et Bassora. Les régions d'Asie ont joué un rôle important dans l'économie du monde musulman. Qui ne se souvient des légendes rapportées par les caravanes au sujet de « la route de la soie » ou « route du jade », qui reliait le Proche-Orient à la Chine depuis l'Antiquité. C'est elle que les caravanes de chameaux suivaient et qui est à l'origine des premières colonies de marchands musulmans en Asie centrale et en Chine. Elle faisait halte à Bagdad, qu'elles approvisionnement en produits de luxe orientaux : « *Après les invasions mongoles et la chute de Bagdad en 1258, l'activité économique du monde musulman se déplaça vers le sud avec trois points d'ancrage : l'Égypte, l'Inde et l'archipel insulindien. L'Inde et le détroit de Malacca, carrefours obligés de tous les échanges maritimes transcontinentaux, ne furent pas loin alors d'être les centres de gravité de l'économie du monde musulman* » écrit Marc GABORIAUX[20].

[20] Marc GABORIAUX, 2001, in préface de *L'islam en Asie, du Caucase à la Chine*, Les Études de la documentation française.

Bagdad : un des carrefours des échanges sur la route de la soie



Source : http://upload.wikimedia.org/wikipedia/commons/a/aa/Silk_road.jpg

L'invasion mongole de 1258, puis la peste noire au quatorzième siècle donnent le coup d'arrêt à l'essor économique du monde musulman, qui après diverses amorces de renouveau, déclinera à mesure que l'Atlantique ravira à la Méditerranée la place centrale dans les échanges mondiaux.

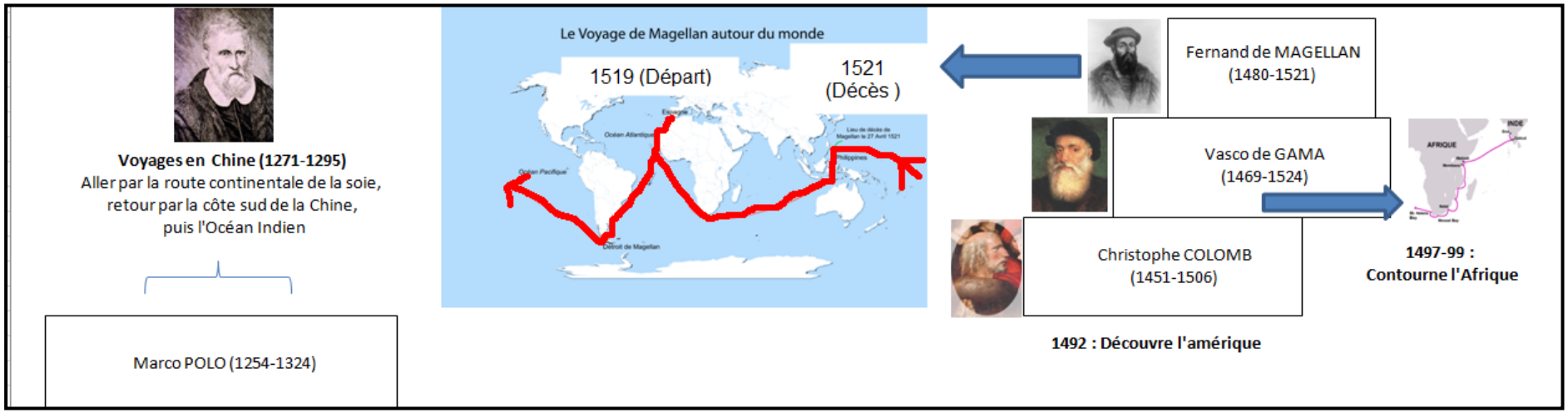
4 – La Renaissance

La Renaissance succède au Moyen-âge, et correspond schématiquement à deux étapes importantes de la pensée économique, le mercantilisme et la physiocratie.

Chronologiquement, la renaissance s'étend donc pour nous de la fin du Moyen-âge à la révolution industrielle. Pour dater le début de cette période on peut choisir de nombreux faits symboliques.

- Les grandes découvertes géographiques qui, si elles commencent avec Marco POLO (1254-1324) et ses voyages en Chine, prennent un essor considérable avec Christophe COLOMB (1451-1506), qui « découvre » l'amérique en 1492, Vasco de GAMA (1469-1524), qui contourne l'Afrique et double le cap de Bonne-Espérance en 1498 et Fernand de MAGELLAN (1480-1521) qui meurt aux Philippes en 1521, pendant son voyage autour du monde dont son équipage reviendra cependant.
- les débuts de l'**imprimerie** avec Johannes GUTENBERG (1400-1468) vers 1450
- les débuts de la **Réforme (protestantisme)** initiés par Martin LUTHER (1483-1546) et Jean CALVIN (1509-1564). Cette période très riche sur le plan des faits et des idées économiques en annonce cependant un autre encore plus riche : la révolution industrielle.

Les grandes découvertes géographiques



Marco POLO (1254-1324) voyage en Chine dès le 13ème siècle, mais les grandes découvertes géographiques prennent un essor considérable avec Christophe COLOMB (1451-1506), qui « découvre » l'amérique en 1492, puis Vasco de GAMA (1469-1524), qui contourne l'Afrique et double le cap de Bonne-Espérance en 1498 et enfin Fernand de MAGELLAN (1480-1521) qui meurt aux Philippes en 1521, pendant son voyage autour du monde dont son équipage reviendra cependant. A noter que la découverte des pôles sera beaucoup plus tardive. Ce n'est qu'en 1911 que Roald Engelbregt Gravning AMUNDSEN (1872-1928), explorateur polaire norvégien atteint le pôle Sud. Quand au pôle Nord, la question est discutée. L'Américain Frederick COOK prétend l'avoir atteint le 21 avril 1908, mais cette affirmation est controversée, tout comme la prétention d'un autre américain, Robert PEARY qui affirme quand à lui avoir atteint le pôle Nord le 6 avril 1909. Leurs relevés respectifs semblent indiquer que l'un et l'autre l'on manqué de quelques kilomètres. Ce qui est certain, en revanche, c'est que James Clark ROSS a atteint le pôle nord magnétique dès 1831. Pour clore cette liste d'hommes ayant associé leur nom à d'immenses découvertes géographiques, ajoutons celui de Neil Alden ARMSTRONG (1930-), astronaute américain, qui fut le premier homme à avoir marché sur la Lune le 21 juillet 1969.

Images, cartes et dates : d'après Wikipedia.

5 – La révolution industrielle et le début des temps modernes

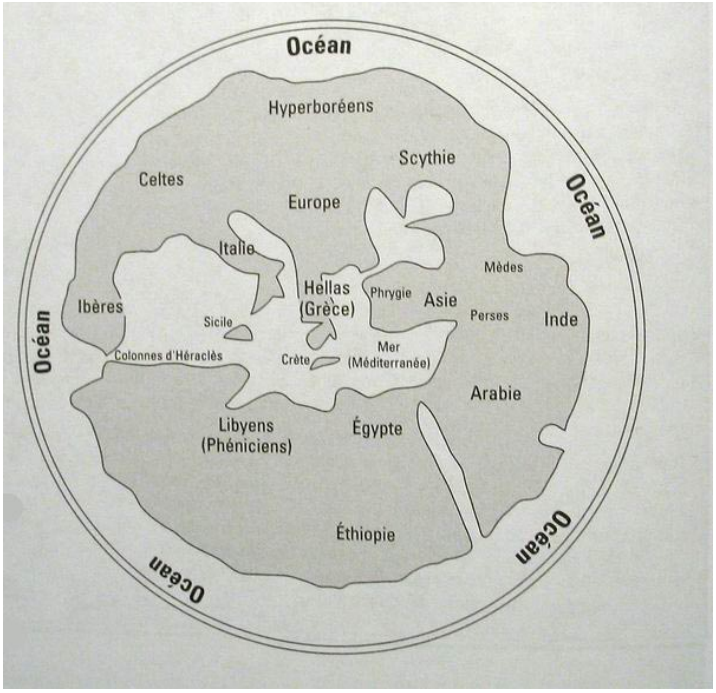
La dernière étape de cette longue frise historique est celle de la Révolution industrielle. Mot né sous la plume d'Adolphe BLANQUI (1798-1854), c'est le phénomène majeur du 19ème siècle dont les conséquences ont affecté et affectent toujours profondément l'économie et les idées économiques. Bien qu'elle se soit développé pleinement au 19ème siècle, elle débute en fait vers la fin du 18ème en Angleterre, par la mise en application à grande échelle de découvertes techniques qui vont affecter la production agricole, la production de vêtement, mais aussi les échanges commerciaux, à travers l'avènement progressif de moyens de transports plus rapides (bateaux et locomotives à vapeur).

Pour en terminer avec le commentaire du tableau synoptique de la période couverte par ce cours, on remarquera qu'il traduit parfaitement l'idée d'une accélération de l'histoire. On ne peut pas nier en effet que les périodes sont de plus en plus courtes et que, de plus, la quantité d'évènement économiques et d'innovation majeures se succèdent à un rythme de plus en plus rapide.

Sur le plan de l'histoire des idées économiques, c'est évidemment la période la plus riche. Elle verra successivement éclore les courants de pensée de l'économie politique classique ; le courant socialiste et les écoles néo-classiques.

Annexe au chapitre 1 : Du géocentrisme à l'héliocentrisme

Ce schéma illustre la représentation du monde qu'avaient les tout premiers grecs de l'antiquité comme HOMERE (8ème siècle avant J.-C.). Il éclaire notamment l'**européanocentrisme** qui a longtemps prévalu. Selon les grecs anciens, la terre était un grand disque divisé par la mer méditerranée et la mer noire et entouré par l'immense fleuve Océan qui coulait autour du monde.



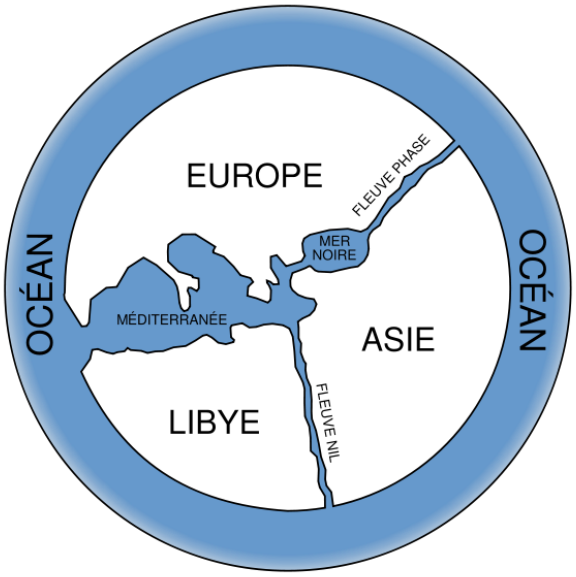
Source : Christopher W. BLACKWELL, Amy H. BLACKWELL, Gille Van HEEMS et Yves D. PAPIN, *La mythologie pour les nuls*, page 47. First Edition.

Cependant, certains grecs, comme PYTAGORE (-580 à -490 av. J.-C.), ARISTOTE (384-322 av . J.-C.) ou ERATOSTHENE (276-174 av. J.-C .), puis plus tard PTOLEMEE (100-161 après J.-C.) savaient que la terre était sphérique. Ils pensaient que (hormis le fait qu'elle puisse tourner autour d'elle-même, hypothèse formulée par PHILOLAOS de CROTONE [5ème siècle avant J.-C.]) elle était fixe au centre de l'univers (géocentrisme) et que c'étaient les étoiles (notamment la lune et le soleil) qui tournaient autour d'elle.

Le grec Aristarque de SAMOS (310–230 av. J.-C.) avait cependant suggéré que le soleil puisse être le centre de l'univers et qu'à ce moment là c'était la terre qui tournait autour de lui, en plus de tourner autour d'elle-même, thèse dite de l'héliocentrisme.

Mais pendant le moyen-âge et jusqu'à la Renaissance, on se représenta à nouveau la terre comme un disque entouré d'eau, conception qui reprenait celle d'HOMERE mais en la mâtinant de données extraites de la Bible et notamment tout ce qui y est relaté à propos du déluge et de l'arche de Noé. Le monde était conçu comme un disque entouré d'un vaste océan qui se terminait de façon abrupte. Cependant, au lieu d'être disposés autour de la mer méditerranée où la civilisation grecque avait

pris son essor, **les trois continents du monde se trouvaient désormais recentrés au lieu de leur jonction en Asie Mineure**, à l'emplacement supposé de l'ancien Éden où le Monde avait commencé, à celui de l'échouage de l'Arche de Noé, dans les régions de l'Histoire Sainte et de la Vie de Jésus.

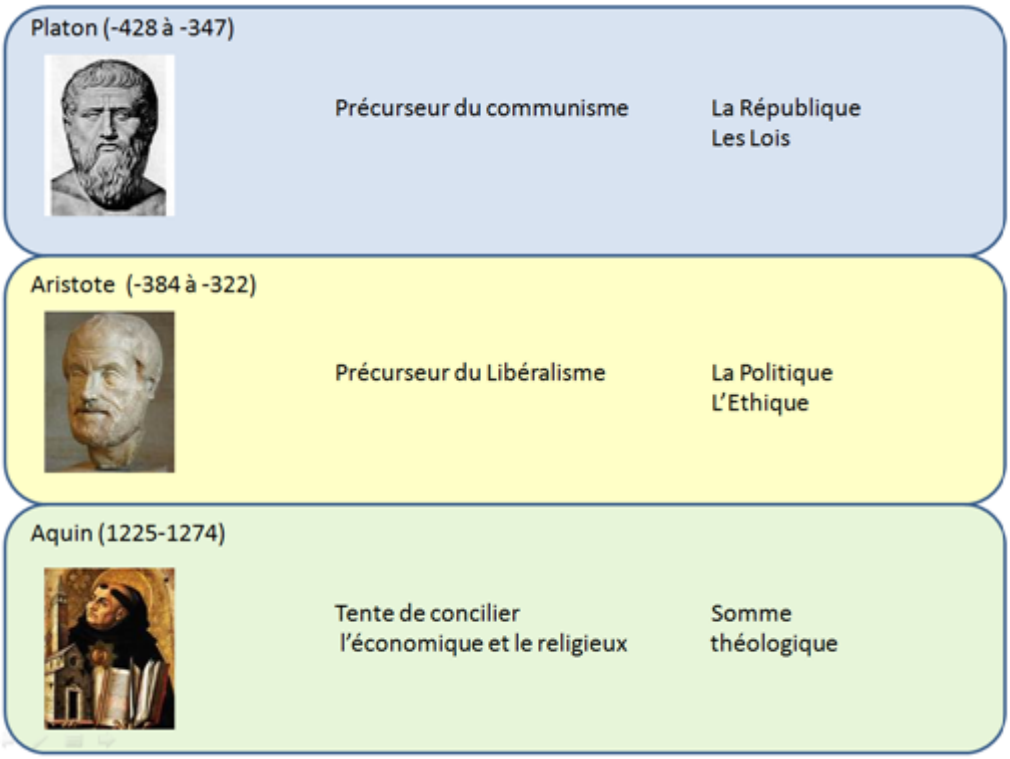


Source : http://fr.wikipedia.org/wiki/Image:Anaximander_world_map-fr.svg

C'est COPERNIC (1473-1543), puis GALILEE (1564-1642) et KEPLER (1571-1630) qui furent les premiers à redécouvrir la thèse héliocentrique. Ces idées, en se répandant malgré l'inquisition, allaient favoriser le développement de la connaissance du monde et le passage aux temps modernes. Mais l'image ci-dessous représentait sans doute la terrible angoisse des équipages de Christophe COLOMB ou de MAGELLAN, en dépit des assurances scientifiques qu'ils avaient pu obtenir de leurs capitaines !

Chapitre 2
Les idées économiques dans l'antiquité et au moyen-âge

« *On produit toutes choses en plus grand nombre, mieux et plus facilement, lorsque chacun, selon ses aptitudes et dans le temps convenable, se livre à un seul travail, étant dispensé de tous les autres* », PLATON, La République, Livre II).



0 – Introduction
1 - Le communisme de PLATON
- A - L'intérêt personnel et la division du travail dans "La République"
- B - "Les Lois", une apologie de l'égalitarisme
- 1) La démographie
- 2) L'organisation de la production et la répartition des richesses
- 3) La cité idéale, archétype de toutes les utopies

2 - ARISTOTE, précurseur du libéralisme
- A - Défense de la propriété privée
- B - Justice distributive et justice commutative
- C- Une théorie de la valeur et des prix chez ARISTOTE
- D - Les deux formes d'acquisition des richesses

3 - Thomas d'AQUIN
- A - Une tentative pour réconcilier l'économique et le religieux
- B- Est-il permis de vendre une chose plus chère qu'on ne l'a achetée ?
- C - Peut-on demander un intérêt si on prête de l'argent à quelqu'un ?

4 - Des mécanismes de marché relativement absents
- A - Un marché foncier inexistant
- B - Un marché du travail sans fluidité

0- Introduction

Bien avant la révolution industrielle, les questions économiques sont vivement débattues. Trois auteurs se sont particulièrement illustrés par leurs réflexions économiques : PLATON et ARISTOTE dans l'Antiquité[21], THOMAS D'AQUIN au Moyen-âge. Deux question concernant l'économie vont faire débat entre PLATON et ARISTOTE.

La première question est celle de la propriété : faut-il que celle-ci soit collective, comme le pense PLATON, ou privée, ainsi que le soutient ARISTOTE ?

La seconde question est celle de la répartition de la richesse : celle-ci doit-elle être distribuée égalitairement, comme l'exige PLATON, au faut-il qu'elle soit distribuée proportionnellement à l'effort de chacun comme va l'expliquer ARISTOTE ?

Par la suite, THOMAS D'AQUIN, réfléchissant sur la pensée d'ARISTOTE, va largement reprendre à son compte les idées du penseur grec et tenter, dans une autre domaine, celui du taux d'intérêt, de **faire évoluer la pensée de l'église**.

Dans la dernière partie de ce chapitre, après avoir évoqué ces 3 auteurs, nous reviendrons sur un point important, caractéristique des économies aussi bien dans l'antiquité qu'au moyen-âge. Dans les deux cas, il n'existe pas vraiment de marché au sens moderne, c'est-à-dire de mécanisme relativement efficient d'allocation des ressources. A titre d'illustration, nous soulignerons l'absence de fluidité du marché foncier et du marché du travail.

1 – Le communisme de PLATON

La pensée économique de PLATON (428 av. J.C., décédé à Athènes en 347 av. J.C.) est principalement développée dans les deux ouvrages que sont *La République*, où il expose les avantages de la division du travail et défend une société tripartite avec communauté des biens, des femmes et des enfants pour les classes supérieures (guerriers et chefs) et *Les Lois*, où il pose avec précision les bases d'une cité idéale.

[21] Il convient aussi de mentionner la contribution d'un autre grec, XENOPHON (426 – 355 av. J.-C.), à l'histoire des idées économiques. Il fut le premier à employer le mot « économie » (oiko nomos) et l'un de ses dialogues majeurs s'intitule tout bonnement *l'Économique*. Il s'agit d'un dialogue entre SOCRATE et ISCHOMAQUE qui porte sur **l'administration d'un domaine agricole**. De ce dialogue rempli de conseils judicieux sur la façon de bien conduire un domaine, on retiendra aussi que pour XENOPHON c'est à la femme que revient le rôle de l'entretien de la maison (oikos), tandis que la politique est l'affaire des hommes et le travail celui des seuls esclaves.

A - L'intérêt personnel et la division du travail dans « La République »

La *République* est le dialogue de PLATON le plus connu. Il y expose sa conception d'une cité où le mode de vie est communautaire. Avant Adam SMITH, il insiste sur l'aiguillon que constitue l'intérêt personnel et sur les avantages de la division du travail. Dans le second livre de *La République*, il expose que les cités se constituent parce que les individus, poussés par leur intérêt individuel, voient dans la division du travail le moyen d'augmenter leur bien-être.

Dans un extrait célèbre, il décrit parfaitement les avantages de la division du travail :

SOCRATE : « Mais quand un homme donne et reçoit, il agit dans la pensée que l'échange se fait à son avantage ».
ADIMANTE : « Sans doute ».

SOCRATE : « Eh bien donc, jetons par la pensée les fondements d'une cité, ces fondements seront, apparemment, nos besoins. » ADIMANTE : sans contredit.

SOCRATE se livre ensuite à la description des besoins : nourriture, logement, vêtements, etc. Puis le dialogue se poursuit sur la division du travail.

SOCRATE : « Mais voyons, comment une cité suffira-t-elle à fournir tant de choses ? Ne faudra-t-il pas que l'un soit agriculteur, l'autre maçon, l'autre tisserand ? »

ADIMANTE : « Certainement ». […]

SOCRATE : « Mais quoi ? Faut-il que chacun remplisse sa propre fonction pour toute la communauté […] ou bien, ne s'occupant que de lui seul, faut-il qu'il produise le quart de cette nourriture dans le quart du temps que les trois autres emploient l'un à se pourvoir d'habitation, l'autre de vêtements, l'autre de chaussures, et, sans se donner du tracas pour la communauté, fasse lui-même ses propres affaires ? »

ADIMANTE : « Peut-être la première manière serait-elle la plus commode. » […]

SOCRATE : « Par conséquent, on produit toutes choses en plus grand nombre, mieux et plus facilement, lorsque chacun, selon ses aptitudes et dans le temps convenable, se livre à un seul travail, étant dispensé de tous les autres » .

On peut illustrer le raisonnement de SOCRATE par l'exemple ci-dessous (on a ajouté le potier, qui n'est pas mentionné, pour avoir quatre individus, et l'on a supposé que chaque individu travaille 8 heures et qu'on a en tout 32 heures de travail à répartir :

S : Faut-il que chacun remplisse sa propre fonction pour toute la communauté ?

Première solution	Poterie	Maçonnerie	Tissage	Agriculture	Total
A (potier)	8h				8h
B (Maçon)		8h			8h
C (Tisserand)			8h		8h
D (Agriculteur)				8h	8h
Total	8h	8h	8h	8h	32 heures

S : ou bien, ne s'occupant que de lui seul, faut-il qu'il produise le quart de cette nourriture dans le quart du temps que les trois autres emploient l'un à se pourvoir d'habitation, l'autre de vêtements, l'autre de chaussures, et, sans se donner du tracas pour la communauté, fasse lui-même ses propres affaires ?

Deuxième solution	Poterie	Maçonnerie	Tissage	Agriculture	Total
A (fait tout, un quart du temps)	2h	2h	2h	2h	8h
B (fait tout, un quart du temps)	2h	2h	2h	2h	8h
C (fait tout, un quart du temps)	2h	2h	2h	2h	8h
D (fait tout, un quart du temps)	2h	2h	2h	2h	8h
Total	8h	8h	8h	8h	32 heures

ADIMANTE choisit la première solution, puisqu'il dit ; «Peut-être la première manière serait-elle la plus commode ». Et SOCRATE confirme en expliquant pourquoi cette solution est la meilleure : « Par conséquent, on produit toutes choses en plus grand nombre, mieux et plus facilement, lorsque chacun, selon ses aptitudes et dans le temps convenable, se livre à un seul travail, étant dispensé de tous les autres ».

Dans notre exemple, cela signifie que les 32 heures permettent d'obtenir plus quand elles sont spécialisées c'est-à-dire quand chacun ne fait qu'un seul métier.

Les cités une fois constituées sur la base de la division du travail, voient leur richesse augmenter. Mais la richesse de certaines d'entre elles augmente plus rapidement, ce qui amène des risques de conflits. PLATON a en effet ce modèle de cités sous les yeux, ainsi que les guerres qu'elles se mènent entre elles (guerre de Troie, guerre du Péloponnèse, etc.). Il faut donc spécialiser une partie de la population dans les activités de défense extérieure. Cette classe militaire assurera aussi l'ordre intérieur car la division du travail ne profite pas de la même façon à tous, ce qui entraîne là aussi des conflits. Enfin, il faut des chefs pour diriger la cité. On a ainsi trois classes : celle des agriculteurs et commerçants, celle des guerriers et celle des chefs.

B – Les lois : une apologie de l'égalitarisme

Les Lois, dernier dialogue de PLATON est le complément de La république. Il traite aussi de la cité idéale, mais sur un plan pratique. Il contient la description du mode de vie de cette cité. Le communisme de PLATON y apparaît très clairement. PLATON y décrit une cité idéale dans laquelle tous les aspects de la vie sont gérés directement par l'Etat.

1) La démographie

La cité idéale compte 5040 habitants, nombre choisi parce qu'il est facilement divisible (il est divisible par tous les nombres de 1 à 12, sauf 11) ce qui, à une époque où l'informatique était peu développée (le boulier est utilisé à partir de -500 av. J.-C.), pouvait faciliter les calculs administratifs. La vie du couple est soigneusement contrôlée par l'Etat qui, en cas de divorce, choisit le second conjoint. Quand la population excède 5040, la création d'une nouvelle cité est prévue. On a donc ici un modèle assez curieux de duplication à l'identique de petites cités, évitant ainsi par avance tous les problèmes d'encombrements urbains et d'externalités négatives que ces encombrements engendrent aujourd'hui. L'attrait pour un chiffre quelque peu « magique » (5040 habitants) tient sans doute à l'influence de PYTHAGORE (-580 à -490) et des pythagoriciens.

2) L'organisation de la production et la répartition de la richesse

Les terres sont réparties en lots identiques entre toutes les familles de la cité. Les récoltes sont rassemblées par l'Etat et redistribuées égalitairement. Une part est prévue pour faire le commerce avec les étrangers. Enfin, la production et les métiers sont réglementés, de même que l'héritage.

3) La cité idéale, archétype de toutes les utopies

L'idée de reconstruire la société et l'économie sur des bases idéales, lancée par PLATON, connaîtra une postérité extraordinaire. On la retrouve au Moyen-âge dans les utopies de MORE et CAMPANELLA (voir le chapitre 3), au dix-neuvième siècle, chez FOURIER et SAINT-SIMON (voir le chapitre 7), entre autres, et à l'époque contemporaine, avec la multiplication des sectes.

2 – ARISTOTE, précurseur du libéralisme

Disciple de PLATON, ARISTOTE (-384 à -322 av. J. C.) va s'opposer à lui sur le plan des doctrines économiques. Il est très hostile à la propriété publique et à l'égalitarisme. Si PLATON est l'ancêtre des communistes, alors ARISTOTE est le précurseur d'un libéralisme modéré (il est contre la spéculation, le prêt à intérêt et ne prône pas l'enrichissement).

A – Défense de la propriété privée

Le Chapitre 2 du Livre II de La Politique[22] est consacré à réfuter le communisme platonicien. Pour ARISTOTE, la propriété commune des terres entraîne l'inefficacité de leur gestion car on ne peut plus faire en sorte que la rémunération de chacun soit proportionnelle à sa contribution : « Le travail et la jouissance n'étant pas également répartis, il s'élèvera nécessairement contre ceux qui jouissent ou reçoivent beaucoup, tout en travaillant peu, des réclamations de la part de ceux qui reçoivent peu, tout en travaillant beaucoup ».

[22] On peut trouver ce texte, ainsi que toute l'œuvre d'ARISTOTE sur internet. Voir, par exemple, http://remacle.org/bloodwolf/philosophes/Aristote/politique2.htm#V

Sa modernité ressort lorsqu'il écrit par exemple que : « *Mettre tout en commun est pour l'homme une entreprise difficile entre toutes* ». Il souligne que les biens possédés en indivision engendrent beaucoup plus de conflits que les biens possédés séparément. Il considère d'ailleurs qu'une certaine richesse matérielle est nécessaire pour pouvoir s'épanouir pleinement : « *Le bonheur ne saurait se passer des biens extérieurs. […] Il est impossible ou tout au moins difficile de bien faire si l'on est dépourvu des ressources* ».

B – Justice distributive et justice commutative

Dans plusieurs de ses ouvrages, notamment dans *La politique* et *l'Ethique* à NICOMAQUE, ARISTOTE développe une théorie de la répartition qui s'articule parfaitement avec la notion de propriété privée.

Justice distributive : ARISTOTE considère que l'égalité ne consiste pas à donner la même chose à chacun, mais au contraire à faire en sorte que chacun reçoive une part proportionnelle à ses efforts. C'est ce qu'il appelle la justice distributive.

Justice commutative : Mais il faut aussi que la justice soit réalisée dans les échanges commerciaux. La chose reçue doit être équivalente à la chose donnée en échange. C'est la justice commutative. En quoi cette équivalence sera mesurée ? Il semble, bien que cela ne soit pas explicité, qu'une référence soit faite à l'utilité. Henri DENIS, dans son Histoire de la pensée économique, cite le passage de l'Ethique dans lequel ARISTOTE écrit qu'il faut trouver une « mesure commune » entre les objets échangés, cette mesure, « c'est exactement le besoin que nous avons les uns des autres »[23].

C – Une théorie de la valeur et des prix chez ARISTOTE ?

Les travaux de plusieurs auteurs qui ont étudié en détail la pensée économique d'ARISTOTE et, plus généralement, les aspects économiques de la philosophie grecque, laissent penser qu'il n'est pas impossible de reconstituer ce qui aurait pu être l'embryon d'une théorie de la valeur et des prix[24].

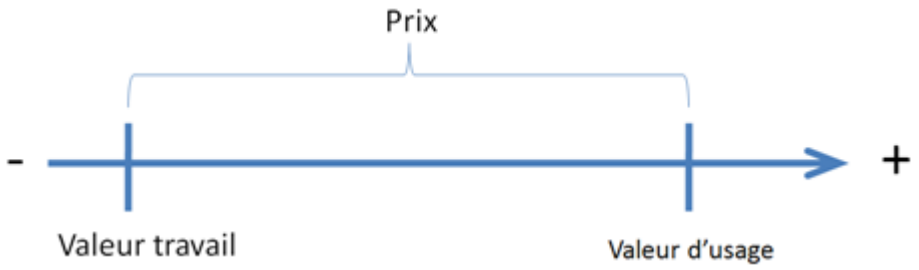
Aristote distinguait en effet deux notions de la valeur. La **valeur d'usage** et la **valeur travail**. La valeur d'usage d'un bien, pour ARISTOTE, c'est l'utilité qu'il a pour son acquéreur que nous désignerons par V_u. La valeur travail d'un bien, quant à elle, se définit ainsi :

$$V_t = t \times d$$

Où V_t représente la valeur travail d'un bien, t le temps de travail nécessaire à la fabrication du bien et « d », un coefficient de « dignité », qui représente ce que l'on appellerait aujourd'hui la qualité ou la « productivité » du travail.

[23] Henris DENIS, déjà cité, page 53.
[24] Voir notamment Todd LOWRY éditeur, 1987, *Pre-classical Economic Thought: from the Greeks to the Scottish Enlightenment*, chapitre 2, Kluwer Economic Publishing. Voir aussi la vidéo sur Youtube : http://fr.youtube.com/watch?v=ZgtZRaKeL-U

Le prix d'un bien va fluctuer entre ces deux valeurs, comme illustré par le schéma ci-après :



On notera que pour qu'un échange ait lieu, donc qu'un prix soit fixé, il faut en principe que la valeur d'usage soit supérieure ou égale à la valeur travail (sauf si l'on admet que le vendeur est prêt à céder son bien à perte).

Comment le prix va-t-il se fixer entre ces deux bornes ? C'est ici qu'intervient la notion de justice commutative d'après laquelle « La chose reçue doit être équivalente à la chose donnée en échange » ? ARISTOTE propose que le prix qui respecte l'éthique soit une moyenne harmonique entre la valeur travail et la valeur d'usage, et non pas une moyenne arithmétique.

Voyons comment il justifie cette idée de moyenne harmonique. L'idée de base est que dans la mesure où la fixation du prix résulte d'un marchandage « équitable», le sacrifice relatif consenti par chaque contractant doit être le même (mais pas le sacrifice absolu).

Posons les définitions suivantes :

- p_a le prix minimum que l'acheteur aimerait payer (étant entendu que ce minimum est égal à la valeur travail du bien, donc que $p_a = V_t$)

Nous supposons ici que le prix initial que l'acheteur aimerait payer est (au minimum) égal à la valeur travail. Mais qu'il n'est pas plus élevé que ce minimum, car pourquoi vouloir payer plus cher ? Ainsi, on a $p_a = V_t$,

- pv le prix que le vendeur souhaite obtenir (ce prix ne peux pas être supérieur à la valeur d'usage sinon personne ne va acheter le produit, donc $p_v = V_u$)

Nous supposons ici que le prix initial que le vendeur aimerait recevoir est (au maximum) égal à la valeur d'usage. Mais qu'il n'est pas inférieur car pourquoi réclamer un prix inférieur ? Ainsi on a $p_v = V_u$,

Si l'on revient à notre schéma précédent, on a donc avant l'établissement du prix la situation suivante :

A partir de cette situation, quel est le « prix équitable » ? Ce prix équitable, que nous appellerons P sera obtenu par un sacrifice « équitable » de l'acheteur et du vendeur. Le sacrifice de l'acheteur est donnée par :

Prix que l'acheteur va payer
s'il consent le sacrifice « équitable »

$$P = p_a + \underbrace{\frac{1}{3} p_a}_{\text{Sacrifice de l'acheteur}}$$

Prix initial que l'acheteur est prêt à payer

Pourquoi « 1/3 » ? La réponse apparaîtra plus loin, mais on peut déjà donner l'explication : c'est parce que P est une **moyenne harmonique** de p_a et de p_v et que seul un sacrifice de 1/3 par rapport au prix initial permet d'obtenir un prix final qui est une moyenne harmonique des deux prix de départ.

Le sacrifice du vendeur est donné de façon symétrique par l'expression :

Prix que le vendeur va accepter
s'il consent le sacrifice « équitable »

$$P = p_v - \underbrace{\frac{1}{3} p_v}_{\text{Sacrifice du vendeur}}$$

Prix initial que le vendeur voulait obtenir

En combinant ces deux « sacrifices », on va obtenir un prix équitable :

Sacrifice de l'acheteur :

$$P = p_a + \frac{1}{3}p_a \Rightarrow \frac{1}{p_a} = \frac{4}{3P} \quad (1)$$

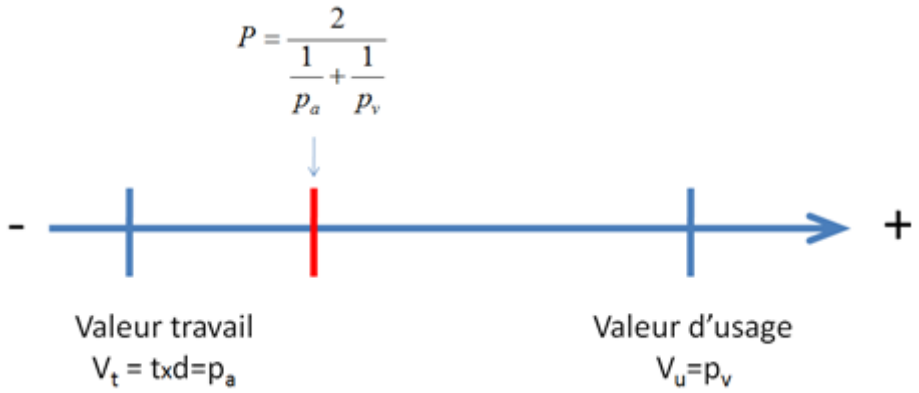
Sacrifice du vendeur

$$P = p_v - \frac{1}{3}p_v \Rightarrow \frac{1}{p_v} = \frac{2}{3P} \quad (2)$$

En additionnant (1) et (2) membre à membre:

$$\frac{1}{p_a} + \frac{1}{p_v} = \frac{4}{3P} + \frac{2}{3P} \Leftrightarrow \boxed{P = \frac{2}{\frac{1}{p_a} + \frac{1}{p_v}}}$$

Le prix équitable P est une moyenne harmonique. On peut illustrer graphiquement le résultat de la manière suivante :

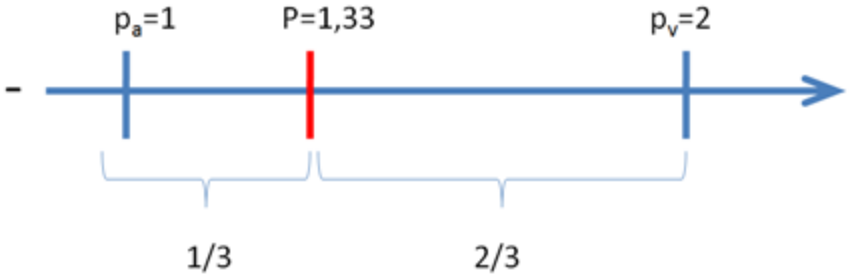


En observant le graphique, on peut se demander pourquoi P est plus proche de p_a que de p_v ? Autrement dit : Pourquoi le sacrifice du vendeur est-il plus grand que le sacrifice de l'acheteur ? La réponse est liée au fait que si les sacrifices sont identiques en termes relatifs (chacune concède 1/3 sur son prix initial), il sont différents en termes absolus. Et comme le prix du vendeur est plus élevé que le prix de l'acheteur, c'est toujours le vendeur qui, dans cette théorie de la détermination du prix, doit faire le plus grand sacrifice. Un exemple chiffré simple va permettre d'illustrer ce point.

Exemple numérique : Soit p_a = 1 drachme et p_v = 2 drachmes. Calculons P à partir de la formule de la moyenne harmonique :

$$P = \frac{2}{\frac{1}{p_a} + \frac{1}{p_v}} = \frac{2}{\frac{1}{1} + \frac{1}{2}} = \frac{2}{3/2} = \frac{4}{3} \cong 1{,}33$$

Représentons les 3 prix sur notre échelle graphique :



On voit que le vendeur consent une réduction de son prix égale à 2/3 de drachme (2-4/3 = 2 – 1,33 =0,67) tandis que l'acheteur consent à augmenter son prix d'un montant absolu de 1/3 de drachme. Les montants absolus consentis sont donc différents, mais pas les montants relatifs.

D – Les deux formes d'acquisition des richesses

Dans l'antiquité et durant le Moyen-âge, le profit est très mal perçu. Pour PLATON, l'idée de profit est rejetée avec mépris vers les classes basses de la société, esclaves, étrangers, commerçants.

ARISTOTE, quant à lui, emploie une rhétorique particulière pour parler du profit et de l'acquisition des richesses. Il parle de **chrématistique**, mot par lequel il désigne les activités qui consistent dans l'acquisition des biens et des richesses. Selon ARISTOTE, il y a deux formes de chrématistique (c'est-à-dire d'acquisition des richesses) : une forme naturelle et légitime et une forme basse et condamnable.

La **forme naturelle et légitime** c'est celle qui consiste à acquérir des biens en vue de la satisfaction des besoins. C'est-à-dire l'agriculture, l'élevage, la pêche, la chasse.

La forme basse et condamnable, c'est l'activité commerciale, et encore pas toute l'activité commerciale, mais seulement la partie du commerce qui est effectuée non pour satisfaire les besoins, mais dans le but de tirer un profit de cette activité. Autrement dit, un paysan qui va vendre sa récolte au marché et revient avec des vêtements et des épices, fait du commerce qui n'est pas condamnable, mais quelqu'un qui achète du blé à un paysan et qui revend ce blé en faisant un profit est condamnable. Il est encore plus condamnable s'il profite de la rareté du blé pour augmenter le prix du blé ou s'il stocke du blé dans l'espoir de faire monter le prix.

ARISTOTE condamnait en fait trois sortes d'activités commerciales "à but lucratif" : le **commerce extérieur**, le **prêt à intérêt** et le **travail salarié**, c'est-à-dire le fait de vendre son travail contre de l'argent. Il était contre le commerce extérieur pour les grecs, mais pas pour les étrangers

Ce qu'il détestait le plus, c'était le prêt à intérêt, parce que cela consiste à gagner de l'argent avec de l'argent. Alors que l'argent doit seulement servir à faciliter les

échanges. Donc pour lui, le prêt à intérêt, cela consiste à détourner la monnaie de sa finalité, la finalité de la monnaie étant de faciliter les échanges et non de gagner de l'argent. Pour ARISTOTE, l'intérêt est contre-nature parce qu'il est « une monnaie née d'une monnaie ». À la différence du blé que l'on sème, du bétail que l'on élève, de l'olivier que l'on plante, les objets utilisés comme monnaie ne peuvent rien produire et ne peuvent donc pas croître naturellement : les pièces de monnaies sont stériles et inertes. C'est la raison pour laquelle il est contre nature d'exiger quelque chose en plus du remboursement de l'argent prêté. D'ou la fameuse expression : "L'argent ne fait pas de petits" (Pecunia pecuniam patere non potest).

Enfin, il était contre le travail salarié car il jugeait indigne qu'un homme libre soit contraint de vendre son énergie et son temps pour de l'argent.

3 - Thomas d'AQUIN

A – Une tentative pour réconcilier l'économique et le religieux

Selon l'écrivain anglais Gilbert Keith CHESTERTON (1874-1936) « *Thomas d'Aquin fut l'un des grands libérateurs de l'esprit humain, en réconciliant raison et religion. Il lui ouvrit les voies de l'expérimentation scientifique, il rendit aux impressions sensorielles leur dignité de fenêtres de l'âme, et à l'intellect son droit divin à se nourrir de faits vérifiés. Il permit à la Foi de s'assimiler la substantifique moelle de la plus dense et la plus trapue des philosophies antiques*. »

Saint Thomas d'AQUIN est un religieux italien de l'ordre des dominicains. Il est considéré, avec SAINT-AUGUSTIN (354-430), comme l'un des principaux maîtres de la scolastique et de la théologie catholique. Ces deux penseurs ont tenté la difficile synthèse de la raison grecque (issue de PLATON et d'ARISTOTE) et de la religion chrétienne.

C'est par la tentative de synthèse de la raison et de la foi qu'il intéresse la pensée économique, car ses réflexions s'inscrivent dans un temps - le Moyen-âge - où les concepts religieux ordonnent la vie économique, l'empêchant non sans succès d'évoluer. Par la réflexion qu'il va mener sur l'échange, le juste prix et le taux d'intérêt, il va jeter les premières bases qui vont permettre quelques siècles plus tard à la pensée et à la vie économique de se libérer (définitivement a-t-on longtemps cru jusqu'en ce début de 21ème siècle) du carcan de la religion et de la morale.

Au Moyen Âge, l'Eglise enseigne qu'aucun chrétien ne doit se faire marchand et les marchands sont mal vus. Cette interdiction se fonde sur des versets bibliques qui dénoncent le prêt à intérêt, ainsi que sur la critique aristotélicienne de la chrématistique.

C'est Thomas d'AQUIN qui va faire évoluer cette position en posant la distinction entre l'intérêt (acceptable sous certaines conditions, voir plus loin) et l'usure, c'et-à-dire le prêt à intérêt à un taux abusif et motivée par le seul profit.

De plus, dans les faits, comme l'église elle-même avait fréquemment besoin d'argent, elle était bien contente d'emprunter à des riches "usuriers", comme on les appelait.

Aujourd'hui encore, cette distinction entre l'intérêt et l'usure existe. L'usure désigne un taux d'intérêt qui est supérieur à la valeur maximum fixée par l'Etat pour certaine catégories de prêts, notamment pour les prêts à la consommation. Il est à noter que la religion musulmane continue quant à elle à condamner l'intérêt en tant que tel. Cependant, les banques islamiques ont développé des formules de prêts qui permettent de réaliser des opérations de crédit.

Au moyen-âge, les usuriers étaient souvent des étrangers ou des non chrétiens, comme par exemple les juifs, car on admettait qu'ils n'étaient pas obligés de se conformer aux préceptes d'une religion qui n'était pas la leur.

Dans ces écrits économiques, Thomas d'AQUIN pose deux questions :

- Est-il permis de vendre une chose plus chère qu'on ne l'a achetée ?
- Est-ce qu'on peut demander un intérêt si on prête de l'argent à quelqu'un ?

B - Est-il permis de vendre une chose plus chère qu'on ne l'a achetée ?

D'Aquin essaie de répondre par l'affirmative car il voit bien que la condamnation du commerce et du prêt à intérêt par l'Eglise est totalement contraire aux besoins de l'activité économique. Il est préoccupé par l'idée d'essayer de réconcilier l'activité économique avec la morale chrétienne.

Cette question ne se pose plus guère aujourd'hui, car les esprits sont habitués à l'idée que c'est le marché qui détermine le prix d'une chose et que le prix peut évoluer sur un marché, ce qui explique que l'on puisse revendre un bien beaucoup plus cher qu'on ne l'a acheté. Mais au Moyen-âge la réponse à cette question n'allait pas de soi.

Thomas d'AQUIN répond d'abord à une question préalable : **est-il permis de vendre une chose à un prix plus élevé que son juste prix** ? Donc il faut d'abord savoir ce qu'est que le juste prix, et par extension le juste salaire. Pour Thomas d'AQUIN, c'est le prix qui permet de "rentrer dans ses frais", ou qui permet au vendeur d'avoir un niveau de vie convenable. Comment savoir si le prix que le vendeur exige est le prix qui lui permet de rentrer dans ses frais, de ne pas être lésé ?

Il y a deux possibilités : soit on peut vérifier directement, soit on peut comparer avec d'autres objets identiques. En fait, si quelqu'un se plaint par exemple d'avoir payé plus que le juste prix, on va devant le tribunal et c'est le tribunal qui devra décider.

Cela vaut aussi pour un vendeur qui aurait vendu un bien moins cher que son prix par ignorance par exemple. Donc, c'est la doctrine du juste prix. La détermination du juste prix est affaire d'honnêteté et d'information. Mieux on connaît la chose que l'on vend, mieux on connaît le marché du produit comme on dirait aujourd'hui, et mieux on peut déterminer le juste prix. Et celui qui s'estime lésé va devant un tribunal de spécialistes qui va rendre justice en disant si oui ou non le prix correspond au juste prix.

Et d'ailleurs, il y a encore beaucoup d'économistes qui s'y rattachent aujourd'hui. En fait, la notion de **juste prix** est essentielle dans ce que l'on appelle aujourd'hui le **commerce équitable**. Cette doctrine remonte à ARISTOTE mais Thomas d'AQUIN l'a reformulé de façon à tenter de concilier la vie économique et les impératifs moraux et religieux de son temps. Pour Thomas d'AQUIN, il n'est pas permis de vendre une chose plus chère ou moins chère que son juste prix qui est le prix qui permet de rentrer dans ses frais.

Mais est-ce qu'il est permis de vendre une chose plus chère qu'on ne l'a achetée ? Réponse de Thomas d'AQUIN : seulement si l'on a apporté une certaine valeur ajoutée, pas si c'est simplement de la spéculation. Il considère ainsi qu'acheter un bien parce que l'on pense que son prix va augmenter dans l'avenir est une activité moralement condamnable. Cette idée selon laquelle le fait de spéculer est moralement condamnable reste largement répandue aujourd'hui encore.

C – Peut-on demander un intérêt si on prête de l'argent à quelqu'un ?

En principe, la réponse à cette question est non. Pour la même raison, déjà invoquée précédemment : l'argent doit seulement servir à faciliter les échanger, pas à gagner de l'argent. Le problème, comme on l'a vu c'est que le prêt d'argent répondait à un besoin. L'église elle-même avait besoin d'argent et elle était prête à payer des intérêts pour obtenir des usuriers les sommes dont elle avait besoin. Il a donc développé l'argument suivant : si quelqu'un prête de l'argent, il se prive de la somme qu'il prête, il a donc droit à une compensation. Donc il peut stipuler un dédommagement dans le contrat de prêt. Il doit cependant s'agir d'une juste compensation et dans ce cas, on l'appellera un taux d'intérêt. Si en revanche

Longtemps après Thomas D'AQUIN, d'autres arguments ont été avancés pour justifier le prêt à intérêt. Les principaux d'entre eux sont :

L'argument du risque : celui qui prête de l'argent prend le risque de ne pas être remboursé. Donc il a droit à ce titre d'exiger une prime de risque, à condition qu'elle ne soit pas excessive.

L'argument du manque à gagner : celui qui prête de l'argent se prive de la possibilité d'utiliser cet argent de façon productive (par exemple en l'investissant dans l'achat d'un troupeau de bestiaux). Donc il aurait droit à ce titre d'exiger une compensation pour ce manque à gagner.

L'argument de la carence de liquidité : celui qui prête de l'argent liquide se prive lui-même d'argent liquide. S'il a besoin de cet argent avant l'échéance, il va devoir l'emprunter et payer un taux d'intérêt. Donc le taux d'intérêt qu'il est à son tour en droit d'exiger correspondrait à la rémunération de cette carence de liquidité.

L'argument de la patience ou de l'abstinence : Celui qui se prive d'argent et fait l'effort d'attendre qu'on le rembourse. Par contre, celui qui a emprunté l'argent peut satisfaire immédiatement le besoin de dépenser. Donc le prêteur est patient et l'emprunteur impatient. Il est alors normal de faire payer un intérêt à celui qui est impatient et de donner une prime à celui qui est patient. On dit alors que le taux d'intérêt rémunère l'abstinence. Ceci explique par exemple que le vin vieux coûte

plus cher que le vin nouveau. Parce qu'il faut attendre plus longtemps avant de pouvoir le boire.

Donc petit à petit, les esprits allaient admettre la notion d'intérêt et de profit et le capitalisme et l'économie de marché allaient pouvoir se développer

4 – Des mécanismes de marché relativement absents

Avant la révolution industrielle, la notion de marché n'existait pas au sens moderne, car les éléments abstraits du marché n'existaient pas : le profit était interdit, le prix devait être juste, la terre et le travail n'étaient pas considérés comme des facteurs de production librement négociables. Il n'y avait pas non plus d'économistes au sens moderne du terme, car qui aurait pu avoir l'idée de découvrir par exemple les lois abstraites de l'offre et de la demande alors que tout était expliqué par la tradition, par la religion ou par la loi ?

A – Un marché foncier inexistant

Avant la révolution industrielle, la notion de terre n'avait pas le sens qu'on lui donne aujourd'hui en économie. La terre n'était pas un bien qui pouvait être librement achetée et vendue ou même louée. La terre était à la base du prestige et du rang dans la société. Elle fondait l'organisation militaire, judiciaire et administrative de la société. Il était possible de vendre et d'acheter des terrains, mais dans des conditions très restrictives. Et en fait, les ventes de terrains étaient très rares. Par exemple, un riche commerçant ne pouvait pas comme cela acheter une partie de ses terres à un noble, même si le noble lui devait de l'argent. C'était peut-être « techniquement possible », mais cela ne se pratiquait pas. De toute façon, il aurait été très difficile d'établir la valeur de la transaction car il n'y avait pas de prix comparables vu qu'il n'y avait aucune transaction. En outre, le fait de devenir propriétaire consistait en fait à s'anoblir et à changer de rang, ce qui intrinsèquement pouvait avoir une valeur beaucoup plus inestimable. Par exemple, en France, au départ, les terres appartenaient au Roi, qui les distribuait en quelques sortes gratuitement à ses seigneurs, ce qui avait pour effet de les anoblir. D'ailleurs quand il voulait anoblir ou récompenser quelqu'un, le roi lui donnait un titre et une terre. Mais cela ne serait venu à l'idée de personne de vendre la terre qu'il avait reçu du Roi et d'ailleurs sans doute que l'acheteur n'aurait pas pu se prévaloir d'être propriétaire aux yeux de la Loi. Le Roi d'ailleurs avait toujours la possibilité de confisquer des terres et d'exiler son propriétaire.

L'absence d'un marché foncier, c'est-à-dire l'absence d'un marché où l'on peut acheter et vendre librement des terrains est une caractéristique d'un monde précapitaliste. C'est une caractéristique de l'ère préindustrielle.

B – Un marché du travail sans fluidité

Lorsque l'on évoque aujourd'hui le marché du travail, on pense au processus de marchandage par lequel les individus vendent leur compétence contre un salaire. Ceci n'existe pas dans un monde précapitaliste. À la campagne, par exemple, le paysan (le serf) est attaché à la terre de son maître. Il va cuire son pain dans le four

du seigneur, fait moudre son blé au moulin du seigneur, en échange de quoi il cultive la terre du seigneur, lequel récupère la plus grosse part de la récolte. Mais le serf n'est pas payé. Il n'a pas de contrat. Il n'est pas libre de partir. Il ne peut d'ailleurs même pas songer à partir car cela veut dire devenir un mendiant qui erre de village en village. Même chose dans les villes, dans les relations entre les apprentis et les maîtres. Quand l'apprenti rentre au service du maître, il ne négocie rien du tout. Tout est fixé par la corporation : la durée de l'apprentissage, le salaire qu'il reçoit, le nombre d'heures de travail et même le type d'outil et la façon de fabriquer les produits sont définis par des règles de corporation. Il y a de plus une façon de faire les vêtements, une façon de faire les portes, une façon de faire les serrures, etc. Et il est interdit de transgresser ces règles. Il n'y a pas de concurrence entre les artisans. La publicité est interdite (on retrouve cette interdiction aujourd'hui dans la plupart des professions « libérales » sous couvert d'obscures règles déontologiques de plus en plus difficiles à justifier dans un monde de plus en plus transparent, mais il s'agit en fait de survivances lucratives et choquantes des pratiques moyenâgeuses que nous venons d'évoquer).

Chapitre 3
La période mercantiliste

« *Il n'est de richesse ni de force que d'hommes* » - Jean BODIN

0 - Introduction
1 - Le mercantilisme espagnol
    A- L'obsession de l'or
    B - Le mercantilisme espagnol dans le nouveau monde
2 - Le mercantilisme français
    A- La doctrine des harmonies économiques
    B - Le populationnisme
    C- La théorie quantitative de la monnaie
    D - COLBERT et le colbertisme
3 - Le mercantilisme fiduciaire
    A - Vers la création d'un système bancaire moderne
    B - La tentative de John LAW
4 - Le mercantilisme commercialiste
    A - Thomas MUN
    B - Josiah CHILD
5 - En marge du mercantilisme
    A - L'utopisme
        1) Thomas MORE
        2) Tommaso CAMPANELLA
    B - Les précurseurs de l'économie politique
        1) L'école de Salamanque
        2) La tradition libérale
            a) William PETTY
            b) de BOISGUILLEBERT et l'ébauche d'un libéralisme
            c) Richard CANTILLON, précurseur des autrichiens
            d) David HUME et l'équilibre automatique de la BP

0 – Introduction

Le mot "mercantiliste" vient de l'italien "mercante" qui signifie "marchand". Cette doctrine économique prône le développement économique par l'enrichissement des Etats-nations au moyen de l'or d'abord, puis du commerce, mais aussi de l'industrialisation. Elle marque la fin de la prééminence des doctrines de l'Église dans l'organisation sociale.

Il n'y a pas un seul mercantilisme, mais bien plutôt des mercantilismes. Par ce mot pluriel on désigne en fait les diverses doctrines, mais aussi les pratiques des Etats et des agents économiques qui se sont préoccupées des moyens d'augmenter la richesse (la richesse de l'Etat exclusivement pour certaines d'entre elles, mais la richesse de l'Etat et des particuliers pour d'autres). Cet **ensemble de doctrines et de pratiques s'étend de la fin du Moyen-âge au milieu du 18ème siècle**. Donc, si l'on se réfère au tableau du chapitre 1 sur le cadrage temporel de la période couverte par ce cours, on constatera que le mercantilisme, en tant que pratique, s'est poursuivi au delà du moyen-âge et pendant la renaissance. On peut même dire sans exagérer, que certaines formes de mercantilisme, comme le protectionnisme en

matière de politique commerciale, sont encore très pratiquées de nos jours. Toutefois, les idées économiques durant cette période ont évolué et, si l'on regarde le tableau ci-après du cadrage de la période mercantiliste, on voit clairement que sur la fin de la période, les hommes qui ont côtoyé les mercantilistes, sont en fait soit des physiocrates (François QUESNAY), soit des précurseurs du libéralisme économique anglais tel qu'il s'épanouira avec ADAM SMITH à partir de 1776 (DAVID HUME est sans doute l'exemple le plus représentatif d'un précurseur des libéraux).

Nous étudieront ici le mercantilisme comme une étape vers la compréhension de l'origine de la « Richesse des Nations » qui sera finalement réellement appréhendé par Adam SMITH (1723-1790), Le mercantilisme, puis la physiocratie (étudiée au chapitre 4) ne sont que des étapes vers la naissance de l'économie politique classique. C'est la raison pour laquelle nous étudierons dans ce chapitre des auteurs comme David HUME (1711-1776) qui est sans aucun doute davantage un libéral qu'un mercantiliste (voir le schéma de cadrage de la période mercantiliste ci-après).

Il existe donc plusieurs écoles mercantilistes qui se différencient principalement sur la façon de procéder pour accumuler la richesse. Nous allons donc étudier successivement :

- Le **mercantilisme espagnol**, que l'on appelle ainsi parce qu'il est né en Espagne. On l'appelle aussi parfois le "Bullionisme" de l'anglais « bullion » (lingot). Ce mercantilisme est né de la préoccupation spécifique de l'Espagne qui était de conserver dans le pays l'or qui venait de ses conquêtes. On retrouve aussi ce souci au Portugal, en Italie ou d'autres pays européens tels l'Angleterre. L'augmentation de la richesse, selon cette « école », se fait donc par accumulation d'or et d'argent.

- Le **mercantilisme français**, qui est représenté par des hommes tels que Jean BODIN (1530-1596), Antoine de MONTCHRESTIEN (1575-1621) ou Jean Baptiste COLBERT (1619-1683). Il s'agit toujours d'enrichir l'Etat, mais par le développement industriel. L'Etat doit donner l'exemple en créant de grandes activités comme par exemple des manufactures (c'est le nom que l'on donnait aux usines).

- Le **mercantilisme fiduciaire** qui a été expérimenté en France par l'Ecossais John LAW (1671-1729) est basé sur l'idée que le développement économique (donc l'enrichissement de l'Etat) ne peut se faire que s'il existe un système bancaire moderne, basé sur la circulation de billets émis par une banque centrale, ces billets étant eux-mêmes gagés sur l'or détenu par la banque. Cette conception entraîne la prise en compte d'un élément essentiel dans les conditions du développement : c'est la confiance que les agents économiques ont dans le système bancaire. L'expérience menée par LAW, sur laquelle nous reviendrons en détail, s'est soldée par un échec, ce qui a retardé de près d'un siècle la création d'un système bancaire moderne en France.

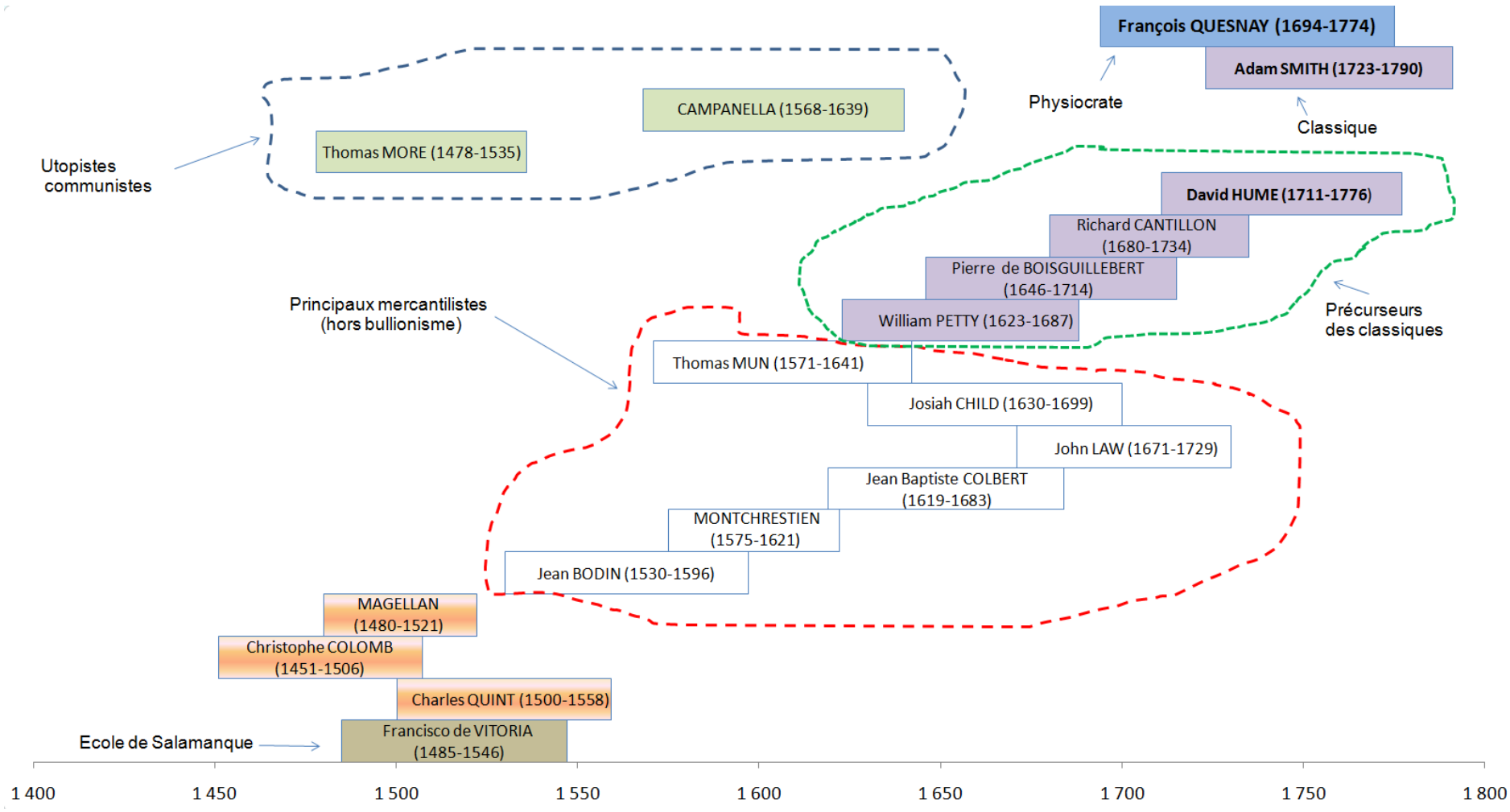
- **Le mercantilisme commercialiste**, qui est représenté par des hommes tels que Josiah CHILD (1630-1699) et Thomas MUN (1571-1641).

En marge du mercantilisme qui s'étale sur trois siècles, d'autres conceptions économiques complètement différentes, se sont développées :

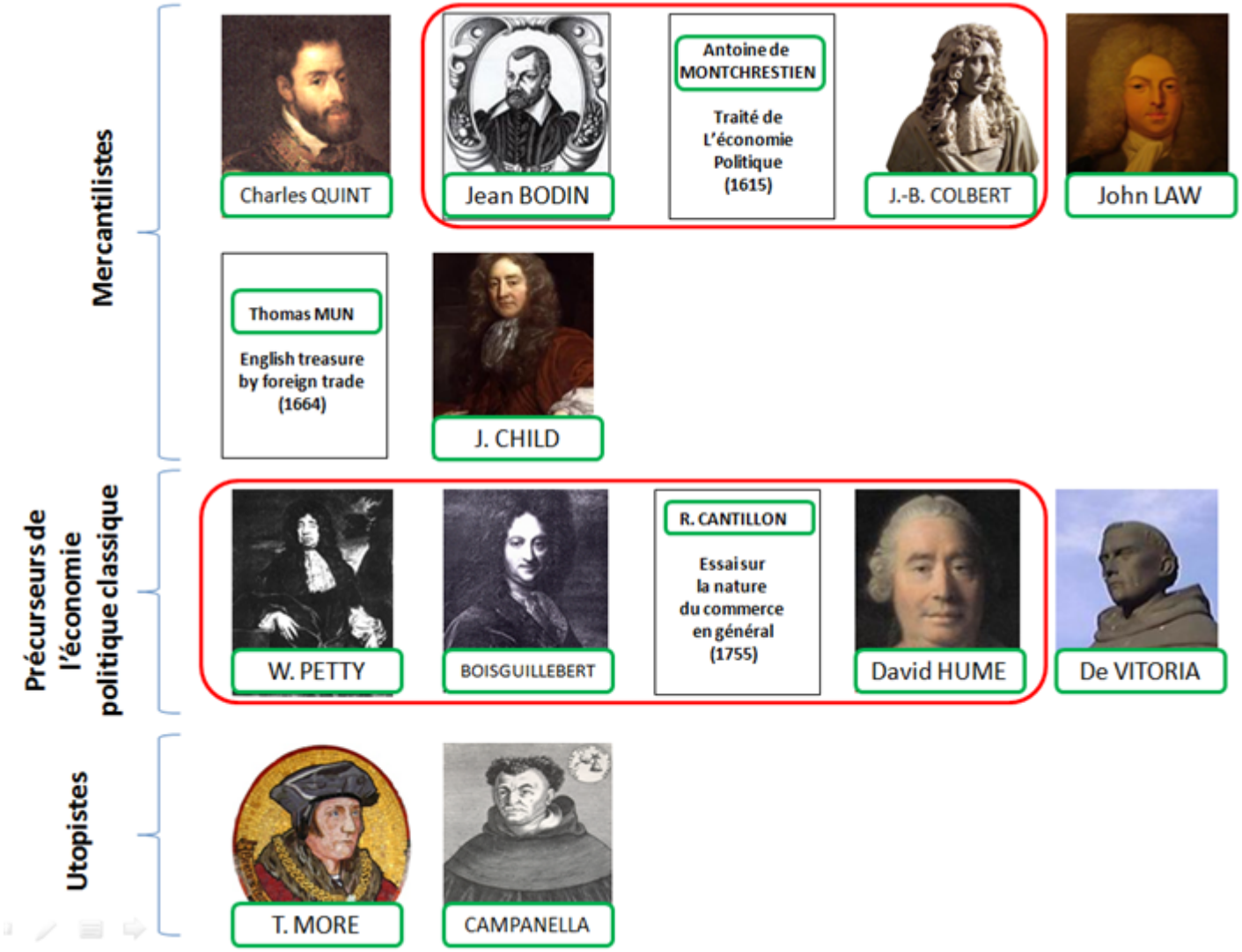
- D'une part les **précurseurs de l'économie politique classique :** l'école de Salamanque au 16ème siècle et, entre la fin du 17ème siècle et jusqu'au delà du milieu du 18ème siècle des hommes comme William PETTY (1623-1687), Pierre Le Pesant, sieur de BOISGUILLEBERT (1646-1714), Richard CANTILLON (1680-1734), et David HUME (1711-1776) vont faire l'apologie de l'enrichissement par le commerce en général et le commerce maritime en particulier et se démarquer progressivement du mercantilisme pour devenir des précurseurs du libéralisme.

- D'autre part **communisme utopique** : la volonté d'enrichissement prôné par le mercantilisme n'est pas partagée par tous les penseurs. Dès les débuts du mercantilisme, il y a en qui s'insurgent contre l'inégalité qui pourrait résulter du développement économique et qui développent des théories à la fois utopiques et communistes. Les deux principaux d'entre eux sont Thomas MORE (1478-1535) et Tommaso CAMPANELLA (1568-1639) que nous étudierons à la fin de ce chapitre. L'école de Salamanque, quant à elle, sera évoquée sommairement à la fin de ce chapitre, car ces théoriciens sont des précurseurs du libéralisme et leurs idées sont très différentes des pratiques mercantilistes.

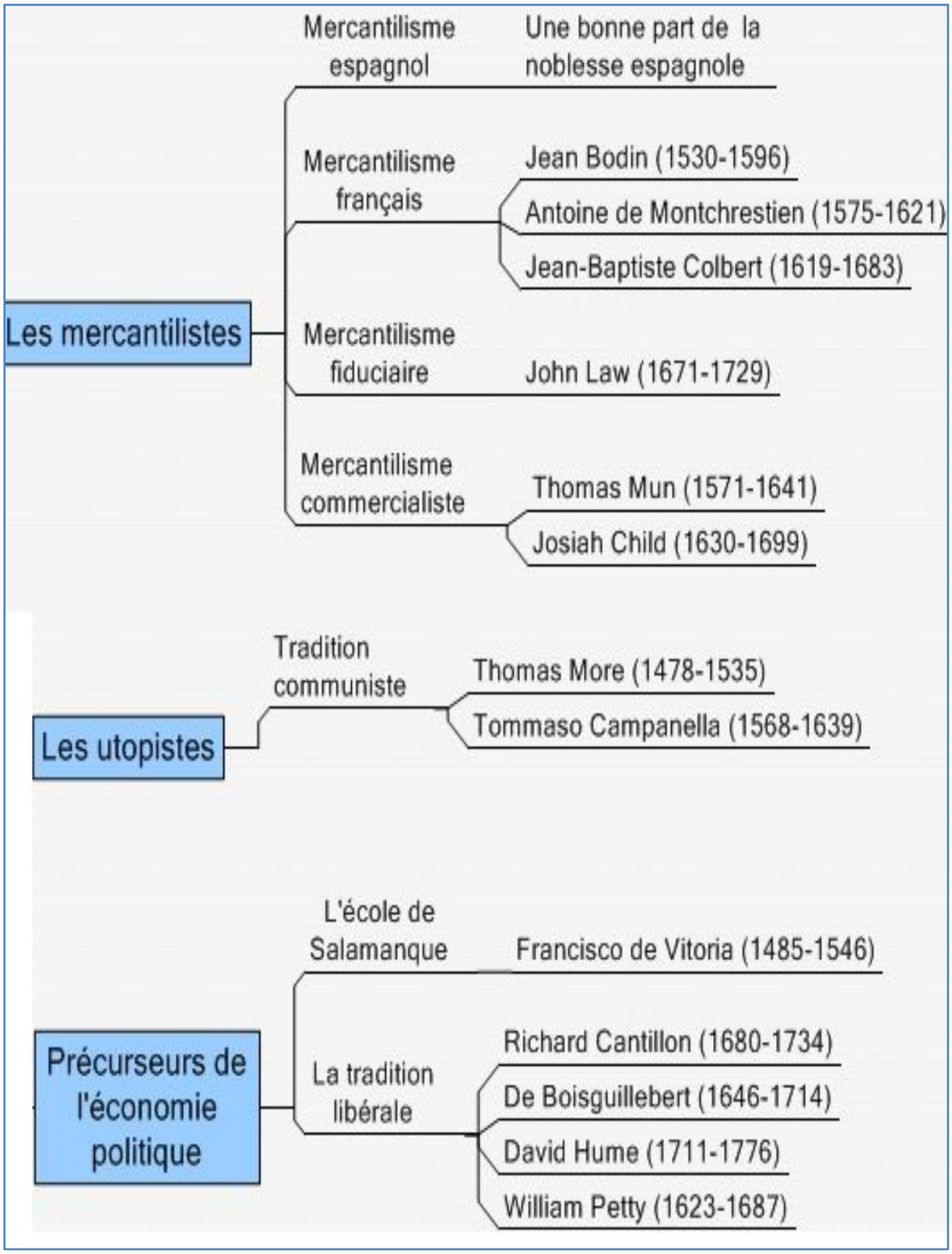
Cadrage de la période mercantiliste



La période mercantiliste



Diversité des courants au sein de la période mercantiliste

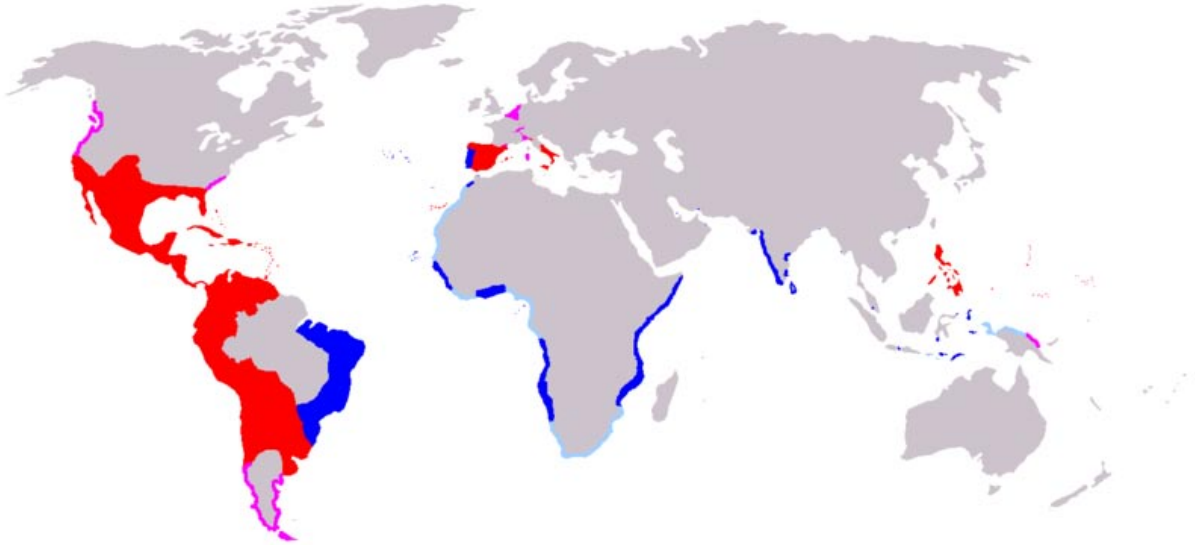


1 - le mercantilisme espagnol

A – L'obsession de l'or

Du XVIe siècle au XVIIe siècle, les empires coloniaux espagnol et portugais dominent le monde et forment même un seul empire (de 1580 à 1640) lorsqu'en le roi Philippe II d'Espagne ayant hérité de la couronne du Portugal, envahit le Portugal et le réunit à l'Espagne. Sur la carte ci-après, ont voit en rouge les possessions espagnoles et en bleu les possessions portugaises réunies de facto à l'Espagne.

Empires espagnols et portugais au moment de leur union (1580-1640)



Source : http://en.wikipedia.org/wiki/Image:Iberian_Union_Empires.png

La recherche de l'Eldorado, le pays de l'or, fut l'une des principales motivations de la colonisation de l'Amérique latine. L'Espagne contrôle en particulier l'exploitation des mines d'or et d'argent du Mexique, du Pérou et de Bolivie (la montagne d'argent du Cerro Rico dans les hautes-Andes de Bolivie est demeurée célèbre). L'or arrive en Espagne par bateaux entiers et on estime que **de 1500 à 1600, la quantité d'or disponible en Europe est multipliée par huit**. Et le mouvement d'entrée d'or et d'argent a encore augmenté au 17ème siècle.

Au lieu de seulement contenter les espagnols, cet énorme afflux d'or engendre aussi une obsession : comment conserver l'or, l'empêcher de s'écouler au dehors. Tous les moyens sont mis en œuvre pour défendre l'or qui est considéré comme le symbole de la puissance et de la prospérité. C'est ainsi que l'on développe des doctrines défensives et thésaurisatrices. Thésauriser, c'est amasser des valeurs pour elles-mêmes. La **thésaurisation** s'oppose à **l'épargne**. La thésaurisation est stérile tandis que l'épargne est productive car celui qui épargne permet à d'autres d'investir. Celui qui thésaurise prive au contraire les autres des ressources qu'il accumule.

Pour parvenir à ce but, l'Espagne a recours à l'**interdiction des sorties d'or**, puis à l'**interdiction des importations et des exportations** :

- **Interdiction des sorties d'or :** Dans un premier temps, les sorties d'or sous quelque forme que ce soit sont prohibées. Or, comme la quantité d'or à l'intérieur de l'Espagne ne cesse d'augmenter et qu'il y a surabondance de pièces, les prix augmentent. Comme les prix sont élevés, cela attire des marchandises étrangères.

- **Interdiction des importations :** Comme il faut payer ces importations en or, cela provoque des sorties d'or. On décide alors de recourir au protectionnisme pour limiter les importations.

- **Interdiction des exportations :** au lieu de favoriser les exportations (ce qui aurait permis de faire rentrer de l'or), on les interdit de crainte que de l'or ne s'échappe sous couvert d'exportations des marchandises.

Les conséquences de cette politique sont l'**inflation** et la **pénurie**.

- **Inflation :** l'abondance de l'or engendre une hausse des prix. Ce mécanisme n'est pas encore compris et ne le sera que progressivement par des auteurs mercantilistes comme Jean BODIN, Richard CANTILLON, puis par DAVID HUME qui l'intégrera dans une théorie de l'équilibre de la balance des paiements. La difficulté de se procurer des denrées ne fait qu'amplifier l'inflation des prix.
- **Pénurie :** D'un part il est difficile voire impossible d'importer et d'autre part toute l'activité tourne autour des entrées d'or en provenance de l'Amérique du sud. L'activité agricole et l'activité industrielle sont réduites à presque rien. Dans le pays il y a des disettes, des famines. Même dans les classes aisées, on éprouve des difficultés à trouver les denrées de première nécessité qui sont rares et chères.

La recherche de l'or à tout prix, et la réussite dans ce projet, engendre donc en définitive un appauvrissement de l'Espagne et contribue à retarder durablement le développement de ce pays.

B – Le mercantilisme espagnol dans le nouveau monde

Les aspects économiques de la conquête et de la colonisation de l'Amérique du sud par l'Espagne fournissent un bon exemple d'application des doctrines mercantilistes. L'avidité avec laquelle ils exploitèrent les mines d'or et d'argent des Aztèques et des Incas est demeurée célèbre. Par la suite, pour exploiter les terres, ils réduisirent en esclavage les populations indiennes, rapidement décimées par les virus importés d'Espagne et la pénibilité du travail.

Afin de protéger leurs intérêts économiques et protéger leur monopole commercial sur l'Amérique du sud, les Espagnols mirent en œuvre les moyens mercantilistes suivants :

- Interdiction aux navires étrangers d'entrer dans les ports espagnols et, plus généralement, interdiction aux commerçants étrangers d'exporter vers l'Amérique du sud.

- Instauration d'une « division du travail » entre l'Espagne et les colonies d'Amérique du sud, au profit de la métropole. La production de certains biens était interdite dans les colonies, afin de permettre à la métropole de les exporter.

- Pour mieux contrôler les flux commerciaux, ceux-ci devaient passer par un seul port : celui de Séville jusqu'en 1720 ; puis celui de Cadix. Ce n'est qu'à partir de 1765 que le commerce international pu être étendu aux autres ports espagnols.

2 – Le mercantilisme français

Le mercantilisme français est représenté par des hommes tels que Jean BODIN (1530-1596), Antoine de MONTCHRESTIEN (1575-1621) et Jean Baptiste COLBERT (1619-1683). Il s'agit **d'enrichir l'État par développement industriel que commercial et non au détriment des intérêts des agents économiques**. L'Etat doit donner l'impulsion en créant de grandes activités, « les manufactures ». Ce mercantilisme est davantage un interventionnisme de l'Etat dans la vie économique, un volontarisme industriel, qu'un protectionnisme. Il s'appuie sur une conception de la richesse qui ne se réduit pas au métal précieux.

A – La doctrine des harmonies économiques

Jean BODIN (1530-1596) est surtout connu aujourd'hui pour son célèbre aphorisme : "*Il n'est de richesse ni force que d'hommes*". Il pense que la richesse économique est la condition d'un état puissant. Ses idées sont assez proches de celles d'un autre mercantiliste français, Antoine de MONTCHRESTIEN (1575-1621) dont la particularité est d'avoir été à la fois un théoricien et un homme de terrain (il a créé et dirigé une usine d'ustensiles et de couteaux). C'est lui qui a pour la première fois employé le terme "**économie politique**".

Pour ces deux mercantilistes, la richesse constitue la valeur suprême, c'est la fin ultime de la vie sociale. Ils prennent en quelque sorte à contre-pied la phrase de Niccolò MACHIAVEL (1469-1527) : "*Dans un gouvernement bien organisé, l'Etat doit être riche et les citoyens pauvres*". Pour eux, l'Etat doit certes être riche, mais il ne peut être riche que si les citoyens le sont aussi.

Ils se préoccupent donc de rechercher les conditions de la richesse d'un Etat. Pour les mercantilistes, la richesse est constituée par les profits des marchands et des manufacturiers. Ce profit s'accumule et engendre ensuite de nouveaux profits.

L'accroissement de ces profits dépend du développement de l'industrie, puis du commerce qui permet d'écouler les produits. Le commerce intérieur et le commerce international. Pour que l'industrie et le commerce se développent, il faut de la main-d'œuvre et des capitaux en abondance.

L'abondance de la main-d'œuvre et des capitaux est ce qui permet à un Etat d'être puissant sur le plan militaire. Ainsi, bien que les fins poursuivies par les marchands et les industriels – le profit – ne soient pas les mêmes que les fins poursuivis par l'Etat – le prestige et la puissance – il n'y a pas de contradiction entre les deux.

C'est ce que l'on a appelé la **théorie des harmonies économiques**, qui sera reprise et développée plus tard par Frédéric BASTIAT (1801-1850) et que l'historien de la pensée économique Henri DENIS résume ainsi : " *Le développement de l'industrie et des exportations, qui est pour les marchands la fin à atteindre, est le moyen pour l'Etat d'atteindre sa propre fin : l'abondance en hommes et en argent; tandis que réciproquement l'abondance en hommes et en argent, fin pour l'Etat, est le moyen qui permet de développer l'industrie et le commerce, c'est-à-dire le moyen qui permet aux marchands d'atteindre leur propre fin* "[25].

B - Le populationnisme

Les mercantilistes sont **populationnistes**, c'est-à-dire favorables à l'augmentation de la population dans un pays. L'abondance de la main-d'œuvre favorise le développement de l'industrie et du commerce, notamment des exportations. Par conséquent les industriels et les marchands s'enrichissent. Cela permet aussi de lever des armées puissantes, ce qui bénéficie à l'Etat.

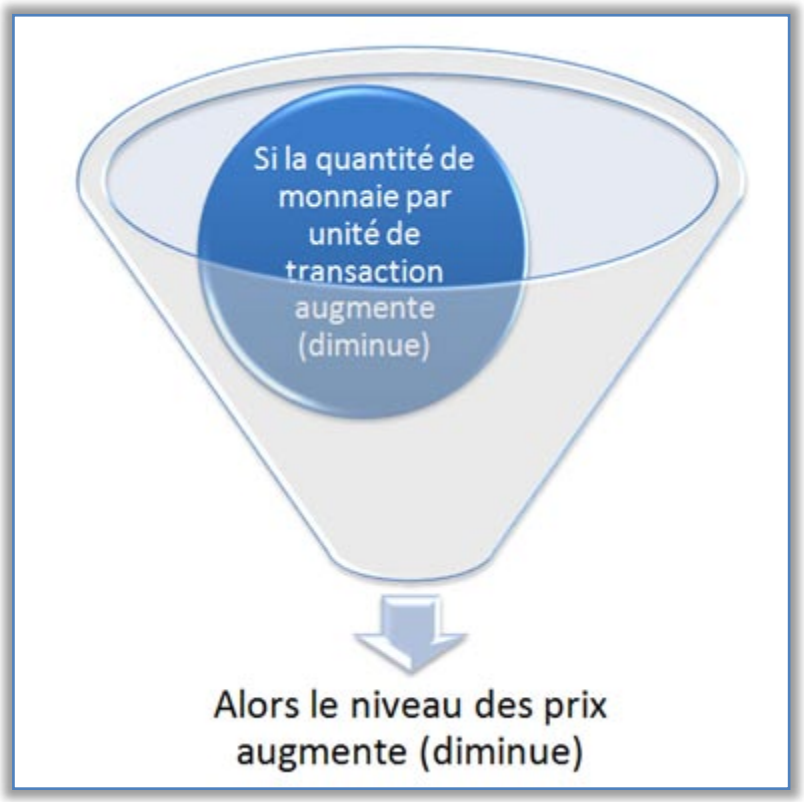
C – La théorie quantitative de la monnaie

Les mercantilistes insistent constamment sur la nécessité de développer la quantité de monnaie en circulation afin d'accompagner le développement du commerce. Pour comprendre cet intérêt pour la quantité de monnaie, il faut rappeler que pendant tout le moyen âge, l'insuffisance de la quantité de monnaie en circulation (sous forme d'or et d'argent), avait été un problème endémique. Comme il n'y a pas assez de monnaie, on réduit la quantité d'or et d'argent contenue dans une monnaie[26]. On a donc des pièces qui ont la même valeur faciale que les autres, mais avec moins d'or dedans. Cela se voit cependant assez facilement à l'usage. Aussi les agents économiques essaient-ils de se débarrasser des pièces qui contiennent moins d'or afin de conserver celles qui en contiennent plus. Par conséquent, la monnaie qui circule est la "mauvaise" monnaie, celle dont on cherche à se débarrasser et la monnaie qui est thésaurisée est la bonne monnaie. Ce phénomène énoncé par l'anglais Thomas GRESHAM (1519-1579) tient dans une célèbre formule : "*La mauvaise monnaie chasse la bonne*", formule que l'on appelle de ce fait "**loi de GRESHAM**" : la coexistence de deux monnaies conduit à thésauriser la meilleure d'entre elles. Il s'ensuit une hausse des prix car il faut plus de pièces adultérées que de bonnes pièces pour payer un bien.

[25] Henri DENIS, *Histoire de la pensée Economique*, p. 109.
[26] Pratique connue sous l'appellation d' « adultération » des pièces de monnaie.

Mais avec la découverte des Amériques, le "Nouveau Monde", c'est tout le contraire qui se produit. À la pénurie d'or et d'argent succède un afflux d'or et d'argent. Il s'ensuit que les prix montent partout en Europe. Le lien entre les deux, l'arrivée massive d'or et d'argent et la hausse des prix, fut « découvert » par Jean BODIN. Dans un ouvrage intitulé "*Réponses aux paradoxes de M. de Malestroit touchant l'enchérissement de toutes choses*", il explique que le pouvoir d'achat de la monnaie dépend de la quantité de monnaie en circulation et que, par conséquent, quand la quantité de monnaie augmente plus vite que l'activité économique ne le nécessite, les prix montent, c'est-à-dire qu'il y a de l'inflation. C'est ce que l'on appelle aujourd'hui la **théorie quantitative de la monnaie**.

La théorie quantitative de la monnaie fut « découverte » par Jean BODIN



Explication du schéma : L'augmentation (la diminution) de la quantité de monnaie (relativement à la masse des transactions) diminue (augmente) sa valeur, c'est-à-dire son pouvoir d'achat

Les mercantilistes comme Jean BODIN préconisent l'accroissement de la quantité de monnaie qui pour eux reste une bonne chose en dépit de l'inflation qu'elle engendre, car cela permet de financer le développement économique.

D - COLBERT et le colbertisme

Jean Baptiste COLBERT (1619-1683) va mettre en pratique ce volontarisme industriel et moderniser l'économie française en mettant en place pour la première fois une véritable **politique économique** en France.

Fils d'un marchand drapier de Reims, COLBERT fait ses débuts au service du Cardinal de MAZARIN (1620-1661)[27]. MAZARIN lui offre la fonction d'intendant des finances en 1661.

En 1661, COLBERT entre au « Conseil d'En haut » avec le titre de Contrôleur général des finances. Il a aussi dans ses attributions la Marine, les Travaux publics et toute la vie économique du royaume.

Il développe l'industrie en créant des **manufactures d'État** (tapisseries de Beauvais, des Gobelins) ou en octroyant des **monopoles d'exportation** à des entreprises privées (glaces de Saint-Gobain, draps à Abbeville et Sedan, soieries de Lyon). Les manufactures d'armes de Saint-Étienne et de Tulle datent aussi de cette époque. Ces nouvelles industries sont soustraites à la concurrence étrangère grâce à des **droits de douane** prohibitifs. Cette **politique dirigiste et protectionniste** s'accompagne du **développement des infrastructures** — création d'un réseau de canaux et de routes —, de la fortification des ports maritimes et du développement de la marine marchande et militaire : les convois maritimes de marchandises doivent être protégés. Pour accroître les richesses du royaume, l'expansion coloniale est favorisée, tandis que sont fondées de grandes compagnies de commerce dotées de privilèges et de monopoles, capables de rivaliser avec les concurrentes hollandaises et anglaises : **Compagnie des Indes orientales** et son homologue la **Compagnie des Indes occidentales** en 1664, Compagnies du Nord en 1669 puis la Compagnie du Sénégal en 1673. L'objectif de sa politique était d'accroître la puissance économique de la France, et par répercussion la puissance financière du roi Louis XIV.

Il faut retenir que COLBERT a mis en pratique les idées du mercantilisme à la française, qui consiste à dire que la puissance de l'Etat dépend du développement de l'industrie et du commerce extérieur. Sa politique économique est restée dans l'histoire sous la dénomination de **colbertisme**.

3 – Le mercantilisme fiduciaire

A – Vers la création d'un système bancaire moderne

Le mot "fiduciaire" vient du latin "fiduciarus" qui signifie "confiance". L'idée du mercantilisme **fiduciaire** est une idée juste et reconnue comme telle aujourd'hui encore : **l'enrichissement d'un pays dépend de l'existence d'un système bancaire performant**. A toute époque un système bancaire performant est un système qui garantit en permanence que la quantité de monnaie en circulation est suffisante pour permettre les transactions. A cette époque où l'on sort du moyen-âge qui avait connu d'importantes pénuries de numéraire, un système bancaire performant doit faire que **la circulation de billets** pallie l'insuffisance de la monnaie métallique pour financer les besoins de l'activité. Ca veut dire qu'il fallait qu'une banque centrale fabrique des billets et les mette en circulation. Ces billets seraient convertibles en or et cette convertibilité garantie par la banque. Autrement dit, si

[27] MAZARIN dirigea le conseil du roi Louis XIII jusqu'à la mort du Roi et fut ensuite premier ministre de la régente Anne d'Autriche)

quelqu'un se présente à la banque avec des billets et réclame leur convertibilité, on lui reprend les billets et on lui donne de l'or[28].

Quand le système existe, cela paraît naturel. Mais supposons maintenant que le système n'a jamais existé, et que quelqu'un arrive et dise aux gens :" *Nous allons créer une banque qui va fabriquer des billets. Ces billets seront mis en circulation par le jeu de l'escompte."*

Pour mettre en évidence le rôle de l'escompte dans la mise en circulation de la monnaie fiduciaire, prenons l'exemple suivant. Soit un commerçant qui possède un **effet de commerce** (un billet à ordre, une lettre de change, ...) et qui ne peut pas ou ne souhaite pas attendre l'échéance. Dans le cadre du mécanisme de l'escompte, il peut aller à la banque pour que celle-ci lui prenne l'effet de commerce et lui donne des billets. Mais dans ce cas, la banque lui donne une somme inférieure à la valeur nominale de l'effet. On dit que la banque « escompte » l'effet. Et l'on appelle « taux d'escompte » l'expression suivante :

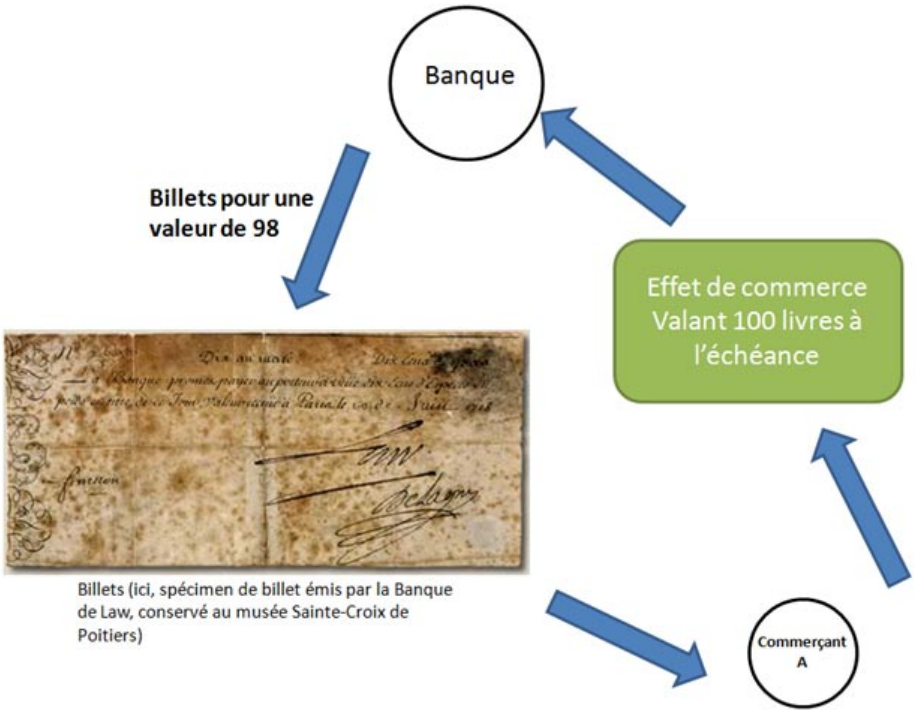
$$\text{Taux d'escompte} = \left(\frac{\text{Valeur nominale (faciale) de l'effet - Somme versée par la banque à l'apporteur}}{\text{Valeur nominale (faciale) de l'effet}} \right) \times 100$$

Pour préciser l'exemple, soit un effet de commerce dont la valeur nominale est de 100. C'est-à-dire que sur l'effet de commerce, par exemple un billet à ordre à échéance d'un mois, il y a marqué « 100 livres ». Le commerçant apporte l'effet à la Banque et la banque lui donne par exemple 98. La banque garde ainsi 2, ce qui correspond à « l'escompte ». Le taux d'escompte est donc ici de 2%. En effet :

$$\text{Taux d'escompte} = \left(\frac{100 - 98}{100} \right) \times 100 = 2$$

[28] On établit une différence entre le **billet représentatif**, le **billet convertible** et le **billet inconvertible**. Le billet représentatif est simplement le récépissé d'un dépôt et en représente la stricte contrepartie. Cela a pu servir d'instrument d'échange, notamment en Chine et ce dès le 9ème siècle. Le billet convertible peut, à l'initiative de son détenteur, être converti en or. Mais il est entendu au départ, que la quantité de billet convertible est par principe largement supérieure à la quantité d'or disponible. Enfin, le billet inconvertible est ... tout simplement ... inconvertible.

Mécanisme simplifié de l’escompte d’effets de commerce ayant pour contrepartie l’émission de billets



Ainsi, la banque a mis en circulation 98 livres par le jeu de l'escompte. Ce mécanisme s’applique en fait à tous les effets de commerce en engendrant la création d’une grande quantité de billets. Ensuite, les billets vont se répandre dans l'économie. Par exemple, le commerçant qui a reçu les 98 va dépenser cette somme et ainsi de suite. Ce système est basé sur la confiance. En effet, si ceux qui reçoivent les 98 n'ont pas confiance, ils vont aller tout de suite à la banque pour convertir leurs billets en pièces d'or et le système ne fonctionnera pas. Cela ne peut fonctionner que si les gens gardent les billets et les utilisent à leur tour. Petit à petit, au fur à mesure de l'escompte des effets de commerce, il y a de plus en plus de billets en circulation.

Quand la banque juge qu'il y a suffisamment de billets, elle peut ralentir l'émission de en augmentant le taux d'escompte. Par exemple, en donnant 95 sur 100 au lieu de 98. On dit alors que la banque relève le taux d'escompte. Il y a alors moins de commerçants qui présentent des traites à l'escompte car cela devient plus coûteux.

Si le système fonctionne correctement, il va y avoir bientôt l’essentiel de la quantité de monnaie en billets (par exemple 90%) et une faible partie en or (par exemple 10%, 5% dans le public [dans les bas de laine] et 5% dans les réserves de la banque). Les 5% détenus par la banque sont la garantie des billets pour le cas où quelques personnes voudraient échanger leurs billets contre de l'or. On dit que la monnaie est gagée sur l'or. Mais pas à 100%. C'est pour cela qu'on dit que le système de la monnaie fiduciaire est basé sur la confiance. Car si la confiance disparaît, si tout le monde vient à la banque pour convertir ses billets, alors le système s'écroule. Ceux qui arrivent les premiers sont remboursés et ensuite la banque ferme ses portes. C'est la banqueroute, la faillite du système.

En revanche, si le public a confiance, alors le système fonctionne parfaitement. Il n'y a plus de problème de pénurie de pièces puisque si un besoin de monnaie se fait sentir, **la banque baisse son taux d'escompte**, ce qui entraîne une augmentation des traites présentées avant l'échéance et permet d'injecter des liquidités dans l'économie sous forme de billets. Inversement, si la banque estime qu'il y a « trop » de monnaie en circulaton, elle peut ralentir la creation de billet en augmentant le taux d'escompte. A noter que les billets créés retournent à la banque lorque les effets escomptés viennent à échéance, à moins que le débiteur ne paie en or. La création monétaire nette n'est donc au bout d'un moment (et dans ce système simplifié) que le solde net des mouvements de billets, déduction faite des remboursements en or.

B - La tentative de John LAW

John LAW (1671-1729) est celui qui allait tenter de mettre en place, pour la première fois en France, une banque centrale, à l'image de celle qui avait été crée en Angleterre en 1694. C'est un financier d'origine écossaise (il est né à Edimbourg d'un père orfèvre et banquier). Suite à un duel le 9 avril 1694 au cours duquel il tue son rival, il doit s'enfuir en Europe. Il devient joueur professionnel de cartes, puis fait de la spéculation sur les taux de change, tout en étudiant les divers embryons de système bancaires de l'époque durant ses voyages sur les places financières d'Amsterdam, Venise, Gênes et Paris.

En 1705, il écrit un livre "*Considérations sur le numéraire et le commerce*". Dans ce livre, il expose l'idée qu'un Etat puissant doit avoir une banque d'Etat que l'on appelle aujourd'hui une "banque centrale". Cette banque serait chargée d'émettre des billets en quantité proportionnelle aux besoins de l'activité économique. Lorsqu'il s'installe à Pars, il est très riche (il possède alors 2 millions de livres).

Il continue à fréquenter les cercles de jeu et c'est lors d'une rencontre dans un tripot qu'il parvient à convaincre le Régent[29] de son idée. Peu après, avec l'appui du Régent, il fonde en 1716 la **Banque Générale**, à l'image de la Banque d'Angleterre fondée 22 ans plus tôt en 1694. Cette banque est financée par des actionnaires qui recevront des dividendes sur les profits futurs qu'elle réalisera. Elle a trois fonctions :

- recevoir des dépôts,
- émettre de la monnaie en échange de l'escompte de titre et,
- émettre de la monnaie au moyen de prêts.

En 1718, cette banque devient La **Banque Royale**. C'est une bonne opération pour la régence dont les finances étaient catastrophiques. Les anciens créanciers de la couronne sont payés en actions. Et la banque pourra éventuellement prêter de l'argent à la couronne si nécessaire. En plus, l'émission de billets gagés sur de l'or permettra de financer l'activité économique.

Pour parfaire le système et procurer à la Banque Royale l'or dont elle a besoin, LAW reçoit également le contrôle de la **Compagnie des Indes** qui est issue de la fusion des différentes compagnies maritime existantes (notamment de la Compagnie des

[29] Le Régent ou duc d'Orléans [1674-1723], était le fils du frère cadet de Louis XIV [1638-1715]. Le Régent a gouverné entre 1715 (mort de Louis XIV) et 1722 jusqu'à ce que Louis XV [1710-1774] soit en âge de monter sur le trône car celui-ci n'avait que 5 ans quand Louis XIV est décédé.

Indes Orientales). Il obtient ainsi le **monopole du Commerce extérieur**. De ce fait, l'or qui entrait dans les caisses de la Compagnie des Indes servait de gage aux billets qui étaient émis par la Banque Royale.

Le système n'a jamais vraiment fonctionné. Pendant les deux premières années, l'idée a séduit le public qui s'est rué sur les actions dont la valeur a monté en flèche. Mais ensuite, il y a eu des craintes alimentées par des jalousies. Les jaloux décidèrent de monter une cabale[30] contre LAW et auraient notamment payé des hommes de main pour venir manifester devant la banque en réclamant de l'or contre des billets. Le bruit s'est alors répandu que la Banque était en faillite et tout le monde s'est rué pour être remboursé. Le résultat fut immédiat : le système s'est effondré et LAW fut obligé de s'enfuir pour ne pas être battu à mort par la meute de ses assaillants ruinés.

Ce résultat a eu pour effet de retarder d'un siècle la création d'un système bancaire moderne avec à sa tête une banque centrale qui contrôle l'émission des billets. En effet, la Banque de France n'a été créée qu'en 1800, par Napoléon sous forme d'une banque privée. Elle n'obtiendra le monopole de l'émission des billets qu'en 1948 à la suite de la grave crise financière qui aboutit au renversement de la monarchie de juillet et à l'instauration de la seconde république. Enfin, pour mémoire, c'est le 2 décembre 1945 que la Banque de France est nationalisée.

4 – Le mercantilisme commercialiste

Ce mercantilisme est essentiellement anglais et représenté par des hommes très liés à la **Compagnie <u>anglaise</u> des Indes Orientales**, comme Thomas MUN (1551-1641) ou Josiah CHILD (1630-1699), qui prônent un mercantilisme basé sur l'enrichissement par le commerce en général et le commerce maritime en particulier.

A –Thomas MUN

Thomas MUN (1571 -1641) est un mercantiliste anglais dont les idées sont largement inspirées de sa pratique professionnelle en tant que membre de l'**East India Company** ou **Compagnie Anglaise des Indes Orientales** qu'il finira par diriger.

Dans son ouvrage « *England's Treasure by Foreign Trade* » (L'enrichissement de l'Angleterre par le commerce extérieur) publié en 1664, il établit un lien direct entre l'excédent commercial du pays et la capacité à encourager les exportations et à limiter les importations. Il souligne que le commerce extérieur, principalement maritime (vu que l'Angleterre est une île) est le moyen essentiel d'enrichir le Trésor anglais. Il recense ensuite les moyens de l'encourager :

- **Limiter la consommation** à l'intérieur du pays pour augmenter le volume de biens disponibles pour l'exportation.
- **Développer l'agriculture et la production de ressources naturelles** afin de diminuer le niveau des importations.

[30] Manœuvres secrètes et concertées contre quelqu'un (Petit Robert).

- **Réduire les droits de douane sur certaines consommations intermédiaires** utilisées dans la production de biens destinés à l'exportation sur les biens produits avec des matériaux étrangers et exportés.
- **Spécialiser l'Angleterre dans la production et l'exportation de biens peu sujets à d'importantes variations de prix** (on dirait aujourd'hui des biens dont la demande est inélastique), car c'est le meilleur moyen de maximiser les recettes d'exportation selon lui.

En définitive, Thomas MUN est très représentation du mercantilisme commercialiste, même si son interventionnisme est modéré.

B – Josiah CHILD

Josiah CHILD (1630-1699) est un riche marchand anglais qui s fait connaître en proclamant dans des réunions publiques et dans des pamphlets anonymes (sous le pseudonyme de **Philopatris**) que la **Compagnie des Indes Orientales** (dont il est lui-même un actionnaire important), devrait disposer d'un pouvoir politique afin de mieux défendre ses intérêts, et en particulier qu'elle devrait obtenir des privilèges commerciaux plus importants, et même un monopole sur le commerce avec les colonies. Ceci a pour effet immédiat d'attirer sur lui l'attention des actionnaires de la Compagnie, qui se félicitent ses idées. Pour le remercier, on lui propose le poste de gouverneur de la Compagnie (1677).

Alarmé par la montée de la puissance commerciale de la Hollande, CHILD propose d'essayer de la contrer et emploie à cet effet des arguments mercantilistes : observant par exemple que les taux d'intérêt sont bas en Hollande, il propose de mener une politique de faible taux d'intérêt en Angleterre, permettant ainsi à la Compagnie des Indes Orientales d'emprunter de l'argent à bas prix.

Les principales contributions théoriques de Josiah CHILD sont contenues dans ses ouvrages « *Brief Observations concerning Trade and the Interest of Money* » publié en 1668 et « *A New Discourse of Trade* » publié en 1668, dans lequel il défend l'idée que le commerce avec les colonies doit demeurer un monopole anglais. Enfin, dernier point commun avec nombre de mercantilistes, il est populationniste.

5 - En marge du mercantilisme

A – L'utopisme

1) Thomas MORE

Thomas MORE (1478-1535) est né en 1478 à Londres. Fils de juge, il fait des études de grec à Oxford, puis de droit à Londres. Il est chrétien et sa foi est telle qu'il préférera mourir décapité en 1535 plutôt que de renier ses convictions religieuses. Il a d'ailleurs failli être prêtre, mais il a eu peur de ne pouvoir respecter l'obligation de la chasteté et s'est marié. Il a deux femmes successives et de nombreux enfants. Il devient rapidement un avocat de premier plan dans la ville de Londres, ce qui le fait remarquer du roi Henri VIII en 1518. Il devient son conseiller privé et plus tard il sera chancelier d'Angleterre. Malheureusement pour MORE, le roi HENRI VIII (1491-1547) a des problèmes avec le pape. En effet, le pape refuse d'annuler son premier

mariage pour lui permettre d'épouser sa maîtresse Anne BOLEYN (1507-1536). Il décide de se marier quand même et demande au clergé anglais de le reconnaître comme le chef suprême de l'Eglise d'Angleterre. Thomas MORE démissionne alors (1532). Deux années après, le Parlement anglais rejette formellement l'autorité du pape et déclare coupables de haute trahison ceux qui refuseraient d'accepter cet acte. MORE est alors sommé de prêter serment. Il refuse et est emprisonné, jugé et enfin décapité le 6 juillet 1535.

On voit ainsi que Thomas MORE a des convictions profondes qui passent avant tout le reste (ce qui est assez rare à ce point là). Mais il est surtout célèbre pour avoir écrit un petit livre en 1516, dans lequel il préconise le régime communiste. Ce livre s'intitule *Utopia*. L'ouvrage est construit en deux parties. La première est une critique de la société de son temps et la seconde partie propose un modèle de société idéale qu'il décrit à travers l'existence d'une île imaginaire qu'il baptise Utopie (« ou-topos » = qui n'a pas de lieu, qui ne peut être trouvé nulle part ; mais aussi « eu-topos » = le lieu du bonheur). L'usage s'est répandu d'appeler de ce nom toutes les inventions de l'esprit humain dès lors qu'il est douteux que ces inventions puissent produire les avantages que leurs auteurs en attendent.

Dans la première partie de l'*Utopie*, il fait une critique du régime politique et social de son temps. De ce livre, on retiendra qu'il est un des premiers à soutenir que les causes de la délinquance (qu'on appelait brigandage) sont d'ordre économique. Pourquoi y a-t-il tant de vagabonds incapables de gagner leur vie ? C'est à cause du mauvais exemple donné par les classes riches qui passent leur temps à ne rien faire, explique-t-il. Il accuse aussi le mouvement des "enclosures" d'être responsable du brigandage important qui sévit dans toute l'Angleterre.

Il dénonce également la spéculation sur le prix des marchandises qui sont maintenues à des prix élevés par les manœuvres de ceux qui les détiennent et qui sont en petit nombre.

Dans la seconde partie de ce livre, il décrit l'Utopie, qui est selon lui une île bienheureuse composées de 54 villes bâties sur un plan identique, sur une île inconnue. "*Qui connaît une ville, les connaît toutes*". Afin d'éviter les abus de la propriété privée, tous les dix ans les habitants changent de domicile. L'île est totalement communautaire, il n'y a pas de propriété privée. À tour de rôle, les habitants s'installent à la campagne pour cultiver la terre. Comme il n'y a pas de propriété privée, il n'y a pas de serrures aux portes. L'oisiveté est interdite. De ce fait, on peut assurer le bien-être de tous avec une journée de travail de 6 heures. Les heures du travail, du sommeil et des repas sont fixées. Les habitants peuvent prendre leurs repas chez eux, mais ils préfèrent les prendre en commun, car les repas collectifs sont très bien préparés, qu'on y fait de la musique et qu'on y brûle des parfums.

Les loisirs sont libres, mais la plupart des habitants les emploient à étudier. C'est le gouvernement qui dirige la production et la répartition des biens. Une fois les denrées réparties dans les greniers publics, « *chaque père de famille vient chercher tout ce dont il a besoin et l'emporte sans paiement, sans compensation d'aucune sorte. Pourquoi refuser quelque chose à quelqu'un puisque tout existe en abondance et que personne ne craint que le voisin demande plus qu'il ne lui faut ? Car pourquoi*

réclamer trop, alors que l'on sait que rien ne sera refusé ? Ce qui rend avide et rapace, c'est la terreur de manquer... ».[31]

MORE conclut sa description de l'Utopie en soulignant les avantages de ce mode d'organisation : " *Partout ailleurs, ceux qui parlent d'intérêt général ne songent qu'à leur intérêt personnel ; tandis que là où l'on ne possède rien en propre le monde s'occupe sérieusement de la chose publique, puisque le bien particulier se confond réellement avec le bien général ... En Utopie..., où tout appartient à tous, personne ne peut manquer de rien, une fois que les greniers publics sont remplis. Car la fortune de l'Etat n'est jamais injustement distribuée en ce pays ; l'on n'y voit ni pauvre ni mendiant, et quoique personne n'ait rien à soi, cependant tout le monde est riche ... N'est-elle pas inique et ingrate la société qui prodigue tant de biens à ceux qu'on appelle nobles, à des joailliers, à des oisifs, ou à des artisans de luxe qui ne savent que flatter et servir les voluptés frivoles ? Quand, d'autre part, elle n' a ni cœur ni pensée pour le laboureur, le charbonnier, le manœuvre, le charretier, l'ouvrier, sans lesquels il n'existerait pas de société. Dans son cruel égoïsme, elle abuse de la vigueur de leur jeunesse pour tirer d'eux le plus de travail et de profit; et dès qu'ils faiblissent sous le poids de l'âge, alors qu'ils manquent de tout, elle oublie leurs nombreuses veilles, leurs nombreux et importants services, elle les récompense en les laissant mourir de faim*."[32]

Ainsi que l'écrit Henri DENIS[33], "*la société envisagée par More est bien différente de la République de Platon. La famille est conservée, le travail manuel est obligatoire pour tous, il n'y a plus de classes sociales, et le régime de la communauté des biens est étendu à tous les citoyens*». La cité de MORE est ultra démocratique, alors que la République de PLATON était en réalité une démocratie réservée à l'élite aristocratique servie par des esclaves. C'est la raison pour laquelle on a souvent dit Thomas MORE qu'il était un second précurseur (après PLATON), du communisme moderne.

2) Tommaso CAMPANELLA

Le père de Tommaso CAMPANELLA (1568-1639) était un savetier analphabète. CAMPANELLA entre à treize ans chez les Dominicains (ordre religieux) et devient dominicain. CAMPANELLA est persécuté par l'inquisition qui le considère comme un hérétique pour n'avoir pas dénoncé un israélite faussement converti. Il est arrêté et emprisonné à Rome en même temps que Giordano BRUNO (1548-1600). Il abjure publiquement ses erreurs et il est libéré en 1596. Assigné à résidence, il rêve d'établir dans sa province natale (Calabre) une république communautaire. De nouveau arrêté, il est torturé et sous les pires supplices il feint la folie et évite ainsi la peine capitale (1601). Alors qu'il est emprisonné dans des conditions effroyables, il réussit à écrire presque clandestinement une œuvre immense qui contient notamment le célèbre ouvrage, *La Cité du Soleil* (1623). Il finira par s'exiler en France où il deviendra le conseiller de RICHELIEU (1585-1642). Il meurt en 1639 au couvent du faubourg Saint-honoré.

---

[31]Thomas MORE, 1516, *L'Utopie*. Sur internet : http://www.uqac.uquebec.ca/zone30/Classiques_des_sciences_sociales/classiques/More_thomas/more_thomas.html

[32] L'Utopie, 1516, déjà cité.

[33] *Histoire de la pensée économique*, page 124, déjà cité.

La Cité du Soleil est un ouvrage qui décrit une société idéale, où la propriété privée est abolie et où l'harmonie règne entre les hommes.

À la suite de MORE et CAMPANELLA, bien d'autres utopies furent décrites et expérimentées. On retrouve notamment la trace du courant utopiste chez certains socialistes français du 19ème siècle.

B – Les précurseurs de l'économie politique classique

1) L'école de SALAMANQUE

Il est d'autant plus curieux que l'Espagne se soit laissée entraîner vers la dérive bullioniste quand on sait qu'au même moment, à Salamanque, un groupe de dominicains espagnols a produit ce que l'on considère souvent comme les bases de l'analyse économique libérale moderne[34].

L'école de Salamanque fut initiée par Francisco de VITORIA (1485-1546) vers 1536. Réfléchissant sur la notion de juste prix développée par Thomas d'AQUIN, ils sont conduits à la conclusion que le seul juste prix qui vaille est celui qui s'établit à travers l'échange par un mécanisme **d'offre et de la demande**. On trouve également dans leurs écrits des analyses portant sur les **causes de l'inflation**, qui est attribuée à l'excès de circulation monétaire.

Ils défendent avant tout le monde l'idée que le libre marché est la forme d'organisation la plus efficace et la plus morale. Par contre, comme tous les religieux de leur époque, ils dénoncent le prêt usuraire. Les économistes ultralibéraux d'aujourd'hui les considèrent comme les premiers véritables économistes car, selon eux, ces dominicains inaugurent une tradition catholique du libéralisme économique, qui serait plus authentique que celle des économistes protestants comme Adam SMITH, Robert MALTHUS ou John Stuart MILL.

C'est à l'historien de la pensée économique Joseph SCHUMPETER[35] que l'on doit la réhabilitation de l'école de Salamanque dont la pensée est longtemps restée dans l'oubli, en particulier durant la période triomphale de « l'économie politique » qui va de la fin du 18ème siècle au début du 20ème siècle[36].

2) La tradition libérale

Certains français comme Richard CANTILLON (1680-1734), et de BOISGUILLEBERT (1646-1714) , mais surtout des anglais tels que William PETTY (1623-1687) et plus encore David HUME (1711-1776) vont se dégager de la pensée mercantiliste et développer des idées qui annoncent le libéralisme classique

---

[34] Pour mémoire, ces jésuites de l'école de Salamanque furent Francisco de VITORIA (1485-1546), Juan de MEDINA (1490-1546), Martin de AZPILCUETA NAVARRUS (1493-1586), Domingo de SOTO (1494-1560), Diego de COVARRUBIAS Y LAIVA (1512-1577), Luis de MOLINA (1535-1601) et Juan de MARIANA (1536-1624).

[35] Joseph SCHUMPETER, 1954, *History of Economic Analysis*, E. Boody.

[36] Sans préjuger du retour triomphal de l'économie de marché à partir des années 1990.

a) William PETTY

William PETTY (1623-1687) approuve certes les mesures destinées à attirer les plus habiles ouvriers hollandais en Angleterre et est favorable aux mesures qui permettent de rendre le commerce extérieur anglais bénéficiaire. De plus, il est nationaliste. Il pourrait en cela se rattacher aux mercantilistes.

Cependant, il conçoit davantage la monnaie comme un moyen de faciliter l'activité économique (comme la graisse facilite le fonctionnement d'un mécanisme) que comme une richesse proprement dite.

On trouve aussi dans son œuvre, une intuition qui préfigure la théorie de la valeur travail. Ainsi, il écrit : "*Si un homme peut introduire à Londres une once (28,35 grammes) d'argent extraite de la terre au Pérou, dans un temps égal à celui qui lui est nécessaire pour produire un boisseau (35,23 litres) de blé, l'une est alors le prix naturel de l'autre*"[37]. Autrement dit, une once d'argent vaut un boisseau de blé, s'il faut autant de travail pour produire l'une que l'autre.

Il contribue également à la réflexion sur le rôle positif du taux d'intérêt puisqu'il explique que le taux d'intérêt est une compensation pour la gêne qu'accepte le prêteur lorsqu'il se démunit de sa liquidité.

Il considère que le taux d'intérêt "juste" doit être au moins égal à celui que produit une somme égale investie en terre plus une prime de liquidité liée au fait que l'argent est portable (on dirait aujourd'hui que l'argent à une plus grande liquidité que la terre) tandis que la terre ne l'est pas.

b) de BOISGUILLEBERT et l'ébauche d'un libéralisme

Parmi les premiers auteurs critiques vis-à-vis des thèses mercantilistes, il faut citer Pierre Le Pesant de BOISGUILLEBERT (1646-1714), cousin de VAUBAN (1633-1707, Maréchal de Louis XIV) qui est généralement considéré comme un des précurseurs du libéralisme économique.

En effet, il critique l'idée que la monnaie soit en elle-même synonyme de la richesse d'un pays. Il montre que la monnaie ne joue aucun rôle dans la production de la richesse, mais qu'elle se borne à la faire circuler. Pour lui, c'est l'activité productrice qui fait naître la richesse. Prenant l'exemple de la terre qui n'est pas cultivée, il montre que ce qui est stérile ne crée pas de richesse. De même, s'il n'y a rien à acheter, l'argent n'est d'aucune utilité. L'argent ne permet de se procurer des biens que si ces biens ont été créés par une activité productrice : « *[...] il s'en faut beaucoup qu'il suffise, pour être riche, de posséder un grand domaine et une très grande quantité de métaux précieux, qui ne peuvent que laisser périr misérablement leur possesseur quand l'un n'est point cultivé et l'autre ne se peut échanger contre les besoins immédiats de la vie, comme la nourriture et les vêtements, desquels personne ne saurait se passer*.» [38]

---

[37] Cité par Luc BOURCIER de CARBON, op. cit. , page 23.
[38] *Dissertation sur la nature des richesses*, 1707, sur internet http://www.ecn.bris.ac.uk/het/boisguilbert/Dissertext.html#02

Précurseur de la **Loi des débouchés** (due à Jean-Baptiste SAY [1767-1832], voir le chapitre 6), il s'attache à montrer que les diverses professions d'un pays se servent mutuellement de débouchés pour leurs productions : "*Il faut convenir d'un principe, qui est que toutes les professions, quelles qu'elles soient dans une contrée, travaillent les unes pour les autres, et se maintiennent réciproquement, non seulement pour la fourniture de leurs besoins, mais même pour leur propre existence. Aucun n'achète la denrée de son voisin ou le fruit de son travail qu'à une condition de rigueur, quoique tacite et non exprimée, savoir que le vendeur en fera autant de celle de l'acheteur, ou immédiatement, comme il arrive quelquefois, ou par la circulation de plusieurs mains ou professions interposées ; ce qui revient toujours au même*".[39]

La fixation des prix doit se faire sans intervention de l'Etat. Cette création permanente de débouchés est d'après lui la base de la prospérité générale à condition que la fixation des prix se fasse sans intervention de l'Etat, en laissant agir la nature. Par exemple, si l'Etat intervient sur un marché pour faire baisser le prix du blé par exemple, il crée la disette au lieu de réduire la famine. Son raisonnement est simple : si l'Etat fixe les prix trop bas, il décourage les vendeurs qui préféreront garder leurs marchandises plutôt que de les vendre à perte. Ce sera la fin du commerce car plus personne ne pourra trouver sur le marché ce dont il a besoin. Il affirme donc clairement que la création des richesses présuppose que les prix soient fixés sans contraintes.

Il est aussi favorable à la liberté du commerce et à la levée des entraves qui pèsent sur le commerce intérieur. Il croit donc que la principale source de débouchés se trouve dans le commerce intérieur, dans la demande intérieure et il a tendance à négliger le rôle du commerce extérieur comme source de débouchés et de richesse.

c) Richard CANTILLON, précurseur des autrichiens

Richard CANTILLON (1680-1734) est un banquier d'origine irlandaise, descendant d'une famille de partisans des Stuarts exilés en France. Vers la fin de sa vie, il retourne à Londres, où il meurt assassiné en 1734.

Il a écrit un *Essai sur la nature du commerce en général*[40] qui ne fut publié qu'après sa mort, en 1755, considéré comme une transition entre le mercantilisme et le libéralisme. Dans cet ouvrage, il s'intéresse aux effets qu'entraîne un accroissement de monnaie dans le circuit économique d'un pays et montre que le niveau des prix s'élève alors, diminuant en conséquence le niveau réel des salaires. Il fut le premier à affirmer que les prix et les salaires des différents secteurs de l'économie ne sont pas tous affectés de la même façon par ces augmentations — idée qui sera reprise en grande fanfare par les économistes de l'école autrichienne, qui le considèrent comme le père fondateur de l'économie, Adam SMITH l'ayant d'ailleurs cité dans ses œuvres mais, toujours selon les autrichiens, mal interprété.

---

[39] *Dissertation sur la nature des richesses*, 1707, op. cit.
[40] Richard CANTILLON, 1755, *Essai sur la nature du commerce en général*, sur internet http://socserv2.socsci.mcmaster.ca/~econ/ugcm/3ll3/cantillon/cantil1.htm

d) David HUME et l'équilibre automatique de la balance des paiements

DAVID HUME (1711-1776) est avant tout un philosophe de premier plan qui a développé des idées nouvelles sur des domaines aussi fondamentaux que la causalité, le libre arbitre, la théorie du moi, la philosophie politique etc. Cependant, il est aussi fameux parmi les économistes, pour ses contributions originales, notamment à la théorie de l'inflation et de l'équilibre de la balance des paiements reprend tout d'abord la **théorie quantitative de la monnaie** développée par Jean BODIN. On lui doit notamment une formulation célèbre des conséquences de la variation du stock de monnaie : "*Supposons que les quatre cinquième de toute la circulation qui existe dans la Grande-Bretagne soient anéantis en une nuit et que la nation anglaise soit ramenée au même état, en égard au numéraire, que sous les Henry et les Édouard, quelle serait la conséquence de cet événement ? Les prix du travail et des marchandises ne devraient-ils pas baisser en proportion et toutes choses être vendues aussi bon marché qu'à ces époques ? Supposons encore que toute la circulation de la Grande-Bretagne soit quintuplée en une nuit, l'effet contraire ne devrait-il pas se produire ?*"[41]

Il est à l'origine du célèbre mécanisme d'**ajustement automatique de la balance des paiements** par le jeu des variations de la quantité de monnaie. Ce mécanisme est très simple, mais il faut rappeler qu'il s'applique à une période historique où c'était l'or et l'argent qui servaient directement aux paiements.

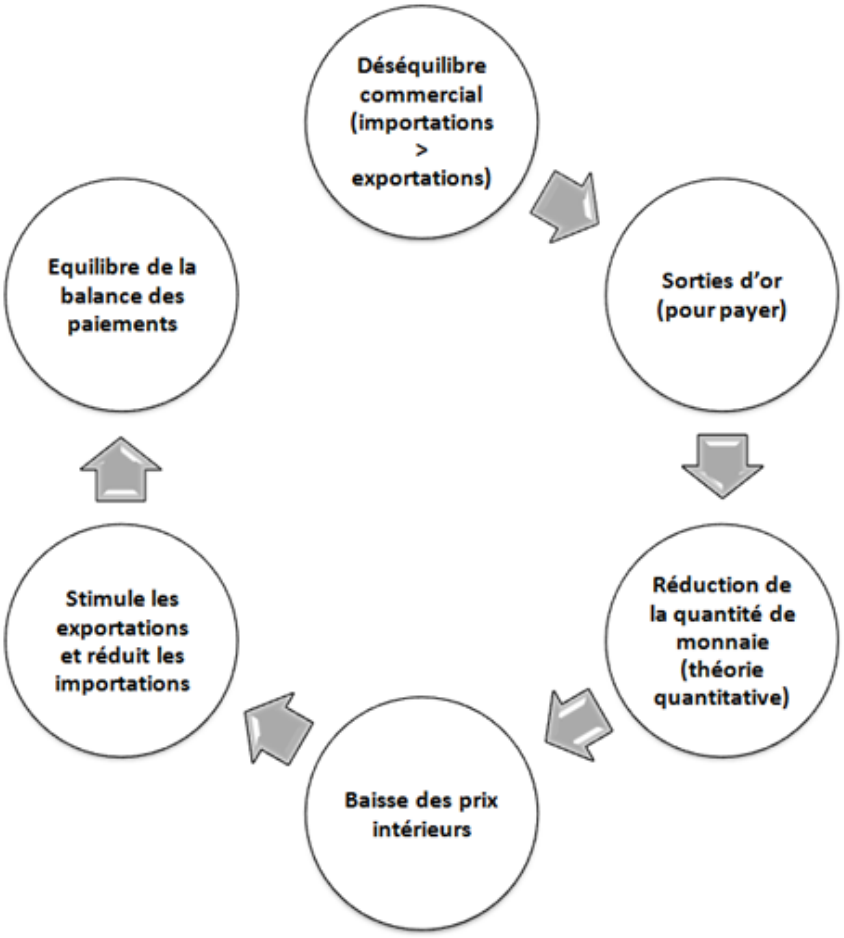
Supposons que les importations en valeur augmentent plus vite que les exportations. Dans ce cas, il y a aura plus de sorties d'or que d'entrées (puisqu'il faut payer les importations). Il s'ensuit une réduction de la quantité de monnaie dans le pays. Cette réduction de monnaie fait baisser le niveau des prix en raison de la théorie quantitative de la monnaie exposée plus haut. La baisse des prix rend les exportations plus compétitives, ce qui rétablit l'équilibre de la balance commerciale.

Supposons maintenant que les exportations en valeur augmentent plus vite que les importations. Le stock d'or va augmenter et donc les prix aussi. Les exportations seront moins compétitives, ce qui rétablit l'équilibre de la balance commerciale.

Il existe donc un mécanisme automatique d'équilibrage de la balance commerciale par le jeu des variations monétaires. Ceci porte le coup de grâce au mercantilisme qui voulait à toute force favoriser les exportations. HUME montre que cela ne sert à rien parce que si les exportations augmentent trop, les prix vont grimper et il sera de plus en plus difficile d'exporter. Naturellement, ce mécanisme repose sur la théorie quantitative de la monnaie. Si celle-ci est fausse, c'est-à-dire si les variations de la quantité de monnaie n'entraînent pas des variations de prix de même sens, le raisonnement précédent ne tient plus.

[41] David HUME, 1742 (vol 1) 1752 (vol 2) , *Political Discourses*, disponible sur Internet http://www.econlib.org/library/LFBooks/Hume/hmMPLtoc.html

Le mécanisme d'ajustement automatique de la balance des paiements selon David HUME



Chapitre 4
Les physiocrates

« *Comparez le gain des ouvriers qui fabriquent les ouvrages d'industrie à celui des ouvriers que le laboureur emploie à la culture de la terre, vous trouverez que le gain de part et d'autre se borne à la subsistance de ces ouvriers; que ce gain n'est pas une augmentation de richesses, et que la valeur des ouvrages d'industrie est proportionnée à la valeur même de la subsistance que les ouvriers et les marchands consomment. Ainsi l'artisan détruit autant en subsistance qu'il produit par son travail.*» - François QUESNAY

0- Introduction
1- Les grands noms de la physiocratie
- A - François QUESNAY
- B - Les autres physiocrates
  - 1) Vincent de GOURNAY
  - 2) Victor Riquetti Marquis de MIRABEAU
  - 3) Paul-Pierre Le Mercier de LA RIVIERE
  - 4) Anne Robert Jacques TURGOT
  - 5) Pierre Samuel DUPONT DE NEMOURS

2 - Le contexte historique de la physiocratie
- A - La réaction contre le déclin de l'agriculture
- B - La réaction contre les abus de la réglementation

3 - Les principales idées des physiocrates
- A - La notion de loi en économie
- B - Le calcul économique rationnel
- C- La valeur travail
- D - Le produit net
- E - Le tableau économique
- F - QUESNAY, précurseur de KEYNES ?
- G - Taôisme et physiocratie

0 – Introduction

Littéralement, "physiocratie" signifie "gouvernement" (du grec Kratos) par la nature ("physio"). C'est une doctrine économique qui peut être résumée à deux propositions.

La **première proposition** est qu'il existe un ordre naturel gouverné par des lois. Le rôle des économistes est de comprendre et de révéler les lois de la nature telles qu'elles opèrent dans la société et dans l'économie. C'est de montrer comment ces lois opèrent dans la formation et dans la distribution des richesses. Pour les physiocrates il y a des lois économiques, de même qu'il y a des lois physiques ou physiologiques.

La **seconde proposition** est que le devoir des hommes, et en particulier le devoir des gouvernants, est de se soumettre à ces lois en interférant aussi peu que possible avec leur jeu par des interventions intempestives. Les physiocrates sont donc à l'origine du libéralisme.

La physiocratie est l'un des plus importants courants d'idées du XVIIIème siècle. Et cela en dépit d'une période d'existence assez brève (moins de 20 ans) et du fait que, contrairement au cosmopolitisme des mercantilismes, il s'agit d'une école purement française, qui plus est centrée autour d'un seul maître à penser, François QUESNAY (1694-1774), dont la disparition entraîna rapidement le déclin de cette école[42]. Le courant physiocrate apparaît en effet en 1758, avec la parution du Tableau économique et s'efface devant l'Economie Politique Classique en 1776, date de la parution de la Richesse des Nations d'Adam SMITH.

C'est ainsi qu'un auteur comme BOURCIER de CARBON n'hésite à qualifier l'époque de la Physiocratie comme un trait d'union entre le mercantilisme et l'économie politique moderne. Elle a permis, écrit-il, "*une libération nécessaire de la pensée et de la réglementation étouffantes des temps du mercantilisme*"[43].

1 - Les grands noms de la physiocratie

A - François QUESNAY

QUESNAY (1694-1174) fut médecin personnel de la Marquise de POMPADOUR (1721-1764), mais avant tout économiste fondateur de la première école en économie, l'école des Physiocrates. Il a pensé l'économique comme un circuit dans son célèbre **Tableau économique** (1758) , première représentation globale et schématique de l'économie. Ce tableau est inspiré de la circulation du sang chez l'homme, sur un modèle de flux, contre flux et d'échange.

QUESNAY a contribué à l'Encyclopédie de DIDEROT (1713-1784) et d'ALEMBERT (1717-1783) en écrivant les articles « Fermiers » et « Grains ». QUESNAY considère qu'il existe un **ordre naturel** en économie et que le rôle des économistes se borne à révéler les lois qui gouvernent cet ordre.

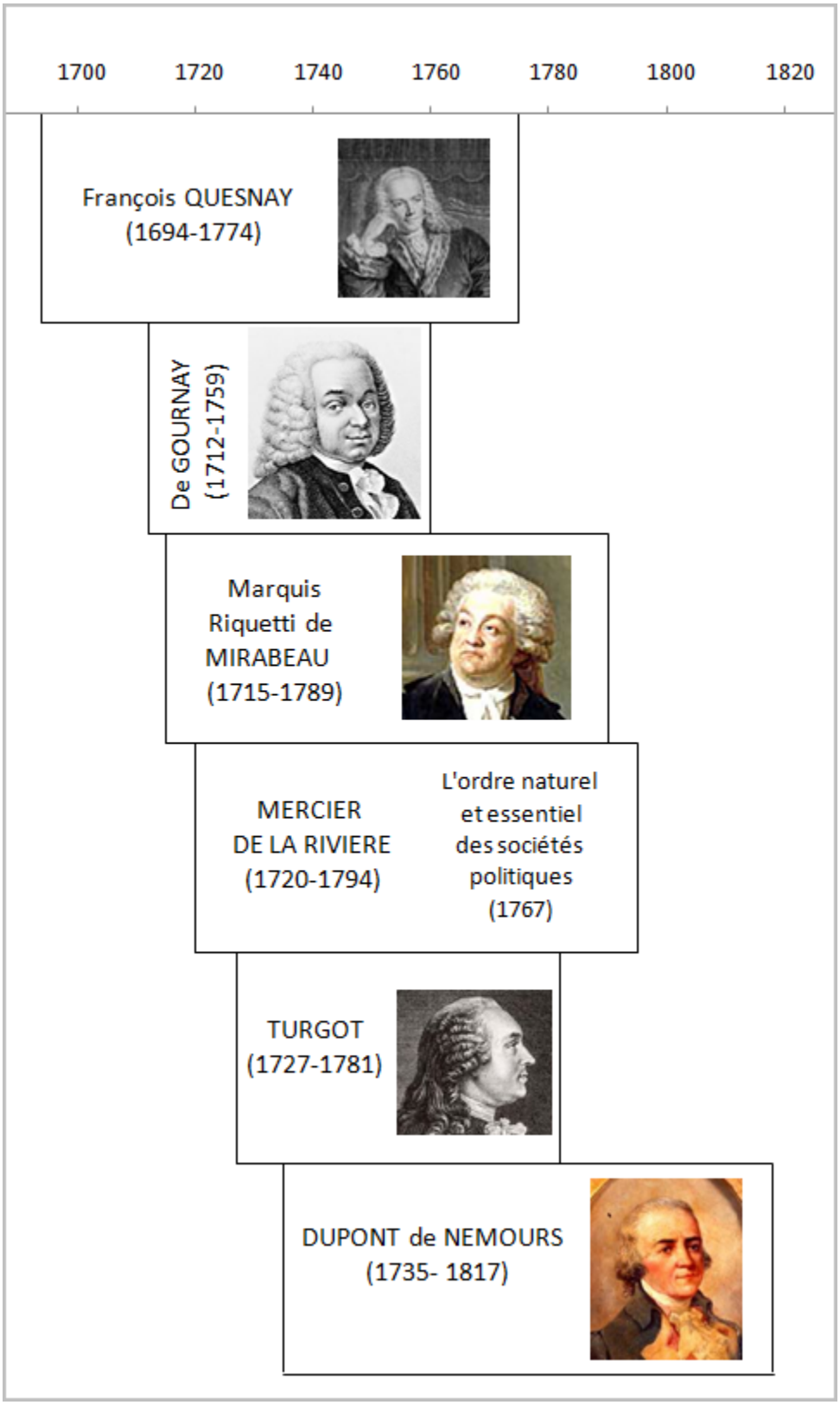
Il est le premier à penser l'économie comme un tout (« holisme méthodologique ») plutôt qu'une somme d'entités économiques individuelles (« individualisme méthodologique ») . C'est pourquoi il est considéré comme le **précurseur de la pensée de KEYNES**. Il a su réunir autour de lui des hommes éminents qui furent à la foi ses amis et contribuèrent à propager ses idées, voire à les appliquer au plus haut niveau de l'Etat (TURGOT)

---

[42] Les Physiocrates ont cependant des précurseurs, qui sont un peu curieusement classés, parfois, parmi les mercantilistes « agrariens » : SULLY (1560-1641) et Olivier de SERRES (1539-1619). D'origine protestante, SULLY fut le « ministre des finances » du Roi HENRI IV, comme chacun sait. Il est demeuré célèbre pour sa gestion rigoureuse des finances qui permit d'enrichir l'Etat et finalement de diminuer les impôts (La taille) et les trop nombreux péages. Il a favorisé le développement de l'agriculture et c'est à lui que l'on doit la célèbre maxime : « labourage et pâturage sont les deux mamelles dont la France est alimentée ». Il s'appliqua également a favoriser le commerce et les exportations. Olivier de SERRES est quand à lui un agronome de la cour du roi HENRI IV qui oeuvra pour l'instauration de l'assolement triennal. Il transforma son domaine personnel en exploitation agricole modèle.

[43] BOURCIER de CARBON, déjà cité, page 43.

Les principaux physiocrates



B – Les autres physiocrates

Parmi les adeptes de la physiocratie que QUESNAY avait réuni autour de lui, on retiendra quelques noms que nous allons maintenant évoquer brièvement

1) Vincent de GOURNAY

Jacques Claude Marie Vincent, marquis de GOURNAY (1712-1759) est parfois considéré comme le premier des physiocrates. En fait, plus qu'un physiocrate ruraliste, GOURNAY est un libéral qui influença les physiocrates à qui il transmet :

- un **attachement aux libertés économiques** (liberté de commercer, de produire, de travailler) ,
- une **opposition à l'intervention directe de l'Etat dans l'ordre économique**,
- et enfin une **méfiance vis-à-vis les corporations,** les guildes, les privilèges exclusifs, comme celui de la Compagnie des Indes.

Il vient d'une famille d'armateurs bretons. C'est le fils d'un riche négociant. Il aide son père, ce qui lui permet de voyager en Europe et d'y étudier le commerce et acquiert en même temps une grande culture économique.

En 1751, il devient intendant du Commerce (ministre du commerce) et sillonne les provinces de France en compagnie de TURGOT, un autre physiocrate (voir plus loin) sur qui il exerce une grande influence.

De plus, GOURNAY se lie avec QUESNAY et les encyclopédistes. Il n'a pas laissé d'œuvre écrite et l'on ne connaît ses idées que par l'intermédiaire de TURGOT. Quoique physiocrates, il pensait cependant que l'industrie crée une valeur réelle. C'est à lui que l'on doit la célèbre formule « *Laissez faire, laissez passer, le monde va de lui-même* ».

2) Victor de Riqueti Marquis de MIRABEAU

Victor de Riqueti Marquis de MIRABEAU (1715-1789) est le père de l'orateur de la Révolution. Après une carrière assez courte dans l'armée, il se marie, s'intéresse à l'économie. Il publie des ouvrages dont « L'ami des hommes » et la « Théorie de l'impôt » dans lesquels il développe l'idée d'un **retour aux valeurs de la terre** et la **nécessité d'une plus grande liberté laissée par l'Etat aux agents économiques**. Ces idées sont développées avant qu'il ne rencontre QUESNAY et devienne le rédacteur en chef du *Journal de l'agriculture, du commerce, et des finances* qui fut l'organe principal de diffusion des idées mercantilistes.

3) Paul-Pierre Le MERCIER de la RIVIERE

Paul Pierre le MERCIER DE LA RIVIERE, (1720-1794) est un physiocrate de l'entourage de QUESNAY avec qui il a sympathisé. Ensemble, ils défendent la liberté du commerce du blé. Il s'attache plus particulièrement à défendre l'idée de GOURNAY selon laquelle, libéré des diverses réglementations que l'Etat impose aux

échanges, "le monde va de lui-même". Il est l'auteur d'un ouvrage intitulé « L'ordre naturel et essentiel des sociétés politiques » (1767)

4) Anne Robert Jacques TURGOT

TURGOT (1727–1781) est l'homme politique et économiste français, profondément physiocrate, qui tenta de mettre la monarchie au service du libéralisme économique quand il était ministre des finances de Louis XVI de 1774 à 1776. Ami de François QUESNAY mais aussi d'Adam SMITH, il constitue un trait d'union entre la physiocratie et l'économie politique classique.

Il a écrit de nombreux ouvrages économiques dont plusieurs mémoires dans lesquels il proteste contre les normes étatiques et l'intervention de l'État, et défend la compétition libre. Avant d'être ministre, il est intendant et encourage inlassablement l'agriculture et les industries locales (notamment les manufactures de porcelaine).

En 1770 il écrit des « Lettres sur la liberté du commerce des grains » dans lesquelles il défend la liberté du commerce agricole.

Mais son ouvrage le plus connu reste les « Réflexions sur la formation et la distribution des richesses ». Il partage pleinement l'idée de QUESNAY selon laquelle le sol est la seule source de richesse.

Il reste pour l'histoire économique l'auteur de **l'édit sur la liberté du commerce des grains de 1764** préparé avec DUPONT de NEMOURS.

5) Pierre Samuel DUPONT de NEMOURS

Pierre Samuel DUPONT de NEMOURS (1735- 1817) fut un des proches de François QUESNAY avec qui il écrivit notamment l'ouvrage *Physiocratie* (1768). Il est également ami avec TURGOT pendant que celui-ci est Contrôleur général des finances. Il fut l'un des rédacteurs du Traité de Versailles de 1783, qui mit fin à la guerre d'indépendance des États-Unis d'Amérique. Il y fit la connaissance de Thomas JEFFERSON (1743-1826) et alla s'installer aux Etats-Unis où ses descendants fondèrent la célèbre compagnie multinationale de l'agro-alimentaire.

2. Le contexte historique de la physiocratie

La physiocratie naît dans une époque où plus des trois quarts du revenu national proviennent de l'agriculture mais où celle-ci connaît cependant les prémices d'un déclin. C'est donc d'abord une réaction contre ce déclin. La physiocratie arrive aussi après deux siècles de mercantilisme, qui ont vu la multiplication et les abus de la réglementation.

A – La réaction contre le déclin de l'agriculture

Au milieu du 18e siècle, le déclin de l'agriculture est ressenti comme un malaise durable qui se manifeste par l'accroissement des superficies de terres incultes : dans l'Ouest et le Centre, friches et landes occupent la moitié du territoire.

La misère des populations rurales est particulièrement grande. La terre est chargée d'impôts et les cultivateurs sont taillables et corvéables à merci. Ils supportent de nombreuses redevances réelles et personnelles héritées de la féodalité (voir le chapitre 1). De plus, la politique de Louis XIV, qui a consisté à attirer à la Cour les nobles disposant de grands domaines et à les pousser à la dépense vestimentaire, pour les amener par l'endettement à dépendre de lui, a détourné l'épargne des investissements dans l'agriculture.

À ce sujet, QUESNAY écrira à l'article "Fermiers", dans l'Encyclopédie : « ... *Les hommes manquent dans les campagnes. Il faut dit-on en chasser les maîtres d'école qui, par les instructions qu'ils donnent aux paysans, facilitent leur désertion... On regarde les paysans comme les esclaves de l'Etat : la vie rustique paraît la plus dure et la plus méprisable, parce qu'on destine les habitants des campagnes aux travaux qui sont réservés aux animaux... Les paysans ne tombent dans la misère et n'abandonnent la province que quand ils sont trop inquiétés par les vexations auxquelles ils sont exposés, ou quand il n'y a pas de fermiers qui leur procurent du travail et que la campagne est cultivée par de pauvres métayers bornés à une petite culture... Les manufactures et le commerce, entretenus par les désordres du luxe, accumulent les hommes et les richesses dans les grandes villes, s'opposent à l'amélioration des biens, dévastent les campagnes, inspirent du mépris pour l'agriculture, augmentent excessivement les dépenses des particuliers, nuisent au soutien des familles, s'opposent à la propagation des hommes et affaiblissent l'Etat... Il faut éloigner les causes qui font abandonner les campagnes, qui rassemblent et retiennent les richesses dans les grandes villes. Tous les seigneurs, tous les gens riches, tous ceux qui ont des rentes ou des pensions suffisantes pour vivre commodément fixent leur séjour à Paris ou dans quelque autre grande ville où ils dépensent presque tous les revenus des fonds du royaume*. »

B - La réaction contre les abus de la réglementation

Sous l'influence mercantiliste l'Etat a multiplié les réglementations. Il intervient dans l'agriculture en interdisant ou en limitant certaines cultures, la vigne par exemple. Il réglemente de façon très étroite le commerce des grains par le jeu de droits de péages aux octrois et des droits prélevés sur les marchés et les foires. Une « police des grains » veille à ce que les agriculteurs ne vendent pas leurs grains avant la récolte et à ce qu'ils ne stockent pas non plus la récolte pour spéculer en cas de hausse des prix. D'autres dispositions concernent les marchands de grains qui, pour exercer, doivent obtenir une autorisation, se faire inscrire sur les registres de police, s'abstenir de toute association tendant à l'accaparement, etc.

Ces entraves ont préparé l'opinion à recevoir favorablement la doctrine des physiocrates qui défend la liberté au nom de l'efficacité et qui donne à l'agriculture le premier rôle dans la création des richesses.

Sous l'influence physiocrate, les sociétés d'agriculture comme celles d'Orléans et de Limoges, et cinq parlements régionaux demandent la réouverture de l'exportation des grains et réclament la liberté du commerce agricole. Les physiocrates obtiennent ainsi **l'édit sur la liberté du commerce des grains de 1764** (c'est DUPONT de NEMOURS (1735- 1817) qui, avec TURGOT, a préparé cet édit).

Mais les Physiocrates se heurtent à des oppositions. Les Encyclopédistes comme Denis DIDEROT (1713-1784) ou les frères Jacob GRIMM (1785-1863) et Wilhelm GRIMM (1786-1859) sont choqués de l'admiration des physiocrates pour le despotisme et du mépris qu'ils portent à l'industrie.

3. les principales idées des physiocrates

A- La notion de loi en économie

Pour les physiocrates, les lois de l'économie existent et sont immuables. Mais ce ne sont pas les lois du marché telles que nous les connaissons aujourd'hui. Ce sont des lois naturelles, irrévocables et voulues par Dieu. Ces lois naturelles sont discernables par l'évidence : « *Evidence signifie une certitude si claire et si manifeste par elle-même que l'esprit ne peut s'y refuser. Il y a deux sortes de certitudes : la foi et l'évidence... J'entends par évidence une certitude à laquelle il nous est aussi impossible de nous refuser qu'il nous est impossible d'ignorer nos sensations actuelles* » (QUESNAY, article « Evidence » de l'Encyclopédie, janvier 1756).

B – Le calcul économique rationnel

L'ordre naturel des physiocrates est providentiel. Il se fonde sur l'harmonie des intérêts privés et publics. La science économique peut en appréhender quantitativement les éléments : « *La science économique s'exerçant sur des objets mesurables est susceptible d'être une science exacte et d'être soumise au calcul* » (Le TROSNE, De l'ordre social).

QUESNAY peut être considéré comme l'un des précurseurs du calcul économique rationnel qui déboucha par la suite sur la notion de maximisation sous contrainte. En effet, il écrit : « *Obtenir la plus grande augmentation possible de jouissance par la plus grande diminution possible de dépense : c'est la perfection de la conduite économique* »[44].

C – La valeur travail

Dans l'article "Grains" qu'il rédige pour l'Encyclopédie, QUESNAY mesure la valeur des productions à partir de la quantité de travail nécessaire pour les produire : «*Comparez le gain des ouvriers qui fabriquent les ouvrages d'industrie à celui des ouvriers que le laboureur emploie à la culture de la terre, vous trouverez que le gain de part et d'autre se borne à la subsistance de ces ouvriers; que ce gain n'est pas une augmentation de richesses, et que la valeur des ouvrages d'industrie est proportionnée à la valeur même de la subsistance que les ouvriers et les marchands consomment. Ainsi l'artisan détruit autant en subsistance qu'il produit par son travail.*»

Ainsi la théorie de la valeur travail est mise au service de l'agriculture et de la propriété foncière. Plus tard, chez MARX, la théorie de la valeur travail sera à l'origine de la notion d'exploitation des masses et servira à justifier une revendication révolutionnaire contre la propriété et contre la libre entreprise.

---

[44] Quesnay, *Sur les travaux des artisans*, p. 895.

D – Le produit net

À noter que pour QUESNAY, l'existence des profits industriels n'empêche pas que l'industrie soit stérile. Il ne se laissait pas éblouir par les fortunes des marchands ou mêmes celles des industriels, refusant de croire que cette richesse reflète une quelconque création de valeur. Il n'y voit que le fruit de circonstances contingentes, la rémunération d'un goût pour le risque qu'il semble d'ailleurs condamner. Il suspecte aussi que la richesse des uns masque les pertes des autres. C'est la France de toujours, dans ce qu'elle a de plus profond qui s'exprime ici : apologie de la terre, méfiance teintée de refus à l'égard de l'industrie et du progrès…

On retrouve ainsi une partie de l'héritage mercantiliste, sa partie la plus pessimiste : nul ne gagne sans qu'un autre ne perde. La vie économique serait un jeu à somme nulle. Seule l'agriculture est productrice de richesse, les autres classes sont stériles. Ceci nous amène à la notion de produit net.

Pour QUESNAY et les physiocrates, toutes les productions, toutes les richesses d'une nation, proviennent en dernière instance de l'agriculture. L'agriculture ne permet pas seulement la production de subsistance, elle permet aussi d'obtenir toutes les matières premières dont les produits artisanaux et manufacturés sont faits. En fait, les physiocrates identifient ici terre et nature. Quand ils disent "Tout vient de la terre", il faut parfois comprendre "tout vient de la nature". Dans ce dernier sens ils ont forcément raison. Ce qui paraît incongru aujourd'hui, c'est de dire "tout vient de l'agriculture, tout vient de la terre". Si l'on remplace "terre" par "nature", on énonce peut-être un truisme, mais on reste physiocrate dans l'esprit.

QUESNAY se demande : Comment se fait-il que les agriculteurs parviennent non seulement à subvenir à leurs besoins, mais également à fournir les subsistances et les matières premières aux autres classes de la société. Comme l'explique Claude JESSUA "*La réponse est que cet état de choses résulte d'une propriété physique du sol, qui fait qu'il rend à celui qu'il exploite plus que ce qu'on lui a apporté. Il y a en quelque sorte une générosité intrinsèque de la nature, que QUESNAY appelle le "don gratuit". Ce don gratuit de la nature représente en somme un surplus, un excédent du produit par rapport au coût physique de production. C'est à cet excédent que QUESNAY donne le nom de produit net.*" [45]. Le produit net, la richesse nette, c'est donc ce qui reste en plus une fois que l'on a retiré de la production courante ce qui sert à la renouveler.

GIDE et RIST dans le tome I de leur *Histoire des doctrines*, définissent ainsi la notion de produit net : " *Toute opération productive implique nécessairement certaines dépenses..., une certaine consommation de richesse, laquelle est évidemment à déduire de la richesse, créée au cours de l'opération productive... Ce n'est que la différence, l'excédent de celle-ci sur celle-là, qui peut constituer l'accroissement net de richesse. C'est... le produit net*." [46]

[45] Claude JESSUA, 2001, « Physiocratie », *Dictionnaire des sciences économiques*, PUF, p. 681.
[46] Charles GIDE et Charles RIST, 1909, *Histoire des doctrines économiques depuis les physiocrates jusqu'à nos jours*. Paris : Editions Dalloz / Comité pour l'édition des œuvres de Charles GIDE, 2001., page 13.

Mais les Physiocrates vont plus loin "*Ils ont cru découvrir que ce produit net n'existait que dans une seule catégorie d'opérations productives, dans l'industrie agricole. Là seulement, disent-ils, la richesse créée dépasse la richesse consommée : le laboureur récolte, sauf accident, plus de blé qu'il n'en a consommé, en comptant non seulement celui consommé par les semailles, mais aussi celui consommé par la nourriture de l'année.*" [47]

Et c'est seulement parce que la production agricole a cette merveilleuse vertu de donner un produit net que l'épargne a pu se créer et la civilisation se fonder : "*Ce miracle ne se retrouve dans aucune autre catégorie de production, ni dans le commerce et les transports, car il est évident que le marchand ou le voiturier ne crée rien puisqu'il ne fait que déplacer ou échanger les produits déjà créés, ni même dans l'industrie manufacturière, car l'artisan ne fait que modifier, mélanger, additionner des matières premières... Leur travail augmente la valeur... mais seulement dans la mesure des valeurs qu'ils consomment eux-mêmes; car les prix des produits fabriqués ne représente rien de plus que le prix des consommations nécessaires à l'entretien des fabricants. Il y a là une addition de valeurs superposées, de même qu'une juxtaposition de matières premières mélangées*»[48].

La vraie richesse, c'est le produit net ou produit disponible, celui dont la consommation provoque la reproduction avec accroissement; seule la terre par sa fécondité permet à l'activité humaine d'obtenir un produit net. DUPONT de NEMOURS écrit : « *Que le souverain et la nation ne perdent jamais de vue que la terre est l'unique source de richesse et que c'est l'agriculture qui les multiplie*. » Et LE MERCIER de la RIVIERE : « *L'industrie n'est pas plus créatrice de la valeur qu'elle n'est créatrice de la hauteur et de la longueur d'un mur.* » [49]

Quesnay aura une image frappante : « *Le cultivateur produit par génération, par augmentation réelle des produits. L'artisan produit par addition des matières premières et des subsistances converties en travail* »[50]. Multiplication d'une part, addition de l'autre.

E – Le tableau économique

Le **Tableau Economique** est la première représentation schématique du circuit économique.

Dans « *la philosophie rurale ou économie générale et politique de l'agriculture* », ouvrage publié avec MIRABEAU, QUESNAY écrit : "*L'acte du mouvement porte sur deux balanciers égaux en force et en action, à savoir la destruction et la régénération. Telle est toute la machine de la nature... C'est dans l'emploi et la régénération, c'est-à-dire dans la consommation et la reproduction que consiste le mouvement qui condense la société et qui perpétue sa durée. C'est par là que les dépenses donnent vie à la production et que la production répare les dépenses.*

[47] GIDE et RIST, *déjà cité,* page 13.
[48] GIDE et RIST, *déjà cité,* page 13.
[49] Cité par R. GONNARD, Histoire des doctrines, p. 207.
[50] Cité par R. GONNARD, *déjà cité,* p. 207.

Cette circulation a, comme toutes les autres, des règles exactes de flux et de reflux, qui empêchent également et l'épuisement des canaux et leur engorgement.

Ce sont ces règles si importantes à connaître, non pour porter l'intervention d'une main téméraire dans des conduits dont le jeu naturel dépend uniquement de l'impulsion qui leur est propre et qui ne souffrent aucun secours étrangers, mais pour éviter ce qui peut leur nuire : ce sont ces règles si importantes, et néanmoins si peu connues, que nous allons anatomiser "[51].

C'est seulement en 1766, huit ans après la publication de la première version, qu'il publie un article dans le Journal de l'Agriculture, du Commerce et des Finances, article intitulé « Analyse du Tableau Economique », qui contient la version à laquelle il est généralement fait référence, notamment en ce qui concerne la version chiffrée du Tableau Economique[52] (voir tableau ci-après).

Trois classes sociales doivent être distinguées : la **classe productive**, la **classe des propriétaires** et la **classe stérile**.

La **classe productive** est celle qui fait naître, par la culture du territoire, les richesses annuelles de la nation, qui fait les avances des dépenses des travaux de l'agriculture et qui paie annuellement les revenus des propriétaires fonciers.

La c**lasse des propriétaires** comprend le souverain, les possesseurs de terres et les décimateurs (ceux qui avaient le droit de lever la dîme dans les paroisses). Cette classe subsiste par le revenu ou le produit net de la culture, qui lui est payé annuellement par la classe productive, après que celle-ci a prélevé, sur la reproduction qu'elle fait renaître annuellement, les richesses nécessaires pour se rembourser de ses avances annuelles et pour entretenir ses richesses d'exploitation.

La **classe stérile** est formée de tous les citoyens occupés à d'autres services et à d'autres travaux que ceux de l'agriculture, et dont les dépenses sont payées par la classe productive et par la classe des propriétaires qui, eux-mêmes, tirent leur revenu de la classe productive »

[51] Cité par Henri DENIS, déjà cité, p. 36.
[52] Cet article est disponible in extenso à l'adresse Internet suivante : http://www.ecn.bris.ac.uk/het/quesnay/TABLEAU.html

Une des versions originales du Tableau économique de QUESNAY

La *classe des propriétaires* comprend le Souverain, les Possesseurs des terres ,

La *classe stérile* est formée de tous les citoyens occupés à d'autres services & à d'autres travaux que ceux de l'agriculture

On considère dans la formule du *Tableau économique*,

D'abord,	LES AVANCES ANNUELLES de la *classe productive,* montantes à *deux milliards* qui ont produit *cinq milliards,* dont *deux milliards* sont en *produit net ou revenu.*
Ensuite	LE REVENU de *deux milliards* pour les *propriétaires,* dont *un milliard* se dépense en achats à la *classe productive & l'autre milliard* en achats à la *classe stérile.*
Enfin	LES AVANCES de la *classe stérile* de la somme d'*un* milliard qui se dépense par la *classe stérile* en achats de matieres premieres à la *classe productive.*

Ainsi la *classe productive* vend pour *un milliard* de productions aux *propriétaires* du *revenu,* & pour *un milliard* à la *classe stérile* qui y achete les matieres premieres de ses ouvrages, ci.	2 milliards.
Le *milliard* que les *propriétaires* du *revenu,* ont dépensé en achats à la *classe stérile,* est employé par cette classe pour la subsistance des Agens dont elle est composée, en achats de productions prises à la *classe productive,* ci	1 milliard.
TOTAL des achats faits par les *propriétaires* du *revenu,* & par *la classe stérile* à la *classe productive,* ci- contre. . .	3 milliards.

Source : Texte paru dans le tome II, 3ème partie du *Journal de l'agriculture, du commerce & des finances* (juin 1766 : 11-41). Il était précédé d'une introduction sous le titre « Tableau économique ». La pagination mentionnée est celle du tome cité du Journal. L'orthographe et la ponctuation originales ont été, sauf erreurs, conservées. Le texte ne comporte aucun graphe. Il constitue la version initiale du texte généralement utilisé à l'heure actuelle. Disponible sur internet à http://www.efm.bris.ac.uk/het/quesnay/Tab1766.html

Le tableau présenté par QUESNAY reste difficile à comprendre. La version qu'en donne Marc BLAUG, dans son ouvrage, La pensée économique, est généralement considérée comme plus simple à appréhender. Elle se présente sous la forme d'un tableau entrées/sorties que nous allons remplir en 3 étapes successives.

I - Fermiers

	Fermiers	Propriétaires	Artisans & services	Total Production
Fermiers	2	1	2	5
Propriétaires	2			
Artisans & services	1			
Total Dépenses	5			

Lecture en ligne : Les fermiers produisent 5 milliards. Cette production de 5 milliards est répartie de la façon suivante. 2 milliards sont conservés par les fermiers, 1 milliard va aux propriétaires et 2 milliards vont aux artisans et personnels de services (classe stérile).

Lecture en colonne : Les fermiers dépensent leur 5 milliards de la façon suivante : ils s'achètent 2 milliards à eux-mêmes. Ils paient 2 milliards aux propriétaires pour l'utilisation des terres. Ils paient un milliard aux artisans pour l'achats de leurs produits.

II - Artisans et personnels de services

	Fermiers	Propriétaires	Artisans & services	Total Production
Fermiers			2	
Propriétaires			0	
Artisans & services	1	1	0	2
Total Dépenses			2	

Lecture en ligne : Les artisans et personnels de service produisent pour 2 milliards. 1 milliard va aux fermiers et 1 milliard va à la classe des propriétaires.

Lecture en colonne : Les artisans et personnels de service dépensent leurs 2 milliards auprès des fermiers en produits agricoles

III - Propriétaires

	Fermiers	Propriétaires	Artisans & services	Total Production
Fermiers		1		
Propriétaires	2	0	0	**2**
Artisans & services		1		
Total Dépenses		**2**		

Lecture en ligne : Les propriétaires ont un revenu de 2 milliards. C'est la « valeur ajoutée » par leur terres. Ce sont les fermiers qui leur versent ces deux milliards.

Lecture en colonne : Ils dépensent 1 milliard en produits agricoles et 1 milliard en produits artisanaux et personnels de service.

Regroupement des 3 tableaux précédents en un seul

	Fermiers	Propriétaires	Artisans & services	Total Production
Fermiers	2	1	2	**5**
Propriétaires	2	0	0	**2**
Artisans & services	1	1	0	**2**
Total Dépenses	**5**	**2**	**2**	**9**

Ce tableau représente le circuit macroéconomique selon QUESNAY

F - QUESNAY, précurseur de KEYNES ?

À plusieurs égard, QUESNAY peut être considéré comme un précurseur de KEYNES :

- d'une, parce que le Tableau Economique est l'ancêtre de la comptabilité nationale.
- Ensuite, parce que QUESNAY est à l'origine de la notion de circuit économique.
- Enfin, parce que QUESNAY, de façon sans doute un peu floue, avait perçu la notion de multiplicateur. Pour les Physiocrates en effet, plus la richesse est élevée et plus les salaires augmentent. Pour QUESNAY, la hausse des salaires est un symptôme de prospérité générale... C'est à la fois un effet de l'accroissement de la richesse et une condition d'un accroissement encore

plus grand. C'est ainsi que l'on a pu dire que QUESNAY était un précurseur de KEYNES et de la théorie du multiplicateur qui veut que la dépense engendre un revenu qui lui même est dépensé, ce qui engendre une nouvelle dépense et ainsi de suite avec à chaque fois une augmentation de revenu.

G – Taôisme, physiocratie et ordre spontané

Un article de Christian GERLACH intitulé "Wu-Wei in Europe : A study of Eurasian Economic thought" explique que le "laissez-faire" des physiocrates et leur conception d'un ordre naturel dans lequel l'Etat ne doit pas intervenir vient en fait de la philosophie taôiste chinoise telle qu'elle fut rapportée en Europe par les missionnaires jésuites. Lǎo ZI (nom qui signifie littéralement « vieil enfant » ou « maître Lao ») est un philosophe chinois qui aurait vécu au VIe siècle av. J.-C.

Le texte de Christian GERLACH retrace l'influence du concept chinois de "Wu-wei" sur QUESNAY (et donc sur Adam SMITH via QUESNAY). "Wu-wei" signifie "*action par non-action*" ou "*doing nothing, yet there is nothing that is not done*" (Ne pourrait-on pas traduire cette phrase par « *Laissez faire, laissez passer, le monde va de lui-même*. » de MONTCHRESTIEN)?

Pour appliquer le principe du Wu-wei, l'Etat doit agir le moins possible et paradoxalement, c'est en agissant le moins possible que tout ce qui s'accomplit de soi-même l'est en plein accord avec les besoins de l'Etat. La politique du "*wu-wei erzhì*" signifie littéralement que "*ordre et équilibre sont obtenus sans l'intervention de l'Etat*".

Aussi ne peut-on conclure sur cette phrase de TURGOT sans y voir une amusante analogie avec le principe du Taôisme : "*Ce que l'Etat doit à chacun de ses membres c'est la destruction des obstacles qui les gêneraient dans leur industrie (...). Les hommes sont-ils puissamment intéressés au bien que vous voulez leur procurer ? LAISSEZ-LES FAIRE. Voilà le grand, l'unique principe.* "

Mais toute conclusion est relative et, anticipant sur les courants de pensée plus contemporains, indiquons dès maintenant que selon l'anarcho-capitaliste proto libertarien Murray ROTHBARD (1926-1995), le Taôiste CHUANG-CHU (-369 à -286 av. J.-C.) fut le découvreur de la notion **d'ordre spontané**, notion culte qu'on avait longtemps imprudemment attribué à Adam SMITH[53] (1723-1790), puis à Pierre-Joseph PROUDHON (1809-1865) , puis finalement à Friedrich August Von HAYEK (1899-1992). En fait non. Tout ceci n'était que billevesées. Selon ROTHBARD, et bien avant ces trois auteurs, c'est CHUANG-CHU qui aurait dit « *Good order results spontaneously when things are let alone* ». Autrement dit : « *Le bon ordre résulte spontanément lorsque les choses sont laissées à elles-mêmes* ».

[53] Qui préférait parler pour sa part de « main invisible ».

Deuxième partie
La révolution industrielle

Chapitre 5
La révolution industrielle

« *Pour qu'une chose soit parfaite, il faut qu'elle soit inventée en France et travaillée en Angleterre* » (Propos d'un fabricant suisse de textile, 1766) [54].

0 - Introduction
1- Les débuts de la révolution industrielle
- A - Les industries motrices
  - 1) Le textile
  - 2) L'énergie
  - 3) La métallurgie
- B - Le mouvement des enclosures
- C - Le déclin de la population agricole
- D - Les progrès de productivité dans l'agriculture

2 - Autres aspects de la révolution industrielle anglaise
- A - Le développement des transports
  - 1) L'essor des canaux et routes
    - a) Les canaux
    - b) Les routes
  - 2) Les débuts du chemin de fer
- B - Machines outils et éclairage au gaz
- C - L'accroissement démographique

3 - La révolution industrielle dans le reste du monde
- A - Aux Etats-Unis
  - 1) L'émancipation progressive à l'égard de l'empire britannique
  - 2) La notion de frontière
- B - La lente industrialisation de la France
  - 1) Les facteurs propices à l'industrialisation
  - 2) Les nombreux freins à l'industrialisation
    - a) La faible croissance démographique
    - b) La relative prospérité de l'agriculture
    - c) L'esprit d'entreprise bridé
    - d) Le protectionnisme
- C - Le Zollverein, socle de la révolution industrielle allemande
- D - En Russie et au Japon, c'est l'Etat qui dirige l'industrialisation
  - 1) La fin du servage et les débuts de l'industrialisation en Russie
  - 2) L'ère du Meiji et l'essor industriel du Japon

4 - Origines, conséquences et prolongements de la révolution industrielle
- A - Le renforcement des droits de propriété, base de la révolution industrielle
- B - L'opposition du capital et du travail
- C - La seconde révolution industrielle
- D - Les cycles économiques
  - 1) Le cycle KITCHIN
  - 2) Le cycle JUGLAR
  - 3) Le cycle KUZNETS
  - 4) Le cycle KONDRATIEV

[54] Cité par Jacques BRASSEUL, 1998, « Une revue des interprétations de la révolution industrielle », *Région et Développement* , numéro 7, 1998, page 47, tiré de W.W. ROSTOW, 1985, "The World Economy since 1945 : A Stylized Historical Analysis", *Economic History Review*, vol 38(2).

0 – Introduction

La vie moderne nous a habitué au progrès technologique continu, lui-même à l'origine d'une amélioration permanente des niveaux de vie. Cependant, ce processus de changements technologiques rapides est un phénomène historiquement récent, qui a débuté avec la **Révolution industrielle**, il y a environ 250 ans, vers 1760, en Angleterre. Avant cette période, le progrès technique existait, mais n'était ni continu, ni cumulatif. Des inventions importantes, révolutionnaires, avaient bien été faites, mais peu d'entre elles s'étaient répandues, certaines avaient même été oubliées. Ce n'est que depuis la révolution industrielle que le progrès technique est continu et cumulatif et en accélération.

Les historiens ont longuement étudié cette singularité que constitue la Révolution industrielle anglaise, entre 1760 et 1830, qui s'est diffusée ensuite à l'Europe continentale, à l'Europe du Nord, puis au reste du monde. Après avoir retracé à grands traits cette épopée, nous reviendrons en conclusion sur les origines profondes de la révolution industrielle.

1 – Les débuts de la révolution industrielle anglaise

A – Les industries motrices

Trois industries sont particulièrement concernées[55] : le textile, l'énergie et la métallurgie.

1) Le textile

L'innovation dans l'**industrie textile**, tout particulièrement dans le **secteur du coton**, est le point de départ de la révolution industrielle. Une **vague d'inventions** a en effet révolutionné les méthodes de filage, de tissage et d'impression des motifs et des couleurs (voir le panneau synoptique ci-après).

Cette industrie fut la première à être mécanisée. En effet, lorsqu'en 1733 John KAY (1704-1780) inventa la **Flying Shuttle** (navette volante) la production textile était encore réalisée soit à domicile, soit dans des ateliers artisanaux. C'était le plus souvent un revenu complémentaire acquis pendant les temps morts de l'agriculture.

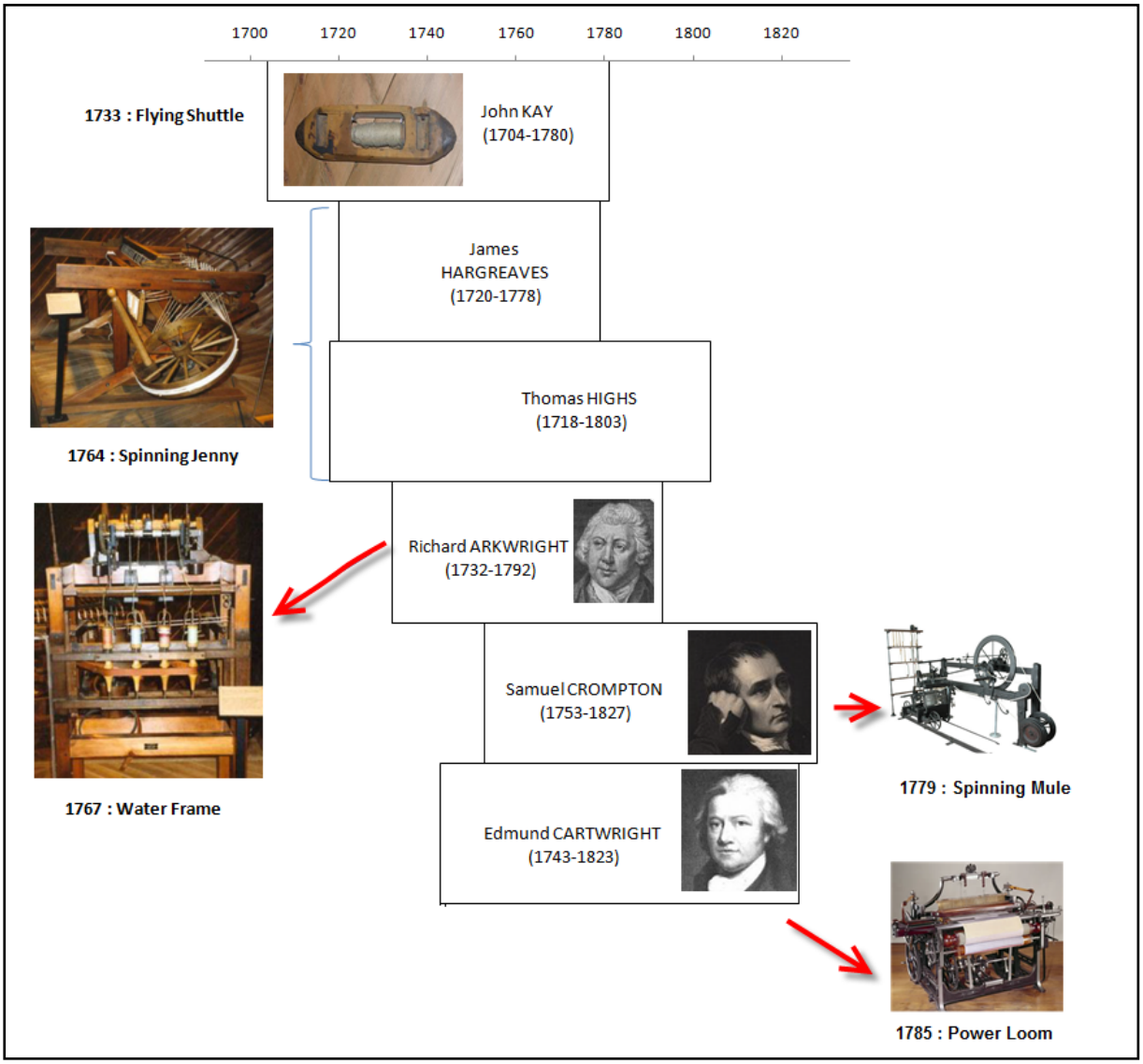
Or la navette volante permettait de tisser quatre fois plus vite et des tissus plus larges. D'autres inventions suivirent :

- 1764, James HARGREAVES (1720-1778) et Thomas HIGHS (1718-1803) brevetèrent une machine plus perfectionnée baptisée **Spinning Jenny**
- 1767 : Richard ARKWRIGHT (1732-1792) breveta la **Water Frame**.
- 1779 : Samuel CROMPTON (1753-1827) créa la **Spinning Mule** qui mettait en œuvre 400 broches à la fois (eau ou charbon nécessaire).
- 1785 : Edmund CARTWRIGHT (1743-1823) inventa la **Power Loom**, premier métier à tisser mécanique.

[55] Voir, David N. Weil, 2005, *Economic Growth*, chapitre 9**,** Addison-Wesley ,

La production fut concentrée dans des manufactures, utilisant une très importante main-d'œuvre dans de mauvaises conditions d'hygiène, d'éclairage, de bruit et de sécurité. En 1800, 80% du coton était tissé mécaniquement dans le Lancashire. En 1815 : on trouvait en Angleterre 2500 métiers mécaniques contre 250 000 à bras.

Les principales étapes de la mécanisation de l'industrie textile



On a pu mesurer que le temps nécessaire à un ouvrier pour filer une livre de coton est passé de 500 heures à 3 heures[56]. Dès lors, la production anglaise de textiles allait être multipliée par 125 entre 1770 et 1841, tandis que les prix entamaient un processus de baisse vertigineux[57]. C'est de cette époque que date la généralisation du port des sous-vêtements dans les classes populaires.

[56] Voir, David N. Weil, 2005, *déjà cité, p. 244.*

[57] Voir Knight C. HARLEY, 1998, "Cotton textile prices and the industrial revolution." *The Economic History Review*, 51, 49-83.

2) L'énergie

Avant la révolution industrielle, les seules sources d'énergie disponibles étaient le vent, l'eau et l'énergie humaine et animale brutes. Dès lors, l'apparition de la **machine à vapeur**, où la combustion du charbon produit de la vapeur, laquelle vapeur, correctement canalisée, permet d'actionner un mécanisme comme une roue ou un piston, allait représenter une révolution.

Si la première machine à vapeur peut être considérée comme étant **l'éolipyle** inventée par HERON d'Alexandrie (grec ayant vécu au premier siècle après J.-C.) , les historiens datent en général l'invention du mécanisme moderne de transformation de la vapeur en énergie mécanique de TAQI AL-DIN (1526-1585), philosophe, scientifique et astronome turque.

Mais ces inventions n'apparaissaient pas dans un climat propice. Et personne n'eut l'idée de les appliquer de façon systématique à des processus industriels.

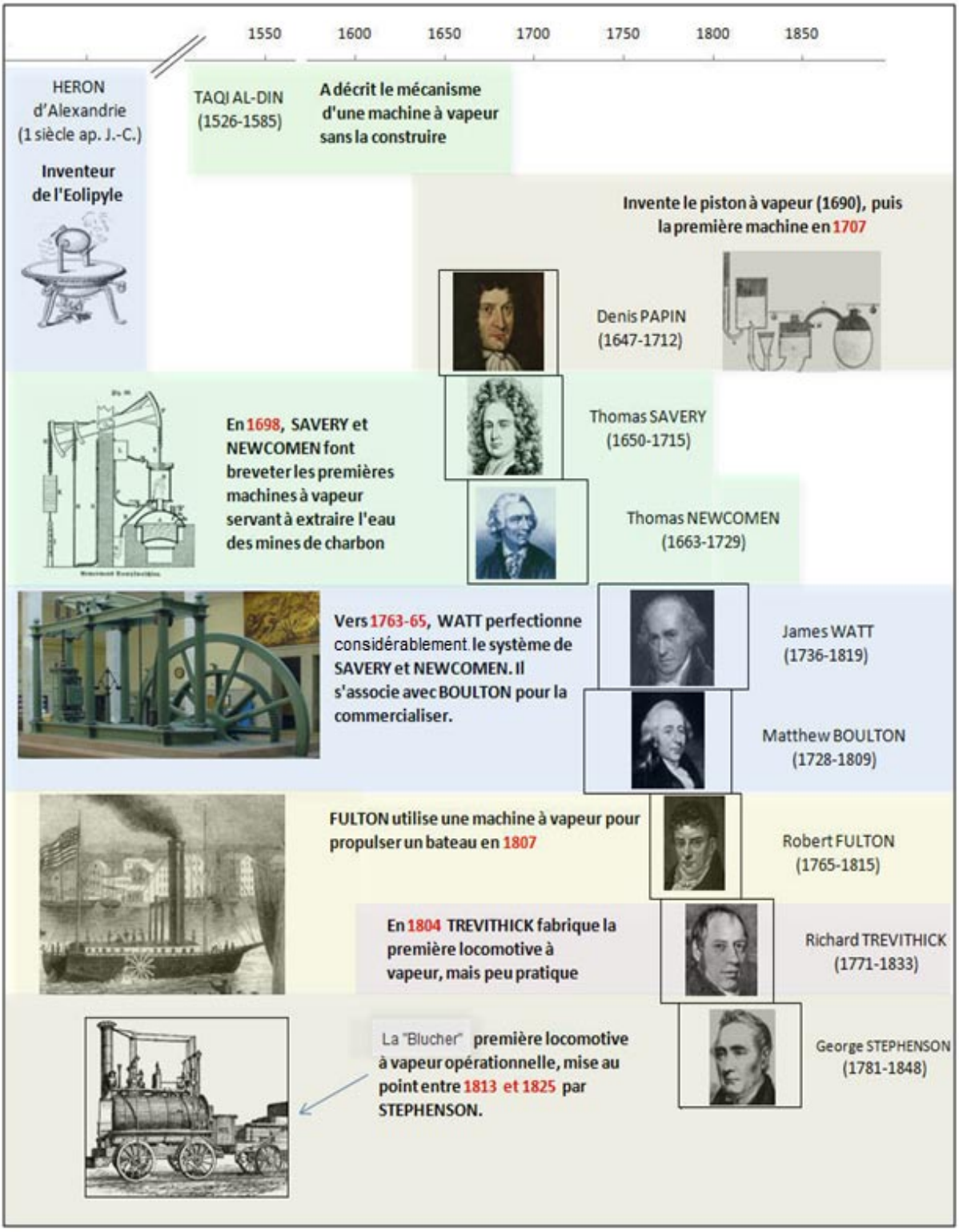
C'est finalement beaucoup plus tard que le français Denis PAPIN (1647-1712) devait mettre au point la première machine à vapeur (ce fut d'abord un piston en 1690, puis une machine en 1707).

L'invention de PAPIN fut perfectionnée par Thomas SAVERY (1650-1715) en 1698, puis Thomas NEWCOMEN (1663-1729) qui firent chacun breveter des procédés d'extractions d'eau des mines de charbon à l'aide de machines actionnées par l'énergie extraite de la vapeur. Ces machines allaient conduire à l'exploitation de vastes gisements de charbon qui n'étaient utilisés jusque là que pour le chauffage. Ceci est un bon exemple d'une invention (la machine à vapeur) qui valorise une ressource (le charbon). Le **charbon** allait en effet devenir une source d'énergie majeure[58]. Entre 1750 et 1850, la production anglaise de charbon allait être multipliée par dix[59] .

L'invention de SAVERY et NEWCOMEN allait ensuite être savamment perfectionnée par James WATT (1736-1819) entre 1763 et 1765 qui allait y adjoindre un volant, un régulateur à boules, un tiroir à distribution de la vapeur, un balancier avec son parallélogramme articulé et un condensateur externe, toutes améliorations qu'il allait soigneusement breveter (pour des explications techniques et des schémas voir http://visite.artsetmetiers.free.fr/watt.html).

[58] Ce n'est que deux siècles et demi plus tard que l'on allait se préoccuper des conséquences dramatiques de la combustion du charbon sur l'environnement (production de CO^2 massivement envoyé dans l'atmosphère et responsable du réchauffement global [environ ½ degré centigrade au cours du 20ème siècle] selon les estimations raisonnables de l'ONU).
[59] WEIL, 005, déjà cité, p. 245.

L'invention de la machine à vapeur et ses applications sont au cœur de la révolution industrielle anglaise



On notera ainsi, un point sur lequel nous reviendrons plus loin, qui est que l'existence des brevets (protection de la propriété intellectuelle) allait jouer un rôle majeur dans l'accélération du progrès technique à partir de la Révolution industrielle. James WATT allait d'ailleurs s'associer avec Matthew BOULTON (1728-1809) pour produire une version commerciale qui connut un grand succès dans l'exploitation des mines.

Par ailleurs l'usage de la vapeur allait révolutionner les transports :

- Les **transports fluviaux**, avec l'utilisation d'un machine de BOULTON-WATT pour propulser un **bateau à vapeur** en 1807 par Robert FULTON (1765-1815)
- Les t**ransports ferroviaires** avec l'invention de la **locomotive à vapeur**. C'est un ingénieur anglais, Richard TREVITHICK (1771-1833), qui construisit la première locomotive à vapeur en 1804. Mais celle-ci n'était pas très pratique et peu rentable. Il fallut attendre 1813 pour que George STEPHENSON (1781-1848) persuade le directeur de la houillère dans laquelle il travaillait de le laisser construire une machine à vapeur. Il construisit alors **la Blücher, première locomotive à roues adhérentes**. Peu de temps après, le 27 septembre 1825, la compagnie du chemin de fer **Stockton and Darlington** ouvrit sa première ligne et c'est STEPHENSON qui conduisit lui-même sa machine, devant une foule énorme venue saluer l'événement.

Ainsi qu'on l'a indiqué plus haut, le chemin de fer était en concurrence avec le transport fluvial, mais il s'imposa grâce à la possibilité de construire des lignes de chemin de fer là où les canaux étaient impraticables.

3) La métallurgie

Grâce à l'usage des machines-outils utilisant l'énergie issue de la vapeur (par exemple pour refroidir le métal en fusion), mais aussi grâce à des procédés de fabrication nouveau (mise au point du « puddlage [60]» par HENRY CORT [1740-1800] qui le breveta en 1784) et des moyens de transports plus pratiques et rapides, le coût de production et de transport du fer a considérablement baissé à partir des années 1760 à la suite du remplacement du bois par le charbon, d'une part, et d'une série d'inventions d'autre part. La production anglaise de fer augmenta massivement (voir le graphique ci-après). Le fer put alors être utilisé en grande quantité dans la production de ponts, de chemins de fer et d'immeubles.

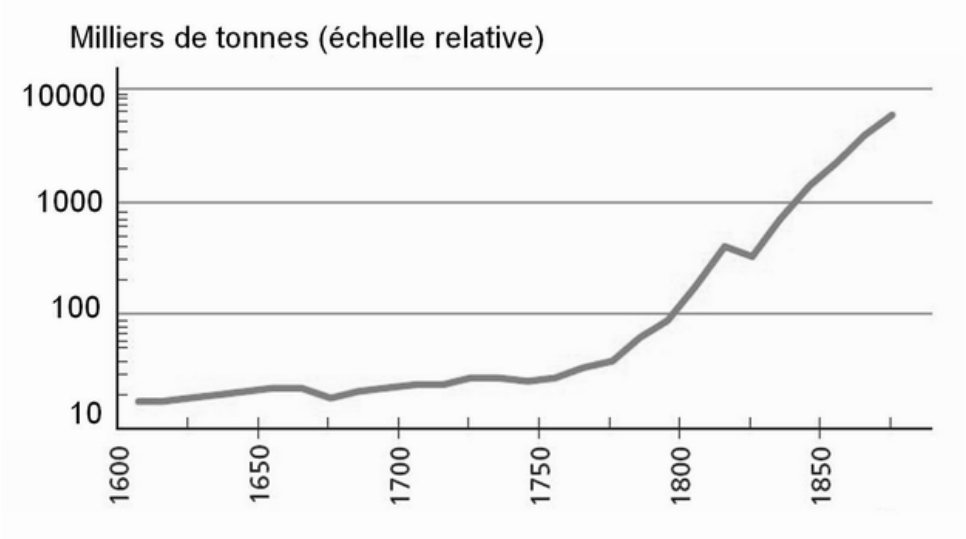
[60] Procédé d'affinage de la fonte consistant à la décarburer (brasser) dans un four à l'aide de scories oxydantes pour obtenir du fer puddlé, plus souple que de la fonte. La fonte est affinée à très haute température dans un four spécifique. Le puddleur, l'ouvrier chargé de l'opération, est alors chargé de brasser (puddling) cette fonte en fusion à l'aide d'un long crochet appelé ringard. Le matériau peut ensuite être martelé, laminé ou forgé. Les arches de la gare de l'Est et la tour Eiffel à Paris sont ainsi réalisées en fer puddlé.

B – Le mouvement des enclosures

Le **mouvement des enclosures** résulte de la volonté des gros propriétaires terriens, de reprendre le contrôle de leurs terres, en faisant voter par le parlement des lois obligeant les propriétaires à enclore leurs propriétés (d'où l'appellation « enclosures »). Ce mouvement, débuté au Moyen-âge (et déjà critiqué par Thomas MORE [1478-1535] comme on l'a vu dans le chapitre 3), s'est accentué à partir de 1700 et poursuivi tout au long du 18ème siècle, pour culminer avec l'**enclosure Act de 1801**. Les historiens considèrent qu'il était pratiquement achevé vers 1810[61].

Contrairement à une idée répandue, le régime de la propriété privée existait avant le mouvement des enclosures, mais sa complexité et l'absence de clôtures empêchait en pratique sa mise en application. Ainsi, un propriétaire ne pouvait-il pas exclure de son bien les paysans qui y étaient installés ou qui venaient y faire paître leurs bestiaux, chasser, pêcher, faire diverses cueillettes, organiser des fêtes, etc.

Production anglaise d'acier de 1600 à 1850



Source: P. RIDEN. , 1977, The Output Of The British Iron Industry Before 1870. Economic History Review, vol 30, p. 442-59.

Les plus gros propriétaires voyaient bien que ce système les empêchait d'exploiter rationnellement et productivement leurs terres. Mais les petits et moyens propriétaires, très nombreux, y étaient hostiles car, à court terme, ils gagnaient bien plus qu'ils ne perdaient à ce qu'il perdure[62]. Beaucoup d'entre eux en effet, n'avaient pas les moyens d'enclore leurs propriétés. Par ailleurs, leur propriété une fois enclose ne leur aurait peut-être pas rapporté autant que la possibilité de piocher dans les communs à volonté, sans jamais réaliser aucun investissement de

[61] Voir par exemple Maurice NIVEAU et Yves CROZET, 2000, *Histoire des faits économiques contemporains*, PUF (première édition en 1966), page 18 et suivantes.

[62] À long terme, ils étaient perdants, bien sûr, car sans le mouvement des enclosures, la croissance économique n'auraient pas pu démarrer et la révolution agricole non plus. Mais ils ne voyaient évidemment que leur intérêt le plus immédiat. Les landlords aussi, mais il se trouve que leur intérêt immédiat coïncidait avec l'intérêt à long terme de l'Angleterre.

productivité. Quant aux plus pauvres, les plus nombreux aussi, ils avaient évidemment intérêt à ce qu'un système basé sur la confusion et les grands principes perdure.

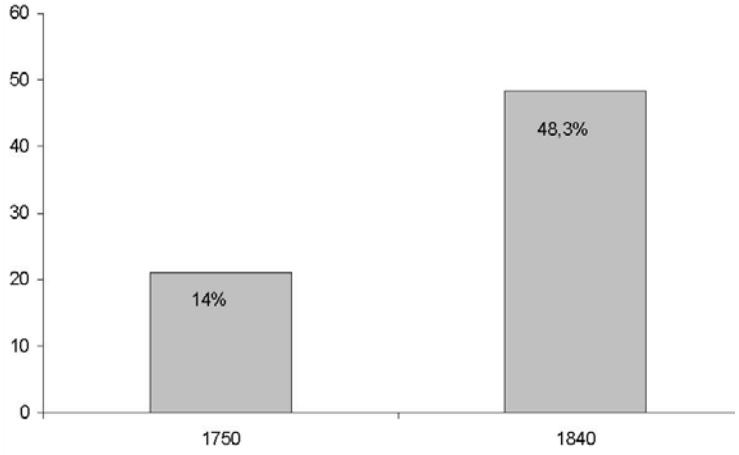
Toutefois, le pouvoir politique des Landlords leur a permis d'imposer les « enclosures acts », lois les autorisant à enclore ou, plus précisément, obligeant tout propriétaire à enclore sa propriété. De vastes domaines furent alors enclos et exploités rationnellement, générant d'importants progrès de productivité. À l'inverse, des populations entières n'eurent alors d'autre choix que de quitter les campagnes pour aller vers les villes. C'est cette main-d'œuvre qui a servi à l'essor des industries textiles, minières et métallurgique.

C – Le déclin de la population agricole

Les progrès industriels et le mouvement des enclosures ont abouti à l'augmentation de la population des villes industrielles et au déclin de la population des campagnes ; Le déclin de la population agricole résultant des enclosures s'est fait au profit de l'industrie. Le graphique 2 montre que le **taux d'urbanisation** (pourcentage de la population totale habitant dans des villes) a été multiplié par 3,4 en 90 ans, passant de 14% en 1750 à 48,3% en 1840. Dans le même temps, à titre de comparaison, le taux d'urbanisation de la France passait de 10,3 à 14%. On voit donc, par cette double comparaison (dans le temps et entre l'Angleterre et la France), combien cette modification de la composition de la population place l'Angleterre dans la position singulière de leader de la révolution industrielle.

Le graphique ci-après illustre l'évolution du pourcentage de la population agricole entre 1750 et 1850. On voit que ce pourcentage est passé de 46% à 28,6% pour l'Angleterre. Le schéma d'évolution est le suivant : la population agricole a quitté les campagnes pour aller dans les villes. Ceci a fourni une main-d'œuvre bon marché et favorisé l'essor de l'industrie.

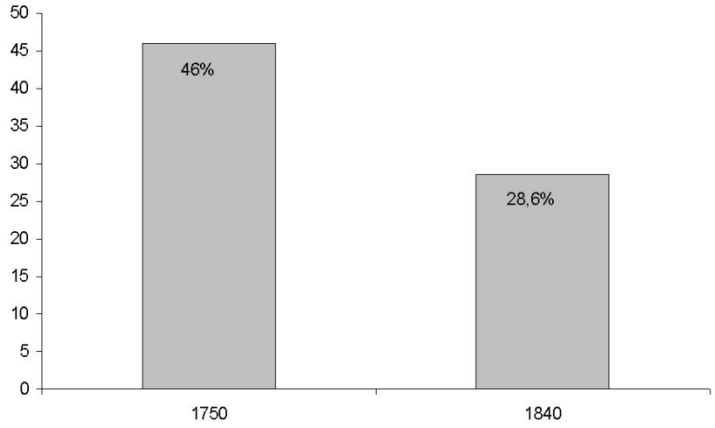
Evolution du taux d'urbanisation en Angleterre au cours de la révolution industrielle



Source : Jacques BRASSEUL, 2001, déjà cité, Tableau 13, p. 191.

Mais ce déclin de la population agricole n'a été possible que grâce aux progrès de l'agriculture, eux-mêmes favorisés par le mouvement dit des « enclosures ».

Evolution du pourcentage de la population agricole entre 1750 et 1850



Source : Jacques BRASSEUL, 2001, déjà cité, Tableau 13, p. 191.

D – Les progrès de productivité dans l'agriculture

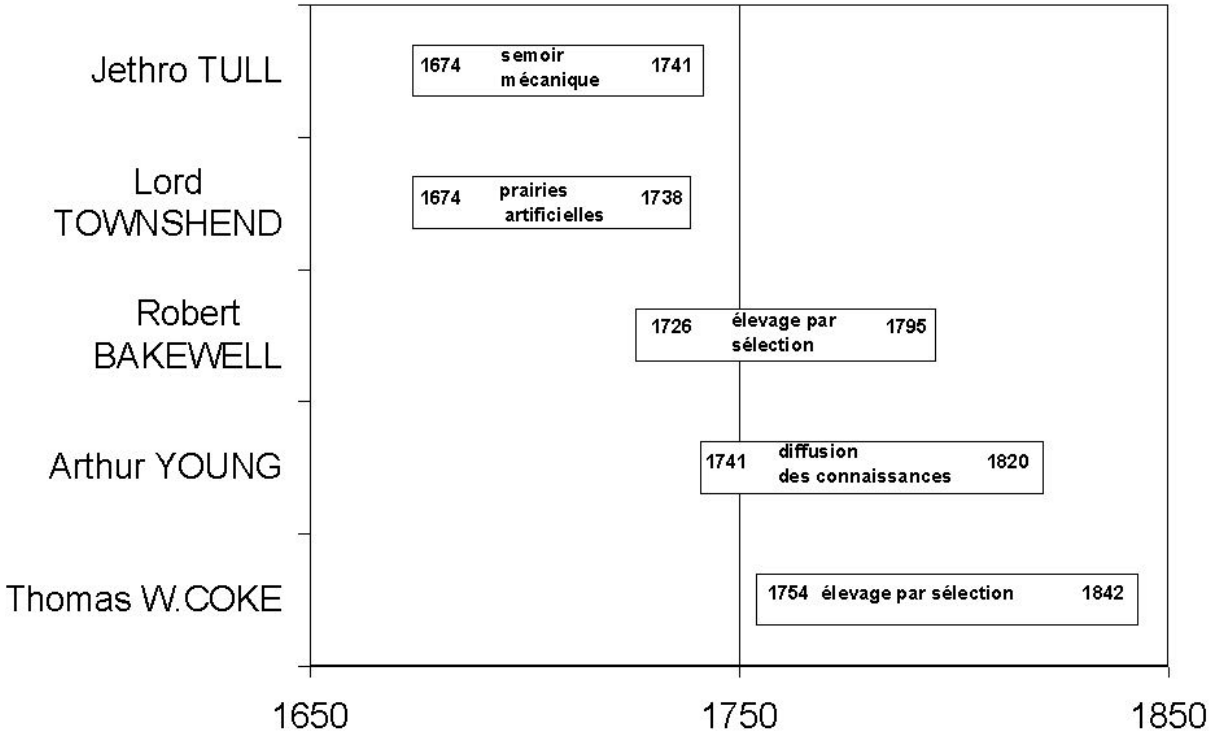
Les enclosures ont engendré un fort mouvement de concentration des terres. Les petits et moyens propriétaires n'ont souvent eu d'autres choix, à défaut d'enclore leurs terres, que de les vendre aux **landlords**, qui allaient bientôt devenir des **gentlemen farmers**.

L'appellation de *gentleman farmer* date de cette époque, quand la noblesse et la **gentry** (littéralement : « les gens de la haute société »), s'est mise à s'intéresser à la mise en valeur des terres et à posséder les moyens juridiques lui permettant de récupérer les bénéfices de ses investissements.

C'est dans les grandes exploitations du comté de Norfolk (façade Est de la l'Angleterre, à la hauteur des Pays-Bas) que le mouvement de modernisation de l'agriculture allait débuter et se diffuser progressivement à toutes les campagnes anglaises, sous l'impulsion de gros propriétaires terriens tels que : Jethro TULL (1674-1741, invention et introduction du semoir mécanique), Lord TOWNSHEND (1674-1738), pratique de l'assolement, création de prairies artificielles pour mieux nourrir le bétail en hiver), Robert BAKEWELL (1726-1795), Arthur YOUNG (1741-1820) et Thomas W. COKE (1754-1842).

Ces innovations de productivité et l'accueil de plus en plus favorable qui leur était réservé parmi les propriétaires terriens soucieux d'améliorer la rentabilité de leurs exploitations ont permis d'augmenter de façon considérable la productivité et la production agricoles.

Principaux promoteurs de la révolution agricole anglaise au 18ème siècle



Ainsi, tandis que les campagnes se vidaient de leurs éléments improductifs pour aller nourrir la grande industrie des villes, les progrès de la production agricole allaient permettre de nourrir cette nouvelle population urbaine. En outre, vers la même époque, ainsi que nous le verrons dans le chapitre suivant en étudiant la pensée de David RICARDO (1772-1823), l'Angleterre n'allait pas tarder à s'ouvrir au libre-échange sous l'impulsion des industriels et au grand dam des propriétaires terriens, ce qui contribua à maintenir la nourriture à bas prix (en particulier le pain) et donc aussi les salaires[63].

---

[63] Mentionnons que sont réunis ici les éléments du débat entre les tenants de la **sécurité alimentaire** et les **partisans du libre-échange**. Les premiers soutiennent que c'est grâce à la révolution agricole anglaise que l'Angleterre put résister efficacement au **blocus continental** (1806-1813) instauré par NAPOLEON. Les seconds répliquent que c'est l'ouverture au libre-échange qui a favorisé l'essor industriel de l'Angleterre, donnant des débouchés à ses produits. Selon Bertrand de JOUVENEL : « [Les mesures prises dans le cadre de la politique du blocus ont] "*provoqué de profonds et durables changements dans les courants commerciaux internationaux et dans la structure économique de l'Europe. C'est alors que le sucre de betterave a commencé à remplacer le sucre de canne. C'est l'occasion du conflit de vingt-trois ans qui a permis aux États-Unis de devenir une grande puissance commerçante. C'est parce que Napoléon les a finalement entraînés dans une guerre contre l'Angleterre que, privés des objets manufacturés britanniques, ils ont fondé leurs propres fabriques qu'au rétablissement de la paix, ils défendront par des tarifs protecteurs. C'est à la faveur de l'exclusion des marchandises anglaises que s'est fondée l'industrie moderne de l'Allemagne. Son étouffement par les marchandises insulaires, affluant sitôt NAPOLEON défait, suscitera le tarif prussien, la campagne de LIST et enfin le Zollverein. Ainsi les deux grandes puissances économiques qui, au XX siècle, dépasseront l'Angleterre et la France, doivent leur premier essor au Blocus continental, comme les Etats de l'Amérique espagnole lui doivent leur indépendance.*", in Bertrand de JOUVENEL, *NAPOLEON et l'économie dirigée- le Blocus continental*, éditions de la Toison d'or, Bruxelles, 1942.

2 – Autres aspects de la révolution industrielle anglaise

Deux autres aspects de la révolution industrielle anglaise doivent être mentionnés : le développement de l'infrastructure des transports et la croissance démographique.

A – Le développement des transports

L'essor industriel et agricole de l'Angleterre n'aurait cependant pas pu avoir lieu sans le développement d'une infrastructure de transport. La particularité de ce développement est qu'il a reposé sur l'initiative privée, bel exemple de l'existence d'investissements à long terme qui relèvent de l'initiative privée et qui néanmoins sont dans l'intérêt le plus essentiel du progrès économique d'une nation.

1) L'essor des canaux et routes

L'essor des canaux et des routes c'est fait sur la base d'initiatives privées. En ce qui concerne les routes, en particulier, l'idée de construire des routes et de les rentabilise au moyen de péages a donné naissance en Angleterre à des entreprises spécialisées, les **turnpike trusts**.

a) Les canaux

C'est d'abord l'**essor des canaux** qui a considérablement réduit le coût de transport des marchandises sur de longues distances.

L'on a commencé à construire des canaux en Angleterre vers la fin du 18ème, afin de relier les principaux centres industriels des Midlands et du nord avec les ports anglais et en particulier Londres qui était à cette époque le centre manufacturier du pays. Ce fut la première technologie développée pour permettre le **transport de matières premières à travers le pays**. Le réseau national de canaux était pratiquement achevé vers 1820 et servit par la suite de modèle à la construction des chemins de fer qui devinrent un moyen de transport de marchandises plus rentable à partir de 1840.

Les très gros investissements nécessaires à la réalisation des canaux furent financés par des prêts bancaires. Plusieurs milliers de kilomètres de canaux furent ainsi construits par le **secteur privé**.

Le réseau de canaux construits par les anglais à l'aube de la Révolution industrielle est l'un des témoignages encore visible de cette époque.

b) Les routes

C'est ensuite la création de routes, qui facilita les flux de population et de marchandises entre les campagnes et les villes, sous l'impulsion d'hommes tels que John METCALF (1717-1810), Thomas TELFORD (1757-1834), et le célèbre John Loudon McADAM (1756-1836) qui est à l'origine d'un nouveau procédé de construction de routes aux surfaces moins rudes et plus dures en même temps, dont le nom est resté dans l'histoire sous l'appellation de « macadam ».

2) Les débuts du chemin de fer

Les débuts du **chemin de fer** sont plus tardifs (la première ligne de chemin de fer fut inaugurée en 1825). Contrairement à ce qui s'est passé dans des pays comme la France, l'Allemagne ou les Etats-Unis, ce n'est pas le chemin de fer qui a été le principal fer de lance de la révolution industrielle anglaise[64].

L'idée de faire circuler des véhicules sur des rails remonte à l'antiquité grecque avec le DIOLKOS (du grec « dia » qui signifie de part en part et « holkos » qui signifie transport) qui permettait de transporter les bateaux de part et d'autre de l'Isthme de Corinthe. Par la suite, l'idée a été reprise à travers les chariots hippomobiles qui circulèrent en France dès le 16ème siècle. Mais c'est bien sûr l'arrivée de la vapeur qui a permis l'essor du chemin de fer et sa contribution à la révolution industrielle **hormis l'Angleterre**.

B –Machines-outils et éclairage au gaz

L'invention ou le perfectionnement des machines outils dans divers domaines est également un aspect très important de l'accroissement de production caractéristique des débuts de la révolution industrielle.

Il en va de même de l'introduction progressive de l'**éclairage au gaz** qui, sous l'impulsion notamment de l'ingénieur et inventeur écossais William MURDOCH (1754-1839) a permis de favoriser les activités industrielles nocturnes dans les lieux jusque-là mal éclairés, avant que l'électricité ne donne un nouvel essor à la révolution industrielle.

C– L'accroissement démographique

Il est aujourd'hui admis par de nombreux spécialistes de l'histoire économique que la pression démographique est un des facteurs clé du développement de l'humanité[65]. On imagine mal en effet comment l'humanité aurait pu atteindre le niveau de développement technique qu'elle connaît aujourd'hui si la population mondiale était restée à son **niveau de l'an zéro de notre ère (soit environ 250 à 300 millions d'habitants)**. Il n'est donc pas étonnant que la révolution industrielle anglaise se soit accompagnée d'une très forte croissance démographique.

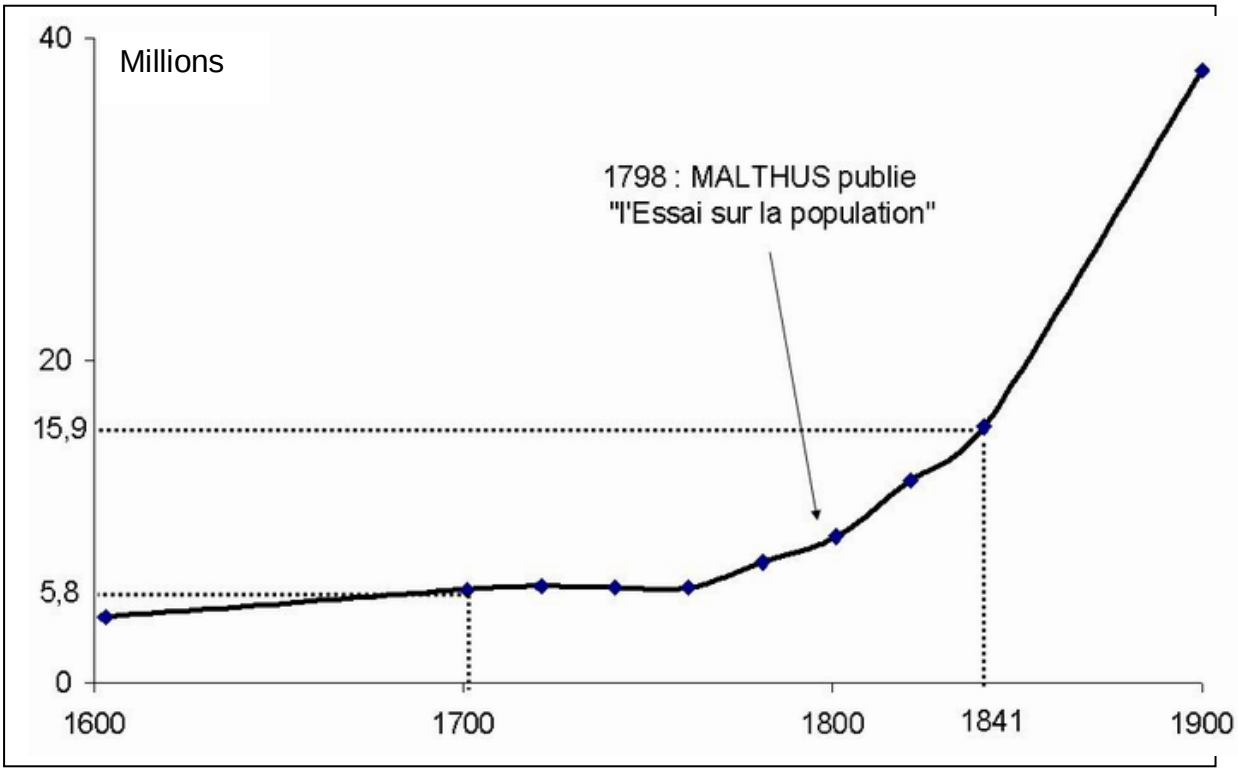
---

[64] NIVEAU et CROZET, 2000, déjà cité, p 21.

[65] Un des plus fervents partisans de cette thèse est Charles I. JONES, qui a écrit moult articles sur ce sujet, dont un résumé nous est fourni dans son excellent manuel *Théorie de la Croissance Endogène*, 2000, aux éditons de Boeck.

Entre 1701 et 1841, la population anglaise a pratiquement triplé, passant de 5,8 à 15,9 millions d'habitants (voir le graphique 5). Ce triplement est d'ailleurs à l'origine des inquiétudes du pasteur anglais Thomas Robert MALTHUS[66] (1766-1834), contemporain et ami intime de David RICARDO, dont nous étudierons les théories dans le prochain chapitre.

Evolution de la population anglaise de 1600 à 1900

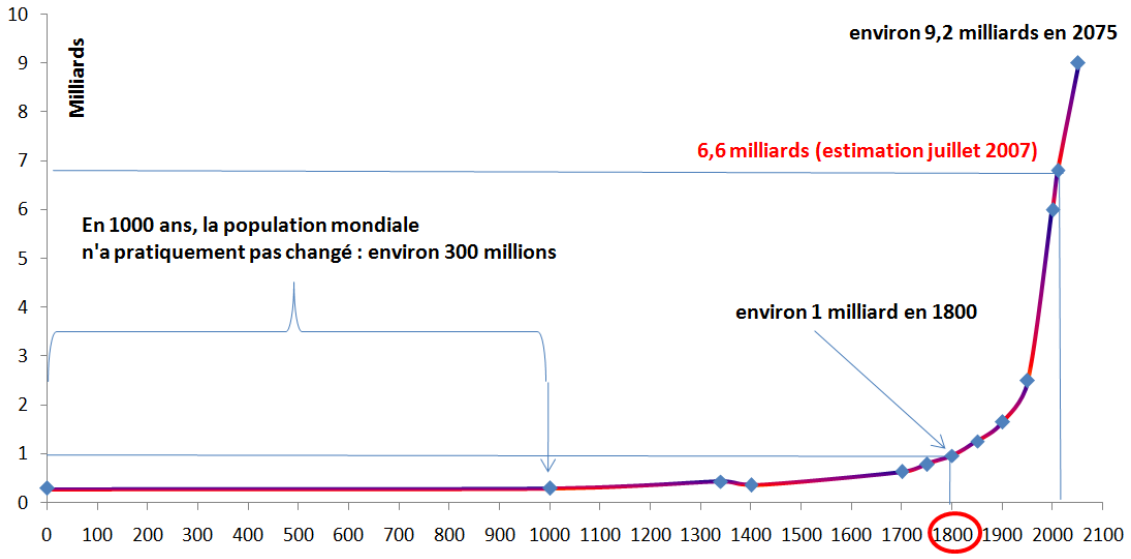


Source des chiffres : Hélène REY-VALETTE & Agnès d'ARTIGUES, 2003, *Histoire du capitalisme industriel*, éditons VUIBERT, collection Dynasup, page 39.

Il faut noter que c'est également de la révolution industrielle que date l'**accroissement exponentiel de la population mondiale**, accroissement qui semble néanmoins devoir s'infléchir si l'on en croît les prévisions de l'ONU. Le graphique ci-après indique l'évolution probable de la population mondiale (les données antérieures à 1950 correspondent aux calculs effectués par le *US Bureau of Census* et les données postérieures à 1950 proviennent de la division de la population des Nations Unies (la source précise des chiffres et les fourchettes d'évaluation pour les chiffres anciens sont données dans un tableau comparatif très complet, disponible sur le site de Wikipedia). On voit clairement que c'est à partir de la révolution industrielle que la population mondiale connaît une accélération : entre 1800 et 2010, la population mondiale est passée d'environ 1 milliard à environ 7 milliards !

[66] L'*Essai sur le principe de population* de Thomas MALTHUS date de 1798.

Evolution de la population mondiale depuis l'an 0



3 – La révolution industrielle dans le reste du monde

A – Aux Etats-Unis

1) L'émancipation progressive à l'égard de l'empire britannique

Le développement économique des Etats-Unis se fait par émancipation progressive à l'égard de l'empire britannique. C'est le 16 décembre 1773 que les colons jetèrent une cargaison de thé dans le port de Boston, déclenchant ainsi la guerre avec la métropole, guerre qui devait se solder par l'indépendance 10 ans plus tard. L'indépendance date officiellement du **4 juillet 1776** et est célébrée chaque année par une fête nationale qui donne lieu à des feux d'artifice, des parades, des barbecues, des pique-niques, des matchs de baseball, etc.. Grâce aux vagues de peuplement en provenance de l'Europe et à la conquête de l'Ouest américain, on assiste au peuplement de cet immense pays (superficie actuelle : 9,8 millions de km2 soit plus du double de l'Union Européenne à 27 qui ne représente que 4,3 millions de km2) . Malgré le flux important d'émigration, la croissance économique américaine a manqué de main-d'œuvre et a de ce fait été beaucoup plus rapidement mécanisée que celles des pays européens.

Dès les premières années de l'indépendance, il apparaît clairement que l'émancipation économique des anciennes colonies est inévitable. Cela n'empêche cependant pas l'Angleterre et les Etats-Unis de conserver des relations économiques et commerciales privilégies, basées sur la plus grande compétitivité de l'industrie anglaise sur ses rivales européennes. Ainsi que le notait déjà TALLEYRAND (1754-1838), dans un mémoire : « *L'Amérique a besoin de recevoir de l'Europe non seulement une grande partie de ce qu'elle consomme intérieurement, mais aussi une grande partie de ce qu'elle emploie pour son commerce extérieur. Or, tous les objets sont fournis à l'Amérique si complètement par l'Angleterre, qu'on a lieu de douter si dans les temps de la plus sévère prohibition [c'est-à-dire avant l'indépendance] l'Angleterre jouissait plus exclusivement de ce privilège avec ce qui était alors ses colonies qu'elle n'en jouit actuellement avec les Etats-Unis indépendants. Les*

causes de ce monopole sont au reste facile à assigner : l'immensité de la fabrication qui sort des manufactures anglaises, la division du travail à la fois principe et conséquence de cette fabrication …, ont donné moyen aux manufacturiers anglais de baisser le prix de tous les articles d'un usage journalier au-dessous de celui auquel les autres nations ont pu le livrer jusqu'à ce jour.[67] »

2) La notion de frontière

L'existence d'une **frontière à l'Ouest** ouvre des débouchés sans cesse renouvelés et génère une frénésie d'activité propice à l'innovation et à la croissance. Contrairement à ce que l'on pourrait imaginer, ce ne sont pas les premiers colons qui se lancent à la conquête de l'Ouest, mais les plus récemment arrivés. Ainsi, on a l'image du peuplement d'un espace où ceux qui arrivent en premier s'installent sur place et où ce sont les suivants qui trouvent les premières places occupées, progressent toujours plus loin vers l'Ouest. Plus rares sont ceux qui, installés dans l'Est ont décidé de poursuivre vers l'Ouest.

La population américaine passe de 5 à 50 millions entre 1790 et 1834, sous l'effet d'une très forte natalité, d'une faible mortalité due à la jeunesse de la population et enfin grâce à l'immigration. Malgré cette croissance, la main-d'œuvre manque encore plus que les capitaux. Cette rareté du facteur travail est compensée par l'esprit d'entreprise et l'innovation qui vont conduire à une croissance économique très forte, dominée par le progrès technique et la mécanisation des processus.

Rappelons pour finir l'importance du **chemin de fer** qui a permis de mettre en valeur les immenses surfaces du continent nord américain permettant la communication entre elles.

B – La lente industrialisation de la France

La France préindustrielle est lestée d'un monde agricole qui se refuse à avancer (aujourd'hui encore d'ailleurs).

Alors que l'Angleterre débute sa révolution industrielle dès 1760, la France entre pour sa part dans une révolution politique à partir de 1789. Il s'ensuit une série de guerres contre toute l'Europe et la paix ne revient qu'avec la chute de l'Empire napoléonien et le retour de la monarchie en 1815.

1) Les facteurs propices à l'industrialisation

Les facteurs propices au développement économique ne manquent pas : c'est d'abord, grâce à la révolution, la fin du **régime des corporations**. Il a été vu au chapitre 1 que ces corporations bloquaient toute innovation (en fait les corporations se sont reconstituées par la suite et elles continuent aujourd'hui plus que jamais à constituer un frein puissant à l'évolution économique et sociale. Le 17 mars 1791 le **décret d'ALLARDE** libère l'apprentissage. Il pose le principe fondamental de la **liberté du travail** selon lequel chaque homme est libre de travailler là où il le désire, et chaque employeur libre d'embaucher qui lui plaît grâce à la conclusion d'un contrat

[67] Cité par M. NIVEAU et Y. CROZET, *déjà cité,* page 108.

dont le contenu est librement déterminé par les intéressés. Ensuite, le 22 mai 1791 la loi **LE CHAPELIER interdisant les coalitions est votée**. La Révolution apporte aussi la suppression des **droits d'octroi** qui paralysaient le commerce intérieur. L'adoption du **système métrique**, en mai 1790, favorise aussi, par sa simplicité, les échanges économiques.

« *Pour qu'une chose soit parfaite, il faut qu'elle soit inventée en France et travaillée en Angleterre* » : ce propos d'un fabricant suisse de textile [68] illustre à merveille la différence entre l'esprit d'invention dont la France ne manque pas et l'esprit d'entreprise ou d'innovation, qui se trouve en Angleterre et aux Etats-Unis. Ainsi, est-ce en France, en 1794, que fut fondée le modèle universel de la « grande école », l'**Ecole Polytechnique**, par un décret de la Convention[69]. Cela ne fit pas de la France le berceau de la révolution industrielle, mais en revanche l'idée fut imitée partout dans le monde et servit notamment de modèle à la création de l'académie militaire de **West Point**[70] . Plus tard, ce sont les Saint-simoniens (voir le chapitre 8) qui seront les apôtres de l'industrialisation à travers le monde.

2) Les nombreux freins à l'industrialisation

Cependant, des éléments nombreux freinent le décollage industriel de la France.

a) La faible croissance démographique

C'est d'abord le l'absence de croissance démographique du à des mentalités malthusiennes. Comparée à la vitalité de la croissance démographique anglaise et américaine, la population française n'augmente que très peu. Entre le recensement de 1801 et celui de 1901, la France est passée de 33 à 39 millions d'habitants, soit seulement une progression de 6 millions d'habitants. Il s'ensuit une **absence de vitalité** et une **apathie générale des mentalités** peu propices au développement économique.

b) La relative prospérité de l'agriculture

Mais le principal frein à l'industrialisation est la **relative prospérité de l'agriculture française au 19ème siècle**. Alors que l'Angleterre se dote d'une agriculture moderne et que, sous l'effet du mouvement des enclosures, elle expédie ses excédents ruraux vers les centres industriels ou aux Etats-Unis, la France ne connaît qu'une très faible urbanisation. Les paysans restent le plus souvent ancrés sur leur terre natale et vivent sur la rente géographique de la France qui leur permet, sans effort ni imagination, de bénéficier d'un climat clément et de sols féconds.

c) L'esprit d'entreprise bridé

L'absence d'esprit d'entreprise dans les classes dirigeantes françaises (le Saint-simonisme étant une exception qui d'ailleurs fait davantage école à l'étranger qu'en France) a orienté l'épargne vers des usages peu productifs (emprunts d'Etat) ou étrangers.

---

[68] Cité par Jacques BRASSEUL, 1998, déjà cité.
[69] Plus ancienne, la création de l'Ecole des Ponts-et-Chaussées remonte à 1747.
[70] Qui fut fondée avec l'aide d'un polytechnicien.

d) Le protectionnisme

Enfin, sous l'influence des agriculteurs, la France s'enlise dans le **protectionnisme**, au nom de la défense de l'économie nationale, ce qui ralenti encore davantage l'industrialisation. En effet, les matières premières ou intermédiaires qui font défaut à la France, et dont certaines industries ont besoin, sont lourdement taxées à l'importation, ce qui pénalise la compétitivité d'un tissu industriel déjà fragilisé par sa faible densité et l'accueil peu favorable qui lui est fait, de manière générale, dans la culture et la société française.

C - Le Zollverein, socle de la révolution industrielle allemande

L'Allemagne doit quant à elle réaliser sa unité nationale. Cette unité débutera par la création d'une union douanière : le **Zollverein**, instauré en 1834 sous l'impulsion de la Prusse, entre 39 Etats indépendants allemands, union douanière qui constitue le préalable à l'Union politique qui ne sera réalisée qu'en 1871 (avec pour point d'orgue l'annexion de l'Alsace-Lorraine). Le Zollverein a permis la liberté de circulation des capitaux et des marchandises au sein de la zone, abaissant le coût des transports.

Cette **union douanière tardive** explique le retard de l'industrialisation allemande mais lui a aussi permet de « mettre les bouchées doubles » et de bénéficier pleinement des effets positifs du chemin de fer sur le développement économique

D – En Russie et au Japon, c'est l'Etat qui dirige l'industrialisation

En Russie comme au Japon, c'est l'Etat qui a mis en marche l'industrialisation, dans la seconde moitié du dix-neuvième siècle, pratiquement un siècle après la révolution industrielle anglaise. Ces deux pays ont donc bénéficié de l'expérience européenne en matière de développement, mais n'en ont pas tiré les mêmes leçons. Alors qu'au Japon, l'impulsion de l'Etat a été durable et a fait de ce pays géographiquement petit une des premières puissances économiques du monde, en Russie, les ferments d'industrialisation semés par les derniers tsars n'ont pas survécu à la révolution bolchevique.

1) La fin du servage et les débuts de l'industrialisation en Russie

Le système féodal russe n'a été supprimé que très tardivement. La réforme agraire et **l'émancipation des serfs** datent de 1861. Cette décision purement politique n'a guère changé les pratiques dans les campagnes russes. L'instauration d'un système de gestion collective des terres, le **mir**, préfigure déjà d'une certaine façon le communisme et empêcha tout progrès de productivité. En effet, comme les terres étaient régulièrement redistribuées, un pays qui aurait amélioré la qualité de son lopin aurait forcément travaillé pour les autres car, sauf hasard heureux, à la redistribution suivante, sa terre ne lui aurait pas été rendue. Il est même probable qu'elle échue à un paysan qui, plutôt que d'avoir consacré son énergie à réaliser des progrès de productivité, l'aurait consacrée à intriguer auprès des instances de décision du Mir pour obtenir la meilleure terre à la prochaine distribution. C'est le principe de base de la recherche de rente (en anglais : rent seeking) et des activités directement improductives (en anglais : Directly Unproductive Activities [DUP]).

Les tentatives d'industrialisation ont péniblement démarré vers 1880-1890, sous l'impulsion de l'Etat qui, ne pouvant pas compter sur l'indiscipline notoire de la main-d'œuvre russe et encore moins sur une classe dirigeante totalement inapte à l'entreprise, a dû faire appel à des ingénieurs et des capitaux étrangers. Ce sont donc des capitaux et des compétences d'origine française, allemande, anglaise et américaines qui se sont essayés à l'industrialisation russe.

Des données parcellaires existent qui indiquent une progression lente et fragile de la production industrielle[71]. On peut mentionner, à titre symbolique, le rôle joué par la construction des voies de chemin de fer transsibérien et transcaspien, entre 1893 et 1930. Mais l'immensité du territoire russe et la rudesse du climat expliquent en grande partie pourquoi ces débuts parfois prometteurs ont été rapidement anéantis au début du siècle suivant.

2) L'ère du Meiji et l'essor industriel du Japon

Peut-être à cause de la géographie, et en ce cas par contraste avec la Russie, l'industrialisation du Japon, sous l'impulsion de l'Etat, a été une réussite remarquable qui apparaît comme le contre-exemple le plus connu d'une réussite économique durable basée sur le volontarisme et non sur l'initiative individuelle et le libre marché[72], mais qui se fonde sur un orgueil national immense qui trouvera ses limites bien des années plus tard, lors des bombardements nucléaires d'HIROSHIMA (6 août 1945) et de NAGASAKI (9 août 1945) qui feront en tout près de 200 000 morts si l'on compte les décès par cancer des suites de l'irradiation.

Mais le nationalisme japonais ne s'est pas réveillé tout seul. Il a été sollicité par l'ouverture forcée de ses principaux ports au commerce international, ouverture imposée par les gouvernements américains et européens. C'est notamment le commodore[73] de l'US Navy Matthew Calbraith PERRY (1794-1858) qui fut envoyé en 1852 au Japon, au large d'Uraga, porteur d'une lettre du président américain Millard FILLMORE (1800-1874), avec pour mission d'ouvrir les routes commerciales que le Japon gardait jusque-là résolument fermées. PERRY et ses canonnières à vapeur firent une impression telle que le gouvernement militaire japonais (le « Bakufu »), céda et que le Japon s'ouvrit progressivement au commerce avec l'Occident, en signant la **convention de Kanagawa** (31 mars 1854). Le fait que l'Occident venait de forcer **l'ouverture de la Chine**, avec les **deux guerres de l'opium** (1839-42 et 1856-1860) fit sans doute pencher la balance dans le sens de l'ouverture.

La classe dirigeante japonaise a cependant su tirer profit du rapport de force qui lui était imposé en comprenant l'intérêt qu'elle pouvait tirer du développement économique. Après des luttes internes, la faction qui prend le pouvoir en 1868

---

[71] Voir notamment A. GERSCHENKRON, *Economic Backwardness in Historical Perspective*, le chapitre intitulé "Russia: Patterns and Problems of Economic Development, 1861-1958", Harvard University Press, 1962, pages 125.

[72] Cela n'exclut pas évidemment qu'avec un système réellement libéral on n'eût pas pu faire encore mieux.

[73] Commodore : grade qui se situe au-dessus de celui de capitaine de vaisseau dans la marine militaire américaine.

instaure une ère dite du « **Meiji** ». C'est le nom de la période comprise entre 1868 et 1912. L'empereur Mutsuhito pris même pour nom « Meiji » qui signifie gouvernement éclairé (mei = lumière, clarté - ji = gouvernement)

L'ère Meiji est également appelée « Restauration de Meiji », car elle symbolise la fin de la politique d'isolement volontaire et l'ouverture du Japon sous la menace des canons de l'expédition américano-européenne de PERRY.

A la suite de ce **choc exogène**, le Japon entre dans une ère de développement impressionnante et sans égal : **essor du commerce international et industrialisation**, passage de la féodalité (qui est alors abolie) à une course aux technologies nouvelles pour finalement entrer dans une phase d'expansion de son empire colonial.

Durant cette première phase d'expansion, l'empereur fait venir de nombreux spécialistes européens militaires prussiens et français, des ingénieurs britanniques, des chimistes et des médecins allemands, ainsi que des agronomes hollandais. S'il fait appel aux compétences étrangères, c'est pour former ses propres ingénieurs et techniciens. Le processus se déroule avec une efficacité et une rapidité remarquables. Pour des raisons que les historiens et les sociologues étudient encore, les asiatiques en général et les japonais en particulier semblent particulièrement doués pour l'**ingénierie inverse**, la capacité de remonter de l'objet fini à son processus de conception, puis d'appliquer ensuite cette compréhension au développement de variantes nouvelles, voire par la suite à des produits complètement originaux par transposition d'un schéma technique donné ancien sur des formes nouvelles.

Très vite, le Japon va être capable de maîtriser ses processus industriels et même de produire ses propres biens d'équipements (machines textiles, locomotives, etc.). Grâce à une main-d'œuvre abondante, le prix des produits reste bas et les japonais peuvent se tourner vers l'exportation pour écouler leurs productions et vont bientôt profiter de la première guerre mondiale pour prendre des parts des marchés aux européens, notamment sur le marché nord-américain.

Par ailleurs, les terres sont redistribuées de façon à obliger les masses paysannes à chercher du travail dans les centres industriels qui sont créés parallèlement par une politique astucieuse d'**aménagement du territoire**.

Le gouvernement encourage la natalité et la réduction de la mortalité infantile et générale par une **politique de santé publique** novatrice ce qui renforce les effets positifs d'une démographique alors galopante (ce n'est plus le cas aujourd'hui où le Japon est l'un des pays les plus avancés en matière de vieillissement démographique).

4 – Origines, conséquences et prolongements de la révolution industrielle

A – Le renforcement des droits de propriété, base de la révolution industrielle

Après les deux siècles de croissance exponentielle que le monde a connu depuis l'avènement de la révolution industrielle, les chercheurs s'interrogent encore sur les origines de celle-ci. Parmi les principaux facteurs invoqués, et au-delà de ceux que nous venons juste d'étudier, trois explications, d'ailleurs imbriquées, reviennent de façon récurrente dans les écrits des sociologues et des théoriciens : l'**imprimerie**, le **progrès des règles du droit de la propriété** et l'**éthique protestante** qui a favorisé le développement de l'**épargne productive et du capitalisme industriel**.

Ainsi, tout semble se passer comme si la révolution industrielle avait eu besoin pour émerger :

- de la possibilité d'un **savoir cumulatif** et **de règles écrites** (condition remplie par l'avènement et la propagation de l'imprimerie).

- de l'existence d'une éthique non seulement du gain que l'on amasse spéculativement et pour lui-même dans la sphère financière, mais d'une **éthique de l'épargne productive et créatrice** (condition remplie par le succès du protestantisme dans les pays anglo-saxons, berceau de la révolution industrielle).

- D'une **meilleure définition des droits de propriété** qui a réduit de façon massive le coût et le risque des transactions économiques, tout en augmentant leur profit et la rentabilité qu'on pouvaient en attendre.

B – L'opposition du capital et du travail

L'une des conséquences sociales les plus importantes de la révolution industrielle est la disparition des classes anciennes et la redistribution des rôles. Dès les débuts de la révolution industrielle, dans de nombreux pays, deux classes vont se constituer et devenir antagonistes : la **classe ouvrière** d'une part, la **classe capitaliste** d'autre part.

Il faudra attendre la seconde moitié du vingtième siècle pour voir cette distinction s'atténuer avec la montée en puissance d'une importante classe moyenne.

L'analyse de l'opposition du capital et du travail sera à l'origine des réflexions du courant social, que nous étudierons dans le chapitre 7 et en particulier de l'œuvre de Karl MARX (1813-1883).

C – La « seconde » révolution industrielle

Si l'on accepte l'idée que la première révolution industrielle est la révolution industrielle anglaise (c'est-à-dire si on ne compte pas la « révolution néolithique » évoquée au chapitre 1), le terme de **seconde révolution industrielle** désigne une nouvelle série d'innovations centrées sur :

- l'**électricité** comme nouvelle forme d'énergie supérieure à la vapeur et qui va progressivement lui être substituée.

- le **pétrole**, lui-même source d'énergie électrique, bien sûr, mais également à l'origine du développement de l'**industrie automobile** et aussi utilisé comme combustible dans l'**aviation**.

Ces nouveaux moyens de transports vont relancer l'activité économique à partir des années 1860-1880. Les coûts de transports vont encore se réduire.

Les coûts de communication vont également baisser beaucoup grâce à l'invention :

- du **code télégraphique** par Samuel MORSE (1791-1872) en 1838, puis du **télégraphe** en 1840 (date de dépôt du brevet).

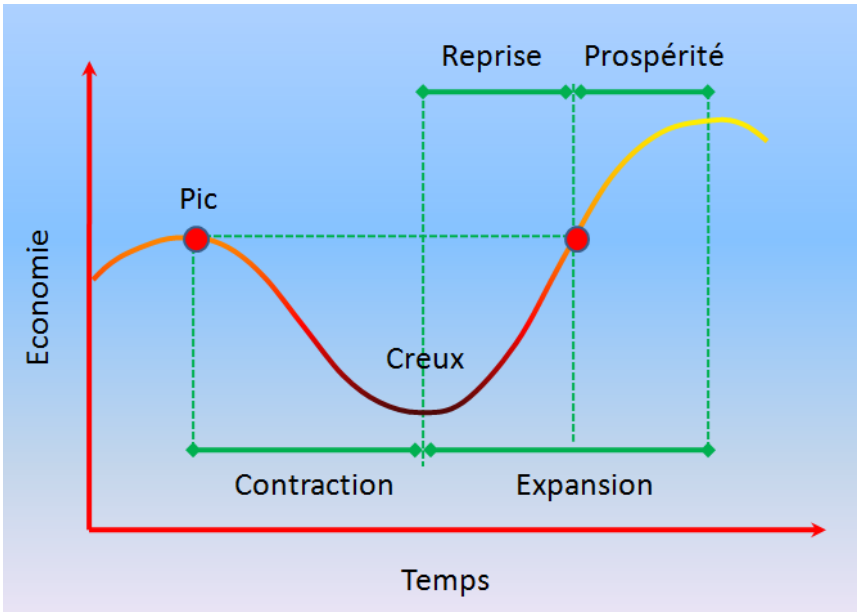
- du **téléphone** par Graham BELL (1847-1922) en 1876.

Soulignons également que l'invention de l'**ampoule électrique** par l'anglais Joseph SWAN (1828–1914), mais améliorée par Thomas EDISON (1847-1931) en 1860 va faciliter le travail nocturne.

D – Les cycles économiques

L'apparition de **grappes successives d'innovations**, elle-même à l'origine de cycles longs de croissance économique a contribué à la formation de la théorie des cycles par plusieurs économistes dont les plus importants, comme Joseph SCHUMPETER (1883-1950), seront étudiés dans les chapitres ultérieurs. Il convient cependant de résumer brièvement ici, pour conclure ce chapitre sur la révolution industrielle, l'apport de la **théorie des cycles** à la compréhension de l'histoire économique.

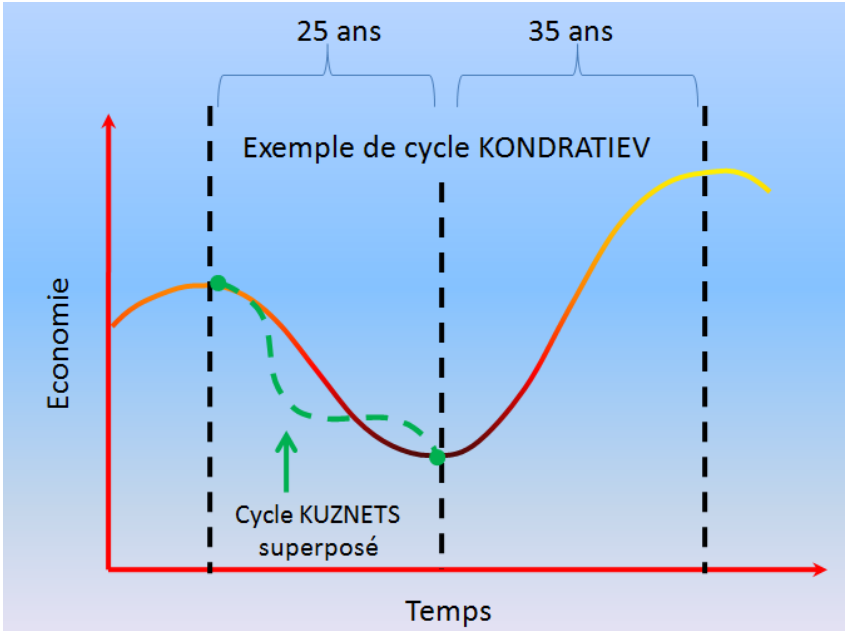
Un cycle type



Le cycle type est une construction théorique qui n'existe jamais dans les faits (voir figure précédente). Il décrit une économie qui passe par un maximum (de PIB, de croissance, etc.) puis connaît une phase de contraction jusqu'à atteindre le fond (ou « creux de la vague »). Mais c'est pour mieux « rebondir » et repartir de plus belle dans une phase d'expansion. L'économie en reprise devient une économie « prospère » lorsqu'elle dépasse le maximum atteint lors du pic précédent et ainsi de suite ….

Mais la réalité est plus complexe, pour diverses raisons et en particulier parce qu'il existe en fait plusieurs cycles simultanés, de longueurs différentes.

Exemple de superposition de cycles de longueurs différentes



Quatre catégories de cycles, qui diffèrent par leurs durées, ont été observées dans l'histoire économique : les **cycles KITCHIN** du nom de l'économiste Joseph KITCHIN, les **cycles JUGLAR**, du nom de l'économiste Clément JUGLAR (1819-1905), les **cycles KUZNETS**, du nom de l'économiste Simon KUZNETS (1901-1985) et les **cycles KONDRATIEFF**, du nom de l'économiste Nicolas KONDRATIEFF (1892-1938). Tout ces cycles comportent une phase ascendante, un maximum et ensuite une phase descendante.

1) Le cycle KITCHIN

Le **cycle KITCHIN**, du nom de l'économiste Joseph KITCHIN qui l'a décelé en 1923 en étudiant l'économie américaine, est un cycle court, de **3 à 5 ans**. En fait, si ce cycle semble bien réel, s'agissant de variables telles que les prix, les taux d'intérêt ou encore les stocks des entreprises, les explications qui gouvernent son évolution sont loin d'être claires.

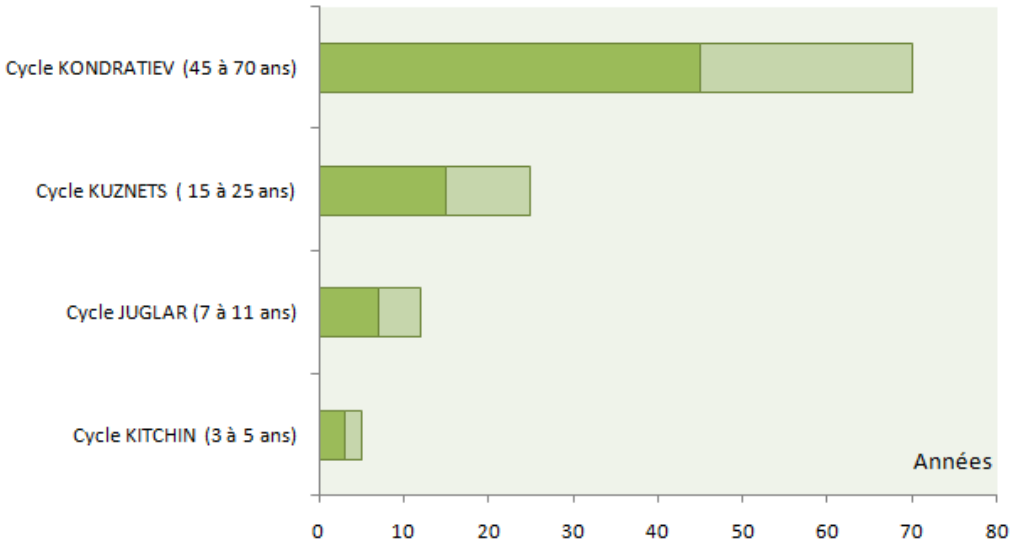
2) Le cycle JUGLAR

Le **cycle JUGLAR** du nom de l'économiste français Clément JUGLAR (1819-1905) a une durée de **7 à 11 ans**, la moyenne étant de 8 ans. Il s'agit d'un cycle d'évolution des variables financières telles que les taux d'intérêt mais aussi les prix. Il se superpose au cycle KITCHIN sans le perturber.

3) Le cycle KUZNETS

Le **cycle KUZNETS**, du nom de l'économiste américain, Simon KUZNETS (1901-1985) , prix Nobel d'économie en 1971, est un cycle d'une durée de **15 à 25 ans** est un cycle qui concerne les taux de croissance de variables telles que la production, plutôt que l'évolution des variables elles-mêmes.

Durée approximative des différents cycles



4) Le cycle KONDRATIEV

Le **cycle KONDRATIEV** (de Nikolaï D. KONDRATIEV, [1892-1931]) est le plus célèbre et le plus long (**45 à 70 ans**). C'est celui qui a été le plus étudié par Joseph SCHUMPETER (1883-1950) qui a identifié **trois cycles** KONDRATIEF dans l'histoire économique de ces deux derniers siècles :

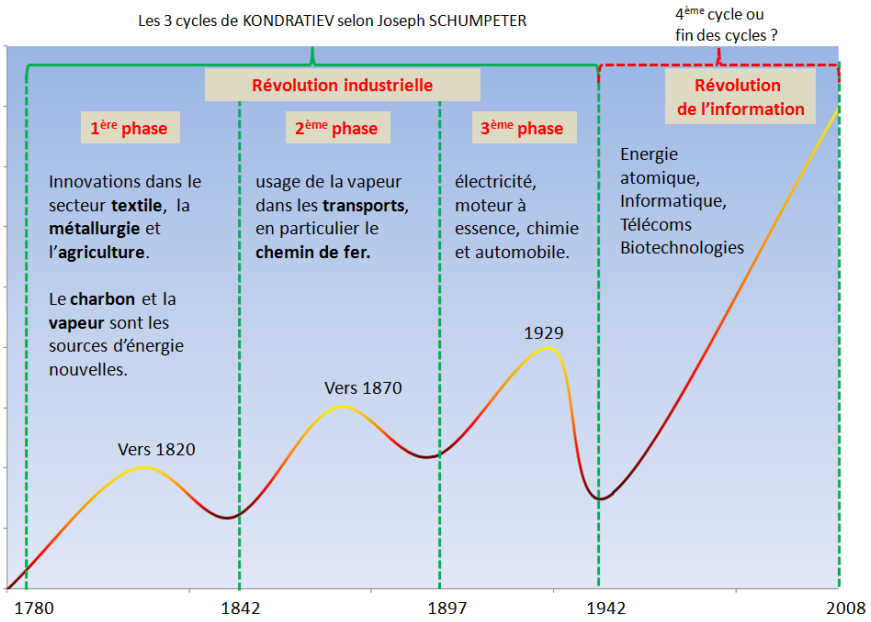
- Un premier cycle coïncide avec les débuts de la révolution industrielle (1780-1842). Il est principalement tiré par les **innovations dans le secteur textile, la métallurgie et l'agriculture**. Le charbon et la vapeur sont les sources d'énergie nouvelles.

- Puis, après une phase de déclin apparaît la phase ascendante d'un second cycle ou c'est l'**usage de la vapeur dans les transports**, en particulier le chemin de fer, qui lance le cycle (1842-1897).

- Enfin, le troisième cycle va de 1897 à 1942 et serait gouverné par les innovations motrices de la « seconde révolution industrielle » : **électricité, moteur à essence, chimie et automobile**.

- Certains auteurs spéculent désormais sur l'apparition d'un quatrième cycle basé sur **l'informatique et les technologies de l'information**, qui aurait débuté pendant la seconde guerre mondiale, pour s'accélérer à partir des années 1970. Ce cycle serait beaucoup plus long (déjà 60 ans de hausse), à tel point qu'il est bien difficile aujourd'hui de prévoir un quelconque retournement durable . Ceci pourrait laisser penser qu'il n'y a plus de cycles longs, à moins que la phase descendante ne s'amorce à l'occasion d'un **conflit majeur** ou d'un **choc climatique** lié au **réchauffement global**.

Cycles KONDRATIEF et grappes d'innovations



Chapitre 6
Les économistes classiques

« *Ce n'est pas de la bienveillance du boucher, du brasseur ou du boulanger que nous attendons notre dîner, mais de l'attention qu'ils portent à leur propre intérêt. Nous nous adressons non à leur humanité, mais à leur amour d'eux-mêmes et nous ne leur parlons jamais de nos propres besoins mais de leur avantage* » - Adam SMITH, Recherche sur la nature et les causes de la richesse des nations

0- Introduction
1 - Adam SMITH
- A- Données biographiques
- B - Principaux thèmes de "La Richesse des nations"
  - 1) La main invisible
  - 2) Intérêt individuels et concurrence
  - 3) L'allocation optimale des ressources
  - 4) La division du travail
  - 5) Valeur d'usage et valeur d'échange
  - 6) Stock, capital fixe et capital circulant
  - 7) Loi d'airain des salaires, répartition et accumulation
  - 8) L'apologie du laissez-faire
- C- Conclusion sur Adam SMITH

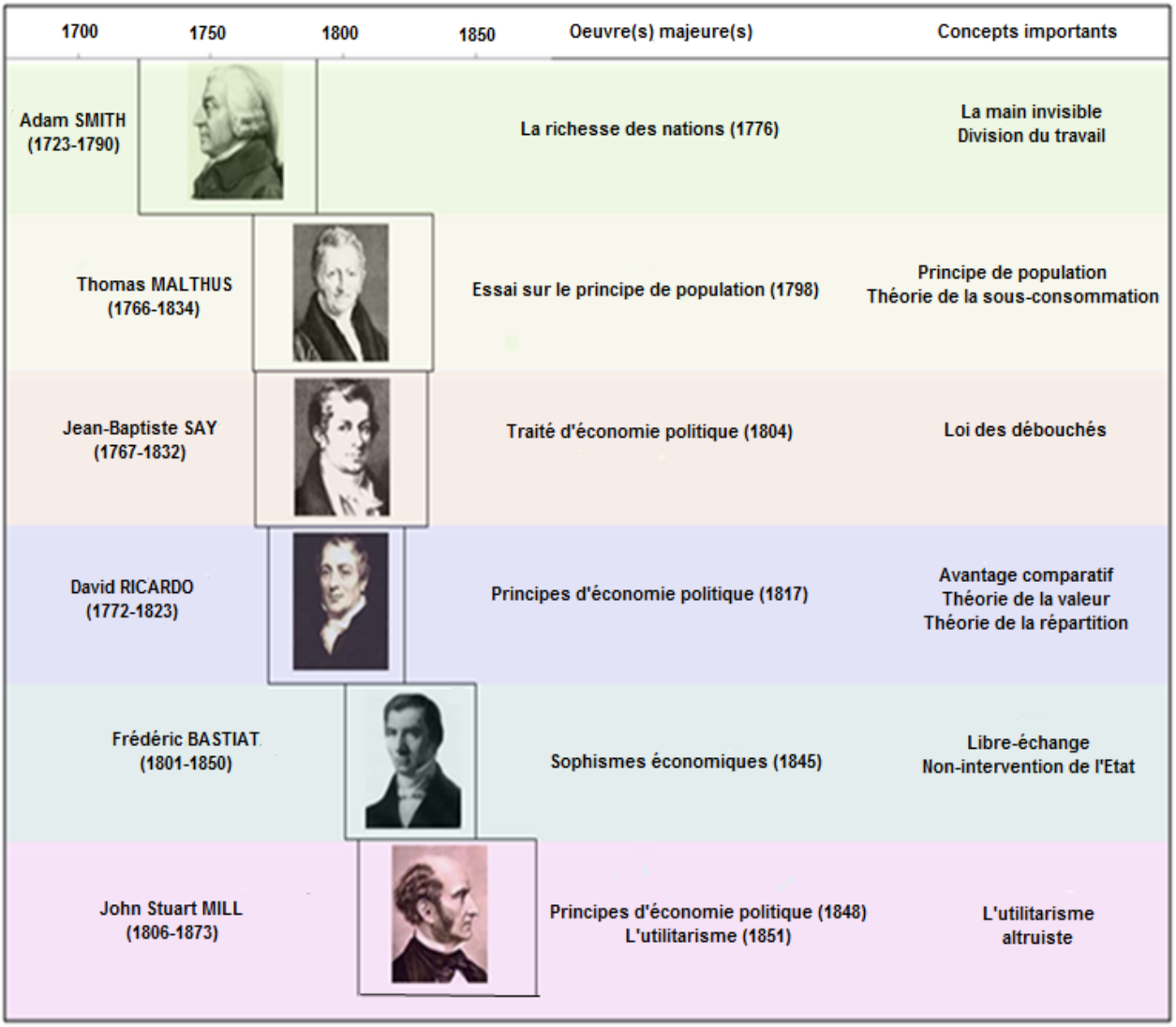
2 - David RICARDO
- A - Données biographiques
- B - La théorie de la valeur travail
  - 1) Proportionnalité des prix aux quantités de travail
  - 2) Remarques concernant la théorie de la valeur travail
- C - La théorie de la répartition
  - 1) La notion de produit marginal chez RICARDO
  - 2) Le produit marginal, clé de la répartition
    - a) Part du capital-travail et de la rente
    - b) Répartition salaires-profits
- D - La théorie des avantages comparatifs
    - a) L'exemple du drap et du vin
    - b) L'intérêt du Portugal
    - c) L'intérêt de l'Angleterre
    - d) Généralisation
- E - Ricardo et la monnaie : La controverse bullioniste
  - 1) L'origine de la controverse
  - 2) Bullionistes et anti bullionistes
  - 3) Le Banking Act de 1844

3-Thomas MALTHUS
- A - Données biographiques
- B - Le principe de population
  - 1) La croissance de la population excède celle des ressources
  - 2) Obstacles destructifs et préventifs
  - 3) Le conservatisme de MALTHUS
  - 4) L'influence de MALTHUS : le malthusianisme
- C - La théorie de la sous-consommation

4- Jean-Baptiste SAY

A - Donnés biographiques
B - La loi des débouchés
1) Enoncé de la loi par Jean-Baptiste SAY
2) Les problèmes soulevés par la loi des débouchés
a) Le problème de la thésaurisation
b) Le problème de la compatibilité des demandes
c) La motivation du premier producteur
3) Loi des débouchés et insuffisance de la demande effective
5 - John STUART MILL
A - CONDILLAC : l'utilité, fondement de la valeur
B - BENTHAM ou l'utilitarisme égoïste
C - L'utilitarisme altruiste de MILL
6 - Frédéric BASTIAT
A - La critique du protectionnisme
B - La critique de l'interventionnisme étatique

Les économistes classiques étudiés dans ce chapitre



0 – Introduction

Ce chapitre traite des économistes Classiques, qui sont les fondateurs de l'**économie politique**.

Il n'est pas simple de dégager les points communs entre ces économistes, d'autant que certains, comme l'économiste anglais Walter ELTIS[74], allongent cette liste et considèrent que Karl MARX (1818-1883) est aussi un classique, dans la mesure où son œuvre est un prolongement critique des conclusions des classiques. Selon Walter ELTIS, l'analyse de l'école classique repose sur quelques propositions fondamentales que l'on peut résumer ainsi :

- La **concurrence** est à la base du fonctionnement efficace des économies.

- Les décisions d'investissement et de production sont d'autant plus efficaces qu'elles sont prises par ceux qui les rendent possibles, que ce soit par leur argent, par leurs talents ou leur travail (autrement dit : **pas ou peu d'intervention de l'Etat dans l'économie**).

- La **propriété privée** est la condition d'un fonctionnement efficace des marchés.

- **Il y a des activités productives et des activités improductives**. Les activités productives engendrent un surplus net (à ne pas confondre avec le produit net des physiocrates). Les activités improductives n'existent que grâce au surplus des activités productives.

- La **croissance des économies dépend du réinvestissement du surplus engendré par les activités productives**. Si ce surplus est absorbé par les activités improductives, le produit national stagnera ou baissera.

- La **croissance de la population dépend du salaire des ouvriers**. Tant que ce salaire est suffisant pour nourrir des bouches supplémentaires, la population augmente. Sinon, la population stagne ou diminue.

[74] Auteur de l'ouvrage, "*The Classical Theory of Economic Growth*". Voir Claude JESSUA, Dictionnaire des Sciences Economiques, 2001, PUF, page 141.

L'économie politique classique est représentée par les plus célèbres des économistes : Adam SMITH (1723-1790) et la fameuse "**main invisible**" et l'analyse de la **division du travail**, David RICARDO (1772-1823) et la **rente foncière** ainsi que de la **loi des coûts comparés**, Thomas MALTHUS (1766-1834) et la **loi de la population**, Jean-Baptiste SAY (1767-1832) et la **loi des débouchés**, John Stuart MILL (1806-1873) et **l'utilitarisme** et enfin Frédéric BASTIAT (1801-1850) et l'**apologie de l'économie de marché**.

1. Adam SMITH

Économiste écossais, père fondateur de l'économie politique classique. Dans son ouvrage célèbre, Recherche sur la nature et les causes de la richesse des nations (1776), il expose les bienfaits de la division du travail et défend l'idée qu'une main invisible, en fait la main du marché, coordonne l'ensemble des activités des agents économiques et aboutit spontanément à la création d'un optimum social sans aucune intervention de l'État.

A – Données biographiques[75]

Né en 1723, Adam SMITH (1723-1790) est le fils d'un avocat. Il appartient, par sa mère, à la petite noblesse écossaise. Il fait des études de philosophie à l'université de Glasgow, puis entre à Oxford grâce à une bourse. Après ses études, il donne des cours libres à l'université d'Édimbourg, jusqu'à ce qu'il obtienne un poste de professeur à l'université de Glasgow en 1752. Il occupe alors la chaire de philosophie morale (qui comprenait à cette époque les rubriques suivantes : Ethique, Théologie et Economie politique). Il se lie avec des intellectuels et des scientifiques très connus, comme James WATT (1736-1819), inventeur avec Thomas NEWCOMEN (1663-1729) de la machine à vapeur (sans oublier la contribution de Denis PAPIN [1647-1712]).

En 1759, il publie un premier ouvrage intitulé *Théorie des sentiments moraux*, dans lequel il étudie la capacité qu'a l'individu de se former des jugements moraux, et il montre qu'un même individu peut être guidé à la fois par son intérêt personnel — ses passions — dans ses comportements économiques, et par la morale commune dans sa vie sociale. C'est dans ce livre qu'il développe pour la première fois l'idée selon laquelle une «main invisible » permet de concilier les intérêts individuels avec les intérêts de l'ensemble de la société (mais le lien entre les deux se fait encore par la morale, alors que dans *La richesse des nations*, la conciliation entre les deux se fait par la notion de concurrence.

En 1763, il démissionne de son poste universitaire et devient précepteur d'un jeune noble qu'il accompagne dans un périple en France. Au cours de ce voyage, il rencontre VOLTAIRE (1694-1778), D'ALEMBERT (1717-1783) et les encyclopédistes français, HELVETIUS (1720-1800), les physiocrates, notamment François QUESNAY (1694-1774), ou encore TURGOT (1727-1791), qui eurent sur lui une grande influence.

[75] Voir la vidéo sur Youtube : http://fr.youtube.com/watch?v=z56LeYb--Rs

Puis il revient en Angleterre et consacre ses dernières années à l'étude, à la discussion et à l'écriture. En 1776, il publie son plus fameux ouvrage Recherche sur la nature et les causes de la richesse des nations.

Célèbre pour sa distraction, il meurt célibataire en 1790, à l'âge de 67 ans, quelques temps après sa mère, auprès de laquelle il est resté toute sa vie. Cela lui aura permis de se consacrer pleinement à l'étude et à la réflexion.

B - Principaux thèmes de " La richesse des nations"

La Richesse des Nations est un ouvrage énorme, dont la version intégrale, fait 1512 pages. L'ouvrage est divisé en 5 livres, qui sont eux-mêmes divisés en chapitres. Fort heureusement, les principales idées contenues dans cette œuvre majeure ont été répertoriées. Le livre de Robert HEILBRONER (2001), Les grands économistes, dans son chapitre 2, "Le monde merveilleux d'Adam Smith", aux éditions du seuil constitue une introduction particulièrement pédagogique.

1) La main invisible

Le premier concept que l'on doit à Adam SMITH est celui de la **métaphore de la main invisible**, bien que l'expression ne figure qu'assez exceptionnellement dans son œuvre.

Un passage du livre IV, chapitre 2, de La Richesse des Nations, emploie l'expression "**main invisible**" :

"*À la vérité, son intention, en général [il parle de l'individu lambda], n'est pas en cela de servir l'intérêt public, et il ne sait même pas jusqu'à quel point il peut être utile à la société. En préférant le succès de l'industrie nationale à celui de l'industrie étrangère, il ne pense qu'à se donner personnellement une plus grande sûreté ; et en dirigeant cette industrie de manière à ce que son produit ait le plus de valeur possible, il ne pense qu'à son propre gain ; en cela, comme dans beaucoup d'autres cas, il est conduit par une* ***main invisible*** *à remplir une fin qui n'entre nullement dans ses intentions ; et ce n'est pas toujours ce qu'il y a de plus mal pour la société, que cette fin n'entre pour rien dans ses intentions. Tout en ne cherchant que son intérêt personnel, il travaille souvent d'une manière bien plus efficace pour l'intérêt de la société, que s'il avait réellement pour but d'y travailler. Je n'ai jamais vu que ceux qui aspiraient, dans leurs entreprises de commerce, à travailler pour le bien général, aient fait beaucoup de bonnes choses. Il est vrai que cette belle passion n'est pas très commune parmi les marchands, et qu'il ne faudrait pas de longs discours pour les en guérir*. »

Mais on trouvait déjà l'expression dans sa *Théorie des sentiments moraux* (1759) :

« *Le produit du sol fait vivre presque tous les hommes qu'il est susceptible de faire vivre. Les riches choisissent seulement dans cette quantité produite ce qui est le plus précieux et le plus agréable. Ils ne consomment guère plus que les pauvres et, en dépit de leur égoïsme et de leur rapacité naturelle, quoiqu'ils n'aspirent qu'à leur propre commodité, quoique l'unique fin qu'ils se proposent d'obtenir du labeur des milliers de bras qu'ils emploient soit la seule satisfaction de leurs vains et insatiables*

désirs, ils partagent tout de même avec les pauvres les produits des améliorations qu'ils réalisent. Ils sont conduits par une ***main invisible*** *à accomplir presque la même distribution des nécessités de la vie que celle qui aurait eu lieu si la terre avait été divisée en portions égales entre tous ses habitants ; et ainsi, sans le vouloir, ils servent les intérêts de la société et donnent des moyens à la multiplication de l'espèce.* » Adam Smith, 1999 [1759], Théorie des sentiments moraux, Léviathan, PUF, p.257

2) intérêts individuels et concurrence

C'est **l'intérêt individuel** qui pousse chaque individu à effectuer la moindre de ses actions. Mais dans ce cas, qu'est-ce qui fait la cohésion d'une société où chaque individu est à la poursuite son intérêt ? Qu'est-ce qui guide à son insu les actions de chaque individu de telle façon qu'elles soient conformes aux intérêts de la société ?

Ce facteur, c'est **la concurrence entre les intérêts individuels**. La concurrence permet de contenir les intérêts individuels, car une société dominée par le seul égoïsme ne pourrait pas fonctionner. La concurrence est ainsi une conséquence sociale bénéfique du jeu des intérêts conflictuels de tous les membres de la société. Chaque homme, qui cherche son intérêt individuel sans se soucier des conséquences sociales de ses actions, est confronté à une foule d'autres hommes motivés comme lui par l'intérêt individuel. Loin de se transformer en jungle où c'est la loi du plus fort qui domine, la société va au contraire se policer sous l'effet du jeu de la concurrence.

"*Qu'un individu se laisse emporter par son appétit de profit et il verra surgir des concurrents pour lui prendre son métier ; qu'un homme fasse payer ses marchandises trop cher ou qu'il refuse de payer ses ouvriers aussi bien que les autres, et il se retrouvera sans clients dans le premier cas, et sans salariés dans le second. Ainsi, comme dans la théorie des sentiments moraux, les motifs égoïstes de l'homme mènent le jeu de leur interaction au plus inattendu des résultats : l'harmonie sociale*." écrit Robert HEILBRONER dans Les grands économistes.

La **main invisible** est ainsi un mécanisme social grâce auquel les intérêts et les passions individuels sont guidés dans la direction la plus favorable aux intérêts de la société tout entière. C'est une métaphore qui signifie simplement que dans une économie de marché, chaque individu qui prétend suivre son intérêt personnel est en fait amené - consciemment ou pas - à participer à la réalisation de l'optimum collectif. C'est le célèbre exemple du boucher et du boulanger qui poursuivent chacun leur intérêt individuel, mais qui sont utiles à la société toute entière. « *Ce n'est pas de la bienveillance du boucher, du brasseur ou du boulanger que nous attendons notre dîner, mais de l'attention qu'ils portent à leur propre intérêt. Nous nous adressons non à leur humanité, mais à leur amour d'eux-mêmes et nous ne leur parlons jamais de nos propres besoins mais de leur avantage* » écrit-il dans Recherche sur la nature et les causes de la richesse des nations.

Le raisonnement d'Adam SMITH peut être illustré par l'exemple suivant : Supposons qu'il existe une centaine de fabricants de parapluies. Chacun poursuit son intérêt individuel et cherche à vendre son parapluie le plus cher possible. Mais il ne peut le faire, du fait de la concurrence. S'il augmente ses prix, ses concurrents en profiteront

pour lui prendre son marché en vendant moins cher que lui. Pour faire échec à la concurrence, il faudrait que tous les fabricants de parapluies s'entendent entre eux (un cas de figure qu'Adam SMITH avait anticipé et c'est pourquoi il dénonçait vigoureusement les ententes et les monopoles. Il écrit d'ailleurs à leur sujet : « *Les gens qui pratiquent la même profession se rencontrent rarement, mais la conversation se termine toujours par une conspiration sur les prix* ». Refermons cette parenthèse et concluons que si le prix des parapluies s'élève au-dessus du coût de production des parapluies, c'est-à-dire si le profit dans cette activité est positif, la concurrence tend à ramener le prix vers le coût de production.

Ainsi, la main invisible, ce sont les lois du marché en action. Et le premier effet de ces lois du marché, c'est d'assurer que les prix d'une économie gouvernée par la main invisible sont des **prix compétitifs**.

3) L'allocation optimale des ressources

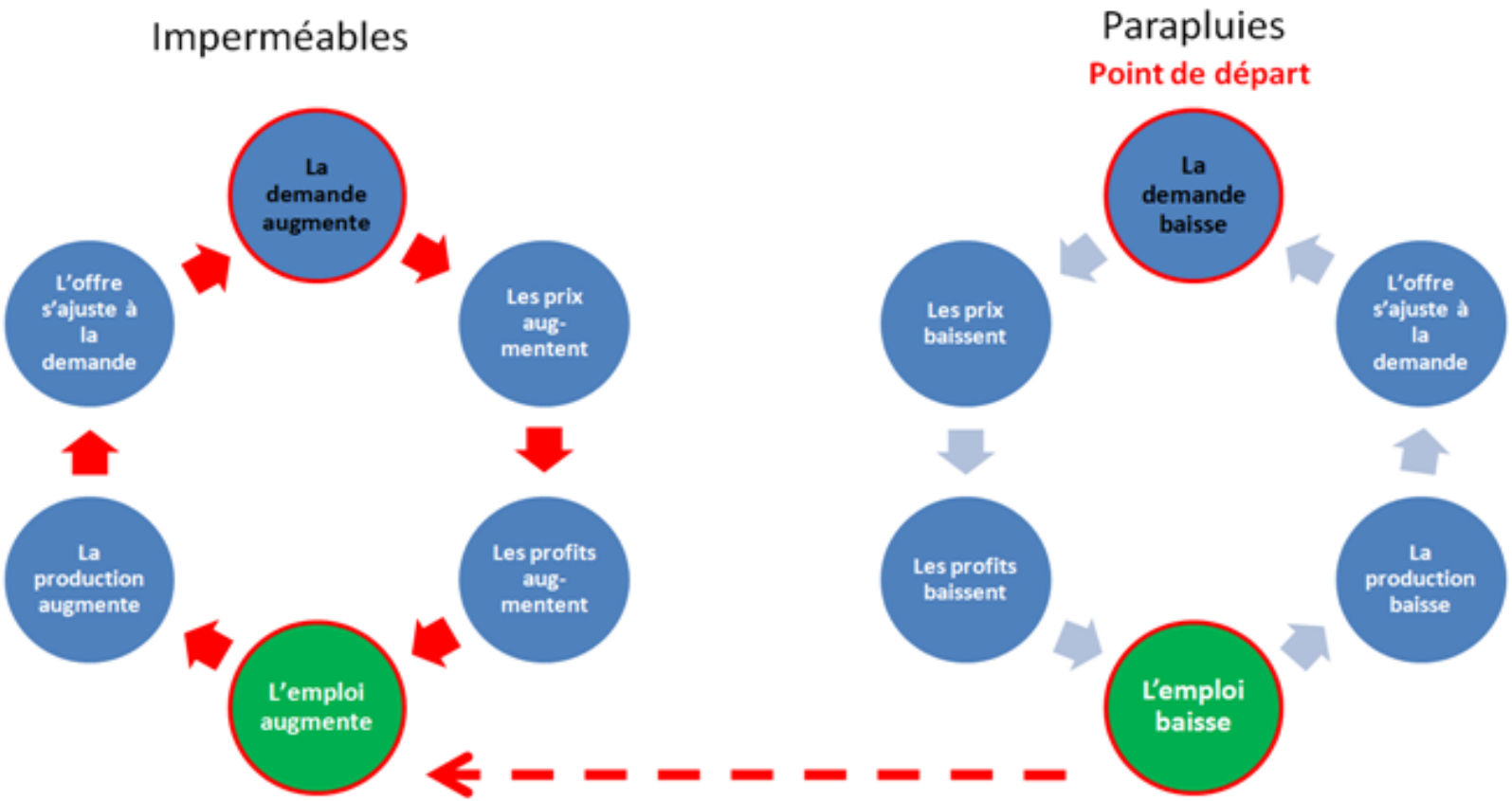
L'allocation optimale des ressources peut être illustrée par le schéma ci-après. Supposons que la demande de parapluies baisse. Le prix des parapluies va baisser et donc le profit de cette activité aussi. Les entreprises vont réduire l'emploi.

Il s'ensuit alors :

- une baisse de la production de parapluies jusqu'à ce que l'offre s'ajuste à la demande.
- Un transfert de l'emploi vers le secteur des imperméables qui peut ainsi augmenter sa production.

Pourquoi la baisse de la demande de parapluies se traduit-elle par une hausse de la demande d'imperméables ? C'est Jean-Baptiste SAY (et plus tard Léon WALRAS) qui allait fournir la réponse à travers la **loi des débouchés**. Mais pour Adam SMITH c'est une évidence dans la mesure où tout le revenu d'un pays est nécessairement dépensé dans sa production. Donc si la dépense baisse dans une activité (ici les parapluies), c'est que les agents économiques reportent une demande équivalente sur les autres activités (ici représentées par les imperméables).

L'allocation des ressources et l'équilibre général
à travers le mécanisme de la main invisible d'Adam SMITH



La flèche rouge indique que l'emploi est transféré du secteur des parapluies vers celui des imperméables.

À travers le mécanisme du marché, la main invisible aura réalisé l'allocation optimale des ressources ; elle répartit différemment les ressources pour satisfaire ses nouveaux désirs. Il s'agit bien d'une main invisible : "*personne n'a donné d'ordre et aucune autorité planificatrice n'a établi les plans de production ; l'intérêt personnel et la concurrence, agissant en opposition, ont assuré cette mutation*." écrit Robert HEILBRONNER dans Les grands économistes.

Nous avons vu à travers l'exemple des parapluies comment les prix ne peuvent s'écarter arbitrairement du coût réel de production des biens. Ensuite, nous avons vu comment la société incite les producteurs à produire les différents biens dans les proportions qui lui conviennent. Dans les deux cas, le processus que nous avons décrit est autorégulateur.

"*Une des implications admirables du marché est qu'il est son propre gardien*" écrit Robert HEILBRONER dans Les grands économistes, " *Si la production ou les prix ou bien certaines formes de rémunération s'écartent trop de leur niveau social ordinaire, des forces entrent en jeu pour les faire rentrer dans le rang. D'où un curieux paradoxe : le jeu du marché qui concrétise le summum de la liberté économique individuelle est un gardien extrêmement strict. On peut faire appel contre le règlement d'un office de planification ou obtenir une dispense d'un ministre; mais il n'y a ni appel ni dispense qui puisse contrer les pressions anonymes du mécanisme du marché. La liberté économique est donc plus illusoire qu'il n'y paraît à première vue. On est libre d'agir selon son gré dans le système du marché ; mais, que l'on se mette à enfreindre la loi du marché, et le prix de cette liberté individuelle sera la ruine économique*."

De nos jours, le mécanisme de marché, même s'il existe, est très éloigné de la description qu'en donne Adam SMITH. En effet, dans la plupart des secteurs de l'économie moderne, on observe l'existence de très grandes entreprises qui semblent fixer les prix bien davantage que la main invisible d'Adam SMITH. Et pourtant la concurrence existe plus qu'on ne le pense généralement. Des entreprises disparaissent chaque jour. Certaines se débarrassent de pans entiers de leur activité. De nouvelles entreprises naissent et deviennent en quelques années des géants … pour répondre aux besoins nouveaux et variés de la société.

4) La division du travail

Adam SMITH fut fasciné par le gain prodigieux de productivité qu'entraînaient la **division** et la **spécialisation des tâches**. C'est l'exemple fameux de l'usine d'épingles[76] : «

- *Un homme tire le fil,*
- *un autre le tend,*
- *un troisième le coupe,*

[76] L'expression anglaise est « pins », ce qui peut se traduire par « aiguilles » comme le fait par exemple le traducteur de l'ouvrage de HEILBRONNER (« Les grands économistes », déjà cité, page 61-62), ou par « épingles», comme c'est plus probablement le cas.

- *un quatrième l'ajuste,*
- *un cinquième en affûte le bout pour qu'il puisse recevoir la tête ;*
- *la fabrication de la tête requiert deux ou trois opérations distinctes ;*
- *l'ajustage de la tête est un métier à part ;*
- *l'étamage [ajout d'une mince couche d'étain] en est un autre ;*
- *c'est même un métier en soi que de les emballer.*

J'ai vu une manufacture de cette espèce, qui employait seulement dix hommes, dont quelques-uns accomplissaient donc deux ou trois opérations distinctes. Quoique très pauvres, donc peu familiarisés avec les machines, ils étaient capables, en produisant un effort, de fabriquer à eux seuls jusqu'à douze livres d'aiguilles par jour. Mais s'ils les avaient forgées chacun indépendamment l'un de l'autre, aucun n'aurait pu en fabriquer vingt et peut-être même pas une par jour. »

Pour Adam SMITH, la division du travail et la spécialisation des tâches accroissent certes la productivité, mais, ce qui est plus important, elles permettent la croissance économique et l'amélioration du niveau de vie.

5) Valeur d'usage et valeur d'échange

Adam SMITH pose de nouveau la distinction qui deviendra fondamentale : toute marchandise possède une **valeur d'usage** et une **valeur d'échange**. Le plus souvent, ces deux valeurs sont extrêmement différentes pour une même marchandise, comme il l'explique dans cet extrait célèbre où il compare les valeurs d'usage et d'échange respectives de l'eau et du diamant : «*rien n'est plus utile que l'eau, mais on ne peut presque rien obtenir en échange de celle-ci. Un diamant, au contraire, n'a presque pas de valeur d'usage, mais on peut souvent obtenir une très grande quantité d'autres biens en échange* »

Aussi Adam SMITH va-t-il s'appliquer à déterminer en quoi consiste le véritable prix de toutes les marchandises. Pour SMITH, le travail seul est un étalon fiable et invariable. C'est même, selon lui : « *le seul étalon fondamental et réel avec lequel on peut en tout temps et en tout lieu estimer et comparer la valeur de toutes les marchandises*».

Il écrit aussi : «*Le prix réel de toute chose, ce que toute chose coûte réellement à l'homme qui veut l'obtenir, c'est la peine et le mal qu'il a pour l'obtenir.*»

6) Stocks, capital fixe et capital circulant

SMITH distingue trois catégories de capital, distinction que l'on retrouvera chez David RICARDO :

- **Les stocks.** Ce capital ne rapporte aucun profit, il est même source de dépense dans la mesure où il faut conserver les stocks.
- Le **capital fixe**, qui est ainsi appelé car il rapporte un revenu sans circuler : ce sont les machines, les bâtiments, mais aussi « *les capacités utiles acquises par tous les habitants ou membres de la société* » (autrement dit savoir-faire, talents, dextérité).

- le **capital circulant**. Il comprend la monnaie et tout ce qui est consommé et/ou détruit pendant le cycle de production (les semences dans l'agriculture, les matières premières dans l'industrie).

7) Loi d'airain des salaires, répartition, et accumulation

Il faut se souvenir que le livre d'Adam SMITH est, comme son titre l'indique, une Recherche sur la nature et les causes de la richesse des nations et qu'il s'agit donc de mettre en évidence les causes de la croissance économique.

La division du travail permet des **gains de productivité énormes** (exemple de la manufacture d'épingles/aiguilles) et est à l'origine de la **création d'un surplus économique**. Ce surplus, c'est la différence entre ce que la division du travail permet d'obtenir et ce que la somme des efforts isolés permettrait d'obtenir.

Mais la division du travail ne suffit pas à elle seule pour engendrer la croissance économique. La croissance économique provient en effet de l'accumulation d'une partie plus ou moins importante de ce surplus. L'accumulation, c'est-à-dire le réinvestissement d'une partie de ce surplus, est ce qui permet au système économique de se reproduire sur une base élargie. En effet, au départ, c'est le capital investi qui permet d'augmenter la productivité du travail, c'est le capital qui permet d'investir dans des machines et des usines qui ensuite permettent la spécialisation source de productivité.

De quoi dépend l'**accumulation du capital** ? Pour Adam SMITH, elle dépend du goût pour l'épargne qui existe dans les classes aisées de la société. Elle dépend de la frugalité des classes riches et l'on retrouve ici l'éthique protestante qui, selon le sociologue Max WEBER, serait à l'origine du capitalisme (Voir L'Ethique protestante et l'esprit du capitalisme). La frugalité, certes, mais aussi le désir d'investir, d'entreprendre pour réussir.

La première conséquence de l'accumulation est d'augmenter les salaires de la classe ouvrière (la concurrence sur le marché du travail pour obtenir de la main-d'œuvre entraîne une hausse des salaires). Il en résulte une augmentation du nombre des travailleurs (l'amélioration du niveau de vie favorise la natalité, on voit donc qu'il s'agit d'un raisonnement à long terme). Par conséquent, le taux de salaire va de nouveau baisser quand cette nouvelle population affluera sur le marché du travail. L'accumulation pourrait alors se poursuivre. Et ainsi de suite. C'est la **loi d'airain des salaires** (En anglais « Iron Law of Wages ». L'expression a été employée par le socialiste Allemand Ferdinand LASSALLE [1825-1864])

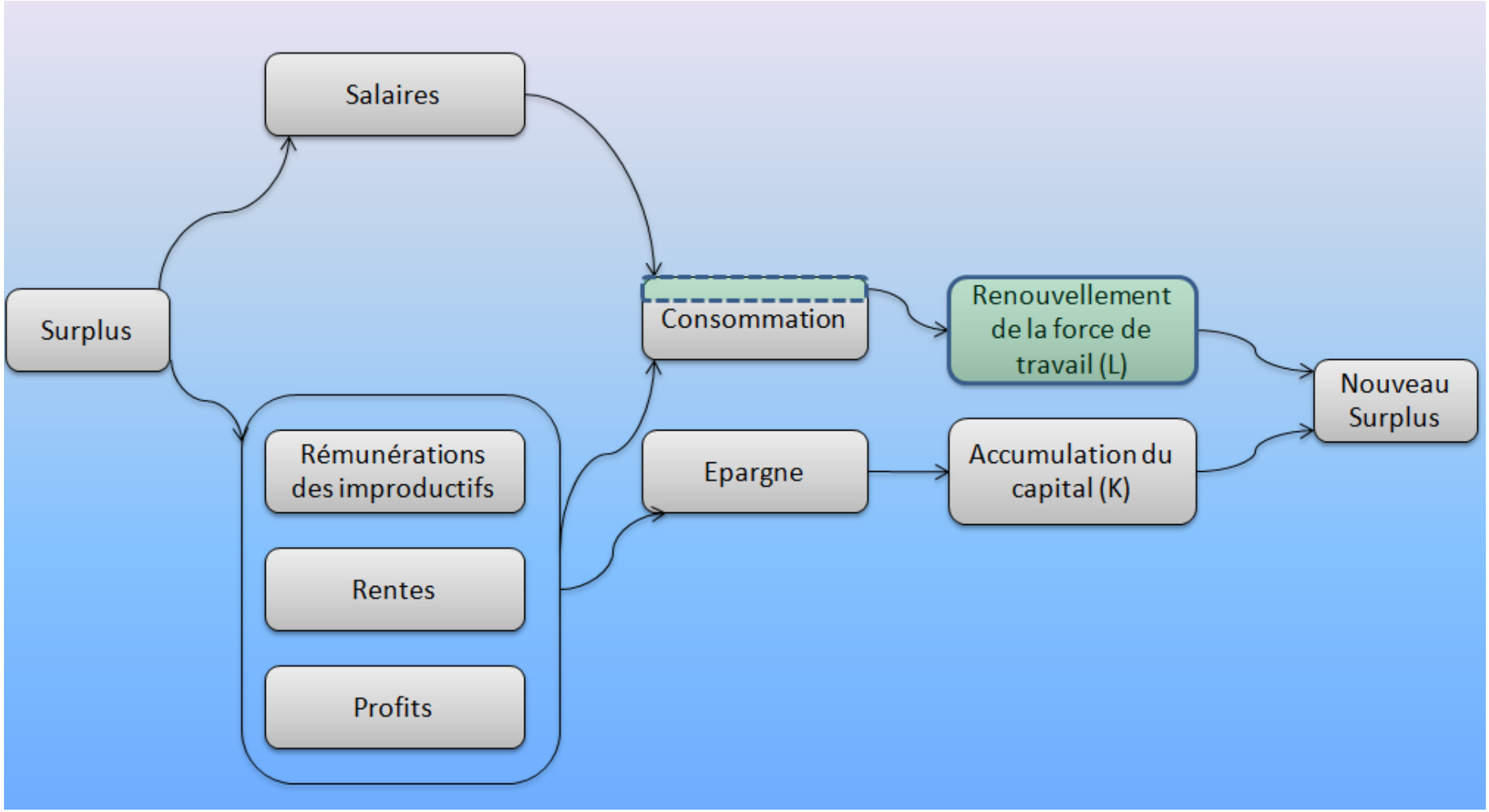
Selon la loi d'airain des salaires, les variations de la population empêchent le taux de salaire d'augmenter et le maintiennent à un niveau de subsistance, tout comme le prix des autres marchandises (qui est sans cesse ramené à leur coût de production). Cette conception de la natalité découle de l'observation de la mortalité infantile dans les classes inférieures de la société dans l'Angleterre du 18ème siècle « *Il n'est pas rare, écrit SMITH, que dans les Highlands d'Ecosse, une mère ayant engendré vingt enfants n'en conserve que deux vivants*». À cette époque, la moitié des enfants mourait avant l'âge de quatre ans.

La division du travail n'est possible, et ne peut s'améliorer, que dans la mesure où le capital, lui-même issu du surplus, s'accumule et s'investit. Mais quelle est la part qui revient au capital ? « *La valeur ajoutée par les ouvriers aux matériaux se résout en deux parties : l'une paie leurs salaires, l'autre les profits réalisés par leur employeur* » répond Adam SMITH. En cela, il annonce Marx, qui parlera quant à lui de plus-value. ». En effet, pour Adam SMITH, les **profits** «*sont réglés par la valeur du capital engagé et sont plus ou moins grands selon son importance*» (Source : Recherche sur la nature et les causes de la richesse des nations). Ce n'est que bien plus tard que les auteurs libéraux justifieront le profit des employeurs par l'idée qu'il serait la rémunération d'un travail de coordination, d'inspection et de direction, ainsi que de prise de risque.

En ce qui concerne la **rente**, c'est-à-dire le revenu des propriétaires terriens, SMITH indique que celle-ci est égale à la différence entre la valeur de la récolte et la somme des salaires et des profits versés respectivement pour le travail et le capital engagés dans la production agricole. Il explique également que les propriétaires terriens sont dans une situation de monopole car -- et ceci est particulièrement vrai de l'Angleterre -- la quantité de terre arable (l'offre) est limitée, tandis que la demande (c'est-à-dire les fermiers qui cherchent à cultiver la terre en fermage) est abondante. Il écrit "*Le fermage de la terre, considéré comme le prix payé pour l'usage de la terre, est donc naturellement un prix de monopole*" (Source : Recherche sur la nature et les causes de la richesse des nations.).

La dernière catégorie de revenu, c'est le revenu des travailleurs que SMITH appelle **improductifs**. Ce sont tous ceux qui ne participent pas à la fabrication des biens matériels (tout ceux qui travaillent dans les services : domestiques, fonctionnaires, professions libérales et d'une manière générale tous les prestataires de services. Les fonctionnaires sont payés grâce aux impôts, les domestiques le sont grâce essentiellement aux profits dépensés par les capitalistes et aux rentes dépensées par les propriétaires terriens. Quant aux revenus versés aux professions libérales et aux prestataires de services, ils viennent là encore des trois autres catégories de revenus (salaires, profits et rentes).

Représentation schématique du mécanisme de la répartition et de la croissance du revenu chez Adam SMITH



8) L'apologie du laisser-faire

Pour Adam SMITH les gouvernements sont prodigues, irresponsables et improductifs. Donc, moins un gouvernement intervient dans la vie économique, mieux elle se porte. Adam Smith n'est cependant pas opposé à toute intervention de l'Etat dans l'économie en général. Ce qu'il redoute, c'est que le gouvernement entrave l'action de la main invisible, c'est-à-dire aille à l'encontre du mécanisme spontané par lequel l'intérêt individuel et la concurrence aboutissent à l'allocation optimale des ressources.

Ceci l'amène à s'opposer aux restrictions à l'importation et aux mesures d'aide à l'exportation, aux lois qui protègent l'industrie de la concurrence, aux dépenses improductives (traitement des fonctionnaires, etc.)

C – Conclusion sur Adam SMITH

- Adam SMITH fut sans doute le premier économiste à avoir si clairement dégagé l'économie du carcan de la religion et même de celui de la morale.

- Il a posé le modèle d'une société dont la cohésion est assurée par la concurrence des intérêts individuels via le mécanisme de la main invisible.

- Aujourd'hui encore, ses idées sont rejetées par de nombreux penseurs, même si dans les faits, l'idéologie qui sous-tend le paradigme classique qu'il a inauguré domine plus que jamais la civilisation occidentale contemporaine.

2 – David RICARDO

A – Données biographiques

Né en 1772, **David RICARDO** (1772-1823) a 4 ans quand Adam SMITH publie "*La Richesse des nations*". David Ricardo naît dans une **famille nombreuse de riches financiers juifs d'origine portugaise**. Dès l'âge de 14 ans, il entre dans la finance, pour travailler avec son père. Marié à 21 ans avec une jeune femme quaker, il se convertit à la religion de sa femme. C'est la rupture avec sa famille et il est contraint de travailler pour son propre compte. **Il réussit à faire fortune en Bourse**, ce qui lui permet ensuite de vivre de ses rentes. À partir de 1799, il se consacre entièrement à l'étude de la théorie économique.

En 1809-1810, il publie trois articles sur les problèmes monétaires dans le *Morning Chronicle*. Ces articles seront ensuite réunis dans un ouvrage, « *Essai sur le haut prix du lingot : preuve de la dépréciation des billets de banque* », paru en 1810, où il développa thèse, purement quantitativiste, que l'excès d'émission avait été la cause de la dépréciation des billets de banque anglais lors des guerres napoléoniennes.

En 1815, RICARDO publie "*Essai sur l'influence du bas prix du blé sur les profits du capital* », où il jette les bases de sa théorie de la répartition : à savoir la relation entre la rente foncière, les salaires et les profits, dans l'hypothèse d'une économie qui ne produit qu'un seul bien, le blé. L'élévation des droits de douane sur le blé importé a tendance à accroître les rentes des propriétaires fonciers britanniques et à faire diminuer les profits des capitalistes. RICARDO dénonce ce mécanisme et plaide en faveur du libre-échange.

En 1817, RICARDO publie « *Des principes de l'économie politique et de l'impôt* », qui est son œuvre maîtresse et qui domina l'économie classique pendant près d'un demi-siècle. Il y poursuit l'élaboration de sa théorie de la répartition et y développe notamment sa fameuse théorie des coûts comparés qui fait encore référence aujourd'hui en théorie du commerce international.

Les "Principes de l'économie politique et de l'impôt" est un ouvrage où RICARDO déploie un esprit de synthèse et de logique qui révèle un esprit supérieur. Ce texte a traversé les siècles et fait aujourd'hui encore l'admiration des économistes.

Tout comme Adam SMITH dans La *Richesse des nations*, **David RICARDO s'attache à expliquer les causes de la richesse économique d'une nation**. Cette richesse provient de la croissance économique, dont il s'attache à dévoiler les déterminants. À cette fin, il aborde dans un premier temps l'analyse de la formation du prix des produits et la fixation du taux de salaire.

B – La théorie de la valeur travail

1) Proportionnalité des prix aux quantités de travail

Il reprend la distinction de SMITH entre **prix naturel** et **prix de marché**. Il emploie plus volontiers le terme de **prix normal** pour désigner le prix naturel. Le prix normal d'un produit est déterminé par la quantité de travail nécessaire à sa production. Ainsi écrit-il : "*Toute augmentation dans la quantité de travail doit nécessairement augmenter la valeur de l'objet auquel ce travail a été employé; et de même toute diminution dans la quantité de travail doit en diminuer le prix*".

Mais comment calculer ce prix, sachant que dans le monde réel les prix sont exprimés en monnaie et non, par exemple, en heures de travail ? Le prix d'une marchandise c'est en effet une certaine quantité de monnaie. Pour RICARDO, la monnaie elle-même a une valeur en temps de travail : c'est la quantité de travail qu'il faut pour produire la quantité de métal dont est fait la pièce qui sert à payer le croissant.

Pour comprendre le raisonnement de RICARDO, posons :

p_1, le prix du bien 1 exprimé en monnaie ;

x_1, une certaine quantité de bien 1,

$p_m = 1$ = le prix de la monnaie exprimé en monnaie;

x_m, une certaine quantité de monnaie.

Avec ces notations, la valeur en monnaie de la quantité x_1 de bien 1 s'écrit $p_1.x_1$ et la valeur en monnaie de la quantité x_m de monnaie s'écrit : $p_m.x_m$

Pour Ricardo, le rapport de ces deux valeurs doit être proportionnel aux quantités de travail nécessaires pour produire respectivement les quantités x_1 et x_m, soit :

$$\frac{p_1 x_1}{p_m x_m} = \frac{L_1}{L_m}$$

En posant $a_{L1}=L_1/x_1$ =quantité de travail nécessaire pour produire une unité de bien 1 et $a_{Lm}=L_m/x_m$ =quantité de travail nécessaire pour produire une unité de monnaie et sachant que $p_m=1$, nous avons :

$$\frac{p_1 x_1}{p_m x_m} = \frac{L_1}{L_m} \Leftrightarrow \frac{p_1}{p_m} = \frac{\frac{L_1}{x_1}}{\frac{L_m}{x_m}} = \frac{a_{L1}}{a_{Lm}} \Leftrightarrow p_1 = \frac{a_{L1}}{a_{Lm}}$$

L'expression $p_1=a_{L1}/a_{Lm}$ nous indique donc que le prix en monnaie du bien 1 dépend non seulement de la quantité de travail nécessaire pour produire ce bien, mais aussi de la quantité de travail nécessaire pour produire la monnaie nécessaire à l'achat de ce bien. Ainsi, par exemple, si la quantité de travail nécessaire à produire la monnaie augmente, le prix du bien 1 va baisser même si la quantité de travail nécessaire pour produire le bien lui-même ne baisse pas.

2) Remarques concernant la théorie de la valeur travail

3 remarques sont importantes à faire :

- **La théorie de la valeur travail ne s'applique qu'aux biens qui sont à la fois productibles et reproductibles**. Par exemple, la valeur d'un œuvre d'art ne peut pas s'expliquer par la théorie de la valeur travail. En effet, ce n'est pas la quantité de travail mais le génie de l'artiste qui va déterminer la valeur de la toile par exemple.

- **Travail direct et travail indirect** : Lorsque Ricardo parle de la quantité de travail nécessaire à produire un bien, il ne parle pas que du travail "direct", c'est-à-dire le travail de l'ouvrier ou de l'artisan, mais il parle aussi du travail "indirect", c'est-à-dire du travail qui a été nécessaire pour fabriquer les machines et les différents outils et matière premières qui entrent dans la production du bien considéré.

- Enfin, Ricardo était tout à fait conscient que **le travail n'est pas homogène**, c'est-à-dire qu'une heure de travail qualifié n'a pas la même valeur qu'une heure de travail non qualifié puisqu'il écrit : "*Si la journée d'un ouvrier en bijouterie vaut plus que celle d'un ouvrier ordinaire, cette proportion reconnue et déterminée depuis longtemps conserve sa place dans l'échelle des valeurs*"

C – La théorie de la répartition

La théorie classique de la répartition est fondée sur la notion de **produit marginal** décroissant. Nous allons donc d'abord préciser le concept de produit marginal (on parle aussi de productivité marginale) à partir d'un exemple numérique simple, puis nous utiliserons cet exemple pour illustrer la théorie de la répartition de RICARDO.

1) La notion de produit marginal chez RICARDO

Considérons les données de l'exemple qui figurent dans le tableau ci-après. Nous allons supposer avec RICARDO que **l'économie d'un pays est une gigantesque entreprise agricole qui produit du blé, au moyen des trois facteurs de production : terre, travail et capital.** La terre est disponible en quantité fixe, mais le travail et le capital peuvent varier.

Illustration numérique de la théorie de la répartition chez RICARDO

Travail et capital	Produit total	Produit moyen	Produit marginal
1	12	12 : 1 =12	12
2	15	15 : 2 = 7,5	15-12 = 3
3	17	17 : 3 = 5,7	17-15 = 2
4	17	17: 4 = 4,25	17-17 = 0
5	16	16 : 5 = 3,2	16-17 = -1
6	13	13: 6 = 2,2	13 – 16 = - 3

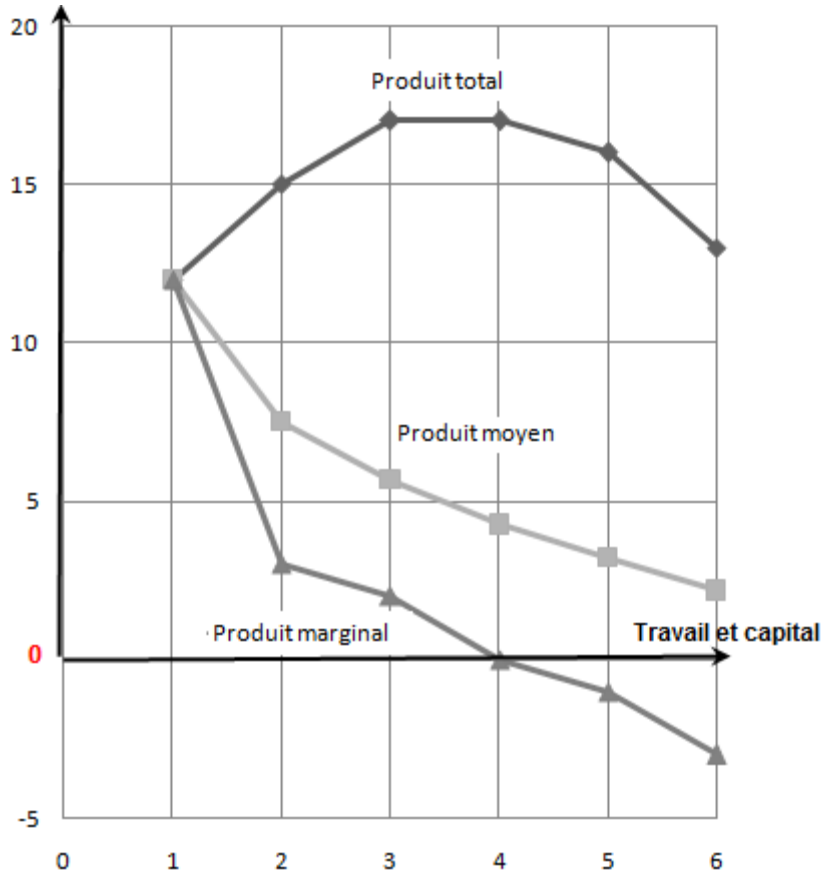
- **La première colonne du tableau** représente les quantités de travail et de capital appliquées à une quantité fixe de terre. Pour des raisons de commodité, le capital et le travail sont regroupés en un seul facteur, afin de pouvoir raisonner sur une figure à deux dimensions. On peut par exemple imaginer que chaque unité est composée de 2 éléments : 1 homme (travail) et un sac de semences (capital).

- **La colonne 2** représente la production de blé ou **produit total** associée à chaque niveau du facteur travail et capital.

- **La colonne 3** est le **produit moyen**, c'est-à-dire le produit total divisé par le nombre d'unités (les chiffres sont arrondis, par exemple 13:6 = 2,166666667 a été arrondi à 2,2).

- La **dernière colonne** représente le **produit marginal** : Le produit marginal est l'accroissement de production dû à l'ajout d'une unité de capital et travail. Par exemple, lorsque la première unité de capital et travail est appliquée à la surface fixée de terre, la production est de 12 (par exemple 12 quintaux). Lorsqu'on ajoute une unité, la production passe de 12 à 15. Cette augmentation de 3 unités, c'est le produit marginal**.**

Représentons le produit total, le produit moyen et le produit marginal sur un graphique[77] :



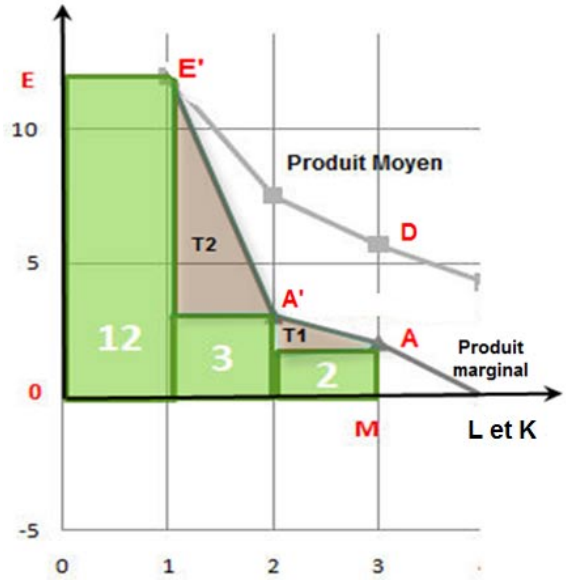
Deux remarques :

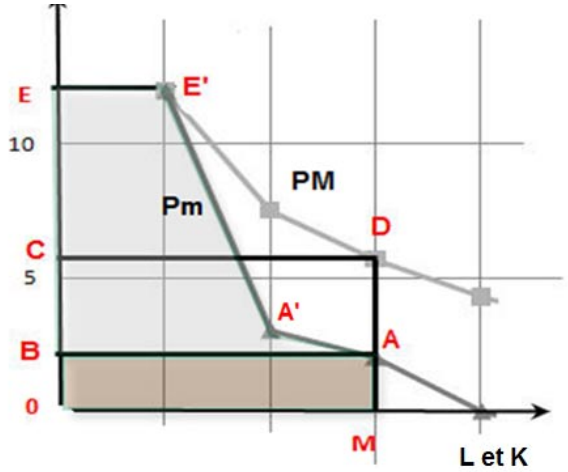
- **Le produit marginal est décroissant.** C'est la **loi des rendements décroissants**. Cette loi s'explique par le fait que le rendement de la terre est décroissant. Dans cet exemple, le rendement de la terre diminue parce que l'on applique de plus en plus de travail et de semences sur une quantité fixe de terre.

- **Le produit moyen aussi est décroissant**, mais supérieur au produit marginal. Cela s'explique par le fait que chaque nouvelle unité contribue moins que la précédente au produit total que la précédente, ce qui ne peut que faire baisser le produit moyen.

[77] Dans les graphiques qui suivent, l'origine « 0 » (qui correspond au chiffre zéro) est traitée aussi comme la lettre « O » dans les explications qui impliquent des segments et des surfaces (exemple, on a noté OBAM (lettre « O ») alors qu'il aurait mieux fallu noter 0BAM (chiffre « 0 »). Ceci ne devrait pas cependant pas gêner la compréhension du raisonnement.

Illustration graphique de la théorie de la répartition chez RICARDO





Les deux graphiques ci-dessus sont similaires. Celui de droite est schématisé, les chiffres ont été enlevés. La schématisation a pour but de montrer comment la répartition du produit s'effectue entre les trois catégories sociales : **ouvriers, capitalistes et rentiers**.

On suppose dans un premier temps que la population est donnée et que le capital est utilisé en proportion fixe avec cette population. **Soit OM la quantité de capital et travail employée dans l'économie**. Le produit moyen est alors donné par OC.

Le **produit total** peut s'obtenir de 2 façons :

- **Premièrement** il s'obtient en multipliant le produit moyen OC, par la quantité de capital et travail OM. Le produit total est alors donné par le rectangle OCDM.

- **Deuxièmement,** il s'obtient en faisant la somme des produits marginaux (12+3+2=17). Géométriquement, cela signifie que le produit total est donné par l'aire qui est située sous la courbe du produit marginal, c'est-à-dire l'aire OEE'A'AM. Les triangles T1 et T2 tendent vers zéro si on raisonne sur des accroissements continus. Ici, nous n'avons que 3 unités de « capital et travail », ce qui explique que les triangles T1 et T2 soient relativement importants, mais si l'on avait 30, 300 ou 3000 unités, la dimension de ces triangles tendrait vers zéro. Ceci nous permet de raisonner à partir de l'aire OEE'A'AM plutôt qu'à partir des trois barres 12+3+2.

En conclusion, et avant d'analyser la répartition du produit total entre les 3 catégories sociales, il est important de bien voir que le produit total peut être représenté par l'aire située sous la courbe de produit marginal et égale à OEE'A'AM quand 3 unités de capital et travail sont employées.

2) Le produit marginal, clé de la répartition

Pour analyser comment le produit total est réparti entre les trois catégories, nous allons donc nous rapporter à la surface OEE'A'AM.

L'analyse de la répartition se fait en deux étapes :

- **D'une part** on détermine la part qui revient au facteur « travail et capital» et celle qui revient aux rentiers.
- **D'autre part**, on répartit ensuite la part qui revient au « travail et capital» entre les salariés et les capitalistes.

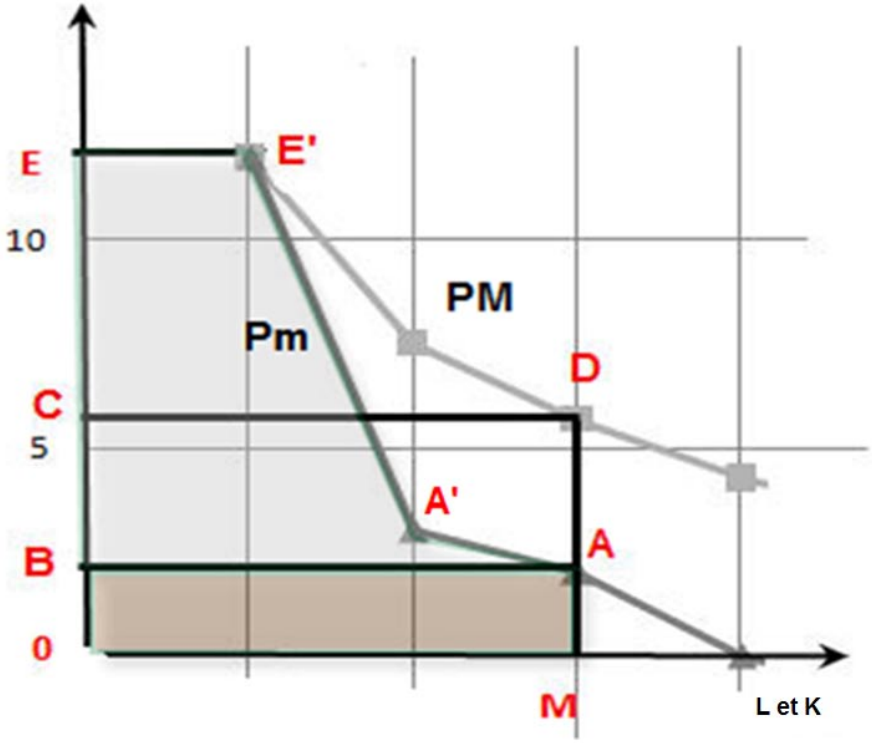
a) Part du « travail et capital » et de la rente

Ici, le « travail et capital » est le facteur variable (la terre, présente implicitement, est supposée fixe). Dans le modèle de Ricardo, la règle suivante est appliquée :

Règle de détermination de la part du facteur variable (et donc de la rente) : le facteur de production variable (ici le « travail et capital ») est rémunéré à son produit marginal.

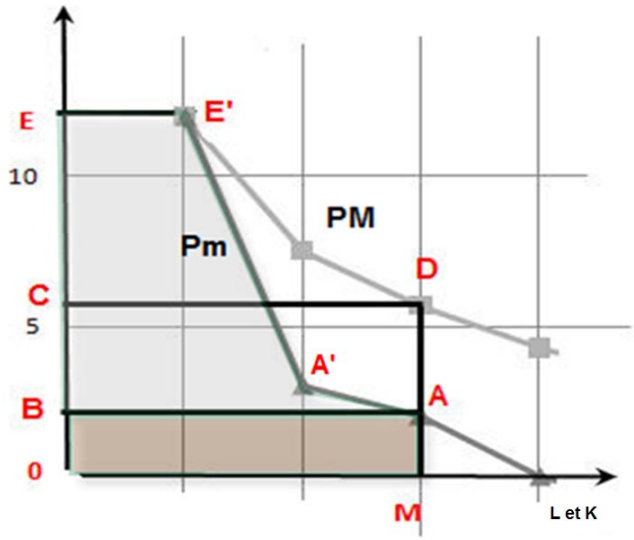
Ainsi, puisqu'au point M le produit marginal est égal à MA=0B, la part qui revient aux ouvriers et aux capitalistes est donnée par la surface OBAM.

La surface OBAM représente la part du produit total qui revient au facteur de production variable (travail et capital)



Que signifie cette règle de répartition ?

- Elle signifie d'abord que la dernière unité de capital et travail, rapporte MA de produit supplémentaire, mais que toutes les autres rapportent plus. C'est ce surplus que l'on appelle la rente. Sur le graphique ci-dessous, la rente est donnée par la surface BEE'A'A.



Calcul numérique: si OM = 3, on a un produit total qui est égal à 12+3+2 = 17 (somme des produits marginaux) ou bien a 5,7 x 3 (produit moyen par 3 unités) = 17. Quand OM=3, le produit marginal est égal à 2 (voir tableau) Donc la part du facteur « travail et capital» est égale à 2 x 3 = 6. La rente a donc pour valeur résiduelle 17-6 = 11.

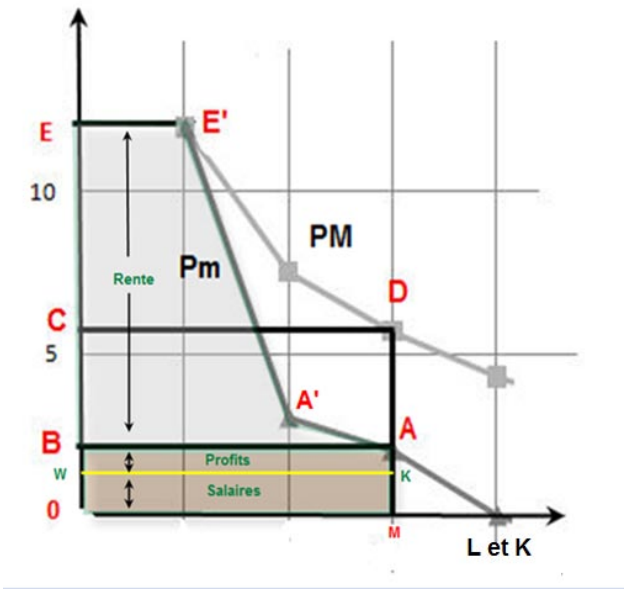
Travail et capital	Produit total	Produit moyen	Produit marginal
1	12	12 : 1 =12	12
2	15	15 : 2 = 7,5	15-12 = 3
3	17	17 : 3 = 5,7	17-15 = 2
4	17	17: 4 = 4,25	17-17 = 0
5	16	16 : 5 = 3,2	16-17 = -1
6	13	13: 6 = 2,2	13 – 16 = - 3

- Elle signifie ensuite que **c'est la concurrence qui gouverne la rémunération du facteur variable**. Dans notre exemple, lorsque 3 unités sont employées, le produit marginal est de 2. La première unité rapporte 12, la seconde rapporte 3 et la troisième 2. Mais n'importe laquelle des 3 unités pourrait être employée la première, la seconde ou la troisième. Ce qui fait qu'il est impossible à une unité de réclamer une rémunération supérieure à 2 (même si elle permet de gagner 3 ou 12), car c'est sa position dans l'ordre d'utilisation des unités qui détermine son produit marginal au sein du processus de production et non sa valeur intrinsèque.

b) Part de salaires et profits

Voyons maintenant comment s'effectue la répartition entre les salaires et les profits. Pour effectuer le partage entre salaires et profits, il faut se référer à la **théorie du salaire de subsistance** (loi d'airain des salaires), que nous avons étudiée avec Adam SMITH, mais qui est reprise par RICARDO. Selon cette théorie, il existe un salaire de subsistance qui, à long terme, correspond au coût de reproduction de la main d'œuvre. Supposons dans un premier temps que ce salaire soit égal à OW. Dans ce cas, la **masse salariale** est donnée par l'aire OWKM.

Détermination de la masse salariale et de la masse des profits quand le salaire de subsistance est égal à OW

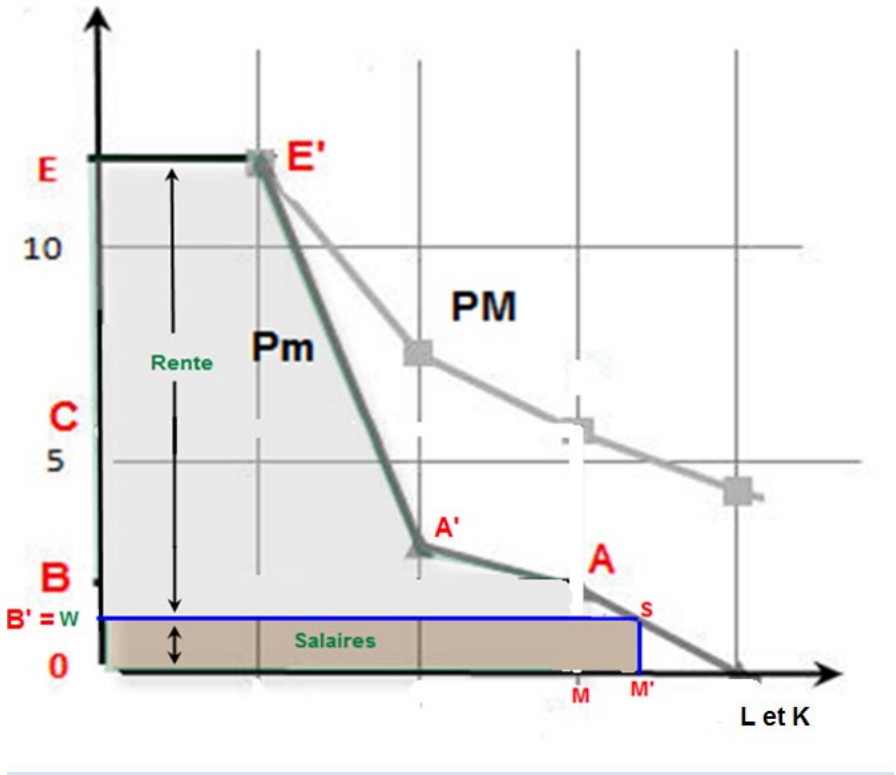


Dans l'analyse de RICARDO, la masse des salaires OWKM est avancée (sous forme de blé) par les capitalistes aux ouvriers. Cela correspond donc au capital investi qui, ici, n'est que du capital circulant. De ce fait, le taux de profit est égal au rapport des profits sur capital investi (ici capital investi = avances en blé = salaires, d'où le dénominateur) soit :

$$r = \frac{profits}{salaires} = \frac{(AM \times BA) - (KM \times BA)}{(KM \times BA)} = \frac{AM - KM}{KM} = \left(\frac{AM}{KM} - 1\right)$$

Remarques :

- **Il existe un niveau d'investissement tel que le profit est nul.** C'est le niveau M'. En effet, si la quantité de travail et capital utilisée passe de M à M', la rémunération du facteur variable permettra seulement de couvrir les salaires de subsistance et la masse des profits sera nulle. Et l'on a donc r = 0.



- **On peut supposer que ce niveau ne sera jamais atteint**, car il existe un niveau r minimum au-dessous duquel les capitalistes cesseront d'investir (le facteur "travail et capital" ne pourra donc plus augmenter puisque ces deux facteurs doivent augmenter en proportion). Sur la figure, ce minimum pourrait être indiqué par un point entre M et M' (sur l'axe des abscisses) ou (ce qui revient au même) par un point entre B' (=w) et B sur l'axe des ordonnées.

- **Ce taux de profit minimum ne s'applique pas seulement à l'agriculture**, mais aussi à l'industrie. Pour démontrer ce point, RICARDO indique que dans une économie concurrentielle, le taux de profit dans l'industrie ne peut durablement être différent du taux de profit dans l'agriculture. En effet, si par exemple le taux de profit était supérieur dans l'industrie, l'investissement baisserait dans l'agriculture, ce qui ferait remonter le taux de profit dans ce secteur. Inversement, si le profit dans l'industrie est inférieur au profit dans l'agriculture, l'investissement augmenterait dans l'agriculture et cela ferait baisser le taux de profit dans ce secteur.

Par conséquent, les deux taux de profit agricole et industriel sont égaux à l'équilibre et c'est donc le profit dans l'agriculture qui régit le profit dans toute l'économie. Ainsi que l'écrit RICARDO, "***C'est le profit du fermier qui régit les profits de toutes les autres activités***".

D – La théorie des avantages comparatifs

C'est probablement pour son apport à la théorie de l'échange international que RICARDO est le plus connu aujourd'hui. Sa théorie, que l'on appelle la "**théorie des avantages comparatifs**" ou "théorie des avantages comparés" ou encore "loi de l'avantage comparatif" est toujours l'élément majeur d'un cours de théorie du commerce international. Cette théorie explique que chaque pays doit se spécialiser, (c'est-à-dire produire et exporter) les biens qu'il sait produire avec la meilleure compétence.

Le point essentiel est que même si un pays était plus compétent que ses partenaires pour produire tous les biens, il gagne néanmoins à se spécialiser dans la production et l'exportation des biens qu'il sait produire avec une plus grande compétence encore.

Ce point n'est pas évident, car il s'agit d'admettre que ce pays va devoir éventuellement importer des biens qu'il sait mieux produire que son partenaire commercial ! Tel est l'apport de la théorie de RICARDO : apport essentiel, car il permet de démontrer que l'échange international, plus précisément le libre-échange, est toujours bénéfique pour les pays qui décident de s'y rallier. La théorie de RICARDO est sans doute l'élément majeur de tout plaidoyer en faveur du libre-échange.

a) L'exemple du vin et du drap

Pour démontrer sa théorie, RICARDO prend l'exemple de l'Angleterre et du Portugal, chacun de ses deux pays étant producteur à la fois de vin et de drap. Il montre qu'alors même que le Portugal est plus avantagé que l'Angleterre à la fois pour produire le vin et le drap, il a néanmoins intérêt à laisser l'Angleterre lui fournir son drap. Il prend l'exemple suivant :

L'exemple du Drap et du vin

	Angleterre	Portugal
Vin	$a_{LV}=120$	$a^*_{LV}=80$
Drap	$a_{LD}=100$	$a^*_{LD}=90$

Dans le tableau ci-dessus :

- a_{LV} =120 représente le nombre d'heures de travail nécessaires pour produire une unité de vin (par exemple un baril ou un hectolitre) en Angleterre
- a^*_{LV} = 80 représente le nombre d'heures de travail nécessaires pour produire une unité de vin au Portugal.

- a_{LD} =100 représente le nombre d'heures de travail nécessaires pour produire une unité de drap (par exemple un rouleau ou un m^2) en Angleterre
- a^*_{LD}=90 représente le nombre d'heures de travail nécessaires pour produire une unité de drap au Portugal.

Il apparaît que :

$$a^*_{LV} = 80 < a_{LV} = 120$$

$$a^*_{LD} = 90 < a_{LD} = 100$$

Autrement dit, tant dans le vin que dans le drap, il faut moins d'heures aux Portugais qu'aux anglais pour produire des unités (ici supposées identiques en qualité) de chaque bien. Cela semble s'opposer à toute spécialisation internationale. Or RICARDO montre que non.

Pour simplifier la démonstration, nous allons supposer que les termes de l'échange sont égaux à 1. Autrement dit, chaque unité de vin Portugais permet d'obtenir une unité de drap anglais et réciproquement.

b) L'intérêt du Portugal

L'intérêt du Portugal est de ne produire que du vin et d'en exporter une partie en échange de drap

Montrons que le Portugal a intérêt à se spécialiser dans la production de vin et à l'exporter en échange de drap :

Supposons que le Portugal souhaite obtenir une **unité de drap**. Il a le choix entre :

- Produire lui-même cette unité pour un coût en travail de 90 heures.
- l'importer en échange d'une unité de vin qu'il va produire pour un coût 80 heures.

Ainsi, avec 90 heures, il peut obtenir plus qu'une unité de drap, il peut en fait en obtenir 90/80 = 1,125 unités. Il pourra vendre une unité de vin contre une unité de drap anglais et il lui restera encore 0,125 unités de vin (ou le temps de travail correspondant).

Le Portugal a donc intérêt à produire du vin plutôt que du drap et à échanger une partie de ce vin contre du drap.

c) L'intérêt de l'Angleterre

L'intérêt de l'Angleterre est de ne produire que du drap et d'en exporter une partie en échange de vin

Supposons que l'Angleterre souhaite obtenir une unité de vin. Elle peut choisir entre :

- fabriquer cette unité pour un coût en travail de 120 heures
- L'importer en échange d'une unité de drap qu'elle va produire pour un coût de 100 heures.

Ainsi, avec ces 120 heures, elle peut obtenir plus qu'une unité de vin, elle peut en fait obtenir 120/100 = 1,2 unités de vin. Elle peut donc vendre une unité de drap contre une unité de vin portugais et il lui restera encore 0,2 unités de drap (ou le temps de travail équivalent).

L'Angleterre a donc intérêt à produire du drap plutôt que du vin et à échanger une partie de ce drap contre du vin.

d) Généralisation

Notre démonstration repose ici sur le fait que nous avons choisi des termes de l'échange simple : une unité de vin s'échange contre une unité de drap.

Mais on peut montrer que le gain à l'échange demeure dans des conditions beaucoup plus générale. En fait, tant que la condition suivante est vérifiée, il y a gain à l'échange :

$$\frac{a^*_{LV}}{a^*_{LD}} \leq \text{ Termes de l'échange } \leq \frac{a_{LV}}{a_{LD}}$$

On voit que le cas particulier précédent où les termes de l'échange sont égaux à 1 est inclus dans cette condition.

$$\frac{80}{90} = 0,89 \leq \text{ Termes de l'échange } \leq \frac{120}{100} = 1,2$$

E – Ricardo et la monnaie : La controverse « bullioniste »

1) L'origine de la controverse

La controverse bullioniste est un débat apparu vers les années 1800 en Angleterre sur la question de la convertibilité des billets de banque en or. En d'autres termes, fallait-il ou non que les billets soient convertibles en or ?

Au 18ème siècle il existait un système de compensation entre les banques anglaises. Les Banques étaient autorisées a émettre des billets. Sur les billets figurait un texte indiquant « *La banque X s'engage a payer au porteur de ce billet la somme de X livres* ». Cet engagement était réel. Toute personne ayant des billets pouvait les apporter au guichet de la banque émettrice et obtenir une quantité d'or équivalente à la valeur inscrite sur le billet. Le billet était donc convertible sur la base de ce que la banque détenait en or dans ses coffres. Mais bien entendu, aucune banque n'avait dans ses coffres une quantité d'or équivalente à la quantité de billet qu'elle mettait en circulation.

Il existait cependant une exception à ce système : c'était celle des banques écossaises qui avaient le droit de suspendre la convertibilité des billets. Cette convertibilité suspensive était prévue pour éviter que plusieurs banques ne se coalisent pour en ruiner une. Cela aurait pu en effet effet arriver si plusieurs banques constituaient secrètement des avoirs en billets d'une banque tierce puis soudainement présentaient ensemble les billets au guichet de la banque concernée. Celle-ci faisant face d'un seul coup à l'obligation de rembourser une très grande quantité de billets n'aurait pas pu honorer ses engagements et se serait trouvée ruinée. Pour éviter qu'une telle situation ne se produise, les banques écossaises eurent ainsi le droit, jusqu'en 1765, de rendre leurs billets temporairement inconvertibles. Après 1765, ce droit leur fut retiré.

En 1797 des rumeurs se sont répandues en Angleterre d'après lesquelles les armées françaises auraient débarqué sur le sol anglais. Ces rumeurs provoquèrent une vaste panique et les détenteurs de billets se ruèrent vers les banques pour en demander le remboursement en or.

Pour éviter une catastrophe, le gouvernement donna l'autorisation aux banques de ne plus assurer la convertibilité des billets. Lorsque la crise fut apaisée, le gouvernement ne rétablit pas la convertibilité. Il autorisa au contraire les banques à poursuivre leur émission de monnaie sans contrepartie de convertibilité.

Il s'ensuivit alors un débat entre les **bullionistes** et les **antis bullionistes** :

- Les bullionistes étaient ceux qui souhaitaient un retour à la convertibilité.
- Les antis bullionistes étaient ceux qui préféraient le maintient de la non convertibilité.

2) Bullionistes et anti bullionistes

Pour les bullionistes, la convertibilité était le garant du bon fonctionnement du système. Si les banques avaient l'obligation de convertir leurs billets en or, on serait sûr que l'émission de monnaie resterait contrôlable. En l'absence de convertibilité, on risquait d'avoir un excès de monnaie dans l'économie et donc une baisse de la valeur de la monnaie, c'est-à-dire de l'inflation. Les bullionistes étaient donc des partisans de la théorie quantitative de la monnaie.

David RICARDO était bullioniste, ainsi que Henry THORNTON (1760-1815) et John WHEATLEY (1772-1830), parmi les plus connus.

A l'inverse, les anti bullionistes, ne croyaient pas à la théorie quantitative de la monnaie, mais adhéraient plutôt à la **doctrine des dettes réelles** (real bills doctrine). La doctrine des dettes réelles ou doctrine anti bullionistes soutenait que la quantité de monnaie dans une économie n'est pas déterminée de façon exogène, mais qu'elle l'est de façon endogène. En d'autres termes, si les banques créent de la monnaie, c'est en réponse aux besoins des agents économiques. Ils ne pensent donc pas qu'une augmentation de la quantité de monnaie puisse être à l'origine de l'inflation. Ils étaient ainsi favorables au maintient de la non convertibilité.

Adam SMITH était anti bullionistes, tout comme John LAW (1671-1729) le fut avant lui.

3) Le Banking act de 1844

En 1844, le **Banking Act** donna à la Banque d'Angleterre le monopole d'émission des billets. Les billets émis étaient inconvertibles (sur le plan interne) mais la Banque devait maintenir un certain ratio entre les billets émis et les réserves d'or dont elle disposait.

Cette fois, le débat porta sur la question de savoir si cette parité devait être respectée ou non.

- Les **héritiers des bullionistes** , les tenants de la C**urrency school ,** étaient favorables au maintient de cette parité qui offrait un rempart selon eux contre l'inflation. On trouvait parmi eux Lord OVERSTONE (1796-1883), James R. McCULLOCH (1779-1864), Thomas JOPLIN (1790-1847) et Samuel M. LONGFIELD (1802-1884).

- Les **héritiers des antibullionnistes**, les tenants de la **Banking School**, étaient contre le maintient d'une **parité fixe** de convertibilité. Ils étaient favorables à un ajustement de la parité en fonction des besoin de l'économie. On trouvait parmi eux Thomas TOOKE (1774-1858), John FULLARTON (1780-1849) et John Stuart MILL (1806-1873).

3 – Thomas MALTHUS

A – Données Biographiques

Thomas Robert MALTHUS (1766-1834) a profondément influencé la pensée économique et la pensée philosophique en général. Détesté par certains, comme Karl MARX, et admiré par d'autres, comme Charles DARWIN (1809-1882). Ce dernier a reconnu dans son autobiographie que c'est en lisant l'essai sur la population de MALTHUS, pour se distraire, que la **théorie de la sélection naturelle** lui est apparue :

"*In October 1838, that is, fifteen months after I had begun my systematic inquiry, I happened to read for amusement MALTHUS on Population, and being well prepared to appreciate the struggle for existence which everywhere goes on from long-continued observation of the habits of animals and plants, it at once struck me that under these circumstances favourable variations would tend to be preserved, and unfavourable ones to be destroyed. The results of this would be the formation of a new species. Here, then I had at last got a theory by which to work*". (Charles DARWIN, 1876).

Traduction :

« *En Octobre 1838, c'est-à-dire quinze mois après avoir débuté mon enquête systématique, alors que je lisais pour me distraire l'essai de MALTHUS sur le Principe de Population, j'eus soudain l'intuition, sans doute du fait de ma longue observation des habitudes des animaux et des plantes, que, dans ce monde où la lutte pour la vie partout domine, les variations favorables sont préservées, tandis que les variations défavorables disparaissent. Il en résulte l'apparition de nouvelles espèces. C'est ainsi que je découvris enfin une théorie avec laquelle travailler* ». (Charles DARWIN, 1876).

Si RICARDO avait 6 ans quand Adam SMITH écrivait la *Richesse des Nations*, MALTHUS en avait 10. En effet, Malthus est né le 14 février 1766 dans une famille riche de la classe moyenne anglaise. Son père avait connu ROUSSEAU et était enthousiasmé pour le système d'éducation préconisé dans « l'Emile », et il éleva le jeune Thomas dans cet esprit de liberté. Ensuite, Thomas MALTHUS suivit des études à Cambridge et devint pasteur.

C'est en 1798, à l'âge de 32 ans, qu'il publie d'abord anonymement son ouvrage majeur "*Essai sur le principe de population, dans ses effets sur le bonheur futur de la Société, accompagné de remarques sur les idées de M. Godwin, M. Condorcet et autres écrivains*". Cet ouvrage connut un grand succès et fut réédité cinq fois du vivant de MALTHUS.

Cet ouvrage lui apporta en outre la célébrité et il fut nommé en 1805 professeur d'histoire moderne et d'économie politique (ce fut la première chaire d'Economie Politique) dans un collège qui venait d'être fondé par les directeurs de la Compagnie des Indes Orientales. Par la suite son influence grandit en Europe et quand il meurt, en 1834, il est célèbre.

La réflexion de MALTHUS peut se ramener à deux grandes idées : le **principe de population** dont découle la théorie dite du "Malthusianisme" et la **théorie de la sous-consommation**, qui fut ensuite développée par John Maynard KEYNES sous le nom de principe de la demande effective.

B – Le Principe de population

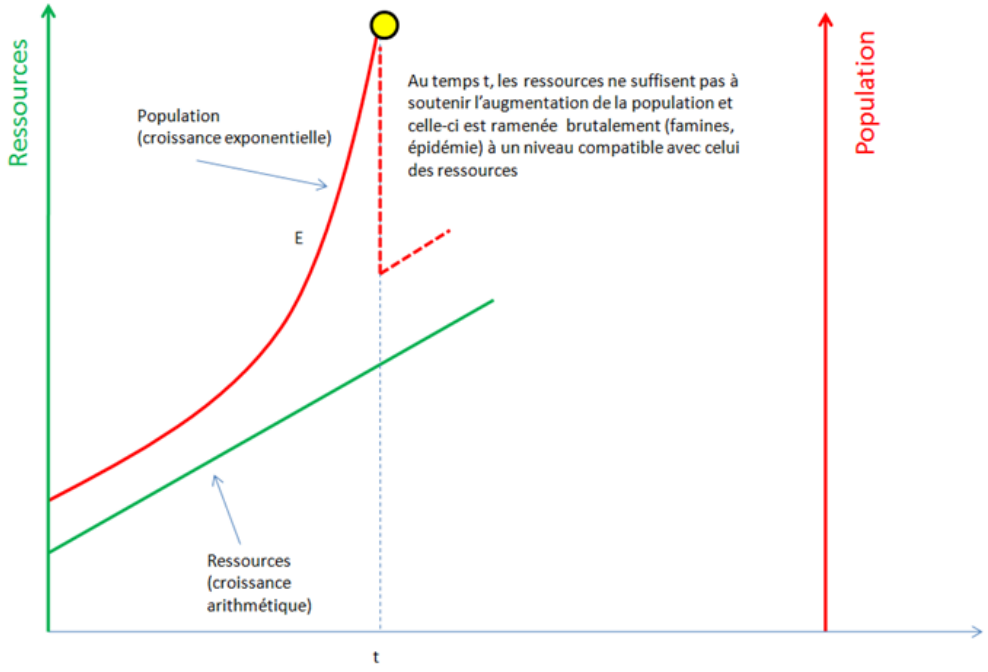
Ce qui a le plus retenu l'attention dans l'œuvre de MALTHUS est l'observation que les êtres vivants se reproduisent naturellement à un rythme exponentiel, alors que les ressources croissent à un rythme beaucoup moins rapide (arithmétique).

1) La croissance de la population excède celle des ressources

MALTHUS observe que la pression de la population se vérifie dans toutes les espèces : « *La tendance constante, commune à tous les êtres vivants, écrit-il, est d'accroître l'espèce au-delà des ressources de nourriture dont elle peut disposer... La nature a été avare de place et d'aliments. Si elle ne rencontre pas d'obstacles, la population croîtra selon une progression géométrique*, *doublant approximativement tous les vingt-cinq ans, tandis que les moyens de subsistance augmenteront au mieux selon une progression arithmétique* ».

Dans ces conditions, dès que la population augmente au-delà du niveau autorisé par les ressources, on voit apparaître des famines ou des guerres qui ramènent brutalement la population à un niveau compatible avec celui des ressources.

Schéma illustrant le mécanisme qui ramène la croissance exponentielle de la population à un niveau compatible avec celui des ressources



La révolution industrielle avait pour contrepartie une **paupérisation de la classe ouvrière**, car beaucoup d'ouvriers ne parvenaient pas à s'adapter aux nouveaux modes de production et sombraient dans la misère. Dans la classe ouvrière, le taux de natalité était très élevé, mais beaucoup d'enfants ne survivaient pas.

2) Obstacles destructifs et préventifs à la croissance de la population

Pour MALTHUS, c'était justement la misère, mais aussi les guerres et ce qu'il appelait "le vice", qui empêchait la population d'exploser (il parlait des "**obstacles destructifs**" à la croissance de la population) : "*La nécessité, cette loi impérieuse et omniprésente de la nature, les garde (les êtres vivants) dans les limites prescrites. Les espèces animales et les espèces végétales se contractent sous cette grande loi restrictive. Et l'espèce humaine ne saurait, quels que soient les efforts de sa raison, y échapper. Dans le monde animal et végétal, ses effets sont divers: perte de la semence, maladies et mort prématurée. Dans l 'humanité, misère et vice*".

Pour éviter que ne se manifeste les obstacles destructifs, il préconisait de recourir à des **obstacles « préventifs »** : **abstinence sexuelle** et le **célibat** pour lutter contre la natalité.

3) Le conservatisme de MALTHUS

MALTHUS était convaincu qu'on ne peut pas contourner les lois de la nature et même qu'il est moralement criminel de chercher à le faire. Un homme ne doit pas chercher à avoir des enfants s'il n'est pas sûr de pouvoir les nourrir et "*chaque pauvre doit savoir qu'il est lui-même la cause principale de ses souffrances*".

On peut espérer, écrit MALTHUS, que c'est par l'éducation que chaque couple comprendra la contrainte morale, ce qui doit l'amener à limiter lui-même le nombre de ses enfants. D'où les célèbres tirades de MALTHUS sur les vertus de "l'abstinence et de la chasteté". Il faut repousser l'âge du mariage et même, après le mariage, n'avoir qu'un nombre d'enfants compatible avec son pouvoir économique.

Il faut faire comprendre aux pauvres que «*le seul moyen de hausser réellement le prix du travail est de diminuer le nombre des ouvriers*». C'est la seule solution acceptable, mais il ne faut pas pour autant qu'il favorise la famine et la maladie. MALTHUS se refuse à envisager cette hypothèse. La tâche d'un gouvernement se borne donc à prêcher la morale aux populations.

4) L'influence de MALTHUS : le malthusianisme

Les idées de MALTHUS ont été très discutées et critiquées dès qu'elles furent connues. Très vite on montra que les statistiques sur lesquelles MALTHUS appuyait son raisonnement étaient le plus souvent inexactes, sinon fausses. Nassau SENIOR, l'un des artisans de la loi sur les pauvres de 1834, critiqua l'irréalisme des méthodes préconisées par MALTHUS, notamment l'idée de la «contrainte morale». Thomas SADLER (1780-1835), un démographe irlandais, montra qu'à l'inverse de ce que prétendant MALTHUS, dans les années 1820 la misère que l'on constatait en Irlande était, selon les régions, non pas directement proportionnelle à la densité de

population mais inversement proportionnelle. Sa théorie d'un lien entre excès de population et misère n'avait donc pas de base statistique.

Malgré cela, les idées de MALTHUS sont encore très vivantes de nos jours - et ont par exemple été appliquées en Chine sur une échelle sans précédent.

À noter que les idées de MALTHUS étaient déjà dans l'air parmi les esprits cultivés, puisque le physiocrate MIRABEAU (1749-1791), déjà, aurait écrit: "*les hommes se multiplient comme les rats dans un grenier, s'ils ont les moyens de subsister*".

C – La théorie de la sous-consommation

"*Dans les dernières années du 18ème siècle, la misère des classes laborieuses parut à Malthus résulter principalement de leur bas niveau de vie. Dans les années qui suivirent Waterloo et la fin de la guerre, cette misère lui parut poser principalement un problème de chômage. C'est à ces deux problèmes que son œuvre d'économiste fut successivement consacrée. Comme solution du premier, il a présenté son principe de population. Il affirmait avec insistance que rien ne pourrait relever la rémunération de ce facteur de production sinon la réduction de son offre. Mais, alors que dans la première édition, l'accent était mis sur les difficultés de réduire cette offre, dans les éditions suivantes, l'accent portait sur l'importance de réduire cette offre.* **Dans la seconde moitié de sa vie, il fut préoccupé des problèmes du chômage d'après la guerre, alors que ce problème atteignait une dimension formidable; il en trouva l'explication dans ce qu'il a appelé l'insuffisance de la demande effective; comme remède, il fit appel à la satisfaction des désirs de dépense, aux travaux publics et à une politique d'expansion**".[78]

En effet, dans ses écrits, MALTHUS pense à contre-courant des autres classiques pour qui le moteur de l'économie réside dans la capacité de production, c'est à dire l'offre. Pour les classiques, hormis MALTHUS, la production trouve toujours à s'écouler. À aucun moment ils ne considèrent sérieusement le problème de la surproduction. Or, MALTHUS doute que le pouvoir d'achat des ouvriers soit suffisant pour absorber la production créée. C'est lui qui le premier parle de l'insuffisance de la demande effective, c'est-à-dire la demande effectivement exprimée sur le marché.

Il souligne que le **désir d'investir peut créer l'offre** mais que **le désir de consommer ne suffit pas à créer une demande aussi effective**. Il pense en effet que le pouvoir d'achat effectif limite la demande ouvrière. Il préconise donc de **soutenir la demande** par ce qu'il appelle " *la distribution occasionnée par les services personnels et les consommateurs improductifs* ".

Nous avons, en introduction à ce chapitre, puis en étudiant Adam SMITH, vu que la croissance économique dépendait de l'importance du surplus créé par la division du travail, qu'elle soit nationale ou internationale. Et que l'importance du surplus dépendait elle-même du désir d'épargne qui suppose un comportement relativement frugal chez l'épargnant. Or, selon MALTHUS, il y a une contradiction entre le comportement frugal de l'épargnant et la possibilité d'écouler le surplus créé par la

[78] John Maynard KEYNES, 1934, *Allocution pour le centenaire de la mort de MALTHUS*.

croissance : c'est ce que plus tard John Maynard KEYNES appellera le "**paradoxe de l'épargne**". MALTHUS écrit : « *Adam Smith soutient que les capitaux s'accroissent par l'épargne; que tout homme frugal est un bienfaiteur de la société, et que l'accroissement de la richesse dépend de l'excédent des produits par delà les consommations. Il est impossible de contester la vérité de ces propositions considérées dans une grande partie de leurs applications... Mais il est aisé de voir que ces propositions cessent d'être vraies, si on leur donne une latitude indéfinie, et que le principe de l'économie, poussé à l'excès, finirait par détruire tout encouragement à la production. Si chacun se contentait des aliments les plus simples, des vêtements les moins dispendieux et des plus chétives habitations, il est certain que dans ce cas, il n'y aurait pas d'autres aliments, d'autres vêtements, d'autres habitations... Les deux extrêmes se touchent; et il s'ensuit qu'il doit y avoir un point intermédiaire, quoique nos connaissances en économie politique ne nous permettent pas de le fixer, dans lequel, prenant en considération et la façon de produire et la volonté de consommer, l'encouragement à l'accroissement de la richesse se trouvera le plus puissant* ».

4 – Jean-Baptiste SAY

A – Données biographiques

Jean-Baptiste SAY (1767-1832) est le descendant d'une famille de protestants calvinistes qui avait dû s'exiler lors de la **révocation de l'Edit de Nantes par Louis XIV en 1685**. L'édit de Nantes du 13 avril 1598, signé par Henri IV (1553-1610), autorisait la liberté de culte aux protestants. Cependant, à partir des années 1660, la conversion des protestants au catholicisme fut tentée par Louis XIV (1638-1715) accompagnée de persécutions et de dragonnades (les familles protestantes étaient obligée de loger à leur frais un « dragon », c'st-à-dire un militaire). Malgré les résultats « positifs » de cette politique (la pratique du protestantisme chuta fortement), Louis XIV révoqua l'édit de Nantes en signant **l'édit de Fontainebleau le 18 octobre 1685**, interdisant le protestantisme sur tout le territoire français. Ceci entraîna l'exil de beaucoup de protestants et affaiblit l'économie française au profit des pays protestants (Angleterre , colonies américaines de Virginie et de Caroline du Sud, Allemagne, Suisse, Pays-Bas). On estime à 200 000 le nombre de ces émigrés, dont beaucoup étaient artisans et membres de la bourgeoise. Le protestantisme resta interdit en France jusqu'en 1789.

C'est dans ce contexte que le jeune Jean-Baptiste SAY fait ses études en Angleterre et c'est là qu'il découvre le livre d'Adam SMITH, la *Richesse des Nations*. Il revient en France et commence sa carrière comme employé dans une compagnie d'assurance parisienne. En 1789, quand éclate la Révolution française (né en 1767, il avait alors 23 ans), il travaille dans la presse puis part comme volontaire. Au retour il fonde un périodique, *La décade philosophique*, *politique et littéraire* et en devient le rédacteur en chef. Sous l'Empire, il refuse de cautionner la politique économique de NAPOLEON 1er (1769-1821). De ce fait, il est écarté de toute fonction importante et

connaît des difficultés matérielles. Il créé sa propre entreprise, une usine de filature mécanique et réussit fort bien dans ce métier. Puis il se met à écrire.

Dès 1804, il publie son *Traité d'Economie Politique* et, en 1817, son *Catéchisme d'Economie Politique*. Finalement, grâce à sa notoriété, il obtient une chaire, spécialement créée pour lui, au **Conservatoire des Arts et Métiers** et enfin, en 1830, une **chaire d'Economie Politique est créée au Collège de France**, dont il devient le premier titulaire. Simultanément, ses cours du Conservatoire des Arts et Métiers sont publiés en six volumes sous le titre "*Cours Complet d'Economie Politique*". Il meurt deux ans après, en 1832.

B – La loi des débouchés

1) Enoncé de la loi par Jean-Baptiste SAY

Jean-Baptiste SAY est connu comme étant l'auteur de la **loi des débouchés** que l'on appelle d'ailleurs souvent aussi la **loi de SAY**. Cette loi s'énonce ainsi "*L'offre crée sa propre demande*" ou encore « *les produits s'échangent contre des produits* ». Ces deux formules signifient que, comme le physiocrate Le MERCIER de la RIVIERE l'écrivait en 1767 "*personne n'est acheteur sans être en même temps vendeur*". Autrement dit, dans l'économie prise dans son ensemble, la demande totale ne peut pas durablement excéder l'offre totale, ni être inférieure.

Plus précisément, **chaque fois qu'un produit est créé, un débouché est créé en même temps**. En effet, ce produit va être mis sur le marché et va donc engendrer un revenu. Ce revenu servira de débouchés à un autre produit. Et ainsi de suite.

Voilà comme il formule la **loi des débouchés** : "*Il est bon de remarquer qu'un produit terminé offre, dès cet instant, un débouché à d'autres produits pour tout le montant de sa valeur. En effet, lorsque le dernier producteur a terminé un produit, son plus grand désir est de le vendre, pour que la valeur de ce produit ne chôme pas entre ses mains. Mais il n'est pas moins empressé de se défaire de l'argent que lui procure sa vente, pour que la valeur de l'argent ne chôme pas non plus. Or, on ne peut se défaire de son argent qu'en demandant à acheter un produit quelconque. On voit donc que le seul fait de la formation d'un produit ouvre, dès l'instant même, un débouché à d'autres produits.*"

Mais il n'est pas le seul à affirmer cette confiance. Ainsi, John Stuart MILL écrira-t-il : "*Les moyens de paiement des marchandises sont les marchandises elles-mêmes. les instruments dont chacun dispose pour payer la production d'autrui sont les produits qu'il possède lui-même. Les vendeurs sont tous nécessairement et au sens propre du mot des acheteurs.* ***Si l'on pouvait doubler tout à coup la capacité de production du pays on doublerait l'offre de marchandises sur tous les marchés, mais on doublerait du même coup le pouvoir d'achat.*** *Tout le monde doublerait sa demande en même temps que son offre; chacun serait à même d'acheter deux fois plus parce que chacun aurait deux fois plus à offrir en échange*"

2) Les problèmes soulevés par la loi des débouchés

a) Le problème de la thésaurisation

Si l'individu qui reçoit de l'argent en échange de son produit ne le dépense pas immédiatement, que se passe-t-il ? La réponse dépend s'il s'agit d'épargne ou de thésaurisation. S'il s'agit de thésaurisation, c'est-à-dire d'argent retiré de la circulation et entassé dans un bas de laine ou sous un matelas, la loi de SAY ne tient plus. L'offre n'aura créé aucune demande... S'il s'agit d'épargne productive, alors la loi de SAY tient toujours car l'argent épargné sera en fait prêté à quelqu'un d'autre qui le dépensera et l'offre de cet individu aura créé une demande (celle de celui qui a emprunté l'argent).

b) Le problème de la compatibilité des demandes

SAY ne dit rien en ce qui concerne la compatibilité des demandes. Autrement dit, si un cordonnier fabrique une paire de chaussures et la vend, son offre crée une demande, mais une demande de quoi ? Si, avec son argent, il souhaite acheter des gants, encore faut-il qu'il y ait en face une offre de gants, sinon il pourra fort bien thésauriser la somme qu'il a reçu.

c) La motivation du premier producteur

Même si on admet que la production d'un agent économique crée un débouché pour un autre agent économique, reste le problème de savoir ce qui motive le premier agent à engager une production sachant qu'il n'a pas de débouché assuré. Sa seule assurance est en réalité la loi de SAY elle-même.

3) Loi des débouchés contre insuffisance de la demande effective

Est-ce que l'offre crée sa propre demande ou bien au contraire, est-ce que l'insuffisance de la demande effective est possible et, dans ce cas, susceptible de créer une crise de surproduction ? La réponse à cette question oppose les économistes dans un clivage qui transcende les distinctions habituelles :

- **du côté de SAY**, on trouve SMITH, BASTIAT ou RICARDO. RICARDO, par exemple, écrivait : "*Les produits s'achètent toujours au moyen de produits ou de services; la monnaie n'est que le moyen par lequel s'effectue l'échange. Puisqu'un accroissement de la production est toujours accompagné d'un accroissement correspondant du pouvoir d'achat et de consommation, il n'est pas possible qu'il y ait surproduction*". Plus tard, on verra que la plupart des néo-classique admettent aussi la loi de SAY comme une évidence et c'est à Léon WALRAS (1834-1910) que l'on doit d'ailleurs la formulation la plus achevée de cette loi.

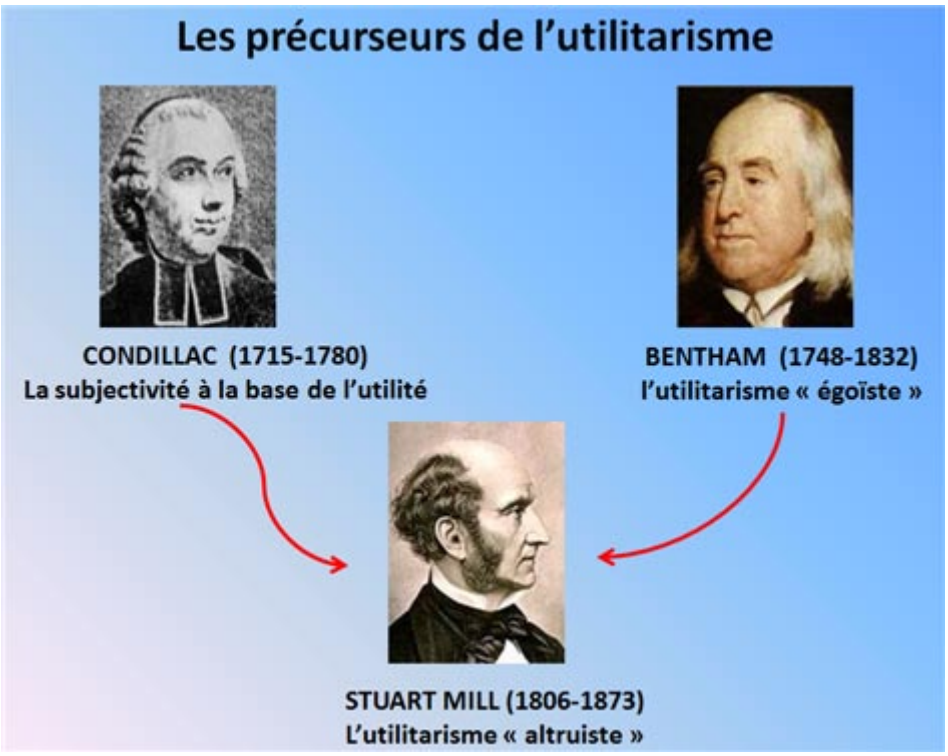
- **Mais contre SAY**, c'est-à-dire du côté des partisans de l'insuffisance de la demande, il y a MALTHUS, MARX et KEYNES. Il s'agit en fait d'un clivage qui oppose les optimistes (comme toujours minoritaires), ceux qui ont confiance dans la capacité du système à créer ses propres débouchés, et les

pessimistes, ceux qui pensent que le système économique est voué sinon à la destruction, du moins à des difficultés dont il ne pourra sortir qu'avec l'intervention de l'Etat.

5 – John STUART MILL

John STUART MILL (1806-1873) est le fils de l'historien, économiste et philosophe écossais James MILL (1773-1836), qui l'initie à l'économie et aux travaux des utilitaristes Étienne BONNOT de CONDILLAC (1715-1780) et Jeremy BENTHAM (1748-1832). Bien qu'il ait écrit sur de nombreuses questions d'économie politique, défendant et approfondissant les thèses des économistes classiques, John Stuart MILL est surtout connu aujourd'hui pour sa contribution au **courant utilitariste**, courant qui formera un pilier essentiel de l'école néo-classique et qui sous-tend largement la culture politique et philosophique américaine. On rappellera brièvement les apports de CONDILLAC et de BENTHAM à l'utilitarisme, avant de présenter la contribution de John Stuart MILL.

Cependant, il ne faut pas réduire la contribution de Stuart MILL à l'Utilitarisme. Son livre, *Principles of Political Economy*, publié en 1848, sera une synthèse de l'économie politique héritée d'Adam SMITH et de RICARDO et servira à former des générations d'économistes anglais jusqu'à ce qu'il soit remplacé par les *Principles of Economics* (1890) du néo-classique Alfred MARSHALL (1842-1924).



A - CONDILLAC : l'utilité, fondement de la valeur

En 1776, l'année même où paraissait la *Richesse des nations*, Étienne BONNOT de CONDILLAC (1715-1780) publiait un ouvrage d'économie intitulé "*Le commerce et le gouvernement considérés relativement l'un à l'autre*" où, en disciple de John LOCKE (1632-1704) il en développe **l'empirisme** avec l'idée que toutes nos

connaissances sont d'origine sensible. Il s'oppose ainsi à DESCARTES (1596-1650) en affirmant qu'il n'existe pas d'idées innées, c'est-à-dire d'idées qui préexisteraient à la connaissance sensible.

Ce point de vue philosophique va lui permettre de développer une conception originale de la valeur fondé sur la **notion d'utilité**. "*On dit qu'une chose est utile, écrit Condillac, lorsqu'elle sert à quelques-uns de nos besoins; et qu'elle est inutile, lorsqu'elle ne sert à aucun, ou que nous n'en pouvons rien faire. Son utilité est donc fondée sur le besoin que nous en avons. D'après cette utilité, nous l'estimons plus ou moins; c'est-à-dire que nous jugeons qu'elle est plus ou moins propre aux usages auxquels nous voulons l'employer. Or, cette estime est ce que nous appelons valeur. Dire qu'une chose vaut, c'est dire qu'elle est, ou que nous l'estimons bonne à quelque usage. La valeur des choses est donc fondée sur leur utilité, ou, ce qui revient au même, sur le besoin que nous en avons, ou, ce qui revient encore au même, sur l'usage que nous en pouvons faire* ".

CONDILLAC n'ignore pas le problème de la rareté mais n'en fait cependant pas le fondement direct de la valeur. Son raisonnement est le suivant : la rareté intervient aussi, à côté de l'utilité, pour déterminer la valeur d'une chose, mais de façon secondaire et à travers son impact sur la subjectivité. **C'est, selon lui, la subjectivité elle-même qui est modifiée par la plus ou moins grande rareté d'une chose**. Ainsi, par exemple, le fait même qu'une chose soit rare peut accroître notre désir de la posséder. D'où la phrase fameuse : "*Une chose n'a pas une valeur parce qu'elle coûte, comme on le suppose; mais elle coûte parce qu'elle a une valeur* ". En réalité, cette phrase n'est qu'apparemment paradoxale, dans la mesure où le paradoxe vient du fait que le mot "valeur" a un sens différent dans la première partie et dans la seconde : "*Ceux qui soutiennent qu'une chose a de la valeur parce qu'elle coûte pensent à la valeur d'échange. Mais pour soutenir qu'une chose coûte parce qu'elle a de la valeur, il faut prendre le mot valeur au sens de valeur d'usage ou d'utilité*" écrit Henri DENIS, au sujet de ce paradoxe.

B - BENTHAM ou l'utilitarisme « égoïste ».

Jeremy BENTHAM (1748-1832) est **à l'origine d'une économie politique sur la base du calcul de l'utilité des choses et des activités.** BENTHAM considère que l'homme réagit principalement aux sensations agréables ou désagréables qui l'affectent. C'est donc en agissant sur ces sentiments qu'on peut gouverner une société humaine. Un bon gouvernement doit donc tenir une comptabilité des peines qu'il inflige et des plaisirs qu'il dispense, l'objectif étant que la somme des plaisirs (c'est-à-dire le bonheur) soit maximum et la somme des peines (c'est-à-dire le malheur) soit minimum et cela dans le but d'atteindre "*le plus grand bonheur du plus grand nombre*".

BENTHAM considère que le bonheur est lié à la quantité de plaisir. Il en a donc une conception quantitative, arithmétique. C'est pourquoi on qualifie sa conception d'**utilitarisme égoïste**.

C – L'utilitarisme altruiste de MILL

EN 1861, John Stuart MILL publie un ouvrage intitulé l'*Utilitarisme*. On a dit de l'utilitarisme de MILL, qu'il était un **utilitarisme altruiste**, par opposition à l'utilitarisme de BENTHAM. Pour Mill, ce qui importe est la qualité des plaisirs et non nécessairement la quantité. Par exemple :

- les plaisirs de l'esprit sont plus importants que ceux du corps.
- le bien-être d'autrui peut parfois être plus important que le sien propre.
- le plaisir ou l'intérêt de la collectivité comptent parfois mieux que le plaisir individuel.

Les utilitarismes de MILL et de BENTHAM ont pour point commun de ne prendre en compte que les sensations et le plaisir et les peines qui en découlent. La différence entre les deux tient dans la prise en compte de la diversité des plaisirs et des peines quand il s'agit de déterminer si une action est bonne ou mauvaise. Pour l'utilitarisme égoïste, une action est bonne si elle procure du plaisir à son auteur, elle est mauvaise si elle lui procure de la peine. Pour l'utilitariste égoïste, en outre, une action qui entraîne du plaisir pour lui sera bonne même si elle a des conséquences néfastes pour autrui. Pour MILL, une action ne peut être bonne si elle entraîne plus de déplaisir pour autrui que de plaisir pour soi. Pour Stuart MILL, ce qui compte c'est le plaisir du plus grand nombre.

6 – Frédéric BASTIAT

La vie de Frédéric BASTIAT (1801-1850), ainsi que sa carrière d'économiste, furent toutes deux courtes, mais intenses. Ses **nombreux écrits sont des plaidoyers en faveur de l'économie de marché, de la libre concurrence et du libre-échange**. Bastiat est une sorte d'Adam SMITH à la française dont le talent immense a résidé dans la manière d'exprimer des idées économiques, plutôt que dans l'invention de concepts nouveaux. Fils de commerçants, BASTIAT est orphelin à 9 ans, et devient agriculteur dans la ferme de son grand-père. Après la révolution de 1830, qui suscite son enthousiasme, il est nommé juge de paix à Mugron en 1831 et l'année suivante élu membre du Conseil général du département des Landes.

Dès l'âge de 22 ans, il s'est mis à lire les écrits des économistes, dont Adam SMITH (1723-1790) et Jean-Baptiste SAY (1767-1832). Il suit aussi de très près la lutte que se livraient en Angleterre les partisans du libre-échange et les partisans du protectionnisme. Il est convaincu très vite des bienfaits du libre-échange et, en 1844, il envoie au Journal des économistes un article intitulé "*De l'influence des tarifs anglais et français sur l'avenir des deux peuples*". L'article parait en octobre 1844 et connaît un grand succès.

Cela l'encourage. En 1845, il publie les "Sophismes économiques", et **participe au grand mouvement libre-échangiste en France. Il créé un hebdomadaire, "Le Libre-échange", dont il prend la direction**. Lors de la Révolution de 1848, il est élu par le département des Landes à l'Assemblée Législative.

BASTIAT a écrit sur tous les sujets de l'économie. Nous ne retiendrons ici que deux d'entre eux : les échanges internationaux et le rôle de l'Etat dans l'économie.

A – La critique du protectionnisme

BASTIAT est un polémiste. Il sait simplifier les idées et les illustrer par des images frappantes. L'un de ces sophismes les plus célèbres est une fable dont le titre à lui seul fait sourire : « *La pétition des fabricants de chandelles contre la concurrence déloyale du soleil*». C'est un pamphlet qui ridiculise ceux qui cherchent à obtenir l'instauration de droits de douane sur les marchandises importées dans le but de protéger leurs propres intérêts, mais qui essaient d'obtenir cette loi en invoquant un prétendu bénéfice collectif. Les pétitionnaires demandent tout bonnement :

« *la fermeture de toutes fenêtres, lucarnes, abat-jour, contrevents, volets, rideaux vasistas, œils-de-bœuf, stores, en un mot de toutes ouvertures, trous, fentes et fissures par lesquelles la lumière du soleil a coutume de pénétrer dans les maisons, au préjudice des belles industries dont nous nous flattons d'avoir doté le pays...*

S'il se consomme plus de suif, il faudra plus de bœufs et de moutons, et par suite, on verra se multiplier les prairies artificielles, la viande, la laine, le cuir... S'il se consomme plus d'huile, on verra s'étendre la culture du pavot, de l'olivier, du colza... Nos landes se couvriront d'arbres résineux.

De nombreux essaims d'abeilles recueilleront sur nos montagnes des trésors parfumés qui s'évaporent aujourd'hui sans utilité...

Des milliers de vaisseaux iront à la pêche à la baleine, et dans peu de temps nous aurons une marine capable de soutenir l'honneur de la France. »

Ce pamphlet est célèbre pour la verve et l'humour avec lesquels il dénonce, malheureusement en vain, les intérêts particuliers qui se cachent derrière des revendications présentées au nom de l'intérêt général.

B – La critique de l'interventionnisme étatique

BASTIAT s'attaque aussi à l'interventionnisme étatique, au monopole et au socialisme. Il ne se contente pas d'attaquer cependant, il propose des solutions, cherche à démontrer que seul le libéralisme permet d'obtenir le bien-être de tous. Il fait du consommateur le point de départ de toute l'activité économique. Comme Adam SMITH, il est persuadé que l'intérêt personnel coopère infailliblement au bien de tous : « *Avec le chacun pour soi, écrit BASTIAT dans les Harmonies, tous les efforts de l'individualisme surexcité agissent dans le sens du chacun pour tous, et chaque progrès partiel vaut à la société, en utilité gratuite, des millions de fois ce qu'il a rapporté à son inventeur en bénéfices.* »

Pour finir, soulignons que BASTIAT a fustigé l'Etat avec éloquence. Il écrit par exemple de l'Etat que c'est « *la grande fiction à travers laquelle tout le monde s'efforce de vivre au dépens de tout le monde* ». Est-ce parce que "*la science économique de l'époque était bien incapable de proposer une théorie économique de l'utilité des services publics et de présenter un modèle macroéconomique des*

conditions de la croissance où ces services soient comptabilisés", comme l'écrit Luc BOURCIER de CARBON, ou est-ce parce qu'il avait l'intuition des limites de l'Etat Providence, bien avant que l'on en connaisse les excès ?

Sur l'Etat, il écrit encore : "*On peut affirmer encore que, grâce à la non-intervention de l'État dans des affaires privées, les besoins et les satisfactions se développeraient dans l'ordre naturel. On ne verrait point les familles pauvres chercher l'instruction littéraire avant d'avoir du pain. On ne verrait point la ville se peupler aux dépens des campagnes, ou les campagnes aux dépens des villes. On ne verrait pas ces grands déplacements de capitaux, de travail, de population, provoqués par des mesures législatives, déplacements qui rendent si incertaines et si précaires les sources mêmes de l'existence, et aggravent par là, dans une si grande mesure, la responsabilité des gouvernements.*" (Frédéric BASTIAT, La loi. Juin 1850).

Chapitre 7
Les économistes socialistes

« *Supposons que la France perde subitement ses 50 premiers physiciens, ses 50 premiers chimistes, [...] ses 600 premiers agriculteurs, [...], comme ces hommes sont les Français les plus essentiellement producteurs, [...], la Nation deviendrait sans âme à l'instant où elle les perdrait. [...]. Admettons [qu'à la place] la France [...] ait le malheur de perdre [...] tous les grands officiers de la Couronne, tous les ministres [...] tous les cardinaux, archevêques, évêques, [...], tous les juges, et, les dix mille propriétaires les plus riches, [...], il n'en résulterait [à l'inverse] aucun mal politique pour l'Eta*t » - Claude Henri de ROUVROY , Comte de SAINT-SIMON

0 - Introduction
1 - Charles FOURIER
- A - Le phalanstère
- B - Les quatre pommes
- C - L'antipathie à l'égard de l'Angleterre
- D - Un autodidacte entouré de disciples
- E - Les tentatives de réalisations concrètes

2 - SAINT-SIMON et les Saint-simoniens
- A - SAINT-SIMON
- B - Les idées des Saint-simoniens
  - 1) Exploiteurs et exploités
  - 2) L'élitisme
  - 3) Transférer la propriété
- C - Les disciples de SAINT-SIMON
- D - Les dérives du Saint-simonisme
- E - L'influence des Saint-simoniens

3 - Jean Léonard Sismonde de SISMONDI
- A - La concurrence est destructrice
- B - L'anti-industrialisme de SISMONDI
- C - Réduire les antagonismes de classe

4 - Pierre-Joseph PROUDHON
- A - Données biographiques
- B - Primauté de l'égalité
- C - La propriété, c'est le vol
- D - L'intérêt n'est pas légitime

5 - Karl MARX
- A - Données biographiques
- B - Le matérialisme historique
- C - L'exploitation de la force de travail et la plue-value
- D - Les contradictions internes du capitalisme
- E - La concentration des entreprises

0 – Introduction

On distingue généralement, dans l'école socialiste :

- **Les socialistes d'avant MARX**, qu'ils soient ou non "utopistes" sont marqués par une grande diversité, mais aussi par une forme assez prononcée d'utopisme, sauf peut-être chez le suisse Jean Léonard Sismonde de SISMONDI (1773-1842). Charles FOURIER (1772-1837) préconise la vie en petite communauté, les phalanstères, qui sont un retour à une forme précapitaliste de la société (en cela, il s'agit d'une rêverie utopique). SAINT-SIMON (1760-1825) et les Saint-simoniens rêvent d'une société élitiste, gouvernée par le mérite et d'où l'héritage serait absent. PROUDHON (1802-1864), après avoir déclaré "la propriété, c'est le vol", n'a cessé de développer de subtiles analyses sur la notion de relations contractuelles qui se substitueraient progressivement à l'Etat, qui font qu'aujourd'hui il est davantage revendiqué par les libéraux que par les socialistes.[79]

- **Le socialisme de Karl MARX** (1818-1883), qu'il a qualifié lui-même de "scientifique", est beaucoup plus systématique. Rappelons que MARX est parfois considéré comme un auteur classique ("le dernier des classiques") et qu'il a aussi exercé une énorme influence sur la pensée politique et économique, ainsi que sur l'histoire économique, au moins jusqu'à la fin du 20ème siècle.

[79] Voir sa biographie par Alain LAURENT sur le site Internet des auteurs libéraux http://www.catallaxia.org/sections.php?op=viewarticle&artid=118

Principaux penseurs socialistes du 19ème siècle

1760 1780 1800 1820 1840 1860 1880

L'organisateur (1819-1820)

Claude-Henri SAINT-SIMON (1760-1825)

Industrialisme, élitisme, méritocratie

Traité de l'association domestique agricole (1822)
Le Nouveau Monde industriel (1827)
La fausse industrie (1835-1836)

Charles FOURIER (1772-1837)

Phalanstère

Nouveaux principes d'économie politique (1819)

Jean Léonard Sismonde de SISMONDI (1773-1842)

La concurrence est destructrice, anti-industrialisme

Qu'est-ce que la propriété ? (1840)

Pierre Joseph PROUDHON (1802-1864)

Les relations sociales et économiques doivent être gouvernées par des contrats

Le capital (1864)

Karl MARX (1818-1883)

L'exploitation du travail par le capital
Les contradictions internes du capitalisme

1 – Charles FOURIER

François Marie Charles Fourier (1772-1837), est avec l'anglais Robert Owen (1771-1858) l'une des figures légendaires du socialisme utopique au 19ème siècle. Plusieurs communautés utopiques inspirées de ses écrits, ont été créées depuis les années 1830. Il faut cependant préciser que l'idée de former de petits groupes d'hommes se séparant de la masse des humains afin de mener une vie plus parfaite dans des communautés isolées est ancienne, notamment chez des sectaires du Christianisme comme les Adamites de Bohème et les Anabaptistes, mais réapparaît au début du 19ème siècle en dehors de toute référence au christianisme, comme un moyen proposé pour résoudre les problèmes posés par le développement du capitalisme. Cette idée se recoupe aussi avec la tradition utopiste issue de PLATON, MORE et CAMPANELLA. FOURIER reste à la postérité comme le théoricien du **socialisme associationniste**.

A – Le phalanstère

FOURIER a développé une théorie de la vie en petite communauté, basée sur la notion de "Phalanstère". Le mot Phalanstère provient de la contraction du mot "phalange" (groupement) et du mot "stère" (de monastère : établissement où des moines vivent en communauté). C'est une libre association de travail et de vie formée par un nombre bien déterminé d'individus, hommes et femmes. Pour l'auteur, les phalanstères formeront le socle d'un nouvel Etat. Les membres du phalanstère renoncent à l'échange commercial, vivent surtout de petite agriculture familiale (potager, poulailler, quelques animaux de ferme …)

Le phalanstère est un hôtel coopératif pouvant accueillir 1620 membres soit 810 hommes et 810 femmes au milieu d'un domaine de 400 hectares réservé à la culture. Pourquoi 1620 personnes (2 x 810) ? C'est que FOURIER a déterminé qu'il existait exactement 810 catégories d'hommes et de femmes. Il s'agit d'un classement effectué sur la base de la psychologie des caractères des êtres humains. C'est pour cela qu'une phalanstère doit être composé de 1620 personnes, choisies chacune pour leur appartenance à un type de caractère particulier. Dans un phalanstère, chacun fréquente différents groupes successifs pendant la journée, les groupes étant constitués sur la base des affinités.

Le phalanstère est constitué sous forme d'une société par actions, grâce aux apports de ses membres, apports qui ne seront pas nécessairement égaux. Les bénéfices iront à raison de 4/12 aux apporteurs du capital, de 5/12 aux travailleurs (ceux-ci n'étant pas rémunérés pour leur travail proprement dit) et 3/12 pour le «talent», c'est-à-dire l'activité des savants et des artistes. **FOURIER est contre l'égalité complète entre les individus**, que ce soit en termes de richesse ou de mode de vie, car il souhaite préserver la diversité, condition de l'harmonie (rappelons qu'il est demeuré célibataire). Dans le phalanstère théorique, il y a donc des classes différentes.

B – Les quatre pommes

FOURIER est l'ennemi déclaré des villes, de l'industrie et surtout du commerce. Son aversion pour le commerce est célèbre, notamment parce qu'il l'a contée à travers l'histoire des « quatre pommes». il écrivit en effet que l'histoire comptait quatre pommes célèbres : deux d'entre elles pour les désastres qu'elles provoquèrent et les deux autres au contraire, pour les services qu'elles rendirent à la science.

Les deux premières pommes sont célèbres pour les désastres qu'elles provoquèrent :

La pomme d'ADAM et EVE. Adam tente en vain de dissuader Eve de mordre dans la pomme, mais elle le fait quand même et le paradis est perdu.

La pomme de PÂRIS. C'est l'origine de l'expression « pomme de discorde ». Eris, déesse de la discorde, n'avait pas été invitée aux noces de Pélée et Thétis sur l'Olympe. Pour se venger, elle envoya une pomme d'or sur laquelle était écrit « À la plus belle ». Trois déesses revendiquent alors la pomme : il s'agit d'ATHENA, HERA et APHRODITE. Afin de mettre un terme à la dispute entre les trois déesses, HERMES choisit PÂRIS pour désigner la gagnante. Chacune essaye alors de se concilier les faveurs de PÂRIS. HERA lui promet un royaume, ATHENA lui promet la sagesse et la valeur guerrière, et APHRODITE lui promet l'amour de la plus belle femme de Grèce : HELENE de SPARTE.. PÂRIS choisit donc APHRODITE dans le but d'obtenir HELENE. Ceci provoquera la guerre de Troie.

Les deux autres pommes, au contraire, sont célèbres pour les services qu'elles rendirent à la science :

La pomme de NEWTON. Histoire apocryphe, sans doute fausse, d'après laquelle Isaac NEWTON (1643-1727), endormi sous un pommier, reçoit une pomme sur la tête. Réveillé brutalement, ce choc lui révèle en un « flash » la théorie de la gravitation universelle.

La pomme de FOURIER. Un jour, il vit dans un restaurant parisien, un client payer une pomme 14 sous, soit cent fois plus cher qu'à Rouen, ville dont il venait d'arriver. FOURIER fut alors révolté par une telle distorsion dans les prix, ce qui l'amena à condamner toute société fondée sur le commerce. C'est cette anecdote qui lui a révélé l'ampleur de l'imposture commerciale et la malfaisance des intermédiaires.

C – L'antipathie à l'égard de l'Angleterre

S'il est définitivement contre le commerce, il a en plus une dent contre le commerce anglais. Ainsi écrit-il de l'Angleterre : " .... *la paix n'est plus qu'un leurre, qu'un songe de quelques instants, l'industrie est devenue le supplice des peuples depuis qu'une île de pirates entrave les communications, décourage les cultures des deux continents et transforme leurs ateliers en pépinières de mendiante... L'esprit mercantile a ouvert de nouvelles routes au crime, à chaque guerre il étend les déchirements sur les deux hémisphères et porte jusqu'au sein des nations sauvages les scandales de la cupidité civilisée... La terre n'offre plus qu'un affreux chaos*

politique, elle appelle le bras d'un autre Hercule pour la purger des monstruosités sociales qui la déshonorent... ". Le nouvel Hercule dont il parle n'est autre que lui-même, puisqu'il écrit un peu plus loin " *Déjà le nouvel Hercule a paru ... Pour compléter l'opprobre de ces titans modernes, Dieu a voulu qu'ils fussent abattus par un inventeur étranger aux sciences et que la théorie du mouvement universel échût en partage à un homme presque illettré : c'est un « sergent de boutique » qui va confondre ces bibliothèques politiques et morales, fruit honteux de charlataneries antiques et modernes. Eh ! ce n'est pas la première fois que Dieu se sert de l'humble pour abaisser le superbe, et qu'il fait choix de l'homme le plus obscur pour apporter au monde le plus important message*" (l'homme le plus obscur choisi par Dieu, c'est lui ....).

D – Un autodidacte entouré de disciples

FOURIER est un autodidacte qui n'a pratiquement pas lu le corpus de la culture classique, ce qui ne l'empêche pas de publier une œuvre considérable en quantité et en originalité. En 1808, il publie son premier ouvrage "*La théorie des quatre mouvements*", qui débute par une dénonciation du système capitaliste. En 1822, il développe sa théorie du phalanstère dans le "*Traité de l'association domestique agricole*", prolongée en 1827 par "*Le Nouveau Monde industriel*" et, en 1835-1836, "*La fausse industrie*". C'est dans Le Nouveau Monde industriel et sociétaire, publié en mars 1829, qu'il formule le plus précisément la théorie du phalanstère : on y apprend notamment que ceux-ci sont des palais en forme d'étoile qui contiennent des galeries marchandes, des salles à manger collectives, une bibliothèque et un temple ...

Admiré par un nombre croissant de disciples, FOURIER pense que des mécènes viendront d'eux-mêmes, attirés par le rayonnement naturel de sa pensée. De 1825 à 1835, il déjeune tous les jours en tête-à-tête avec un couvert et une chaise vide sur laquelle il s'attend à voir venir s'asseoir un mécène enthousiaste, désireux de financer des phalanstères.

FOURIER ne propose nullement de faire une révolution. C'est un utopiste. Selon lui, la création des phalanstères se fera nécessairement, le moment venu, rien ne sert de hâter ce moment. FOURIER s'est contenté de proposer une description de l'état social de l'avenir.

E – Les tentatives de réalisations concrètes

Il y a eu des tentatives de création de phalanstères. Elles ont toutes échoué, après avoir connu des fortunes diverses. La thèse de Pierre MERCLE, "*Le socialisme, l'utopie ou la science ?* " décrit en détails chacune de ces expériences. Il se dégage quelques généralités du compte-rendu de ces expériences, à savoir notamment que les obstacles matériels furent considérables. Quand ce n'étaient pas les obstacles matériels, c'étaient les dissensions individuelles qui ont précipité l'échec de ces expériences communautaires. Les plus importantes furent :

- Condé-sur-Vesgre près de Rambouillet, dans le canton de Houdan (Seine-et-Oise), en 1832, du vivant de Charles FOURIER,

- le "familistère" que GODIN (1817-1888), fabricant de poêles, installe à Guise, dans l'Aisne en 1846,
- celui du Texas en 1855, sous l'impulsion de Victor CONSIDERANT (1808-1893), un polytechnicien exalté qui s'approprie le fouriérisme, et en assure d'ailleurs le succès.

Mentionnons également une tentative de fouriérisme partiel appelé "commerce véridique et social». En 1835, une souscription est ouverte par les fouriéristes Blaise MURAT, Jean RéMOND, Edmond VIDAL et Rivière CADET, ainsi que d'anciens Saint-simoniens ralliés au fouriérisme, pour la **fondation d'une épicerie sociale**. C'est l'ancien Saint-simonien Joseph REYNIER qui apporta l'essentiel des fonds qui permirent l'ouverture de cette première épicerie d'inspiration fouriériste.

Selon Pierre MERCLE, "*Les ventes réalisées la première année furent importantes, et pendant les deux années suivantes, cinq autres magasins furent ouverts sur le plateau de la Croix-Rousse, puis dans d'autres quartiers de la ville. Mais des tracasseries policières et administratives suscitées par des commerçants lyonnais dissuadèrent peu à peu les consommateurs et obligèrent finalement Michel Derrion, ruiné, à mettre fin à l'expérience du « Commerce véridique et social » à Lyon, en 1838. Derrion et Reynier n'avaient pas pour autant abdiqué leur volonté de traduire en pratique les préceptes fouriéristes, et après avoir rejoint les dissidents de l'Union harmonienne, ils participèrent à la tentative de réalisation conduite au Brésil sous la direction du docteur Benoît Mure dans la première moitié des années 1840.*"

2 – SAINT-SIMON et les Saint-simoniens

A – SAINT-SIMON

SAINT-SIMON était un socialiste utopiste qui a su séduire et influencer durablement la pensée de certains intellectuels (les polytechniciens en particulier, car il habita un certain temps devant l'Ecole Polytechnique, ouvrant sa maison et sa bourse aux professeurs et aux étudiants) et, aussi des industriels et des banquiers.

Né en 1760 à Paris, Claude-Henri de Rouvroy, comte de SAINT-SIMON (1760-1825), ne doit pas être confondu avec son parent, le duc Louis de Rouvroy de SAINT-SIMON (1675-1755), célèbre pour ses mémoires, dont il est le petit cousin. Claude-Henri de Rouvroy comte de SAINT-SIMON, appartient à une des plus grandes familles de la noblesse française. Par tradition, il entre dans la carrière militaire et, en 1779, rejoint l'Amérique, pour combattre avec les insurgés aux côtés de LA FAYETTE (1757-1834). Revenu en France, il quitte l'armée. En 1789, il prend ouvertement parti pour la Révolution, abandonne solennellement ses titres et se fait appeler "citoyen Bonhomme". Il est arrêté sous la CONVENTION[80] et libéré à la chute de ROBESPIERRE (1758-1794). Ses ressources étant insuffisantes, il décide de se constituer un patrimoine qui lui assurerait l'indépendance matérielle nécessaire pour l'élaboration de son œuvre. Il s'associe alors avec un banquier

[80] Nom donné à l'assemblée qui dura du 20 septembre 1792 au 26 octobre 1795. La Convention assura le pouvoir exécutif de la Première République française après la déposition de Louis XVI et l'abolition de la Monarchie.

allemand pour spéculer sur les biens des émigrés et de l'Eglise, confisqués par la Révolution, et amasse ainsi une petite fortune. Sa maison devient l'un des centres intellectuels de Paris où se réunissent des mathématiciens, des physiciens, des philosophes, des économistes et des historiens et beaucoup de polytechniciens. Il étudie la philosophie et les sciences en dépensant sans compter. Lorsqu'il commence à écrire, il est ruiné et doit vivre aux dépens de son entourage.

La doctrine de Saint-Simon est exposée dans ses ouvrages les plus importants :
Lettre d'un habitant de Genève à ses contemporains (1803), L'industrie (1816-1817), Le politique (1819), L'organisateur (1819-1820), Le système industriel (1821), Catéchisme des industriels (1823-1824), et Nouveau christianisme (1825).

Cependant, l'apport de SAINT-SIMON est difficile à dissocier des prolongements que ses disciples donneront à sa pensée. Dès lors il est préférable de considérer que les idées essentielles développées ci-après sont celles des Saint-simoniens plutôt que celles de Saint-SIMON uniquement.

B – Les idées des Saint-simoniens

1) Exploiteurs et exploités

Les Saint-simoniens ont une vision dichotomique de la société, vision que l'on retrouvera dans l'analyse et la propagande socialistes tout au long du 19ème siècle. Il voit deux classes fondamentales qui s'opposent : un petit nombre d'exploiteurs et une nuée d'exploités. Les exploiteurs, ce sont les «oisifs», les «propriétaires rentiers», les «frelons», les «sangsues de la nation», tous les hauts dignitaires de l'Ancien Régime d'avant la révolution, qui sont revenus dans les fourgons de la Restauration, tous ceux qui n'« entreprennent » rien, qui ne produisent rien et qui vivent aux crochets de la société, notamment les prêtres mais aussi les militaires.

2) L'élitisme

SAINT-SIMON est d'origine noble, c'est un descendant théorique de CHARLEMAGNE (742-814), et cela ressort dans son élitisme. Pour lui, non sans raisons, le système de l'élection démocratique ne permet pas de sélectionner efficacement les compétences industrielles. Car la société idéale de SAINT-SIMON n'est pas une société égalitaire, c'est une société où chaque doit retirer de la société "*des bénéfices exactement proportionnés à sa mise sociale, c'est-à-dire à sa capacité positive, à l'emploi qu'il fait de ses moyens, parmi lesquels il faut comprendre, bien entendu, ses capitaux* " (Le système industriel).

La célèbre formule qu'il proclame prend ici tout son sens : "*À chacun selon sa capacité; à chaque capacité selon ses œuvres*".

Mais cela n'exclut pas que la société soit dirigée de façon "naturelle" par les chefs d'industries, car ils possèdent selon SAINT-SIMON une capacité naturelle à diriger les ouvriers qui sont par ailleurs naturellement portés à exécuter leurs instructions. De ce point de vue SAINT-SIMON est très éloigné de la conception démocratique des socialistes. En fait, s'il est classé dans les socialistes, c'est plutôt en raison de sa conception de la propriété.

Dans "L'Organisateur", ouvrage paru en 1818-20, SAINT-SIMON utilise une parabole célèbre pour exposer sa thèse, parabole pour laquelle il dû s'expliquer devant la Cour d'Assises : "*Supposons que la France perde subitement ses cinquante premiers physiciens, ses cinquante premiers chimistes, ses cinquante premiers physiologistes ... ses cinquante premiers mécaniciens, ... ses cinquante premiers tanneurs, ses cinquante premiers teinturiers, ses cinquante premiers mineurs, etc. Comme ces hommes sont les Français les plus essentiellement producteurs, ceux qui donnent les produits les plus importants, ceux qui dirigent les travaux les plus utiles à la nation et qui la rendent productive dans les sciences, dans les beaux-arts et dans les arts et métiers, ils sont réellement la fleur de la société française; ils sont de tous les Français les plus utiles à leur pays, ceux qui lui procurent le plus de gloire, qui hâtent le plus sa civilisation ainsi que sa prospérité: la nation deviendrait un corps sans âme à l'instant où elle les perdrait...*

Passons à une autre supposition. Admettons que la France conserve tous les hommes de génie qu'elle possède dans les sciences, dans les beaux-arts et dans les arts et métiers, mais qu'elle ait le malheur de perdre le même jour Monsieur, frère du roi, Mgr le duc d'Angoulême, Mme la duchesse de Bourbon, etc... Qu'elle perde en même temps tous les grands officiers de la Couronne, tous les ministres d'Etat avec ou sans département, tous les conseillers d'Etat, tous les maîtres des requêtes, tous ses maréchaux, etc. et en sus de cela, les dix mille propriétaires parmi les plus riches parmi ceux qui vivent noblement .Cet accident affligerait certainement les Français, parce qu'ils sont bons, parce qu'ils ne sauraient voir avec indifférence la disparition subite d'un aussi grand nombre de leurs compatriotes. Mais cette perte des trente mille individus réputés les plus importants de l'Etat ne leur causerait de chagrin que sous un rapport purement sentimental, car il n'en résulterait aucun mal politique pour l'Etat..." »

3) Transférer la propriété

Prendre aux oisifs pour redistribuer aux actifs, c'est en cela qu'il est classé parmi les socialistes. La richesse doit être enlevée à ceux qui gouvernent sans rien faire et restituée à ceux qui produisent. Ce thème sera repris et élargi par ses disciples, qui iront jusqu'à contester l'héritage et à pratiquer le communisme en matière sexuelle (pendant quelques mois, à Ménilmontant, mais ils furent condamnés pour outrage aux bonnes mœurs, certains firent de la prison à cause de cela, ce qui contribua à l'aura sulfureuse de la diaspora).

C – Les disciples de SAINT-SIMON

Le système de SAINT-SIMON a été développé par ses disciples, notamment par le polytechnicien Prosper Barthélemy ENFANTIN [1796-1864], qui fait paraître (avec un autre polytechnicien, Saint-Amand BAZARD [1791-1832]) en 1829 et 1830 un ouvrage intitulé "*l'Exposition de la Doctrine de SAINT-SIMON*". Dans ce livre, ceux que l'on appellera les "Saint-simoniens" prônent carrément la collectivisation et l'appropriation collective des moyens de production, seules à même selon eux de mettre fin à l'exploitation de l'homme par l'homme et au désordre économique et social. On a pratiquement l'impression de lire le "Manifeste communiste" de MARX et ENGELS. En effet, ils écrivent : "*L'homme a jusqu'ici exploité l'homme. Maîtres, esclaves, patricien, plébéien ; seigneurs, serfs ; propriétaires, fermiers ; oisifs et*

travailleurs ...; Association universelle, voilà notre avenir .... L'homme n'exploite plus l'homme ; mais l'homme, associé à l'homme, exploite le monde livré à sa puissance .... Tous nos théoriciens politiques ont les yeux tournés vers le passé ; ils nous disent que le fils a toujours hérité de son père ; mais l'humanité l'a proclamé par Jésus : Plus d'esclaves ! par Saint-Simon, elle s'écrie : A chacun selon sa capacité, à chaque capacité selon ses œuvres, plus d'héritage !".

Pour les Saint-simoniens la propriété privée des capitaux est à proscrire, non seulement parce qu'elle est injuste, mais aussi parce qu'elle est inefficace du point de vue économique. En effet, avec le système de l'héritage, les capitaux productifs sont mis par le hasard de la naissance entre les mains de n'importe qui, capable ou non d'en faire bon usage, d'où des crises économiques qui montrent la malfaisance du système.

Pour les Saint-simoniens, la société devrait avoir une vue générale des besoins de la consommation et des ressources de la production. C'est pour cela qu'il faut que : " *tous les instruments de travail, les terres et les capitaux, qui forment aujourd'hui le fonds des propriétés particulières, soient réunis en un fonds social, et que ce fonds soit exploité par association et hiérarchiquement*". Ce fonds social sera constitué à partir de l'argent récupéré par l'Etat du fait de la suppression de l'héritage. Dans le système des Saint-simoniens, c'est l'Etat qui distribue la terre et les capitaux en fonction des besoins de la production. Ils conçoivent en outre un système bancaire centralisé ayant à sa tête une banque nationale.

D – Les dérives du saint-simonisme

ENFANTIN a fait dériver le Saint-simonisme vers un côté religieux. Ce qui a fait considérer les membres de la « tribu » de SAINT-SIMON comme une secte. Ainsi que l'écrit Luc BOURCIER de CARBON dans la notice qu'il consacre à ENFANTIN : "*ENFANTIN aspirait au rôle de révélateur et de pontife; il se voulut même souverain pontife, loi vivante, nouveau messie, réhabilitant les plaisirs de la chair, proclamés saints comme ceux de l'esprit. [...] Et le mouvement Saint-simonien prit, sous l'égide d'ENFANTIN, une allure de plus en plus religieuse. Les disciples portaient un costume spécial; ils se livraient à des travaux manuels qu'ils exécutaient en chantant des hymnes, sous les yeux du Père ENFANTIN qui se promenait gravement parmi eux; sur sa poitrine, une inscription avec le mot de Père se lisait en caractère brillants. Cet initié suprême prétendait connaître la vocation et les aptitudes individuelles mieux que chaque intéressé. Sa recherche du Messie femelle mit le comble au discrédit de la religion nouvelle et se termina par une condamnation en cours d'assises*".

Jean-Pierre CALOT[81] écrit de ce procès, et de la condamnation à un an de prison qui s'ensuivit, les phrases suivantes, qui ne manquent pas de sel : "*Quoiqu'il en soit des activités saint-simoniennes à Ménilmontant et de leurs mystérieux prolongements, elles furent brutalement interrompues par le commissaire Maigret - tel était en effet le nom du commissaire de police de Belleville - qui, un soir de juillet 1832, entra dans l'abbaye accompagné de cent soldats du 1er régiment de ligne qui s'assirent sans façon sur le gazon où le Père dînait en compagnie de quelques jolies*

[81] Sur Internet : http://www.annales.org/archives/x/saintsimonisme.html

femmes. Le commissaire venait signifier à Enfantin qu'il aurait à comparaître en cour d'assises en compagnie d'Olinde Rodriguès et de quelques-uns de ses principaux disciples, - Michel Chevalier, Barrault et Duveyrier - en vertu de l'inculpation qui lui avait été signifiée rue Monsigny. Le procès eut lieu à la fin du mois d'août et fut certainement l'un des plus pittoresques qui se soit déroulé au Palais de Justice de Paris. L'un de ceux aussi, où jurés et magistrats furent le plus malmenés. Au terme de ce curieux procès, Enfantin, Michel Chevalier et Duveyrier furent condamnés à un an de prison. Enfantin s'accommoda fort bien de la captivité. Il avait été enfermé à Sainte-Pélagie en compagnie de son camarade et disciple Michel Chevalier, mais l'on avait affecté à ces deux détenus de marque un confortable appartement de 4 pièces. Somptueusement ravitaillés par leurs fidèles, ils ne buvaient que du Champagne, et Enfantin tançait vertement ses disciples lorsqu'ils laissaient s'épuiser sa provision de cigares. "

E – L'influence des Saint-simoniens

Les Saint-simoniens ont eu une influence durable. C'est à eux que l'on doit notamment l'un des premières tentatives de creusement d'une des grandes voies maritimes du monde, le **canal de Suez** (construit par Ferdinand de LESSEPS, lui-même Saint-simonien, et inauguré en 1869).

Mais d'autres projets ont également été inspirés par les Saint-simoniens, notamment la **création d'un barrage sur le Nil** et la **construction d'une voie de chemin de fer en Egypte**. Mais, quelques mois plus tard une épidémie de peste s'abattit sur l'Egypte et les Français durent partir.

Ce sont aussi des saint-simoniens qui sont à l'origine de la **création du chemin de fer en France**, grâce aux capitaux des frères Emile et Isaac PEREIRE, banquiers acquis aux idées des saint-simoniens.

L'un des principaux sociologues français, AUGUSTE COMTE (1758-1756), a subi l'influence de SAINT-SIMON (il fut disciple de Saint-Simon pendant plusieurs années, avant de se séparer de lui).

3 – Jean Léonard Sismonde de SISMONDI

Jean Léonard Sismonde de SISMONDI (1773-1842) est suisse. Né à Genève, patrie du protestantisme libéral, où sa famille s'était réfugiée à l'époque des guerres de religion. Il fit des études en Angleterre et sa famille y émigra ensuite, mais pour quitter l'Angleterre et s'établir ensuite en Toscane. Durant sa vie, il a publié de nombreux ouvrages, dont les « *Nouveaux Principes d'Economie Politique* » (en 1819), qui témoignent d'une indignation face à la misère et à l'exploitation engendrée par le capitalisme. Cette indignation est d'autant plus grande qu'elle naît à partir d'un optimisme initial et d'une admiration pour Adam SMITH.

A – La concurrence est destructrice

Sur la concurrence, ses idées ne sont pas des plus optimistes et il ne pense pas, comme plus tard Joseph SCHUMPETER (1883-1950), que cette concurrence soit créatrice. En effet, dans les *Nouveaux Principes*, il écrit : " *L'attention du fabricant est sans cesse dirigée à faire la découverte de quelque économie dans le travail, ou dans l'emploi des matériaux, qui le mette en état de vendre meilleur marché que ses confrères. Les autres fabricants imiteront, s'ils le peuvent, les procédés du premier; alors il faudra bien que les uns ou les autres renvoient leurs ouvriers et qu'ils le fassent dans la proportion de tout ce que la machine nouvelle ajoute au pouvoir productif du travail... L'inventeur d'un procédé nouveau... cherche à en faire un secret; et s'il y réussit, il s'empare seul de ce qui faisait autrefois la richesse de tous. Ses confrères producteurs sont forcés à faire les mêmes rabais que lui; toutefois, ils continueront quelque temps encore à vendre leurs marchandises à perte; et ils n'abandonneront probablement leurs anciennes machines et leur commerce que lorsqu'ils se verront dans la nécessité de faillir; le revenu qu'ils avaient auparavant disparaîtra; leur capital circulant lui-même sera perdu; leurs ouvriers seront congédiés et perdront leur gagne-pain. De son côté, le nouvel inventeur accaparera à lui seul toute cette branche de commerce* ».

B – L'anti-industrialisme de SISMONDI

SISMONDI est **anti-industrialiste**. Il voudrait que le progrès se ralentisse et pour cela préconise de supprimer les récompenses aux inventions et aux manufacturiers, maintenir le métier contre l'envahissement de la fabrique, suspendre toute action gouvernementale tendant au développement de l'industrie. Il pense que l'industrie crée l'exploitation. Il emploie le terme de "mieux-value" et parfois de "plue-value", pour désigner, avant MARX, l'écart entre la valeur de ce que le travail produit, et la rémunération qu'il reçoit.

Plus l'industrie progressera et plus cette exploitation s'amplifiera, pense-t-il. En outre, il pense, précurseur de MARX, que le capitalisme est incapable de surmonter les crises qui le traversent périodiquement cela provient du fait que l'entrepreneur ne se soucie pas de savoir si ce qu'il produit est utile à la société, mais seulement s'il peut tirer un profit de ce qu'il produit. Par conséquent, il y a risque de ne pas pouvoir écouler la production. SISMONDI fait partie des pessimistes, avec MALTHUS, qui

pensent qu'il existe une insuffisance de la demande et que cette insuffisance est une des contradictions du capitalisme. Il pense que cette contradiction augmente avec la **paupérisation**, qui réduit le pouvoir d'achat des masses. Et il suppose implicitement que si l'on ne produisait que des choses utiles et non pas en fonction du profit, cette contradiction disparaîtrait.

C – Réduire les antagonismes de classe

Il propose l'accès des travailleurs à la propriété. Il suggère aussi que l'on légifère pour obliger les entreprises à prendre en charge l'assurance maladie de leurs salariés et de verser une allocation en cas de chômage. Mais il est conscient des difficultés de ce qu'il suggère. Il admet que d'obliger les entreprises n'a pas de sens si l'entreprise fait faillite. Cela le rend finalement assez pessimiste sur les possibilités réelles non seulement de faire disparaître l'exploitation mais même de la réformer.

4 – Pierre-Joseph PROUDHON

"*Proudhon est franchement libéral. C'est un individualiste (...) C'est un libéral exigeant et intraitable*». Émile FAGUET, Politiques et moralistes du XIXe siècle

A – Données biographiques

Né en 1802 de famille modeste, Pierre Joseph PROUDHON (1802-1864) était typographe. C'est un autodidacte qui apprend l'hébreu et lit la bible dans le but de pouvoir mieux critiquer la religion. En 1840, il publie son ouvrage célèbre, "*Qu'est-ce que la propriété*". Il répond "*La propriété, c'est le vol*", phrase célèbre, mais dont nous verrons qu'elle ne doit pas être prise trop à la lettre.

En 1846, il publie le "*système des contradictions économiques ou philosophiques de la misère*". En 1848, il est élu député et rédige des articles contre Napoléon III (1808-1873), ce qui lui vaut d'être emprisonné pendant 3 ans sous le Second Empire. Libéré, il se rallie au régime, mais sa liberté d'esprit le pousse à publier des textes antireligieux. Il est obligé de quitter la France pour la Belgique. Il meurt en 1864.

B – Primauté de l'égalité

Chez PROUDHON, cette primauté est poussée à l'extrême. Contrairement à SAINT-SIMON, qui considère qu'il existe une élite technique, intellectuelle et scientifique, d'un côté, et un peuple qui doit être éduqué par cette élite, de l'autre, avec pour chacun une rémunération et une importance sociale proportionnelles au mérite, PROUDHON pense que tous les hommes doivent être traités sur un pied d'égalité, car toutes les fonctions sociales sont interdépendantes, donc indispensables. Dans un hôpital, par exemple, le chirurgien n'est pas plus important que l'aide soignante, car s'il n'y avait pas d'aide-soignante, le chirurgien ne pourrait pas faire son travail correctement.

C – La propriété, c'est le vol

Proudhon affirme que le propriétaire capitaliste, en payant le travail des ouvriers, paye "*autant de fois une journée qu'il a employé d'ouvriers chaque jour, ce qui n'est point du tout la même chose*". Ainsi il a fallu quelques heures à deux cents grenadiers pour dresser l'obélisque de Louxor sur la place de la Concorde[82], "*suppose-t-on qu'un seul homme, en deux cents jours, en serait venu à bout ?*". La production est le résultat de l'utilisation de la force collective du travail et non de l'addition des forces individuelles des travailleurs. C'est la force collective qui permet le surplus d'énergie, et c'est le propriétaire capitaliste qui s'attribue ce surplus d'énergie. La propriété capitaliste, selon Proudhon, c'est le droit de jouir du travail des autres, c'est le droit de disposer du bien d'autrui. C'est pourquoi la propriété c'est le vol.

La propriété, pour PROUDHON, fait partie de ce qu'il nomme les "**réalités antinomiques**" : elle est simultanément **source de despotisme** et **garantie de liberté**.

Si la propriété est vol, selon PROUDHON, c'est parce que le propriétaire s'approprie ce qui ne lui appartient pas, à savoir le fruit du travail en commun, le fruit de la division et de l'organisation du travail. Il ne condamne pas la propriété. Il n'est pas communiste. D'ailleurs il déteste les communistes. Mais il est contre un système étatique qui garantit le droit de propriété actuel, qui n'est pas correctement défini puisqu'il permet au propriétaire de s'approprier le fruit du travail commun.

Pour que l'on ait une société juste, pense-t-il, il faut que l'Etat disparaisse et que les relations entre individus soient gouvernées par le contrat.

C'est cela, l'anarchisme de PROUDHON : pas d'Etat, pas de contrainte extérieure, uniquement des contrats librement consentis. C'est en cela qu'il est porté au pinacle par les libéraux, c'est parce qu'il prône la **supériorité du droit sur l'Etat**. Comme l'écrit Henri DENIS, *"il pense que si les contrats sont correctement définis, il sera possible d'éliminer l'exploitation, c'est-à-dire tous les prélèvements des capitalistes, des propriétaires fonciers et des entrepreneurs, qui ne correspondent pas à la rémunération d'un travail effectif. Le bénéfice du patron tient à ce que celui-ci s'approprie le fruit du rendement supplémentaire résultant de la conjonction des efforts des ouvriers*".[83]

---

[82]Un obélisque est monument monolithe élevé, utilisé notamment dans l'architecture sacrée de l'Égypte antique. Les deux obélisques du temple de Louxor furent offerts en 1830 à la France par MEHEMET-ALI (1769-1849), vice-roi d'Égypte, d'origine albanaise, est parfois considéré comme le fondateur de l'Égypte moderne. Seul l'un des deux obélisques fut abattu et transporté vers la France. C'est CHAMPOLLION (1790-1832) qui fut chargé par le roi LOUIS-PHILIPPE (1773-1850) de choisir l'obélisque qui devait rejoindre la France. Il mesure 23 mètres de hauteur et pèse 230 tonnes. Il fut érigé le 25 octobre 1836, par l'ingénieur Apollinaire LEBAS (1797-1873) à l'aide de machines élévatrices et de gigantesques cabestans et deux cents grenadiers au centre de la place de la Concorde à Paris. En échange des obélisques, la France offrit à l'Egypte l'horloge qui orne la citadelle du Caire (il paraît qu'elle ne fonctionna jamais). Le deuxième obélisque a été officiellement rendu à l'Égypte par le Président François MITTERRAND (1916-1996), lors de son premier septennat.

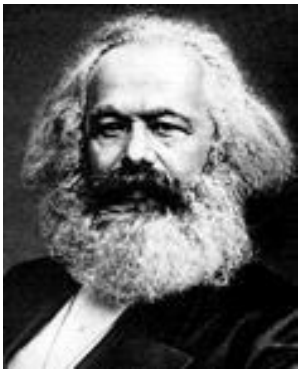
[83] Henri DENIS , déjà cité, page 379.

D – L'intérêt n'est pas légitime

Il convient enfin de mentionner sa controverse célèbre avec Frédéric BASTIAT sur la légitimité du taux d'intérêt. PROUDHON est profondément anticapitaliste. Il a une conception caricaturale du capitaliste. Pour lui, le capitaliste, c'est un financier, un banquier avec un gros cigare, qui s'approprie le fruit du travail d'autrui à travers l'intérêt qu'il exige des prêts qu'il consent. PROUDHON prône le **mutualisme bancaire**, la **mise en commun de leur argent par les ouvriers**. L'argent est ensuite prêté à ceux qui souhaitent s'émanciper de leur patron et mettre en œuvre leur propre capacité de travail. En 1849, PROUDHON tente de créer une banque mutualiste, mais ce sera un échec. Cela le rendra encore plus agressif vis-à-vis des banquiers juifs, qu'il considère comme les symboles même du capitalisme. L'antisémitisme de PROUDHON est partagé par de nombreux socialistes anticapitalistes, tel FOURIER et cette tradition, que l'on retrouve aujourd'hui chez les altermondialistes pro-arabes, a toujours été très vivante dans la gauche française (bien davantage qu'au sein de la droite libérale).

5 – Karl MARX : le socialisme scientifique

A – Données biographiques



Né à Trèves en 1818, Karl MARX (1818-1883) est le fils d'un avocat israélite converti au protestantisme afin de pouvoir exercer son métier. Il se destine à l'enseignement et étudie la philosophie. Mais au cours de ses études, et au fil de ses rencontres, il devient révolutionnaire, quitte l'Allemagne, séjourne en Europe et s'établit finalement en Angleterre. Il fait diverses activités au cours de sa vie, comme directeur de journaux révolutionnaires et participe activement aux mouvements révolutionnaires du 19ème siècle. Il est l'un des principaux artisans de la création en 1864, à Londres, de la première internationale.

Son ouvrage le plus connu est "*Le capital*", dont la publication débute en 1864. Marx a exercé une influence très importante après sa mort puisque de nombreux pays, dont l'URSS et la Chine, ont appliqué une doctrine économique qui revendiquait explicitement sa paternité. Depuis le 9 novembre 1989, date de la **chute du mur de Berlin** et du début de l'effondrement soviétique, son influence a beaucoup baissé.

Il est impossible de traiter de façon satisfaisante de la pensée de MARX dans le cadre de ce cours. Aussi se contentera-t-on ici de résumer brièvement ses principales idées économiques.

B – Le matérialisme historique

Le **matérialisme historique** est une vision globale du monde, une philosophie qui prétend expliquer à elle seule la totalité des choses. Cette philosophie a pour caractéristique de donner la primauté à la matière et aux faits matériels, par opposition aux philosophies idéalistes, comme celle de Georg Wilhelm Friedrich HEGEL (1770-1831) qui a cependant profondément marqué la démarche

intellectuelle de MARX. Cette philosophie donne aussi une part prépondérante aux faits économiques (les structures de production et les modes de production) qui constituent ce qu'il appelle l'infrastructure, qu'il oppose aux institutions et aux idées (la "superstructure"). Ces dernières semblent indépendantes, mais elles sont d'après lui étroitement liées à l'infrastructure de production.

C – L'exploitation de la force de travail et la plue-value

Pour Karl MARX, ce qui caractérise le **mode de production capitaliste**, c'est l'**exploitation** du travail par le capital. Il pense que son époque est caractérisée par une situation telle que la société est divisée en 2 grandes classes : celle qui possède les **moyens de production** (les capitalistes) et celle qui ne possède rien d'autre que sa **force de travail** (les ouvriers ou le prolétariat).

Les capitalistes ont les moyens d'acheter la force de travail et de la diriger productivement de façon à en extraire une valeur supérieure au salaire qu'ils paient. Cette valeur, c'est la **plue-value**. Bien qu'il soit indigné par cette exploitation, il ne réagit pas de la même façon que les socialistes qui l'ont précédé, comme FOURIER ou SAINT-SIMON. Il pense qu'ils ont réagit de façon "idéaliste", "romantique". Lui entend bien réagir de façon scientifique, ce qui va l'amener à démontrer qu'il existe des contradictions internes au capitalisme, contradictions qui sont supposées amener le système à sa perte, ou plus précisément à la prise de pouvoir par les ouvriers, qui devait aboutir dans un premier temps au socialisme ("A chacun selon son travail") et, dans un second temps, au communisme («A chacun selon ses besoins").

D – Les contradictions internes du capitalisme

Comme beaucoup de ses contemporains, Marx est frappé par la misère de la classe ouvrière dans les grandes villes industrielles. Il pense donc que celle-ci va s'aggraver et que l'on va assister à une paupérisation croissante de la classe ouvrière. Cette paupérisation, il la relie à l'exploitation qui selon lui augmente, car c'est l'un des rares moyens pour les capitalistes de compenser la baisse tendancielle du taux de profit. Cette baisse tendancielle du taux de profit, c'est le fait que, selon MARX, il est de plus en plus difficile de rentabiliser le capital investi car celui-ci augmente sans cesse. Il est donc de plus en plus difficile de trouver des opportunités de placements rentables. En plus, comme l'exploitation augmente et que le prolétariat se paupérise, le capitalisme est sans cesse secoué par des crises de surproduction de plus en plus graves, crises qui vont amener petit à petit le capitalisme à sa destruction. De ce point de vue, MARX se situe dans la tradition de MALTHUS : il ne croit pas à la loi de SAY d'après laquelle l'offre créé sa propre demande. **C'est un pessimiste**.

E – La concentration des entreprises

MARX avait constaté que les entreprises avaient tendance à se concentrer par un jeu de fusions acquisitions absorptions. Il en avait déduit que le nombre d'entreprises allait se réduire et que, en quelque sorte, les derniers loups finiraient par se manger entre eux. Il avait partiellement raison, dans le sens où il y a effectivement eu un mouvement de **concentration** qui est d'ailleurs toujours à l'œuvre aujourd'hui. Mais

ce mouvement est limité par deux phénomènes au moins : les **lois sur la concurrence**, d'une part; le **progrès technique** d'autre part.

Les lois sur la concurrence existent aux Etats-Unis et en Europe et toute fusion, toute absorption, doit obtenir l'aval de la commission compétente. Mais surtout, le progrès technique créé de nouveaux marchés et de nouvelles entreprises, qui grossissent. Par exemple, Microsoft n'existait pas il y a 35 ans, et ce n'est pas un cas isolé.

Chapitre 8
Les néo-classiques

"*Bien des économies d'échelles [...] qu'on imagine généralement être l'apanage des très grandes entreprises, ne dépendent pas, en réalité, de la taille des entreprises. Certaines dépendent du volume global de la production du voisinage immédiat de l'entreprise, tandis que d'autres, en particulier celles qui sont liées aux progrès de la connaissance et des arts, dépendent principalement du niveau global de la production dans l'ensemble du monde civilisé*" - Alfred MARSHALL , "Principles of Economics", livre IV, Chapitre 11 (1920).

0 - Introduction
1 - Les différentes écoles
2 - Les caractéristiques fondamentales de l'approche néo-classique
- A - Une définition restrictive de l'analyse économique
- B - L'économie, science de l'allocation optimale des ressources par le marché
- C - La théorie quantitative de la monnaie et la loi des débouchés
- D - Les divergences sur l'utilisation des mathématiques

3 - De l'utilité marginale à la fonction de demande
- A - La négation de l'utilité et de la rareté par les classiques
- B - La rareté subjective reconnue par le courant utilitariste
- C - Bernoulli : le paradoxe de Saint-Pétersbourg
  - 1) La règle du jeu
  - 2) Le paradoxe contemplé
  - 3) Le paradoxe résolu
- D - La loi de KING et l'élasticité de la demande
- E - COURNOT, DUPUIT et la fonction de demande
  - 1) Augustin COURNOT
  - 2) Jules DUPUIT
- F - GOSSEN : Utilité marginale et demande
- G - JEVONS et MENGER : de l'utilité marginale à la théorie de l'échange
  - 1) William Stanley JEVONS
  - 2) Carl MENGER

4 - La théorie néo-classique de la production et de la répartition
- A - Introduction
- B - Rente et revenu
- C - Revenu économique et coût d'opportunité d'un facteur
- D - Le théorème de l'épuisement du produit

5 - WALRAS et la théorie de l'équilibre général
- A - Données biographiques
- B - La théorie de l'équilibre général
- C - La postérité de l'œuvre de WALRAS

6 - Francis EDGEWORTH
- A - Données biographiques
- B - La boite d'EDGEWORTH

7 - Vilfredo PARETO et la notion d'optimum
- A - Données biographiques
- B - L'optimum de PARETO

8 - Alfred MARSHALL
A - Données biographiques
B - Economies d'échelle internes et externes
1) Les économies d'échelle internes
a) Dans le domaine technique
b) Dans le domaine administratif
c) Dans le domaine financier
d) Dans le domaine du marketing
e) Dans les relations avec les fournisseurs
f) Dans le domaine de la recherche
2) Les économies d'échelle externes
a) Zone géographique
b) Secteur d'activité
c) Expérience accumulée
3) Les déséconomies d'échelle
C - Les périodes de production
1) La période de marché ou très courte période
2) La courte période
3) La longue période
4) La très longue période
D - Le rôle du temps et la notion d'équilibre chez MARSHALL
9 - Arthur Cecil PIGOU
A - Données biographiques
B - Coûts sociaux, coûts privés et internalisation des effets externes
C – La discrimination par les prix
1) La discrimination de degré 1 ou discrimination parfaite
2) La discrimination de degré 2 ou politique de prix non linéaire
3) La discrimination de degré 3

0– Introduction

Les économistes **néo-classiques** ont renouvelé de façon profonde et durable l'analyse économique. C'est un nouveau paradigme qui se met en place et qui fait autorité aujourd'hui puisque, pour l'essentiel, la plupart des cours qui sont enseignés sont des raffinements de l'analyse néo-classique. Ceci est valable aussi pour la macroéconomie, qui au départ a fortement subi l'influence keynésienne, mais qui par la suite est revenue en partie dans le "camp" néo-classique, tant sous l'influence de la "nouvelle économie keynésienne", qui ne renie pas certains concepts néo-classiques, que sous l'influence de la "nouvelle économie classique", qui fait opérer un retour en force aux analyses néo-classiques. Ces deux écoles seront étudiées dans leurs grandes lignes au chapitre 12.

1 – Les différentes écoles

S'agissant de l'école néo-classique, il existe plusieurs courants en son sein, mais ces courants ne sont pas forcément opposés. Il vaut mieux les concevoir comme ayant chacun contribué à la mise en place des "briques" néo-classiques.

Les six principaux courants sont :

- **L'école autrichienne**, qui compte parmi elles les pionniers de la "révolution marginaliste" : Carl MENGER (1840-1921), à l'université de VIENNE, Friedrich VON WIESER (1851-1926) et Eugen von BÖHM BAWERK (1851-1914). Leurs héritiers furent Ludwig von MISES (1881-1973) et Friedrich von HAYEK (1899-1992). L'école autrichienne a rayonné à l'université de Vienne jusqu'aux années 1930, après quoi ses membres s'exilèrent soit au Royaume-Uni, soit aux Etats-Unis. Dans ce chapitre, nous n'étudierons qu'un tout petit aspect de la pensée autrichienne, celle qui concerne son apport à la théorie de l'utilité marginale, à travers Carl MENGER et Friedrich VON WIESER et il est bon de préciser que les autrichiens se sont très vite détachés du courant néoclassique orthodoxe, notamment en ce qui concerne l'utilisation des dérivées en économie.

- **L'école de Lausanne**, qui compte principalement Léon WALRAS (1834-1910) et Vilfredo PARETO (1848-1923). C'est l'un des courants les plus importants de l'école néo-classique, puisque c'est à WALRAS que l'on doit, entre autres, a) la première formulation de la **maximisation de l'utilité sous contrainte** débouchant sur une fonction de demande et b) la mise en équation d'un système économique d'équilibre général. Quand à Vilfredo PARETO, on lui doit la notion d'optimum, que l'on qualifie d'ailleurs d'**optimum de Pareto**, c'est-à-dire une situation d'équilibre entre agents économiques qui, lorsqu'on l'a atteint, ne peut plus être améliorée pour aucun agent sans nuire à aucun autre.

- **L'école anglaise** et son prolongement Cambridgien qui commence avec Stanley JEVONS (1835-1882), Philip WICKSTEED (1844-1927), Francis Ysidro EDGEWORTH (1845-1926) et Henry SIDGWICK (1838-1900)[84]. Elle se poursuit avec Alfred MARSHALL (1842-1924), Arthur Cecil PIGOU (1877-1959) et nous verrons dans le chapitre 9 que John Maynard KEYNES (1883-1946) fut d'abord un héritier de MARSHALL, avant d'être un « adversaire théorique » de PIGOU.

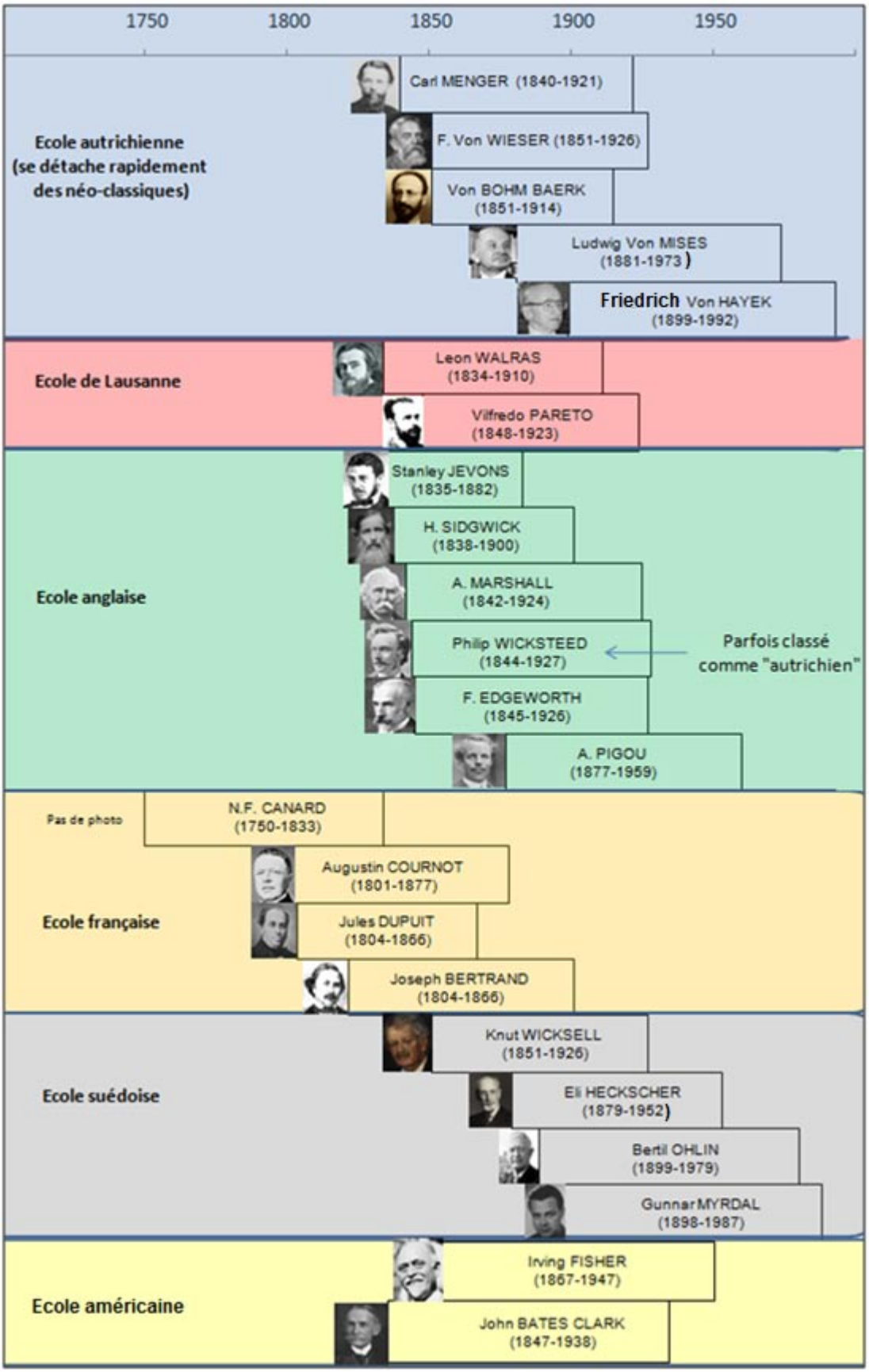
- **L'école Française** avec principalement Nicolas-François CANARD (1750-1833), Jules Étienne DUPUIT (1804-1866), Augustin COURNOT (1801-1877) et Joseph BERTRAND (1804-1866). Ils développent des outils de calcul qui sont encore utilisés aujourd'hui en microéconomie. COURNOT et BERTRAND sont connus pour l'**analyse du duopole**.

- **L'école suédoise** et plus particulièrement l'école de Stockholm, dont nous retiendront seulement quelques noms : Knut WICKSELL (1851-1926), Eli HECKSCHER (1879-1952), Bertil OHLIN (1899-1979) et Gunnar MYRDAL (1898-1987).

- **L'école américaine** avec en particulier John Bates CLARK (1847-1938) et Irving FISHER (1867-1947).

[84] Henry SIDWICK est aussi revendiqué par les autrichiens, mais on ne peut nier qu'il a contribué à la mise en place de l'appareil micro-économique néoclassique.

Les 6 écoles du courant néo-classique



2 – Les caractéristiques fondamentales de l'approche néo-classique

Après avoir identifié les différentes écoles, on peut essayer de dégager le noyau commun à l'analyse néo-classique. De façon générale, c'est une théorie de la valeur qui se fonde sur l'échange économique. C'est une théorie qui décrit la formation de la valeur à travers l'échange. De façon quelque peu caricaturale, on a parfois tendance à ramener l'école néo-classique de la valeur à un diagramme sur lequel une courbe d'offre croissante croise une courbe de demande décroissante. Mais, caricaturale ou non, cette vision contient une part importante de vérité. En effet, ce qui caractérise l'école néo-classique, c'est la conviction que les prix et les quantités d'équilibre sont simultanément déterminés par des facteurs liés à l'offre et des facteurs liés à la demande. De façon plus précise, les traits suivants sont typiques une bonne part des analyses néo-classiques.

A - Une définition restrictive du champ de l'analyse économique

Les **préférences** des agents économiques, la **technologie** et les **ressources** ("dotations") des agents économiques sont considérés comme des données. C'est particulièrement vrai des préférences. C'est le fameux "*De Gustibus Non Est Disputandum*"[85]. Par la suite, les néo-classiques de la seconde moitié du 20ème siècle s'attelleront au difficile problème de l'analyse du progrès technique, mais les premiers néo-classiques ignorent largement le problème du progrès technique. S'agissant des dotations, on peut distinguer les analyses dites de "l'échange sans production", où l'on étudie le mécanisme de l'échange en supposant que les quantités de biens sont données et les analyses de l'échange "avec production" où l'on admet que les biens sont produits au moyen d'une fonction de production qui utilise principalement du capital et du travail, mais ce sont alors les quantités de travail qui sont considérées comme des données fixes, c'est à dire des dotations (c'est le cas par exemple dans la théorie néo-classique du commerce international).

B - L'économie, science de l'allocation optimale des ressources par le marché

Par opposition aux classiques, qui privilégiaient l'étude de la production et de la répartition des richesses, les néoclassiques se sont concentrés sur le **mécanisme de l'allocation des ressources entre leurs usages alternatifs**. Lorsqu'ils s'intéresseront de nouveau aux mécanismes de la création de richesse (théorie de la croissance des années 1950), ce sera en conservant l'idée d'allocation optimale des ressources tant sur le plan statique que dynamique.

Les ressources étant fixées, l'analyse néo-classique se concentre sur leur allocation optimale, c'est-à-dire leur répartition efficiente entre les agents économiques. Cette allocation optimale se fait à travers l'échange volontaire des ressources entre les agents économiques, par l'intermédiaire d'un mécanisme de marché. Les prix des biens se forment sur les marchés et les agents économiques sont confrontés à ces prix qui sont pour eux des données sur lesquelles ils n'ont pas d'influence.

---

[85] Titre d'un article célèbre, coécrit par les deux prix Nobel d'Economie Gary BECKER et George STIGLER et publié en mars 1967 dans l'*American Economic Review*.

C - La théorie quantitative de la monnaie et la loi des débouchés

La théorie quantitative et la loi de SAY font partie intégrante des raisonnements néo-classiques mais ne sont pas des caractéristiques distinctives de cette école puisque ces deux éléments leurs sont antérieurs, ainsi que nous l'avons vu lors de l'étude des chapitres précédents.

D – Les divergences sur l'utilisation des mathématiques

S'il est vrai que des économistes comme WALRAS (1834-1910) ou EDGEWORTH (1845-1926), ou encore COURNOT (1801-1877) et MARSHALL (1842-1924) ont utilisé de façon relativement importante l'outil mathématique, ce n'est pas le cas de tous les néo-classiques. En particulier, les économistes de l'école autrichienne se sont souvent distingués par un refus prononcé de l'utilisation des mathématiques en économie.

3 – De l'utilité marginale à la fonction de demande

A – La négation de l'utilité et de la rareté par les classiques

Nous avons vu lors de l'étude des économistes classiques et socialistes -- Adam SMITH, David RICARDO, John Stuart MILL, Karl MARX -- que la **rareté**, mais aussi la **subjectivité** étaient reconnues comme les deux facteurs intervenant dans la détermination de la **valeur**. Toutefois, les classiques pensaient qu'en dépit du rôle indéniable de la subjectivité dans la détermination de la valeur, ce n'étaient en définitive ni la rareté, ni la subjectivité qui déterminaient le prix de la très grande majorité des biens, mais le coût de leur production et plus spécifiquement la quantité de travail humain nécessaire à leur production : c'est ce que l'on a appelé la théorie de la **valeur travail**.

La rareté, pour les classiques, n'est jamais qu'une aberration en ce qui concerne les biens productibles : ils insistent sur le fait que si un bien peut être produit, c'est que, intrinsèquement, il n'est pas "rare". Seuls les biens non reproductibles sont rares aux yeux des classiques. RICARDO parle d'ailleurs de "prix de monopole" pour qualifier le prix de ces biens qui sont exclusivement déterminés par leur rareté : ce sont les biens "*dont la quantité ne peut d'aucune façon être accrue et pour lesquels, par conséquent, la concurrence n'est que du côté des demandeurs*" (RICARDO, 1817)) et "*dont le prix n'est limité que par le pouvoir et la volonté des acheteurs*" (RICARDO, 1817). Il s'agit de biens tels que "*statuettes, tableaux et pièces rares, vins de qualité, etc.*". Les classiques ont donc reconnu la rareté, mais celle-ci ne tient aucune place centrale dans leur théorie de la valeur.

Quant à l'utilité, ils la réduisent à l'utilitaire à travers le concept de valeur d'usage. Cela dit, les classiques (et d'ailleurs aussi les mercantilistes et les physiocrates) avaient noté qu'un bien devait être utile pour être produit. Mais ce n'est pas pour autant que pour eux l'utilité propre d'un bien devait déterminer sa valeur.

S'ils n'accordent à la rareté et à l'utilité qu'un rôle résiduel dans leur théorie de la valeur, c'est qu'ils ne parviennent pas à intégrer le paradoxe de l'eau (qui, à l'époque, avait une grande valeur d'usage mais une faible valeur d'échange du fait de sa "non

rareté" [ce n’est plus le cas aujourd’hui puisque l’eau est devenu un bien rare]) et du diamant (qui a une grande valeur d'échange mais une faible "valeur d'usage"). Et ils ne parviennent pas à intégrer ce paradoxe précisément parce qu'ils se refusent à distinguer en théorie l'utilité et l'utilitaire. C'est-à-dire qu'ils ne prêtent pas d'attention théorique au fait qu'un bien non utilitaire peut être jugé utile par celui qui le désire. Ce qu'ils ne reconnaissent pas (à l'exception notable du courant utilitariste), c'est que l'utilité ne se réduit pas à la valeur d'usage. Ainsi, même si les diamants n'ont pas de valeur d'usage, ils peuvent néanmoins être utile à la satisfaction de ceux qui les désirent et donc avoir de l'utilité.

B – La rareté subjective reconnue par le courant utilitariste

Nous l'avons déjà indiqué à propos de John Stuart MILL et du courant utilitariste, c'est CONDILLAC (1715-1780) qui fut l'un des premiers à reconnaître explicitement le rôle conjoint de l'utilité et de la rareté dans la détermination de la valeur des biens à travers la célèbre phrase : "*Une chose n'a pas une valeur parce qu'elle coûte, comme on le suppose; mais elle coûte parce qu'elle a une valeur*". On retrouve la même idée chez Richard WHATELY (1787-1863) qui écrit : «*It is not that pearls fetch a high price because men have dived for them; but on the contrary, men dive for them because they fetch a high price*." (*Les perles naturelles ne coûtent pas cher du fait que les hommes plongent en eaux profondes pour les trouver, mais c'est parce qu'elles ont de la valeur que les hommes plongent pour les trouver).*

C – BERNOULLI : le paradoxe de Saint-Pétersbourg

Le concept d'utilité marginale allait cependant naître de l'intérêt, déjà ancien, manifesté par les philosophes au sujet d'un paradoxe connu sous le nom de "**paradoxe de Saint-Pétersbourg**", lequel fut résolu par **Daniel BERNOULLI** (1700-1782) en 1738, qui lui appliqua sans le nommer le concept **d'utilité marginale décroissante**. Le concept d'utilité marginale décroissante dit simplement que chaque unité supplémentaire de bien que l'on consomme procure un supplément d'utilité décroissant. Pour voir comment ce concept s'applique au paradoxe de Saint-Pétersbourg, on rappellera d'abord en quoi celui-ci consiste.

1) La règle du jeu

Le problème a été énoncé par Nicolas BERNOULLI (1687-1759) dans une lettre écrite 1713, car il entretenait des correspondances philosophico-mathématiques avec des penseurs de son temps, notamment Gottfried LEIBNIZ (1646-1716) et Leonhard EULER (1707-1783). Le paradoxe a ensuite été repris et solutionné par Daniel BERNOULLI (1700-1782), son cousin. Comme ce dernier fut quelques années professeur de mathématiques à Saint-Pétersbourg, c'est donc logiquement devant l'académie de Saint-Pétersbourg, en 1738, qu'il présenta pour la première fois la solution à ce paradoxe.

Il s'agit en fait d'un jeu qui consiste à lancer une pièce en l'air et observer le résultat :

- Si la pièce tombe sur face, le joueur gagne $2^1 = 2$ ducats (on peut remplacer les ducats par des euros, des dollars ou toute autre monnaie) et le jeu s'arrête. Si la pièce tombe sur pile, on rejoue.

- Si la pièce tombe sur face au 2ème jet, le joueur gagne 2^2 ducats = 4 ducats et le jeu s'arrête. Si la pièce tombe sur pile, on rejoue.

- Si la pièce tombe sur face au 3ème jet, le joueur gagne 2^3 ducats = 8 ducats et le jeu s'arrête. Si la pièce tombe sur pile, on rejoue.

- Et ainsi de suite …. Le jeu continue indéfiniment tant que la pièce tombe sur pile (voir le tableau ci-après). On arrive ainsi au $n^{ème}$ jet.

- Si la pièce tombe sur face au $n^{ème}$ jet, le joueur gagne 2^n ducats et le jeu s'arrête. Si la pièce tombe sur pile, on rejoue.

Le paradoxe de Saint-Pétersbourg

n (nombre de jets)	Probabilité que face sorte au jet n (mais pas avant)	Gain du joueur
1	1/2	2 ducats
2	$1/2 \times 1/2 = 1/4$	$2^2 = 4$ ducats
3	$1/2 \times 1/2 \times 1/2 = 1/8$	$2^3 = 8$ ducats
4	$1/2^4 = 1/16$	$2^4 = 16$ ducats
5	1/32	32 ducats
6	1/64	64 ducats
7	1/128	128 ducats
8	1/256	256 ducats
9	1/512	512 ducats
10	1/1024	1024 ducats

Source du tableau : http://plato.stanford.edu/entries/paradox-stpetersburg/

Note : Le ducat est une ancienne monnaie d'or à l'effigie des ducs ou doges de Venise (le nom vient de l'italien «ducato», « doge » étant un déformation de « duc ».) Plus précisément, le ducat de Venise était frappé sur le modèle du florin de Florence : 3,60 g dont 3,495 g de fin, pour 20 mm environ de diamètre.

2) Le paradoxe contemplé

La question qui se posait, était de savoir **quelle somme un joueur est disposé à payer pour jouer à ce jeu**. On pensait que la réponse rationnelle était donnée par l'espérance mathématique du gain, mais cette solution ne fonctionne pas, car l'espérance de gain est infinie (voir ci-après). Or personne n'est prêt à donner une somme infinie pour jouer à ce jeu (4 ducats est semble-t-il un maximum).

L'espérance de gain, E (G), se calcule ainsi :

$$E(G)=\sum_{n=1}^{\infty}\frac{1}{2^n}\times 2^n=\left(\frac{1}{2^1}\times 2^1\right)+\left(\frac{1}{2^2}\times 2^2\right)+\ldots+\left(\frac{1}{2n}\times 2^n\right)+\ldots=1+1+\ldots=\infty$$

On est donc devant un paradoxe. L'espérance mathématique du gain est infinie et pourtant personne n'est prêt à dépenser plus de 4 ducats pour y jouer ! L'analyse logique semblait donc mise au défi par ce simple jeu.

3) Le paradoxe résolu

La solution proposée par Daniel BERNOULLI consista à dire que ce qui compte, ce n'est pas **l'espérance du gain**, mais l'**espérance de l'utilité du gain** et que l'utilité d'un gain croît avec le gain, mais pas de façon proportionnelle. Plus précisément, l'utilité du gain croît à un taux décroissant. C'est-à-dire par exemple que l'utilité que nous procure 2 millions de ducats (ou d'euros) n'est pas le double de l'utilité que nous procure 1 million de ducats (ou d'euro), mais moins.

Daniel BERNOULLI proposa alors de mesurer l'utilité du gain par le **logarithme (en base 10) du gain**. C'est-à-dire que :

$$U(G)=\log(G)$$

L'espérance de l'utilité du gain, E (G), se calcule ainsi :

$$E\left[U(G)\right]=\sum_{n=1}^{\infty}\frac{1}{2^n}\times\log 2^n=$$

$$\left(\frac{1}{2}\times\log 2\right)+\left(\frac{1}{2^2}\times\log 2^2\right)+\left(\frac{1}{2^2}\times\log 2^3\right)+\ldots+\left(\frac{1}{2^{10}}\times\log 2^{10}\right)+\ldots.$$

Le tableau ci-après donne les résultats jusqu'à 24.**On voit que très rapidement on converge vers une valeur finie qui est 0,60206.**

Résultat du jeu de Saint-Pétersbourg

n (nombre de jets)	Probabilité que face sorte au jet n (mais pas avant)	Gain du joueur	Proba de gain multipliée par Log[gain]	$\sum$
1	1/2	2 ducats	(1/2) Log[2]=0,1505	0,1505
2	1/2 × 1/2 =1/4	2^2 = 4 ducats	(1/4) Log[4]=0,1505	0,3010
3	1/2 × 1/2 × 1/2 =1/8	2^3 = 8 ducats	(1/8) Log[8]=0,1128	0,4138
4	$1/2^4$ = 1/16	2^4 = 16 ducats	(1/16) Log[16] =0,0752	0,4890
5	1/32	32 ducats	(1/32) Log[32] =0,0470	0,5360
6	1/64	64 ducats	(1/64) Log[64] =0,0282	0,5642
7	1/128	128 ducats	(1/128) Log[128] =0,0164	0,5806
8	1/256	256 ducats	(1/256) Log[256] =0,0094	0,59
9	1/512	512 ducats	(1/512) Log[512] =0,0052	0,5952
10	1/1024	1024 ducats	(1/1024) Log[1024] =0,0029	0,5981
11	1/2048	2048 ducats	(1/2048) Log[2048] =0,0016	0,5997
12	1/4096	4096 ducats	(1/4096) Log[4096] =0,0009	0,6006
13	1/8192	8192 ducats	(1/8192) Log[8192] =0,0004	0,6010
14	1/16384	16384 ducats	(1/16384) Log[16384] =0,0002	0,6012
15	1/32768	32768 ducats	(1/32768) Log[32768] =0,0001	0,6013
24				**0,60206**

Source du tableau : http://plato.stanford.edu/entries/paradox-stpetersburg/

Le graphique de la figure ci-après permet de visualiser l'espérance de l'utilité du gain sous forme d'une surface. **Cette espérance est égale à 0,60206. Or, puisque U=log(G), on a 0,60206=log(G), soit G = 4 ducats.**

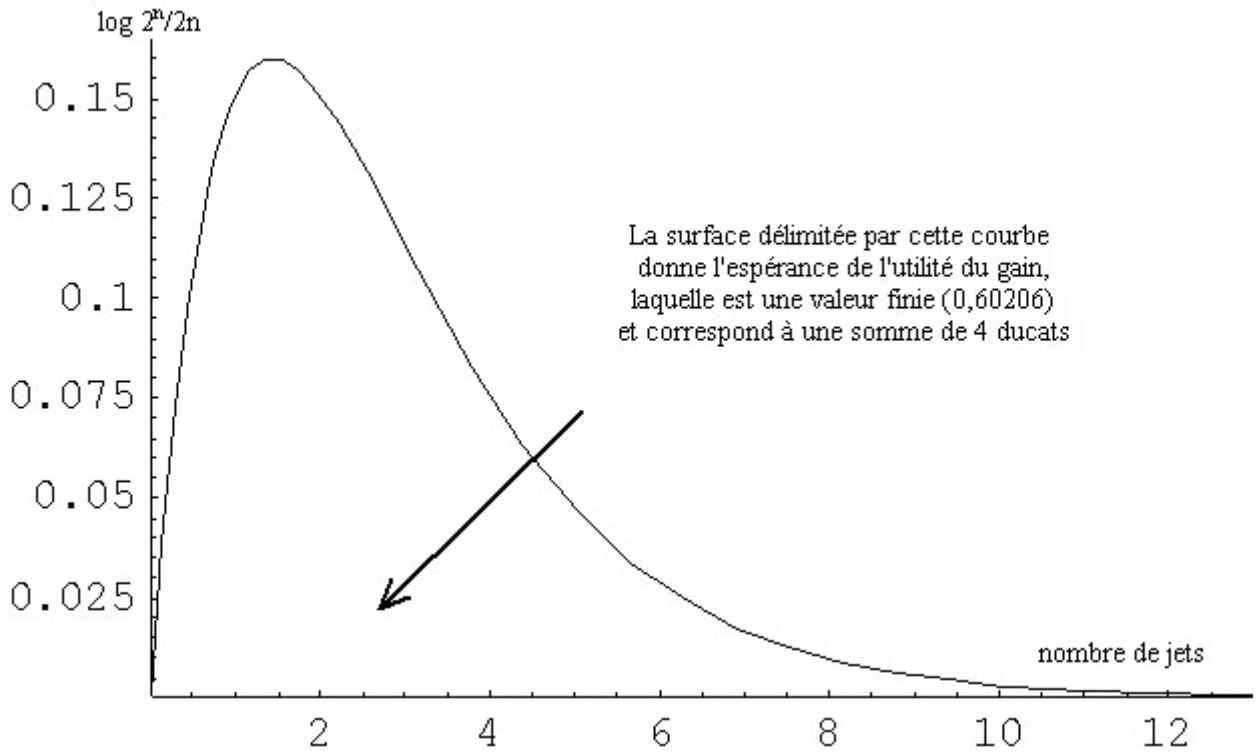
En effet :

$$\log G = \frac{\ln G}{\ln 10} = 0{,}60206$$
$$\ln G = 0{,}60206 \times \ln 10 = 0{,}60206 \times 2{,}302585093$$
$$\ln G = 1{,}38629 \Leftrightarrow G = e^{1{,}38629} \cong 4$$

Autrement dit, un joueur rationnel serait prêt à investir 4 ducats pour participer au jeu et non pas un nombre infini de ducats, comme le laissait penser le résultat obtenu simplement en prenant l'espérance du gain. On notera d'ailleurs que même en investissant 4 ducats, il est loin d'être certain de sortir gagnant de ce jeu. Il a 50% de chances de gagner 2 ducats et 25% de chance d'en gagner 4 et de rentrer dans ces fonds. Il n'a que 12,5% de chances de doubler sa mise et 6,5% de chances de la quadrupler, etc. (voir le tableau précédent)

Ce qui est important de retenir, pour l'histoire des idées économiques, c'est que la résolution du paradoxe a été obtenue en utilisant la fonction log (G) dont la caractéristique est de croître à un taux décroissant. Les néoclassiques ont en fait repris cette idée selon laquelle chaque accroissement d'utilité est inférieur au précédent : c'est ainsi que s'est formé la notion de **l'utilité marginale**.

Graphique visualisant l'espérance de l'utilité du gain



D – La loi de KING et l'élasticité de la demande

Gregory KING (1648-1712) est aujourd'hui considéré comme le premier grand statisticien économique. Dans un manuscrit de 1696 *Observations et Conclusions naturelles et politiques sur l'état et la condition de l'Angleterre*, il décrit les caractéristiques démographiques de la population de l'Angleterre et du Pays de Galles (âge, genre, statut marital, nombre d'enfants, domestiques et vagabonds). KING va même jusqu'à calculer la quantité de bière consommée annuellement en Angleterre. Un autre manuscrit publié en 1688 et intitulé *Du commerce maritime en Angleterre*, est un résumé statistique du commerce et de la richesse de l'Angleterre entre 1600 et 1688. KING calcula l'augmentation du tonnage de la marine marchande et militaire, étudia l'évolution des droits de douane, de la monnaie, de la

construction, des forteresses, des achats fonciers et des progrès de l'exploitation agricole.

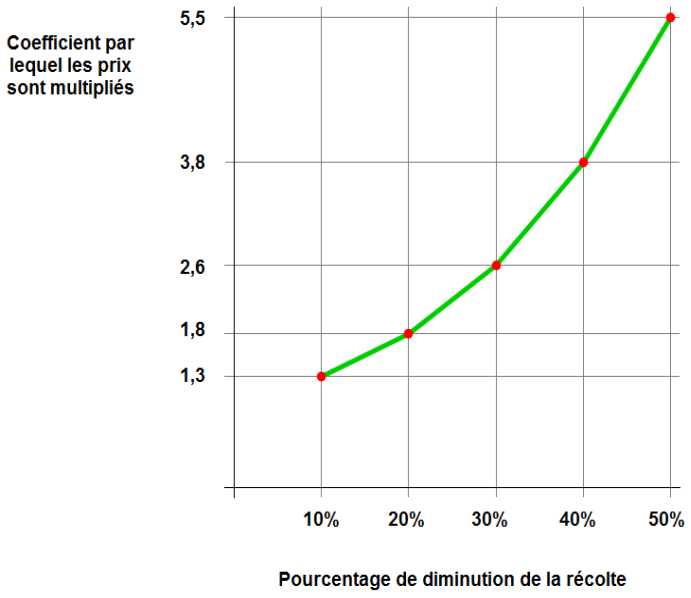
La loi de KING ou loi de KING-D'AVANANT est une estimation de l'effet d'une baisse de l'offre de blé sur le prix du blé. On l'appelle loi de KING-D'AVENANT (1656-1714), car c'est Charles D'AVENANT qui l'établit avec le plus de précision, bien que KING en ait parlé avant lui, mais de façon plus confuse, dans ses manuscrits. C'est dans un ouvrage paru en 1700, *Essay upon the Probable Methods of making a People Gainers in the Balance of Trade que* D'AVENANT écrit :

On observe que suite à une récolte dont le volume est d'un dixième inférieur à sa valeur habituelle, les prix augmentent de trois dixièmes [...]. Nous considérons qu'un défaut dans la récolte impliquera une augmentation du prix du blé dans les proportions suivantes :

Pourcentage de réduction de la récolte	Coefficient par lequel les prix sont multipliés
10%	1,3
20%	1,8
30%	2,6
40%	3,8
50%	5,5

On a ainsi la relation graphique suivante :

La loi de KING-D'AVENANT

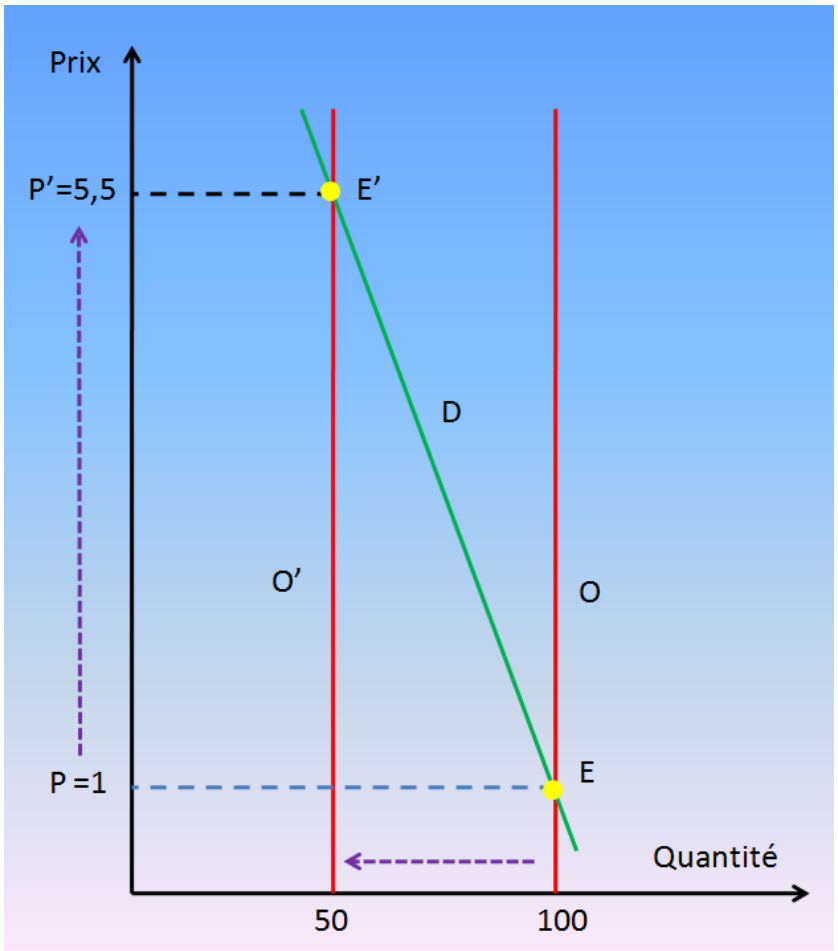


Lorsqu'à l'extrême la récolte diminue de 50%, les prix sont multipliés par 5,5%.

La loi de KING d'AVENANT ne mentionne ni la notion de courbe de demande, ni celle d'élasticité de la demande . Cependant, c'est néanmoins la notion d'élasticité de la demande qui sous-tend l'observation de la relation entre la récolte en volume et le prix du blé. On peut aujourd'hui expliquer la relation de KING au moyen de ces concepts.

Le graphique ci-après illustre un marché où l'offre est totalement inélastique (droite verticale O). La demande pour ce produit (le blé) est très inélastique, ce qui est illustré par une courbe de demande D dont la pente en valeur absolue est très élevée. Le prix P est déterminé à l'intersection de l'offre O avec la demande D au point E. Supposons maintenant que l'offre se réduise de 50% (passant de 100 à 50) et soit maintenant représentée par la droite verticale O'. La demande, quant à elle , est supposée demeurer inchangée. Le nouveau prix d'équilibre P', s'obtient à l'intersection de l'offre O' et de la demande D au point E'. Ce prix P' est 5,5 fois plus élevé que le prix P. Ainsi peut-on conclure que KING et D'AVENANT furent des précurseurs de la théorie de la demande.

Représentation de la loi de KING-D'AVENANT
au moyen du schéma moderne d'offre et de demande



E – COURNOT, DUPUIT et la fonction de demande

1) Augustin COURNOT

Toutefois, il n'est pas question réellement de courbe de demande avant qu'**Augustin COURNOT** (1801-1877), en 1838, n'en formule l'expression algébrique au moyen d'une fonction D =F(p) ou F'(p) est négatif. COURNOT pense que cette relation est nécessairement négative, c'est un fait qui selon lui relève de l'expérience. Il ne cherche pas à déduire la décroissance de la demande de la décroissance de l'utilité marginale.

Par contre, il est le premier à tracer la fonction de demande dans le plan « prix-quantité », et le premier à tracer la courbe d'offre dans le même plan, inaugurant ainsi le schéma, classique aujourd'hui, des courbes d'offre et de demande.

Il est important de préciser qu'Augustin COURNOT (1801-1877) n'a pas seulement inauguré la tradition des courbes d'offre et de demande, mais qu'il est aussi à l'origine des concepts mathématiques de **recette marginale**, de **coût marginal**, de **maximisation du profit de l'entreprise**, de **monopole**, de **duopole**, de **concurrence** et bien sûr de "**fonction de réaction**".

2) Jules DUPUIT

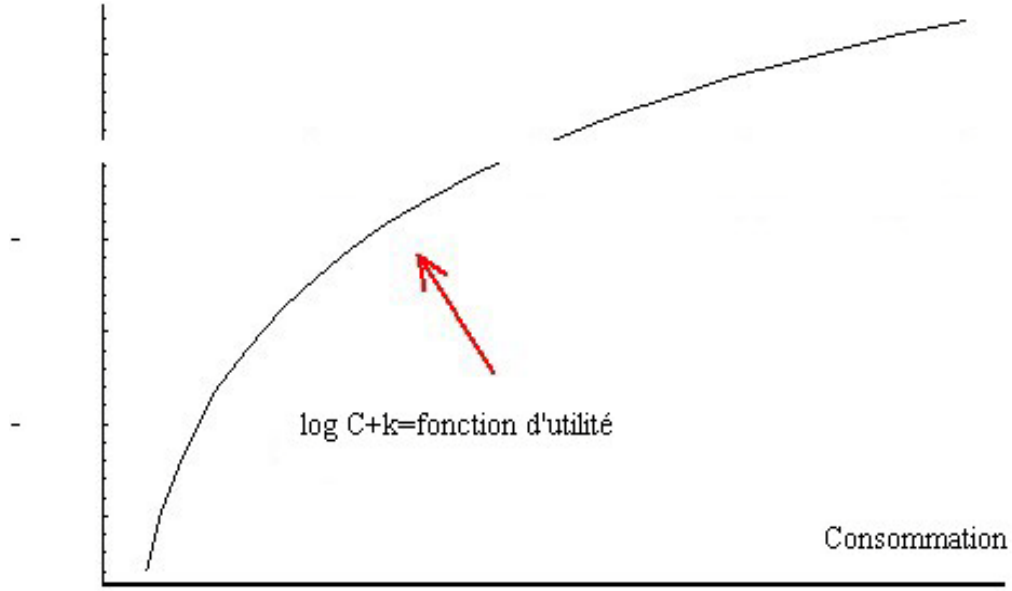
C'est en fait l'ingénieur Arsène Jules Étienne DUPUIT (1804-1866) qui fit le lien entre la notion d'utilité marginale et celle de demande. Pour DUPUIT, la courbe de demande et la courbe d'utilité marginale décroissante ne font qu'une seule courbe. Par exemple si on prend une fonction logarithmique (en base e et non plus en base 10 comme dans l'exemple de Daniel BERNOULLI), U = Log(C) + k où C est maintenant la consommation et non plus le gain :

$$\frac{dLogC}{dC} = \frac{1}{C}$$

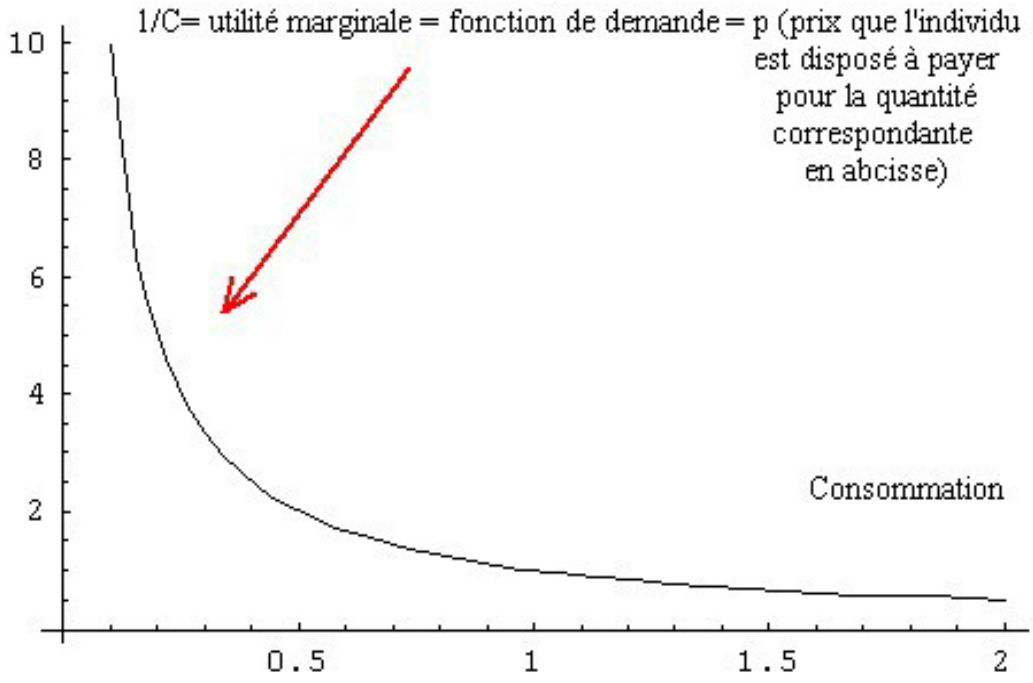
Le graphe de 1/C est en fait le graphe de l'utilité marginale, mais correspond pour DUPUIT à la fonction de demande. Pour lui, les deux sont identiques. Les figures 2 et 3 ci-après représentent respectivement la fonction d'utilité totale et la fonction d'utilité marginale (dérivée de la précédente), qui pour COURNOT correspond à la **fonction de demande**.

Le raisonnement de DUPUIT est le suivant : lorsque la quantité du bien augmente, l'utilité de sa consommation baisse. Par conséquent, la disposition à payer baisse aussi. De ce fait, on peut dire que la courbe d'utilité marginale et celle de demande ne font qu'une. Naturellement, DUPUIT n'ignorait pas qu'il y a une différence entre la courbe de demande individuelle d'un consommateur et la courbe de demande du marché, qui est un agrégat.

Graphique de l'utilité totale



Graphique de l'utilité marginale (fonction de demande)



F – GOSSEN : utilité marginale et demande

C'est Hermann Heinrich GOSSEN (1810-1858) qui, en 1854, va établir un lien entre l'utilité marginale et la demande, à travers deux lois que l'on appelle d'ailleurs les "lois de Gossen" (en fait il y avait aussi une troisième loi, mais celle-ci est en fait peu compréhensible, aussi n'en retient-on depuis que deux).

- **Le niveau d'utilité procuré par la consommation diminue avec chaque unité supplémentaire consommée**. Cette loi était bien entendue connue avant lui, mais il l'exprime ainsi : « *l'intensité d'un bien plaisir qui se prolonge diminue et finit par disparaître quand l'individu parvient à satiété* »

- Lorsqu'un individu doit répartir un budget fixe entre la consommation de plusieurs biens, il **répartit son budget de façon à égaliser l'utilité marginale de chaque bien pondérée par son prix** :

$$\frac{Um_i^A}{p_i} = \frac{Um_j^A}{p_j}$$

Par exemple, si p_i augmente, on aura provisoirement :

$$\frac{Um_i^A}{p_i} < \frac{Um_j^A}{p_j}$$

Mais provisoirement seulement car si le prix du bien i augmente, la quantité consommée de ce bien va diminuer (décroissance de la demande en fonction du prix), ce qui va faire augmenter Um_i jusqu'à ce que l'égalité précédente soit rétablie.

G – JEVONS et MENGER : de l'utilité marginale à la théorie de l'échange

1) William Stanley JEVONS

William Stanley JEVONS (1835-1882) va généraliser la **seconde loi de GOSSEN** au cas de l'échange entre deux (ou plusieurs agents économiques). Plus précisément, Soit 2 agents économiques A et B et 2 biens 1 et 2. p_1 et p_2 sont les prix respectifs des deux biens On suppose que les prix ne changent pas (contrairement à l'exemple précédent), que les utilités marginales sont décroissantes et qu'on part d'une situation telle que :

$$\frac{Um_2^A}{p_2} < \frac{Um_1^A}{p_1}$$

A est incité à donner du bien 2 en échange de bien 1 car l'utilité marginale pondérée du bien 2 est inférieure à celle du bien 1. Si A échange du bien 2 contre du bien 1, il va consommer plus de bien 2 et moins de bien 1. L'utilité marginale du bien 2 va donc baisser et l'utilité marginale du bien 1 va au contraire augmenter, jusqu'à que le rapport des utilités marginales soit égal au rapport des prix :

$$\frac{Um_2^A}{p_2} = \frac{Um_1^A}{p_1} \Leftrightarrow \frac{Um_2^A}{Um_1^A} = \frac{p_2}{p_1} \qquad (1)$$

Soit maintenant la situation suivante pour un agent B :

$$\frac{Um_1^B}{p_1} < \frac{Um_2^B}{p_2}$$

B est incité a donner du bien 1 en échange de bien 2 car l'utilité marginale pondérée du bien 1 est inférieure à celle du bien 2. Si B donne du bien 1 contre du bien 2, il va consommer plus de bien 2 et moins de bien 1. L'utilité marginale du bien 2 va baisser et l'utilité marginale du bien 1 va augmenter, jusqu'à que le rapport des utilités marginales soit égal au rapport des prix :

$$\frac{Um_2^B}{p_2} = \frac{Um_1^B}{p_1} \Leftrightarrow \frac{Um_2^B}{Um_1^B} = \frac{p_2}{p_1} \qquad (2)$$

En combinant les équations (1) et (2) on voit que :

$$\frac{Um_2^A}{Um_1^A} = \frac{p_2}{p_1} = \frac{Um_2^B}{Um_1^B}$$

Ce raisonnement est valable pour un nombre n d'individus. **C'est donc une théorie de l'échange basée sur la notion d'utilité marginale**.

2) Carl MENGER

Carl MENGER (1840-1921), quant à lui, est un économiste de l'école autrichienne. Il a contribué à jeter les bases de la théorie de la demande et de la valeur fondée sur l'utilité (l'utilité marginale fut en fait introduite en langue allemande par Friedrich von WIESER [1851-1926]) . Cela dit, MENGER écrit par exemple : "*La valeur n'est pas inhérente aux choses, mais c'est seulement la mesure de l'importance que ces choses ont pour la satisfaction de nos besoins*". MENGER, en bon autrichien, ne s'est pas embarrassé à vouloir démontrer laborieusement que la demande et les prix se déduisaient de l'utilité marginale au moyen d'équations, mais a en revanche écrit que "*les prix ne sont finalement que la manifestation incidente de l'échange, le symptôme inopiné de l'équilibre économique*".

4 – La théorie néo-classique de la production et de la répartition

A – Introduction

Le premier point qu'il convient de noter est que dans la **théorie néo-classique de la production**, les prix ainsi que les quantités de tous les biens sont déterminés simultanément par l'offre et la demande de facteurs de production disponibles.

Le deuxième point est que dans la théorie néo-classique de la production et de la distribution, tous les **facteurs de production**, c'est-à-dire le travail, la terre et le capital, sont disponibles en quantité fixe. Autrement dit, la question de leur formation et de leur augmentation (théorie de la croissance) n'est pas posée à ce niveau. La question de la formation du capital, c'est-à-dire la théorie du capital, a fait quant à elle l'objet d'une controverse, qui peut être étudiée séparément.

Troisième point : le terme répartition désigne ici le revenu perçu par les propriétaires de facteurs de production. Par exemple, si L unités de travail sont employées dans l'économie, que chacune de ces unités reçoit un salaire égal à w, alors le revenu du travail est égal à wL. Ceci suppose que le travail est un facteur homogène, c'est-à-dire que toutes les unités de travail ont la même qualification. Autrement dit, pour simplifier leur raisonnement, les auteurs néo-classiques sont conduits dans un premier temps à négliger le fait qu'une heure de travail qualifié n'a pas la même valeur qu'une heure de travail non qualifié. Plus précisément, ils supposent qu'il existe implicitement une table d'équivalence qui a déjà permis de convertir toutes les unités de travail. Par exemple, supposons que cette table d'équivalence dise qu'une heure de travail d'ingénieur vaut 10 heures de travail non qualifié. S'il existe 1 million d'heures de travail d'ingénieur et 10 millions d'heures de travail qualifié, on dira que la quantité totale de travail, mesurée en heures, est égale à 20 millions d'unités de travail de base.

De la même façon, si l'on désigne par K la quantité de capital disponible dans un pays, par r la rémunération de ce capital, et par Y le revenu d'un pays, la part du capital dans ce revenu est rK/Y, tandis que la part du travail est wL/Y. ainsi, les "parts relatives" peuvent s'exprimer par wL/rK.

La **théorie néo-classique de la répartition** est donc la théorie de la répartition de Y entre le travail, le capital et, éventuellement, un résidu qui reste à déterminer et qui revient à une classe appelée les "entrepreneurs".

B – Rente et revenu

Il faut définir les trois termes suivants : **rente, résidu, surplus**

- **La rente** : c'est ce qui est éventuellement payé à un facteur, mais qui ne correspond pas à la rémunération du service rendu par ce facteur. Par exemple, le capital reçoit wK au titre de la rémunération rendue par son service productif et le travail reçoit wL. Mais le capital peut aussi recevoir plus que rK et le travail plus que wL, c'est cela la rente.

- **Le résidu** : c'est ce qui reste quand on a payé la part du travail et la part du capital : R = Y - rK - wL.

- **Le surplus** , c'est la somme de la rente du capital et du travail. Pour être plus précis, on peut distinguer, dans ce que chaque facteur reçoit, son revenu "économique", w_e et r_e, et sa "rente", w_r et r_r. Dans ce cas, le **surplus** s'écrit :

$$S = r_r K + w_r L$$

Tandis que le résidu s'écrit :

$$R = Y - \left[\left(w_e + w_r \right) L + \left(r_e + r_r \right) K \right]$$

Ainsi, le revenu économique est la part de ce qui échoit à un facteur en rémunération du service qu'il rend. Cette rémunération est suffisante pour obtenir le concours de ce facteur à la production.

En revanche, la rente d'un facteur est ce que ce facteur reçoit en plus de cette rémunération et qui provient du fait que ce facteur est disponible en quantité fixe.

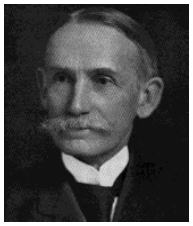
C – Revenu économique et coût d'opportunité d'un facteur

Les économistes autrichiens ont précisé la notion de **revenu économique**, qu'ils appellent le **coût d'opportunité**. C'est d'ailleurs cette appellation qui est aujourd'hui utilisée, de préférence à celle de "revenu économique".

Supposons qu'un facteur reçoive 40 euros de l'heure dans l'activité A, mais qu'il reçoive seulement 30 euros dans les activités B, C et D. Dans ce cas, le coût d'opportunité de ce facteur est égal à 30 euros et correspond à son revenu économique. La rente qu'il reçoit dans l'activité A est égale à 10 euros.

On voit donc dans cet exemple que le coût d'opportunité d'un facteur est égal à son coût dans ses autres usages (ses usages alternatifs).

D – Le théorème de l'épuisement du produit



Les économistes néo-classiques reprennent l'idée classique selon laquelle non seulement la terre, mais en fait tous les facteurs de production, reçoivent une rémunération égale à leur productivité marginale. À partir de là, c'est à un des rares économistes néo-classiques américains, John Bates CLARK (1847-1938), que l'on doit le **théorème de l'épuisement du produit**.

Le **théorème de l'épuisement du produit** s'énonce ainsi :

- Lorsque la **fonction de production homogène de degré 1**.
- Lorsque les deux facteurs K et L sont rémunérés à leur productivité marginale.

Alors le revenu de la production est intégralement absorbé par la rémunération des facteurs. Il n'y a ni rente, ni résidu :

$$Y = \frac{\partial Y}{\partial L} L + \frac{\partial Y}{\partial K} K = wL + rK \qquad (1)$$

où $\partial Y / \partial L$ et $\partial Y / \partial K$ représentent respectivement la productivité marginale du travail et celle du capital. L'équation (1) découle d'un théorème mathématique connu sous le nom de **théorème d'EULER** (Leonhard EULER [1707-1783]) .

Définition d'une fonction de production homogène de degré 1 : Une fonction de production est homogène de degré 1 lorsque la multiplication par λ de la quantité de chaque facteur de production multiplie exactement par λ la production.

Mais, plutôt que de reprendre cette démonstration, nous allons simplement montrer que le théorème est vérifié dans le cas de la fonction de production la plus utilisée, celle introduite par les américains Charles W. COBB et Paul DOUGLAS (1892-1976) : **la fonction de Cobb-Douglas** :

$$Y = K^{\alpha} L^{1-\alpha}$$

dans laquelle alpha est un paramètre compris entre 0 et 1. Supposons que l'on multiplie K et L par λ, on a bien :

$$Y = (\lambda K)^{\alpha} (\lambda L)^{1-\alpha} = \lambda^{\alpha} \lambda^{1-\alpha} K^{\alpha} L^{1-\alpha} = \lambda K^{\alpha} L^{1-\alpha} = \lambda Y$$

Lorsque la fonction de production est homogène de degré 1, on dit que les **rendements d'échelle** sont constants, c'est-à-dire que lorsque l'échelle de la

production augmente (ici, multiplication par λ des quantités de facteurs), la production augmente dans les mêmes proportions (multiplication par λ)[86].

Dans ce cas, chaque facteur de production reçoit une rémunération égale à sa **productivité marginale**. Pour le montrer, calculons la productivité marginale de chaque facteur :

$$\frac{\partial Y}{\partial K} = \alpha K^{\alpha-1} L^{1-\alpha} = \alpha \frac{Y}{K} = r$$

$$\frac{\partial Y}{\partial L} = (1-\alpha) K^{\alpha} L^{1-\alpha-1} = (1-\alpha) \frac{Y}{L} = w$$

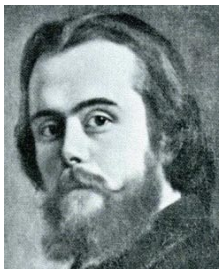
Par conséquent :

$$wL + rK = (1-\alpha)\frac{Y}{L}L + \alpha\frac{Y}{K}K = (1-\alpha)Y + \alpha Y = Y$$

En conclusion, quand les rendements d'échelle sont constants et que chaque facteur est rémunéré à sa productivité marginale, la production est exactement répartie entre les deux facteurs de production. Il n'y a ni surplus, ni rente.

5 – WALRAS et la théorie de l'équilibre général

A – Données biographiques



Marie Esprit Léon WALRAS (1834-1910) est né à Évreux en France. Il a fait sa carrière à l'Université de Lausanne. Auteur des Eléments d'économie politique pure (1874), il reste dans l'histoire de la pensée comme celui qui a mis en place la théorie de l'équilibre général des marchés. La « **loi de WALRAS** » ou **loi de l'interdépendance des marchés** est une élégante formulation mathématique de la loi de SAY et fait aujourd'hui référence.

La passion du père de WALRAS pour l'économie (et tout particulièrement pour la théorie de l'échange) combinée avec ses propres compétences de mathématicien et de physicien l'amenèrent à concevoir la réponse à cette question sous forme d'un système d'équations. Très influencé par "l'esprit des lumières", il était convaincu que sa "mission" était d'amarrer la science économique au même solide concept que celui sur lequel reposait alors la physique de NEWTON (1643-1727) : **le concept d'équilibre**.

[86] Pour plus de détails sur les fonctions de production homogènes et non homogènes voir « 3D production function with Google Sketch Up 6 » : http://fr.youtube.com/watch?v=MVwtPhFLM6o

C'est ainsi qu'il formula la base conceptuelle de la théorie de l'équilibre général qui fait toujours référence aujourd'hui. La théorie a depuis lors été raffinée sur le plan mathématique (par Kenneth ARROW [1921-] et Gérard DEBREU [1921-2004]) qui lui ont appliqué la **méthode topologique**, mais son contenu intuitif n'a pas changé. Elle décrit l'interdépendance de la formation de l'équilibre entre l'offre et la demande sur chaque marché. Mathématiquement, cela s'exprime par un système d'équations simultanées dans lequel les fonctions d'offre et de demande incluent les dotations en ressources des agents économiques et l'ensemble des prix.

B – La théorie de l'équilibre général

C'est en 1893 que Léon WALRAS a présenté la première version de sa **théorie de l'équilibre général** à l'Académie des Sciences Politiques et Morales, présentation qui passa totalement inaperçue à l'époque. Sa réflexion peut être schématisée dans ces termes : **Existe-t-il un ensemble de prix, un prix pour chaque bien, qui permet simultanément aux producteurs de maximiser leurs profits et aux consommateurs de maximiser leurs utilités, sachant que toutes les décisions de ces agents économiques sont interdépendantes ?**

En arrière plan de cette réflexion, WALRAS imagine un monde économique dans lequel d'un côté on a un grand nombre de petits producteurs, tous identiques et disposant de la même technologie de production. Sur l'autre versant, celui de la demande, il y a des consommateurs avec des ressources et des préférences identiques et données. Ces producteurs et ces consommateurs cherchent à maximiser leurs objectifs respectifs de profit et de satisfaction (ou utilité) compte tenu des prix et des ressources.

Le profit des producteurs dépend de leurs ventes. Les ventes dépendent de la demande des consommateurs. La demande des consommateurs dépend de leurs revenus. Leurs revenus dépendent de la vente de leurs ressources (travail, compétences, terrains, etc.) aux producteurs. Ainsi, on le voit, tous les consommateurs et les producteurs d'un équilibre général sont interdépendants.

La prouesse de WALRAS réside dans le fait que dans ce système complexe le nombre d'équations est suffisant pour déterminer l'ensemble des inconnues, c'est-à-dire les prix qui, sur chaque marché, équilibrent l'offre et la demande.

Un équilibre général de production et d'échange peut alors être défini. Cet équilibre est caractérisé par le fait que la demande égale l'offre sur chaque marché, aussi bien la demande et l'offre des différents services productifs que la demande et l'offre des divers produits. En outre, cet équilibre est caractérisé par l'égalité entre le prix de chaque produit et son coût de production (la somme du coût des services productifs entrant dans sa fabrication).

Cette formulation des conditions de l'équilibre général a considérablement influencé les travaux contemporains en microéconomie, mais de façon assez tardive. Ainsi, alors que la publication des Eléments d'Economie Politique de WALRAS date de 1874, leur première traduction en anglais ne remonte qu'à 1954.

C – La postérité de l'œuvre de WALRAS

La filiation de la microéconomie contemporaine avec les travaux de WALRAS peut être identifiée en particulier à travers les travaux de John R. HICKS (1904-1989) et notamment l'ouvrage *Value and Capital* qu'il publie en 1939. HICKS raconte dans ses mémoires qu'il a en fait pris connaissance des travaux de WALRAS à travers ceux de PARETO parce que sa première année d'enseignement à la *London School of Economics* avait consisté à faire un cours sur PARETO.

L'ouvrage de HICKS a joué un rôle fondamental dans la constitution de la microéconomie contemporaine. La théorie du consommateur et celle du producteur, telles qu'elles sont encore enseignées aujourd'hui, doivent énormément à la formulation initialement proposée par Hicks dans *Valeur et capital*.

Hicks se trouve ainsi à l'intersection d'une des transformations les plus importantes de l'analyse économique. D'une part, comme on le verra en Macroéconomie (chapitre 12), il est à l'origine du diagramme IS-LM et de tout l'enseignement classique de la macroéconomie. D'autre part, il jette les bases de la microéconomie. On peut donc dire, pour simplifier que c'est à partir de HICKS, que l'enseignement de l'analyse économique va se scinder en deux parties distinctes : micro et macro. Précédemment, la distinction a pu exister de façon implicite, mais elle ne se reflétait pas de façon marquante dans la réflexion des économistes et encore moins dans le contenu des enseignements (ainsi qu'on peut le voir d'ailleurs à partir de l'exemple de HICKS, on enseignait davantage des auteurs que des matières et l'idée paraîtrait saugrenue aujourd'hui, d'avoir une matière intitulée « Introduction à « La Richesse des Nations » d'Adam SMITH » ou introduction à « Valeur et Capital » de John HICKS, etc. Et pourtant, ce serait sûrement moins rasoir qu'un cours standard de Microéconomie ou de Macroéconomie).

6 – Francis EDGEWORTH

A – Données biographiques

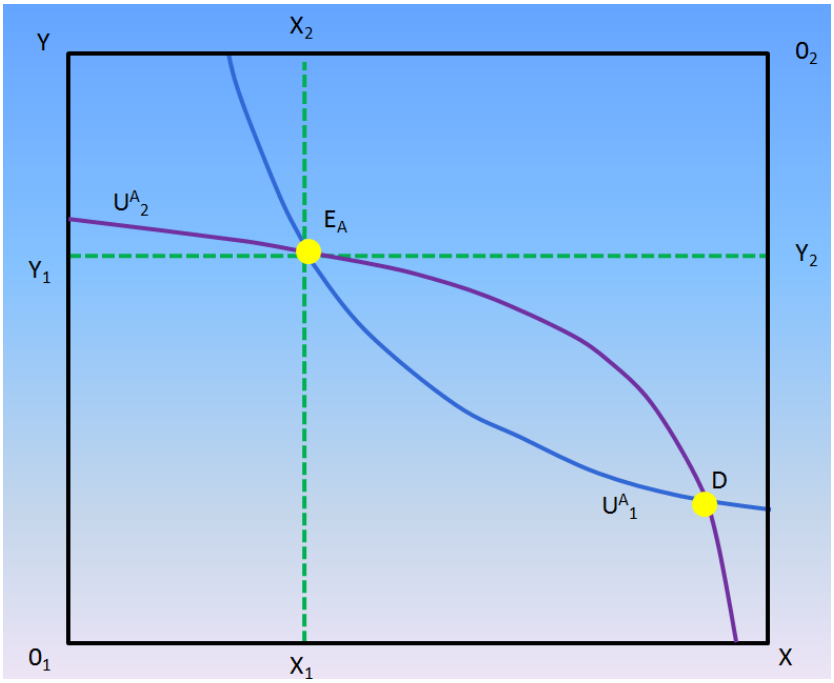
Francis Ysidro EDGEWORTH (1845-1926) était un érudit irlandais qui, après des études à OXFORD devint professeur d'économie dans cette université. Il a joué un rôle important dans l'élaboration de l'édifice microéconomique classique. En particulier, c'est lui qui a introduit la notion de **courbe d'indifférence** qu'il a notamment utilisé dans le cadre de la théorie de l'échange pur en combinant les courbes d'indifférence de deux individus au sein d'un diagramme rectangulaire qui porte son nom : la **boîte d'EDGEWORTH**. Son ouvrage majeur, *Mathematical Psychics*, fut publié en 1881.

B – La boite d'EDGEWORTH

Après avoir introduit la notion de courbe d'indifférence, EDGEWORTH va s'en servir pour étudier l'échange pur dans le cadre d'un économie Walrasienne simplifiée à 2 agents économiques disposant de dotations fixes en bien X et Y.

Les dimensions de la boite représentent les quantité de biens X (en abscisse) et de bien Y (ordonnée) disponibles dans une économie fictive d'échange pur. Cette économie est composée de 2 individus respectivement repérés par les indices 1 et 2. Chaque individu dispose d'une dotation en biens X et Y. L'individu 1 possède $0X_1$ de bien X et OY_1 de bien Y. L'individu 2 possède $0X_2$ de bien X et $0Y_2$ de bien Y.

La Boite d'EDGEWORTH



Les dimensions de la boite s'obtiennent ainsi :

- La longueur s'obtient en additionnant les quantités de bien X détenues par les individus 1 et 2. On a donc $OX = O_1X_1+X_1X$ (sachant que $X_1X = 0_2X_2$)
- La largeur s'obtient en additionnant les quantités de bien Y détenues par les individus 1 et 2. On a donc $OY = 0_1Y_1+Y_1Y$ (sachant que $Y_1Y=0_2Y_2$).

Le point E_A représente la répartition initiale des ressources économiques disponibles entre les deux individus. Par ce point, passe deux courbes d'indifférence :

- La courbe d'indifférence U^A_1, qui correspond au niveau d'utilité de l'individu 1 quand il consomme les quantités de bien X et Y dont il dispose.
- La courbe d'indifférence U^A_2 qui correspond au niveau d'utilité de l'individu 2 quand il consomme les quantités de bien X et Y dont il dispose.

Cette situation initiale caractérisée par le point E_A correspond à l'autarcie ou absence d'échange entre les deux individus. Chacun ne consomme en fait que ce qu'il a. Mais la boite d'EDGEWORTH va permettre d'étudier comment le fait, pour ces deux individus, d'échanger entre eux des quantités de bien x et y va améliorer leur situation respective (c'est-à-dire augmenter leur utilité à tous les deux, où à la limite à un seul d'entre eux, l'utilité de l'autre demeurant inchangée). Et c'est ainsi que l'on aboutira à la notion d'optimum que nous allons exposer ci-après en présentant la

contribution de Vilfredo PARETO à cette même analyse de l'échange et, plus généralement, de l'allocation des ressources rares par le mécanisme de l'échange (la notion sera d'ailleurs ensuite élargie à la production aussi bien qu'à l'échange).

7 – Vilfredo PARETO

A – Données biographiques

Vilfredo PARETO (1848-1923) est français par sa mère et italien par son père qui était un noble italien exilé en France comme partisan de Guiseppe MAZZINI (1805-1872). Il fut à la fois un grand sociologue et un grand économiste. C'est le seul penseur des temps modernes à qui l'on puisse jusqu'à présent décerner ce titre[87]. La plupart des économistes détestent en effet les sociologues qui le leur rendent bien et, en général, l'incompréhension totale et définitive règne entre les deux disciplines. Ceux qui tentent des incursions dans une direction ou dans l'autre passent pour des renégats ou des naïfs. Tel ne fut pas le cas de PARETO qui sut dominer de très haut ces deux disciplines et faire taire ainsi les mauvaises langues.

B – L'optimum de PARETO

En tant qu'économiste, il faut rappeler que PARETO fut le successeur de WALRAS à la chaire d'économie de l'Université de Lausanne. Enfin, il est important de souligner qu'il n'existe pas de lien entre l'œuvre de PARETO le sociologue et l'œuvre de PARETO l'économiste.

Dans son ouvrage majeur, *Cours d'économie politique*, publié en 1897, il va développer des concepts nouveaux et participer ainsi à la mise en place de l'édifice microéconomique néo-classique. Ses principaux apports furent :

- **L'introduction de la notion d'utilité ordinale** : avant PARETO, les économistes tels que WALRAS, JEVONS et MENGER considéraient que l'individu rationnel était capable de déterminer le niveau absolu d'utilité que lui procurait la consommation d'un produit. On supposait donc implicitement que l'utilité pouvait se mesurer sur une échelle quantitative, dite « cardinale ». PARETO va introduire le principe plus réaliste d'utilité ordinale : en vertu de ce principe, l'individu rationnel sera seulement capable de **hiérarchiser ses préférences**, de dire s'il préfère une combinaison de quantités de deux produits X et Y à une autre. Il va donc tout naturellement adopter les courbes d'indifférence imaginées par Francis EDGEWORTH dont la définition pouvait s'accommoder à la fois d'une conception cardinale et ordinale de l'utilité.
- L**'optimum de PARETO**. **L'optimum de Pareto est la situation dans laquelle l'utilité (le bien-être) d'aucun individu ne peut être augmentée sans que ne soit réduite l'utilité d'un autre individu**. Sur la boite

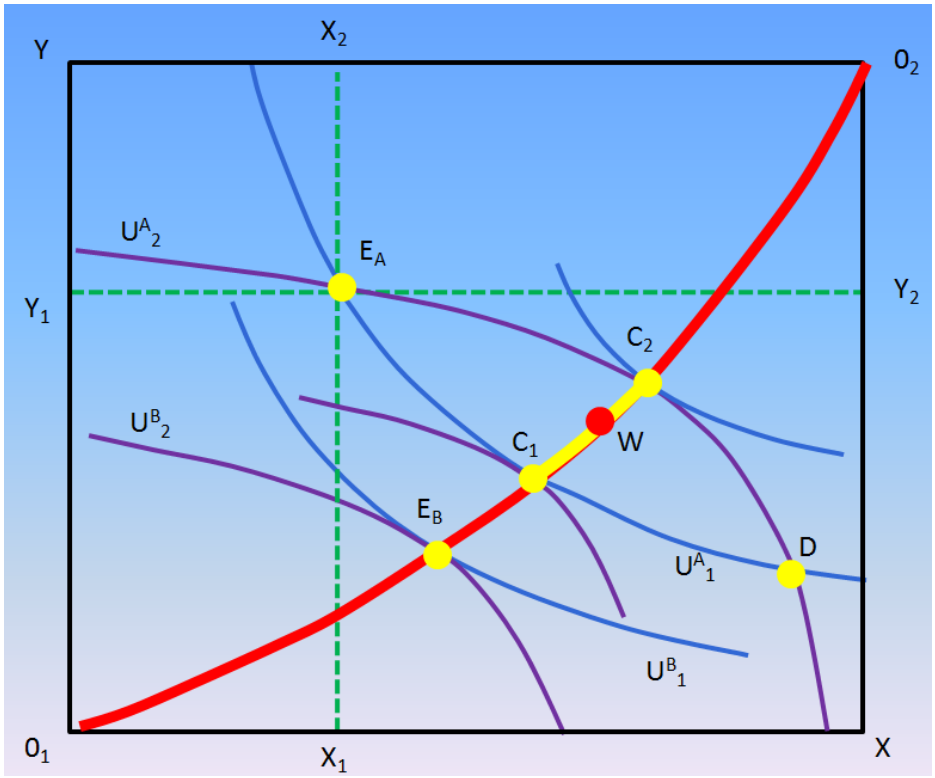
[87] A moins de considérer le cas de MARX, mais ce dernier nous semble plutôt à classer dans la catégorie des « hommes orchestres », puisqu'il revendiquait à la fois le titre de philosophe, d'historien, de géographe, d'économiste et de messie de la révolution prolétarienne, ce qui fait beaucoup.

d'EDGEWORTH ci-après, la courbe O_1O_2 est appelée **courbe des contrats** et représente toutes les situations qui correspondent à un optimum de PARETO.

Si les deux individus 1 et 2 souhaitent améliorer leur utilité par l'échange, ils peuvent le faire et c'est tout l'intérêt de la boite d'EDGEWORTH de montrer comment il peuvent le faire.

Imaginons que l'individu 1 donne une certaine quantité de Y à l'individu 2, en échange d'une certaine quantité de X, de telle façon à ce que la nouvelle répartition soit donnée par le point C_2. Au point C_2, la nouvelle répartition aboutit à une augmentation de l'utilité de l'individu 1, sans réduire l'utilité de l'individu 2 (par comparaison avec la situation de 1 et 2 au point E_A).

Application de la notion d'optimum de PARETO à une économie d'échange pur



Trois autres répartitions possibles sont illustrées par les points W, C_1 et E_B. Si l'on compare ces répartitions avec la répartition initiale, on peut faire les remarques suivantes :

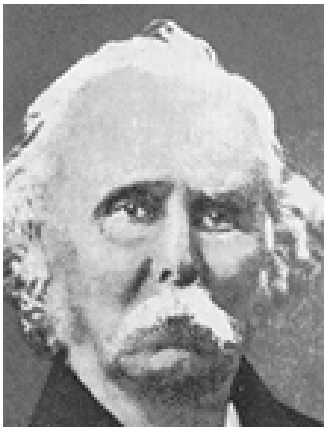
- Au point C_1, l'utilité de l'individu 2 s'est améliorée et celle de l'individu 1 n'a pas changé.
- Au point W, l'utilité des deux individus s'est améliorée (et il en va de même de tout point situé sur la partie $]C_1\ C_2[$ de la courbe des contrats.
- Au point E_B, l'utilité de l'individu 2 a augmenté et celle de l'individu 1 a baissé.

La notion d'optimum de PARETO est ici très utile. On peut voir en effet que **sur tous les points situées sur la courbe des contrats $0_1 0_2$, l'utilité d'un des deux individus ne peut augmenter que si celle de l'autre individu se réduit**. Tous les points situés sur la courbe des contrats sont donc des **optimums de PARETO**.

La notion d'optimum de PARETO joue un rôle essentiel en économie, dans pratiquement tous les domaines : microéconomie, finances publiques, macroéconomie, théorie du commerce international, théorie des jeux, etc.

8 – Alfred MARSHALL

A – Données biographiques



Les rendements d'échelle ne sont pas nécessairement constants. Ils peuvent être décroissants, mais le plus souvent, ils sont croissants. C'est ce que l'on appelle les **économies d'échelle**, concept introduit dans l'analyse économique par Alfred MARSHALL.

Alfred MARSHALL (1842-1924) est sans doute l'économiste anglais qui, si l'on excepte bien entendu Adam SMITH et David RICARDO, a le plus compté avant KEYNES, lequel a d'ailleurs été son élève à l'université de Cambridge. En tant que professeur à Cambridge, il a publié un manuel d'économie " "Principles of Economics", qui a été réédité huit fois et qui traite de tous les aspects de l'analyse économique. Nous retiendrons trois aspects de MARSHALL dans ce qui suit : la distinction entre économies d'échelle interne et économie d'échelle externes, la distinction entre la courte période et la longue période et l'importance du temps et de la notion d'équilibre dans toute son œuvre.

B – Economies d'échelle internes et externes

Lorsque la production se fait à grande échelle, les entreprises réalisent des économies. Plus précisément, le coût moyen baisse. D'où l'appellation « économies d'échelle ». Les économies d'échelle sont liées aux rendements croissants. Les deux choses vont de pair. Si les rendements sont croissants, il y a des économies d'échelle et vice-versa.

Le concept d'économie d'échelle remonte à Adam SMITH dans la mesure où la division du travail est une source importante d'économies d'échelle. Il a cependant été approfondi par Alfred MARSHALL, qui distingue les économies d'échelle internes à l'entreprise et les économies d'échelle externes à l'entreprise.

1) Les économies d'échelle internes

Les économies d'échelle internes sont les économies qui sont réalisées au sein de l'entreprise du fait d'une production de masse. Lorsque l'entreprise fabrique de plus en plus, des économies peuvent être réalisées dans les domaines suivants :

a) Dans le domaine technique

On peut citer la relation entre la surface et le volume. Le volume augmente plus vite que la surface. Par exemple, 1 cube de 1 m de côté (donc 1 m^3) nécessite une surface de $6m^2$. Un cube de 2 m de côté représente $8m^3$ et nécessite une surface de 24 m^2. Donc quand on multiplie la surface par 4 on multiplie le volume par 8. Ceci est atténué par le fait que le poids peut augmenter, par le fait que la résistance peut diminuer, mais en général on peut réaliser une économie d'échelle. Plus généralement, lorsque la production est importante, il est possible d'investir dans des grosses machines plus performantes, d'avoir des locaux mieux situés. Cela coûte plus cher, mais les frais fixes pourront être amortis sur une plus grande échelle de production.

b) Dans le domaine administratif

Quand la production augmente, il est possible de spécialiser les tâches administratives comme la comptabilité, la vente, le service après vente, etc.

c) Dans le domaine financier

Les grosses entreprises ont souvent la possibilité d'emprunter à des conditions plus intéressantes que les petites.

d) Dans le domaine du marketing

Les grosses entreprises peuvent s'offrir des publicités nationales dans les journaux, à la radio et à la télé, sur Internet, et elles peuvent amortir ces coûts plus facilement.

e) Dans les relations avec les fournisseurs

Les grandes entreprises obtiennent de meilleurs prix auprès de leurs fournisseurs car elles achètent plus.

f) Dans le domaine de la recherche

Les grandes entreprises peuvent plus facilement amortir leurs frais de recherche.

2) Les économies d'échelle externes

Les économies d'échelle externes sont des économies dont l'entreprise bénéficie en raison de sa situation géographique, sectorielle ou temporelle. Ces économies ne dépendent pas de la taille de l'entreprise, mais de la production globale de la zone géographique considérée, ou de la production globale du secteur d'activité de l'entreprise, ou encore de l'expérience accumulée par le secteur d'activité où l'entreprise opère.

a) Zone géographique

Si l'entreprise se trouve dans une zone où il y a beaucoup d'entreprises, elle disposera d'un réservoir de main-d'œuvre et pourra réaliser des économies dans le recrutement et la formation de la main-d'œuvre. De même, là où il y a beaucoup d'entreprises, il y a beaucoup de fournisseurs, qui produisent beaucoup et donc à bas prix.

b) Secteur d'activité

Plus un secteur d'activité se développe, plus les activités liées à ce secteur se développent. Donc les fournisseurs de ce secteur vont réaliser des économies d'échelle internes à mesure que le secteur qu'ils fournissent accroît sa demande. Cela se traduira par des baisses de prix pour le secteur dont la production progresse. Et cela représente une économie d'échelle externe pour toutes les entreprises de la branche qui progresse.

c) Expérience accumulée

Lorsqu'une activité existe depuis longtemps, des progrès techniques de plus en plus importants sont réalisés, et ces progrès sont utilisables par toutes les entreprises au bout d'un certain temps, car les brevets n'ont qu'une durée de vie limitée. Ensuite, les nouveaux procédés peuvent être utilisés gratuitement par toutes les entreprises. Ceci représente donc une économie externe. Note : on parle d'économie d'échelle externe dynamique, pour souligner la dimension temporelle.

3) Les déséconomies d'échelle

Il existe symétriquement des **déséconomies d'échelle**, qui peuvent être internes ou externes. Comme exemple de déséconomies d'échelle interne, on peut citer la difficulté de coordination d'un très grand nombre de personnes ou d'activités. Comme exemple de déséconomies d'échelle externes on peut citer les nuisances engendrées par la concentration d'un trop grand nombre d'activités dans une zone géographique ou dans un secteur.

C – Les périodes de production

Marshall est à l'origine de la distinction actuelle entre **courte période** et **longue période**. Mais en fait, il distinguait quant à lui quatre périodes de production :

1) La période de marché ou très courte période

C'est la période durant laquelle la quantité produite, c'est-à-dire l'offre, ne peut pas ou plus augmenter. Par exemple, lorsque la pêche est finie, la quantité de poisson vendue sur le marché ne peut pas augmenter même si la demande est très importante. C'est donc une période qui est caractérisé par une rigidité totale de l'offre. C'est le prix et lui seul qui réalise l'ajustement du marché.

2) La courte période

C'est une période telle que la capacité de production de l'industrie est fixée. La production peut augmenter mais pas la capacité de production. Certains facteurs sont fixes et certains facteurs sont variables. Le plus simple est de considérer le cas où le capital est fixe et où seul le travail peut augmenter ou diminuer. Dans ce cas, le profit est maximum quand le coût marginal est égal à la recette marginale, mais il peut y avoir une rente liée au fait que le capital est en quantité fixe et le taux de profit peut varier entre les secteurs.

3) La longue période

Dans ce cas tous les facteurs de production peuvent varier, la production et la capacité de production peuvent augmenter.

4) La très longue période

Finalement, dans la très longue période, non seulement la production et la capacité de production peuvent augmenter, mais aussi la population, la technologie, etc. MARSHALL montre que lorsque la période s'allonge, la production, c'est-à-dire l'offre, devient plus élastique.

D – Le rôle du temps et de la notion d'équilibre chez MARSHALL

Les mots "équilibre" et "temps" sont omniprésents dans l'œuvre de MARSHALL. MARSHALL revient de multiples façons sur la question de l'auto ajustement, de l'auto équilibre qui caractérise selon lui les processus économiques. C'est ce qui fera que John Maynard KEYNES écrira plus tard de lui que son système était une mécanique de l'univers dans laquelle les différents éléments étaient maintenus en place par des phénomènes de contrepoids et d'interaction. MARSHALL reprend ces notions dans le fonds légué par les classiques anglais, mais il s'y attarde davantage. Ainsi, c'est lui qui va s'attaquer à résoudre l'épineux problème posé du rôle joué par le temps dans la formation de l'équilibre. D'où l'importance de la notion de période que nous avons évoqué précédemment. Nous avons vu que plus la période d'analyse s'allonge, plus l'offre devient élastique. Alors qu'à court terme, c'est la demande qui gouverne la fixation du prix, à long terme c'est plutôt l'offre et donc, en fait, le coût de production.

Il s'attache à apprécier concrètement l'importance de l'offre et de la demande dans la formation de l'équilibre suivant la période d'analyse et c'est à lui que l'on doit la fameuse formule selon laquelle « *l'offre et la demande ressemblent à deux branches d'une paire de ciseaux et il est aussi vain de se demander si c'est l'offre ou la demande seule qui régularisent les prix que de se demander si c'est la branche inférieure ou supérieure du ciseau qui coupe* ». En fait, dans la vision de MARSHALL, les deux branches sont indispensables pour effectuer la coupe, mais elles jouent tour à tour, selon la période, un rôle actif ou passif. La demande et l'utilité jouent d'autant plus un rôle actif que la période est courte ou très courte. L'offre et le coût de production jouent un rôle d'autant plus actif que la période est longue. Toutefois, l'œuvre de MARSHALL, qui fut toute entière écrite dans sa paisible demeure ou dans son bureau de Cambridge, est imprégnée d'une conception du temps qui est finalement abstraite et comme déconnectée des événements qui se

produisent dans l'histoire réelle. Le temps de MARSHALL est un temps mécaniste, théoriquement réversible. C'est le temps "t" des expériences de physique, que l'on peut ajuster selon les besoins de l'expérience. Ce n'est pas le temps historique, irréversible, dans lequel se produisent les événements réels : "*Natura non fecit saltum*" (La nature ne fait pas de bonds soudains) peut-on lire en exergue de la dernière édition de son ouvrage majeur "Principles of Economics". Cette forme de gradualisme, héritée d'ARISTOTE serait le défaut de l'œuvre de MARSHALL, dans laquelle il manquerait le reflet des événements qui se déroulent dans le monde au moment où il écrit ses théories sur la très courte et la très longue période : la révolution russe, les tensions sociales, la première guerre mondiale et, cinq petites années après sa mort (il est mort en 1924), l'irruption de la plus grande crise que le capitalisme, qui avait alors un siècle et demi d'existence, allait connaître.

Cette conception d'un économiste froid et austère, détaché des réalités économiques concrètes, doit cependant être contredite.

D'une part, il faut rappeler que MARSHALL est né dans une famille de la classe moyenne de la banlieue de Londres, qui habitait en plein milieu des quartiers ouvriers. Son père était un employé de banque austère et rigoureux qui lui donna une éducation stricte et le poussa même vers une carrière ecclésiastique. Cependant, l'intérêt pour les mathématiques l'emporte chez MARSHALL sur celui de la métaphysique. Il devra pourtant s'opposer à son père pour ne pas devenir pasteur. L'un de ses oncles va finalement l'aider à financer ses études en lui permettant de s'inscrire au Saint John's College de Cambridge. Son austérité et son ascétisme le font sans doute paraître distant, mais cela n'a rien à voir avec un sentiment de supériorité de classe, ni avec une méconnaissance des dures réalités de la vie dans les basses classes. En fait, son intérêt pour l'économie lui est venu en partie de ce qu'il était préoccupé de trouver une solution à la pauvreté qu'il côtoyait dans son quartier de naissance. Face aux conséquences sociales très inégalitaires de la Révolution industrielle anglaise et de l'impérialisme économique de l'ère victorienne, il ne deviendra pas pour autant socialiste.

D'autre part, MARSHALL aura l'opportunité de faire un voyage aux Etats-Unis, en 1875. Il reviendra très impressionné de ce voyage et aussi très confiant dans les possibilités du capitalisme, même s'il reste profondément convaincu que l'étude de l'économie doit permettre de trouver des solutions concrètes aux problèmes posés par la pauvreté. C'est donc finalement un économiste humanisme, très préoccupé par les réalisations pratiques. Cela ne l'empêchera cependant pas de suivre une méthode rigoureuse au lieu de critiquer Adam SMITH et David RICARDO comme le fît Karl MARX. Il est d'ailleurs intéressant de comparer ces deux économistes (MARX et MARSHALL) qui n'avaient que 25 ans d'écart au départ et qui furent tous les deux en contact rapproché et durable avec la misère ouvrière.

C'est d'ailleurs l'année de la naissance de MARSHALL, en 1842, que MARX quitte Brême pour prendre un poste dans une firme commerciale de Manchester dont son père était l'un des propriétaires. Là, il rencontre la misère prolétarienne mais n'en tire pas du tout les même conclusions que MARSHALL 20 ans plus tard qui pourtant grandira au milieu de cette même misère.

9 – Arthur Cecil PIGOU

A – Données biographiques

Arthur Cecil PIGOU (1877-1959) fut l'élève et le disciple préféré d'Alfred MARSHALL. Il a poursuivi et prolongé l'œuvre de MARSHALL, contrairement à John Maynard KEYNES qui a développé une théorie entièrement différente.

On doit à PIGOU, entre autres, une théorie de la divergence entre coûts privés et coûts sociaux qui est aujourd'hui une des approches en matière d'économie de l'environnement (les libéraux lui préfèrent celle de Ronald COASE), ainsi qu'une analyse des différentes formes de la discrimination par le prix, analyse qui est un point de départ incontournable des réflexions en matière de stratégie de prix.

PIGOU est également connu pour sa controverse avec KEYNES et la mise à jour de ce que l'on appelle « l'effet PIGOU » ou « effet d'encaisses réelles ». L'**effet PIGOU** (sur lequel nous revenons plus loin dans l'étude de la controverse entre KEYNES et PIGOU sur la possibilité d'un retour automatique à l'équilibre) postule que lorsque le niveau des prix augmente, cela réduit la valeur du patrimoine et des encaisses réelles des agents économiques et qu'ils ont tendance à dépenser moins pour compenser la réduction de leur patrimoine et de leurs encaisses réelles. Inversement, lorsque le niveau des prix baisse, cela augmente la valeur de leur patrimoine et de leurs encaisses réelles et ils ont tendance à dépenser plus. KEYNES pensait que la baisse des prix et des salaires nominaux ne pouvait que déprimer la demande globale et accroître le chômage par insuffisance de la demande globale. PIGOU rétorquait que la baisse des prix, dans la mesure où elle avait un effet positif sur les valeurs patrimoniales, devait relancer la demande et favoriser la reprise de l'activité.

B – Coûts sociaux, coûts privés et internalisation des effets externes

PIGOU part de l'idée que toute activité économique est à la fois productrice d'utilité pour la société, en même temps qu'elle impose un coût à la société. PIGOU sera le premier à comparer les **bénéfices sociaux** et les **coûts sociaux** des activités économiques et à montrer qu'il existe une différence entre coûts privés et coûts sociaux et aussi entre bénéfices privés et bénéfices sociaux. Cette divergence, quand elle existe, empêche le marché de réaliser une allocation optimale des ressources.

Si le marché fonctionnait parfaitement, tous les coûts et tous les avantages d'une activité seraient pris en compte par le mécanisme des prix. Quand le système des prix fonctionne bien, il joue un rôle d'information pour les agents économiques. Sur un marché qui fonctionne bien, le prix d'équilibre est un indicateur qui reflète correctement la rareté et l'utilité du bien. Si tous les marchés fonctionnent bien, les agents économiques sont parfaitement informés de la rareté et de l'utilité relative de tous les biens et ils peuvent prendre des décisions optimales.

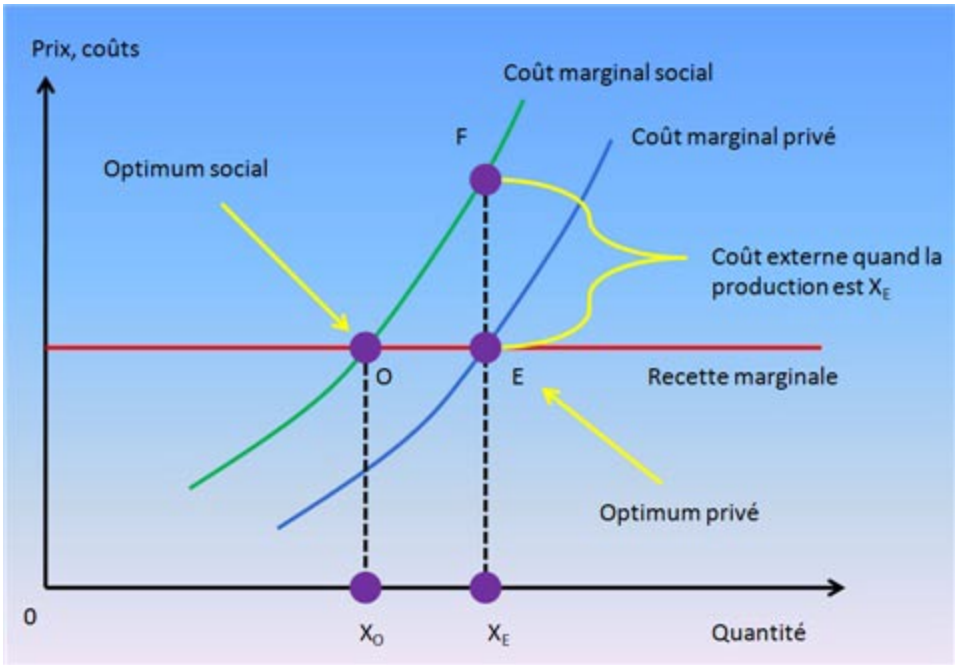
Exemple : soit une entreprise qui produit un bien X et recherche la maximisation de son profit. Elle va choisir le volume de production qui maximise son profit. Les apporteurs de facteurs de production (travail, capital, matières premières) vont recevoir une rémunération égale à leur productivité marginale privée. En revanche, si l'entreprise peut rejeter gratuitement de la fumée et des eaux usées dans l'environnement, elle crée des dommages du fait de la pollution engendrée par son processus de production et impose à la collectivité des coûts. Il s'agit de « **coûts externes** » ou « **externalités** ». On voit donc que le coût social de l'activité est supérieur à son coût privé, car il faut ajouter le coût de la dégradation de l'environnement :

Coût social = coût privé (rémunération des apporteurs de facteurs de production) + coût du dommage causé à l'environnement (aux riverains, à la société).

La maximisation de son profit par le producteur ignore la partie du coût social qu'il inflige à la collectivité puisqu'il n'a pas besoin de payer pour obtenir le service que lui rend l'environnement. Son calcul économique ne prend en compte que ce qui a un prix. Or quand il évacue ses déchets dans l'environnement, il puise dans une ressource rare qui tend à être surexploitée puisque personne ne paie pour son utilisation. Il y a donc un échec du marché, échec qui fait obstacle à l'allocation optimale des ressources.

Comme le coût privé est inférieur au coût social, le volume de production qui maximise le profit privé du producteur tend à être supérieur à celui qui correspondrait à l'optimum collectif, comme l'illustre le graphique de la figure ci-après.

.L'écart entre coût social et coût privé entraîne une mauvaise allocation des ressources



L'entreprise privée a intérêt à produire tant que le coût marginal privé est inférieur à la recette marginale privée et elle s'arrêtera lorsque le coût marginal privé sera égal à la recette marginale privée, c'est-à-dire au point E, qui correspond à une production X_E. Mais son calcul ne tient pas compte du vrai coût marginal. S'il devait payer le coût qu'il inflige à la société, c'est-à-dire s'il tenait compte du coût marginal social, il ne produirait que X_O.

L'écart entre le coût social et le coût privé traduit la non coïncidence entre l'intérêt privé et l'intérêt collectif. La solution proposée par PIGOU consiste à **internaliser l'effet externe**, c'est-à-dire à taxer le producteur suivant le **principe du pollueur payeur**. Si l'on instaure une taxe égale à EF, le coût marginal privé deviendra égal au coût marginal social et le niveau de production diminuera à X_O, qui correspond à l'optimum social. C'est le principe de la **taxe pigouvienne**

C – La discrimination par le prix

PIGOU fut également le premier à proposer une classification des différentes formes de discrimination par le prix. La discrimination par le prix c'est le fait, pour une entreprise, de ne pas faire payer le même prix par unité à tous les clients. C'est à lui que l'on doit la classification de la discrimination par le prix en trois degrés :

1) La discrimination de degré 1 ou discrimination parfaite

Elle consiste à vendre chaque unité à un prix différent. Autrement dit, même lorsqu'un client (consommateur ou entreprise) achète plusieurs unités, il paie un prix différent pour chacune de ces unités.

2) La discrimination de degré 2, ou politique de prix non linéaire

Elle couvre toutes les formules de prix dans lesquelles la somme totale payée n'est pas égale à une constante multipliée par la quantité. Il peut s'agir de remises quantitatives, de formules où l'individu paie une somme forfaitaire plus un prix à l'unité (éventuellement variable en fonction de la quantité) ou de certaines formes de ventes liées (où deux biens sont vendus ensembles, la quantité de l'un d'eux pouvant varier).

3) La discrimination de degré 3

C'est lorsque le prix pratiqué varie suivant le marché concerné. Le **dumping**, c'est-à-dire le fait de ne pas vendre un produit au même prix sur le marché intérieur et sur le marché étranger (généralement moins cher sur le marché étranger) est une discrimination de degré 3, comme le sont aussi les remises de prix accordées en fonction de la catégorie socioprofessionnelle (par exemple les crédits à taux préférentiels pour certaines catégories d'emprunteurs).

Troisième partie
La crise du capitalisme

Chapitre 9

De la Belle époque à la crise de 1929

« *Le capitalisme peut-il survivre? Non, je ne crois pas qu'il le puisse* » *[…]* « *Le socialisme peut-il fonctionner? A coup sûr, il le peut* ». Joseph ALOIS SCHUMPETER, *Capitalisme, Socialisme et Démocratie* (1942).

1 - La Belle époque où l'âge d'or de la première mondialisation
- A - L'apogée de l'Europe
- B - L'étalon-or et le libre-échange
  - 1) Le système de l'étalon-or
    - a) Définition
  - b) Du bimétallisme à l'étalon-or
    - c) L'apogée de l'étalon-or
    - d) Avantages et inconvénients du système de l'étalon-or
    - e) L'abandon de l'étalon-or pendant la première guerre mondiale
    - f) Le difficile retour à l'étalon-or
    - g) L'abandon définitif de l'étalon-or
  - 2) La lente progression des idées libre-échangistes au 19ème siècle
    - a) L'argument du grand pays
    - b) HAMILTON et la protection des industries naissantes
    - c) LIST et la protection des industries naissantes de l'Allemagne
    - d) Le protectionnisme à la française

2 - Les conséquences économiques du premier conflit mondial
- A - L'économie de guerre
  - 1) Les moyens financiers mis en œuvre
  - 2) L'intervention de l'Etat dans l'économie
  - 3) La démographie
  - 4) Les destructions matérielles
  - 5) L'entrée des femmes dans l'activité économique
  - 6) L'inflation et la ruine des classes moyennes
  - 7) Rationalisation économique et progrès de productivité
- B - La révolution russe
  - 1) La Nouvelle économie politique
  - 2) Le stalinisme
- C - Les "années folles" et l'affirmation de la puissance américaine
- D - L'hyperinflation allemande et l'avènement du nazisme

3 - La crise de 1929
- A - La spéculation boursière et le jeudi noir
- B - L'extension de la crise dans le monde
  - 1) L'interdépendance des banques internationales
  - 2) Le cercle vicieux du protectionnisme
  - 3) La crise de confiance
- C- Les analyses de la crise de 1929
  - 1) La thèse de la surproduction
  - 2) La thèse d'une insuffisance de la demande globale
  - 3) Vers une explication monétaire de la crise

En moins de 50 ans, l'économie mondiale est passée d'une phase de croissance et de prospérité liée aux effets de la « seconde révolution industrielle » à une crise sans précédent dans la courte histoire du capitalisme dont elle ne sortira que « grâce » à l'essor économique provoqué aux Etats-Unis par l'effort d'armement lié à la seconde guerre mondiale. La **confiance dans le capitalisme sera rudement mise à l'épreuve** et l'idée que seule l'**intervention de l'Etat dans l'économie** peut éviter le retour d'une crise comme celle de 1929 sera longtemps considérée comme définitivement acquise.

1 – La Belle époque ou l'âge d'or de la première mondialisation

A – L'apogée de l'Europe

Vers la fin du 19ème siècle et au début du 20ème siècle, sous l'impulsion de l'Angleterre, l'Europe connaît une apogée. Pendant quelques décennies, elle va **dominer technologiquement et économiquement** le monde. Cette période est aussi une période de globalisation sans précédent et, à certains égards (ouverture des économies, mouvements des capitaux et des personnes) la mondialisation était au moins aussi avancée qu'elle ne l'est au début du 21ème siècle.

Alors que le monde compte environ 1,7 milliards de personnes, la population européenne n'a jamais été aussi importante en pourcentage : près du quart de l'humanité vit en Europe et un tiers de la population mondiale est d'origine européenne.

- Les technologies comme le **télégraphe** et le **téléphone** révolutionnent les moyens de communication.
- Le développement des **chemins de fer** et de la **marine à vapeur** ont « rapetissé » le monde en rapprochant les continents. C'est la période où des millions d'individus émigrent chaque année de l'Europe vers les Etats-Unis ou l'Amérique du sud. Les bateaux commerciaux, les trains de marchandises sillonnent la planète et partout le commerce et les échanges fleurissent. Les grands ports du monde, les grandes villes du monde forment les mailles d'un réseau mondial cosmopolite où la culture et la civilisation atteignent des sommets encore jamais atteints.

KEYNES a décrit ainsi l'âge d'or de cette **première mondialisation** : « *Un habitant de Londres pouvait, en dégustant son thé du matin. commander, par téléphone, les produits variés de toute la terre en telle quantité qui lui convenait, et s'attendre à les voir bientôt déposes à sa porte ; il pouvait, au même instant, et par les mêmes moyens, risquer son bien dans les ressources naturelles et les nouvelles entreprises de n'importe quelle partie du monde et prendre part, sans effort ni souci, à leur succès et à leurs avantages espérés ; il pouvait décider d'unir la sécurité de sa fortune à la bonne foi des habitants d'une forte cité, d'un continent quelconque, que lui recommandait sa fantaisie ou ses renseignements. Il pouvait, sur le champ, s'il le voulait, s'assurer des moyens confortables et bon marché d'aller dans un pays ou une région quelconque, sans passeport ni aucune autre formalité ; il pouvait envoyer son domestique à la banque voisine s'approvisionner d'autant de métal précieux qu'il lui conviendrait. Il pouvait alors partir dans les contrées étrangères, sans rien connaître de leur religion, de leur langue ou de leurs mœurs, portant sur lui de la*

richesse monnayée. Il se serait considéré comme grandement offensé et aurait été fort surpris du moindre obstacle. Mais, par-dessus tout, il estimait cet état de chose comme normal, fixe et permanent, bien que pouvant être amélioré ultérieurement. Il regardait toute infraction qui y était faite comme folle, scandaleuse et susceptible d'être évitée. Les visées et la politique du militarisme et de l'impérialisme, les rivalités de races et de cultures, les monopoles, les restrictions, les exclusions allaient jouer le rôle du serpent dans ce paradis. Mais tout cela ne comptait pas beaucoup plus que les plaisanteries du journal quotidien, et semblait n'exercer presque aucune influence sur le cours de la vie sociale et économique, dont l'internationalisation était pratiquement sur le point d'être complète. »[88], [89]

- **Le monde en 1901 est beaucoup plus sûr qu'il ne l'est en 2001** (et depuis). Certes, les attentats terroristes existent déjà, mais ce sont des actions spectaculaires et relativement isolées qui visent seulement des personnalités[90].

- **Depuis le milieu du 19ème siècle, les investissements internationaux sont en plein essor**. L'Angleterre et la France investissement massivement partout dans le monde. La notion de « risque pays » n'existe pas. Les investisseurs ont la certitude que, sous réserve d'une gestion saine des projets[91], leurs fonds seront rentabilisés.

- **Les taux d'exportation, quoique moins élevés qu'à l'époque actuelle, sont néanmoins importants**. La civilisation européenne domine le monde. Des expéditions de toute sorte sillonnent les terres et mers encore inconnus, à la recherche des derniers mystères de la planète et partout les européens qui voyagent sont accueillis par d'autres européens. C'est l'époque où il est possible de faire le tour du monde, non seulement en quatre-vingt jours, mais encore sans se faire arrêter et sans le moindre passeport.

---

[88] Keynes, J.M. (1919), *Les conséquences économiques de la paix*. Traduction française de Paul Frank, 1920. Paris Éditions de la Nouvelle Revue Française, 1920, onzième édition, 237 pages.

[89] Voir aussi le livre de S. BERGER, *Notre première mondialisation*. Leçons d'un échec oublié, La République des idées, Paris, Le Seuil, 2003. Ainsi que l'écrit Thierry de MONTBRIAL dans sa préface au rapport RAMSES 2008 (page 14) : « *C'est l'hétérogénéité du monde qui cassa la première mondialisation, il y a un siècle . Ce fut le drame de la Grande Guerre. Indépendamment de la technologie, il fallut attendre plus de 70 ans la chute de l'Union soviétique, en 1989-1991, pour que soient réunies les conditions politiques d'une nouvelle mondialisation* ».

[90] C'est d'ailleurs à Sarajevo, le 28 juin 1914, qu'aura lieu l'assassinat de l'archiduc d'Autriche par le terroriste serbe Gavrilo PRINCIP (1894-1918), assassinat qui servira de prétexte au déclenchement de la première guerre mondiale. Quelques années auparavant, c'est Sadi CARNOT (1837-1894), Ingénieur et homme politique, petit-fils de Lazare CARNOT (1753-1823), Président de la République en 1887, qui sera assassiné à Lyon le 24 juin 1894, par un jeune anarchiste, Santo CASERIO (1873-1894), qui lui donna un coup de poignard en criant « Vive l'Anarchie ! » (cri qu'il réitéra courageusement avant d'être guillotiné : « Courage, les amis ! Vive l'anarchie ! »). Mentionnons aussi l'assassinat du Président Abraham LINCOLN (1809-1865) le 14 avril 1865, par l'acteur John Wilkes BOOTH (1836-1865) dans une dernière tentative de soutien à la cause sudiste, ainsi que celui du Président William MCKINLEY (1843-1901), également assassiné par un anarchiste, Leon Frank CZOLGOSZ (1873-1901) le 14 septembre 1901.

[91] Certains projets, comme le creusement du canal de Panama à partir de 1880, sous la direction de Ferdinand de LESSEPS (1805-1894), se révèlent des gouffres financiers. Le canal sera achevé par les Etats-Unis et inauguré le 15 août 1914.

B – L'étalon-or et le libre-échange

1) Le système de l'étalon-or

a) Définition

L'étalon-or ou Gold Standard est un système monétaire fondé sur l'or :

- L'or sert d'**unité de compte** ou d'**étalon monétaire** : Les monnaies des pays qui adhèrent à ce système sont définies par un poids **fixe** d'or. Cette définition fixe peut toutefois être modifiée, mais cela ébranle fortement la confiance dans le système.
- Le taux de change d'une monnaie par rapport à une autre est donc égal au rapport des poids d'or de chacune de ces monnaies.
- Les billets de diverses monnaies peuvent être convertis en or en présentant ces billets aux guichets des banques centrales. De la même façon, le détenteur d'un compte peut demander un retrait de tout ou partie de son avoir et demander que le paiement soit effectué en or. Cette possibilité de conversion ou **convertibilité** peut varier :
    - Elle peut être **externe** (réservée aux non-résidents) et/ou **interne** (autorisée également pour les résidents qui peuvent alors échanger les billets de la monnaie nationale contre de l'or)
    - Lorsqu'elle est seulement externe, elle peut être réservée aux transactions d'Etat à Etat, c'est-à-dire, en définitive, aux **transactions entres banques centrales**.

On a déjà vu dans ce cours que l'or et l'argent servent depuis plus de 5000 ans aux transactions et que les premières pièces d'or à effigie datent de – 600 avant Jésus-Christ (pièces frappées à Sardes par le roi ALYATTES, qui régna sur la Lydie entre 610 et 560 avant J.-C.)[92].

b) Du bimétallisme à l'étalon-or

L'or a toujours exercé une fascination très supérieure à l'argent, mais l'argent était bien davantage utilisé que l'or dans les transactions courantes, l'or servant de réserve de valeur.

Avec l'apparition et la généralisation des billets, l'or et l'argent lui-même ont progressivement servit de réserves de valeur. Ce fut le bimétallisme, qui allait évoluer progressivement vers le monométallisme au profit de l'or du fait de la loi de

[92] Ce sont les sables aurifères du Pactole fleuve, qui, d'après les légendes grecques, charriait des paillettes d'or. Le Pactole était un petit affluent de la rive gauche de l'Hermos dans le royaume de Lydie (voir carte). Le Pactole existe toujours, mais ce n'est plus qu'un petit torrent. Deux légendes, au moins, se rapportent à l'or extrait de ce fleuve. Celle de CRESUS (-596 à -547) et celle de MIDAS (VIIème siècle avant J.-C.). CRESUS, roi de Lydie, doit sa fortune (« riche comme CRESUS ») aux sables aurifères du Pactole. MIDAS, roi de Phrygie (entre la Lydie et la Cappadoce), obtint le droit divin de transformer en or tout ce qu'il touchait et ne put plus, dès lors, ni manger ni boire et dut supplier DIONYSOS de lui retirer ce don. C'est en se lavant les mains dans le Pactole que MIDAS avait acquis ce don, que DIONYSOS lui avait accordé à la suite de l'hospitalité que MIDAS avait offerte au satyre SILENE (inventeur de la flûte et de la danse « silène », fils d'HERMES [ou de PAN ?] et d'une NYMPHE [ou de GAÏA ?]) un jour qu'il était ivre.

GRESHAM. En effet, conjointement aux parités officielles de l'or et de l'argent, existait un marché libre de ces deux monnaies, marché sur lequel la valeur de l'or en argent (ou réciproquement celle de l'or en argent) variait en fonction de l'offre et de la demande. Très rapidement, il apparut que l'or, sauf durant quelques courtes périodes, était plus demandé et plus rare que l'argent. Sa valeur était donc supérieure au taux officiel, ce que avait pour effet de le raréfier. D'où l'adoption progressive du monométallisme or.

c) L'apogée de l'étalon-or

L'Angleterre adopta le **système de l'Etalon-or** dès 1816. L'*Act* du 22 juin 1816 fixait la valeur de la livre en or, soit 1 livre = 7,322 grammes d'or. Tout détenteur de livre Sterling pouvait, en théorie, se faire rembourser ses billets par leur équivalent en or au guichet d'une banque anglaise, n'importe où dans le monde. En pratique, ce type de conversion était tout à fait exceptionnel et ne se pratiquait – rarement car c'était un signe de défiance – que pour les paiements d'Etat à Etat.

À la fin du XIXème siècle, le monde entier s'est rallié à ce régime, après divers épisodes de **bimétallisme** (définition simultanée de la monnaie en or et en argent) :

- L'Allemagne l'adopte en 1871,
- la France en 1873, dans le cadre de l'Union monétaire latine (Belgique, Italie, Suisse, France), puis nationalement en 1876, la même année que l'Espagne.
- l'Autriche-Hongrie en 1892,
- la Russie en 1893 et le Japon en 1897,
- L'Inde en 1898
- les Etats-Unis en 1900 (adoption de droit, mais existait de fait depuis plus de 20 ans).

d) Avantages et inconvénients du système de l'étalon-or

Avant de voir comment se système allait être abandonné à la suite des désordres monétaires de l'après-première guerre mondiale, malgré des tentatives de rétablissement, il convient d'en dresser un bilan rapide.

L'inconvénient majeur du système de l'étalon-or est qu'il ne permet pas d'assurer une adéquation de la quantité de monnaie en circulation aux besoins de l'économie. A long terme, la croissance de la quantité de monnaie a tendance à être proportionnelle à l'accroissement de la quantité d'or, ou alors les banques centrales doivent diminuer le rapport entre la quantité d'or et la quantité de monnaie, mais ceci a une limite absolue (quand ce ratio tend vers zéro) et, de plus, a pour effet, à chaque diminution du ratio, de diminuer la confiance.

Mais il eut au 19ème siècle **un double mérite** :

- assurer une **stabilité des taux de change** (ils se définissaient par le rapport des poids d'or des monnaies)
- Favoriser le développement des échanges et permettre une « gestion automatisée » des déséquilibres de balance de paiement selon le mécanisme proposé par David HUME (voir le schéma de HUME).

e) L'abandon de l'étalon-or pendant la première guerre mondiale

Lorsque la Première Guerre mondiale éclate en 1914, le Royaume-Uni et la France abandonnent la convertibilité des billets (Le 5 août 1914 pour ce qui est de la France). À la fin de la guerre, le retour à la convertibilité est très difficile car on trouve de fait dans un système de monnaie fiduciaire Les besoins gigantesques en matériel militaire ont partout provoqué la création de quantités massives de billets qui dévalorise la monnaie des pays comme la France ou l'Angleterre (sans parler de l'Allemagne). Tous les pays profitent en effet de l'occasion pour imprimer plus de monnaie qu'ils ne possèdent de contrepartie en or. Chacun pense en effet qu'il va gagner la guerre et compte sur les réparations de guerre pour rétablir son propre équilibre, comme le fit la Prusse lors de sa victoire sur la France en 1871 quand la France lui régla une indemnité de 5 milliards de francs or. Les États-Unis, après avoir hésité sont finalement contraints de suspendre la parité-or pour financer l'effort de guerre à partir de 1917..

f) Le difficile retour à l'étalon-or

Les premiers à rétablir la convertibilité sont les américains, dès 1919, qui n'avaient suspendu la convertibilité qu'à partir de leur entrée en guerre, en 1917. L'Angleterre est désireuse de rétablir la convertibilité dans l'espoir de retrouver son hégémonie monétaire. Mais c'est justement cette hégémonie passée qui va en fait poser les plus graves problèmes à l'Angleterre. En effet, comme la livre sterling jouait avant la première guerre mondiale le rôle dévolu au dollar de nos jours, il existait en dehors de l'Angleterre de très importants avoirs libellés en sterlings. Ces avoirs étaient de plus en plus convertis en dollars cependant, et c'est pour éviter cette fuite devant sa monnaie que l'Angleterre a voulu revenu très vite à l'Etalon-or. En attendant, elle propose un rémunération très élevées aux comptes étrangers libellés en sterlings.

C'est le **13 mai 1925**, que Winston CHURCHILL, alors chancelier de l'échiquier[93] (Chancellor of the Exchequer, « exchequer » signifiant « trésorierie » et non pas « échiquier » comme cela a été traduit par ironie), fait voter au parlement anglais le retour à la convertibilité, à la même parité qu'avant la guerre. Ce fut l'occasion d'un grand débat dans lequel John Maynard KEYNES s'opposa en vain à CHURCHILL.

Il faut préciser que la convertibilité, quoiqu'interne et externe, n'est plus totale. On ne peut en effet plus convertir que des montants supérieurs à la valeur d'un lingot d'or. Les pauvres doivent donc se mettre à plusieurs pour pouvoir effectuer une conversion. C'est ainsi que le **Gold Specie Standard** va être remplacé par le **Gold Bullion Standard** (« specie » voulant dire pièce et « bullion » voulant dire lingot). Ceci eut pour conséquence une limitation de la circulation de l'or et KEYNES écrivit à ce sujet : « *[L'or] ne passe plus de main en main, et les paumes avides des hommes ne touchent plus le métal précieux. Les petits dieux lares [Selon Robert esprits tutélaire chargé de protéger la maison, la cité, les rues à l'époque romaine], qui*

[93] Chancelier vient du latin cancellarius qui désignait l'appariteur placé à la barrière séparant la cour de justice du public. C'est désormais un titre officiel, même si la fonction précise peut être très variable. Ici, « chancelier de l'échiquier » est la traduction de « Chancellor of the Exchequer », « exchequer » signifiant « trésorierie » et non pas « échiquier ». Le chancelier de l'échiquier est donc l'équivalent du ministre des finances.

habitaient dans les bourses, les bas de laine, et les boîtes en fer blanc, ont été avalés par une seule icône d'or dans chaque pays, qui habite sous terre maintenant, et n'est plus jamais contemplée. L'or est désormais préservé des regards – il est retourné dans le sol. Mais quand on n'aperçoit plus les dieux se promener dans leur parure jaune, on commence à réfléchir à leur sujet ; et il ne se passe pas longtemps avant qu'il n'en reste plus rien » (Keynes, 1931, *Essays in persuasion*, page 183-4, Auri Sacra Fames [maudite soif de l'or])[94]

Au sujet du retour de la France à l'étalon-or, Peter BERNSTEIN écrit : « *La façon dont les français retournèrent à l'étalon-or contraste fortement avec ce qui s'est passé en Grande-Bretagne, confirmant tous les stéréotypes des années 1920 sur les différences entre les deux nations : le sang-froid des dirigeants anglais qui discutaient calmement des questions dans de longues délibérations avec des professeurs et des experts monétaires, pendant que les politiciens français au sang chaud faisaient tellement de bruit en vociférant les uns contre les autres que les voix des experts étaient noyées dans le tapage et la fureur. L'expérience française était un mélange de farce, de tragédie, de vacillements, d'attentes irréalistes, et de perpétuelle anxiété, tout aussi théâtral que l'avait été la séquence britannique.* »[95]

C'est la loi du **25 juin 1928** qui instaura le retour de l'étalon-or en France, mais la convertibilité ne fut, comme en Angleterre, assurée qu'en lingots. La loi définissait le franc par un poids d'or égal à 65 milligrammes (à 900/1000 de fin).

g) L'abandon définitif de l'étalon or

Après le krach boursier de 1929 (voir plus loin dans ce chapitre), la plupart des pays renoncèrent définitivement à l'étalon-or :

- **L'Angleterre** suspend la convertibilité en septembre 1931, suivi par de nombreux pays sous sa zone d'influence. Ces pays, essentiellement les « dominions[96] » de la couronne, conservèrent alors une parité fixe avec la livre, ce qui créa de facto une zone sterling.
- **La France, l'Italie, la Pologne, la Belgique, la Hollande et la Suisse, dit « pays du bloc-or »** (le bloc-or fut créé à l'instigation de la France en 1932), essayèrent aussi longtemps que possible de maintenir une parité avec l'or mais durent renoncer l'un après l'autre. Ainsi, la France renonce à la convertibilité à partir de 1936.
- **Les Etats-Unis**, quand à eux, vont tenter de maintenir la convertibilité avec l'or, mais sur une base dévaluée et théorique. Le 30 janvier 1934, ils décident ainsi de fixer le prix de l'or à 35 dollars l'once « troy » (31,1035 grammes d'or fin), alors qu'avant cette date elle était de 20,65 dollars. Il s'agit cependant d'une convertibilité théorique, car elle ne fut pas appliquée dans la pratique. Ce que voulaient les Etats-Unis, dès cette époque, c'était imposer l'étalon dollar, c'est-à-dire faire du dollar la monnaie internationale de référence. Ils allaient y parvenir en 3 temps :

[94] Cité par Peter L. BERNSTEIN in Le pouvoir de l'or, traduction Française André CABANNES, édition MAZARINE, 2007, page 397).

[95] Peter L. BERNSTEIN, déjà cité, page 402.
[96] En anglais « dominion » signifie « souveraineté ».

- D'abord en entrainant de nombreux pays, dont ceux d'Amérique Latine, dans une zone dollar à l'image de la zone sterling.
- Ensuite en imposant à travers le plan WHITE et les **accords de Bretton-Woods** (22 juillet 1944), le système du Gold Exchange Standard (1944-1971)
- Puis en rendant le dollar inconvertible, décision prise par le président Richard NIXON (1913-1994) le 15 août 1971.

2) La lente progression des idées libre-échangistes au 19ème siècle

Le système de l'Etalon-or favorisa le développement des échanges internationaux. L'Angleterre, première nation commerciale par le volume de ses exportations et de ses importations, est aussi la première marine marchande du monde. Elle transporte ses propres marchandises et celles de ses voisins.

Cependant, les avantages du libre échange étaient loin de faire l'unanimité et de nombreux arguments en faveur du protectionnisme furent élaborés. Beaucoup de ces arguments étaient cependant plus élaborés que le protectionnisme « primaire » des mercantilistes.

a) L'argument du « grand pays »

A la suite de la mise en évidence par RICARDO du principe de l'avantage comparatif Robert TORRENS (1780-1864) va développer un nouveau type d'argument protectionniste (nouveau par rapport aux arguments des mercantilistes). TORRENS explique que lorsqu'un pays peut agir sur les termes de l'échange parce qu'il détient un monopole, il peut alors choisir un niveau de droits de douane qui maximise les termes de l'échange en sa faveur. L'argument de TORRENS sera raffiné bien plus tard par en 1950 par l'américain Harry Gordon JOHNSON (1923-1977), qui en donnera une formule mathématique précise particulièrement aride.

b) HAMILTON et la protection des industries naissantes américaines

Dans son *Rapport sur les manufactures* (1791), le Secrétaire au Trésor américain Alexander HAMILTON (1757-1804) développe un nouvel argument : malgré l'indépendance, l'industrie américaine n'est pas en mesure de concurrencer sur son propre territoire l'industrie britannique, en raison de son manque d'expérience et de savoir-faire. Il propose donc de protéger temporairement les industries naissantes, de préférence par des subventions.

c) LIST et la protection des industries naissantes de l'Allemagne

Friedrich LIST (1789-1846) publie en 1841 un ouvrage intitulé *Système national d'économie politique.* Dans ce livre, il développe le **principe de protection des industries naissantes** par des barrières douanières. Il parle à ce sujet de « protectionnisme éducateur » car ces industries sont sensées n'être protégées que temporairement, jusqu'à ce qu'elles parviennent à maturité. LIST connaît un grand succès populaire et politique. La mise en place du Zollverein (union douanière prélude à l'unification allemande) est en partie une application des idées de LIST.

d) Le protectionnisme à la française

Malgré les efforts déployés par Frédéric BASTIAT (1801-1850), la France aussi reste réticente au libre-échange. On assiste d'abord à une avancée du libre échange, avec le **traité de libre-échange franco anglais** (23 janvier 1860) destiné à abolir les taxes douanières sur les matières premières et la majorité des produits alimentaires. Une taxe de 30% est fixée pour les produits manufacturés. Ce rapprochement franco-britannique a été voulu par la reine VICTORIA (1819-1901) et Napoléon III (1808-1873), afin de confirmer la volonté d'alliance et de coopération entre les deux ennemis héréditaires.

Mais la France reste très protectionniste en matière agricole, protectionnisme qui connaît sous point d'orgue avec Jules MELINE (1838-1925). MELINE exerça de nombreuses fonctions ministérielles (dont celle de ministre de l'agriculture) sous la IIIème république et fut même président du Conseil de 1896 à 1998. MELINE conçoit l'économie française comme un arbre où l'industrie représente les branches et les feuilles, et où l'agriculture représente le tronc et les racines. Le Mélinisme est donc une sorte de retour à la physiocratie.

MELINE est surtout connu pour avoir donné son nom aux "tarifs Méline" de 1892, loi protectionniste visant à protéger l'agriculture française de la concurrence internationale, et marquant la fin de la politique de libre-échange entamée sous le Second Empire.

2 – Les conséquences économiques du premier conflit mondial

La première guerre mondiale qui éclate durant l'été 1914 a des conséquences économiques considérables, parmi lesquelles : une augmentation de l'intervention des Etats dans la vie économique, l'installation du communisme dans toute une partie du monde, le déplacement du pouvoir économique mondial de l'Europe vers les Etats-Unis et l'avènement du fascisme.

A – L'économie de guerre

1) Les moyens financiers mis en œuvre

L'effort de guerre des principales puissances en conflit nécessite des moyens financiers et humains énormes. La pression fiscale et la dette intérieure et extérieure des Etats augmentent, alors même que l'activité économique se paralyse en raison de la mobilisation des hommes pour les combats **(8,5 millions d'hommes sont mobilisés pour le conflit)**. Par ailleurs, les destructions matérielles et humaines sont énormes. Enfin, il faut tenir compte du manque à gagner engendré par le conflit. Lorsque la paix revient, le monde a changé.

2) L'intervention de l'Etat dans l'économie

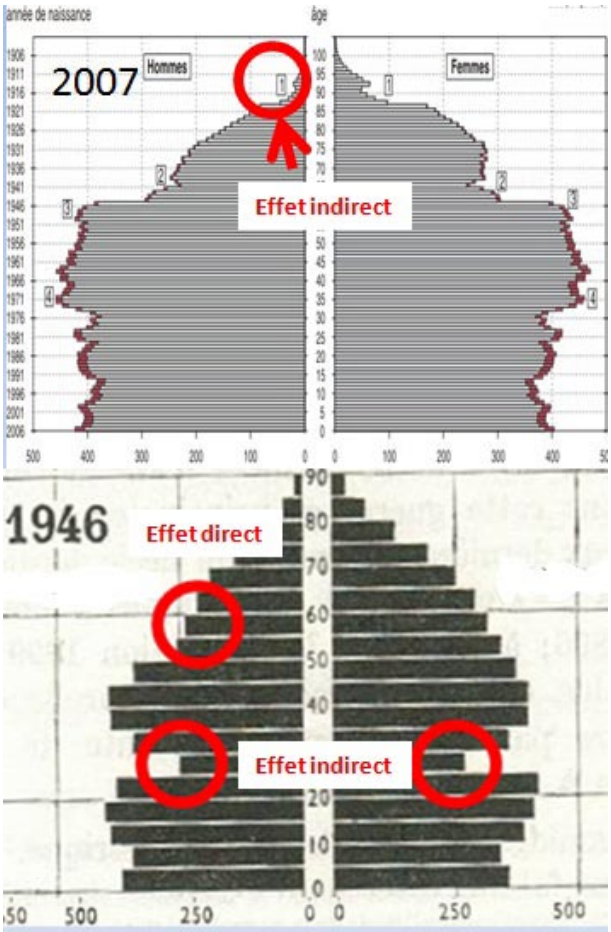
Partout, l'**intervention de l'Etat** dans l'économie se substitue au marché. Des **comités de coordination de la production** sont mis en place. La population civile souffre en silence du **rationnement**. L'effort est dirigé vers la production militaire.

3) La démographie

Durant les quatre années du conflit, 65 millions de soldats s'affrontèrent. 8,5 millions moururent de façon directe et près de 6 millions de personnes de façon indirecte. Près de 20 millions furent blessés. On compte 1,5 millions de morts militaires en France (17% de l'effectif mobilisé, 10,55% de la population active masculine et 31% de la classe d'âge des 20-35 ans)[97]. L'effet démographique de la première guerre mondiale est double :

- L'effet direct (lié à la mort des soldats)
- L'effet indirect lié au fait que les soldats morts ou absents ne procréeront pas ou rarement pendant les 4 années de guerre.

Conséquences de la première guerre mondiale sur la démographie de la France



Source de la pyramide de 1946 : Roland PRESSAT, (1961), L'analyse demographique, PUF, page 240. **Source de la pyramide au 1er janvier 2007 :** Insee (2007) , Bilan démographique 2006, numéro 11118. http://www.insee.fr/fr/ffc/ipweb/ip1118/graphiques.html#graphique

Ces deux effets conjugués explique les deux entailles de la pyramide des âges qui persistèrent pendant de longues années, la première (uniquement à gauche) ayant

[97] Hélène REY-VALETTE & Agnès d'ARTIGUES, (2003), déjà cité, page 90

aujourd'hui complètement disparu et la seconde (des deux côtés) appelée à disparaître dans très peu d'années (mais relayées par le déficit des naissances lié à la seconde guerre mondiale).

4) Les destructions matérielles

Les **destructions matérielles** sont considérables sur la zone des conflits : Belgique, Nord et Est de la France. Les mines de charbon sont noyées, les mines de fer sont détruites, ainsi que les usines et les voies ferrées. On estime qu'en 1918 le PNB des pays en guerre avait diminué d'environ un tiers par rapport à son niveau de 1914[98].

5) L'entrée des femmes dans l'activité économique

L'absence des hommes dans la vie économique de l'arrière favorise l'**entrée des femmes dans la vie active**.

6) L'inflation et la ruine des classes moyennes

Parallèlement, l'endettement massif de l'Etat et les pénuries engendre des épisodes d'inflation qui ruinent les rentiers et les titulaires de revenus fixes. Le **blocage des loyers** ajoute encore aux pertes de la petite bourgeoise et des classes moyennes, pour qui la location de biens immobiliers constituait souvent un revenu. La baisse des revenus locatifs a contribué au mauvais entretien et à la dégradation du patrimoine immobilier des classes moyennes.

7) Rationalisation économique et progrès de productivité

Dans les pays neufs, comme les Etats-Unis, mais aussi en Europe, l'effort de guerre et la **pénurie de main-d'œuvre** se traduisent par une **rationalisation économique** et des **progrès de productivité**.

B – La révolution russe

L'entrée de la Russie dans le conflit aux côtés de la France et de l'Angleterre aura pour conséquence la **chute du régime tsariste** et l'instauration brutale d'un **régime communiste** à partir de novembre 1917. Ceci se traduit par un chaos économique et social à grande échelle, des tentatives de **contre-révolution**, des soulèvements et des famines et finalement la guerre civile.

[98] Jacques BRASSEUL (2003), déjà cité, page 133.

1) La Nouvelle Economie Politique (NEP)

En 1921 alors que règne un mécontentement général et que certaines régions souffrent de famine, LENINE (1870-1924) au 10ème Congrès du parti communiste, fait connaître sa décision de mettre en œuvre une « **Nouvelle Economie Politique**», dont les principaux axes sont la réconciliation avec le monde paysan :

- la redistribution des terres commencée en 1917 est arrêtée et les paysans peuvent librement commercialiser leurs surplus sur les marchés locaux
- la reconstitution d'un secteur privé (les usines de moins de 10 ouvriers sont rendues à leur propriétaire),
- le travail obligatoire est supprimé
- la hiérarchie des salaires réintroduite,
- le retour progressif du rouble dans les transactions,
- le rétablissement partiel de l'héritage
- l'encouragement au retour des investisseurs privés étrangers

Malgré un redressement de la production agricole et industrielle, le bilan de la NEP reste médiocre. Tout au plus peut-on « créditer » celle-ci d'avoir stoppé le chaos et évité le retour au capitalisme. Mais, en empêchant le chaos, elle a préparé le stalinisme

2) Le stalinisme

Vers la fin des années 1920, STALINE (1878-1953) qui a succédé à LENINE (1870-1924) et éliminé TROTSKY (1879-1940) décide de renoncer à la Nouvelle politique économique (NEP) et impose la **planification**.

Le premier plan débute en 1928 privilégiant l'**industrie lourde**. Dans les campagnes, les terres sont à nouveau collectivisées, des fermes d'Etat, les **kolkhozes**, sont créées, ainsi que des coopératives paysannes, les **sovkhozes**. Ces modifications se font dans un climat de terreur et provoquent des famines en Ukraine en 1933-1934, ainsi que des déportations massives et arbitraires. Une industrialisation rapide axée sur la sidérurgie, les chemins de fer et autres industries lourdes et polluantes s'ensuit dans les années 1930, à un prix humain insensé et au détriment des industries de consommation.

C – Les « années folles » et l'affirmation de la puissance américaine

Pendant la guerre et au cours des années 1920, les États-Unis bénéficient d'une croissance rapide. Cette croissance est favorisée par les besoins de l'Europe et en même temps par la disparition de celle-ci de la scène économique. La croissance américaine se fonde aussi sur l'exploitation des innovations de la seconde révolution industrielle (électricité, automobile), ainsi que des progrès dans la rationalisation du travail. Les Etats-Unis connaissent une période d'abondance que rien ne semble devoir arrêter : ce sont les **années folles** qui encouragent les extravagances les plus inouïes, tant sur le plan artistique et littéraire, que sur le plan des mœurs ou celui de la **spéculation boursière**. Les cours boursiers ne cessent de monter et cela contribue à l'enrichissement général. De nombreux américains empruntent pour acheter des actions et, même à long terme, l'opération semble systématiquement

bénéfique (pendant plus de 10 ans les cours boursiers n'ont cessé d'augmenter). Cependant les agriculteurs restent exclus de cette prospérité, les prix agricoles, au contraire des prix industriels, ne cessent en effet de baisser, tout comme la valeur des terres.

Tandis que l'Angleterre et la France se relèvent péniblement des conséquences de la première guerre mondiale et que l'Allemagne et l'Italie glissent lentement vers le fascisme, l'Amérique prend progressivement ses marques comme première puissance économique du monde, détrônant ainsi l'Angleterre.

D – L'hyperinflation allemande et l'avènement du nazisme

L'Allemagne et l'Autriche devaient faire face aux conséquences économiques de leur défaite. Le traité de Versailles (28 juin 1919) impose à ces deux pays le paiement de lourdes **réparations** qui, ainsi que l'avait prévu John Maynard KEYNES (voir le chapitre suivant) les empêcheront d'opérer leur redressement économique et les précipiteront dans le fascisme.

Pour rembourser leurs dettes, l'Allemagne et l'Autriche ont recours à la création monétaire. L'inflation s'installe. Les gouvernements créent encore plus de monnaie. L'inflation augmente encore : c'est l'**hyperinflation**. Les prix s'envolent. Il faut plusieurs milliards de marks pour acheter une baguette de pain et les prix changent plusieurs fois dans la journée ! Les ménagères vont faire leurs courses avec des caddies remplis de billets. Cela coûte moins de couvrir une pièce avec des billets que d'acheter du papier peint !

La principale conséquence de l'hyperinflation et la raison pour laquelle elle engendra le fascisme, est qu'elle ruine les classes moyennes, c'est-à-dire les titulaires de revenus fixes tels que rentiers, veuves, pensionnés et fonctionnaires. Pour l'économiste Friedrich von HAYEK (1899-1992), l'hyperinflation est le mal suprême à l'origine du fascisme, la « route de la servitude », pour reprendre le titre d'un de ses livres les plus célèbres.

Les difficultés économiques sont encore aggravées par la crise de 1929 qui éclate aux Etats-Unis, quand les banques américaines font faillite, entraînant celles de banques autrichiennes et allemandes à qui elles avaient consentis des prêts importants et dont elles exigèrent le remboursement, mettant fin brusquement à un système de prêts qui servaient à rembourser les prêts antérieurs.

L'avènement du Nazisme et la prise du pouvoir par Adolf HITLER (1889-1945) en janvier 1933, crée paradoxalement un climat de confiance dans la population et les milieux d'affaires, met fin à l'inflation allemande et inaugure une phase de **dirigisme économique** qui sera la réponse de l'Allemagne et de l'Autriche à la crise des années 1930.

3 – La crise de 1929

La crise de 1929 éclate au milieu de la prospérité générale. La rapidité avec laquelle elle se répand surprend tous les observateurs. Aucun remède ne parvient à résorber le chômage massif et la crise de confiance. Même le **New Deal**, inspiré par les théories keynésiennes, ne parvient pas à remettre l'économie américaine sur le sentier de croissance qu'elle a connu durant les « années folles ». Il faudra attendre la seconde guerre mondiale, puis le **plan Marshall,** du nom du général américain George MARSHALL (1880-1959) et les années 1950 pour connaître à nouveau ces taux de croissance.

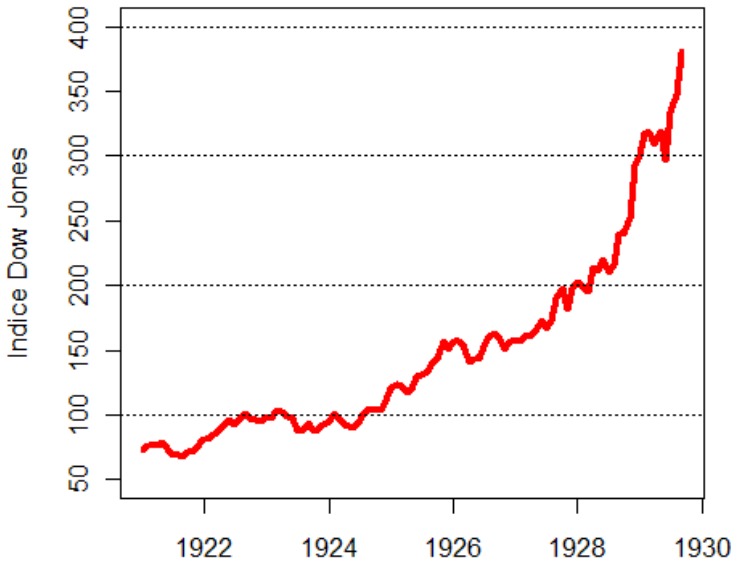
A – La spéculation boursière et le jeudi noir

L'Amérique du début du 20ème siècle est une nation dynamique, totalement vouée au capitalisme et à l'économie de marché. Tout le monde est persuadé que la richesse et la fortune sont à la portée de tous. Non seulement par le travail, mais aussi par la participation au marché financier et la spéculation boursière.

Les signes de prospérité sont partout. Herbert HOOVER (1874-1964) est rentré dans l'histoire pour avoir déclaré, alors qu'il était président des Etats-Unis en pleine crise que la reprise était au coin de la rue.

Chaque américain joue en bourse et compte bien s'enrichir car la valeur des actions ne cesse d'augmenter depuis 1919, soit près de 10 ans d'augmentation. Si l'on refait le calcul en suivant l'évolution réelle du cours des actions on s'aperçoit que 400 dollars investis en 1919 sur le marché boursier seraient devenus 21 000 dollars en 1929, juste avant le krach, soit une multiplication par 52 de la mise initiale. Plus le temps passe, plus la prospérité s'installe et plus les américains sont persuadés qu'en investissant habilement en bourse, ils peuvent devenir riches.

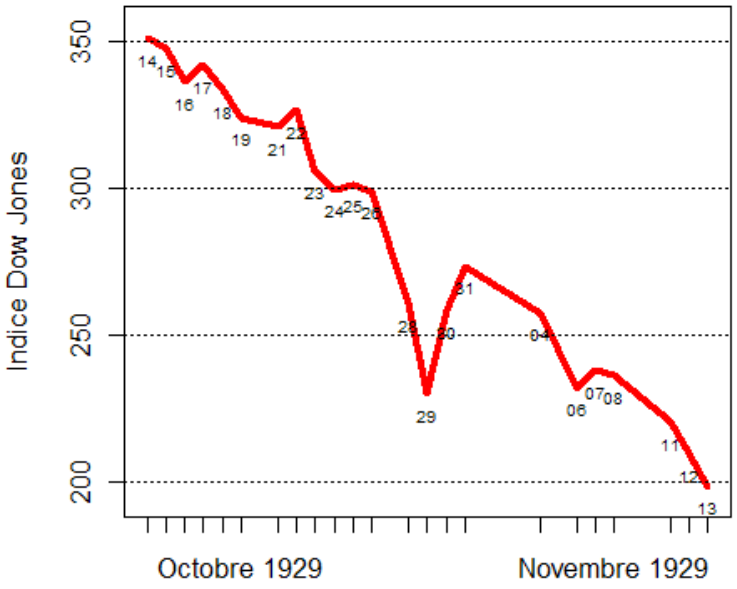
Evolution de l'indice DOW JONES de janvier 1921 à septembre 1929



Source : http://upload.wikimedia.org/wikipedia/commons/0/0f/Djia_1921_1929.png

Tout change le jeudi 24 octobre 1929, baptisé le **jeudi noir**, date à laquelle le marché s'effondre.

Evolution de l'Indice Dow JONES durant le mois suivant le KRASH de 1929



Source : http://upload.wikimedia.org/wikipedia/commons/b/b9/Djia_oct_1929.png

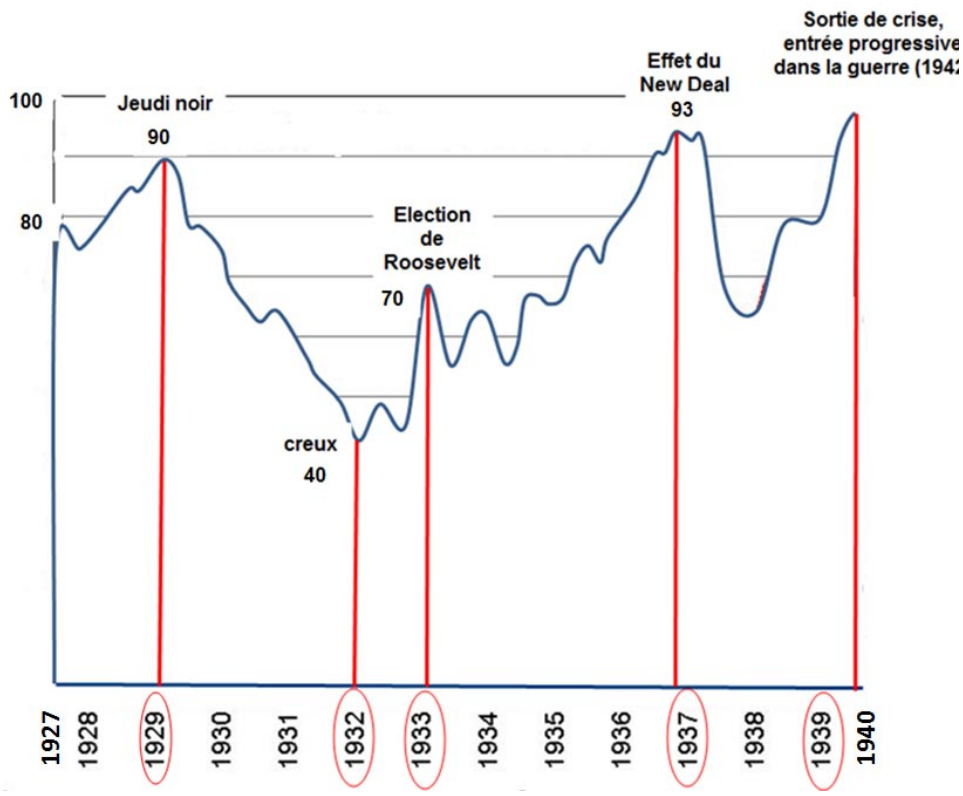
Le 8 juillet 1932, le Dow Jones atteint 41,22, c'est-à-dire son plus bas niveau depuis sa création en 1896.Le Dow Jones ne retrouvera ensuite son plus haut niveau d'avant le jeudi noir du 24 octobre 1929 que le 23 novembre 1954. La parenthèse aura ainsi duré environ 25 ans avant de se refermer définitivement.

La **perte de confiance** due à la crise boursière est énorme. Tout les agents économiques qui ont emprunté, que ce soit pour consommer, investir ou spéculer, ne peuvent plus rembourser. Les entreprises, grandes et petites, connaissent des difficultés de trésorerie énormes car les banques, fragilisées par la défaillance de leurs emprunteurs, ne leurs consentent plus de crédit (de plus, la politique monétaire de la FED est contra-cyclique, au lieu de prêter, elle resserre le crédit [voir la section sur les explications du passage de la crise boursière à la récession et à la dépression]). Beaucoup d'entreprises font alors faillite créant chômage et diminution de production et aggravent du même coup la situation des banques à qui elles devaient de l'argent du temps d'avant la crise quand le crédit était abondant. Les petits épargnants paniquent et se précipitent dans les banques pour retirer leur argent. La situation étant nouvelle, aucun mécanisme de stabilisation n'est prévu, la FED n'intervient pas pour renflouer les banques en difficulté. Beaucoup de petites banques font faillite, ruinant des millions de déposants. De boursière, et sans intervention de la Banque Centrale américaine, la crise est devenue bancaire et économique (industrielle), créant baisse de production et chômage massif.

Avec la crise, des millions d'américains qui avaient investi leurs économies en bourse sont ruinés. Le pouvoir d'achat s'effondre brutalement. Les entreprises ferment les unes après les autres et le chômage augmente dramatiquement. Plus de la moitié de la richesse nationale américaine a disparu dans la crise de 1929 et on a

atteint le chiffre de 15 millions de chômeurs en 1933, alors qu'il était inexistant en 1929.

Evolution de l'indice de la production industrielle américaine de 1927 à 1940 (1942=100)



Source : http://en.wikipedia.org/wiki/Image:1930industry.jpg avec quelques ajouts.

B – L'extension de la crise dans le monde

La crise de 1929 s'est étendue au monde par trois mécanismes :

1) L'interdépendance des banques internationales

La ruine des banques américaines a entraîné la ruine de certaines banques européennes, comme en Autriche et en Allemagne, à cause de l'endettement de ces banques auprès des banques américaines.

2) Le cercle vicieux du protectionnisme

Le protectionnisme touche les Etats-Unis qui n'avaient plus de pouvoir d'achat et qui ont commencé à adopter des mesures protectionnistes pour lutter contre la crise. C'est la **loi Hawley-Smoot de 1930** sur les droits de douane. Celle-ci favorise la propagation de la crise à toutes les économies occidentales à partir de 1931.

- le reste du monde, car chaque pays tente de se protéger en instaurant des barrières au commerce international.

3) La crise de confiance

Celle-ci ébranle le monde et entraîne une **chute de l'investissement** et une **méfiance à l'égard du capitalisme**.

La crise de 1929 allait donner raison aux partisans de l'insuffisance de la demande globale dans une économie de marché. Et c'est donc tout naturellement que la théorie de KEYNES sur la nécessité de l'intervention de l'Etat pour relancer la demande globale allait s'imposer (voir le chapitre suivant). Mais, comme on le souligne souvent, c'est en fait la deuxième guerre mondiale et surtout le **Plan MARSHALL**, avec le supplément d'activité économique qu'ils ont engendré, qui allait permettre aux Etats-Unis de sortir durablement du marasme.

Le gouvernement de Franklin Delanoe ROOSEVELT ((1882 - 1945) tentera avec le **New Deal** de stopper la crise par une **politique de grands travaux** et des réformes diverses comme le **National Industrial Recovery Act de 1933** mais une rechute se produira (voir graphique précédent) en 1937. Ce n'est qu'avec l'entrée des États-Unis dans la Seconde Guerre mondiale fin 1941 que le pays se redresse durablement (La question du New Deal est traité conjointement à l'analyse de la théorie Keynésienne. Voir : Le New Deal, une politique Keynésienne avant la lettre)

C – Les analyses de la crise de 1929

Sur les causes de la crise de 1929, les avis ont longtemps été partagés. Mais aujourd'hui on s'oriente de plus en plus vers une explication unique. Pendant longtemps, cependant, deux thèses apparemment opposées (mais en réalité elles disaient la même chose en ce qu'elles niaient toutes les deux la loi de SAY) étaient en présence.

- La thèse de la surproduction liée aux « contradictions internes » du capitalisme
- La thèse de l'insuffisance de la demande globale

Mais aujourd'hui, on tend à considérer de plus en plus un troisième thèse :

- La thèse avancée par Milton FRIEDMAN (1912-2006) dans son livre *Histoire Monétaire des Etats-Unis* publié en 1963, d'une mauvaise gestion de la monnaie par la FED au moment de la crise boursière. Cette thèse a été reprise et amplifiée par l'anarcho-capitaliste austro-libertarien Murray ROTHBARD (1926-1995) dans son livre *American Great Depression* également publié en 1963.

1) La thèse de la surproduction

La crise de 1929 était selon les marxistes le révélateur des contradictions internes du capitalisme. Les marxistes y voyaient la preuve de leurs analyses. Ils considéraient donc que le capitalisme conduirait à des crises sans cesse plus violentes, jusqu'à la destruction complète du capitalisme. Et ils se frottaient les mains devant les difficultés des Etats-Unis.

2) La thèse d'une insuffisance de la demande globale

C'est la thèse de KEYNES, que nous allons étudier plus en détail dans la suite de ce chapitre. Selon KEYNES et les keynésiens, il peut arriver que l'économie de marché soit "coincée" dans une situation de sous-emploi des capacités de production du fait de l'insuffisance de la demande globale et principalement à cause du pessimisme des investisseurs privés. Dans ce cas, le système ne peut pas rebondir de lui-même, il faut une intervention de l'Etat pour le remettre dans la voie du plein-emploi, à la fois en se substituant aux investisseurs privés par l'investissement public et en injectant du pouvoir d'achat dans l'économie pour redonner confiance aux investisseurs privés.

3) Vers une explication monétaire de la crise

De plus en plus, notamment à la lumière des crises boursières des années 1980 et 1990, on tend cependant à privilégier une explication légèrement différente, qui reprend seulement certains éléments de l'explication keynésienne.

Cette nouvelle explication a été avancée au départ par le monétariste Milton FRIEDMAN. Celui-ci propose de distinguer la crise boursière de 1929 de la crise économique proprement dite. Selon FRIEDMAN, c'est la réaction des autorités monétaires à la crise boursière qui a constitué le principal élément de transmission de la crise boursière à l'économie réelle. Si la politique monétaire avait été appropriée, la crise boursière ne se serait pas transmise pas à l'économie réelle et le monde se serait remis très rapidement de l'explosion de la bulle spéculative de 1929.

La crise boursière était inévitable car les cours en bourse avaient monté dans des proportions considérables de 1919 à 1929. Cette poussée était entretenue par la spéculation massive, spéculation à laquelle la plupart des ménages américains avaient participé.

Comme les cours montaient sans cesse, tout le monde voulait en profiter et les ménages empruntaient pour pouvoir acheter des actions, en se disant que grâce à la montée des cours ils pourraient rembourser rapidement et conserver la différence entre le prix de vente des actions et le prix d'achat, même augmenté d'un intérêt. Tant que les cours montaient ce raisonnement était valable et cela a marché pendant 10 ans. Des millions de personnes se sont enrichies et ont contribué à maintenir la bulle spéculative à un niveau très élevé.

Lorsque la bulle a explosé -- c'est-à-dire quand un mouvement de panique s'est déclenché et que les cours se sont mis à baisser très vite --- ceux qui s'étaient endettés se sont trouvés à court de liquidité pour rembourser. Ceux qui avaient prêté se sont eux-mêmes trouvés en difficulté par rapport à leurs prêteurs, etc.

À ce moment là, selon FRIEDMAN, le rôle des autorités monétaires a été décisif et la crise auraient pu être évitée si, au lieu de réduire la quantité de monnaie en circulation dans l'économie et de contribuer à faire monter les taux d'intérêt, elles avaient au contraire augmenté la quantité de monnaie pour éviter la hausse des taux d'intérêt. Dans ce cas, les gros emprunteurs, c'est-à-dire les organismes de prêt,

auraient pu trouver des liquidités, accorder des prêts à tous ceux qui en avaient besoin pour rembourser, et la panique générale aurait pu être évitée.

Par ailleurs, il aurait fallu prévoir un système qui contrôle plus sérieusement la liquidité de ceux qui placent leur argent en bourse. En effet, pour acheter 100 dollars d'actions en bourse, il suffisait d'avoir 10 dollars sur son compte, et on pouvait emprunter les 90 restants.... Au moment de régler les actions, si le cours avait augmenté entre temps, il était facile aux acheteurs de régler les 90 dollars empruntés. Mais en cas de baisse des cours ils ne pouvaient qu'emprunter davantage … à condition de trouver un prêteur.

Aujourd'hui, une crise comme celle de 1929 peut en principe être évitée et d'ailleurs a sans doute déjà été évitée à plusieurs reprises, comme par exemple en avril 2000 quand la bulle Internet a explosé ou bien encore durant la crise du marché des « subprimes » en juillet-août 2007. Deux facteurs expliquent qu'une telle crise est aujourd'hui évitable :

- D'une part, quand cela se produit, les autorités monétaires injectent immédiatement et autant qu'il en faut des liquidités dans l'économie (par le truchement de la baisse des taux directeurs) pour que les agents économiques puissent continuer à emprunter et à faire face à leurs échéances.
- D'autre part, les conditions d'accès aux marchés boursiers sont beaucoup plus réglementées et la plupart des particuliers qui ont des actions ne les détiennent pas en direct mais par l'intermédiaire de fonds de placements qui ont en général des règles de prudence très strictes. Cela n'empêche pas qu'il y ait des scandales financiers, mais ceux-ci n'ont pas semble-t-il l'ampleur suffisante pour que le système s'écroule. Toutefois, dès lors que ces conditions d'accès se relâchent (exemple de la crise des « subprimes »), un risque systémique se profile à nouveau.

En conclusion, il faut souligner que ce qui est maîtrisé aujourd'hui, c'est seulement la **transmission de la panique boursière à l'économie réelle**. En revanche, la question reste entière de savoir si le système de l'économie réelle possède en lui les ressources pour sortir d'une crise d'insuffisance de la demande.

Chapitre 10
La pensée économique dans l'entre deux guerres

*" Le seul remède radical aux crises de confiance qui affligent la vie économique moderne serait de restreindre le choix de l'individu à la seule alternative de consommer son revenu ou de s'en servir pour faire fabriquer l'article de capital qui, même avec une faible évidence, lui paraît être l'investissement le plus intéressant qui lui soit offert (*KEYNES, *La Théorie Générale)* ".

KEYNES (1883-1946)

L'instabilité chronique du capitalisme nécessite l'intervention de l'Etat afin de soutenir la demande.

La théorie générale (1936)

SCHUMPETER (1883-1950)

Les difficultés économiques des années 1930 ne sont que des soubresauts. La dynamique du capitalisme est gouvernée par l'innovation qui engendre des cycles longs. A long terme, le capitalisme ne peut cependant pas survivre

Capitalisme, socialisme et démocratie (1942)

HAYEK (1899-1992)

Partisan inconditionnel du libre marché, il développe une théorie violemment hostile à toute forme d'intervention de l'Etat dans la vie économique.

Prix et production (1931)

0-Introduction
1-John Maynard KEYNES
A- Données biographiques
B- Les principales idées keynésiennes
1) La transformation de l'épargne en investissement
2) La dépense, moteur de l'activité
3) Pessimisme sur le rôle équilibrant du taux d'intérêt
4) Le modèle keynésien complet
a) Le principe de la demande effective
b) La propension marginale à consommer et le multiplicateur
c) La préférence pour la liquidité
d) Le schéma de détermination de la production et de l'emploi
e) La notion de chômage involontaire
f) L'inversion de la loi de SAY
5) Le New Deal, une politique keynésienne avant la lettre
2-Joseph Alois SCHUMPETER
A - Données biographiques
B - Les principales idées de SCHUMPETER
1) La concurrence pure et parfaite n'existe pas
2) Les grappes d'innovation à l'origine des cycles de KONDRATIEF
3) La destruction créatrice
4) Disparition de l'esprit d'entreprise et fonctionnarisation de l'économie
3 - Friedrich von HAYEK
A - Données biographiques
B - Quelques concepts développés par HAYEK
1) L'ordre spontané
2) L'intervention de l'Etat dans l'économie conduit au totalitarisme
3) Le redécouverte d'Adam SMITH

0 – Introduction

La pensée économique de l'entre-deux guerres est dominée par trois figures historiques : John Maynard KEYNES (1883-1946), Joseph Alois SCHUMPETER (1883-1950) et Friedrich von HAYEK. (1899-1992). Ce sont tous les trois des contemporains de la crise de 1929. Ils en tireront cependant des conclusions très différentes. Pour KEYNES, **l'instabilité chronique du capitalisme nécessite l'intervention de l'Etat afin de soutenir la demande**. Pour SCHUMPETER, les difficultés économiques des années 1930 ne sont que des soubresauts. La dynamique du capitalisme est gouvernée par l'innovation qui engendre des cycles longs. Il ne croit cependant pas à la survie du capitalisme à long terme. HAYEK, pour sa part, défend le libre marché et développe une **théorie violemment hostile à toute forme d'intervention de l'Etat dans la vie économique.** Ignoré longtemps, HAYEK survivra 43 ans à Schumpeter et 47 ans à KEYNES. Cette longévité lui permettra de décrocher le Prix Nobel en 1977 et de voir ses idées triompher dans les faits après la chute du mur de Berlin.

1 – John Maynard KEYNES

A – Données biographiques

KEYNES est né en 1883, en Angleterre. À 14 ans, il a obtenu une bourse pour le collège d'Eton. Il est entré par la suite au King's College à Cambridge où il fut l'élève d'Alfred MARSHALL. Il rêvait d'être entrepreneur (il voulait diriger une compagnie de chemins de fer) mais devint finalement fonctionnaire à l'« India Office», puis professeur d'économie à Cambridge.

Loin d'être seulement un théoricien, KEYNES sera durant sa vie un acteur de premier plan de la vie économique. Il participe aux conférences internationales (conférence de Versailles, conférence de Bretton Woods, etc.) et sera constamment sollicité pour ses conseils par les autorités politiques anglaises et même américaines (il séjournera à New York en 1932 et rencontrera le président Franklin ROOSEVELT).

Pendant la guerre de 1914, KEYNES fut chargé de gérer les Finances britanniques outre-mer. Il devint rapidement un personnage clé de l'administration. Selon Roy HARROD (1900-1978), qui écrivit une biographie de KEYNES (The Life of John Maynard Keynes), ce dernier aurait « *plus contribué à gagner la guerre que tout autre civil* » .

À la fin de la guerre, il était devenu un conseiller important du ministère des finances et fut désigné pour représenter ce même ministère à la conférence de la paix qui débutait à Paris. Mais il n'avait pas droit à la parole et il a dû assister impuissant aux manœuvres de Lloyd GEORGE (1863-1945), George CLEMENCEAU (1841-1929) et de Woodrow WILSON (1856-1924).

Germanophile, mais surtout indigné par la "paix carthaginoise" que le traité de Versailles imposait à l'Allemagne et par le montant faramineux des réparations, il comprit que ce traité contenait le germe d'une nouvelle guerre dans la mesure où il allait attiser le sentiment d'injustice et le besoin de vengeance des allemands.

Il démissionna trois jours avant la signature du traité pour marquer son désaccord et écrivit un livre demeuré célèbre, " Les conséquences économiques de la paix" qui paru au mois de décembre 1919, et qui eut un retentissement immédiat. Dans ce livre, il critiquait le montant trop élevé des réparations qui avaient été imposées aux allemands par le traité. Il préconisait en fait de réduire le montant de ces réparations et même de les annuler. Il développait l'idée que l'obligation de payer ces réparations allait empêcher l'Allemagne de se relever et risquait de provoquer un second conflit. Alors que si on suspendait les réparations, l'Allemagne connaîtrait un développement économique qui lui permettrait alors de rembourser sa dette. Mais la France ne voulait pas entendre parler du redressement allemand. Il y eut bien deux plans successifs (plan DAWES [1865–1951] et Plan YOUNG [1874-1962]) qui eurent pour conséquence de réduire le montant des réparations, mais c'est finalement avec l'avènement de HITLER (1889-1945) que l'Allemagne cessa de payer.

B – Les principales idées économiques de KEYNES

1) La transformation de l'épargne en investissement

Cette question fondamentale est un passage obligé de la compréhension des crises économiques. Comment faire en sorte que l'argent épargné soit réinjecté de façon productive dans l'économie. Keynes va d'abord adopter une optique néo-classique sur la question dans le **Traité sur la monnaie** (1930), puis face à la crise de 1929, modifiera sa conception dans la **Théorie Générale** (1936)

En d'autres termes, comment obtenir que l'argent épargné soit :

- **dépensé à la place de l'épargnant** (et non thésaurisé lorsque celui-ci ne veut pas dépenser tout de suite) afin que l'offre puisse continuer à créer sa propre demande et;
- **dépensé productivement** (ce débat surgira plus tard lorsque les monétaristes et les nouveaux classiques critiqueront les politiques keynésiennes de relance de la demande globale).

Ainsi, tant que l'épargne des uns est dépensée par d'autres (et, de surcroît, si elle est dépensée productivement), elle permet d'alimenter le processus économique. C'est le système bancaire et plus généralement le marché financier qui permet la transformation de l'épargne en dépense productive (investissement).

2) La dépense, moteur de l'activité

On trouve déjà chez MALTHUS l'idée que l'épargne peut mener à une surproduction générale (voir la théorie de la sous-consommation chez MALTHUS). Cette idée de MALTHUS avait été ignorée pendant deux siècles par les classiques et néo-classiques optimistes qui préféraient la phrase d'Adam SMITH : « *Ce qui est prudence dans la conduite d'un foyer ne peut être folie dans la conduite d'une grande nation* ».

La **théorie de la demande effective** trouve sa source dans l'observation que le système capitaliste peut parfois être dans une situation caractérisée par l'insuffisance de la demande globale, ce qui infirme évidemment la loi de SAY.

La problématique de KEYNES peux être exprimée sous forme de la question suivante : **que faire si les agents économiques n'ont pas envie de dépenser** ? On parle du "moral" des chefs d'entreprises, du "moral" des ménages. Quand ce "moral" augmente, l'activité est soutenue car un "moral élevé" implique une dépense élevée, tant chez les consommateurs que chez les entreprises. Sinon, dans les phases de pessimisme, la dépense tend à se réduire. C'est ce problème que MALTHUS, puis KEYNES ont identifié, chacun dans le langage économique propre au contexte historique qui était le leur.

Le pessimisme de MALTHUS et de KEYNES (ce dernier étant plus relativiste que pessimiste) les conduisirent à penser que les agents économiques n'ont pas toujours la volonté de dépenser mais surtout, que ce manque de volonté (ou d'énergie) peut jouer un rôle déterminant dans la survenance des crises ou dans les phases de

stagnation. De plus, même s'ils veulent dépenser, les agents n'en n'ont pas toujours la possibilité. Ainsi, une entreprise qui se trouve dans un secteur en expansion peut investir car elle a des perspectives de développement. Mais une entreprise qui se trouve dans un secteur en déclin ne peut pas dépenser, même si ses dirigeants le peuvent et le désirent, car tout simplement il n'y a pas de perspectives.

Plus il y a de secteurs de l'économie qui n'ont pas de « perspectives », plus le niveau général de l'investissement est faible. C'est là aussi que résiderait la possibilité de crise. Si l'épargne n'est pas investie dans des entreprises en expansion, la production, l'emploi et les revenus distribués déclinent nécessairement.

Le sort de l'économie dépend ainsi de la **coïncidence entre le désir d'épargner et le désir d'investir,** car si ces décisions ne sont pas en harmonie, c'est-à-dire si les entreprises investissent moins que les individus n'épargnent, l'économie connaîtra une crise. Tel est selon KEYNES la logique des crises et des booms économiques, qu'il expose dans son *Traité sur la monnaie*.

Pour KEYNES, l'incertitude de la conversion de l'épargne en investissement est la contrepartie de la liberté économique : " *Un tel problème ne se posait pas en Russie soviétique pas plus qu'il ne se posait dans l'Égypte des pharaons : car dans les économies planifiées l'épargne et l'investissement sont déterminés par le pouvoir central et un contrôle total de toute la vie économique de la nation permet d'ajuster précisément son épargne aux besoins nécessaires, pour financer ses pyramides ou ses barrages. Mais ce n'est pas le cas dans un univers capitaliste : dans un tel univers la décision d'épargne comme celle d'investir est laissée à la discrétion des acteurs économiques eux-mêmes. Comme ces décisions sont libres, elles peuvent ne pas s'accorder. L'investissement peut être trop faible pour absorber notre épargne ou l'épargne trop faible pour soutenir nos investissements. La liberté économique est tout à fait souhaitable, mais en tout état de cause il nous faut être prêts à en supporter les conséquences.*" (Robert HEILBRONNER, Les grands économistes)

Dans le Traité sur la monnaie, bien qu'il ne fut pas le premier à soutenir cette idée, John Maynard KEYNES exposa ce mécanisme en "dents de scie" de l'épargne et de l'investissement. Comme exemple, citons le passage où il relativise le rôle de l'épargne et vante l'esprit d'entreprise : « *On pense d'habitude que la richesse accumulée dans le monde a été douloureusement entassée parce que des individus ont renoncé volontairement à la jouissance de la consommation ; c'est ce que nous appelons l'épargne. Mais il est évident que ce seul renoncement n'aurait pas suffi à faire construire des cités ou drainer des marécages... C'est l'esprit d'entreprise qui construit et améliore les biens de ce monde... Si l'esprit d'entreprise est vaillant, la richesse s'accumule quelle que soit la tendance à l'épargne ; si l'esprit d'entreprise s'assoupit, la richesse décline quoi que fasse l'épargne.* »

Le Traité sur la monnaie expose un élément essentiel qui sera repris par KEYNES dans sa Théorie générale de l'emploi de l'intérêt et de la monnaie, à savoir le problème de l'incertitude de la transformation de l'épargne en investissement. Mais il manque un maillon pour relier les deux : le rôle du taux d'intérêt dans cette conversion.

KEYNES va tenter d'expliquer le retour automatique de la dépression à l'expansion par le jeu du taux d'intérêt, dans une optique traditionnelle. Dans le *Traité sur la monnaie*, KEYNES souligne que l'esprit d'épargne et l'esprit d'entreprise se rejoignent sur le marché monétaire. L'épargne est influencée par le taux de l'intérêt. Le taux d'intérêt, c'est le prix de l'épargne et donc **quand il y a excès d'épargne, le taux d'intérêt doit baisser**, comme celui de tout autre bien quand l'offre est en excès sur la demande. Quand le prix de l'épargne diminue, c'est-à-dire quand le taux d'intérêt baisse, l'incitation à investir devrait s'accroître : par exemple, si le taux d'intérêt passe de 8% à 4%, certains projets dont la rentabilité escomptée est de 6% deviennent rentables alors qu'ils ne l'étaient pas précédemment. S'ils deviennent rentables, il se trouvera une entreprise pour investir en empruntant à 6%, ce qui n'aurait pas été le cas si le taux d'intérêt avait été à 8%.

Il existerait donc un "cran de sûreté" dans le mécanisme de la transformation de l'épargne en investissement. C'est ce dont KEYNES tenta de se convaincre pendant un temps, en même temps qu'il tentait d'en convaincre ses contemporains, rejoignant par là (pour très peu de temps) le camp des optimistes dans la controverse autour de la loi des débouchés. Ce cran de sûreté, c'est le taux d'intérêt. C'est lui qui gouverne le cycle économique. Quand l'épargne devient trop abondante, elle devient moins chère à emprunter, ce qui encourage les investissements. L'économie peut alors sortir de son marasme et rebondir.

Toutefois, cette explication résistait mal aux faits. Si le taux d'intérêt gouverne le cycle, pourquoi est-ce qu'il arrive qu'une économie puisse demeurer durablement dans le sous-emploi, alors que le taux d'intérêt est au plus bas ? Cette question a d'ailleurs été d'actualité pour le Japon dans les années 1990, durant lesquelles même un taux d'intérêt nul (voire négatif) ne parvenait pas à faire sortir l'économie japonaise de son marasme.

3) Pessimisme sur le rôle équilibrant du taux d'intérêt

Mais à l'époque de KEYNES c'est lors de la grande crise de 1929 que le taux d'intérêt baissa et qu'il ne se passa rien. Dès lors, en dépit de l'élégance intellectuelle du mécanisme proposé dans le *Traité sur la monnaie*, KEYNES renonça à l'hypothèse optimiste d'un retour automatique à l'équilibre.

La baisse du taux d'intérêt ne provoquait en effet aucun retour à la prospérité. Il développa alors l'idée que lorsqu'une économie connaît des difficultés et que son revenu se contracte, c'est parce que la demande est insuffisante pour offrir des perspectives d'investissement intéressantes. En d'autres termes, même si l'épargne est convertie en investissement par le jeu de la baisse du taux d'intérêt, il y a trop peu d'épargne et trop peu d'investissement dans l'économie, car au départ il y a trop peu de revenu à dépenser et à épargner. Ceci paraissait épouser comme un gant ce qui se passait dans les années 1930 aux Etats-Unis et dans les pays européens comme le Royaume-Uni. Pour relancer l'activité, il fallait qu'un "revenu autonome", un "revenu supplémentaire", extérieur et exogène, vienne s'ajouter à l'investissement trop faible issu de l'épargne privée, pour stimuler l'économie. D'où l'idée que cet investissement devait être initié par l'Etat quitte pour cela à ce que l'Etat s'endette et rembourse "plus tard". C'est là l'une des idées fondamentales proposée dans

l'ouvrage publié par KEYNES en 1936 sous le titre Théorie générale de l'emploi de l'intérêt et de la monnaie.

4) Le modèle keynésien complet

Dans la Théorie générale de l'emploi de l'intérêt et de la monnaie, l'objectif de KEYNES est « *de découvrir ce qui, dans un système économique donné, détermine à tout moment le revenu national et (ce qui revient presque au même), le volume de l'emploi* » (Keynes, 1936, Théorie Générale, p. 253).

Il souhaite montrer que l'équilibre macroéconomique est compatible avec le chômage involontaire. Pour cela, il va développer plusieurs nouveaux concepts : la demande effective, l'efficacité marginale du capital, la propension à consommer, le multiplicateur, la préférence pour la liquidité, le chômage involontaire et le renversement de la loi de SAY (c'est-à-dire que pour KEYNES « *la demande crée l'offre* » alors que pour SAY "*l'offre créé sa propre demande*")

a) Le principe de la demande effective

Dans une économie fermée, disposant de capacités inutilisées, le niveau de la production (et donc de l'emploi) est déterminé par la **demande effective**. La demande effective, ce sont les prévisions de dépense globale. La dépense globale et la demande effective sont donc deux expressions synonymes. L'une et l'autre se composent des dépenses de consommation des ménages (C) et des dépenses d'investissement (I) :

$$Y = C + I \qquad (1)$$

AU départ, on suppose que les dépenses d'investissement sont le seul fait des entreprises privées car on se situe dans un cadre capitaliste avec intervention minimale de l'Etat. Mais nous verrons par la suite que les dépenses d'investissement, c'est-à-dire I, peuvent et doivent même nécessairement avoir une composante dite « autonome » ou publique. Les dépenses d'investissement privées (qui pour l'instant sont identifiées par I) dépendent du profit escompté de l'investissement que KEYNES appelle l'efficacité marginale du capital et du taux d'intérêt, qui représente le coût d'emprunt des fonds. On peut donc écrire :

$$I = I(\mathit{ant}, \mathit{emc}, \mathit{cef})$$

où *ant* représente les anticipations des entrepreneurs, *emc* représente l'efficacité marginale du capital et *cef* le coût d'emprunt des fonds, c'est-à-dire le taux d'intérêt. On voit donc que, dans le modèle de KEYNES, la production et donc l'emploi dépendent d'un facteur instable, les dépenses d'investissement. Les décisions d'investissement sont particulièrement incertaines tout simplement car les machines et les immeubles doivent être achetés maintenant, alors qu'ils sont sensés servir à produire des biens qui seront vendus dans un futur par définition incertain. Les investisseurs doivent donc se fonder sur leurs prévisions des niveaux futurs de demande et de coûts. Ces prévisions sont influencées par des faits objectifs, mais aussi par des sentiments subjectifs (KEYNES évoquait les « esprits animaux »). Dès lors, la variable qui concrétise ces prévisions, c'est-à-dire le rendement escompté du

capital, est nécessairement très instable. Le fait que les décisions d'investissement puissent être influencées par des vagues irrationnelles d'optimisme et de pessimisme, amena KEYNES à remettre en question les variations du taux d'intérêt comme moyen efficace d'influencer le volume de l'investissement. Pour lui, le rendement prévu de l'investissement est plus important que le taux d'intérêt lui-même : « *étant donné la psychologie du public, le niveau de la production et de l'emploi en général dépendent du montant de l'investissement ... [or] ce sont précisément les facteurs qui déterminent le niveau de l'investissement qui sont les moins fiables, puisqu'ils sont influencés par notre perception d'un futur dont nous savons si peu de choses* » (Keynes, 1937).

C'est la méconnaissance que les entreprises peuvent avoir des perspectives de rendement d'une décision d'investissement qui est au cœur de l'explication keynésienne de la crise économique. Dans son analyse, les fluctuations de l'efficacité marginale du capital constituent des chocs exogènes qui déplacent la demande globale en volume, vers le haut comme vers le bas. Autant dire que l'investissement ne dépend pas de façon mathématique simple d'une variable telle que le taux d'intérêt. On retiendra donc qu'en première analyse, l'investissement est une donnée exogène.

b) La propension marginale à consommer et le multiplicateur

Les dépenses de consommation (C) dépendent quant à elles du revenu mais pas du taux d'intérêt (dans cette version simplifiée)

$$C=C(Y) \qquad (2)$$

La consommation dépend du revenu à partir de ce qu'il appelle la **propension marginale à consommer**. Celle-ci est donnée par le rapport de la variation de la consommation à celle du revenu (dC/dY). Ainsi, par exemple, nous pouvons modéliser le comportement de consommation par une équation du type :

$$C= cY + b \qquad (3)$$

Il est important de noter que $0 < c < 1$. De plus, dans ce qui suit, nous supposerons pour simplifier que b est égal à zéro, de sorte que la propension marginale à consommer se confond avec la propension moyenne (et est égale à c), mais il est possible de trouver une analyse plus riche et plus complète, intégrant la constante b, dans de nombreux manuels de théorie macroéconomique.

Si l'on remplace l'équation (3) dans l'équation (1), et en se souvenant que l'on pose b = 0 pour simplifier, on obtient :

$$Y = cY + I \qquad (4)$$

Et donc en isolant le revenu :

$$Y = I/(1-c) \qquad (5)$$

où 1/(1-c) est supérieur à 1 du fait que 0<c<1. Il s'ensuit que **:**

$$\Delta Y = \Delta I/(1-c) \qquad (6)$$

L'équation (6) nous indique que le revenu (la production) varie d'un multiple de la variation de la dépense d'investissement. L'importance du multiplicateur dépend de la valeur de c, sachant que 1 > c > 0 et que s= 1-c, la **propension à épargner**. On voit donc que lorsque la propension à épargner augmente, l'effet multiplicateur diminue. Par exemple, si s= 1- c = 0,1, l'effet multiplicateur est égal à 10, tandis que si s=0,5, l'effet multiplicateur est seulement égal 2. L'effet multiplicateur est inversement relié à la propension à épargner.

KEYNES explique ainsi l'effet multiplicateur : lors d'une augmentation autonome de la demande effective (qui est ici due à la composante I qui augmente de ΔI), le revenu augmente au départ d'un montant égal. Cette augmentation est dite « autonome » ou « exogène » car elle ne dépend pas du taux d'intérêt. Mais le revenu ainsi distribué accroît ensuite la consommation de $c\Delta I$, car une partie de ce revenu est à nouveau dépensée.

Le supplément de consommation $c\Delta I$ représente une croissance du revenu pour ceux qui reçoivent cet argent. Ils vont à leur tour le dépenser dans la proportion $c(c\Delta I)=c^2\Delta I$, ce qui accroît une fois de plus la dépense et le revenu. Nous obtenons donc, en définitive, une suite géométrique infinie, dont la somme des éléments permet de calculer l'effet complet d'une variation autonome de la demande sur la production, comme le montre l'équation (7) :

$$\Delta Y = \Delta I+c\Delta I+c^2\Delta I+c^3\Delta I+...= \Delta I(1+c+c^2+c^3+...) \qquad (7)$$

où $(1+c+c^2+c^3+...)=1/(1-c)$.

Dans l'analyse de KEYNES, il est supposé que l'économie dispose de capacités productives inemployées, ce qui est le cas en 1929. Les entreprises peuvent donc répondre à une demande additionnelle en produisant plus. Or, puisque la production supplémentaire entraîne davantage de besoins en travail, le multiplicateur de revenu implique un multiplicateur d'emploi. Par conséquent, une augmentation de dépense autonome accroît la production et l'emploi. Ainsi, grâce à une injection initiale, dite « autonome », une économie en crise peut retrouver la direction du plein emploi par le jeu du multiplicateur. D'où viendra cette dépense autonome si les investisseurs privés n'y sont pas enclins ? Pour KEYNES, la réponse est simple, elle viendra de l'Etat, qui ajoutera le « ΔI » nécessaire pour atteindre ou au moins s'approcher du plein emploi.

c) La préférence pour la liquidité

La Théorie générale s'intitule en fait « Théorie générale de l'emploi, de l'intérêt et de la monnaie ». Et cela sans doute parce qu'elle elle contient une conception novatrice en matière monétaire. Avant KEYNES, la théorie néo-classique du taux d'intérêt était basée sur l'offre et la demande d'épargne, théorie reprise dans son Traité sur la monnaie. Mais, dans la Théorie Générale, KEYNES, le taux d'intérêt apparaît comme un phénomène purement monétaire déterminé par la préférence pour la

liquidité des agents (demande de monnaie), conjointement avec l'offre de monnaie, fixée par les autorités monétaires. C'est la fameuse théorie des 3 motifs de détention de la monnaie. La monnaie peut-être détenue à des fins :

- de transaction,
- de précaution,
- de spéculation.

Les deux premiers motifs sont une fonction du revenu, mais le troisième dépend du taux d'intérêt. Le motif de spéculation, pour KEYNES, c'est la préférence pour des encaisses liquides par rapport à d'autres actifs financiers (comme les obligations). Pour KEYNES, le taux d'intérêt rémunère seulement le fait d'accepter de se priver d'argent liquide. Plus le taux d'intérêt est élevé, plus le coût d'opportunité de la monnaie augmente, plus il est coûteux de conserver de l'argent liquide car on se prive de la possibilité de gagner de l'argent.

d) Le schéma de détermination de la production et de l'emploi

La structure de base de la théorie de la demande effective de Keynes peut être comprise à partir de la figure ci-après. La production et l'emploi globaux dépendent de la demande globale (C + I), ce qui peut être source d'instabilité, car les décisions d'investissement sont soumises à l'influence des prévisions d'un futur incertain.

Ceci crée également un désir de détenir de l'argent liquide, de sorte que les variations de la demande de monnaie, comme celle de l'offre de monnaie, peuvent influencer la production et l'emploi, ce qui revient à rejeter le postulat de neutralité de la monnaie. L'augmentation de l'offre de monnaie, en réduisant le taux d'intérêt, peut stimuler la demande globale à travers l'augmentation de l'investissement et l'effet multiplicateur qui s'ensuit.

Pour KEYNES, le pouvoir de la politique monétaire était limité. La demande globale devait être directement stimulée au moyen des dépenses publiques, ou indirectement, au moyen d'allégements fiscaux visant à augmenter le revenu disponible et donc à accroître la consommation : « *L'État sera conduit à exercer sur elle [la propension à consommer] une influence directrice par sa politique fiscale, par la détermination du taux d'intérêt, et peut-être aussi par d'autres moyens* ».

Pour KEYNES, la propension à épargner tend à être plus importante que l'incitation à investir, ce qui est source d'instabilité car rien ne garantit que les dépenses d'investissement atteignent un niveau suffisant pour absorber la totalité de l'épargne, condition parce qu'elle est selon lui « *le seul moyen de garantir le plein emploi* ».

e) La notion de chômage involontaire

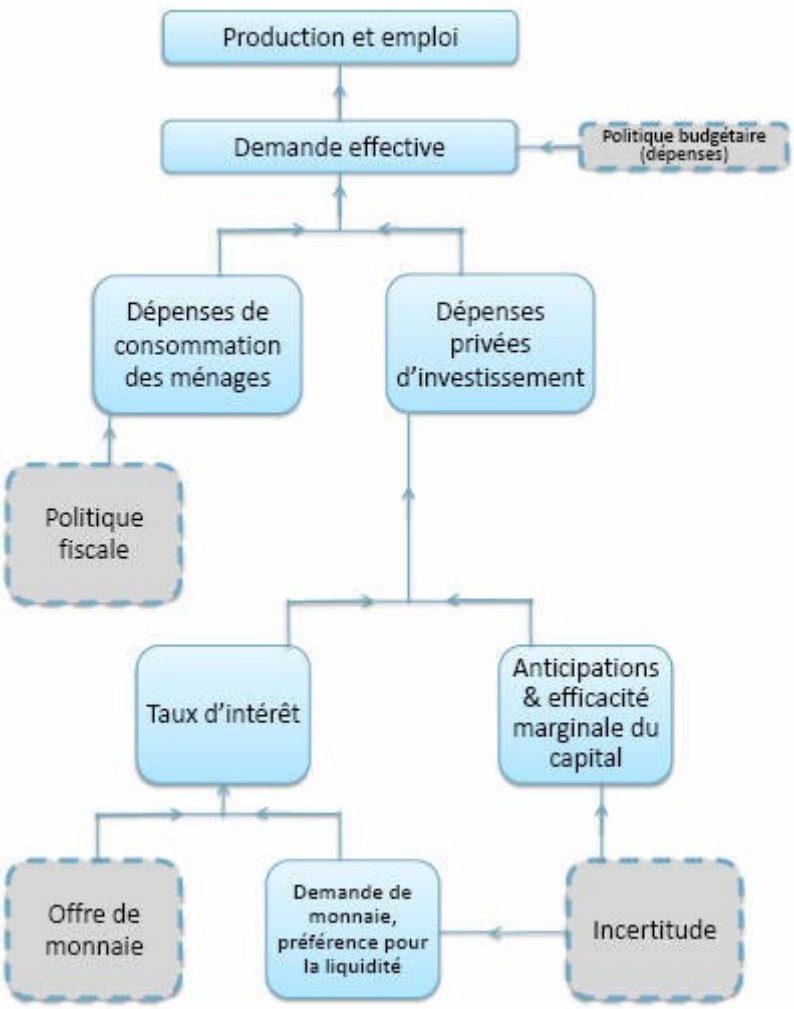
KEYNES rejetait très nettement l'idée que le marché du travail puisse fonctionner d'une façon qui assure toujours son équilibre. Au contraire, dès lors que les salaires nominaux sont rigides, le chômage involontaire est une donnée caractéristique du marché du travail. Mais il allait plus loin que cela et soutenait que

la flexibilité des salaires nominaux ne pourrait probablement pas engendrer de forces suffisamment puissantes pour ramener l'économie vers le plein emploi.

D'après KEYNES il existe des chômeurs involontaires « *si, en cas d'une légère hausse du prix des biens de consommation ouvrière par rapport aux salaires nominaux, l'offre globale de main-d'œuvre disposée à travailler aux conditions courantes de salaire et la demande globale de main-d'œuvre aux mêmes conditions, s'établissent toutes deux au-dessus du niveau antérieur de l'emploi* ».

Keynes était convaincu que les autorités devraient adopter une politique active pour résorber le chômage involontaire. Faute de le faire, le système risquait de se trouver pris dans une situation d'équilibre de sous-emploi, c'est-à-dire une tendance chronique des économies de marché à connaître des périodes très longues de sous activité « *sans qu'il y ait de tendance marquée à la reprise, ou à l'effondrement complet* ».

Schéma keynésien de détermination
de la production et de l'emploi dans la Théorie Générale



f) L'inversion de la loi de SAY

La loi de SAY, dès qu'on l'accepte, rend redondante toute politique de demande. Nous avons vu précédemment que dans le modèle classique une décision de réfréner la consommation courante était équivalente à celle de consommer davantage dans le futur. Cette décision implique donc automatiquement que des ressources soient mobilisées pour permettre de produire les biens d'investissement nécessaires pour fournir les futurs biens de consommation. Une augmentation de l'épargne se traduit automatiquement par celle des dépenses d'investissement, via l'ajustement du taux d'intérêt.

Dans le modèle classique, l'épargne n'est en fait qu'une autre forme de dépense. Les principes qui sous-tendent la loi de SAY sont revenus au premier plan dans les débats relatifs aux politiques économiques destinées à lutter contre la crise de l'entre deux guerres. Ralph HAWTREY (1879-1971), partisan convaincu de « l'optique du Trésor », a soutenu que les programmes de grands travaux seraient sans effets car les dépenses qui leur seraient consacrées viendraient simplement « évincer » un montant équivalent de dépense privée (car l'argent public ayant été emprunté, la hausse résultante du taux d'intérêt aura réduit d'autant les investissements privés [pour autant que ceux-ci soient sensibles au taux d'intérêt]). Mais de telles opinions n'ont de sens que dans une économie de plein emploi. C'est ce que l'on appelle aujourd'hui **l'effet d'éviction**.

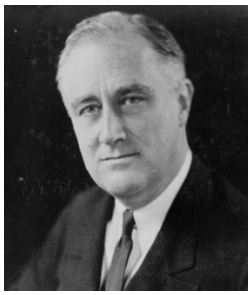
Un des objectifs principaux de la Théorie générale était de fournir une réfutation théorique de la loi de SAY. Dans le modèle de Keynes, la production et l'emploi sont déterminés par la demande effective et le fonctionnement sans entraves du marché du travail ne permet pas de garantir le plein emploi.

Le taux d'intérêt est déterminé sur le marché de la monnaie plutôt que par les décisions d'épargne ou d'investissement. Les variations de l'efficacité marginale du capital entraînent celles du volume de la production, via l'effet multiplicateur, et par conséquent l'épargne s'ajuste à l'investissement par l'intermédiaire de la variation du revenu.

De ce fait, dans le modèle de KEYNES, toute inégalité entre les prévisions d'investissement et les prévisions d'épargne est résorbée par un ajustement quantitatif plutôt que par l'ajustement du taux d'intérêt. En voulant démontrer les vices inhérents à la flexibilité des salaires et des prix comme moyen de revenir au plein emploi à la suite d'une baisse de la demande, KEYNES est parvenu à inverser la loi de SAY. Dans l'univers d'équilibre de sous-emploi de Keynes, la demande crée l'offre !

5) Le New Deal, une politique keynésienne avant la lettre

Cette constatation pessimiste de la Théorie Générale s'accompagne en même temps d'un message d'espoir. Il faut noter ici que lorsque paraît la Théorie Générale, en 1936, les remèdes qu'elle propose ont déjà commencé à être appliqués aux Etats-Unis et que les idées de KEYNES ne font donc en quelque sorte que valider intellectuellement la démarche entreprise empiriquement par la nouvelle équipe au



pouvoir aux Etats-Unis, l'équipe de Roosevelt, qui a été élue sur la promesse d'un New Deal, c'est-à-dire d'une "nouvelle donne".

C'est en quelque sorte un médicament sans ordonnance que le président Franklin ROOSEVELT (1882-1945) avait commencé à administrer à l'économie américaine et que l'ordonnance du docteur KEYNES venait régulariser après coup. **Le gouvernement américain s'était en effet lancé dans une politique de grands travaux**. Le gouvernement devint subitement, ce qui était très nouveau aux Etats-Unis, un investisseur important. Il donna l'exemple. Aujourd'hui, l'Etat et les collectivités publiques sont presque partout les premiers investisseurs. Mais à l'époque de ROOSEVELT et de KEYNES, ce n'était pas du tout le cas. L'idée que l'investissement public puisse servir à "amorcer la pompe" était entièrement neuve. Certes, elle avait été évoquée par MALTHUS, mais plus personne n'y songeait sérieusement et ce fut comme une "redécouverte".

KEYNES vint à Washington en 1934, deux ans avant la publication de la Théorie Générale, alors que la politique des grands travaux avait déjà commencé, puisque Franklin ROOSEVELT fut élu fin 1932 à la présidence des Etats-Unis, sur la promesse de sortir "en cent jours" les Etats-Unis de la crise. Lors de son séjour, KEYNES rencontra ROOSEVELT et confirma intellectuellement le New Deal, dans un article paru alors dans le New York Times. Les grands travaux se poursuivirent et enclenchèrent une reprise suffisante pour que ROOSEVELT soit réélu triomphalement en 1936.

Grâce à la politique de ROOSEVELT, le chômage passa de 14 millions à 9 millions. Mais la politique des grands travaux resta trop timide face à l'ampleur de la crise. Pour sortir complètement les Etats-Unis de la crise, il aurait fallu que l'Etat fédéral dépense encore plus. Plus tard, pendant la guerre, le niveau des dépenses fut multiplié par dix, ce qui engendra non seulement le plein emploi, mais aussi l'inflation (car l'économie buta alors sur la contrainte de capacité, c'est-à-dire l'insuffisance de la main-d'œuvre ce qui faisait monter les salaires et les prix).

De plus, les entreprises et les milieux conservateurs critiquèrent la politique de ROOSEVELT et mirent tout en œuvre pour la faire échouer. C'est la raison pour laquelle on soutient souvent aujourd'hui que c'est la guerre et non la politique keynésienne qui a sorti les Etats-Unis de la crise. Mais on doit remarquer que ce qui dans la guerre a permis la sortie de crise, ce sont les énormes dépenses militaires, qui furent autorisées et acceptées par les milieux conservateurs, alors que ces dépenses auraient été refusées si elles avaient été proposées dans le but de construire seulement des routes, des hôpitaux ou des écoles.

Cela confirme mieux que tout l'idée de KEYNES que "*Si le ministère des finances remplissait de vieilles bouteilles avec des billets de banque, les enterrait à une profondeur convenable dans des mines de charbon désaffectées qu'on remplirait ensuite d'ordures ménagères, et s'il laissait aux entreprises privées le soin, selon les principes bien établis du laisser-faire, de retrouver ces billets ..., il n'y aurait plus de chômage et les répercussions seraient telles que le revenu réel de la communauté serait sans doute plus élevé qu'il ne l'est actuellement. Il serait certainement plus raisonnable de faire construire des maisons ou quelque chose d'analogue ; mais si*

ceci se heurtait à des difficultés pratiques, on pourrait recourir au moyen précédent et ce serait toujours mieux que rien."

2 – Joseph Alois SCHUMPETER

A – Donnés biographiques

Joseph SCHUMPETER (1883-1950) est né dans l'ex-empire austro-hongrois. Il fait des études d'économie à Vienne et a pour professeur les précurseurs du courant autrichien de l'école marginaliste, Friedrich von WIESER (1851-1926) et Eugen von Böhm BAWERK (1851-1914). Bien que sa formation soit proprement économique, il s'intéresse aussi aux sciences sociales, ce qui le tiendra écarté des formalisations mathématiques.

Encouragé par ses professeurs, il se tourne vers une carrière universitaire qui le fera voyager d'abord en Angleterre, où il rencontre Alfred MARSHALL, puis aux Etats-Unis, à l'Université de Columbia.

En 1932, il obtient un poste de professeur d'économie à l'Université de Harvard. C'est durant cette période qu'il écrira ses deux ouvrages majeurs : *Capitalisme, Socialisme et Démocratie* (1942) et *Histoire de l'Analyse Economique* (1954). Il aura aussi pour élève plusieurs futurs prix Nobel : Paul SAMUELSON ([1915 -] , prix Nobel 1970) , Wassily LEONTIEF ([1905-1999], prix Nobel 1973) et James TOBIN ([1918-2002], prix Nobel 1981].

B – Les principales idées de SCHUMPETER

Pour Joseph Schumpeter le processus de la **destruction créatrice** est l'élément essentiel de la dynamique du capitalisme. Ce sont les entrepreneurs qui, par leurs innovations, modifient les conditions du marché et font évoluer la production et la consommation dans les sociétés.

1) La concurrence pure et parfaite n'existe pas

Chez SCHUMPETER, contrairement aux néo-classiques, il n'y a pas d'idéalisation de la concurrence ou de la rationalité économique. Le monde est décrit comme rempli d'oligopoles qui se livrent une concurrence féroce et pour lesquels l'innovation, les économies d'échelle et la standardisation de la production sont des outils permanents de lutte pour gagner des parts de marché et augmenter les profits.

2) Les grappes d'innovation à l'origine des cycles de KONDRATIEF

SCHUMPETER observe les innovations qui révolutionnent la vie économique de son temps : électricité, automobile, téléphone … Il observe aussi que certaines industries jouent un rôle d'entraînement pour toute l'activité économique (chemins de fer, Métallurgie, etc.). Enfin, il constate après d'autres que l'activité économique semble soumise à des cycles d'expansion et de reprise.

Il en déduit une théorie dans laquelle ces sont les innovations qui gouvernent le cycle. En effet, il constate que les innovations n'apparaissent jamais seules, mais par

grappes. Il est important, aussi, pour comprendre cette théorie, de faire la différence entre l'**invention** et l'**innovation** (voir le graphique).

Alors qu'une invention peut rester dans les cartons, l'innovation, au contraire, est une invention qui connaît un succès économique. C'est en ce sens que l'innovation est le moteur de l'activité. Le personnage clé n'est pas seulement l'inventeur, mais aussi et surtout l'innovateur ou plus précisément l'entrepreneur, celui qui a su porter l'invention et la transformer en succès commercial par sa vision, son aptitude à la prise de risque et à la gestion des ressources humaines et financières.

Ainsi l'évolution de l'économie est-elle liée au dynamisme de l'entrepreneur. En effet, le succès commercial d'un entrepreneur fait naître d'autres entreprises par imitation. D'où le caractère à la fois moteur de l'innovation, et sa production en **grappes d'innovations**.

3) La destruction créatrice

Contrairement aux approches classique et néo-classique, qui posent comme modèle la stabilité, avec seulement des perturbations transitoires sur des marchés voués à l'équilibre concurrentiel, l'approche de SCHUMPETER est dynamique. En effet l'innovation perturbe les équilibres anciens, elle accélère l'obsolescence des méthodes de production, des produits et des méthodes antérieurs. Des entreprises dépassées disparaissent ou doivent s'adapter. Des secteurs naissent. C'est ce processus de **destruction créatrice** qui constitue la donnée fondamentale du capitalisme.

Malgré ce côté admiratif pour l'esprit d'entreprise et pour les entrepreneurs, SCHUMPETER reste pessimiste sur l'avenir à long terme du capitalisme En effet, au fur et à mesure que l'économie se développe, l'entrepreneur perd de l'importance au profit du gestionnaire. Il s'ensuit une bureaucratisation de l'économie d'où l'esprit d'entreprise disparaît progressivement.

4) Disparition de l'esprit d'entreprise et fonctionnarisation de l'économie

Parallèlement l'hostilité de la société à l'égard du capitalisme augmente à mesure qu'une classe de plus en plus importante de fonctionnaires se développe (grâce aux progrès permis par le capitalisme, c'est là le paradoxe) en tentant par tous les moyens de limiter les « pouvoirs » des chefs d'entreprises, d'où ce que SCHUMPETER appelle le « *crépuscule de la fonction d'entrepreneur* ».

3 – Friedrich von HAYEK

A – Donnés biographiques

Friedrich August von HAYEK (1899-1992) est issu d'une famille d'universitaires autrichiens. Après des études à l'Université de Vienne, il deviendra le chef de file de ce qu'il est convenu d'appeler « l'École autrichienne », forteresse avancée de la défense du capitalisme contre le socialisme et l'étatisme. Il poursuivra ainsi, aux côtés de son compère Ludwig von MISES (1881-1973), la pensée des premiers auteurs tels que Carl MENGER (1840-1921), Friedrich von WIESER (1851-1926)

Très vite, il quitte l'Autriche pour l'Angleterre afin de donner une série de conférences. Il se fait ainsi connaître et il devient professeur dans les années 1930. Il acquiert même la nationalité britannique en 1938. Il quitte ensuite l'Europe pour les Etats-Unis, où il deviendra professeur à l'Université de Chicago en 1950.

C'est cependant en 1944 qu'il écrit l'un de ses ouvrages les plus connus, « La route de la servitude », dans lequel il soutient contre l'opinion dominante que l'intervention de l'État dans le marché se traduit par la disparition des libertés individuelles et où il entend démontrer que le socialisme engendre le totalitarisme. Il obtient immédiatement un grand succès dans les cercles limités de l'industrie et de la finance. Cependant, dans le grand public et l'Université, il demeure méconnu.

Profitant de sa popularité dans les cercles d'affaires, il fonde en 1947 la « Société du Mont-Pèlerin » , qui regroupe des économistes qui enseignent comme lui à l'Université de CHICAGO, mais aussi des économistes ultralibéraux français tels que Pascal SALIN ou Maurice ALLAIS.

C'est la crise économique des années soixante-dix, puis la « contre-révolution conservatrice », avec le passage au pouvoir de Ronald REAGAN (président des Etats-Unis de 1981 à 1989) et de Margaret THATCHER (premier ministre britannique de 1979 à 1990) et enfin la chute du mur de Berlin suivi de la fin du communisme en Europe et, plus généralement, dans le monde, qui feront de Friedrich von HAYEK le penseur et l'étendard du renouveau libéral et l'apôtre de la mondialisation.

C'est d'ailleurs en 1974, à Stockholm, que Friedrich August von HAYEK reçoit le prix Nobel d'économie, à l'âge de 75 ans. Ses livres sont alors réédités et les jeunes générations le redécouvrent, parfois avec ferveur.

B – Quelques concepts développés par HAYEK

HAYEK a introduit plusieurs concepts nouveaux dans la réflexion économique : pour lui, le capitalisme résulte d'un **ordre spontané**, le marché est un **mécanisme de découverte**. C'est le surinvestissement et la distribution excessive du crédit qui expliquent les crises économiques.

1) L'ordre spontané

Pour HAYEK, la nature livrée à elle-même produit un ordre spontané, le **Kosmos**. C'est donc une erreur lourde de conséquence de croire, à la suite des socialistes, que l'ordre économique est une **Taxis**, c'est-à-dire qu'il doit être construit par l'homme. Bien sûr, pour construire une maison il faut un architecte qui conçoit le plan. Evidemment, pour naviguer en bateau, il faut un capitaine. Mais tel n'est pas le cas d'une société humaine. La société et l'économie se construisent toutes seules, pense HAYEK, par expérimentations successives. Ce sont des édifices ordonnés mais néanmoins sans architecte. HAYEK réinvente ainsi la notion de main invisible chère à Adam SMITH.

2) L'intervention de l'Etat dans l'économie conduit au totalitarisme

Tout comme Adam SMITH, HAYEK s'oppose à l'intervention de l'Etat dans l'économie car il lui semble que l'Etat ne peut pas, contrairement au marché, découvrir et disposer de toute l'information nécessaire à la construction de l'ordre spontané qu'il croît découvrir derrière l'apparent chaos du marché livré à lui-même. L'intervention de l'Etat dans l'économie conduit donc, selon HAYEK, de façon nécessaire, au totalitarisme.

3) La redécouverte d'Adam SMITH ou le marché comme processus de révélation de l'information

Pour HAYEK, le marché est un **processus de découverte et de révélation de l'information**. En effet, comme c'est par le jeu du marché que les prix se forment et que ce sont les prix qui transmettent l'information sur la valeur des biens et des ressources, le marché permettrait une allocation optimale de façon bien plus sûre que ne le ferait un organisme de planification centralisé.

Quatrième partie

De l’Etat providence
à
la mondialisation

Chapitre 11
L'évolution économique depuis 1945

" *Faire des profits est l'essence même de la démocratie. […] tout gouvernement qui poursuit une politique contraire aux intérêts du marché est donc antidémocratique, quand bien même il jouirait d'un large soutien populaire* " (Milton FRIEDMAN)

0 - Introduction
1- L'Etat providence
- A - La reconstruction européenne et le plan MARSHALL
- B- L'essor de l'économie mondiale
  - 1) Le "Baby boom"
  - 2) La locomotive américaine : leadership ou impérialisme ?
  - 3) L'organisation mondiale du commerce
  - 4) La stabilité monétaire
  - 5) La construction européenne

2 - Du choc pétrolier de 1973 à la chute du mur de Berlin
- A- La fin du système de l'étalon de change-or
- B - Les chocs pétroliers
- C - Chômage et inflation

3 - La mondialisation à l'heure de la nouvelle économie
- A - Le retour du libre marché
- B - Le choc technologique des années 1990

4 - La prise de conscience écologique
- A – Une prise de conscience récente
- B – Les principaux dangers
  - 1) Cyclones, ouragans, tsunamis et séismes
    - a) Le phénomène El niño
    - b) Les tsunamis
    - c) Katrina
    - d) Nargis
    - e) Séismes
  - 2) La fonte des banquises et le recul des glaciers
  - 3) La montée des eaux
  - 4) Le réchauffement climatique
  - 5) Les risques d'épidémies massives
  - 6) Chocs et évolution économique
- C – Le protocole de Kyōto
- D – La conférence de Bali

5 – Vers une recomposition du système financier mondial
- A – Les nouveaux instruments financiers
- B – La crise des subprimes de l'été 2007
- C – De l'hiver à l'été 2008
- D – Le réchauffement global du système financier
- E – Le plan PAULSON
- F – Remise en cause du capitalisme et de la mondialisation ?

0 – Introduction

Depuis 1995, l'économie mondiale est entrée dans une ère de mondialisation, fondée sur la liberté des échanges et l'essor de la « nouvelle économie » et des technologies de l'information et de la communication. Entre 1945 et 1973, les pays occidentaux ont connu une phase de croissance et de prospérité, caractérisée par un climat keynésien d'intervention massive de l'Etat dans l'économie. Cependant, une crise importante s'est déclarée à partir de 1973, date du quadruplement du prix du pétrole. À partir de 1973, un chômage allait durablement s'installer dans une partie des pays européens, chômage dont ces pays ne semblent s'être débarrassés qu'en entrant dans une ère de pénurie absolue de main-d'œuvre créée par le vieillissement démographique[99]. Parallèlement, la Chine, l'Inde et la plupart de pays d'Asie, ainsi que certains pays exportateurs de pétrole, allaient connaître une croissance de plus en plus importante, dépassant régulièrement les deux chiffres.

1 – L'Etat providence

Selon l'encyclopédie Wikipedia, « *l'État-providence est une organisation sociale dans laquelle l'État joue un rôle central de régulation de l'économie et de redistribution des richesses* ». En fait, c'est la crise économique des années 1930 et la progression des idées de KEYNES qui ont convaincu les dirigeants occidentaux de la nécessité et de l'efficacité d'une l'intervention de l'Etat dans l'économie. L'anglais William BEVERIDGE (1879-1963) est l'inventeur de la notion de **Welfare State**, traduit en français par **Etat Providence**, système universel, uniforme et unitaire, de protection sociale, mais qui suppose aussi un présence très importante de l'Etat dans tous les secteurs de l'économie et de la société. C'est donc sur cet arrière-plan idéologique que la **reconstruction européenne** et l'essor de l'économie mondiale se sont produits.

A – La reconstruction européenne et le plan MARSHALL

Le 5 juin 1947, dans un discours à l'université Harvard, le secrétaire d'Etat américain George MARSHALL (1880-1959) a défini un programme pour la reconstruction de l'Europe qui allait rapidement être connu sous l'appellation de « plan MARSHALL ». **L'idée de base du plan MARSHALL est très simple** : face à la misère et aux destructions laissées en Europe par la seconde guerre mondiale, il s'agit d'aider les pays qui n'ont pas opté pour l'allégeance à l'Union soviétique à opérer un redressement économique, gage de stabilité et de paix.

Ainsi, plutôt que d'imposer à l'Allemagne des réparations qu'elle ne pourrait pas payer, on allait, tout comme aux autres pays européens, lui fournir les crédits nécessaires à l'acquisition des moyens de la reconstruction.

L'aide Marshall se concrétisa par des distributions de crédits pour permettre aux pays bénéficiaires de payer les importations nécessaires en provenance des Etats-Unis. Quoiqu'unique dans l'histoire, ce mécanisme reste un modèle de coopération

[99] En 2008, il apparaît clairement que l'ère ouverte au milieu des années 1990 consacre un retour en force de l'économie de marché dans le monde. Certains pays riches, comme la France, n'y entrent qu'à pas comptés, tandis que d'autres, comme la Chine (depuis 1989) et l'Inde ont pris la tête du cortège et réalisent chaque année des taux de croissance records.

internationale efficace et mutuellement profitable. Elle a permis l'expansion du commerce international et favorisé la constitution de l'Union Européenne. Pendant quatre ans, de 1948 à 1951, les Etats-Unis ont apporté 14 milliards de dollars d'aide à la France, l'Italie, la Belgique, le Royaume-Uni, l'Allemagne et à douze autres pays. Tous les grands secteurs économiques en ont bénéficié : énergie, sidérurgie, travaux publics et transports. Grâce au plan MARSHALL, l'Europe fut placé sur le sentier de croissance le plus élevé de son histoire, celui que l'économiste français Jean FOURASTIE (1907-1990) qualifia de « trente glorieuses ».

Pays ayant reçu l'Aide MARSHALL
(Les barres rouges sont proportionnelles à l'aide reçue)

Source : http://fr.wikipedia.org/wiki/Image:Marshall_Plan.png

Le plan MARSHALL et ses effets positifs fut sans doute le meilleur moyen de populariser les thèses keynésiennes parmi les élites européennes. Ainsi le monde est-il sorti de la crise de 1929 en trois étapes :

- Le New-Deal qui permit un rétablissement partiel de l'économie américaine
- La seconde guerre mondiale qui permit à l'économie américaine de tourner à plein régime
- Le Plan MARSHALL qui permit à l'Europe non communiste de connaître 30 années de croissance quasi-continue.

B – L'essor de l'économie mondiale

Entre 1945 et 1973, tous les pays développés ont vu leur PIB multiplié par trois, au moins, soit autant que durant les deux siècles précédents. Même le « tiers monde » (expression inventée par le démographe Alfred SAUVY [1899-1990]) a hérité d'une partie de cette croissance, mais celle-ci à été absorbée par l'explosion démographique (les taux de mortalité ont chuté mais les taux de natalité n'ont commencé à baisser que plus tard).

Durant toute cette période, les PIB n'ont cessé de croître et le plein emploi était partout assuré. Ce fut un âge d'or où la croissance et le progrès technique ont

permis une amélioration sans précédent des niveaux de vie et des conditions de travail. C'est de cette époque que date, pour ce qui est de l'Europe, la naissance de la « société de consommation ».

Cette croissance exceptionnelle peut s'expliquer par la conjonction de plusieurs facteurs, dont : Le « Baby Boom, le rôle des Etats-Unis en tant que « locomotive » de la croissance, l'essor du commerce international, la stabilité monétaire et le développement de l'Europe lié aux efforts d'unification.

1) Le « baby boom »

À partir de 1945, voire avant pour certains pays comme la France, la natalité augmente brusquement, sans que personne n'ait pu fournir d'explication convaincante. Le phénomène, qualifié de **baby boom**, va durer environ 25 ans. Cette croissance démographique va stimuler la demande globale et soutenir la croissance.

2) La locomotive américaine : leadership ou impérialisme ?

Dès les lendemains de la seconde guerre mondiale, les Etats-Unis assurent un leadership économique sur le monde libre en général et l'Europe en particulier, tandis que les pays soumis à l'influence soviétique et chinoise s'enfoncent durablement dans la rhétorique et le sous-développement.

L'**American way of life** exerce une fascination et sert de modèle pour la consommation. Quand aux méthodes de production rationnelles héritées du fordisme, elles font fureur en Europe et se répandent rapidement à partir de 1950 à mesure que l'implantation des entreprises multinationales américaines y progresse. Le fordisme est un mode de développement de l'entreprise (ou d'organisation du travail), inventé par Henry FORD (1863 - 1947), fondateur de l'entreprise du même nom. Le Fordisme est lui-même largement inspiré de la méthode de travail proposée l'ingénieur américain Frederick Winslow TAYLOR (1856-1915). La méthode de TAYLOR, dite « taylorisme », repose sur une division du travail en tâches simples et répétitives individuellement optimisées et sur le paiement des employés au rendement (mesuré au nombre de pièces et avec l'aide du chronométrage). C'est donc un raffinement de l'idée de division du travail chère à Adam SMITH et déjà conçue, comme nous l'avons vu, par PLATON, dans un de ses dialogues. TAYLOR rencontra une grande efficacité dans la sidérurgie et il formalisa ses idées dans un livre intitulé « *The Principles of Scientific Management* », publié en 1911.

Cependant, plus les Etats-Unis s'impliquent dans la construction et le soutien d'institutions internationales propres à favoriser le développement, la croissance et la paix, plus l'anti-américanisme augmente. Sans doute est-il largement stimulé par le camp soviétique qui assure une large publicité aux moindres défaillances de l'imperium américain et s'appuie dans plusieurs pays, comme la France, sur un parti communiste influent et bien organisé.

Ainsi, dès cette époque, malgré le plan MARSHALL, malgré l'impulsion donnée par les Etats-Unis à la création d'institutions telles que le **Fond Monétaire International**,

la **Banque Mondiale** et le **GATT**, l'influence croissante des multinationales américaines dans l'économie mondiale inquiète plus qu'elle ne rassure.

3) L'essor du commerce international

Si l'**Organisation Mondiale du Commerce** existe seulement depuis 1995, le système commercial dont elle est issue, l'**Accord général sur les tarifs douaniers et le commerce** (de l'acronyme anglais GATT qui signifie "General Agreement on Tariffs and Trade"), date de 1948.

Cet accord a donné naissance à une organisation internationale existant de fait et aussi dénommée officieusement GATT, qui a évolué au fil des ans à travers plusieurs cycles de négociations.

Ces différents cycles de négociations, dont les noms évoquent l'influence américaine (« **Dillon Round** », « **Tokyo Round** », « **Kennedy Round** ») ont conduit à faire avancer la cause du **libre-échange** au plan mondial, à petits pas cependant. Cela a néanmoins suffi pour donner un essor sans précédent aux échanges commerciaux, essor dont l'Europe et les Etats-Unis, mais aussi le Japon et les pays asiatiques, ont largement profité.

4) La stabilité monétaire

Le développement des échanges commerciaux, qui a favorisé la croissance économique mondiale, a lui-même bénéficié d'une grande stabilité monétaire, dans le cadre des **accords de Bretton Woods**, du nom de la conférence qui eut lieu dans une petite ville balnéaire du New Hampshire, située dans le Nord Est des Etats-Unis, et qui a réuni en juillet 1944 les représentants de 44 pays. Il s'agissait d'éviter que ne se reproduisent les désordres monétaires de l'entre-deux guerres. Après diverses péripéties où s'affrontent notamment les plans de Harry WHITE et de John Maynard KEYNES, un système connu sous l'appellation de **Gold Exchange Standard** (ou « étalon de change or ») fut adopté. Malgré la similitude avec le système du **Gold Standard** (étalon-or), la différence est importante. En effet, dans l'étalon-or, les monnaies sont définies par rapport à l'or. En revanche, dans le système de l'étalon de change or, les monnaies sont définies par rapport au dollar, lui-même défini par rapport à l'or. Ceci devait confirmer la prédominance américaine déjà évoquée.

C'est donc un système de **taux de change fixes** qui en résulte, évitant des fluctuations monétaires de grande ampleur, mais qui instaure le dollar au-dessus des autres monnaies, un statut envié qu'il conserve encore à l'heure actuelle et sans doute pour longtemps.

5) La construction européenne

Les premières étapes de la construction européenne allaient surtout stimuler le commerce entre pays européens qui ne demandait qu'à reprendre. Le 9 mai 1950, Robert SCHUMAN (1886-1963), ministre français des Affaires étrangères, propose

de créer une communauté des ressources de charbon et d'acier, d'abord entre la France et l'Allemagne, puis avec d'autres pays européens[100].

De la CEE à 6 à l'UE à 27

Source :
http://upload.wikimedia.org/wikipedia/commons/c/c4/European_union_past_enlargements_map_fr.png

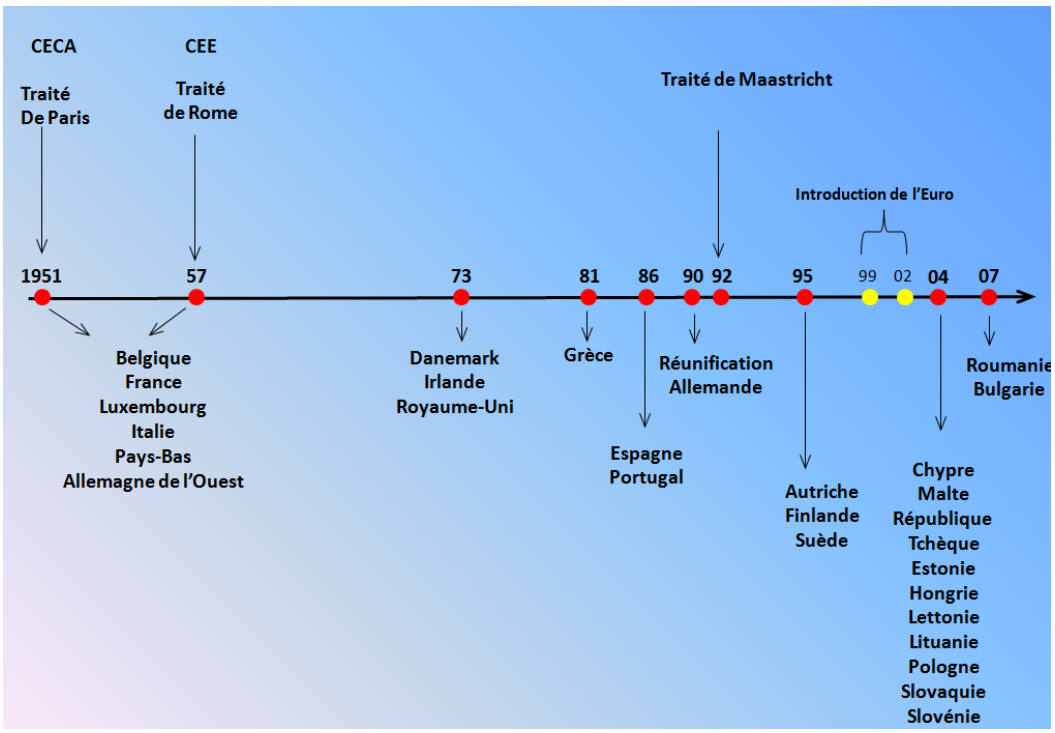
Aussitôt acceptée, cette proposition allait se concrétiser par la signature le 18 avril 1951, par l'Allemagne, la Belgique, la France, l'Italie, le Luxembourg et les Pays-Bas, du **Traité de Paris** instituant la **Communauté du charbon et de l'acier** (CECA) pour 50 ans (La CECA a existé du 23 juillet 1952 au 23 juillet 2002).

Le 25 mars 1957, six pays (Allemagne, Belgique, France, Italie, Luxembourg et Pays-Bas) signent le **Traité de Rome** qui crée la **Communauté économique européenne** (CEE ou Marché commun). Mais ce n'est qu'en 1968 que l'**Union douanière** est réalisée entre les six pays.

[100] Ce plan avait été élaboré par Jean MONNET (1888-1979), homme d'Etat Français et également père de la « planification à la française ». Il fut le premier président de la CECA.

En 1973, quelques mois avant le premier choc pétrolier, le Danemark, le Royaume-Uni et l'Irlande rejoignent la CEE. Au terme d'élargissements successifs (voir carte ci-après), l'EU allait finalement atteindre 27 pays avec l'admission de la Bulgarie et de la Roumanie en janvier 2007.

Quelques étapes de la construction européenne



2 – Du choc pétrolier de 1973 à la chute du mur de Berlin

À partir du milieu des années 1960, les signes précurseurs de difficultés, ou en tout cas d'une transition majeure des économies s'amoncellent. C'est d'abord une contestation de plus en plus vive du mode de production et de consommation, dont les Etats-Unis sont le symbole, tandis que la puissance militaire de ce pays semble être mise à mal par leur enlisement dans le conflit du Viêt-Nam. Cette contestation de la société de consommation paraît avoir été l'expression déguisée d'une volonté d'accéder plus rapidement, plus largement et plus efficacement, aux biens de consommation.

Mais c'est surtout, à partir de 1971, l'éclatement du système de l'étalon de change or puis, en 1973, le quadruplement du prix du pétrole. Ces éléments symbolisent l'entrée dans une période de difficultés économiques qui n'a finalement été qu'une **transition vers la mondialisation**.

A – La fin du système de l'étalon de change or

On pourrait se demander en quoi la rigidité des taux de change instaurée par les accords de Bretton Woods a été un facteur de stabilité plus qu'un frein à la croissance économique des années 1950 et 1960. Toujours est-il que cette entorse aux lois du libre marché vole en éclat à partir des années 1968.

Les privilèges du dollar, qui permettaient – et permettent toujours malgré la fin de l'étalon-or - aux Etats-Unis d'avoir une balance des paiements déficitaire, font des jaloux, notamment en France. Ainsi, l'économiste Jacques RUEFF (1896-1998), s'élève-t-il avec éloquence contre ce système[101]. Beaucoup de commentateurs européens étaient alors convaincus que ce privilège cesserait si l'on redonnait aux marchés des changes leur rôle de détermination des valeurs monétaires relatives. L'avenir montrera qu'il n'en était rien, car les Etats-Unis ont depuis continué à accumuler leurs déficits, afin de financer les besoins apparemment illimités de l'économie mondiale en dollars désormais inconvertibles en or.

Mais les Etats-Unis semblaient eux-mêmes soucieux de se défaire du lien qui reliait le dollar à l'or, même si ce lien était de toute façon essentiellement théorique. Aussi, le 15 août 1971, le président Richard NIXON (1913-1994) annonce-t-il la fin de la convertibilité du dollar en or. On passait ainsi d'un système d'étalon de change-or à un système d'**étalon de change dollar**.

B – Les chocs pétroliers

En octobre 1973, les pays pétroliers décident d'augmenter unilatéralement le prix de l'or noir. En l'espace de quelques semaines, le prix du baril de pétrole est multiplié par quatre. Cette hausse allait s'avérer durable et consacrer le **cartel de l'OPEP** (Organisation des Pays Exportateurs de Pétrole)[102], organisme qui fixera désormais le prix du baril, non sans d'importantes difficultés de répartition de la quantité à produire au sein de ses membres.

Pour comprendre les implications de cette hausse, il faut rappeler que depuis la fin de la seconde guerre mondiale et jusqu'à 1973, le prix du baril de pétrole[103] est

---

[101] Jacques RUEFF, 1967, *Les dieux et les rois*, Hachette.

[102] L'OPEC est un cartel international qui se donne pour but de négocier avec les sociétés pétrolières la production de pétrole, son prix et les futurs droits de concessions. Elle fut créée le 14 septembre 1960 à l'initiative de l'Iran et du Venezuela dans le but de soutenir le prix du baril de pétrole qui était inférieur à 5 dollars. Les 5 pays fondateurs étaient, outre les deux pays précédemment mentionnés, l'Arabie Saoudite, l'Irak et le Koweit. De nombreux autres pays ont ensuite rejoint l'opec, qui compte aujourd'hui 13 membres théoriques (C'est ce qui est indiqué sur le site officiel de l'OPEP, cependant l'Irak est exclu depuis 1998 et l'Indonésie n'est plus un exportateur net de pétrole, sa production étant insignifiante [voir le graphique en secteur plus loin dans le corps du texte]). Les 11 autres membres sont :

- 5 pays africains (Angola, Lybie, Nigéria et Algérie [le Gabon s'est retiré en 1995]).
- 6 pays du moyen-orient (Iran, Koweit, Qatar, Arabie Saoudite et émirats Arabes Unis)
- 2 pays d'Amérique du Sud (Equateur et Vénézuela).

On estime en 2008 que les pays de l'OPEC (Irak inclus) contrôlent environ 85% des réserves mondiales de pétrole (voir graphique en secteur plus loin dans le corps du texte).

[103] Il existe plusieurs variétés de pétrole. En général, le prix de référence est celui de la variété dite « Light Sweet Crude », mais ce n'est pas toujours le cas. Par exemple, c'est parfois le prix du baril de « Brent » ou le prix du baril de « West Texas Intermediate » qui est pris comme référence. Néanmoins, les écarts de prix entre ces différentes variétés ne sont pas très importants lorsqu'on s'intéresse à l'aspect macroéconomique et à long terme de l'évolution du prix du pétrole. Le baril est l'unité adoptée en 1972 par l'Association des Producteurs de Pétrole pour mesurer le pétrole brut. Il équivaut à 42 gallons américains, soit 159 litres. L'origine du mot « baril » vient du fait qu'au 19ème

resté inférieur à 20 dollars (en nominal). Mais c'est la hausse brutale d'octobre 1973, date à laquelle il dépasse les 40 dollars alors que son prix moyen tournait autour de 10 dollars (**quadruplement**), puis celle de 1979-80, où il dépasse 80 dollars (**doublement**), qui allait réveiller les marchés (voir graphique).

Le monde occidental prend ainsi conscience du rôle économique central joué par le pétrole dans tous les domaines de l'économie. En effet, le pétrole est utilisé comme source d'énergie par les voitures et les avions. Il sert aussi à fabriquer le goudron utilisé dans la construction des routes. Il sert au chauffage des maisons et immeubles avec le fioul. Le pétrole sert aussi d'huile de graissage dans l'industrie et les transports. Enfin, il ne faut pas perdre de vue que le pétrole sert à produire un ensemble de matières chimiques dérivées tels que le benzène, le toluène, et les xylènes qui permettent la fabrication des plastiques, textiles synthétiques, caoutchoucs synthétiques, détergents et enfin interviennent dans la fabrication d'engrais complexes. Bref, sans le pétrole, l'économie est en panne…

Evolution du prix en (dollars américains) du baril de pétrole de 1970 à 2008 (Variété dite « Light Sweet Crude »)

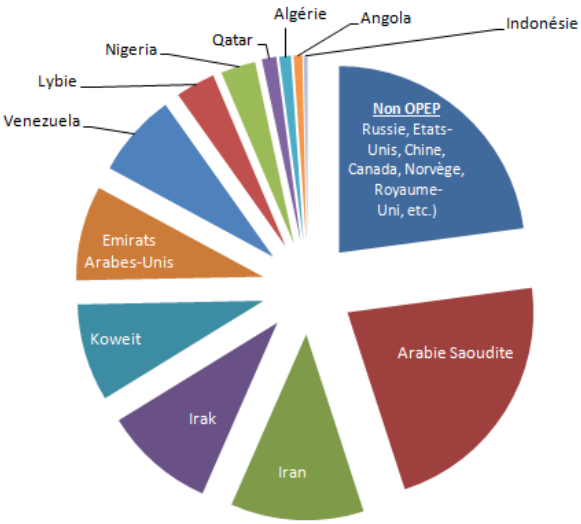
Année	Prix	Evénéments
1970	1,8	Avant la guerre israélo-arabe de 1974
1974	10	Après la guerre israélo-arabe de 1974
1979	20	Révolution Iranienne
1981	30	Guerre Irak-Iran
1990	40	Première intervention américaine en Irak
2004	50	Deuxième intervention américaine en Irak
2005	65	
2007	80	
2008	larges fluctuations (entre 80 et 140 dollars)	

Sources: Wikipedia, BBC News, OPEC, AFP et AIE.

siècle (jusqu'en 1860), le pétrole est effectivement transporter en baril, dont la capacité variait entre 150 et 190 litres.

Répartition des réserves estimées de pétrole (2006)

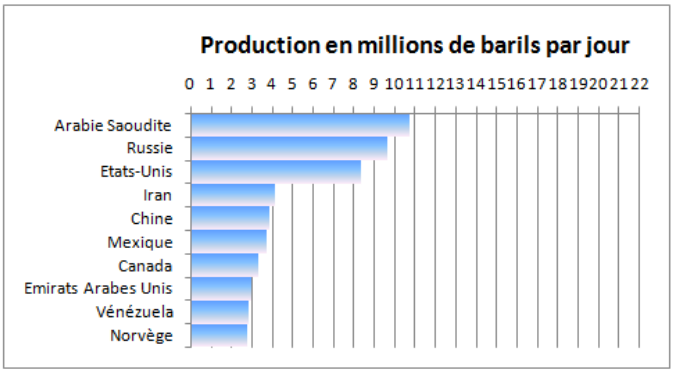
Pays	Réserves (en milliards de barils)	%
Non OPEP	273	23
Arabie Saoudite	264	22
Iran	138	12
Irak	115	10
Koweit	101	8
Emirats Arabes-Unis	98	8
Venezuela	87	7
Lybie	41	3
Nigeria	36	3
Qatar	15	1
Algérie	12	1
Angola	9	1
Indonésie	4	0
	1193	100



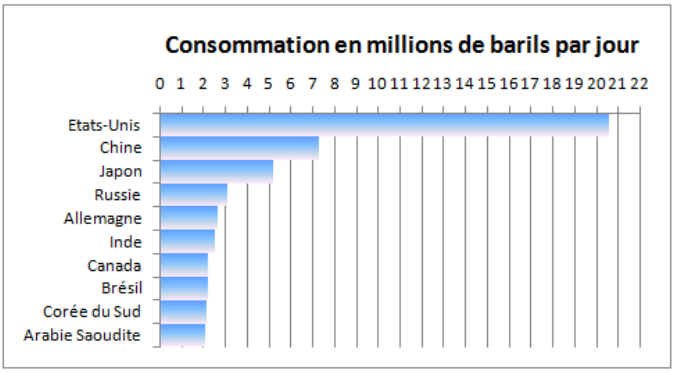
Sources: Wikipedia, BBC News, OPEC, AFP et AIE.

Principaux producteurs et principaux consommateurs de pétrole (Millions de barils par jour – 2008)

Principaux producteurs (millions de barils/jour)		%
Arabie Saoudite	10,72	20,53
Russie	9,67	18,52
Etats-Unis	8,36	16,01
Iran	4,1	7,85
Chine	3,84	7,35
Mexique	3,71	7,11
Canada	3,29	6,30
Emirats Arabes Unis	2,94	5,63
Vénézuela	2,8	5,36
Norvège	2,78	5,32
Total	52,21	100



Principaux consommateurs (millions de barils/jour)		%
Etats-Unis	20,59	
Chine	7,27	
Japon	5,22	
Russie	3,1	
Allemagne	2,63	
Inde	2,53	
Canada	2,22	
Brésil	2,18	
Corée du Sud	2,16	
Arabie Saoudite	2,07	
Total	49,97	



Sources: Wikipedia, BBC News, OPEC, AFP et AIE.

La demande de pétrole augmente au même rythme que la population mondiale et des questions se posent sur la durée des réserves disponibles, généralement évaluée à quelques décennies seulement. Depuis 2001, le prix du baril ne cesse d'augmenter et constitue en 2008, l'un des facteurs essentiels de l'équation

économique mondiale. Ce facteur s'ajoute au déséquilibre financier engendré par la crise des « subprimes » et l'augmentation du prix des produits alimentaires à l'origine des émeutes de la faim.

Un article paru dans « le Monde » du 9 mai 2008[104], qui reprenait les propos d'un analyste de Goldman SACHS, allait même jusqu'à envisager que la bulle spéculative pousse le prix du pétrole jusqu'à la nouvelle barre symbolique des 200 dollars avant la fin de l'année 2008.

Pourtant, en juillet 2008, le prix du pétrole allait revenir au-dessous de la barre des 130 dollars, sans doute du fait du tassement de la demande à la suite des signes de récession mondiale. Et, à l'automne 2008, les mêmes analystes qui prévoyaient le passage du baril à 200 dollars misaient désormais sur un pétrole à moins de 100 dollars avant la fin de l'année 2008[105] . Les faits allaient confirmer cette tendance baissière lorsqu'en pleine crise boursière, on apprenait le 10 octobre 2008, qui le baril de brut repassait sous la barre des 80 dollars et les mêmes qui prévoyaient une hausse du prix du pétrole jusqu'à 200 dollars se bousculaient pour venir bramer devant les micros que le prix du pétrole pourrait bien descendre sous la barre des 50 dollars d'ici la fin de l'année. Bien entendu, le prix à la pompe demeurait quant à lui relativement stable.

C – Chômage et inflation

On attribue souvent aux deux chocs pétroliers l'apparition d'une situation économique nouvelle : la coexistence de l'inflation et du chômage, qualifiée de **stagflation**. En fait le problème est apparu avant, notamment aux Etats-Unis où, sous l'ère NIXON, un contrôle des prix avait même été instauré (sans effets d'ailleurs).

Il est certain cependant que le chômage s'est durablement installé à l'occasion du choc pétrolier, notamment dans certains pays européens tels que la France. L'inflation, en revanche, semble avoir reflué à partir du milieu des années 1980.

3 – La mondialisation à l'heure de la nouvelle économie

Contre toute attente, vers le milieu des années 1980, l'Etat providence va reculer un peu partout dans le monde, à la suite de la **contre-révolution conservatrice**. Il s'ensuit alors une forte réduction de l'intervention de l'Etat dans la vie économique. Parallèlement, à partir de 1989, on assiste au passage à l'économie de marché de l'ex-Union soviétique et de ses pays satellites. Puis c'est la Chine et l'Inde, ainsi que plusieurs pays d'Amérique latine qui engagent d'importantes réformes économiques et entrent de plein pied dans la mondialisation libérale.

[104] « Pétrole : le prix du baril de brut pourrait atteindre 200 dollars », *Le Monde* du 9 mai 2008.
[105] « Vers le baril de pétrole à 80 dollars ? » , *Le Monde* du 9 septembre 2008.

A – Le retour du libre marché

Aux Etats-Unis, sous l'impulsion de Ronald REAGAN (1911-2004) [106] président des Etats-Unis de 1981 à 1989, de nombreuses activités économiques jusque là soumises aux contrôles de commissions étatiques (transports aériens, télécommunications, etc.) sont libérées de tout carcan. REAGAN était pour les réductions d'impôts, pour un État minimal (sauf en matière de défense), pour une déréglementation en matière de droit des sociétés et il soutenait vivement la libre-entreprise. On parle de **supply-side economics** (économie de l'offre) et même parfois de « **Reaganomics** » pour qualifier ces politiques dont les économistes s'accordent généralement à reconnaître qu'elles mirent fin à l'inflation et au chômage (mais pas au déficit budgétaire qui au contraire s'accrut).

En Grande-Bretagne, le caractère idéologique de la contre-révolution conservatrice va peut-être encore plus loin, puisque Margaret THATCHER, premier ministre britannique de 1979 à 1990, s'attache à démanteler l'ensemble du *Welfare state* mis en place par les gouvernements travaillistes, permettant ainsi à son pays de sortir de la crise économique et de renouer avec la croissance, non sans avoir cassé durablement le pouvoir néfaste des syndicats.

De nombreux pays suivent alors ces exemples : la Nouvelle Zélande, mais aussi divers pays « émergents », tels l'Inde, qui renonce définitivement à la **planification** étatique de son économie et plus encore la Chine, qui à partir de 1989 se développe à une vitesse très rapide (taux de croissance proche voire parfois supérieur à 10% par an), accède à l'OMC en 2001 et semble devoir s'imposer à terme comme la seconde puissance économique mondiale.

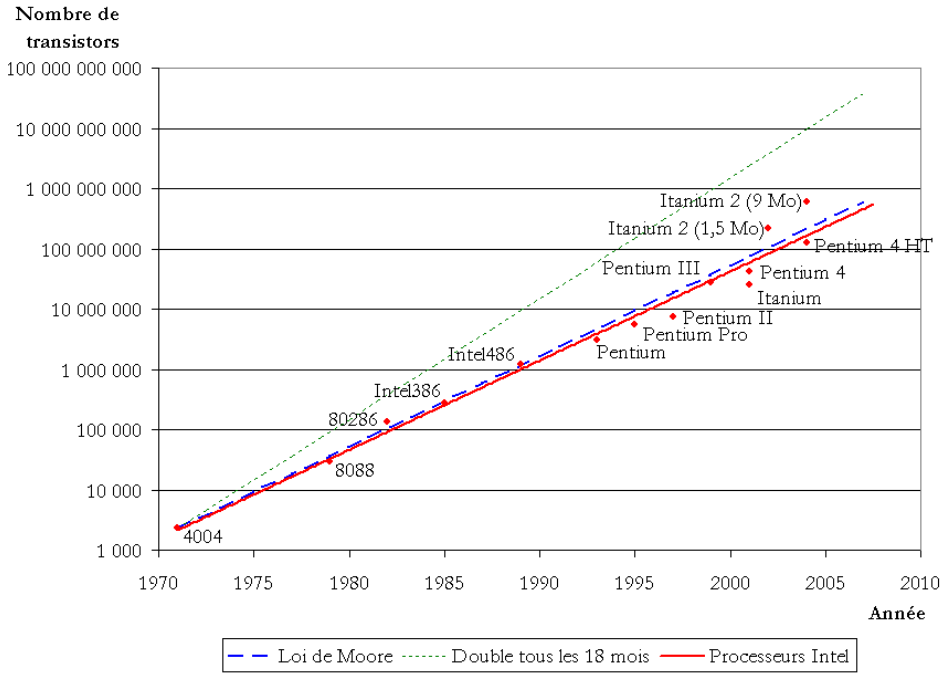
B – Le choc technologique des années 1990

Internet est né en 1969 sous l'impulsion du département américain de la défense. Le réseau, qui s'appelait alors ARPANET, devait assurer les échanges d'informations électroniques entre les centres névralgiques américains dans le contexte de la guerre froide.

Mais c'est en mars 1993 qu'apparaît **MOSAÏC** le premier des navigateurs grand public, doté d'une interface graphique, inventé par Marc ANDREESSEN. C'est alors que l'**Internet commercial** tel qu'on le connaît aujourd'hui va prendre un envol exponentiel, tandis que la puissance de calcul des ordinateurs double environ tous les 18 mois (**loi de MOORE**) et que le débit de transmission des données ne cesse de s'accélérer.

[106] Lorsqu'en 1994 il se sut atteint de la Maladie d'ALZHEIMER et bien que n'étant plus président, il en informa le pays par une lettre écrite : "*I now begin the journey that will lead me into the sunset of my life. I know that for America there will always be a bright dawn ahead. Thank you, my friends. May God always bless you*." C'est à lui que l'on doit la célèbre phrase : « *Government is not the solution to the problem, government is the problem* ».

La loi de MOORE



Source : http://upload.wikimedia.org/wikipedia/fr/a/a4/Loi_de_Moore.png

C'est la naissance de la **nouvelle économie**, largement basée sur la connaissance (on a parlé à cet égard de **capitalisme cognitif**), qui va relancer la croissance économique un peu partout dans le monde. Après avoir marqué un coup d'arrêt à la suite de l'explosion de la **bulle Internet** en mars 2000, l'essor du secteur des nouvelles technologies reprend de plus belle depuis le milieu des années 2000, confirmant les théories de Joseph SCHUMPETER sur le rôle des grappes d'innovations dans les cycles longs (voir le graphique).

D'autres innovations prometteuses semblent indiquer que la révolution technologique n'en est qu'à ses débuts. Citons à cet égard trois événements particulièrement symboliques :

- En juin 2000 : Le président Bill CLINTON et le premier ministre Tony BLAIR annoncent dans une déclaration commune depuis la Maison-Blanche, **l'achèvement du séquençage du génome humain**, au terme d'une course au finish entre un consortium international public (Human Genome Organization) et une entreprise privée, *Celera Genomics*, dirigée par l'homme d'affaires américain Craig VENTER.
- **Mise en service du LHC** (Large Hadron Collider, «Grand Collisionneur Hadronique ») le 10 septembre 2008, d'un accélérateur de particules construit par le CERN (acronyme de Conseil Européen pour la Recherche Nucléaire) à la frontière franco-suisse et qui sera le plus grand accélérateur de particules du monde. Les scientifiques en attendent d'importantes avancées au niveau de la physique[107].

[107] Le LHC est le plus grand accélérateur de sous-particules du monde (précédemment c'était le TEVATRON développé par le FERMILAD aux Etats-Unis). Le LHC comprend un tunnel circulaire de

- **Reprise des projets d'exploration spatiale** aux Etats-Unis (qui devraient déboucher sur une mission habitée vers MARS à l'horizon 2030), talonnés par la Chine qui espère combler son retard dans ce domaine avant 2030.

4 – La prise de conscience écologique

A - Une prise de conscience récente

La **catastrophe de BHOPAL** en Inde (1984), les marées noires à répétition, puis à partir de la fin des années 1980 la perspective d'un réchauffement climatique lié aux rejets croissants d'oxydes de carbone dans l'atmosphère (rejets causés par la combustion du pétrole et son utilisation par l'industrie automobile) ont attiré l'attention sur le **caractère souvent antinomique entre la croissance économique et l'équilibre écologique de la planète**.

Le **rapport STERN**[108], du nom d'un ancien économiste en chef de la Banque Mondiale, Nicholas STERN, préparé pour le Premier ministre britannique d'alors, Tony BLAIR et le ministre des Finances Gordon BROWN (depuis devenu premier ministre), a été publié en octobre 2006 et évalue les conséquences économiques de l'immobilisme politique face au réchauffement global. Selon un article publié dans le Nouvel Observateur[109] : « *le rapport souligne qu'une action internationale immédiate pour stabiliser les émissions de gaz à effet de serre à l'origine des changements du climat planétaire aurait des retombées économiques bien supérieures au coût des mesures prises en ce sens. Selon le rapport Stern, ne rien faire pour lutter contre le changement climatique risque d'entraîner une crise économique de l'ampleur de celle de 1929. […] Les données relevées par l'étude mènent à une conclusion*

---

27 km de circonférence enfoui à 100 m de profondeur. Il sert à produire des collisions de protons. Ces protons sont d'abord accélérés à environ 300 000 kms par seconde, une vitesse très proche de celle de la lumière avant d'entrer en collision. En réalisant cette expérience, les physiciens espèrent répondre à plusieurs questions :

- Le boson (classe spécifique de particules) de HIGGS (du nom du physicien anglais Peter HIGGS qui l'a postulé), chaînon manquant au Modèle standard de la physique existe-t-il ? En existe-t-il plusieurs? Si le boson de HIGGS était découvert grâce au LHC, HIGGS (79 ans en septembre 2008) pourrait devenir lauréat du prix Nobel. L'ironie veut que la thèse de HIGGS ait été censurée par le CERN quand HIGGS a publié son article dans les années 1960 …. Selon différents articles de presse, des expériences menées au FERMILAB, mais non publiées, auraient déjà confirmé l'existence du boson de HIGGS…
- Quelle est l'origine de la masse des particules ?
- Pourquoi les différentes particules élémentaires ont-elles des masses différentes ?
- A combien de décimales peut-on mesurer l'énergie et la masse des particules et notamment celle des quarks « top et bottom » ?
- Une énorme partie de l'énergie (masse) contenue dans l'univers (environ 27%) n'est pas constituée de la matière telle que nous la connaissons. Qu'est-ce donc ? (de la matière noire, de l'énergie noire, de l'antimatière ?)
- Existe-t-il d'autres dimensions cachées t/ou des « univers parallèles » comme le prédisent de nombreux modèles inspirés de la théorie des cordes, et si oui, peut-on les « voir » ?

Source : d'après Wikipedia, http://fr.wikipedia.org/wiki/Large_Hadron_Collider

[108] Le rapport intégral est disponible sur Internet : http://www.hm-treasury.gov.uk/independent_reviews/stern_review_economics_climate_change/stern_review_report.cfm

[109] http://permanent.nouvelobs.com/economie/20061031.OBS7626.html?idfx=RSS_notr , Le Nouvel Observateur du 1 novembre 2006.

simple: les bénéfices d'une action forte et rapide dépassent considérablement les coûts".

En octobre 2006, le film de David GUGGENHEIM, *Une vérité qui dérange*, met en scène Albert GORE, l'ancien vice-président des Etats-Unis et ex candidat malheureux à la présidence de ce pays en 2000, prix Nobel de la paix 2007. Ce film est un réquisitoire contre le réchauffement de la planète et un plaidoyer pour l'adoption de technologies et de sources d'énergie alternatives. Al GORE y dénonce aussi les dangers liés à la dégradation massive de l'environnement au cours du 20ème siècle et sa poursuite au 21ème siècle.

B - Les principaux dangers

1) Cyclones, ouragans, tsunamis et séismes

Selon le GIEC (Groupe d'experts intergouvernemental sur l'évolution du climat) , les pluies sont devenues plus importantes aux latitudes moyennes et hautes de l'hémisphère nord, et moins importantes dans les zones subtropicales de cet hémisphère.

a) Le phénomène el Niño

Ce phénomène est encore mal connu. On sait qu'il se caractérise par une élévation de la température de l'océan, qu'il semble devenir plus fréquent et en tous cas plus meurtrier du fait de l'augmentation de la population mondiale et de sa présence dans les zones exposées directement et indirectement. En 1997, El Niño provoqua des sècheresses et des feux de forêts en Indonésie, de fortes pluies en Californie et des inondations dans la région du sud-est des États-Unis. Vers la fin de décembre 1997, une tempête a déversé jusqu'à 25 cm de neige dans le sud-est des États-Unis. Des vagues atteignant jusqu'à 4 mètres de haut se sont abattues au sud de San Francisco. De violentes tempêtes engendrées par El Niño ont sévi en Floride. Ces tempêtes ont donné naissance à des tornades allant jusqu'à 400 km/h. De même, en juin 2002, El Niño a provoqué indirectement de violentes pluies d'orages (les pires des huit dernières décennies) au Chili, tandis que l'Australie subissait la plus grande sècheresse depuis un siècle. Des tempêtes meurtrières ont également ravagé la côte ouest des États-Unis (cinq journées entières de grosses pluies et de grands vents).

b) Les tsunamis

L'exemple récent du **Tsunami du 26 décembre 2004**, tremblement de terre sous-marin qui se traduit par un raz-de-marée, dont l'estimation a récemment alourdi et donne maintenant 300 000 morts (http://fr.wikipedia.org/wiki/Tsunami).

c) Katrina

Le 29 août 2005, un des ouragans les plus puissants et les plus étendus que les États-Unis aient jamais connu atteint les côtes de la Nouvelle-Orléans. La ville ayant été bâtie sous le niveau de la mer, il fallut tenter une évacuation d'urgence, tandis que d'immenses vagues allant jusqu'à 11 mètres de haut étaient observées. Après

le passage de l'ouragan, plusieurs États des États-Unis furent submergés par les eaux, notamment la Louisiane et La Nouvelle-Orléans, où des scènes de pillage furent retransmises à la télévision. Le bilan humain est de 1500 morts.

d) Nargis

Plus récemment encore, le **cyclone NARGIS** qui a ravagé la Birmanie au début du mois de mai 2008 et dont le bilan humain et matériel ne cesse d'être révisé à la hausse aurait fait 22 000 morts, environ 41 000 disparus et réduit à néant les infrastructures matérielles dans de nombreuses régions birmane, y compris dans la capitale Rangoon (estimations données AFP du 6 mai 2008). L'aide internationale s'organise mais s'annonce difficile, compte tenu du climat politique instauré par la junte militaire au pouvoir. La France a promis de verser la somme ridiculement basse de 200 000 euros et envoyé un bateau de vivres convoyé par Bernard KOUCHNER qui a promis avant de partir de surveiller que la distribution se fasse sans passe-droits.

e) Séismes

Le 12 mai 2008, la province chinoise du Sichuan a été frappée d'un séisme de magnitude 7,9 sur l'échelle de RICHTER[110]. Une puissante réplique de magnitude 6 a eu lieu 4 jours plus tard. Le bilan provisoire de ce séisme à la fin mai 2008 est d'environ 100 000 morts, parmi lesquels des milliers d'enfants morts dans l'écroulement de nombreuses écoles. La province du Sichuan compte environ 90 millions d'habitants. Les destructions massives ont fait plus de 5 millions de sans-abris. Des centaines de barrages ont été endommagés, avec parfois des ruptures et des inondations de villes. Selon le quotidien *Le Monde*[111] , « *La Chine a demandé aux Etats-Unis des images satellite pour faciliter la localisation des victimes et des dégâts sur les infrastructures. Pékin a aussi fini par accepter l'aide d'équipes étrangères* ».

La carte ci-après indique que l'épicentre du premier séisme est proche de la ville de Chengdu (5 millions d'habitants) dans la province du Sichuan[112].

Ce séisme nous rappelle que l'augmentation de la population mondiale la rend particulièrement fragile à ces catastrophes naturelles.

[110] Cette échelle a été élaborée en 1935 par Charles Francis RICHTER (1900-1985) sismologue américain donne la « magnitude d'un séisme », c'est-à-dire la quantité d'énergie dégagée au foyer. C'est une échelle logarithmique dont la formule est $\log A - \log A_0$ où A représente l'amplitude maximale relevée par le sismographe et A_0 une amplitude de référence. Ainsi, un séisme de magnitude 6 est environ dix fois plus puissant qu'un séisme de magnitude 5.

[111] « Chine : une violente réplique du séisme gêne la progression des secours » (Le monde du 16 mai 2008).

[112] L'épicentre précis est la ville de Yingxiu, proche de Chengdu.

Ainsi, depuis un siècle, 5 des séismes les plus meurtriers de la planète se sont produits en chine (voir tableau ci-après), pays le plus peuplé du monde

Tremblements de terre les plus meurtriers depuis un siècle

Date	Pays	Nombre approximatif de morts	Région
16/12/1920	Chine	Plus de 100 000	Gansu
01/09/1923	Japon	143 000	Tokyo
22/05/1927	Chine	200 000	Xining
26/12/1932	Chine	70 000	Gansu
30/05/1935	Pakistan	50 000	Quetta
05/10/1948	Turkménistan	110 000	Ashgabat
31/05/1970	Pérou	66 800	Chimbote
28/07/1976	Chine	240 000 à 700 000	Tangshan
21/06/1990	Iran	45 000	Zangan
26/12/2003	Iran	31000	Bam
26/12/2004	Indonésie	Plus de 220 000	Sumatra
08/10/2005	Pakistan	Plus de 75 000	Nord Pakistan
28/12/2006	Italie	70 000 à 100 000	Messine
12/05/2008	Chine	100 000	Sichuan

Source : Cette liste se fonde sur des estimations données dans Wikipédia, ainsi que sur des données publiées par les agences de presse au moment du séisme du Sichuan de mai 2008. Elle ne tient pas compte des nombreux autres tremblements de terre dont le nombre estimés de morts est inférieurs à 30 000.

2) La fonte des banquises et le recul des glaciers

Plusieurs études indiquent que les banquises sont en train de se réduire. D'une part des observations satellites montrent que ces banquises perdent de la superficie dans l'océan Arctique (pôle nord). D'autre part, un amincissement de ces banquises, en particulier autour du pôle nord, a été observé. Selon des informations rapportées par le Journal « Le Monde, « *En 2005, un rapport d'évaluation de l'impact climatique en Arctique estimait une fonte annuelle de la calotte glaciaire de l'ordre de 0,14 mm par an. Un nouveau rapport commandé par la World Wild Fund for Nature (WWF) et publié jeudi 24 avril 2008 indique que la calotte glaciaire arctique subirait une fonte annuelle de l'ordre de 0,5 mm par an. Soit une fonte quatre fois plus rapide que celle calculée* » (Le monde du 24/04/2008, « Une fonte de plus en plus rapide »)

La plupart des glaciers montagnards sont également en phase de recul. Les glaciers de l'Himalaya reculent rapidement et pourraient disparaître dans les cinquante prochaines années.

3) Montée des eaux

L'accroissement observé est d'environ 1 à 2 centimètres par décennie. Certaines îles de l'océan Pacifique ou de l'océan Indien s'inquiètent déjà d'une montée continuelle des eaux, qui pourrait à terme les submerger complètement. Le niveau monte actuellement essentiellement à cause de l'expansion de l'eau avec la chaleur, mais si la fonte des glaciers et des banquises se poursuit, le niveau des eaux de mer pourrait monter dans des proportions beaucoup plus importantes.

4) Le réchauffement lié à l'émission de gaz à effet de serre

Le réchauffement climatique ou réchauffement global (de l'anglais global warming), est l'augmentation à l'échelle mondiale et sur plusieurs années, de la température moyenne des océans et de l'atmosphère. Il s'agit plus précisément du changement climatique observé depuis le dernier quart du 20ème siècle. Selon la plupart des scientifiques, ce réchauffement global est d'origine humaine, c'est-à-dire lié à la pollution engendrée par une croissance économique vorace en ressources et génératrice de déchets et de nuisances. Beaucoup de scientifiques établissent un lien entre ce réchauffement global et les dérèglements climatiques et géologiques précédemment mentionnés, en particulier la fonte des banquises et des glaciers, ainsi que la fréquence et l'ampleur accrue des cyclones. Par ailleurs, l'accroissement sans précédent de la population humaine et sa répartition sur le globe laissent présager des catastrophes écologiques de grande ampleur dans les décennies à venir.

5) Les risques d'épidémies massives

S'il existe désormais un traitement réellement efficace contre la peste, ce n'est pas encore le cas pour des épidémies telles que celle du **SIDA** (Syndrome d'immunodéficience acquise) ou celle de la **grippe aviaire** (si le virus se propage). Par ailleurs, il est probable que d'autres virus mortels vont apparaître dans les années qui viennent. **La communauté politique et scientifique internationale saura-t-elle faire face avec suffisamment de rapidité à ces menaces ?**

6) Chocs climatiques, épidémiques, technologiques et évolution économique

Nous avons vu au début de ce cours que des économistes comme Douglass NORTH attribuaient le passage du nomadisme à la sédentarisation au choc climatique de la fin de l'ère glaciaire. Pour NORTH, le néolithique serait ainsi la « première révolution industrielle ».

Nous avons vu ensuite, à plusieurs reprises, que Joseph SCHUMETER attribuait les cycles longs de KONDRATIEF à l'apparition de chocs technologiques, plus précisément à l'apparition de grappes d'innovations majeures, les dernières en date étant la révolution de l'information et celles des biotechnologies, qui toutes les deux sont loin d'avoir porté tous leurs fruits.

Aussi conclurons nous par une note optimiste, en citant encore une fois la phrase de Richard FRANCK « *Necessity is the mother of invention* » (Richard FRANCK, Northern Memoirs, 1694), en exergue du livre de Julian L. SIMON, The *Ultimate Resource* (1996). Autrement dit, plutôt que d'anticiper une catastrophe, il vaut mieux miser sur l'ingéniosité de l'espèce humaine qui saura toujours trouver des solutions aux problèmes qu'elle a elle-même créés par son expansion.

C - Le protocole de Kyōto

Actuellement deux traités internationaux concrétisent l'urgence d'une riposte collective aux défis posés par la dégradation de l'environnement :

- **la Convention-cadre des Nations unies sur les changements climatiques** (CCNUCC ou UNFCCC en anglais) a été ouverte à la ratification en 1992, et est entrée en vigueur le 21 mars 1994. Elle a été ratifiée par un nombre croissant de pays (189 pays dont les États-Unis et l'Australie à la date de 2007). Tous les pays membres de la convention climat ont pour objectif de stabiliser les concentrations de gaz à effet de serre dans l'atmosphère à un niveau suffisamment bas pour éviter les perturbations climatiques. Ils se sont engagés à publier le niveau de leurs émissions de gaz à effet de serre et à mettre en œuvre et des programmes nationaux contenant des mesures visant à atténuer les changements climatiques.

- **le protocole de Kyōto**, a été ouvert à ratification le 16 mars 1998. Il est entré en vigueur en février 2005. En 2007 156 pays l'ont ratifié, mais pas les États-Unis ni l'Australie (sauf depuis décembre 2007, lors de a Conférence de Bali, voir ci-après). Le protocole de Kyōto propose un calendrier de réduction des émissions des 6 gaz à effet de serre qui sont considérés comme la cause principale du réchauffement climatique des cinquante dernières années. Il comporte des engagements absolus de réduction des émissions pour 38 pays industrialisés, avec une réduction globale de 5,2 % des émissions de dioxyde de carbone d'ici 2012 par rapport aux émissions de 1990.

D – La conférence de Bali

Du 3 au 15 décembre 2007, la conférence de Bali, en Indonésie, fut la 13ème conférence des parties à la convention-cadre des Nations unies sur les changements climatiques (CCNUCC) et la 3ème réunion des parties au protocole de Kyōto.

Elle ne marque pas d'avancée décisive mais s'est tout de même conclu par l'adoption d'une « feuille de route de Bali » qui met en place un processus de négociation devant conduire, d'ici la fin 2009, à un accord global sur le régime de lutte contre le changement climatique pour la période s'ouvrant après 2012.

La conférence de Bali a également permis d'obtenir des avancées en matière de lutte contre la déforestation, d'aide des pays en développement dans leurs efforts pour s'adapter aux effets du changement climatique, et de transferts de technologies propres en direction de ces pays.

Enfin, la conférence de Bali a su donner une nouvelle impulsion à la mobilisation de la communauté internationale qui doit parvenir à un accord ambitieux de réduction des émissions des gaz à effet de serre et de stabilisation du réchauffement climatique avant 2010.

5 – Vers une recomposition du système financier mondial

Le retour au libre marché amorcé dans le dernier quart du 21ème siècle s'est accompagné d'une profonde recomposition du paysage financier américain et mondial.

En effet, le mouvement de déréglementation des années 1980 a largement touché les banques. De nouveaux instruments financiers sont apparus, fruit d'une innovation qualifiée « d'ingénierie financière » et longtemps saluée comme un des aspects les plus créatifs du processus d'innovation qui accompagna le développement de la nouvelle économie.

L'essor de la sphère financière n'ayant pas du tout été affecté par l'éclatement de la bulle spéculative de l'an 2000, il a fallu attendre l'été 2007 pour que se dessine une crise d'une ampleur insoupçonnée dont on ignore encore aujourd'hui si elle ne va pas conduire à une recomposition du capitalisme mondial et amorcer un nouveau tournant (mais lequel ?) dans la mondialisation.

A – Les nouveaux instruments financiers

Dès la fin des années 1970, la dérèglementation des marchés, et en particulier la dérèglementation des marchés financiers américains devait susciter une vague d'innovations financières visant à rendre «plus « liquide » les actifs et les risques et, par ces nouveaux moyens (titrisation, effet de levier, hedge funds), à faciliter la transformation de l'épargne en investissement.

1) La titrisation

La titrisation est une technique financière qui consiste à transférer des créances (hypothécaires ou autres) à des investisseurs, à travers une société ad hoc, transformant ces créances en titres financiers négociables sur le marché des capitaux.

Une telle titrisation s'opère en regroupant un portefeuille de créances de nature similaire (prêts immobiliers, prêts à la consommation, ...) que l'on cède alors à une structure communément appelée « SICAV » ou « FCP » en France et portant d'autres noms d'oiseaux ailleurs dans le monde. Rien n'oblige en fait à ce que les créances soient de nature similaire, ce qui permet de noyer certaines créances au sein de paquets plus globaux. En outre, une fois titrisée, une créance peut être combinée au sein d'autres actifs par des organismes de gestion de fonds.

La titrisation est née aux États-Unis dans les années 1980, puis a connu une expansion importante en Europe à partir des années 2000 (les SICAV ou FCP ont été créées en France depuis les années 1980 mais ne titrisaient pas les crédits immobiliers avant 2000).

Les deux sociétés de refinancement FANNIE MAE et FREDDIE MAC sont l'illustration exemplaire du phénomène de titrisation des créances hypothécaires. En effet, elles rachètent aux banques américaines leurs prêts et les revendent titrisés, d'où l'appellation de « refinancement ». Elles peuvent aussi donner leur garantie à la titrisation directe d'un prêt hypothécaire.

2) L'effet de levier

L'effet de levier consiste à recourir à l'endettement pour financer un projet dont le taux de rentabilité escompté est supérieur au taux d'intérêt de l'emprunt. Cette forme de financement s'est beaucoup développée grâce aux nouveaux instruments financiers issus de la titrisation et à bénéficié de la conjugaison de taux d'intérêt relativement bas alors même que les opportunités d'investissement profitable étaient nombreuse du fait de l'essor économique des années 1990.

3) Les hedge funds

Les hedge funds sont des sociétés qui proposent une gestion des fonds de leurs déposants, basée sur la prise de risque et l'effet de levier précédemment décrit. Ils sont apparus dans les années 1950 avec les activités de Alfred Winslow JONES[113], un ancien journaliste du magazine américain Fortune, puis découverts par le grand public à l'occasion de la dévaluation de la livre Sterling consécutive à l'intervention du financier milliardaire George SOROS[114]. En novembre 2007, près de 10 000

[113] Voir http://en.wikipedia.org/wiki/Alfred_Winslow_Jones.

[114] George SOROS est un financier américain d'origine hongroise qui devint célèbre, lors du mercredi noir (16 septembre 1992), en spéculant contre la livre sterling. La Banque d'Angleterre fut alors contrainte de sortir sa devise du Système Monétaire Européen. Selon la presse financière, la plus-value réalisée par SOROS fut d'environ 1,1 milliard de dollars. Grâce à ce coup porté à la finance anglaise, il devint très populaire Outre-Atlantique (et même en France quand il se mit à cracher dans la soupe libérale) et fut surnommé « l'homme qui fit sauter la Banque d'Angleterre ». Il renouvela ce type d'activité à plusieurs reprises et notamment lors de la crise financière asiatique de 1997. On se

hedge funds étaient recensés dans le monde pour une gestion globale d'environ 1 760 milliards USD (1 250 milliards d'euros). Les gestionnaires de ces fonds tentent en permanence de « décorréler » les performances de leur fond de l'évolution générale de la bourse. Ils interviennent pour cela sur tous type de support : marchés d'actions et d'obligations, devises, matières premières, immobilier (et en particulier prêts hypothécaires titrisés), entreprises non cotées et marché des œuvres d'art.

4) Les subprimes

Un « subprime » (de l'anglais « subprime loan ») est un crédit à risque, proposé à un emprunteur qui n'offre pas les garanties pour bénéficier du taux d'intérêt le plus avantageux (dit « prime rate »). Ce crédit immobilier est gagé sur le logement de l'emprunteur et se caractérise par un taux d'intérêt élevé, généralement indexé. « subprime » s'oppose à « prime », vocable que l'on retrouve dans « prime lending rate », taux d'intérêt accordé aux emprunteurs les plus fiables.

B – La crise des subprimes de l'été 2007

La crise des subprimes de l'anglais « subprime mortgage crisis ») a débuté en 2007. Selon l'ancien président de la FED, Alan GREENSPAN, mais aussi pour de nombreux commentateurs, elle est considérée comme la crise financière la plus sévère que le monde ait connu depuis la crise de 1929[115].

Si elle s'est véritablement transformée en crise financière mondiale à partir de l'été 2007, la crise des subprimes s'est en fait déclenchée au deuxième semestre 2006 avec le krach des prêts hypothécaires à risque aux États-Unis (les « subprimes »). Les premières déclarations publiques datent de février 2007, notamment avec l'annonce d'importantes provisions passées par la banque HSBC[116].

La crise des crédits subprimes américains a conduit à une défiance au niveau mondial envers les nouveaux instruments financiers décrits précédemment et notamment les créances titrisées qui comprennent une part plus ou moins grande de crédits hypothécaires, puis plus généralement envers les fonds d'investissement, dits « OPCVM »(ou « Organismes de Placement à Capital Variable » dont les SICAV monétaires) et enfin à l'endroit du système bancaire tout entier. Il s'agit fondamentalement d'un mouvement de **réévaluation du risque** et qui a conduit à une augmentation de l'aversion au risque.

Cette crise de confiance générale dans le système financier, a provoqué une **baisse très forte des indices boursiers**, ainsi que, peut-être, une **crise de liquidité bancaire**. Afin d'éviter toute contagion à l'économie réelle, les Banques centrales,

---

souvient que le premier ministre malaisien de l'époque Mahathir bin MOHAMAD accusa alors SOROS de spéculer sur le ringgit. Pour plus de détails sur la biographie de George SOROS, voir http://fr.wikipedia.org/wiki/Georges_Soros .

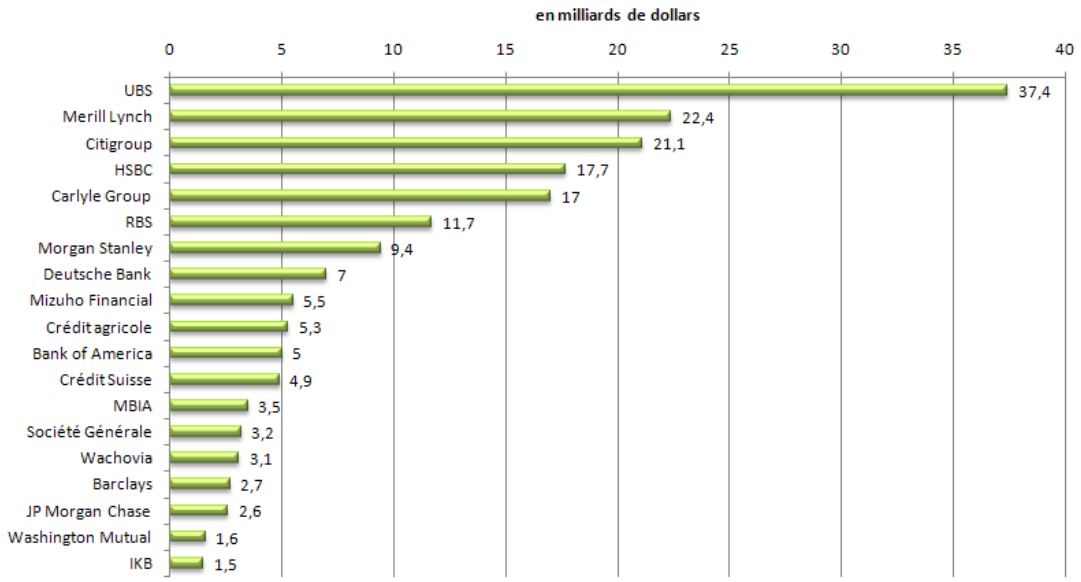
[115] Economic Downfall, Former Fed Chair Alan GREENSPAN gives his take on the Weakening Economy, http://abcnews.go.com/Video/playerIndex?id=5798760 (Interview du 15 septembre 2008).

[116] Le 8 février 2007 la banque HSBC avait lancé un "profit warning" en raison d'impayés immobiliers qui s'accumulaient dans ses comptes. La banque annonçait alors un relèvement de ses provisions pour créances immobilières douteuses à 10 milliards de dollars, soit 20 % au-dessus des estimations des analystes. Le cours du titre devait baisser très fortement à la suite de cette annonce.

tout particulièrement la FED et le BCE ont constamment veillé à injecter des liquidités dans le marché interbancaire, de façon à garantir l'accès à l'argent frais.

Depuis l'été 2007, la plupart des banques passent chaque trimestre des dépréciations de créances dans leur compte, afin d'assainir leurs bilans[117].

Les plus importantes dépréciations d'actifs depuis la crise des subprimes



Source : Le Monde, AFP, Financial Time

Afin de pouvoir « respecter les ratios de solvabilité du métier » et poursuivre leur activité (qui est de prêter aux ménages qui ont les moyens de rembourser, ainsi qu'aux entreprises [les banques sont beaucoup moins regardantes pour les prêts à l'activité économique, on se demande pourquoi]), elles ont tenté de reconstituer leurs capitaux propres dépréciés à cause des provisions pour perte, en procédant à des augmentations de capital[118]. Grâce à ces appels de capitaux, plusieurs fonds souverains, en particulier de pays asiatiques, ont ainsi pris des participations significatives au capital des principales grandes banques américaines.

Mais ceci n'a pas suffit à rétablir la confiance. En 2008, plusieurs grandes banques ont finalement été rachetées afin de sauver leur activité (BEAR STERNS et WASHINGTON MUTUAL par J.P. MORGAN et MERRILL par BANK OF AMERICA) , d'autres ont été nationalisées (NORTHERN ROCK en Grande-Bretagne, FANNIE MAE et FREDDIE MAC aux États-Unis[119]) . Enfin, on a laissé

[117] De l'été 2007 à l'été 2008, les banques du monde entier ont ainsi passé pour 500 milliards de dollars de dépréciations d'actifs, ce qui a fait chuter d'autant leurs capitaux propres. Ceci d'autant que le système de réassurance de ces produits, les rehausseurs de crédits, s'est révélé inefficace devant l'ampleur des risques à couvrir. Voir Wilipedia : http://fr.wikipedia.org/wiki/Crise_des_subprimes

[118] Pour un montant de 300 milliards de dollars de la mi-2007 à la mi-2008. Voir Wilipedia : http://fr.wikipedia.org/wiki/Crise_des_subprimes

[119] L'Assureur AIG a également été nationalisé. En Europe continentale, c'est le « bancassureur » FORTIS qui est partiellement nationalisée. .

certaines banques déclarer la faillite (LEHMAN BROTHERS, mais la liste devrait s'allonger). Ces différents événements sont détaillés dans la chronologie ci-après.

Ces difficultés bancaires ont-elles réellement entraîné un ralentissement des octrois de crédits à travers le monde ? Il est trop tôt pour dire si ce ralentissement est définitif ou simplement incantatoire (si les banques n'octroient plus de crédits, comment vont-elles gagner leur vie alors que déjà elles n'aiment pas prendre de risque et ne prêtent qu'aux riches ?).

À partir d'octobre 2007, l'attention se porte sur la banque d'affaires américaine MERRILL LYNCH, dont on sait qu'elle détient des quantités extrêmement importantes de créances hypothécaires douteuses. Le 29 octobre 2007, Stanley O'NEAL, le patron de MERRILL, est contraint de démissionner après l'annonce d'une perte de plus de 2 milliards de dollars par la banque.

C'est ensuite au tour de la plus puissante des banques américaines, CITIGROUP, qui détient également de très grandes quantités de créances douteuses, d'annoncer des pertes records. Son patron, Charles PRINCE, sera également contraint de démissionner.

Pourtant, l'ensemble des créances douteuses liées à l'excès organisé du crédit hypothécaire anglo-saxon ne semble plus pouvoir être absorbé par de simples mesures conjoncturelles. C'est ce que semble indiquer, le 15 septembre 2007, la demande d'aide d'urgence faite par la banque britannique NORTHERN ROCK à la Banque d'Angleterre. Cette demande crée une panique analogue à la faillite de la Banque Royale de LAW à l'automne 1720. On voit des centaines de clients faire la queue devant les succursales de la NORTHERN ROCK pour tenter de retirer leurs dépôts. La Banque d'Angleterre est alors contrainte d'intervenir en assurant publiquement qu'elle permettrait à NORTHERN ROCK de faire face à la totalité des retraits effectués. La déroute du système bancaire anglais est évitée.

C - De l'hiver à l'été 2008

La placidité des banquiers et autres dirigeants des institutions financières semble avoir déplu, sinon à l'opinion (par principe hostile), du moins aux marchés financiers, peu accoutumés à ce qu'on fasse fi de leur signaux.

Habitués aux « happy-end » financiers des 60 dernières années, les banquiers pensaient, non sans raisons, que l'ensemble des créances douteuses accumulées par la sphère financière n'exercerait pas plus d'effet sur leur situation personnelle que le fait de perdre une partie de Monopoly n'a d'impact sur la situation réelle des joueurs. Aussi ne se privaient-ils d'en rajouter à chaque interview, se disant qu'il est toujours bon de se lamenter avec la foule afin de ne pas attirer la foudre (et peut-être même d'en retirer du profit). La fin de l'année 2007 et le début de l'année 2008 se passèrent donc dans un climat d'expectative, jalonné par les habituelles prévisions contradictoires des experts autorisés.

Cependant, dès l'été 2008, des signes avant-coureurs s'amoncelaient et c'est bientôt, à partir de juin 2008, l'annonce de la faillite d'un ensemble d'institutions,

généralement liées au monde financier anglo-saxon, qui déclencha un début d'affolement.

D - Le « réchauffement global » du système financier à partir de l'été 2008

Toujours soucieux de profiter des circonstances, les banquiers français, pourtant peu exposés dans l'ensemble, ouvrent le bal. Le 24 janvier 2008, la Société Générale annonce une perte de 4,9 milliards d'euros, soi-disant liée au « débouclage » des positions frauduleuses de son trader Jérôme KERVIEL. Elle espère ainsi faire passer la pilule et profite de la circonstance pour annoncer le même jour des pertes liées aux "subprimes". Daniel BOUTON, alors PDG de la Générale, bien que se disant « effondré », n'imagine pas encore qu'on va tenter (sans succès jusqu'à présent) de le jeter dehors, à la demande du président de la République, lequel entend bien commander aux désordres de la finance mondiale.

Le 15 février 2008, la banque suisse UBS annonce une perte 12,4 milliards de francs suisses sur le seul quatrième trimestre 2007. Dans la presse financière atterrée, on peut alors lire que la banque helvétique est la banque européenne la plus touchée part la crise des subprimes, avec 44 milliards de dollars de dépréciations d'actifs.

Début mars 2008, la rumeur s'amplifie que la banque américaine BEAR STERNS connaît de graves difficultés financières liées aux créances douteuses qu'elle détient. Sa mise en faillite paraît imminente et l'on craint que cette faillite entraîne, par un effet de domino, celles d'autres institutions financières. Le gouvernement américain fait pression sur les autres banques de la place, pour trouver une solution honorable. Le lundi 18 mars, on apprend que c'est la banque J.P. MORGAN qui vient au secours de BEAR STERNS, mais grâce à des fonds prêtés par le trésor américain.

Mais c'est à partir de la mi-juin 2008 que les évènements les plus graves s'enchaînent. D'abord, la banque américaine BEAR STERNS, alors la cinquième banque d'investissement sur la place de Wall Street, annonce qu'elle doit fermer deux de ses "hedge funds" du fait de leur implication excessive dans les placements hypothécaires américains.

Le 13 juillet 2008, le secrétaire au Trésor, Henry PAULSON, annonce le soutien de l'Etat américain aux agences de refinancement immobilières FREDDIE MAC et FANNIE MAE car ces deux groupes garantissent plus de 5 000 milliards de dollars de crédits hypothécaires.

Le 29 juillet 2008, on apprend que la banque américaine MERRILL LYNCH a réussi à écouler (à perte) pour 30 milliards de dollars de créances hypothécaires douteuses. Pendant ce temps, le nombre de foyers américains qui déclare ne plus pouvoir rembourser leurs emprunts augmente[120], le nombre de maisons saisies et vendues aux enchères augmente aussi. Pour tenter de calmer les inquiétudes, le gouvernement américain annonce un plan de sauvetage de l'immobilier qui consiste à garantir pour 300 milliards d'emprunts à risque.

[120] C'est toujours comme cela : quand un sinistre fait l'objet d'une publicité dans les médias, et qu'on parle d'aider les sinistrés, cela augmente automatiquement le nombre de sinistrés, car les parasites viennent s'y ajouter comme la vérole sur le bas clergé.

Début août 2008, la banque française BNP Paribas annonce à tout hasard qu'elle va devoir suspendre les retraits dans ses fonds spéculatifs qu'elle a imprudemment exposés aux "subprimes" avec l'argent des particuliers. En d'autres termes, ceux qui ont placé l'argent dans ses fonds ne pourront plus les retirer. Face à ce bluff qui risque de créer une panique sans précédent depuis 1929, la Banque Centrale Européenne, la Banque d'Angleterre et la Banque Nationale Suisse décident intervenir d'urgence. Ainsi, dès le 9 août 2008, la Banque Centrale Européenne, présidée par Jean-Claude TRICHET, injecte 94,8 milliards d'euros dans le circuit interbancaire (un montant supérieur à celui décidé au lendemain des attentats du 11 septembre 2001 pour calmer les marchés).

Parallèlement, le 17 août, craignant que le resserrement du crédit ne crée les conditions d'une crise analogue à celle de 1929, la Banque fédérale américaine, annonce une baisse du taux d'intérêt directeur[121] qui passe à 5,75%.

Le 24 août 2008, Ben BERNANKE, directeur de la Réserve fédérale américaine, propose une évolution de la réglementation et de la supervision des banques. Dans la presse socialiste européenne, les commentaires vont bon train sur ce qui semble annoncer une « socialisation de la finance américaine ». Cette idée de la remise en question au plus haut niveau du capitalisme « ultra libéral » et de la finance « débridée » semble se confirmer lorsque le 7 septembre 2008, Henry PAULSON, le secrétaire américain au Trésor, annonce la mise sous tutelle de FANNIE MAE et de FREDDIE MAC, annonçant son intention d'investir 200 milliards de dollars dans ces deux géants du refinancement des créances hypothécaires.

Le 15 septembre 2008, on annonce que la banque d'affaires américaine LEHMAN BROTHERS est mise en faillite[122].

Le même jour, BANK OF AMERICA rachète la banque américaine MERRIL LYNCH dont on a vu qu'elle était en grave difficulté depuis l'automne 2007.

---

[121] Selon la définition de Wikipedia, qui est excellente, « *les taux directeurs sont les taux d'intérêt au jour le jour fixés par la banque centrale d'un pays ou d'une union monétaire, et qui permettent à celle-ci de réguler l'activité économique. Il existe trois taux directeurs (qui peuvent prendre des noms différents en fonction des pays) (du plus faible au plus élevé) : le* ***taux de rémunération des dépôts****, le* ***taux de refinancement*** *(« taux refi ») et le* ***taux d'escompte*** *ou taux du prêt marginal. Ces taux sont ceux auxquels sont rémunérés les excédents de liquidités des banques et institutions financières placés auprès de la banque centrale (taux de rémunération des dépôts), et le taux auquel peuvent emprunter ces mêmes agents économiques auprès de la banque centrale (taux de refinancement et taux d'escompte). Les taux directeurs permettent, en fixant le « coût de l'argent » sur le marché monétaire, de réguler l'investissement économique et ainsi d'encourager l'activité économique dans les périodes de creux, ou de freiner le sur-investissement (dans des projets non rentables) pendant les périodes de surchauffe inflationniste. Les taux directeurs influencent donc la croissance et le taux de change. Une hausse des taux directeurs peut mener vers une nouvelle appréciation de la devise concernée* ». http://fr.wikipedia.org/wiki/Taux_directeur

[122] À cette date, la liste des principaux créanciers et actionnaires de l'établissement révèle que ses 10 premiers créanciers (donc les plus touchés par sa faillite) sont : Citibank (138 milliards de dollars, dette obligataire) , Bank of New York Mellon (17 milliards, dette obligataire) , Aozora (463 millions, dette bancaire) , Mizuho Corp (289 millions, dette bancaire) , Citibank HK (275 millions, dette bancaire) , BNP Paribas (250 millions, dette bancaire) , Shinsei Bank (231 millions, dette bancaire) , UFJ Bank (185 millions, dette bancaire), Sumitomo Mitsubishi Banking (177 millions, dette bancaire) et Svenska Handelsbanken (140 million, lettre de credit). Source : Magazine « Challenge ».

Le 16 septembre 2008, AIG, ex-numéro un mondial de l'assurance, qui connaissait de graves difficultés à cause de ses activités dans l'assurance contre défauts d'obligations, est sur le point d'être mis en faillite. L'Etat américain choisit de le nationaliser pour éviter une crise systémique, ramenant au balcon tous les Cassandre du libéralisme.

Le 29 septembre 2008, on apprend que FORTIS, le géant Belge, luxembourgeois et Néerlandais de la bancassurance, en grave difficulté, est partiellement nationalisé par les gouvernements respectifs des pays précités. Concrètement, ces pays injecteront 11,2 milliards contre des participations de 49% dans chacune des trois filiales nationales[123].

Ce même jour, la presse économique annonçait que le gouvernement britannique reprenait les prêts douteux de la banque de prêt hypothécaire BRADFORD & BINGLEY (B & B), tandis que le géant bancaire espagnol SANTANDER reprenait les dépôts de clientèle de B & B ainsi que 200 succursales

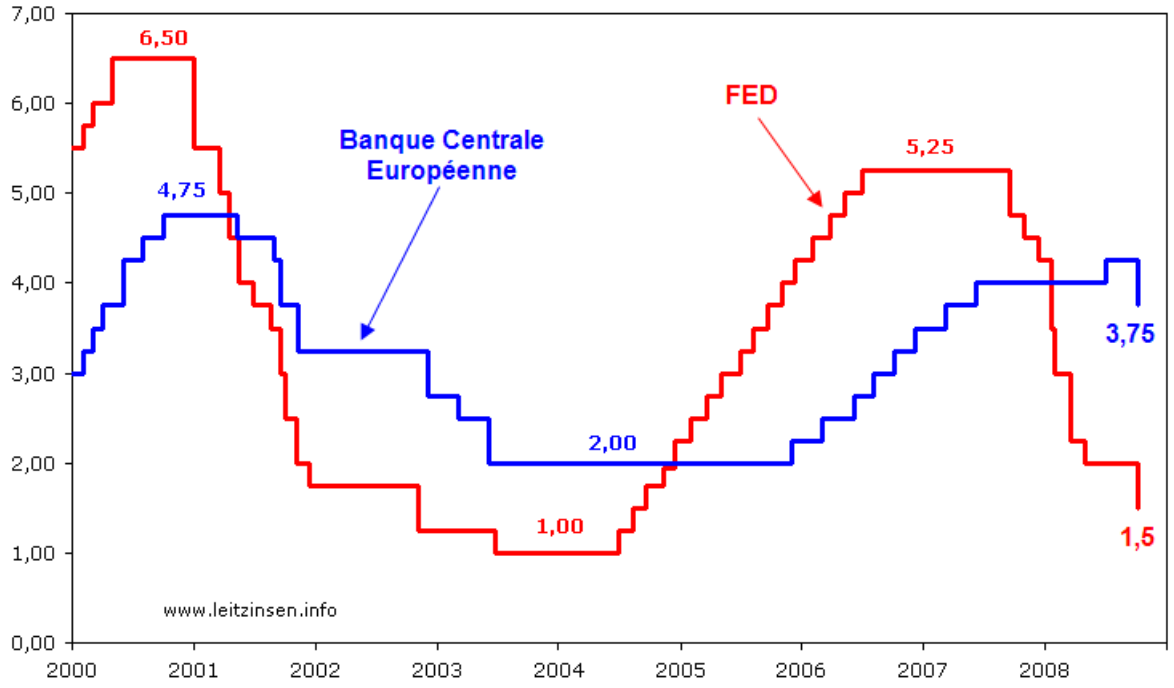
Le 30 septembre 2008, c'est la banque franco-belge DEXIA[124], spécialisée dans les prêts aux collectivités locales qui était renflouée par les gouvernements belges, luxembourgeois et français, qui décidaient d'injecter ensemble 6,4 milliards d'argent frais à financer par les contribuables (3 milliards pour la France, 3 milliards pour la Belgique et le reste pour le Luxembourg). Cette opération devait prendre la forme d'une augmentation de capital auxquels les 3 gouvernements devront souscrire à raison de 9,9 euros par action.

Beaucoup d'encre est aussi employée à commenter l'évolution des taux directeurs respectifs de la FED et de la BCE (voir graphique ci-après) et à tirer des plans sur la conjoncture.

[123] Mais cela ne suffira pas et on apprenait le 6 octobre 2008 que c'était finalement le groupe bancaire BNP PARIBAS qui reprenait FORTIS, sans débourser un centime d'euro mais en offrant aux Etats Belge et Luxembourgeois une participation dans BNP PARIBAS.

[124] DEXIA est né en 1996 de la fusion du Crédit Local de France et du Crédit Communal de Belgique. Les intérêts belges y sont majoritaires, même après l'opération de sauvetage.

Taux directeurs de la BCE (rouge) et de la Fed (bleu)



Source : www.leitzinger.info

E - Le plan PAULSON

Face à l'ampleur de la crise financière, et dans un contexte de campagne électorale, l'administration BUSH, en la personne du secrétaire au trésor Henry PAULSON[125] devait proposer un plan ambitieux destiné à rétablir la confiance et à assainir l'économie. Ce plan, qui avait l'appui de la Fed et bon gré malgré celui de Barack OBAMA et de John Mc CAIN, consistait à utiliser environ 700 milliards de dollars de fonds publics pour racheter les créances douteuses des banques et éviter ainsi la débâcle des institutions financières.

Par ce plan, le Trésor américain entendait débarrasser les banques de leurs créances douteuses (qualifiées d'actifs « toxiques ») à l'origine de la crise. Il s'agissait de restaurer la confiance dans le système financier. En échange de cette action l'Etat obtenait des titres de propriété dans les banques aidées (d'où l'expression de « Nationalisation » des banques). Si le système financier se redresse, le Trésor américain devrait encaisser des bénéfices, et peut-être même revendre à profit ses titres. L'Etat est aussi tenu par le plan PAULSON d'assouplir les modalités des prêts rachetés, ceci afin de soulager les emprunteurs propriétaires de maisons menacées de saisies. Les sommes devaient être octroyées en trois étapes : 250 milliards de dollars immédiatement accordés au Trésor, 100 milliards octroyés, si nécessaire, à la demande du président, puis 350 milliards sujets à un nouveau vote du Congrès. Deux comités externes étaient chargé de surveiller la façon dont auraient été dépensées ces sommes qui devaient essentiellement servir à racheter les actifs douteux des banques.

[125] Voir la biographie de Henry PAULSON sur Wikipedia : http://fr.wikipedia.org/wiki/Henry_Paulson .

Cependant, le plan PAULSON devait **dans un premier temps** être rejeté par la Chambre des Représentants le lundi 29 septembre 2008, par 228 voix contre et 205[126].

Dans un discours prononcé le 30 septembre, le président BUSH insistait alors sur l'urgence de trouver une solution alternative au plan PAULSON, solution sans laquelle, selon lui, la crise ne pourrait que s'aggraver. Il faisait ainsi, au grand dam de ces nombreux ennemis, l'unité des deux candidats autour de la nécessiter d'adopter le plan de sauvetage.

Le 1er octobre 2008, un texte amendé était **finalement adopté** à une large majorité (74 voix contre 25) par le Sénat américain tandis que la Chambre des Représentants l'adoptait aussi le vendredi 4 octobre 2008 par 263 voix contre 171.

La seconde mouture du plan PAULSON diffère légèrement de la première sur **deux points principaux** : **d'une part**, la garantie des dépôts bancaires passe de 100 000 dollars à 250 000 dollars et **d'autre part**, environ 150 milliards de crédits d'impôts et autres aides diverses ont été ajoutés aux 700 milliards de dollars de ressources accordées au Trésor pour stabiliser le système financier.

F - Remise en cause du capitalisme et de la mondialisation ?

Vues d'Europe, ces interventions stabilisatrices de la part de l'Etat Américain dans la sphère financière, que semblent cautionner les républicains tout autant que les démocrates, sonnent le glas du capitalisme libéral fondé sur un développent sans précédent de la mondialisation qui en l'espace d'un quart de siècle a permis à plus de 2 milliards d'habitants des pays en développement de sortir de la pauvreté dans laquelle les mirages du marxisme et de la planification les avait plongé.

L'avenir dira qui avait raison, et si ce n'est pas au contraire vers une plus grande transparence des marchés que l'on se dirige, mais il est certain que les défenseurs du libéralisme restent nombreux aux Etats-Unis, comme en témoignent les fortes réticences à utiliser l'argent des contribuables pour venir à la rescousse des institutions financières devenues imprudentes. Une interview d'Alan GREENSPAN en date du 15/09/2008 sur la chaîne de télévision ABC en dit long[127]. Questionné sur ce que signifiait ces interventions étatiques dans l'économie et jusqu'où elles iraient, celui-ci répondait en substance qu'il s'agissait d'interventions nécessaires face à une

---

[126] Par ce plan, le Trésor américain voulait débarrasser les banques de leurs créances douteuses (qualifiées d'actifs « toxiques ») à l'origine de la crise. Il s'agissait de restaurer la confiance dans le système financier. En échange de cette action l'Etat devait obtenir des titres de propriété dans les banques aidées. Avec le redressement institutions financières escompté, le Trésor américain aurait touché les bénéfices, et peut-être même revendu à profit ses titres. L'Etat était aussi tenu par le plan PAULSON d'assouplir les modalités des prêts rachetés pour soulager les emprunteurs propriétaires de maisons menacées de saisies » . Les sommes auraient été octroyées en trois étapes : 250 milliards de dollars immédiatement accordés au Trésor, 100 milliards octroyés, si nécessaire, à la demande du président, puis 350 milliards sujets à un nouveau vote du Congrès. Deux comités externes auraient surveillé la manière dont auraient été dépensées ces sommes qui devaient essentiellement servir à racheter les actifs douteux des banques.

[127] Economic Downfall, Former Fed Chair Alan GREENSPAN gives his take on the Weakening Economy, http://abcnews.go.com/Video/playerIndex?id=5798760 (Interview du 15 septembre 2008).

série d'événements sans précédent depuis la crise de 1929. Lorsque le journaliste qui menait l'entretien lui demanda pourquoi on aide les banques et non les constructeurs automobiles, il répondit qu'il ne s'agissait pas **d'aider** les banques, mais de **stabiliser à titre ponctuel et exceptionnel** le système tout entier… et que **d'aider** les constructeurs automobiles ne ferait que soustraire à une épargne déjà peu abondante les ressources par ailleurs nécessaires à la croissance d'une économie de marché qui ne s'est jamais aussi bien portée …..

Un raisonnement réellement libéral, certes mené à postériori, soulignerait que jusqu'à présent les marchés financiers ont été **très peu concurrentiels**, en dépit de l'image qu'ils ont dans le public les médias, et que c'est ce qui a engendré la crise actuelle, dont on ne sortira que par davantage de concurrence et non pas par plus de réglementation. En effet :

- **La création monétaire est le monopole des banques centrales.** Les banques de second rang ne peuvent créer de la monnaie que dans les limites qui sont définies par les taux directeurs et divers autres instruments de politique monétaire aux mains des banques centrales. Un système véritablement concurrentiel voudrait que la création monétaire ne soit ni centralisée, ni monopolisée. Dans ce dernier cas, une situation où toutes les banques du monde se retrouveraient en difficulté au même moment serait impossible car la sanction d'une gestion imprudente serait immédiate et toujours localisée au niveau de la seule banque coupable. Par exemple, à supposer évidemment que les pratiques soient transparentes, les déposants surveilleraient leurs banquiers avec la même assiduité que les voisins d'une banlieue de retraités se surveillent entre eux et la sanction d'une mauvaise gestion serait le retrait immédiat des dépôts. Rien n'empêche d'ailleurs qu'une réglementation soucieuse du consommateur interdise les concentrations bancaires puisqu'il existe bien une législation sur la concentration excessive dans l'industrie et les services non financiers.
- **Les interventions en temps réel sur les marchés financiers sont concentrées dans les mains d'un petit nombre de « traders » qui d'ailleurs ne travaillent pas « 24 heures sur 24 », loin s'en faut.** On s'imagine à tort que les marchés financiers fonctionnent sur un mode qui se rapproche de l'idéal de la concurrence pure et parfaite, mais on en est loin. Les particuliers, même fortunés, même connectés à internet, ne peuvent acheter et vendre des titres qu'en passant par un organisme spécialisé, agréé, qui emploie des traders, seuls qualifiés pour effectuer des transactions directes sur les marchés, et uniquement aux heures syndicales d'ouverture. Un système réellement concurrentiel voudrait que tout un chacun puisse intervenir en temps réel et 24 heures sur 24 sur n'importe quel marché financier. C'est évidemment possible avec les nouvelles technologies. On aurait alors des marchés financiers réellement efficients, ce qui réduirait l'ampleur des fluctuations (mais cela ne ferait pas l'affaire des traders et des banquiers qui n'auraient plus aucune avance sur la masse des intervenants et ne pourraient plus de se fait s'en mettre plein dans les fouilles)[128].

[128] Ainsi, par exemple, la pratique des ventes à découvert quand le marché est baissier ou la pratique des achats à découvert quand le marché est haussier, amplifient les fluctuations quand cette possibilité n'est ouverte qu'aux seuls camarades syndiqués (ayant donc un pouvoir de marché et entraînant à leur suite des mouvements de panique), alors que cette même pratique serait

Le lundi 13 octobre 2008, à la suite de divers plans de soutient de l'activité interbancaire et des crédits hypothécaires annoncés par les gouvernements de l'Eurogroupe (dont le montant total est évalué à près de 1 700 milliards d'euros), les marchés financiers semblaient se ressaisirent (définitivement ?) et enregistraient des hausse historiques de leurs indices (plus de 11,81% pour le NASDAQ aux Etats-Unis et en Europe pour la seule journée du 10 octobre 2008[129]).

stabilisatrice (et donc réduirait les fluctuations de cours) si tout un chacun pouvait y recourir *en temps réel* de chez lui, à partir de son PC (ou de son MAC) connecté à Internet.

[129] Le CAC 40 enregistrait une hausse de 11,18 % à 3 531,50 points pour la seule journée du 18 octobre, dont les traders étaient seuls à bénéficier, pour l'avoir, tout comme les baisses antérieures, impulsée. Les jours suivants, la masse des retraités, plumée pendant les mois précédents, devait se remettre à acheter. Sur des marchés financiers réellement concurrentiels, où les prix sont fixés par le marché et non par un petit nombre d'acteurs, aucun agent, ni aucun groupe d'agent, ne peut individuellement exercer d'influence sur les évolutions.

Chapitre 12
Les théories macroéconomiques contemporaines

Les 3 causes de l'inflation selon Milton FRIEDMAN :

- *"**la première**,..., consiste à dire que le gouvernement se trouve dans l'obligation d'augmenter ses dépenses alors qu'il n'est pas en mesure d'augmenter officiellement les impôts. Il est amené alors à appliquer une forme d'imposition indirecte, à travers l'inflation."*
- ***la seconde raison**,..., tient à l'objectif du plein-emploi, qui a donné lieu à la politique du même nom"*
- ***la troisième**,.., tient aux erreurs commises par les banques centrales. Les dirigeants des différentes banques centrales (...) ont pensé qu'ils devaient s'occuper des taux d'intérêt alors que leur tâche consiste en fait à contrôler la quantité de monnaie."* (Milton FRIEDMAN, Inflation et systèmes monétaires, 1969)

0 - Introduction
1 - Les keynésiens orthodoxes et le modèle IS/LM
    A - Les idées essentielles
    B - Le modèle IS/LM
        1) Explication de la courbe IS
        2) Explication de la courbe LM
        3) L'équilibre de sous-emploi
    C - Les politiques économiques dans le modèle IS/LM
        1) La politique budgétaire
        2) La politique monétaire
    D - Approfondissements et controverses
        1) L'effet KEYNES
            a) Un retour automatique à l'équilibre est-il possible ?
            b) En quoi consiste l'effet Keynes ?
        2) La trappe à liquidité
        3) L'inélasticité de l'investissement au taux d'intérêt
        4) L'effet PIGOU
        5) La controverse sur l'efficacité des politiques
            a) L'inefficacité de la pol. monét. pour les keynésiens orthodoxes
            b) L'inefficacité de la pol. budgétaire pour les monétaristes
        6) La courbe de PHILLIPS et l'inflation par les coûts
2 - Le monétarisme et l'école de Chicago
    A - Le revenu permanent
    B - Le chômage naturel et la courbe de PHILLIPS à long terme
3- Néo-keynésiens contre nouveaux classiques
    A - Les néo-keynésiens
    B - Les nouveaux classiques
        1 - La notion d'anticipations rationnelles
        2 - L'ajustement continu des marchés

0 – Introduction

Ce chapitre est consacré à la pensée macroéconomique contemporaine.

Schématiquement, on peut établir une filiation avec les deux grands courants qui se dessinent dans la pensée macroéconomique de l'entre deux guerres : le courant hérité de la tradition classique, d'une part ; celui porté par la révolution keynésienne d'autre part. Ainsi qu'on l'a déjà vu à l'occasion de l'étude de la pensée des économistes classiques, cette opposition remonte en fait aux origines de l'économie politique classique avec la controverse autour de la loi de SAY. Dans les deux décennies qui ont suivi les années 1940, on voit ainsi s'affronter deux écoles :

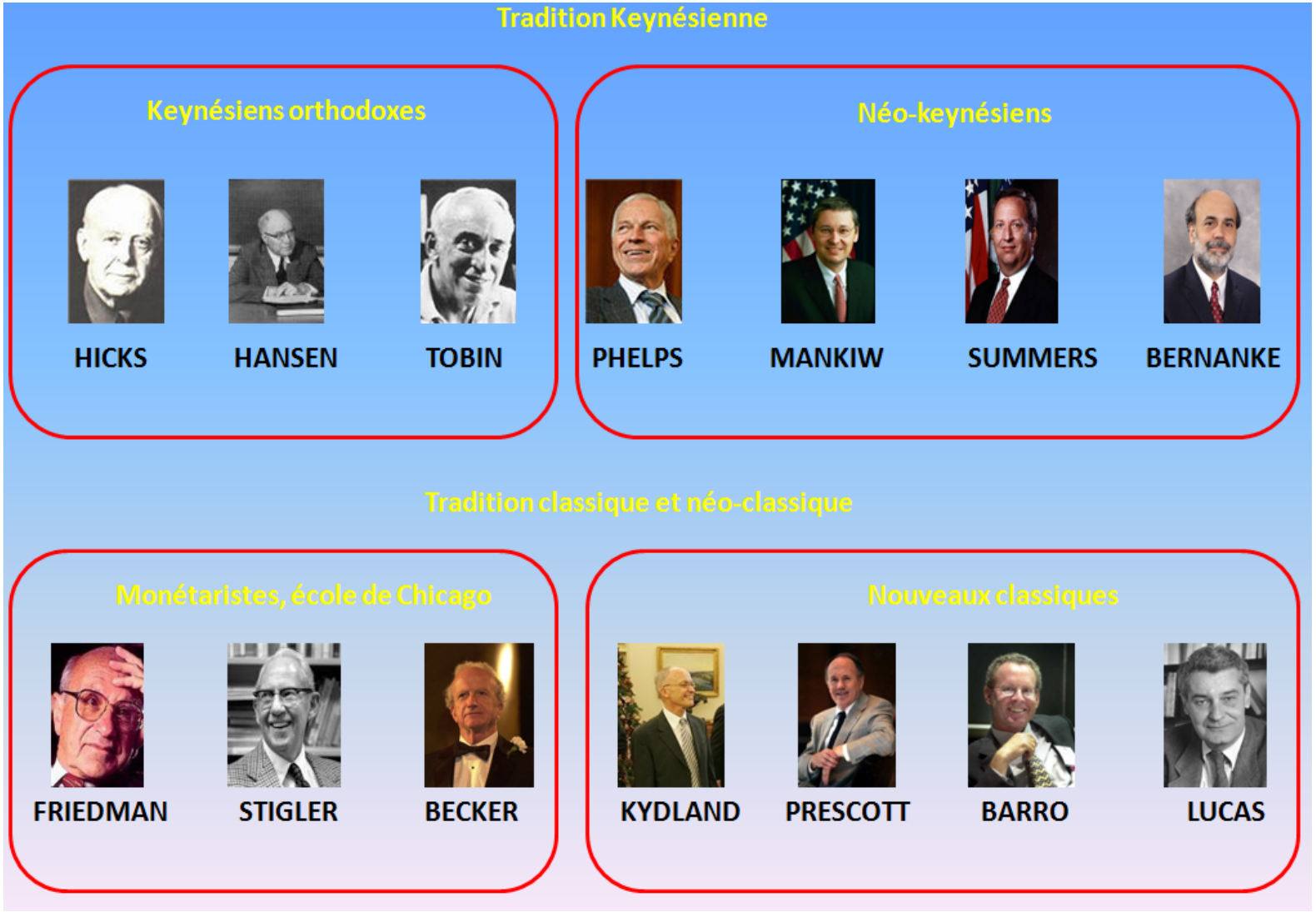
- **les keynésiens orthodoxes**, qui ont codifié l'analyse de KEYNES dans le schéma dit "IS-LM" (John HICKS [1904-1989, prix Nobel 1972]), Alvin HANSEN (1887-1975) et James TOBIN [1918-2002, prix Nobel 1981]).
- **les monétaristes** ou **économistes de l'école de Chicago**, dont le chef de file fut Milton FRIEDMAN, (1912-2006, prix Nobel d'Economie 1976) et dont les théories seront largement perçues comme une alternative à l'approche keynésienne orthodoxe.

Dès la fin des années soixante, cependant, ces deux approches se renouvellent et conduisent à une nouvelle opposition dans laquelle chaque camp semble faire sien les meilleurs arguments du camp opposé. On retrouve ainsi :

- **Les nouveaux classiques** qui revendiquent l'héritage monétariste, mais proposent en outre un retour à l'école néo-classique et plus précisément, ils proposent de donner des fondements microéconomiques à la macroéconomie Ils rejettent l'analyse IS-LM et lui préfèrent l'analyse dite "OG-DG" qui entend représenter l'économie toute entière au moyen d'une courbe d'offre globale et d'une courbe de demande globale. Les principaux d'entre eux sont Robert LUCAS (prix Nobel 1975), Robert BARRO, Finn E. KYDLAND (Université de Carnegie Mellon, prix Nobel 2004) et Edward C. PRESCOTT (prix Nobel 2004) entre autres.
- **Les néo-keynésiens** qui se veulent dans les prolongements de l'analyse des keynésiens orthodoxes, mais qui acceptent l'analyse OG-DG en essayant d'en tirer les conclusions keynésiennes quand à la lenteur de l'ajustement économique spontané et la nécessité pour l'Etat de corriger les insuffisances de l'économie de marché. Leurs principaux représentants sont Gregory MANKIW et Lawrence SUMMERS (Université de Harvard), Stanley FISCHER (MIT), Edmund PHELPS (Université de Columbia, prix Nobel 2006); Ben BERNANKE (successeur d'Alan GREENSPAN à la tête de la FED) et Joseph STIGLITZ (prix Nobel 2001) entre autres.

Il faut préciser avant de commencer que les concepts évoqués et brièvement présentés ici ne doivent pas être confondus avec un cours de macroéconomie. Il s'agit simplement de situer ces concepts dans l'histoire de la pensée (et de les situer sommairement avec d'inévitables simplifications). Pour une présentation analytique sérieuse et unifiée, il faut se rapporter aux cours dans lesquels ces concepts sont enseignés.

Quelques représentants éminents des principales écoles de pensée macroéconomiques contemporaines
(Hayékiens, post-kénésiens,néo-marxistes et proto-marxistes ne sont pas inclus – Ne cherchez pas de français, il n'y en a pas)



1 – Les keynésiens orthodoxes et le modèle IS/LM

Il s'agit des économistes qui ont prolongé l'œuvre de KEYNES. En effet, dès qu'elles furent connues, les idées keynésiennes se propagèrent avec une vitesse considérable et marquèrent durablement toute la génération des économistes de l'après-guerre, notamment aux Etats-Unis, où des universités comme HARVARD ne comptaient pratiquement que des économistes acquis aux problématiques keynésiennes.

L'une des raisons du succès des idées keynésiennes (outre qu'elles apparaissaient comme la réponse à la crise de 1929), fut qu'on leur donna une forme beaucoup plus pédagogique et accessible à un large public d'étudiants (la *Théorie Générale* est un livre brillant, mais très difficile, peu de lecteurs en viennent à bout[130]).

A – Les idées essentielles

Les idées essentielles qui caractérisent l'**école keynésienne orthodoxe** peuvent être résumées ainsi :

- **L'économie est intrinsèquement instable et sujette à des chocs erratiques**. Ces chocs proviennent principalement de variations de l'efficacité marginale du capital. Ces variations résultent elles-mêmes d'une modification de l'état d'esprit des chefs d'entreprise (les « esprits animaux » dont parlait KEYNES).
- **À la suite d'une crise, l'économie peut s'éterniser dans le sous-emploi** ou, ce qui revient au même, mettre très longtemps pour revenir spontanément au plein-emploi : "*À long terme, nous serons tous morts*" écrivait KEYNES. La lenteur de l'ajustement économique spontané nécessite l'intervention de l'Etat.
- **Le niveau de la production et celui de l'emploi dépendent essentiellement de la demande globale** et les pouvoirs publics peuvent influencer le niveau de la demande « effective » afin de garantir un retour plus rapide au plein-emploi.
- **La politique budgétaire est généralement préférée à la politique monétaire**, parce que les effets des mesures de politique budgétaire sont considérés comme plus directs, plus prévisibles et plus rapides que ceux de la politique monétaire. Ces convictions sont exprimées dans le modèle des keynésiens orthodoxes, ou « modèle IS–LM », que nous allons présenter brièvement.

---

[130] En dehors des très grands économistes contemporains, tels John R. HICKS ou Paul A. SAMUELSON, il est probable que seuls les spécialistes universitaires de KEYNES (ceux qui ont écrit une thèse ou des ouvrages sur son œuvre) et quelques esprits brillants, ont réellement lu et compris l'intégralité de la *Théorie Générale*. Cette remarque vaut probablement aussi pour l'œuvre de la plupart des grands économistes : Adam SMITH, RICARDO, etc. C'est important de le rappeler, car on a souvent l'impression contraire lorsque l'on observe la façon péremptoire avec laquelle les théories économiques sont traitées dans le grand public et les médias.

B – Le modèle IS/LM

Le modèle IS-LM, fut popularisé en 1939 par John HICKS[131] (1904-1989) et en 1949, par Alvin HANSEN[132] (1887-1975). Depuis lors, ce modèle forme la base de tous les manuels de macroéconomie. Ceci est peut-être en train de changer, mais les alternatives sérieuses sont assez peu populaires.

1) Explication de la courbe IS

Cette courbe décrit les combinaisons du taux d'intérêt et du revenu qui sont compatibles avec l'égalité entre l'épargne et l'investissement (voir figure).

- Son nom vient du fait que dans une économie fermée (sans échanges extérieurs), **l'investissement doit être égal à l'épargne**.
- **Cette courbe est décroissante** car dans l'analyse keynésienne, l'investissement est (toutes choses égales par ailleurs et notamment les anticipations des investisseurs) une fonction décroissante du taux d'intérêt.
    - **plus le taux d'intérêt est bas**, et plus les projets d'investissement dont l'efficacité marginale (profit escompté de l'investissement) est faible peuvent être entrepris. Donc, quand le taux d'intérêt baisse, l'investissement privé augmente, ce qui augmente le revenu par le jeu de l'effet multiplicateur.
    - **Plus le taux d'intérêt est élevé** et moins les projets d'investissement dont l'efficacité marginale (profit escompté de l'investissement) est faible peuvent être entrepris. Donc, quand le taux d'intérêt augmente, l'investissement privé baisse, ce qui réduit le revenu par le jeu de l'effet multiplicateur.

On peut démontrer que la **pente de la courbe IS** dépend de deux facteurs :

- **l'élasticité de l'investissement au taux d'intérêt**. Si l'investissement est très élastique au taux d'intérêt, toute variation du taux d'intérêt aura un fort impact sur l'investissement et la pente de la courbe IS sera faible (horizontale à la limite). Si au contraire l'investissement est faiblement élastique au taux d'intérêt, toute variation du taux d'intérêt n'aura qu'un faible impact sur l'investissement et la pente de la courbe IS sera forte (verticale à la limite)
- **l'importance de l'effet multiplicateur**. (quand i baisse, l'investissement augmente d'un montant donné, il s'ensuit un effet multiplicateur qui augmente Y d'un montant inversement proportionnel à la propension à épargner s=1-c). Plus s est faible et plus l'impact multiplicateur est fort et la courbe IS faiblement pentue (horizontale à la limite). Plus s est élevé et plus l'impact multiplicateur est faible et la courbe IS fortement pentue (verticale à la limite)

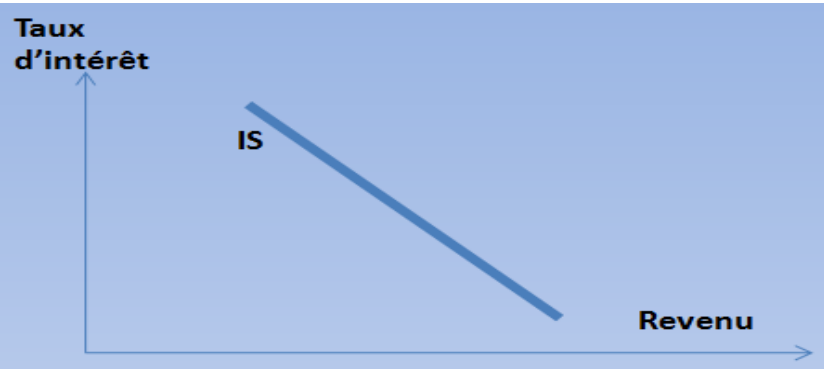
  En pratique, le cas qui nous intéressera plus particulièrement dans la suite est celui d'inélasticité de l'investissement au taux d'intérêt et donc celui d'une courbe IS verticale qui en résulte. La figure ci-après illustre néanmoins les différentes possibilités.

[131] John R. HICKS, 1939, *Mr. Keynes and the Classics: A suggested Interpretation*" , Econometrica.
[132] Alvin HANSEN, 1949, *Monetary Theory and Fiscal Policy* , McGraw-Hill

La courbe IS

Quand le taux d'intérêt baisse, l'investissement augmente et donc le revenu aussi. C'est pour cela que la courbe IS est normalement décroissante, mais cette « normalité » dépend de :

- l'élasticité de l'investissement au taux d'intérêt
- l'ampleur de l'effet multiplicateur

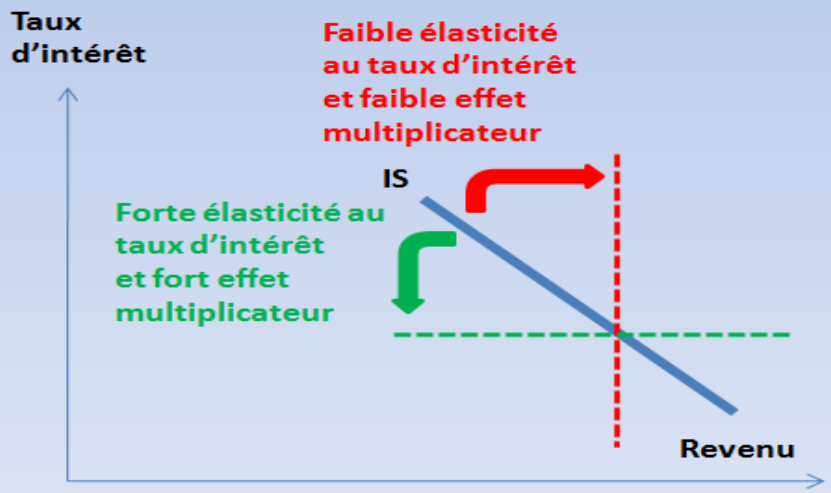


Si l'investissement est faiblement élastique au taux d'intérêt, la pente de la courbe IS augmente et IS peut devenir verticale à la limite (en dépit de l'effet multiplicateur qui ne pourra pas jouer).

Si l'effet multiplicateur est faible (s très élevé), la pente de la courbe IS augmente et peut devenir verticale (en dépit de l'impact du taux d'intérêt sur l'investissement qui sera peu ou pas relayé)

Si l'investissement est fortement élastique au taux d'intérêt, la pente de la courbe IS diminue et IS peut devenir horizontale à la limite

Si l'effet multiplicateur est fort (s très faible), la pente de la courbe IS diminue et peut devenir horizontale



Les droites en pointillés représentent les deux positions extrêmes de la courbe IS

2) Explication de la courbe LM

Cette courbe décrit les combinaisons du taux d'intérêt et du revenu qui sont compatibles avec l'égalité entre l'offre et la demande de monnaie. Son nom vient du fait que la demande de monnaie s'écrit *L* et l'offre de monnaie s'écrit *M*.

Nous avons vu que dans l'analyse keynésienne l'offre de monnaie était exogène et que la demande de monnaie :

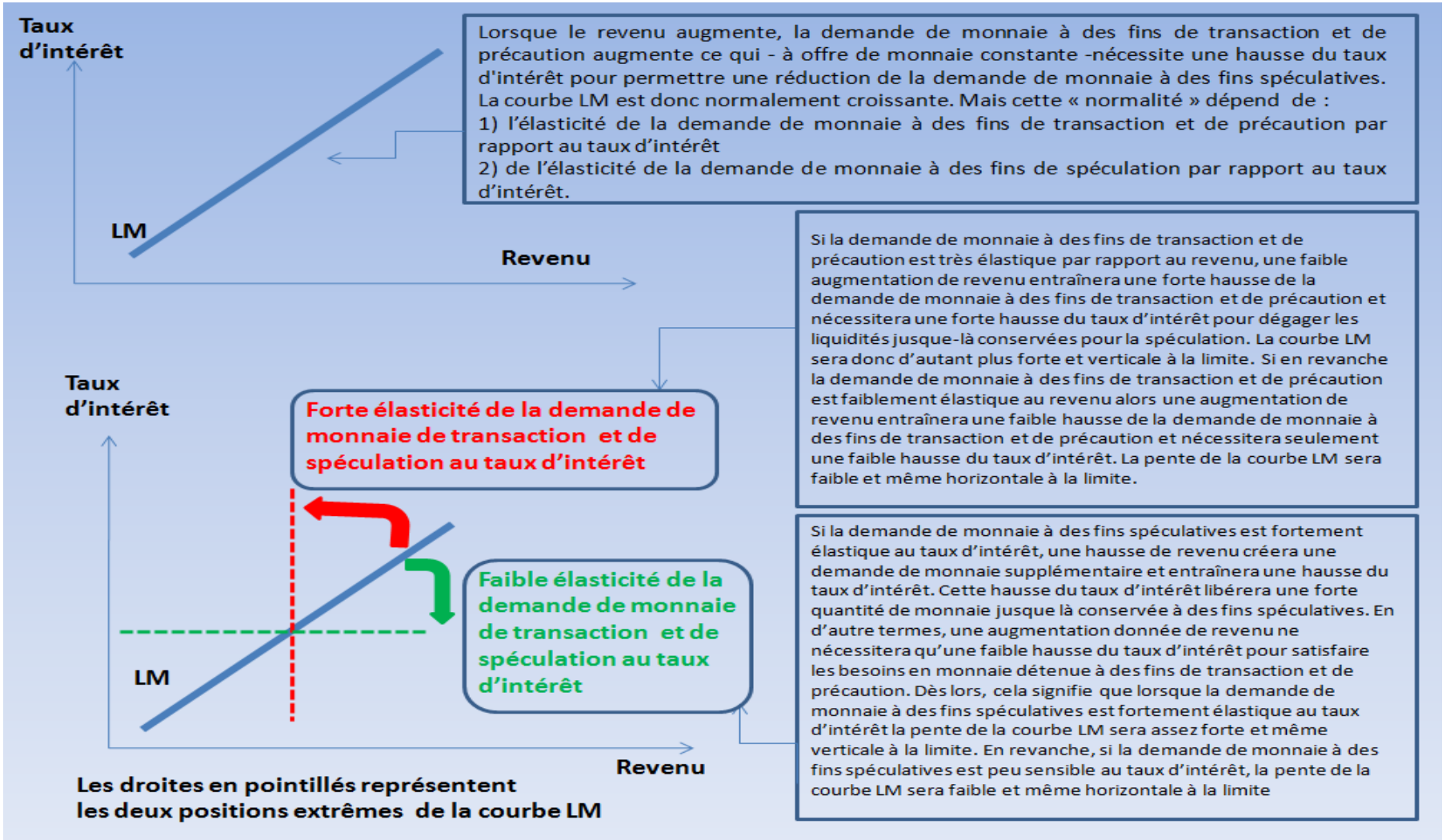
- dépendait positivement du revenu (demande de monnaie à des fins de transaction et de précaution)
- négativement du taux d'intérêt (demande de monnaie à des fins spéculatives).

Donc, toutes choses égales par ailleurs (c'est-à-dire si l'offre de monnaie ne change pas), lorsque le revenu augmente, la demande de monnaie à des fins de transaction et de précaution augmente ce qui - à offre de monnaie constante -nécessite une hausse du taux d'intérêt pour permettre une réduction de la demande de monnaie à des fins spéculatives. La courbe LM est donc croissante.

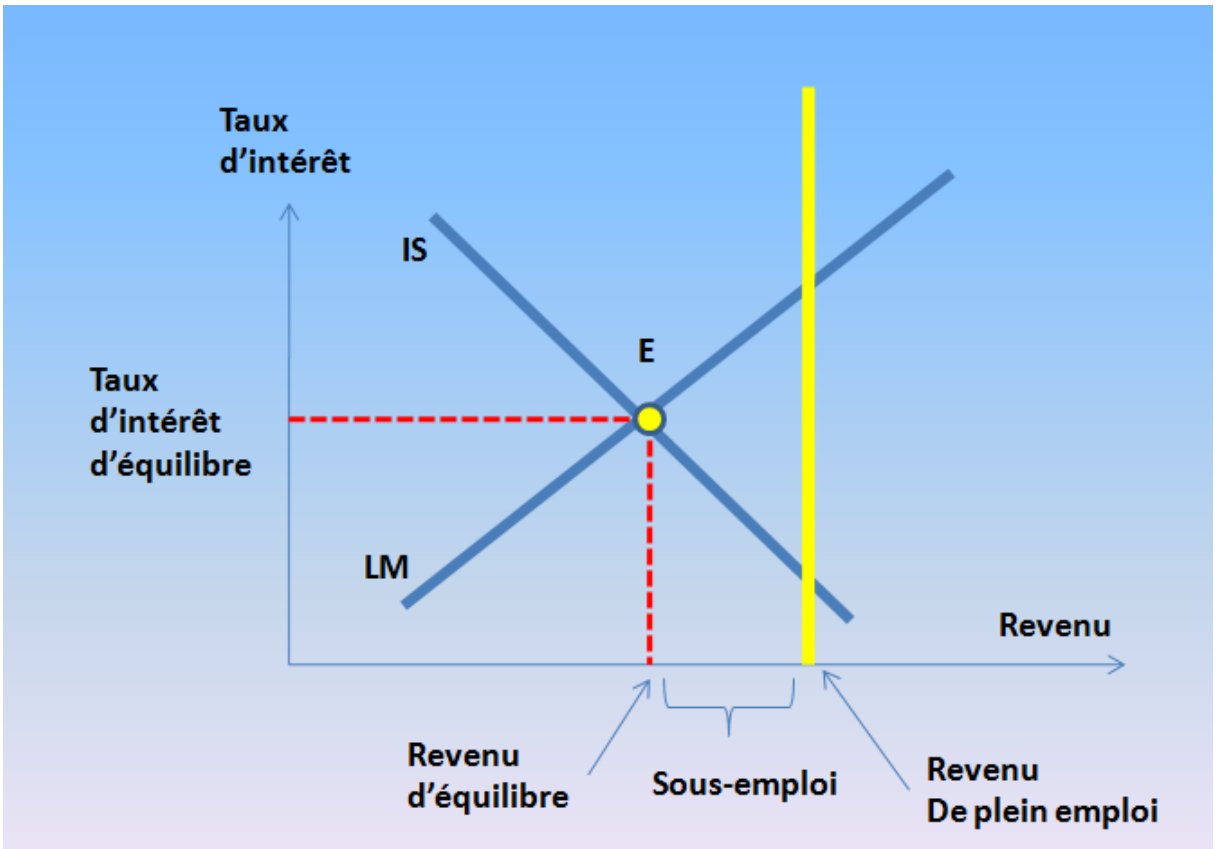
On peut démontrer ensuite que la pente de la courbe LM dépend de deux facteurs :

- **l'élasticité de la demande de monnaie à des fins de transaction et de précaution par rapport au revenu.** Si la demande de monnaie à des fins de transaction et de précaution est très élastique par rapport au revenu, une faible augmentation de revenu entraînera une forte hausse de la demande de monnaie à des fins de transaction et de précaution et nécessitera une forte hausse du taux d'intérêt pour dégager les liquidités jusque-là conservées pour la spéculation. La pente de la courbe LM sera donc d'autant plus forte et verticale à la limite. Si en revanche la demande de monnaie à des fins de transaction et de précaution est faiblement élastique au revenu alors une augmentation de revenu entraînera une faible hausse de la demande de monnaie à des fins de transaction et de précaution et nécessitera seulement une faible hausse du taux d'intérêt. La pente de la courbe LM sera faible et même horizontale à la limite.
- **l'élasticité de la demande de monnaie à des fins de spéculation par rapport au taux d'intérêt.** Si la demande de monnaie à des fins spéculatives est fortement élastique au taux d'intérêt, une hausse de revenu créera une demande de monnaie supplémentaire et entraînera une hausse du taux d'intérêt. Cette hausse du taux d'intérêt libérera une forte quantité de monnaie jusque là conservée à des fins spéculatives. En d'autre termes, une augmentation donnée de revenu ne nécessitera qu'une faible hausse du taux d'intérêt pour satisfaire les besoins en monnaie détenue à des fins de transaction et de précaution. Dès lors, cela signifie que lorsque la demande de monnaie à des fins spéculatives est fortement élastique au taux d'intérêt la pente de la courbe LM sera assez forte et même verticale à la limite. **En revanche, si la demande de monnaie à des fins spéculatives est peu sensible au taux d'intérêt, la pente de la courbe LM sera faible et même horizontale à la limite. C'est ce dernier cas, dit de « trappe à liquidité », qui nous intéressera par la suite.**

La courbe LM


Taux d'intérêt
LM
Revenu
Lorsque le revenu augmente, la demande de monnaie à des fins de transaction et de précaution augmente ce qui - à offre de monnaie constante -nécessite une hausse du taux d'intérêt pour permettre une réduction de la demande de monnaie à des fins spéculatives. La courbe LM est donc normalement croissante. Mais cette « normalité » dépend de :
1) l'élasticité de la demande de monnaie à des fins de transaction et de précaution par rapport au taux d'intérêt
2) de l'élasticité de la demande de monnaie à des fins de spéculation par rapport au taux d'intérêt.
Si la demande de monnaie à des fins de transaction et de précaution est très élastique par rapport au revenu, une faible augmentation de revenu entraînera une forte hausse de la demande de monnaie à des fins de transaction et de précaution et nécessitera une forte hausse du taux d'intérêt pour dégager les liquidités jusque-là conservées pour la spéculation. La courbe LM sera donc d'autant plus forte et verticale à la limite. Si en revanche la demande de monnaie à des fins de transaction et de précaution est faiblement élastique au revenu alors une augmentation de revenu entraînera une faible hausse de la demande de monnaie à des fins de transaction et de précaution et nécessitera seulement une faible hausse du taux d'intérêt. La pente de la courbe LM sera faible et même horizontale à la limite.
Taux d'intérêt
Forte élasticité de la demande de monnaie de transaction et de spéculation au taux d'intérêt
Faible élasticité de la demande de monnaie de transaction et de spéculation au taux d'intérêt
LM
Revenu
Si la demande de monnaie à des fins spéculatives est fortement élastique au taux d'intérêt, une hausse de revenu créera une demande de monnaie supplémentaire et entraînera une hausse du taux d'intérêt. Cette hausse du taux d'intérêt libérera une forte quantité de monnaie jusque là conservée à des fins spéculatives. En d'autre termes, une augmentation donnée de revenu ne nécessitera qu'une faible hausse du taux d'intérêt pour satisfaire les besoins en monnaie détenue à des fins de transaction et de précaution. Dès lors, cela signifie que lorsque la demande de monnaie à des fins spéculatives est fortement élastique au taux d'intérêt la pente de la courbe LM sera assez forte et même verticale à la limite. En revanche, si la demande de monnaie à des fins spéculatives est peu sensible au taux d'intérêt, la pente de la courbe LM sera faible et même horizontale à la limite
Les droites en pointillés représentent les deux positions extrêmes de la courbe LM

3) L'équilibre de sous-emploi



Le taux d'intérêt et le revenu d'équilibre sont donnés par l'intersection des deux courbes. Cet équilibre du marché des biens et services (IS) et du marché monétaire (LM) ne correspond pas nécessairement au plein emploi. En fait, il est même peu probable qu'il corresponde spontanément au plein emploi. Il convient de revenir ici à l'idée mentionnée en introduction, selon laquelle l'économie est, selon les keynésiens orthodoxes, intrinsèquement instable et sujette à des chocs erratiques. Ces chocs proviennent principalement des variations de l'efficacité marginale du capital qui résultent elles-mêmes d'une modification de l'état d'esprit des chefs d'entreprise (les « esprits animaux » de KEYNES). De ce fait, un point tel que E peut être déplacé sous l'effet de ces chocs et n'a aucune raison particulière d'être au niveau de plein-emploi. D'où l'intérêt de faire intervenir l'Etat dans l'économie au moyen des deux politiques conjoncturelles principales qui sont :

- La politique budgétaire
- La politique monétaire

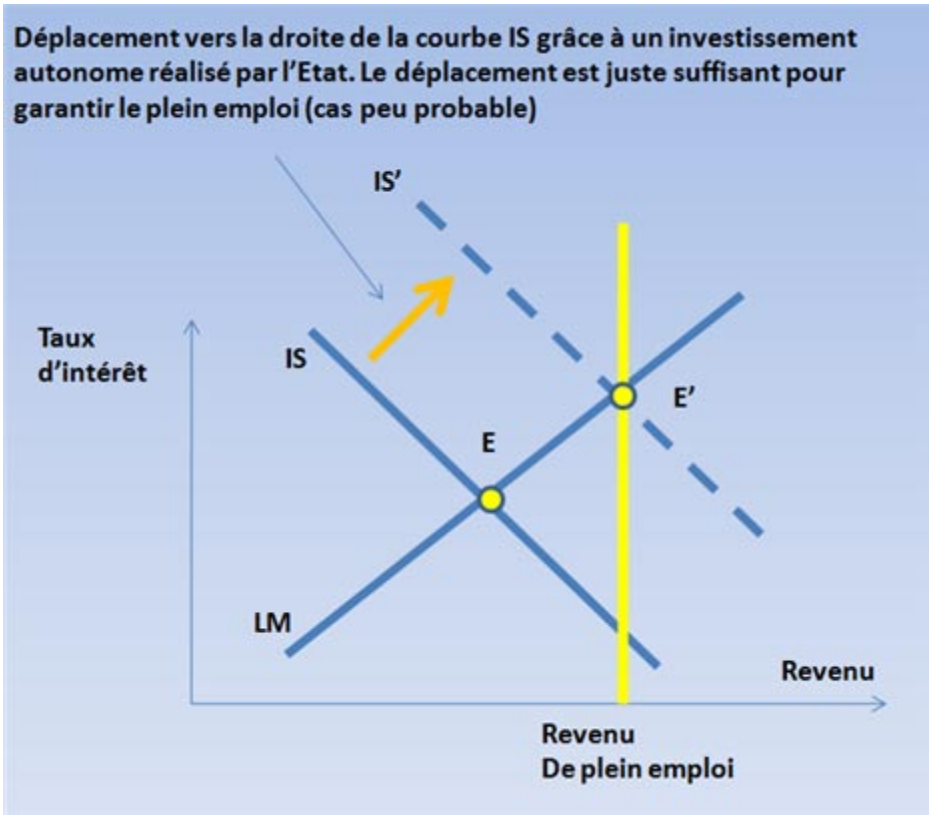
C– Les politiques économiques dans le modèle IS/LM

1) La politique budgétaire

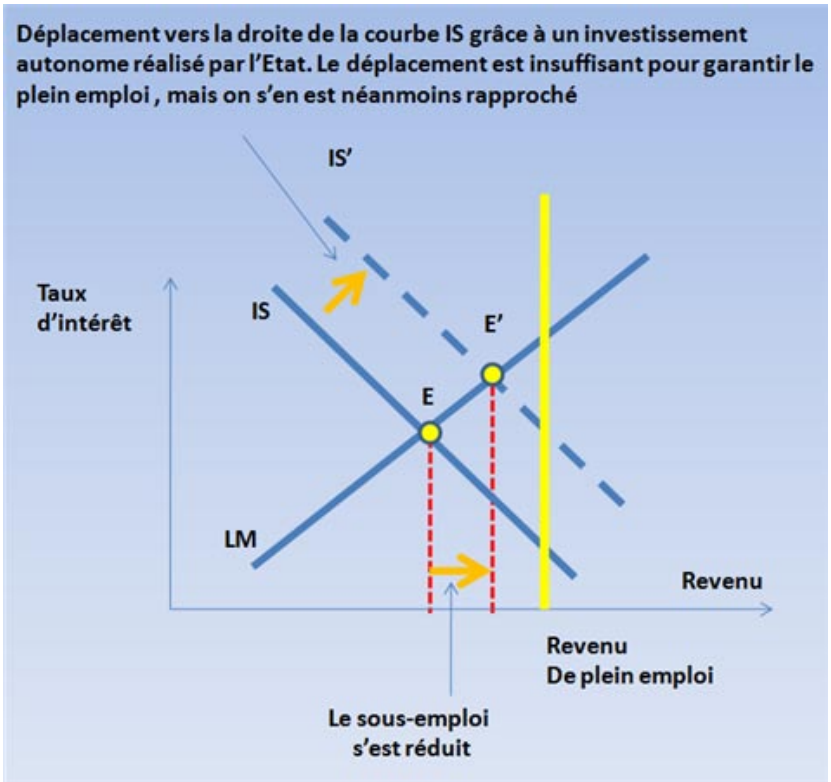
Il s'agira en fait d'une politique de relance de la demande globale par l'investissement autonome. Si l'Etat investit par exemple d'un montant ΔM, la courbe IS sera déplacée vers la droite (sans que le taux d'intérêt soit modifié car il s'agit d'un investissement autonome). Le problème de la politique économique se résume donc à choisir le niveau de ΔM de telle sorte que l'on se rapproche le plus possible du plein emploi. Comme ces courbes ne sont pas connues des décideurs (ce ne sont que des modèles), on parle de « pilotage budgétaire ». 3 cas sont à envisager :

- En supposant que la dépense autonome tombe « juste », on pourra obtenir exactement le niveau de plein emploi.
- Sinon on pourra au moins s'en rapprocher.
- Enfin, si les agents économiques dépensent « trop », il y a alors une conséquence indésirable : l'inflation. Ces 3 cas sont illustrés par les figures ci-dessous.

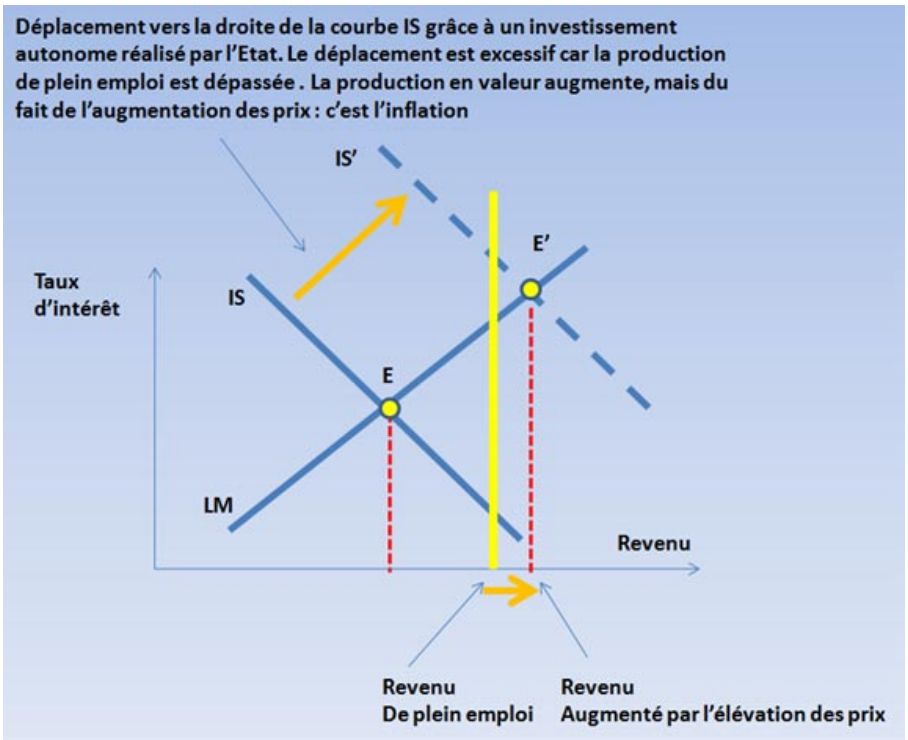
Cas numéro 1 : le pilotage optimal de la demande aboutit au plein emploi



Cas numéro 2 : le pilotage de la demande a rapproché l'économie du plein emploi, mais sans atteindre le plein emploi



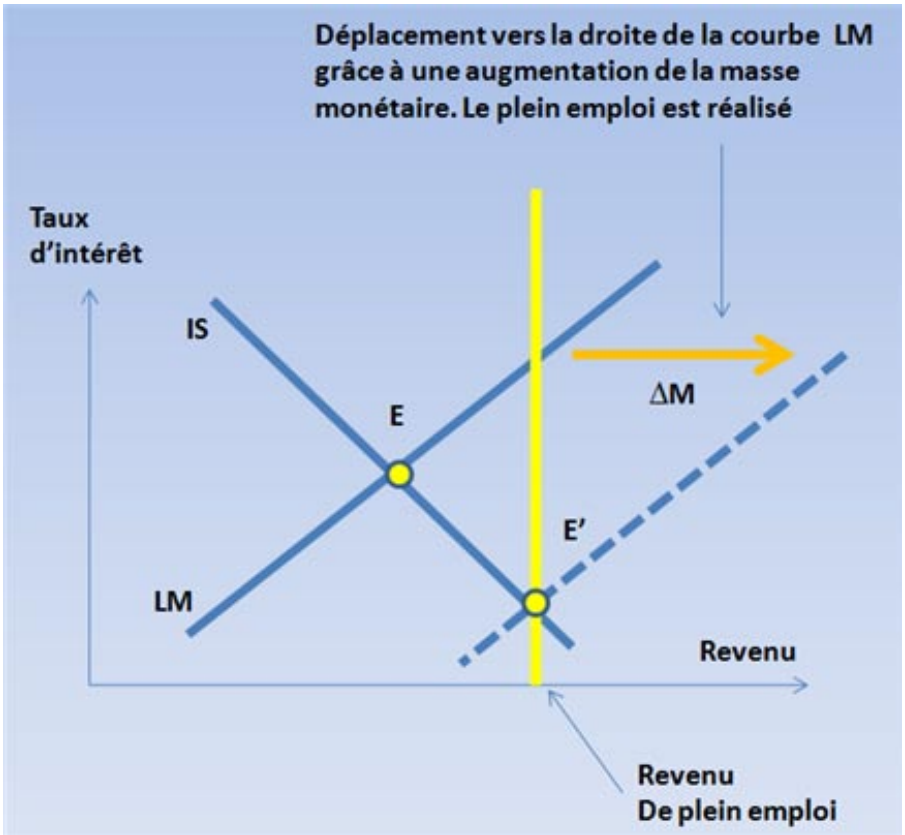
Cas numéro 3 : l'excès de dépense autonome a conduit l'économie au-delà du niveau de plein emploi et déclenché l'inflation (mais néanmoins il n'y a plus de chômage)



2) La politique monétaire

On peut également s'approcher du plein emploi par une politique monétaire appropriée. Par exemple, si les autorités monétaires augmentent la quantité de monnaie disponible dans l'économie d'un montant ΔM, on obtiendra un équilibre E'. On supposera ici pour simplifier que l'injection de monnaie réalise exactement le plein emploi, mais en fait, on pourrait à nouveau distinguer 3 cas comme pour le pilotage de la demande par la politique budgétaire.

La réalisation du plein emploi grâce à une politique monétaire expansionniste



À ce niveau, la seule différence entre la politique monétaire et la politique budgétaire est que la politique monétaire expansionniste réduit le taux d'intérêt d'équilibre alors que la politique budgétaire augmente le taux d'intérêt d'équilibre. Toutefois ces résultats simples dépendent d'hypothèses discutables en ce qui concerne les pentes respectives de courbes IS et LM et des points où elles entrent en intersection.

D – Approfondissements et controverses

1) L'effet KEYNES

a) Un retour automatique à l'équilibre est-il possible ?

Revenons à la situation initiale dans laquelle aucune politique n'est menée et où l'on est donc dans un équilibre de sous-emploi. Peut-on imaginer, comme le pensaient les classiques et les néo-classiques, que l'économie puisse revenir d'elle-même au

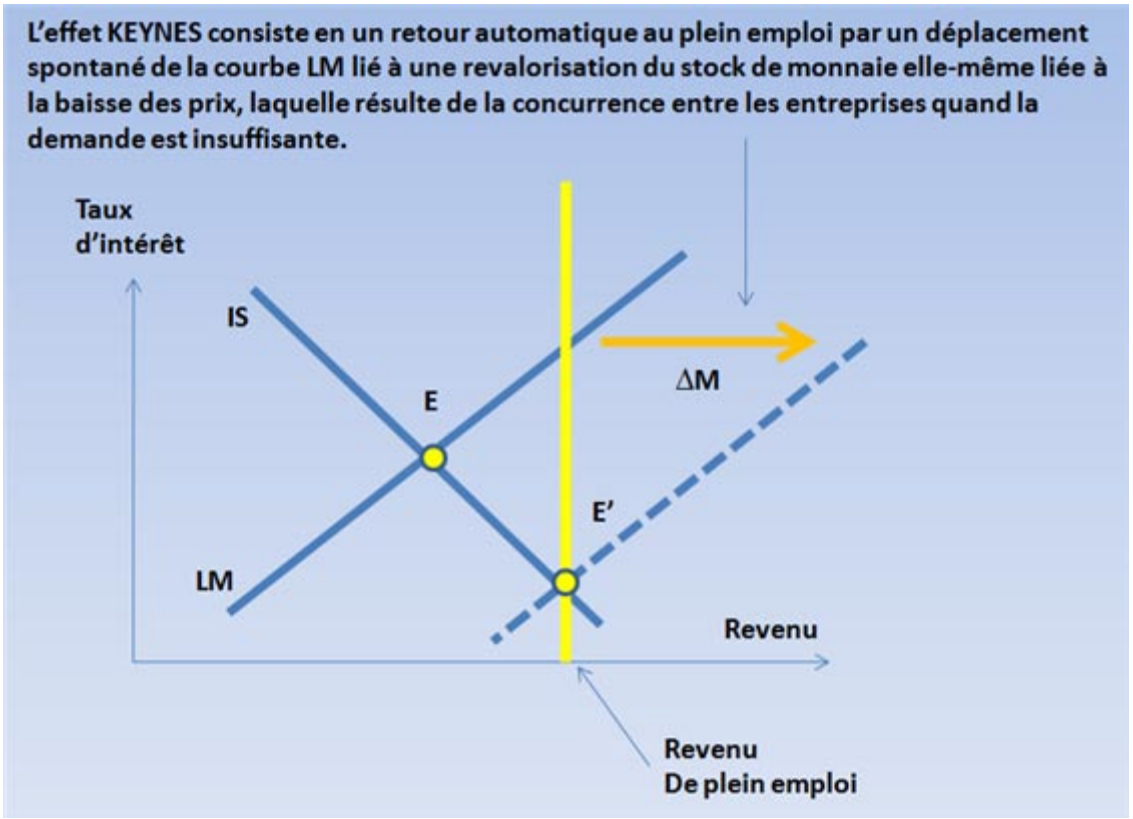
plein emploi, sans aucune intervention ? Pour KEYNES, comme pour les keynésiens orthodoxes, le retour à l'équilibre automatique est trop hypothétique pour que l'on s'attende à ce qu'il se produise. À la suite d'une crise, l'économie peut s'éterniser dans le sous-emploi ou, ce qui revient au même, mettre très longtemps pour revenir spontanément au plein-emploi : "*À long terme, nous serons tous morts*" écrivait KEYNES à ce sujet. La lenteur de l'ajustement économique spontané nécessite l'intervention de l'Etat. On trouve cependant dans la "Théorie générale" une analyse du retour automatique à l'équilibre et c'est ce que l'on a par la suite appelé "l'**effet KEYNES**".

b) En quoi consiste l'effet KEYNES ?

Lorsque l'économie est en sous-emploi, KEYNES admet que cela fait **baisser les salaires nominaux** (c'est-à-dire les salaires monétaires) du fait de l'excès d'offre sur le marché du travail. Il s'ensuivra une **baisse des coûts de production** pour les entreprises qui seront dans la possibilité de **baisser leur prix**, et qui le feront si la concurrence est suffisamment vive.

La baisse des prix se traduit par une revalorisation du stock de monnaie disponible (l'offre de monnaie) et donc cela équivaut, toutes choses égales par ailleurs, à un déplacement vers la droite de la courbe LM. Pour une courbe IS inchangée, l'équilibre passe alors de E à E'' et l'on atteint le plein emploi automatiquement, sans que l'Etat n'ait besoin d'intervenir dans l'économie.

L'effet KEYNES



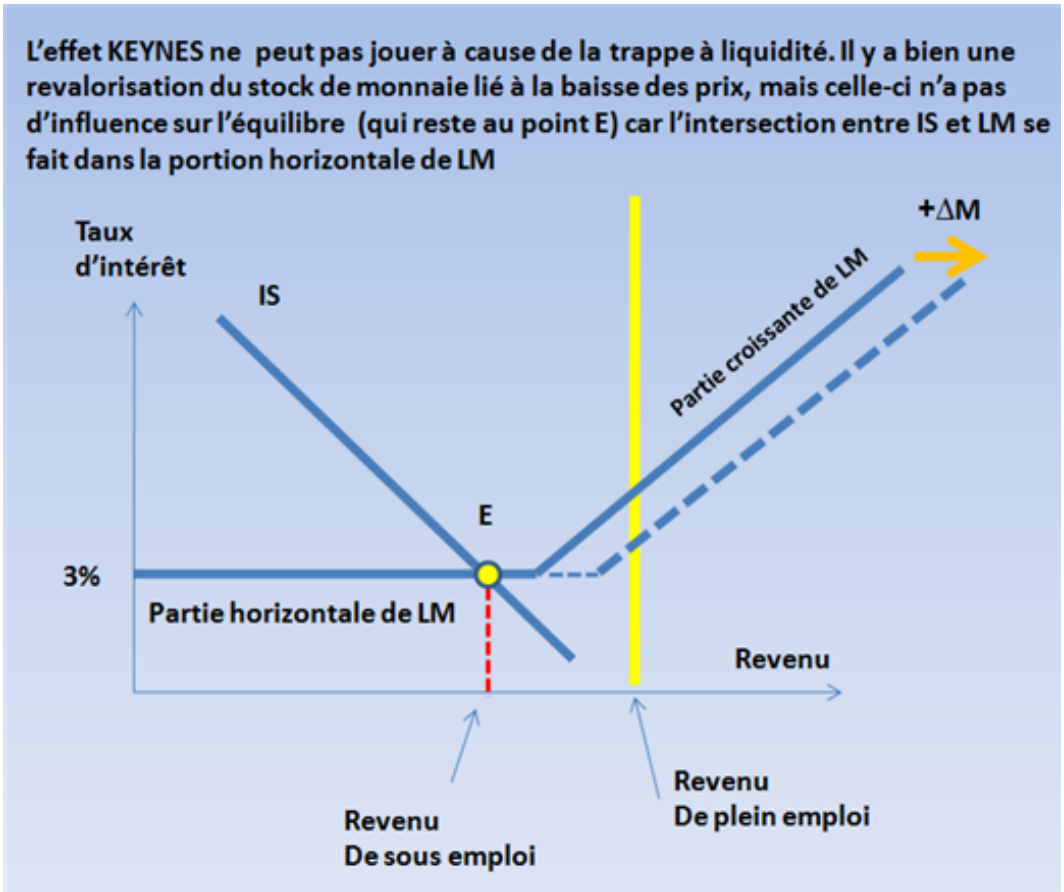
Cependant, ce mécanisme de retour automatique à l'équilibre se heurte au scepticisme de KEYNES et des keynésiens orthodoxes. S'il existe bel et bien, il met trop de temps à se réaliser, et entre temps, il faut gérer le chômage. De plus, ainsi que KEYNES le précise, ce mécanisme, outre sa lenteur, se heurte en pratique à deux obstacles :

- la trappe à liquidité
- L'insuffisante élasticité de l'investissement privé au taux d'intérêt.

2) La trappe à liquidité

Pour KEYNES, l'élasticité de la demande spéculative de monnaie par rapport au taux d'intérêt devient infinie quand le taux d'intérêt est très bas. Par exemple, tant que le taux d'intérêt est supérieur à 3%, la demande de monnaie a une élasticité au taux d'intérêt "normale". Ainsi, plus le taux d'intérêt baisse, plus la demande de monnaie à des fins spéculatives est importante. Lorsque le taux d'intérêt est inférieur à un certain seuil (3% selon KEYNES), les agents ne se soucient plus du coût d'opportunité de la monnaie, ils pensent que le taux d'intérêt ne peut qu'augmenter et en attendant ils gardent leurs encaisses monétaires sous forme spéculative.

La trappe à liquidité peut empêcher le retour au plein emploi via l'effet KEYNES



Ceci signifie que la courbe LM est horizontale car une augmentation de revenu peut bien augmenter la demande à des fins de transaction/précaution, cette demande supplémentaire ne pourra pas être satisfaite par une réduction des encaisses spéculatives puisque celles-ci sont insensibles au taux d'intérêt (on rappelle que l'offre de monnaie totale est supposée constante). Cette situation de bas taux d'intérêt est d'autant plus plausible que l'économie connaît un marasme et donc que le revenu est faible. Il est donc probable qu'à partir d'un certain niveau de revenu, le taux d'intérêt se remette à croitre avec le revenu. On a alors à nouveau une courbe LM qui croît normalement.

Graphiquement, cela signifie que si la courbe IS croise la courbe LM dans sa partie horizontale, l'accroissement de la quantité de monnaie (que ce soit du fait d'une politique monétaire ou, comme ici, du fait de la revalorisation du stock de monnaie liée à la baisse des prix [elle-même causée par la baisse des coûts salariaux]) n'a aucun effet sur le niveau d'équilibre du revenu et ne peut donc pas ramener l'économie vers le plein emploi. En d'autres termes, l'effet KEYNES ne peut pas jouer du fait de la **trappe à liquidité** (élasticité infinie de la demande de monnaie au taux d'intérêt lorsque celui-ci devient très bas)[133].

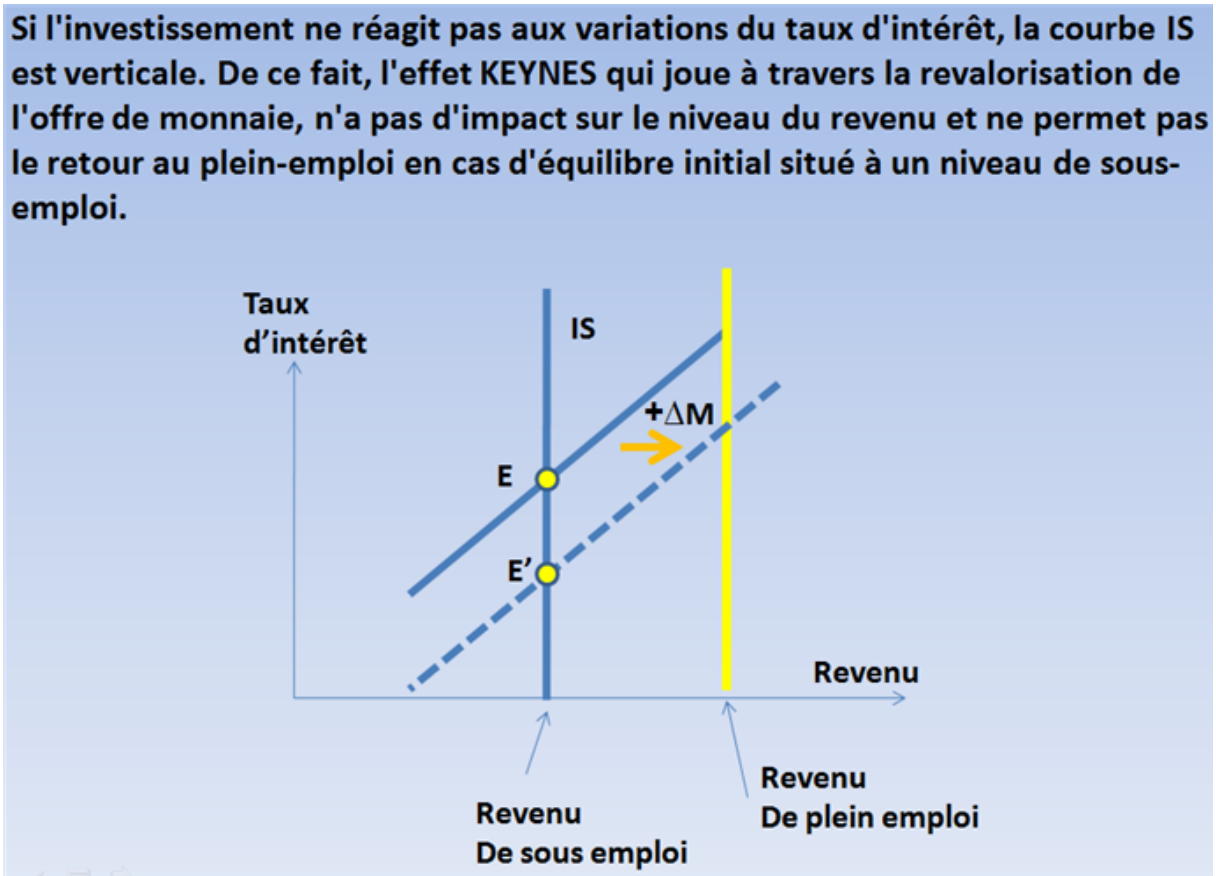
3) L'inélasticité de l'investissement au taux d'intérêt

On retrouve aussi le scepticisme keynésien s'agissant des influences qui s'exercent sur l'investissement. Les keynésiens orthodoxes admettent bien une relation négative entre l'investissement privé et le taux d'intérêt monétaire, mais ils pensent que cette relation est peu élastique, voire peut-être inexistante dans certains cas. **Dès lors, si l'investissement ne réagit pas aux variations du taux d'intérêt, la courbe IS est verticale**. De ce fait, l'effet KEYNES qui joue à travers la revalorisation de l'offre de monnaie, n'a pas d'impact sur le niveau du revenu et ne permet pas le retour au plein-emploi en cas d'équilibre initial situé à un niveau de sous-emploi.

---

[133] Sur l'actualité de la **trappe à liquidité** dans le cas du Japon en 1999, lire l'article de Paul KRUGMAN : « *Thinking about the liquidity trap* », http://web.mit.edu/krugman/www/trioshrt.html .

L'inélasticité de l'investissement au taux d'intérêt peut empêcher le retour automatique au plein emploi via l'effet KEYNES



4) L'effet PIGOU

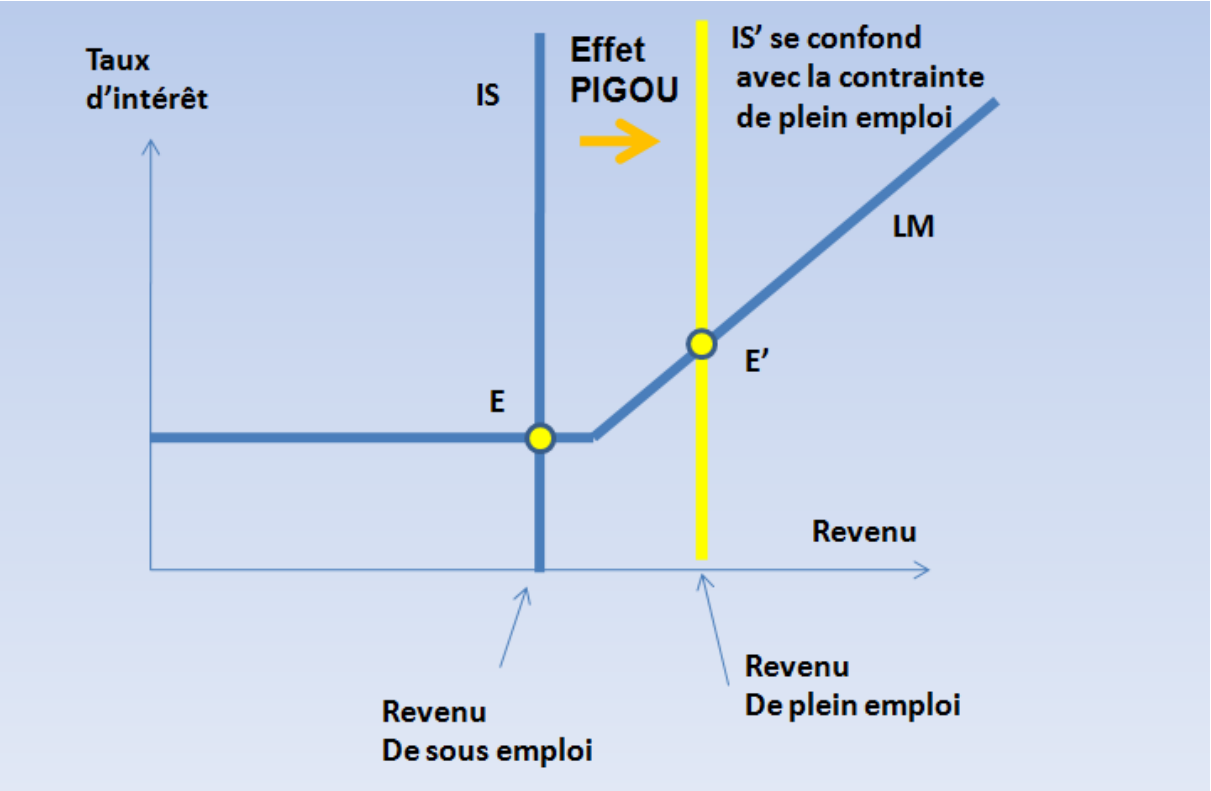
Pour les néo-classiques, la trappe à liquidité et l'inélasticité de l'investissement au taux d'intérêt ne sont cependant pas le fin mot de l'histoire du retour à l'ajustement automatique.

En effet, selon PIGOU (1877-1959), le contemporain de KEYNES et comme lui élève d'Alfred MARSHALL, le retour automatique à l'équilibre (sans intervention de l'Etat via une politique monétaire ou budgétaire), est possible même si :

- l'économie est dans la trappe à liquidité (LM horizontale) et/ou
- si l'investissement privé est inélastique au taux d'intérêt (IS verticale)

C'est **L'effet PIGOU** ou "**effet d'encaisses réelles**", déjà évoqué à propos de la contribution de PIGOU à l'édifice néo-classique. L'effet PIGOU repose sur l'observation que la baisse des prix (liée au marasme de la demande) a aussi un effet sur les encaisses monétaires privées (ou "encaisses réelles ») qu'elle revalorise. **Dès lors, la consommation augmente, ce qui a pour effet d'engendrer un déplacement autonome de la courbe IS vers la droite**, ce qui peut permettre un retour au plein emploi, même quand la courbe IS croise au départ LM dans sa partie horizontale (trappe à liquidité) et que la courbe IS est verticale (inélasticité de l'investissement au taux d'intérêt).

L'effet PIGOU (effet d'encaisses réelles)



La controverse sur la possibilité d'un retour automatique à l'équilibre dans un contexte d'équilibre de sous-emploi ne fut jamais tranchée, chacun acceptant les arguments théoriques de l'autre, mais se retranchant derrière la force respective des effets en jeu pour pencher l'un en faveur de l'impossibilité d'un retour automatique à l'équilibre dans un temps raisonnable (KEYNES) et l'autre au contraire en faveur de la possibilité d'un retour automatique à l'équilibre de plein emploi quel que soit le temps nécessaire (PIGOU). Les faits ont cependant donné raison à KEYNES et ceci doublement. D'une part parce que le retour automatique à l'équilibre supposé ne s'est jamais produit et ensuite parce que tous les gouvernements se sont empressés de s'appuyer sur les préconisations de KEYNES pour piloter leurs économies au moyen des politiques budgétaires et monétaires. La controverse allait alors se déplacer sur la question de l'efficacité relative de ces deux politiques et opposer cette fois keynésiens orthodoxes (HICKS, TOBIN, entre autres) et monétaristes (FRIEDMAN, encore que celui-ci ait finalement récusé l'utilisation du schéma IS-LM pour régler les différents théoriques, soulignant que celui-ci était de toute façon construit sur des hypothèses contestables à la base, notamment s'agissant de la fonction de consommation, voir plus loin la théorie du revenu permanent proposée par FRIEDMAN comme alternative).

5) La controverse sur l'efficacité respective des politiques monétaire et budgétaire

Ainsi, l'une des grandes controverses de la fin des années 1960, qui allait opposer les keynésiens orthodoxes comme James TOBIN (prix Nobel d'économie en 1981, formé à Harvard, puis professeur à l'université de Yale) aux monétaristes comme Milton FRIEDMAN, fut-elle de savoir laquelle des deux politiques, budgétaire ou monétaire, serait la plus efficace pour piloter l'économie américaine au plein emploi (les économies des autres pays tels que la Royaume-Uni, l'Allemagne ou la France s'essayant avec plus ou moins de retard et de succès à mimer les débats qu'ils observaient outre-Atlantique)[134]. La politique budgétaire était généralement préférée par les keynésiens orthodoxes à la politique monétaire, parce que les effets des mesures de politique budgétaire étaient considérés comme plus directs, plus prévisibles et plus rapides que ceux de la politique monétaire. Nous allons maintenant voir comment ces conceptions ont été justifiées dans le cadre du modèle IS-LM.

a) L'inefficacité de la politique monétaire pour les keynésiens orthodoxes

Pour les keynésiens orthodoxes, la politique monétaire était inefficace soit à cause de la trappe à liquidité (dont nous ne parlerons plus ici car le sujet n'était plus d'actualité dans les années 1950 et 1960)[135], soit parce que l'investissement est inélastique aux variations du taux d'intérêt et donc parce que la courbe IS est verticale ou très pentue (c'est le cas que nous retiendrons ici).

On a ainsi le même schéma que celui décrit dans un graphique précédent. La seule différence est que le déplacement de LM n'est pas causé par la baisse des prix, mais par l'augmentation de l'offre de monnaie (politique monétaire). Le résultat est cependant éloquent : la politique monétaire expansionniste n'a aucun impact sur l'activité. Ou alors, son impact est trop faible car la courbe IS est trop inélastique. Par contre l politique budgétaire à un impact maximum (faire l'expérience de déplacer IS vers la droite à la place de LM).

---

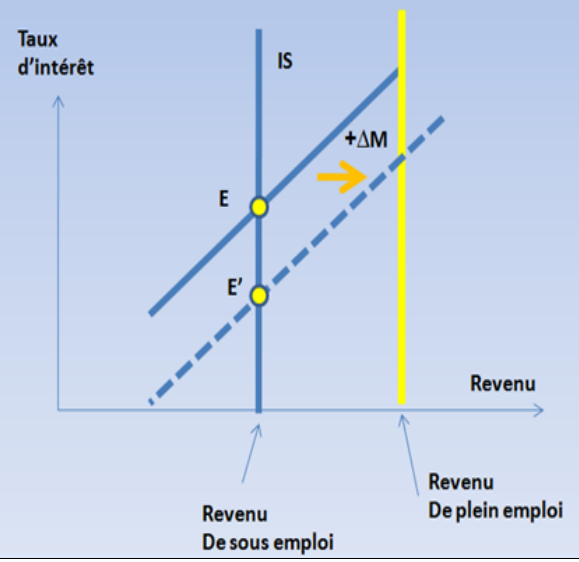
[134] D'où le grotesque de certains cours d'économie que l'on pouvait suivre dans les années 1970 en France qui se donnaient doctement comme étant de la plus vive actualité alors qu'ils se référaient en fait à des débats ayant eu lieu dans les années 1960 aux Etats-Unis.

[135] La **trappe à liquidité** est cependant revenue au cœur de l'actualité dans le contexte du marasme de l'économie japonaise des années 1990, ainsi que nous l'avons déjà indiqué en suggérant de lire l'article de Paul KRUGMAN : « *Thinking about the liquidity trap* ».

La controverse sur l'efficacité respective des politiques monétaire et budgétaire

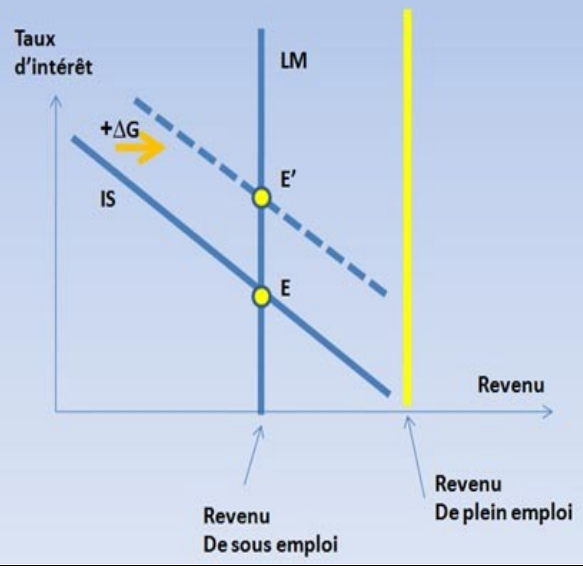
Inefficacité de la politique monétaire quand IS est verticale

On a le même schéma que celui décrit dans un graphique précédent. La seule différence est que cette fois le déplacement de LM n'est pas causé par la baisse des prix, mais par l'augmentation de l'offre de monnaie (politique monétaire). le résultat est cependant éloquent : la politique monétaire expansionniste n'a aucun impact sur l'activité. Ou alors, son impact est trop faible car la courbe IS est trop inélastique.



Inefficacité de la politique budgétaire quand LM est verticale

Pour les monétaristes, c'est l'inverse : ce n'est pas l'investissement qui est inélastique au taux d'intérêt, c'est la demande de monnaie. Il s'ensuit que c'est la courbe LM qui est verticale. Dès lors, c'est la politique budgétaire qui n'a aucun effet sur l'activité. Elle ne fait qu'augmenter le taux d'intérêt, ce qui décourage l'investissement privé (c'est l'effet d'éviction). Par contre, la politique monétaire a un impact maximum. +ΔG signifie une augmentation de la dépense publique



b) L'inefficacité de la politique budgétaire pour les monétaristes

Pour les monétaristes, c'est l'inverse : ce n'est pas l'investissement qui est inélastique au taux d'intérêt, c'est la demande de monnaie. Il s'ensuit que c'est la courbe LM qui est verticale. Dès lors, c'est la politique budgétaire qui n'a aucun effet sur l'activité. Elle ne fait qu'augmenter le taux d'intérêt, ce qui décourage l'investissement privé (c'est **l'effet d'éviction**). Par contre, la politique monétaire a un impact maximum (faire l'expérience de déplacer LM vers la droite à la place de IS quand IS est verticale – ou voir le schéma présenté plus loin).

6) La courbe de PHILLIPS et l'inflation par les coûts

La courbe (ou relation) de PHILLIPS traite de la relation entre l'inflation et le chômage, l'une des plus fameuses et des plus controversées de la macroéconomie. Elle résulte d'une étude statistique, faite par l'économiste néo-zélandais Alban William PHILLIPS (1958), de la relation entre le niveau du chômage et le taux de variation des salaires nominaux, au Royaume-Uni, au cours de la période 1861-1957. Comme l'illustre le graphique ci-après, la relation qu'il a trouvée est non linéaire et inverse. Pour un niveau de chômage d'environ 5,5 %, le taux de variation des salaires nominaux était égal à 0 %, tandis que lorsque le niveau de chômage était égal à 2,5 %, le taux de variation des salaires nominaux était d'environ 2,0 %.

À la suite du travail novateur de A. W. PHILLIPS, l'idée s'est développée chez les keynésiens qu'il existait une relation inverse entre l'inflation et le chômage[136]. Dans le cadre du modèle IS–LM, les variations de la demande globale affectent le niveau réel de revenu et l'emploi, tant que le plein-emploi n'est pas atteint. Jusqu'à ce que le plein-emploi soit atteint, les salaires nominaux sont supposés insensibles aux variations de la demande globale.

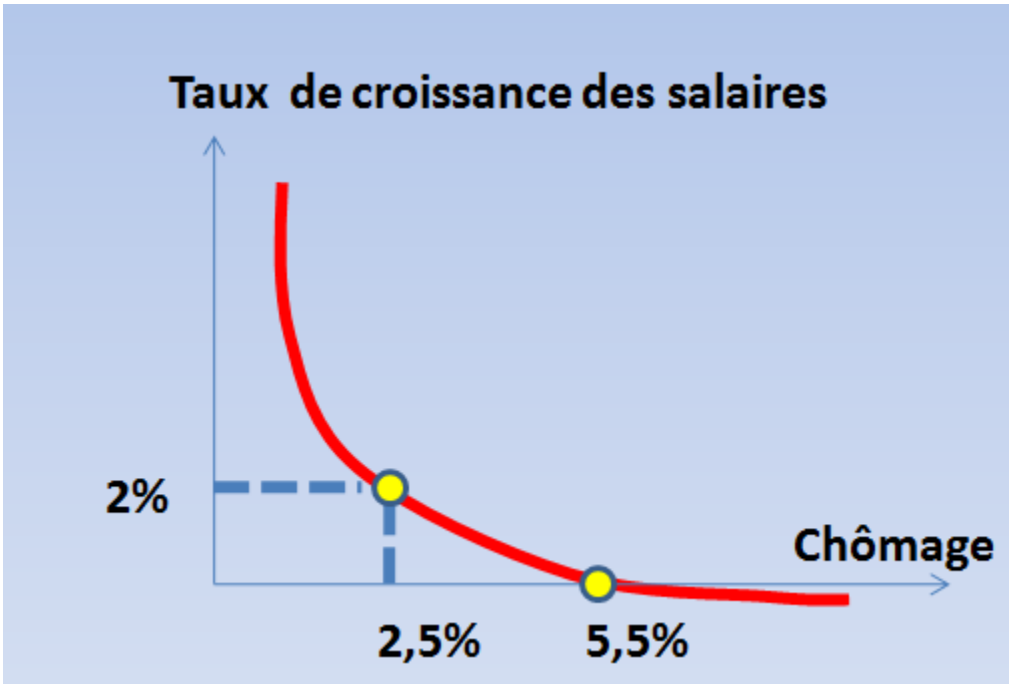
La courbe de PHILLIPS permet de relier la théorie keynésienne orthodoxe de la production et de l'emploi à une théorie des salaires et de l'inflation, par l'intermédiaire de la théorie de l'inflation par les coûts. L'inflation par les coûts c'est tout bonnement l'idée que les prix sont fixés en ajoutant une marge de profit au coût de production. Donc quand les salaires augmentent, les prix augmentent aussi. Par conséquent, sur la figure ci-dessous, le taux de croissance des salaires a été remplacé par celui des prix, ce qui fait de la courbe de PHILLIPS une relation inverse entre l'inflation et les salaires[137].

---

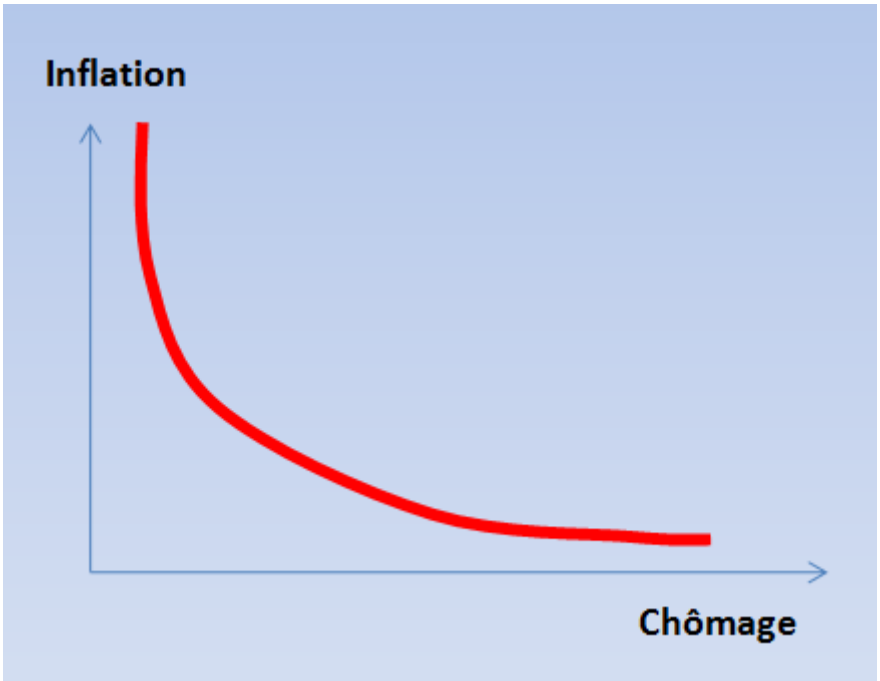
[136] L'article de PHILLIPS fut publié en 1958 dans la revue Economica et s'intitulait « "The Relation Between Unemployment and the Rate of Change of Money Wage Rates in the United Kingdom, 1861-1957".

[137] Le premier à avoir remplacé le taux de croissance des salaires par le taux d'inflation dans la relation de PHILLIPS fut l'économiste américain Richard LIPSEY en 1960, dans un article publié dans « Economica » et intitulé "The Relation Bewteen Unemployment and the Rate of Change of Money Wage Rates in the United Kingdom, 1862-1957: A further analysis". Par la suite, Paul SAMUELSON et Robert SOLOW ont développé la notion d'arbitrage entre inflation et chômage.

La courbe découverte par A. W. PHILLIPS



La relation inflation-chômage qui se déduit de la courbe de PHILLIPS



Cette courbe a connu un grand succès car elle semblait indiquer que l'on pouvait réduire le chômage en acceptant un peu plus d'inflation et, réciproquement, qu'on ne pouvait réduire l'inflation qu'au prix d'une augmentation du chômage.

2 – Le monétarisme et l'école de Chicago

Principalement associé à la personne de Milton FRIEDMAN ([1912-2006], prix Nobel d'économie en 1976), le **monétarisme** allait servir de contrepoids aux politiques économiques inspirées par les keynésiens orthodoxes. Il s'appuie sur une **reformulation de la théorie quantitative de la monnaie** et débouche sur une **nouvelle conception de la demande globale** et de la relation entre l'inflation et le chômage, par l'intermédiaire de la notion de **chômage naturel**. Mais les idées de FRIEDMAN se développent au sein d'un courant de pensée beaucoup plus large, qui s'enracine à l'université de Chicago, d'où l'appellation d'**Ecole de Chicago**. Quoique tous très influencés par les idées monétaristes de FRIEDMAN, les économistes de Chicago (qui n'enseignent pas tous à Chicago) partagent aussi et peut-être surtout une **vision très libérale de l'économie** et de la **liberté économique et individuelle**. En ce sens, ils sont les héritiers d'Adam SMITH et des classiques.

Ainsi, autour de Milton FRIEDMAN, dont nous allons développer ci-après les principales idées, on doit mentionner aussi d'autres grandes figures de l'école de Chicago tels que Gary BECKER (prix Nobel 1992), George STIGLER (prix Nobel 1982), Karl BRUNNER (1916-1989), qui n'enseigna pas à Chicago mais à Rochester, Etat de New-York) et Arnold HARBERGER. Même Friedrich HAYEK, dont aucune université ne voulait plus, trouva refuge à l'école de Chicago (en utilisant des relations nouées lorsqu'il était professeur à la London School of Economics) et fit d'une certaine manière sienne une part importante des idées de FRIEDMAN (c'était cela ou la mise au piquet). Mais c'est pourtant sur l'opposition aux idées keynésiennes et la volonté d'établir un contre-pouvoir intellectuel à leur domination que le débat académique se concentre.

A – Le revenu permanent

Le **revenu permanent** est une théorie présentée par Milton FRIEDMAN en 1956 et 1957, à travers deux contributions à l'analyse économique demeurées célèbres : la **reformulation de la théorie quantitative de la monnaie** et **une nouvelle conception de la consommation et de la demande**.

D'après les observations statistiques de Milton FRIEDMAN, les dépenses de consommation sont plus stables dans le temps que le revenu. Or dans la théorie de la consommation keynésienne, quand le revenu augmente, la consommation augmente aussi et quand le revenu diminue, la consommation diminue. Mais selon Friedman, les faits tendent souvent à démontrer que la consommation ne se modifie pas quand le revenu baisse ou augmente temporairement. Autrement dit, la consommation ne dépend pas seulement du revenu du mois ou de l'année en cours mais de l'ensemble des revenus des années antérieures et des revenus espérés pour les années à venir. C'est ce que FRIEDMAN appelle le revenu permanent.

Quand à la demande de monnaie, elle dépend également du revenu permanent, ainsi que du rendement des actifs substituables à la monnaie (et de son propre rendement qui est donné par le taux d'inflation anticipé).

Milton FRIEDMAN a redonné ses lettres de noblesse à la théorie quantitative de la monnaie qui affirme depuis BODIN et CANTILLON que les variations de la quantité

de monnaie expliquent les variations de prix et donc l'inflation. Le raisonnement de FRIEDMAN repose sur une nouvelle définition de la fonction de demande de monnaie :

$$\frac{M_d}{P} = f\left(Y^P, r, \dot{P}^e, u\right)$$

où M_d/P représente la demande de monnaie en termes réels, Y^p, le revenu permanent, utilisé comme approximation de la richesse, r représente le rendement des actifs financiers, $\dot{P}^e$ représente le taux d'inflation anticipé, et *u* représente les goûts et les préférences des individus.

Selon cette fonction, la demande de monnaie est d'autant plus élevée que :

- le revenu permanent est grand;
- le rendement des actifs autres que la monnaie est bas;
- le taux d'inflation anticipé est faible, et vice versa.

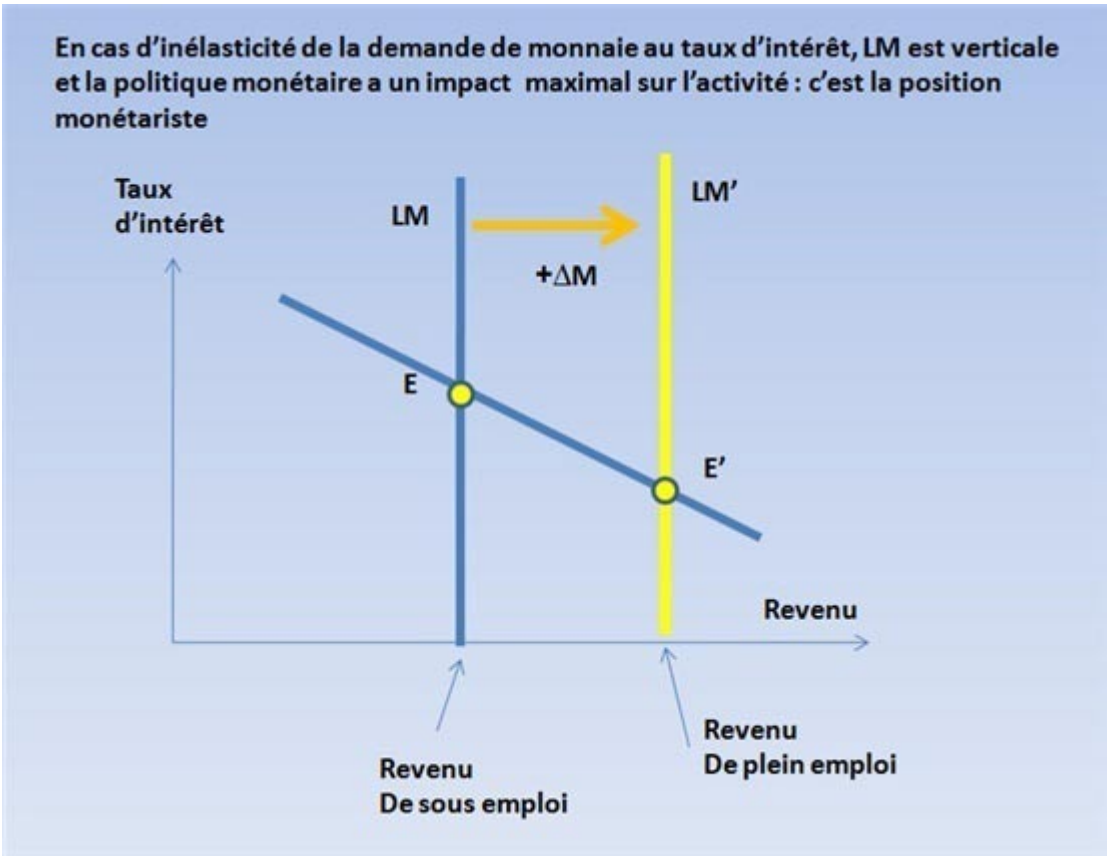
Les individus sont censés répartir leur richesse entre les différents actifs, dont la monnaie, de telle sorte que les taux de rendement des différents actifs soient égaux.

Pour comprendre ce processus, supposons un accroissement de l'offre de monnaie par les autorités monétaires. La banque centrale achète des obligations sur le marché monétaire et donc la quantité de monnaie augmente en contrepartie. Les agents économiques ont donc des encaisses monétaires supérieures aux encaisses qu'ils désirent (on suppose qu'avant l'augmentation de l'offre de monnaie, ils étaient dans une situation d'équilibre). Ils se débarrassent de cet excédent à la fois sur le marchés des biens et services, ce qui fait monter le niveau des prix (si l'on est en plein emploi, c'est en cela qu'ils sont quantitativistes) ainsi qu'en achetant d'autres actifs. Par oppositions aux keynésiens orthodoxes, les monétaristes considèrent que les variations monétaires ont un impact plus important et plus direct sur la demande globale.

Dans la mesure où ils acceptent de confronter leur théorie à celle des keynésiens dans le cadre IS-LM (ce que FRIEDMAN a en définitive récusé comme indiqué plus haut), on peut dire que pour eux, la courbe LM est verticale (ou très inélastique au taux d'intérêt), ce qui implique deux conclusions :

- la politique monétaire à un impact maximum sur l'activité (mais cet impact n'est pas forcément bénéfique, loin de là, et la politique monétaire doit de ce fait être maniée avec grande prudence et surtout pas comme substitut à la politique budgétaire pour piloter la demande globale).
- la politique budgétaire n'a aucun impact à cause de l'effet d'éviction auquel s'ajoute l'improductivité endémique de l'argent dépensé dans des circuits fonctionnarisés.

L'impact maximal de la politique monétaire quand LM est verticale



B – Le chômage naturel et la courbe de PHILLIPS verticale à long terme

La courbe de PHILLIPS fut remise en question par Milton FRIEDMAN et les monétaristes qui introduisirent la notion de taux de chômage naturel.

Pour FRIEDMAN, il existe un taux de **chômage naturel** ou **frictionnel** incompressible et qu'aucune politique budgétaire ou monétaire ne peut résorber. Ce chômage, que l'on appelle aussi parfois frictionnel, est parfaitement compatible avec l'équilibre des marchés, y compris celui du marché du travail. Il ne peut y avoir aucun chômeur dans une économie. Chaque jour, des individus démissionnent pour chercher un meilleur emploi, des jeunes arrivent sur le marché du travail, l'indemnisation du chômage permet de fait à des individus de s'accorder un temps de battement entre deux emplois... Le taux de chômage ne peut donc atteindre 0 % et le marché du travail correspondant au plein emploi se situe aux environs de 3,5 ou 4 % de **chômage frictionnel**.

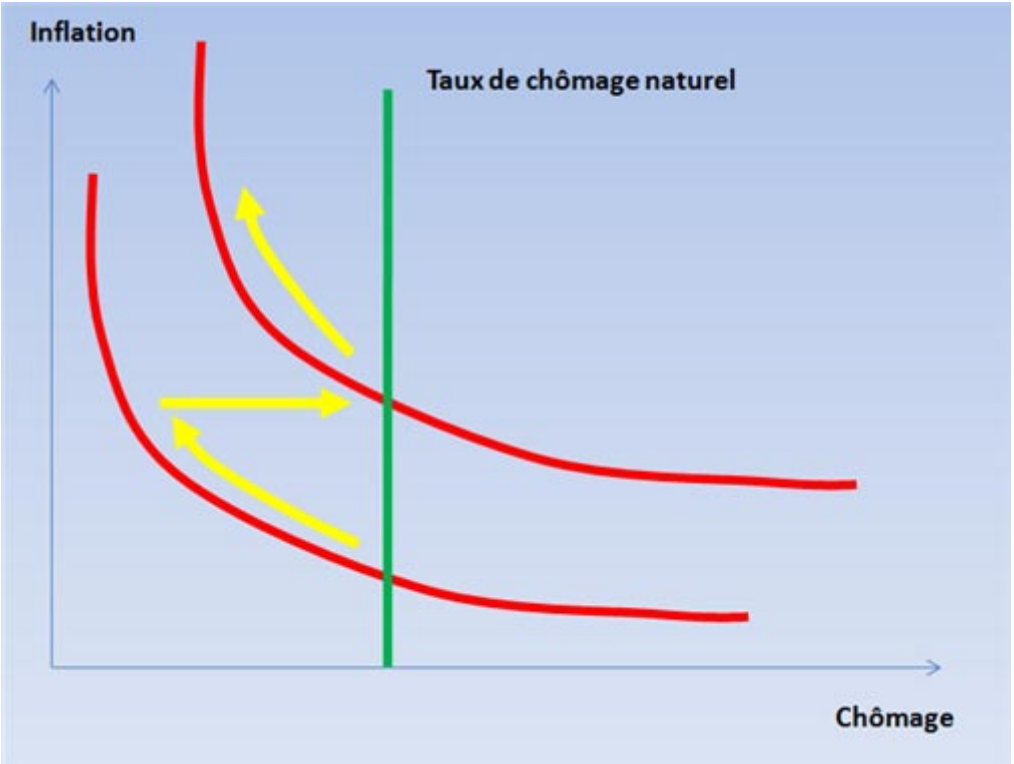
Le chômage naturel ou frictionnel ne doit pas être confondu avec le **chômage "structurel"** lequel ne dépend pas non plus du rythme de l'activité économique mais de l'inadéquation entre l'offre et la demande de travail. Il résulte de l'évolution des qualifications dues aux évolutions techniques qui rend non employable une partie de la population active qui ne trouve pas dans le même temps des emplois correspondant à leurs qualifications. Le risque est que ce type de chômage ne se

transforme en un chômage de longue durée qui rendrait inemployable à terme une partie importante de la population active qui n'arriverait pas à se réorienter vers les secteurs susceptibles de leur offrir un autre emploi. En définitive, cette clarification conceptuelle a permis de dégager 3 types de chômage :

- le **chômage naturel** (ou frictionnel) qui est un chômage de transition,
- le **chômage structurel** qui ne peut pas non plus être résorbé par des politiques macroéconomiques mais seulement par des politiques structurelles de formation et de requalification de la main-d'œuvre
- le **chômage conjoncturel** qui seul peut éventuellement être influencé par des politiques macroéconomiques.

Ceci peut être relié à la courbe de PHILLIPS qui, pour les monétaristes, n'existe pas à long terme. Pour le montrer, envisageons le scénario suivant (figure ci-après). Dans un premier temps, une politique de relance de la demande réduit le chômage au prix de l'inflation. Mais rapidement les revendications salariales amènent une hausse des salaires et un retour du chômage à son niveau naturel. Or l'inflation ne baisse pas pour autant et la fois suivante il faut encore plus d'inflation pour réduire le chômage.

Pour les monétaristes, la courbe de PHILLIPS à long terme est verticale au niveau du chômage naturel



FRIEDMAN a défini ainsi le taux naturel de chômage : "*[C'est] le niveau qui résulterait d'un système d'équations walrasien d'équilibre général si l'on y incluait les caractéristiques structurelles réelles des marchés du travail et des biens, y compris les imperfections de marché, la variabilité stochastique des demandes et des offres, le coût de collecte de l'information sur les emplois vacants, les coûts de mobilité, etc.*"

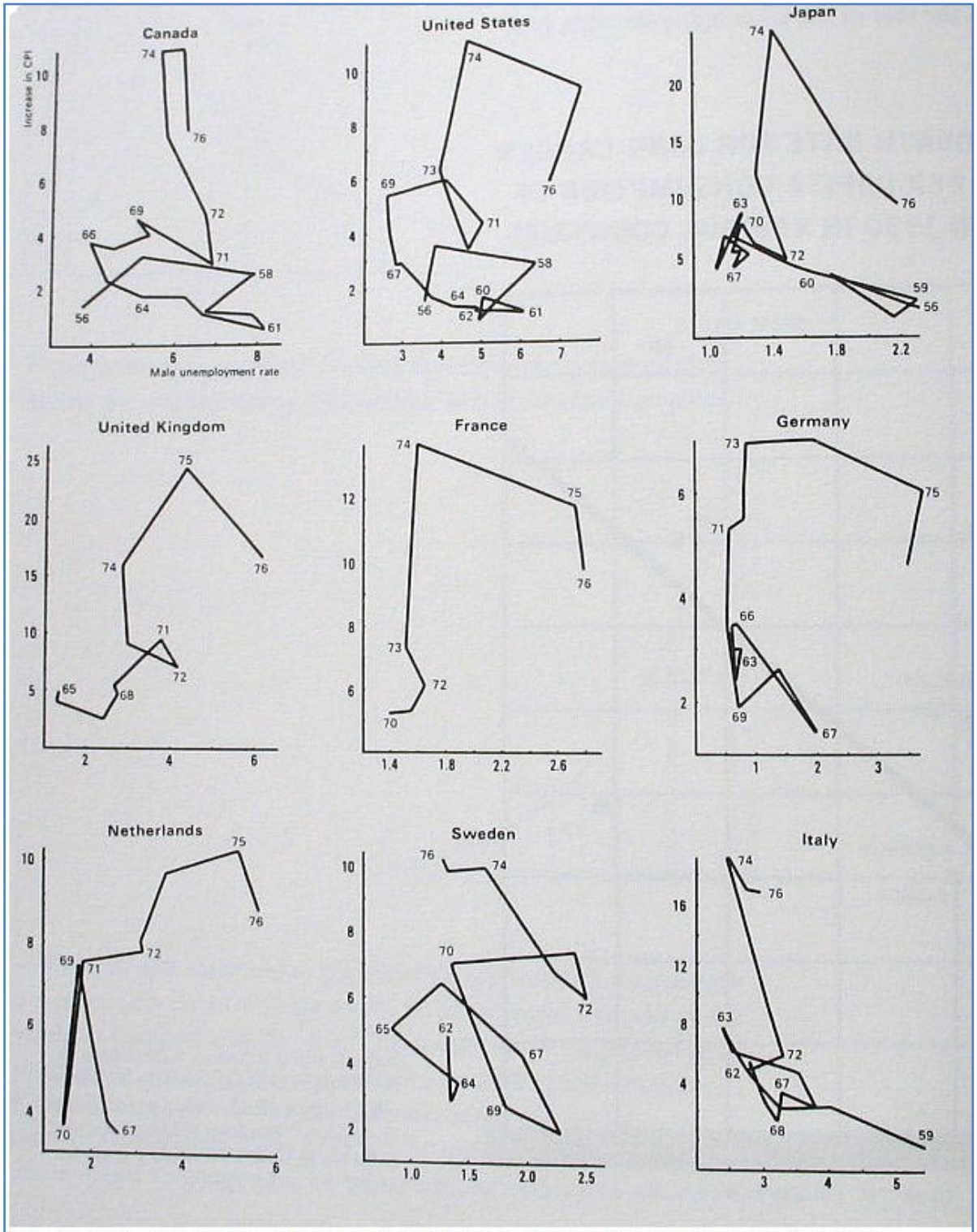
Pour FRIEDMAN, si les gouvernements veulent réduire le taux naturel de chômage afin d'atteindre des niveaux plus élevés de production et d'emploi, ils doivent poursuivre des politiques de gestion de l'offre conçues pour améliorer la structure et le fonctionnement du marché du travail et de l'industrie, plutôt que des politiques de gestion de la demande.

L'inexistence de la courbe de PHILIPPS à long terme a été fréquemment illustrée (voir ci-après la série de graphiques extraits de l'étude parue dans les années 1970, sous la direction de Paul McCRACKEN, graphiques qui montrent l'absence de relation dans les faits, quel que soit le pays considéré).

Pour finir, les trois convictions distinctives de l'approche monétariste sont résumées ci-après :

- Les variations du stock de monnaie sont le facteur prédominant pour expliquer les variations de l'activité économique.
- L'économie est intrinsèquement stable, sauf si elle est perturbée par une croissance monétaire erratique. Lorsqu'elle est soumise à un choc quelconque, elle revient assez rapidement au voisinage de l'équilibre à long terme, c'est-à-dire au taux de chômage naturel.
- Il n'y a pas d'arbitrage entre le chômage et l'inflation à long terme; c'est-à-dire que la courbe de PHILLIPS est verticale.

L'absence de relation de PHILLIPS à long terme démontrée par les faits
A part PHILLIPS, personne n'a jamais réussi à vérifier l'existence d'une courbe de Phillips



En abcisse, le taux de chômage (en %) et en ordonnée le taux de croissance annuel de l'indice des prix à la consommation

Source : Paul McCRACKEN, et al. (1977), *Towards Full Employment and Price Stability*, Paris, page 106.

3 – Néo-keynésiens contre nouveaux classiques

Les controverses entre les keynésiens orthodoxes et les monétaristes se sont poursuivies avec leurs successeurs intellectuels. Les successeurs des keynésiens orthodoxes sont les **néo-keynésiens**. Et les successeurs des monétaristes sont les **nouveaux classiques**.

A – Les néo-keynésiens

Il est impossible dans le cadre de ce cours d'histoire des faits et des idées de donner autre chose qu'une vague idée de l'apport des néo-keynésiens à l'analyse macro-économique[138].

Deux idées sont cependant à souligner :

- **les auteurs néo-keynésiens sont tous convaincus que la gestion de la masse monétaire permet de stimuler l'activité économique**. Ceci les différencie des keynésiens orthodoxes qui pensaient que la politique monétaire était inefficace dans le pilotage de l'activité économique.
- **les néo-keynésiens sont également convaincus que la macroéconomie héritée de Keynes doit être complétée par des fondements micro-économiques.** Ils ont donc beaucoup étudié les comportements micro-économiques des entreprises et des consommateurs pour essayer de montrer comment ces comportements pouvaient avoir un impact sur les fluctuations macro-économiques. Ils ont par exemple montré que la rigidité des prix nominaux pouvait s'expliquer par des comportements individuels liés au coût de changement des prix. Ils acceptent en fait l'analyse OD-OG en essayant d'en tirer les conclusions keynésiennes quant à la lenteur de l'ajustement économique spontané et les imperfections de marché. Ceci leur permet de souligner la nécessité corrélative pour l'Etat de corriger les insuffisances de l'économie de marché (tout ceci vaut pour les Etats-Unis et certains pays d'influence ou de tradition anglo-saxonne, car en France les débats économiques théoriques ne sont que cacophonies de poseurs et mauvaises traductions d'idées hâtivement piochées dans des manuels américains [acquis grâce aux deniers publics] et laborieusement adaptées à un contexte socio culturel qui ne leur conviendra jamais).

---

[138] Les lecteurs intéressés peuvent se reporter au chapitre 7 de l'ouvrage de Brian SNOWDON, Howard VANE et Peter WYNARCZYK, 1997, "*La pensée économique moderne - Guide des grands courants de KEYNES à nos jours*" , Ediscience.

B – Les nouveaux classiques

L'apport des nouveaux classiques est essentiellement lié à trois concepts :

- les anticipations rationnelles,
- l'ajustement continu des marchés
- la représentation du fonctionnement de l'économie à partir de fonctions d'offre et de demande globales.

1 – La notion d'anticipations rationnelles

Le concept d'anticipations rationnelles a initialement été introduit dans l'analyse économique par John MUTH en 1961. MUTH (1961) suggéra « *que les anticipations, dans la mesure où elles sont des prévisions bien informées d'événements futurs, sont essentiellement identiques aux prévisions d'une théorie économique correcte* ». L'idée de MUTH ne fut pas tout de suite reprise par d'autres économistes et il se passa presque dix ans avant que Robert LUCAS et Thomas SARGENT ne commencent à l'incorporer dans leurs modèles macroéconomiques.

L'hypothèse des **anticipations rationnelles** s'oppose à celles des **anticipations adaptatives** initialement utilisées par les monétaristes orthodoxes dans leurs explications de l'inflation et de la courbe de PHILLIPS.

- Dans l'hypothèse des **anticipations adaptatives**, les agents économiques ne fondent leurs anticipations des valeurs futures d'une variable (comme l'inflation) que sur des valeurs passées de la variable en question.
- A l'opposé, dans **l'approche rationnelle des anticipations**, celles-ci se fondent sur l'utilisation de toute l'information publiquement disponible. Notons également que la version forte de l'hypothèse présente une conséquence essentielle : les agents ne forment pas d'anticipations systématiquement fausses dans le temps.

Le meilleur exemple d'application du concept d'anticipations rationnelles à l'analyse macroéconomique est celui du **théorème d'équivalence « ricardien »**, qui avait été initialement proposé par RICARDO, puis redécouvert par Robert BARRO dans le contexte d'un modèle macroéconomique avec anticipations rationnelles.

Ce théorème s'énonce ainsi : le financement d'un déficit par endettement ou par impôt a des effets équivalents sur le comportement des agents économiques.

Le raisonnement qui sous-tend ce théorème est le suivant : Lorsque le gouvernement propose des réductions d'impôt, il s'attend, dans une optique keynésienne, à voir la demande globale augmenter et donc le chômage à se réduire. Mais, selon RICARDO et BARRO, une telle relance ne se produira pas, précisément parce que les agents économiques sont rationnels, et qui si on réduit leurs impôts aujourd'hui, ils sont tout à fait capables de comprendre (et d'anticiper rationnellement) que cela va augmenter la dette de l'Etat et que pour payer cette dette, il faudra bien que d'ici quelques années, les impôts augmentent à nouveau. Donc, au lieu de dépenser plus, les agents économiques vont placer le surplus dont ils disposent à la suite de la réduction d'impôt, cela afin de pouvoir payer les impôts

futurs. De ce fait, la réduction des impôts n'aura aucun effet de relance sur l'activité économique : la politique budgétaire est inefficace.

D'un autre côté, si au lieu de réduire les impôts, le gouvernement relance l'activité par une politique de dépense, les agents économiques savent que cela aura pour effet d'augmenter leurs impôts futurs et donc ils épargnent davantage au lieu de consommer plus.

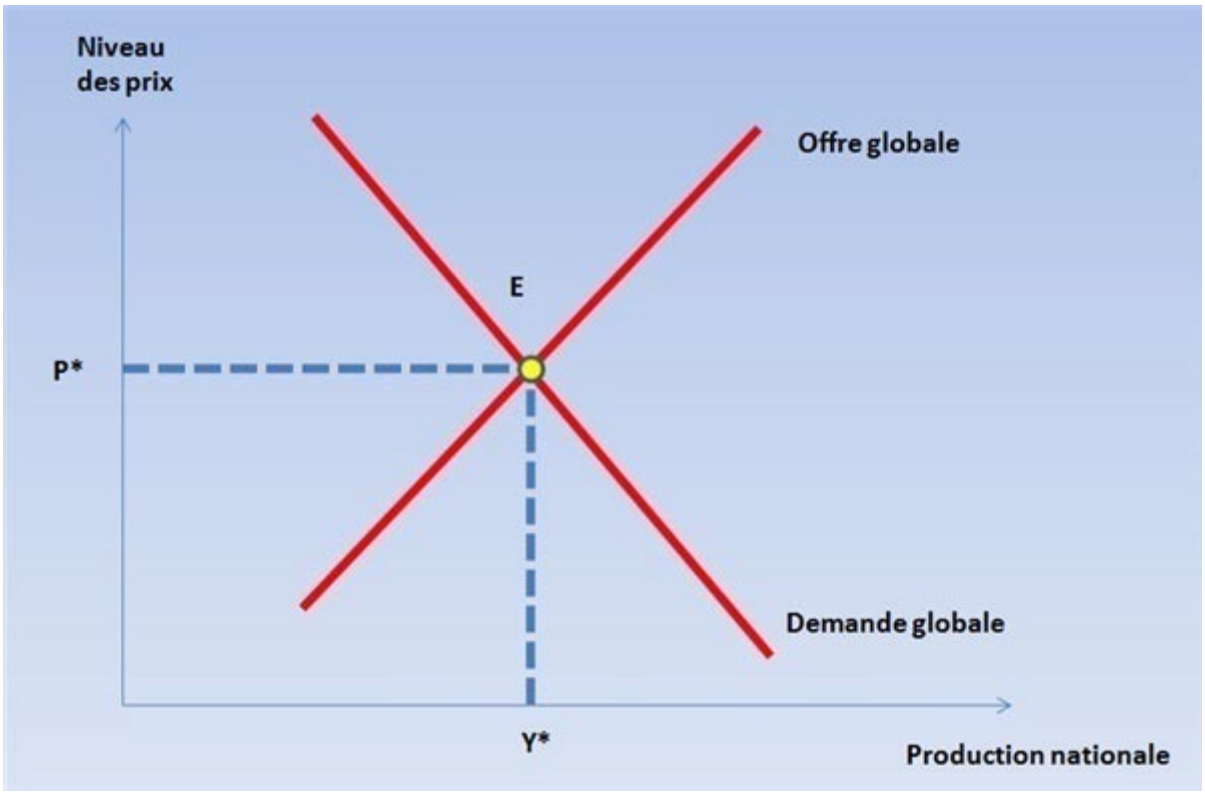
2 – L'ajustement continu des marchés

La seconde hypothèse centrale des modèles des nouveaux classiques est que tous les marchés de l'économie s'ajustent continuellement, suivant la tradition néo-classique. A tout instant, les résultats observés sont considérés comme le reflet de l'«ajustement du marché », c'est-à-dire des réactions optimales d'offre et de demande des agents économiques en fonction de leur perception des prix. Il s'ensuit que l'économie est dans un état d'équilibre permanent (à court et long terme). Les modèles des nouveaux classiques sont par conséquent qualifiés de modèles d'équilibre.

3 – La fonction d'offre globale

Les fondements de la fonction d'offre globale sont deux postulats microéconomiques : (i) les décisions rationnelles des travailleurs et des entreprises reflètent un comportement d'optimisation de leur part; et (ii) l'offre de travail (production) par les travailleurs (entreprises) dépend du prix du travail (des biens).

Le diagramme OG-DG



A partir de là, et au moyen de modèles mathématiques relativement complexes, les nouveaux classiques parviennent à montrer que la fonction d'offre macro-économique est croissante avec le niveau général des prix, tandis que la fonction de demande est décroissante. Autrement dit, pour les nouveaux classiques, l'économie toute entière peut se comprendre à partir d'un graphique d'offre et de demande. Ce nouveau graphique se substitue alors au schéma IS-LM des keynésiens. Si l'on en restait là, il faudrait reconnaître, comme l'avait espéré SAMUELSON, que non seulement la micro-économie, mais aussi la macroéconomie, serait toute entière revenue dans le camp néo-classique. Mais ce n'est évidemment pas le cas.

En 1998, les économistes Brian SNOWDON et Howard VANE (Conversations with Leading Economists [1999], page 100) demandèrent à James TOBIN :

« *Do you see any signs of an emerging consensus in macroeconomics* ? » (Pensez-vous qu'un consensus puisse se dessiner sur les questions macroéconomiques ?)

A quoi il répondit :

« *It may be coming, but I don't see it . There is still great conflict* » (c'est possible, qu'il y en ait un dans l'avenir, mais ce n'est pas pour demain. L'heure est encore aux grandes querelles).

Bibliographie

Manuels d'histoire des faits et/ou des idées

DENIS, Henri (1999), Histoire de la pensée économique, Presse Universitaires de France.

HEILBRONNER, Robert, L., (1971), Les grands économistes, Collection Point Seuil.

NIVEAU Maurice et Yves CROZET, (2000), Histoire des faits économiques contemporains, PUF, première édition en 1966.

JACOUD, Gilles & Eric TOURNIER, (1998), Les grands auteurs de l'économie, Hatier.

BEAUD, Michel & Gilles DOSTALER, (1996), La pensée économique depuis Keynes, Point Seuil

SNOWDON, Brian, Howard VANE (1996), La pensée économique moderne: Guide des grands courants de Keynes à nos jours, Ediscience.

SNOWDON, Brian, Howard VANE (1999), Conversations with Leading Economists, Edward Elgar

BERAUD A. et FACCARELLO G (1993), Nouvelle histoire de la pensée économique, volume 1, Paris, La Découverte

BLAUG Mark (1998), La pensée économique, origines et développement, Paris, Economica

GIDE Charles et RIST Charles : Histoire des Doctrines Economiques. 7e édit., Paris, Sirey, 1947

BOURCIER DE CARBON, Essai sur l'Histoire de la Pensée et des Doctrines Economiques, Paris, L.G.D.G., 1979

Quelques uns livres des auteurs cités dans ce cours (les dates se rapportent à l'édition originale dans la langue originale)

PLATON :

La république

ARISTOTE :

La politique

Thomas d'AQUIN :

Somme théologique

Adam SMITH :

Recherches sur la nature et les causes de la richesse des nations (1776)

David RICARDO :

Des principes de l'économie politique et de l'impôt (1817)

Frédéric BASTIAT

Sophismes économiques, première série (1845) et deuxième série (1848)

John Stuart MILL :

L'Utilitarisme (1863)

Thomas MALTHUS

Essai sur le principe de population (1798)

John Maynard KEYNES :

Les conséquences économiques de la paix (1919)

La réforme monétaire (1923)

Théorie générale, de l'emploi, de l'intérêt et de la monnaie (1936)

Essais de persuasion (1931)

Joseph SCHUMPETER

Histoire de l'Analyse Economique, traduit sous la direction de J.-Cl. Casanova, Paris, Gallimard, 1983

Alfred MARSHALL

Principes d'économie politique (1890)

Diverses ressources internet :

Wikipedia : L'encyclopédie la plus fabuleuse qui soit. A terme, tout sera sur Wikipedia. Le portail économie de Wikipedia permet de rayonner ensuite sur tous les domaines de l'économie. Souvent les articles rédigés en anglais sont plus complets et mieux soignés que ceux rédigés en français (quelques exceptions sont comme d'heureuses surprises qui semblent à tort inverser la règle).

Economy Professor : A Dictionary of Economic Terms, Concepts, Theories & Theorists

The History of Economic Thought Website: http://cepa.newschool.edu/het/home.htm

Documents audio et/ou video :

Interview de Robert SOLOW : Interview with Professor Robert Solow at the 1st Meeting of Laureates in Economic Sciences in Lindau, Germany, September 1-4, 2004. Interviewer is freelance journalist Marika Griehsel. Professor Solow talks about how to solve the problem of joblessness, consequences of immigration (4:57), the gap between the rich and the poor (6:52), economic growth in the future (9:50), alternative ideas around economic thinking (13:28) and about being awarded the Prize (22:55).

Interview de Edmund PHELPS : Interview with the 2006 Laureate in Economics, Edmund S. Phelps, 6 December 2006. The interviewer is Rupini Bergström, freelance journalist.

Interview de Finn E. KYDLAND and Edward C. PRESCOTT : Interview with the 2004 Laureates in Economics, Finn E. Kydland and Edward C. Prescott, December 11, 2004. Interviewers are Professor Karl-Gustaf Löfgren and Johanna Åström, post graduate student, Umeå University. The Laureates talk about why they became economists, how they started their research (5:40), their discovery and its results (9:33), development of the business cycle theory (13:45), Norwegian Laureates (17:09), women in the economic field (21:10) and their present work (23:07).

Chicago against the tide : Extraits de « Commanding Heights » (PBS Documentary). Interviews de divers économistes sur l'école de Chicago.

The wealth of Nations, série YouTube sur l'analyse économique, d'inspiration anarcho-capitaliste, vidée de l'habituelle bêtise de certains pseudos autrichiens français qui se reconnaîtront tous seuls.

Notions diverses :

La notion d'ordre spontané : http://en.wikipedia.org/wiki/Spontaneous_order

Autres :

Blog de microéconomie : http://www.jsu.edu/depart/ccba/cwestley/mic.blog3.html

Histoire des faits économiques

Le monde antique

Jean ANDREAU, Jérôme France et Sylvia PITTIA, (sous la direction de) Mentalités et choix économiques des romains, Ausonius.

Christophe PEBARTHE, Monnaie et marché à Athènes à l'époque classique, Belin, 2008.

Jean ANDREAU, Banque et affaires dans le monde romain : IVe siècle av. J.-C. - IIIe siècle ap. J.-C., Points Seuil, 2001.

Jean ANDREAU, Véronique CHANKOWSKI, Vocabulaire et expression de l'économie dans le monde antique, Ausonius, 2008.

Le moyen Âge et l'ancien régime

Giacomo TODESCHINI, Richesse franciscaine : de la pauvreté volontaire à la société de marché, Verdier poche, 2008.

Claire JUDDE de LARIVIERE, Naviguer, commercer, gouverner : économie maritime et pouvoirs à Venise (XVe-XVIe siècles), Brill, 2008.

Guy LEMARCHAND, L'économie en France de 1770 à 1830 : de la crise de l'Ancien Régime à la révolution industrielle, Armand Colin, 2008.

Antoin E. MURPHY , John Law : économiste et homme d'Etat, PIE Peter Lang, 2008

Olivier BLEYS, Semper Augustus, Folio Gallimard - 2008 (1ère éd. 2007).

Les temps modernes (révolution industrielle et après)

Guy LEMARCHAND, L'économie en France de 1770 à 1830 : de la crise de l'Ancien Régime à la révolution industrielle, Armand Colin, 2008.

John Kenneth GALBRAITH, La Crise économique de 1929 : anatomie d'une catastrophe financièr, Payot - Collection Petite bibliothèque – 1989

Gérard Marie HENRY, Les crises au XXe siècle (1873-2003), 2003

Isaac JOHSUA, Une trajectoire du capital : de la crise de 1929 à celle de la nouvelle économie, Syllepse - 2006

Annexe 1 : Liste des prix Nobel de sciences économiques

2008 - Paul Krugman
2007 - Leonid Hurwicz, Eric S. Maskin, Roger B. Myerson
2006 - Edmund S. Phelps
2005 - Robert J. Aumann, Thomas C. Schelling
2004 - Finn E. Kydland, Edward C. Prescott
2003 - Robert F. Engle III, Clive W.J. Granger
2002 - Daniel Kahneman, Vernon L. Smith
2001 - George A. Akerlof, A. Michael Spence, Joseph E. Stiglitz
2000 - James J. Heckman, Daniel L. McFadden
1999 - Robert A. Mundell
1998 - Amartya Sen
1997 - Robert C. Merton, Myron S. Scholes
1996 - James A. Mirrlees, William Vickrey
1995 - Robert E. Lucas Jr.
1994 - John C. Harsanyi, John F. Nash Jr., Reinhard Selten
1993 - Robert W. Fogel, Douglass C. North
1992 - Gary S. Becker
1991 - Ronald H. Coase
1990 - Harry M. Markowitz, Merton H. Miller, William F. Sharpe
1989 - Trygve Haavelmo
1988 - Maurice Allais
1987 - Robert M. Solow
1986 - James M. Buchanan Jr.
1985 - Franco Modigliani
1984 - Richard Stone
1983 - Gerard Debreu
1982 - George J. Stigler
1981 - James Tobin
1980 - Lawrence R. Klein
1979 - Theodore W. Schultz, Sir Arthur Lewis
1978 - Herbert A. Simon
1977 - Bertil Ohlin, James E. Meade
1976 - Milton Friedman
1975 - Leonid Vitaliyevich Kantorovich, Tjalling C. Koopmans
1974 - Gunnar Myrdal, Friedrich August von Hayek
1973 - Wassily Leontief
1972 - John R. Hicks, Kenneth J. Arrow
1971 - Simon Kuznets
1970 - Paul A. Samuelson
1969 - Ragnar Frisch, Jan Tinbergen

Annexe 2 : Définitions de l'économie

Lionel ROBBINS (1898-1984): "*Economics is the science which studies human behavior as a relationship between ends and scarce means that have alternative uses*". Traduction possible : "*L'économie est la science de l'allocation des ressources rares entre des usages alternatifs*".

George Bernard SHAW (1856-1950): "*Economy is the art of making the most of life*".

Gary BECKER and Richard POSNER: "*The combined assumptions of maximizing behavior, market equilibrium, and stable preferences, used relentlessly and unflinchingly, form the heart of the economic approach.*"

"*Economics ... explores and tests the implications of assuming that man is a rational maximizer of his ends in life, his satisfactions - what we shall call his self-interest*."

John Maynard KEYNES (1883-1946) : "*The theory of economics does not furnish a body of settled conclusions immediately applicable to policy. It is a method rather than a doctrine, an apparatus of the mind, a technique of thinking, which helps it possessors to draw correct conclusions*"

Alfred MARSHALL (1842-1924) : "*Economics is a study of mankind in the ordinary business of life; it examines that part of individual and social action which is most closely connected with the attainment and with the use of the material requisites of wellbeing*".

James S. DUESENBERRY: "*Economics is all about how people make choices. Sociology is about why there isn't any choice to be made*".

John Maurice CLARK (1884-1963) "*An economist is a man with an irrational passion for dispassionate rationality*".

Source: MELBERG, Hans O. (1998), Definitions of economics: A short and uncritical introduction http://www.geocities.com/hmelberg/papers/981123.htm